This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

**Usage guidelines**

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

**About Google Book Search**

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

**A propos de ce livre**

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

**Consignes d'utilisation**

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

**À propos du service Google Recherche de Livres**

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

HARVARD LAW LIBRARY
3 2044 061 300 828

36a
20.7

HARVARD LAW LIBRARY

Received MAR 5 1927

# INTERNATIONALER
# ARBEITER-VERSICHERUNGS-KONGRESS.

---

# CONGRES INTERNATIONAL
## DES ACCIDENTS DU TRAVAIL ET DES ASSURANCES SOCIALES.

# INTERNATIONALER ARBEITERVERSICHERUNGS-KONGRESS.

SIEBENTE TAGUNG

WIEN, 17. BIS 23. SEPTEMBER 1905.

II. BAND.

WIEN 1906.

VERLAG DES ORGANISATIONSKOMITEES (WIEN, I. HANDELS- UND GEWERBEKAMMER).

Druck der k. u. k. Hof-Buchdruckerei u. Lithographie Emil M. Engel, Wien I.

# CONGRES INTERNATIONAL

DES

# ACCIDENTS DU TRAVAIL

ET DES

# ASSURANCES SOCIALES.

SEPTIEME SESSION

TENUE A VIENNE DU 17 AU 23 SEPTEMBRE 1905.

VOLUME II.

VIENNE 1906.

PUBLIE PAR LES SOINS DU COMITE D'ORGANISATION (VIENNE, I. HANDELS- UND GEWERBEKAMMER).

Impr. imp. et roy. Emile M. Engel, Vienne I.

MAR 5 '67

INTERNAT. ARBEITERVERSICHERUNGS-KONGRESS
*7. Tagung. — Wien. — 17. bis 23. September 1905.*

# DIE BEITRAGSLEISTUNG
BEI DER
# INVALIDEN- (UND ALTERS-) VERSICHERUNG
(MARKENSYSTEM, EINZUGSVERFAHREN)
UND DIE
## KONTROLLE DER BEITRAGSLEISTUNGEN
INSBESONDERE BEI
## UNSTÄNDIGEN ARBEITERN IN DEUTSCHLAND

VON
**HASSEL**
FINANZRAT UND VORSTANDSVORSITZENDER
DER LANDESVERSICHERUNGSANSTALT BRAUNSCHWEIG.

---

Die Invalidenversicherung in Deutschland ist eingeführt durch das Reichsgesetz vom 22. Juni 1889 am 1. Januar 1891 und neu geregelt durch das seit dem 1. Januar 1900 jetzt geltende Reichsgesetz vom 13. Juli 1899.

## I. Markensystem.

Die Form der Beitragsentrichtung beruht auf Marken, die jede Versicherungsanstalt für ihren Bezirk in fünf verschiedenen Lohnklassen mit Giltigkeit für je 1, 2 und 13 Wochen ausgibt, das für die große Menge aller Versicherten angenommene Markensystem, das auch anderwärts wegen seiner Einfachheit und vielseitigen Nützlichkeit (z. B. bei den Pfennigsparkassen, bei den zentralisierten Hilfskassen, bei der Volksversicherung) Eingang gefunden hat, ist nur für gewisse Verhältnisse durchbrochen, in welchen die Sammlung einer großen Zahl von Arbeitern, sei es für einen Betrieb, sei es für eine Anzahl gleichartiger Betriebe eine Abweichung zuließ; so sind 9

(5 Eisenbahn-, 4 Knappschafts-) Kasseneinrichtungen geschaffen, die für Bergarbeiter und für staatliche Eisenbahnarbeiter die Invalidenversicherung ohne Marken verwalten, in welcher Weise ferner für die angemusterten Seeleute seitens der in den Küstenländern Ostpreußen, Westpreußen, Pommern, Schleswig-Holstein, Hannover, Mecklenburg, Oldenburg und Hansestädte arbeitenden Geschäftsstelle für die Invalidenversicherung der Seeleute verfahren wird. Für die mit der Durchführung der Invalidenversicherung aller sonstigen Arten von Arbeitern betrauten 31 Landesversicherungsanstalten ist die Beitragsentrichtung durch Marken die Regel, welche zu durchbrechen die Gesetzentwürfe von 1896 und 1897 versuchten; man ist aber schließlich bei jener Regel geblieben. Im Wirkungsbereiche der 31 Landesversicherungsanstalten gelten demnach als Beiträge nur die durch Marken in einer Quittungskarte (die die Personalien des Versicherten enthält) nachgewiesenen Zahlungen; seitens der Kasseneinrichtungen und der Geschäftsstelle für Seeleute werden Bescheinigungen über die Beitragsleistung für die einzelnen Versicherten ausgestellt. Das Markensystem ist viel angefeindet und hat dem Gesetz den eigentümlichen Namen „Klebegesetz" eingebracht. Gegen das Markensystem hat sich wiederholt der frühere Präsident des Reichs-Versicherungsamtes Dr. Bödiker ausgesprochen; seine im Jahre 1895 verfaßten Ausführungen erschienen mit einem Vorwort von 1897 in der „Deutschen Revue" 1898. Die Begründung des Gesetzentwurfes, den der Herr Reichskanzler am 19. Januar 1899 dem Reichstage vorlegte, enthält auf Seite 181 f. f. eine eingehende Darstellung der für und wider das Markensystem angeführten Gründe und eine ausführliche Würdigung der Beibehaltung desselben; im Reichstage ist das Markensystem 1899 abermals angenommen, so daß es nunmehr im 15. Jahre im Gebrauch steht. Den Ausführungen jener Begründung stimme ich zu.

Man wird nicht fehlgehen in der Annahme, daß ein Hauptgrund der Befeindung des Markensystems in weiten

Volkskreisen tiefer lag, nämlich in der Abneigung gegen die Lastentragung überhaupt. Inzwischen ist Beruhigung eingetreten und mit der Beteiligung weiterer Kreise auch durch freiwillige Teilnahme an der Versicherung greift die Einsicht von den Wohltaten mehr und mehr Platz.

Die von der österreichischen Regierung im Dezember 1904 dem Abgeordnetenhause vorgelegte Denkschrift enthält in Form eines 252 Paragraphen umfassenden Gesetzentwurfes einen vollständigen Plan für die Reform der Kranken- und Unfallversicherung und für die Neueinrichtung der Invaliden- und Altersversicherung in Österreich. Nach diesem Plane soll die neu einzuführende Invaliden- und Altersversicherung, abgesehen von anderen Ausnahmen, nur auf die ständigen Arbeiter und Arbeiterinnen erstreckt werden; dagegen sind „Personen, deren Beschäftigung bei einem und demselben Dienstgeber nicht länger als drei aufeinander folgende Tage dauert" von der Versicherungspflicht ausgenommen. Diese können sich freiwillig an der Versicherung beteiligen. Mit jener Ausnahme ist für die Verwaltung eine wesentliche Erleichterung geschaffen, die auch nicht sehr durch die Gestaltung freiwilliger Beteiligung an der Versicherung beeinträchtigt werden wird; denn die Neigung dazu und das Verständnis dafür ist selbst in Deutschland, der Geburtsstätte der Arbeiterversicherung, bei den am unmittelbarsten interessierten Arbeitern so gering, daß, will man ihnen die Wohltaten wirklich zuteil werden lassen, nur Zwangsbeteiligung dies erreichen läßt. Der Plan des österreichischen Programmes wird weiter dadurch sehr erleichtert, daß man eine Invalidenversicherungsanstalt einrichten will, die in Wien unter staatlicher Verwaltung für das ganze Reich arbeitet. Damit ist eine wesentliche Vereinfachung geschaffen, die insbesondere eine Abrechnung unter verschiedenen Anstalten, wie sie in Deutschland notwendig ist, erübrigt und den österreichischen Entwurf vom Markensystem umso eher abgehen lassen konnte.

Wird der Entwurf Gesetz und bewährt sich insbesondere die Abstandnahme von dem Markensystem, so darf sich Österreich rühmen, auf dem Gebiete der Arbeiterversicherung eine Organisation eingeführt zu haben, wie sie einfacher, lichtvoller und übersichtlicher kaum gedacht werden kann, und wie sie insbesondere den Bödikerschen Vorschlägen in manchen Punkten entsprechen würde. Ob es aber in Deutschland überhaupt möglich sein wird, in ähnlicher Weise vorzugehen, dürfte sehr zweifelhaft sein. Aus nicht zu unterschätzenden Gründen hat der Gesetzgeber hier die eine Reichsanstalt für Invalidenversicherung von vornherein und wiederholt abgelehnt, und in der deutschen Einrichtung wird das viel angefeindete Markensystem doch den Sieg behaupten, da die ihm anhaftenden Vorteile anderweitig nicht zu erlangen sind.

Die Marken werden in Deutschland ausschließlich von den kaiserlichen Postanstalten verkauft, woselbst im gesetzlichen Regelfall sie der Arbeitgeber erwirbt, um sie wochenweise oder alle 2, beziehungsweise 13 Wochen in die Karte des Versicherten einzukleben. Abweichungen ergeben sich dadurch, daß in gewissen Fällen Versicherte selbst Marken einkleben und daß in 7 Anstaltsbezirken in weitem Umfange, in einigen anderen Bezirken in beschränktem Maße die Beiträge durch Krankenkassen, Gemeindebehörden oder Hebestellen den Arbeitgebern abgeholt werden, wofür die Markenverwendung diesen Stellen obliegt, welchen durch die Arbeitgeber über Beginn und Ende der Beschäftigung ihrer Angestellten, Arbeiter pp. Meldung zu machen ist. Dieses Verfahren der Beitragseinziehung steht gegenüber jenem vom Gesetz als Regel gedachten Entrichtungsverfahren durch den Arbeitgeber.

## II. Beitragseinziehung (Einzugsverfahren).

Die Beitragseinziehung kann erfolgen durch:

1. reichs- oder landesgesetzliche Krankenkassen und Knappschaftskassen;

2. Gemeindebehörden oder andere von der Landeszentralbehörde bezeichnete Stellen;
3. örtliche von der Versicherungsanstalt einzurichtende Hebestellen.

Die Einziehung kann angeordnet werden durch die Landeszentralbehörde oder mit Genehmigung derselben durch das Statut einer Versicherungsanstalt oder mit Genehmigung der höheren Verwaltungsbehörde durch statutarische Bestimmung eines weiteren Kommunalverbandes oder einer Gemeinde.

Die Versicherungsanstalten sind verpflichtet, den mit der Einziehung der Beiträge beauftragten Krankenkassen, Gemeindebehörden und sonstigen von der Landeszentralbehörde bezeichneten Stellen eine von der Landeszentralbehörde zu bestimmende Vergütung zu gewähren.

Während also die Beitragseinziehung den bestehenden Krankenkassen und Gemeindebehörden übertragen werden kann, ist auch die Neueinrichtung von Hebestellen durch die Versicherungsanstalt vorgesehen, deren örtliche Bezeichnung die höhere Verwaltungsbehörde vornehmen kann. Alsdann kann diesen Hebestellen mit Zustimmung der Krankenkasse durch die Landeszentralbehörde oder die höhere Verwaltungsbehörde die Einziehung der Krankenversicherungsbeiträge übertragen werden, wofür die Krankenkassen zu den Kosten der Hebestellen beizutragen haben; in jedem Falle holt ein Bote die Beiträge zu beiden Versicherungszweigen ab, was beim Publikum großen Beifall hat. Die Beitragseinziehung ist eingeführt und seit 1891 im Gebrauch

1. durch Verfügung der Landeszentralbehörde für die Bezirke der Versicherungsanstalten Sachsen, Württemberg, Baden, Hessen, Braunschweig und Hansestädte,
2. durch statutarische Bestimmung der Versicherungsanstalt Thüringen für ihren ganzen Bezirk.

Ferner ist das Einzugsverfahren durch das Reichspostamt bei den Postkrankenkassen eingeführt.

Weiter ist es in Anwendung in (zum Teil sehr) beschränktem Umfange in den Anstaltsbezirken Westpreußen, Brandenburg, Posen, Schlesien, Sachsen-Anhalt, Schleswig-Holstein, Hannover, Westfalen, Hessen-Nassau, Rheinprovinz, Niederbayern, Schwaben-Neuburg, Oldenburg, während es gar nicht (abgesehen von der Post) eingeführt ist in Ostpreußen, Pommern, Elsaß-Lothringen und in 6 bayerischen Anstalten.

Die Beitragseinziehung erfreut sich großer Beliebtheit bei den Arbeitgebern, da dieselben mit Erstattung der Meldung über Eintritt und Austritt der Versicherten aller Sorge überhoben sind, indem monatlich ein Bote der Einziehungsstelle die Beiträge abholt. Andererseits aber ist die Beitragseinziehung für die Versicherungsanstalten sehr kostspielig. Die in Anlage 1 enthaltene Tabelle zeigt, wie die Versicherungsanstalten 22—25, 27, 29 und 30 zwischen 3 und 6% ihrer Beitragseinnahmen jährlich für Beitragseinziehung verausgaben, woneben sie noch Kontrollekosten haben. Die Beitragseinziehung umfaßt nicht überall die unständigen Arbeiter und nicht die freiwillige Versicherung; wenn auch letztere nicht einer ausgedehnten Kontrolle bedürfte, so doch die unständigen Arbeiter. Die größten Kontrollekosten haben nach der Tabelle Ostpreußen mit mehr als 4% und Hannover mit mehr als 3% der Beitragseinnahmen; die niedrigsten Kosten für Kontrolle haben die acht bayerischen Anstalten, die dafür mit Ausnahme von Oberpfalz zum Teil sehr erheblich weniger als 1% der Beitragseinnahme ausgeben. Bei den verschiedenartigen Verhältnissen in den einzelnen Anstaltsbezirken ist ein allgemein treffender Vergleich der Ausgaben für Kontrolle und für Beitragseinziehung nicht wohl möglich, weder untereinander noch im Verhältnis zu der Einwohnerzahl oder den Beitragseinnahmen noch der beiden letzteren Zahlen zu einander. Die Einwohnerzahlen sind nach der Volkszählung vom 1. Dezember 1900 angegeben; die Beitragseinnahmen sind das Ergebnis einer nicht für jeden Bezirk augenfälligen Mehrheit verschiedener Faktoren, wobei

das Vorwiegen städtischer oder ländlicher Bevölkerung, industrieller oder landwirtschaftlicher Betriebe, hoher, mittlerer oder niedriger Lohnsätze, regelmäßiger oder unterbrochener Beschäftigung der Versicherten, im Vergleich der Jahre 1899, 1900 und 1904 auch die Erweiterung des Kreises der Versicherten mitspricht. Letzterer Umstand macht sich 1900 nur im geringen Maße bei einzelnen Versicherungsanstalten geltend, während die Gesamtbeitragseinnahme 1900 noch geringer ist als 1899, was darauf beruht, daß die meisten Anstalten mit Beitragseinziehung Vorsorge getroffen hatten, die Beitragszahlung für 1899 noch ganz im Jahre 1899 abzuwickeln, um die am 1. Januar 1900 eintretende Vermögens- und Lastenverschiebung nicht auf jene Beiträge mitwirken zu lassen. Dadurch sind trotz Erweiterung des Kreises der Versicherten und trotz Einführung einer neuen Lohnklasse mit höheren Beiträgen für hochgelohnte Versicherte z. B. in Sachsen und Württemberg 1900 $1^1/_2$, beziehungsweise 0·8 Millionen Mark gegen 1899 weniger vereinnahmt. Die 1904 erzielte Beitragseinnahme ist durchweg höher als 1899 und 1900, aber sehr verschieden aus den oben erwähnten Gründen im Vergleich zur Einwohnerzahl; z. B. kommen in den Hansestädten nahezu 5 Mark, im Königreich Sachsen $3^1/_3$ Mark, in Hannover $2^1/_3$ Mark, in Westfalen $2^1/_3$ Mark, in Mittelfranken $2^2/_3$ Mark, in Elsaß-Lothringen fast $2^1/_2$ Mark, in Oberbayern fast $2^1/_2$ Mark, in Niederbayern $1^1/_2$ Mark auf den Kopf der Bevölkerung, so daß aus den geringen Einnahmen und Kontrollekosten der bayerischen Anstalten nicht ohneweiters entnommen werden kann, es sei dort noch mehr an Beitragseinnahme zu erzielen, wenn mehr für ihre Überwachung aufgewendet werde. Zwar sind z. B. in Niederbayern mit Steigerung der Einnahme von 1900 bis 1904 um etwa 25% auch die Kontrollekosten daselbst um etwa 20% gestiegen; doch will es bei der gesamten Geringfügigkeit der letzteren (etwa $^2/_3$ % der Einnahme) nichts besagen; jedenfalls wird man nicht schließen können, daß mit

dem Jahresmehraufwand von 1·035 Mark die erhebliche Zunahme der Beitragseinnahme erreicht sei. Auch Hessen-Nassau steht mit dem Kontrolleaufwande ständig und erheblich unter 1% der Beitragseinnahme. Immerhin darf man aus dem Vergleich der Beitragseinnahme aller 31 Versicherungsanstalten mit der Einwohnerzahl des ganzen Deutschen Reiches 2½ Mark auf den Kopf als einen Durchschnitt entnehmen, der den Verhältnissen nach dem Gesetz der großen Zahlen gerecht wird und einen Maßstab für alle Bezirke abgeben kann, zumal nur diejenigen ihn erheblich überschreiten, die wie Berlin und Hansestädte hoch gelohnte Versicherte, mithin die höheren Lohnklassen aufweisen.

In den Bezirken mit Beitragseinziehung ist die Tätigkeit der Kontrollebeamten als Berater der Stellen so eingelebt, daß nicht nur letztere häufig den Besuch eines Kontrollebeamten zur Unterweisung in gewissen Einzelfragen ausdrücklich wünschen, sondern auch eine Fühlung der Zentralstelle mit den örtlichen Stellen gewonnen und erhalten wird, die der Sache nur förderlich sein kann und den Aufwand der etwas hohen Kosten mit rechtfertigt. Die Mannigfaltigkeit der Beziehungen der Landesversicherungsanstalten zu den verschiedensten Betrieben und das Eingreifen der Invalidenversicherung in alle Beschäftigungsverhältnisse läßt fast täglich neue Zweifel im Publikum hervortreten, zu deren Behebung ein regelmäßiger Geschäftsverkehr der örtlichen Stellen, sei es unmittelbar mit der Zentralstelle, sei es durch deren Kontrollebeamten, nützlich ist.

Einfacher liegen in dieser Hinsicht und für die Beitragserhebung die Verhältnisse der 9 Kasseneinrichtungen zu ihren Hebestellen; diese Einrichtungen mit rund 11 Millionen Mark Beitragseinnahme im Jahre 1902 sind in die Tabelle nicht aufgenommen, weil sie, mit Ausnahme einer einzigen, weder Kontrolle- noch Beitragseinziehungskosten haben. Kontrollemaßregeln sind bei ihnen unnötig, weil ihnen so gut wie kein Beitrag verloren geht; wer bei der Eisenbahn Arbeit nimmt,

muß zur Eisenbahnkrankenkasse gemeldet werden, die ohneweiters die Invalidenversicherungsbeiträge mithebt; wer im Bergbau Arbeit nimmt, wird knappschaftspflichtig und gleichfalls dadurch zur Invalidenversicherung herangezogen. So entrinnt den Kasseneinrichtungen kein Beitrag; eine Ausnahmestellung nimmt die norddeutsche Knappschaftspensionskasse in Halle ein, die ähnlich einer Landesversicherungsanstalt für eine große Zahl von Knappschaftsvereinen tätig ist, also ein von diesen verschiedenes Rechtssubjekt bildet, während bei den acht anderen Einrichtungen die Verwaltung der Kranken- und der Invalidenversicherung und etwaiger Zuschußkassen einheitlich geschieht; daher hat die norddeutsche Knappschaftspensionskasse den für sie arbeitenden Vereinen eine Vergütung gezahlt, die unter Beitragseinziehungsvergütung gebucht wird und einigen Unwillen verstummen machte, der bei Entstehung der Kasseneinrichtung über die durch ihre Geschäfte verursachte Mühe aufkommen wollte.

Die Einziehung der Beiträge für Seeleute erfolgt nach den Vorschriften des Bundesrates vom 22. November 1890 und 20. Dezember 1894. Darnach sind die Rheder verpflichtet, die Entrichtung der Beiträge für Seeleute innerhalb der ersten sechs Wochen eines jeden Jahres für das abgelaufene Jahr ohne jede Aufforderung vorzunehmen.

Über jeden Rheder wie dessen Schiffe wird ein besonderes Register geführt und nach Eingang der Beiträge bei jedem Schiffe der Vermerk gemacht, daß diese gezahlt seien.

An der Hand dieser Register läßt sich feststellen, ob von jedem Rheder und für jedes Schiff die Beiträge rechtzeitig eingegangen sind. Mit der Zahlung im Rückstande bleibende Rheder werden dann, sofern sie nicht befristet sind, gemahnt.

Zur Prüfung der richtigen Berechnung der Beiträge durch die Rheder dienen die erledigten Musterrollen der Schiffe, welche sämtlich zu diesem Zwecke von den Seemannsämtern

an die Geschäftsstelle der Seeleute in Lübeck bei der Hanseatischen Landesversicherungsanstalt oder an die zutreffende Versicherungsanstalt des Heimatshafens gelangen.

Die an die Geschäftsstelle gelangenden Beiträge gelten nur für solche Fahrzeuge, deren Besatzung angemustert wird; über die Dienstzeit eines jeden Seemannes gibt daher der Geschäftsstelle die Musterrolle Auskunft. Unständige Beschäftigung von Seeleuten kann nur während der Liegezeit der Schiffe erfolgen, nachdem die ganze Besatzung abgemustert ist. In diesem Falle sind die Beiträge durch Verwendung von Quittungskarten und Marken zu entrichten, und es erfolgt die Kontrolle der Beitragsentrichtung für diese Personen in gleicher Weise wie für alle übrigen Versicherten am Lande.

Wie sich aus Vorstehendem ergibt, ist die Kontrollierung des Einganges der Beiträge für angemusterte Seeleute eine sehr eingehende und wie die Jahresberichte der Geschäftsstelle für die Versicherung der Seeleute zeigen, eine außerordentlich wirksame. Die Kontrollierung der Beiträge für nicht angemusterte Seeleute, also für solche Personen, die auf Seeschiffen während der Zeit der Abmusterung der Mannschaft beschäftigt werden, bietet nichts besonderes.

Den größeren Kosten gegenüber dürfen diejenigen Bezirke, in denen durchwegs Beitragseinziehung besteht, auf eine gleichmäßige Einführung und Durchführung der Invalidenversicherung zurückblicken, wodurch in denselben von vornherein der nahezu volle Eingang der Beiträge gesichert war, also größere Schwankungen fortfielen und die Versicherten, deren Rechte bei der Beitragseinziehung schon mit der Beitragszahlung entstehen, der ihnen vom Gesetz zugedachten Wohltaten gleichmäßig teilhaftig wurden. Im Entrichtungsverfahren entsteht das aus dem Einzelbeitrage sich ergebende Recht des Versicherten erst mit Einkleben der Marke in die Quittungskarte; anders im Einziehungsverfahren, wo die Zahlung des Beitrages an die Hebestelle oder ihren Boten für den bestimmten Versicherten

und Zeitraum alle Rechtswirkungen hat, was von Wichtigkeit ist, wenn der gezahlte Beitrag nicht bestimmungsmäßig verwendet wird, insbesondere also, wenn keine Marke dafür eingeklebt wird. Es ist leider mehrfach vorgekommen, daß Rechnungsführer von Krankenkassen untreu befunden wurden und zum Teil erheblicher Unterschlagungen schuldig waren. Hat auch in diesen Fällen die Invalidenversicherung keinen Schaden gehabt, da die Krankenkassen ihr ersatzpflichtig waren, und ist auch letzteren durch Ersatz seitens der untreuen Verwalter oder deren Angehörigen ein Teil des Schadens gedeckt, so bleibt es doch bedauerlich, wenn derartige Vergehen vorvorkommen, zumal sie meistens in nicht streng genug geübter Aufsicht durch den Vorstand der Krankenkasse oder Hebestelle ihre Ursache haben. Mehrfach war festzustellen, daß die von der Landesversicherungsanstalt zu zahlende Vergütung für Beitragseinziehung als Gebühr nicht der Einziehungsstelle, sondern des Rechnungsführers derselben und folgeweise die Beitragseinziehung nicht als Sache der Stelle, sondern als Nebenarbeit des Rechnungsführers angesehen wurde, weshalb die Krankenkassenvorstände meinten, einer Kontrolle der Rechnungsführer in Bezug auf Geschäfte für Invalidenversicherung überhoben zu sein. Das Reichs-Versicherungsamt und vorkommendenfalls die Landeszentralbehörde hat die Krankenkassen für haftbar wegen Veruntreuung ihrer Organe erklärt und ihre Vorstände zu nachdrücklicher, regelmäßig wiederkehrender Prüfung der Rechnungsführung angehalten, was zum Vorteil auch der Krankenkassen ausschlagen wird, da ohne Zweifel die untreu befundenen Rechnungsführer auch in den Krankenkassengeschäften nicht überall korrekt verfahren sein werden. Diese Erfahrungen lehren, daß die für die Versicherungsanstalten kostspielige Beitragseinziehung aufmerksame Überwachung der Rechnungsführer der Einziehungsstellen unerläßlich macht. In verschiedenen Bezirken sind dieserhalb durch die Landeszentralbehörde Vorschriften erlassen über die

Maßnahmen, welche die Versicherungsanstalt zur Ausübung der Kontrolle der Einziehungsstellen ergreifen kann. Als ein Muster solcher Vorschriften ist in Anlage II die Bremer Verordnung vom 11. März 1904 (gleichlautend in Hamburg und Lübeck) abgedruckt. Wie anderwärts, so zeigt es sich auch hier, daß Verwalter fremden Geldes ständiger Überwachung bedürfen, um nicht in Versuchung zu kommen und derselben zu erliegen. Die braunschweigischen Vorschriften sind bislang die eingehendsten; ihre Durchführung ist noch von zu kurzer Dauer; aber die genaue Verteilung der jeder Behörde zukommenden Rechte und Pflichten läßt hoffen, daß auf diesem Gebiete größere Klarheit als bisher vorwaltet. In Baden und Sachsen werden von den Beitragseinziehungsstellen auch für die unständig beschäftigten Versicherten die Beiträge erhoben, wenn dieselben von der Befugnis, die Marken selbst zu kleben, keinen Gebrauch machen. In Baden haben die Ortspolizeibehörden die Kontrolle über die richtige Beitragsentrichtung der unständig Beschäftigten auszuüben und vierteljährlich Einsicht von den Karten zu nehmen. Im Falle ungenügender Beitragsentrichtung oder Markenklebung hat die Ortspolizeibehörde für sofortige Nacherhebung bei den Arbeitgebern zu sorgen.

Über Einziehung, Verwendung und Verrechnung der Beiträge sind von den Landeszentralbehörden in Sachsen, Württemberg, Baden, Hessen, Braunschweig und Hansestädte eingehende Vorschriften erlassen; für Thüringen hat sie der Vorstand der Landesversicherungsanstalt geregelt. Soweit diese Vorschriften nichts anderes anordnen, werden die Beiträge zugleich mit den Beiträgen zur Krankenversicherung an deren Fälligkeitsterminen eingezogen; dadurch ist für die Beitragseinziehung der zivilrechtlich im Einzelfalle etwa abweichende Fälligkeitstermin des Lohnes, bei dessen Zahlung die Beitragsentrichtung im Regelfalle erfolgen soll, bedeutungslos geworden. Sind für einzelne Versicherte (z. B. Lehrer und Lehrerinnen) Kranken-

versicherungsbeiträge nicht einzuziehen, so bestimmt die Einzugsstelle die Zeitpunkte der Einziehung.

Von den sogenannten unständigen Arbeitern können die Beiträge zu der auf den Versicherten treffenden Hälfte auch unmittelbar eingezogen werden, während die Arbeitgeberhälfte von der Gemeinde oder dem weiteren Kommunalverbande entrichtet und durch sie vom Arbeitgeber wieder eingezogen wird. Diese Ausnahmevorschrift ist bislang nur in den Städten Hildesheim und Siegen zur Anwendung gebracht; in Hildesheim bleibt es dem Magistrat überlassen, die Arbeitgeberbeitragshälfte von den Arbeitgebern wieder beizutreiben; man hat davon Abstand genommen, den Betrag also der Stadtkasse zur Last gelegt.

Wird die Einziehung der Beiträge angeordnet, so kann von der Landeszentralbehörde oder vom Vorstande der Versicherungsanstalt einzelnen Arbeitgebern gestattet werden, die Beiträge der von ihnen beschäftigten Personen durch Verwendung von Marken selbst zu entrichten. Von solchen Verfügungen ist der Einzugsstelle Kenntnis zu geben. Reichs-, Staats- und Kommunalbehörden können für die von ihnen beschäftigten versicherungspflichtigen Personen die Entrichtung der Beiträge übernehmen. Diese Rückkehr zur Regel des Entrichtungsverfahrens ist in Braunschweig sehr beliebt, wenn Arbeitgebern der Verkehr mit verschiedenen Hebestellen deshalb zufallen würde, weil ein Teil ihrer Arbeiter in, die Invalidenversicherungsbeiträge einziehenden Krankenkassen, ein Teil aber in freien Hilfskassen gegen Krankheit versichert ist; letztere können die Invalidenversicherungsbeiträge nicht heben; für die betreffenden Versicherten würde also die örtliche Hebestelle einzutreten haben.

Die Gewährung der Erlaubnis wird von der Zuverlässigkeit des nachsuchenden Arbeitgebers in Bezug auf Durchführung der Versicherung und Ermöglichung der Kontrolle abhängig gemacht.

## III. Kontrolle der Beitragszahlungen.

Die regelmäßige Überwachung der rechtzeitigen und vollständigen Entrichtung der Beiträge ist den Versicherungsanstalten zur Pflicht gemacht. Ihre Organe und Beauftragten, sowie die die Kontrolle ausübenden anderen Behörden oder Beamten können von den Arbeitgebern Auskunft über die Zahl der von ihnen beschäftigten Personen, über die gezahlten Löhne und Gehälter und über die Dauer der Beschäftigung, auch Vorlegung derjenigen Geschäftsbücher oder Listen, aus denen jene Tatsachen hervorgehen, zur Einsicht während der Betriebszeit an Ort und Stelle verlangen. Ebenso sind die Versicherten zur Erteilung von Auskunft über Ort und Dauer ihrer Beschäftigung verpflichtet, die Arbeitgeber und die Versicherten sind ferner verbunden, den bezeichneten Organen, Behörden und Beamten auf Erfordern die Quittungskarten behufs Ausübung der Kontrolle und Herbeiführung der etwa erforderlichen Berichtigungen gegen Bescheinigung auszuhändigen. Sie können hiezu von der Ortspolizeibehörde durch Geldstrafen bis zum Betrage von je 150 Mark angehalten werden.

Die Versicherungsanstalten sind befugt, mit Genehmigung des Reichs-Versicherungsamts zum Zwecke der Kontrolle Vorschriften zu erlassen. Das Reichs-Versicherungsamt kann den Erlaß solcher Vorschriften anordnen und dieselben, sofern die Anordnung nicht befolgt wird, selbst erlassen. Der Vorstand der Versicherungsanstalt ist befugt, Arbeitgeber und Versicherte zur rechtzeitigen Erfüllung dieser Vorschriften durch Geldstrafen bis zu je 150 Mark anzuhalten.

Diese Vorschriften des jetzt geltenden Invalidenversicherungsgesetzes von 1899 gehen in mancher Beziehung weiter als die den gleichen Gegenstand behandelnde Bestimmung des Invaliditäts- und Altersversicherungsgesetzes von 1889, welche insbesondere eine Verpflichtung der Versicherungsanstalten zur Kontrolle nicht aussprach, dieselben aber als

berechtigt zum Erlaß von Kontrollevorschriften erklärte. Diese im Gesetz von 1889 an erster Stelle stehende Befugnis der Versicherungsanstalten ist jetzt an die letzte Stelle gerückt. Mit Recht heben Gebhard und Düttmann im Kommentar zum Invalidenversicherungsgesetz Seite 691 hervor, daß die Erfahrung gezeigt hat, der Schwerpunkt der Bestimmungen über die Ausübung der Kontrolle liege nicht in den ihretwegen zu erlassenden Vorschriften, sondern in der Verpflichtung der Arbeitgeber und der Versicherten zu Auskunfterteilung. Es waren denn auch vor 1900 nur in Schlesien Vorschriften, betreffs die Beitragsentrichtung für die Hausgewerbetreibenden der Textilindustrie, erlassen. Inzwischen sind mit Beschränkung auf zweijährige Wirksamkeit Kontrollevorschriften erlassen in Sachsen-Anhalt seit 1./X. 1902 und in Hessen-Nassau seit 1./I. 1904 gleichlautend, ebenso in Hannover, Elsaß-Lothringen und Oldenburg seit 1./I. 1903 nahezu gleichlautend. Als ein Muster sind in Anlage III die neuesten Oldenburger Vorschriften mitgeteilt. Über die Bewährung schreibt man aus:

Sachsen-Anhalt: ein abschließendes Urteil sei bei der Kürze der zeitlichen Wirksamkeit nicht möglich. Von der Befugnis zur Auferlegung der Führung von Listen sei nur selten Gebrauch gemacht; im großen ganzen sei durch die Vorschriften regelmäßigere Markenverwendung für die unständigen Arbeiter bislang nicht in nennswertem Maße erzielt. Die Vorschriften sind jetzt dauernd im Gebrauch.

Hannover, daß die Anwendung der Vorschriften nur in geringem Umfange erfolgt ist, wenn verschärfte Maßregeln gegen Arbeitgeber und Versicherte im Interesse einer wirksameren Kontrolle durchaus erforderlich waren. In diesen Fällen seien die Vorschriften eine wertvolle Handhabe zur Durchführung des Gesetzes gewesen, die man nicht entbehren möchte. 1903 sei in 5 Fällen, 1904 in 1 Falle die Führung von Listen durch Arbeitgeber gefordert. Die Geltungsdauer der Vorschriften ist bis 31./12. 1907 verlängert.

Hessen-Nassau, daß die Vorschriften eine durchgreifendere Ausübung der Kontrolle ermöglicht, öftere Kontrollegänge zu ein und demselben Arbeitgeber erspart, die dienstliche Stellung der Kontrollebeamten gegenüber den Arbeitgebern und Versicherten verbessert und sich bis jetzt, auch hinsichtlich der unständigen Arbeiter gut bewährt haben. Da diese Vorschriften indessen erst mit dem 1. Januar 1904 eingeführt worden sind und in der Übergangszeit bisher nur in schonender Weise zur Anwendung gelangten, so ist noch kein Fall zu verzeichnen, in welchem einem säumigen Arbeitgeber die Führung von Verzeichnissen hätte auferlegt werden müssen. Dagegen ist in den letzten Monaten 1904 verschiedenen unständigen Arbeitern selbst die Führung von Aufzeichnungen über ihre Beschäftigung aufgegeben. Ein bestimmtes Formular oder die Innehaltung bestimmter Formen und Einzelheiten ist dabei nicht vorgeschrieben. Auch bot sich bisher keine Gelegenheit, sich davon zu überzeugen, wie diese Aufzeichnungen geführt werden, da seitdem die Ausübung der Kontrolle bis zum letzten Frühjahr ruhte.

Elsaß-Lothringen, daß sich die Vorschriften in allen ihren Teilen sehr gut bewährt haben und vom Reichs-Versicherungsamt nunmehr dauernd genehmigt sind. 39 Arbeitgebern ist die Listenführung auferlegt; seit dieser Auflage sei bei denselben noch nicht kontrolliert. Wegen Nichtführung der Liste sei eine Bestrafung erfolgt.

Oldenburg: Im allgemeinen haben sich die Erwartungen, welche an den Erlaß der Kontrollevorschriften geknüpft wurden, durchaus verwirklicht. Schon das Vorhandensein der Vorschriften hat auf die Durchführung der Beitragskontrolle günstig eingewirkt, insbesondere den Besuch der Kontrolletermine gehoben und die keineswegs seltenen Versuche verhindert, den Kontrollebeamten ihre Tätigkeit durch Verweigerung der Auskunft zu erschweren. 1903 sind Strafverfügungen auf Grund der Vorschriften nicht erlassen, für den Fall weiterer Ordnungs-

widrigkeiten aber angedroht. 1904 sind von 37 Strafverfügungen wegen Nichtbeachtung der gemachten Auflagen 26 unangefochten geblieben. Die Kontrollevorschriften sind nunmehr dauernd genehmigt.

Aus Braunschweig kann berichtet werden, daß der Vorstand der Landesversicherungsanstalt den Erlaß von Kontrollevorschriften beraten, aber nicht für angezeigt gehalten hat, weil man bislang mit den gesetzlichen Befugnissen ausgekommen ist.

Das Reichs-Versicherungsamt hat im Jahre 1900 die bestehenden Kontrolleeinrichtungen der ihm unterstellten Versicherungsanstalten geprüft und auch am 1./XII. 1900 bekannt gegeben, daß man schon bisher in anerkennenswerter Weise bemüht gewesen sei, die ordnungsmäßige Beitragsentrichtung durch Kontrolleeinrichtungen nach Möglichkeit sicherzustellen. Wenngleich die neue Vorschrift das Reichs-Versicherungsamt mehr als bisher in die Lage setze, seine Aufsichtsbefugnisse auch hinsichtlich der Ausübung der Kontrolle zu betätigen, so werde doch den bestehenden Einrichtungen, wie sie sich im Laufe des Jahrzehnts 1891—1900 je nach den Umständen und den besonderen Anschauungen und Erfahrungen der Vorstände in den verschiedenen Bezirken in großer Mannigfaltigkeit entwickelt haben, tunlichst Rechnung getragen und auf Neuerungen nur insoweit gedrungen werden, als die Erfüllung des Gesetzes dies unbedingt erheische.

Es empfehle sich so häufige Kontrolle, daß Beitragsrückstände nicht der 2jährigen Verjährung verfallen; ferner sei eine Überwachung der Kontrollebeamten, insbesondere der nicht am Ort der Anstaltsverwaltung ihren Amtssitz habenden Beamten durch Oberkontrolle erforderlich.

Zur Förderung des Kontrollegeschäftes empfehle sich:

1. Benachrichtigung der Postanstalten von der bevorstehenden Kontrolle zwecks Vorkehrungen gegen Mangel an Beitragsmarken;

2. Veröffentlichung von Belehrungen über den Zweck der Kontrolle und über die hauptsächlichsten Pflichten der Arbeitgeber im redaktionellen Teil gelesener Blätter, einige Zeit vor dem Eintreffen des Revisors;
3. Verwertung der Personallisten der Gemeindebehörden, Steuerlisten und dergleichen sowie auch, soweit solche vorhanden, der Listen über die Ausgabe von Quittungskarten, für die Ausübung der örtlichen Kontrolle;
4. Die Abstempelung der letzten Beitragsmarke in jeder von dem Revisor eingesehenen Quittungskarte mit einem als Kontrollezeichen kenntlichen besonderen Entwertungsstempel, womit u. a. ein brauchbares Mittel zu gewisser Überwachung der Kontrolletätigkeit gelegentlich der Kartenablieferung gegeben zu sein scheine;
5. Einwirkung auf die Quittungskartenausgabestellen dahin, daß sie bei dem Umtausch der Karten ihre Aufmerksamkeit auch der Richtigkeit und Vollständigkeit der Beitragsleistung zuwenden;
6. Mitteilung wichtiger Ergebnisse der Kontrolleberichte an die Verwaltungsbehörden.

Das Reichs-Versicherungsamt hat in einer Revisionsentscheidung ausgesprochen, daß die von einem Kontrollebeamten innerhalb seiner Vollmacht erlassene förmliche Aufforderung zur Verwendung rückständiger Marken gegenüber einem bestimmten Arbeitgeber als Einleitung einer Beitreibung mit der Wirkung der Unterbrechung der Verjährung der Rückstände gilt.

Ferner hat das Reichs-Versicherungsamt auf Beschwerde folgenden Fall behandelt: „Ein Kontrollebeamter, der bei seinem Rundgang in einer Wohnung, in der nach den Listen verschiedene versicherungspflichtige Personen gemeldet waren, Niemand angetroffen hatte, erließ darauf an Jeden der Versicherungspflichtigen eine schriftliche Aufforderung, sich in der nächsten Zeit in den Geschäftsräumen der Versicherungsanstalt, die an demselben Orte ihren Sitz hatte, unter Vorlegung seiner

Quittungskarte einzufinden, wobei auch die Übersendung der Karten durch ein Familienmitglied oder durch die Post wahlweise freigestellt wurde. Als diese Aufforderungen unbefolgt blieben, wurden die Beteiligten auf Ersuchen des Vorstandes der Versicherungsanstalt durch die Polizeiverwaltung zur Vernehmung vorgeladen. Über dies Verfahren führte der Haushaltungsvorstand bei dem Reichs-Versicherungsamte Beschwerde, indem er unter Anderem geltend machte, daß der Kontrollebeamte sich während der Arbeitszeit nicht in der Wohnung der beschäftigten Personen, sondern nur auf der Arbeitsstätte zur Kontrolle einzufinden habe, zumal ortsüblich die Quittungskarten bei dem Arbeitgeber verwahrt würden, und dieser die erforderlichen Auskünfte zu erteilen habe, daß demgemäß auch die Vorladungen unberechtigt gewesen seien. Das Reichs-Versicherungsamt hat die Beschwerde unter dem 1. April 1901 als unbegründet zurückgewiesen. (Amtliche Nachrichten des R. V. A. 1901 Seite 393.)

Endlich hat das Reichs-Versicherungsamt, hinsichtlich der Stellung der Kontrollebeamten, gegenüber einer Beschwerde einer örtlichen Verwaltungsbehörde sich dahin ausgesprochen, daß diese verpflichtet sei, dem Ersuchen eines Kontrollebeamten um Amtshandlungen zu entsprechen. (Amtliche Nachrichten des R. V. A. 1899 Seite 379.)

Zur statistischen Erfassung der Kontrolletätigkeit der Versicherungsanstalten erhält das Reichs-Versicherungsamt seit 1904 Nachweisungen derselben, die enthalten die Zahl der hauptamtlich tätigen Kontrollebeamten,

die Zahl der Arbeitstage, welche vorübergehend mit Kontrolle befaßte Beamte darauf verwendet haben,

die Zahl der kontrollierten Betriebsinhaber, Haushaltungsvorstände oder sonstigen Arbeitgeber,

die Zahl der kontrollierten Versicherten, einschließlich der erst vermöge der Kontrolle neu zur Versicherung angehaltenen Personen,

die Zahl derjenigen Fälle einer Nichterfüllung oder nicht ordnungsmäßigen Erfüllung der Beitragspflicht, welche vom Kontrolleur dem Anstaltsvorstande unterbreitet sind,

den Geldwert der durch die Kontrolle ermittelten Markenrückstände,

die Zahl der revidierten Einzugstellen nebst der Zahl der der einzelnen Stelle angehörenden Betriebe und Versicherten.

Eine Bekanntgabe des Materials und seiner Verarbeitung ist noch nicht erfolgt.

Die Kontrolletätigkeit erstreckt sich, wo nur Entrichtungsverfahren besteht, gleichmäßig auf ständige und unständige Versicherte, wo Beitragseinziehung besteht, auch auf diese. Die Überwachung der Beitragseinziehungsstellen und der ständigen Versicherten, in letzterer Beziehung insbesondere der Arbeitgeber mit einem größeren, nicht häufig wechselnden Arbeiterstamm kann im Allgemeinen Schwierigkeiten nicht bereiten; es ist aber stets nötig, nachzusehen, damit nicht Saumseligkeit bei den Einzugsstellen oder Arbeitgebern, sei es in der Listenführung, sei es in der Erstattung von Meldungen einreißt. Ungleich schwieriger ist die Kontrolle der unständigen Arbeiter, die ihren Arbeitgeber oft täglich, in manchem Beruf sogar innerhalb eines Tages wechseln. Beitragspflichtig ist, wer zuerst vom Montag ab den Versicherten beschäftigt; ist der Verpflichtung nicht genügt, und hat der Versicherte den Beitrag nicht selbst entrichtet, so hat derjenige Arbeitgeber, welcher den Versicherten weiterhin beschäftigt, den Wochenbeitrag zu entrichten (mit Ersatzanspruch gegen den zunächst Verpflichteten). Steht der Versicherte gleichzeitig in mehreren die Versicherungspflicht begründenden Arbeits- oder Dienstverhältnissen, so haften die Arbeitgeber als Gesamtschuldner für die vollen Wochenbeiträge. Sofern die tatsächlich verwendete Arbeitszeit nicht festgestellt werden kann, ist der Beitrag für diejenige Arbeitszeit zu entrichten, welche zur Herstellung der Arbeit annähernd für erforderlich zu erachten ist. Auf Antrag

eines Teiles entscheidet über letzteren Punkt die untere Verwaltungsbehörde endgültig. Die Versicherungsanstalt ist berechtigt, für die Berechnung derartiger Beiträge Bestimmungen zu treffen mit Genehmigung des Reichs-Versicherungsamtes. Letzteres bezieht sich wesentlich auf Akkordarbeiten und hat noch nicht zu solchen Schwierigkeiten geführt, daß besondere Bestimmungen haben erlassen werden müssen.

Aber die Heranziehung des beitragspflichtigen Arbeitgebers unständiger Arbeiter macht häufig große Weiterungen, die teils in der Sorglosigkeit der Versicherten um Wahrung ihrer Rechte, teils in der Unachtsamkeit der Arbeitgeber begründet sind, welche sich gar zu gern damit ausreden, der Versicherte habe schon am Tage vorher anderswo gegen Lohn gearbeitet oder, wenn es sich um den Montag handelt, der Versicherte habe keine Karte gehabt oder vorgelegt, man habe ihm das Geld zum Beitrage mitgegeben und dergleichen mehr. Wäscherinnen, Plätterinnen, Schneiderinnen, Näherinnen und in ähnlicher Weise von Haus zu Haus, Tag für Tag die Arbeitsstelle wechselnde Personen können nur durch Kontrolle, sei es von Haus zu Haus, sei es der einzelnen Berufsangehörigen, zur Durchführung der Versicherung gezwungen werden; aus den Adreßbüchern läßt sich ersehen, welche Personen in jener Weise tätig sind; in der Regel führen sie Anschreibekalender, in die von den Herrschaften jährlich im Voraus die Arbeitstage eingetragen werden. Darnach und an der Hand der gesetzlichen Kontrollevorschriften, nötigenfalls mit Hülfe der Polizei, läßt sich in den meisten Fällen die nötige Aufklärung bringen. Noch besser ist es in Baden, wo die Ortspolizeibehörden aus eigenem Antriebe tätig zu werden haben. Ohne Zweifel entziehen sich noch manche Personen der Beteiligung an der Versicherung, die im Fall der Erwerbsunfähigkeit oder der Erreichung des 70. Lebensjahres gern die Vorteile genießen möchten; dafür sind ein Beweis die hier und da laut werdenden Berichte über Zivilprozesse, die von den betreffenden Arbeitern gegen Arbeit-

geber auf Zahlung der Rente wegen Versäumung der Beitragszahlung angestellt sind; haben nun auch manche Gerichte dem Klageanspruch stattgegeben, so ist derselbe doch für die Herrschaft des Gesetzes von 1889 und im Geltungsbereich des gemeinen Rechtes, sowie des Code Napoléon vor Einführung des bürgerlichen Gesetzbuches, also aus der Zeit vor dem 1. Januar 1900 vom Reichsgericht mehrfach abgewiesen, weil keine Klagebegründung kontraktlich oder außerkontraktlich möglich war. Ob das Reichsgericht einer solchen Klage jetzt für einen unter dem bürgerlichen Gesetzbuch und dem Invalidenversicherungsgesetz erwachsenen Tatbestand stattgeben wird, ist zweifelhaft; denn mag auch aus dem bürgerlichen Gesetzbuche die Haftung des Arbeitsgebers für schuldvolles Unterlassen des Markenklebens zu begründen sein, so hat doch das Invalidenversicherungsgesetz den Versicherten für befugt erklärt, die Beiträge an Stelle des Arbeitgebers zu entrichten, ihm auch Ersatzanspruch gegen den Arbeitgeber gegeben; merkt also ein Versicherter, daß der Arbeitgeber nicht kleben will, so kann er es selbst tun, den Tatbestand der Verwaltungsbehörde schreiben und um Einziehung der Beitragshälfte vom Arbeitgeber bitten, mithin sich schwerlich hinterher beklagen, daß nur durch Schuld des Arbeitgebers die Beitragszahlung unterblieben sei, wenn man nicht dem Versicherten zur Minderung seines Schuldanteiles zu Gute halten will, daß er bei derartigem Vorgehen bald alle Arbeitgeber verlieren werde; dieser Umstand wird aber hinwiederum nicht mitsprechen können, wo es sich um die Durchführung eines Gesetzes handelt, das die Mitwirkung des Arbeitgebers bei Strafe fordert und die Mitwirkung des Versicherten zuläßt, dabei aber auch diesen mit Strafe bedroht, wenn er den vom Arbeitgeber erhobenen Beitragsanteil nicht zur Entrichtung des Beitrags verwendet. Ist somit Haftung eines säumigen Arbeitgebers im Zivilrechtswege schwer zu begründen, so gewährt doch das Invalidenversicherungsgesetz ausreichende Möglichkeit, den Arbeitgeber zu strafen, wenn er

nicht rechtzeitig Marken selbst klebt, wo es ihm obliegt, oder die Beiträge abführt, wo Beitragseinziehung stattfindet, oder wenn er dem Versicherten mehr abzieht, als zulässig ist. Der Versicherte kann in Strafe genommen werden, wenn er bei Selbstzahlung der Beiträge vom Arbeitgeber mehr, als zulässig, erstattet verlangt oder für die gleiche Beitragswoche von mehr als einem Arbeitgeber den vollen Anteil fordert oder unterläßt, den vom Arbeitgeber erhobenen Beitragsteil zur Entrichtung des Beitrages zu verwenden. Es ist Strafe bis 300 Mark möglich. Der österreichische Entwurf folgte diesen Bestimmungen. Die Durchführung der Kontrolle muß in erster Linie die umfassende Wahrung der Rechte der Versicherten im Auge haben, um alle für sie fällig gewordenen Beiträge durch Marken sicher zu stellen, da hierauf die Rentenhöhe nicht nur, sondern unter Umständen das Rentenrecht überhaupt beruht; durch Nichtleistung von wenigstens 20 Beiträgen während 2 Jahre kann die Anwartschaft verloren gehen; es ist also wesentlich bei unständigen Arbeitern darauf zu sehen, daß wenigstens die durch Lohnarbeit erforderlichen Marken geklebt werden und, wenn nicht 20 in 2 Jahren herauskommen, zu freiwilliger Fortsetzung der Versicherung die Differenz beigebracht wird. Letzteres ist für 1 Jahr rückwärts möglich, kann also von der Versicherungsanstalt noch veranlaßt werden, wenn die Karte zur Anerkennung der Gültigkeit eingereicht wird. Bei dieser Gelegenheit ist im Bezirk der Versicherungsanstalt Braunschweig schon mancher Versicherter zur Nachholung einiger Marken behufs Ergänzung einer unzureichenden Anzahl und dadurch zur Erhaltung seiner Rentenanwartschaft veranlaßt. Es wird sich bei Änderung des Quittungskartenmusters empfehlen, eine Belehrung über freiwillige Versicherung, insbesondere ihre Notwendigkeit in größeren Arbeitspausen, zum Beispiel bei Aufenthalt im Auslande, aufzunehmen. Dadurch wird das Bestreben der Versicherungsanstalten erleichtert, den Versicherten bei Wahrung ihrer Rechte zu helfen. Die Versicherungsanstalten

aber kennen keine bessere Aufgabe, als den Versicherten die Verheissungen des Gesetzes zuzuführen und ihnen in Vorbereitung der Rentenanwartschaften nach Möglichkeit zu helfen, das heißt nachdrücklich auf Beibringung einer Marke für jede Arbeitswoche jedes Versicherten zu halten.

---

## Leitsätze.

1. Das Markensystem ist für die Beitragsleistung zur Invalidenversicherung nicht unerläßlich. Bislang ist aber noch kein Ersatz erprobt, der so einfach die verschiedenen Zwecke erfüllt, wie die Versicherungsmarke in der Quittungskarte. Insbesondere ist das Markensystem bei dem Aufbau der Deutschen Invalidenversicherung unumgänglich.

2. Die Beitragseinziehung ist der Beitragsentrichtung durch den Arbeitgeber vorzuziehen; für die ständigen Arbeiter ist die Beitragseinziehung leicht durchzuführen; für die unständigen nur, wenn, wie in Baden, die Lokalbehörden damit befaßt werden. Die Kosten der Beitragseinziehung rechtfertigen sich durch die mit ihr verbundenen Vorteile und durch die Erwägung, daß keine Versicherungseinrichtung ohne Aufwand für Erhebung der Beiträge arbeiten kann. Die Beitragseinziehungsstellen sind durch die Versicherungsanstalten zu überwachen.

3. Kontrolle der Beitragszahlungen ist erforderlich im Interesse der Durchführung des Gesetzes und der Wahrung der Rechte der Versicherten; die Rechte der Versicherungsanstalten sind dann ebenfalls gewährleistet. Die Wahrung der Rechte der Versicherten muß obenan stehen und nötigenfalls durch nachdrückliche Strafen erzwungen werden.

---

| | |
|---|---|
| e l'encaisser | |
| | 1900 |
| | marcs |
| | — |
| | 1.872 |
| | — |
| | 1.234 |
| | — |
| | 379 |
| | 9.542 |
| | 2.733 |
| | 21.203 |
| | 11.363 |
| | 279 |
| | — |
| | 84.132 |
| | — |
| | — |
| | — |
| | — |
| | — |
| | — |
| | — |
| | — |
| | 620.537 |
| | 153.499 |
| | 125.847 |
| | 131.257 |
| | 10.000 |
| | 139.219 |
| | 43 |
| | 43.408 |
| | 236.836 |
| | — |
| | 1.593.383 |

Annexe I.

| Frais | | | | | Nombre de bureaux d'encaissement des cotisations | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| l'encaissement | | du contrôle | | | | | |
| 1900 | 1904 | 1899 | 1900 | 1904 | 1899 | 1900 | 1904 |
| marcs | marcs | marcs | marcs | marcs | | | |
| — | — | 105.244 | 107.628 | 188.751 | — | — | — |
| 1.872 | 2.200 | 39.170 | 42.763 | 76.317 | 10 | 10 | 10 |
| — | — | 33.562 | 34.588 | 48.212 | 1 | 2 | 2 |
| 1.234 | 1.207 | 32.076 | 33.344 | 52.923 | 9 | 9 | 2 |
| — | — | 44.017 | 48.651 | 76.896 | 2 | 2 | — |
| 379 | 540 | 76.170 | 72.806 | 80.000 | 1 | 1 | 1 |
| 9.542 | 966 | 70.689 | 59.951 | 118.609 | 63 | 65 | 18 |
| 2.733 | 4.224 | 74.102 | 73.137 | 92.175 | 31 | 31 | 31 |
| 21.203 | 25.529 | 25.717 | 27.127 | 39.224 | 10 | 10 | 1 |
| 11.363 | 18.491 | 125.230 | 184.154 | 193.977 | 96 | 96 | 74 |
| 279 | 607 | 30.884 | 42.427 | 56.109 | — | 10 | 18 |
| — | — | 27.503 | 31.999 | 35.000 | — | 5 | — |
| 84.132 | 130.000 | 9.365 | 9.062 | 33.744 | 371 | 419 | 840 |
| — | — | 3.439 | 3.903 | 4.813 | — | — | — |
| — | — | 5.554 | 5.677 | 6.712 | — | — | 2 |
| — | — | 3.573 | 3.345 | 3.400 | — | — | — |
| — | — | 3.329 | 8.245 | 9.249 | — | — | — |
| — | — | 1.065 | 1.403 | 4.600 | — | — | — |
| — | — | 2.523 | 3.162 | 4.319 | — | — | — |
| — | — | 3.394 | 3.377 | 3.600 | — | — | — |
| — | — | 3.387 | 3.540 | 8.526 | 1 | 1 | — |
| 620.537 | 720.000 | — | — | 8.049 | 2.389 | 2 360 | 2.360 |
| 153.499 | 230.868 | 14.472 | 14.348 | 31.464 | 2.157 | 865 | 865 |
| 125.847 | 150.000 | 8.664 | 14.170 | 18.617 | 431 | 443 | 443 |
| 131.257 | 160.000 | 23.690 | 25.887 | 20.884 | 986 | 983 | 983 |
| 10.000 | 10.000 | 23 812 | 23.750 | 24 568 | 1 | 1 | 1 |
| 139.219 | 180.000 | 13.137 | 11.650 | 15.000 | 864 | 871 | 871 |
| 43 | — | 2.943 | 6.349 | 8.681 | 25 | 24 | 24 |
| 43.408 | 56.995 | 7.042 | 10.548 | 11.413 | 740 | 748 | 774 |
| 236.836 | 285.000 | 18.547 | 30.739 | 35.702 | 139 | 104 | 104 |
| — | — | 35.836 | 39 354 | 63.000 | — | — | — |
| 1,593.383 | 1,971.627 | 868.086 | 976.584 | 1,324.034 | | | |

Anlage II.

# Bremer Verordnung vom 11. März 1904.

(Für Hamburg und Lübeck gleichlautend.)

§ 1.

Der Vorstand der Landesversicherungsanstalt der Hansestädte ist befugt, den Geschäftsbetrieb derjenigen Stellen durch Beamte der Anstalt prüfen zu lassen, welchen durch §§ 1, 2 der bremischen Ausführungsverordnung zum Invalidenversicherungsgesetz vom 14. November 1899 die Ausstellung und der Umtausch der Quittungskarten, die Einziehung der Beiträge, sowie die Verwendung und Entwertung der Marken übertragen ist.

§ 2.

Die mit der Prüfung beauftragten Beamten sind berechtigt, die auf die Kartenausstellung und die Einziehung der Beiträge sich beziehenden Akten, Listen, Bücher, Quittungskarten und sonstigen Schriftstücke einzusehen. Soweit es für die ordnungsmäßige Erledigung der Prüfung erforderlich erscheint, sind sie befugt, den gesamten Bestand der von der Einzugsstelle geführten Kassen aufzunehmen und zur Vergleichung des Bestandes mit dem Inhalte der Kassenbücher diese Bücher abzuschließen.

§ 3.

Die Einzugsstellen sind verpflichtet, den prüfenden Beamten die im § 2 bezeichneten Akten, Listen usw. in ihren Geschäftsräumen vorzulegen, jede sie betreffende Auskunft zu erteilen und auf Verlangen des Beamten den Kassenbestand aufzuzählen und die Kassenbücher abzuschließen.

§ 4.

Abgesehen von Eilfällen ist die Aufsichtsbehörde der Einzugsstelle von jeder Prüfung mindestens drei Tage vorher zu benachrichtigen. Die Aufsichtsbehörde hat, wenn tunlich, einen Vertreter zur Teilnahme an der Prüfung zu entsenden.

§ 5.

Der Vorstand der Landesversicherungsanstalt der Hansestädte hat der Aufsichtsbehörde das Ergebnis der Prüfung mit dem Ersuchen um weitere Veranlassung behufs Abstellung der gefundenen Mängel mitzuteilen. Die Aufsichtsbehörde hat die Abstellung der gefundenen Mängel zu veranlassen und den Vorstand der Landesversicherungsanstalt von dem Geschehenen in Kenntnis zu setzen.

Beschlossen Bremen, in der Versammlung des Senats am 8. März und bekanntgemacht am 11. März 1904.

---

Anlage III.

# Kontrollevorschriften der Landesversicherungsanstalt Oldenburg.

Auf Grund des § 161 Absatz 3 des Invalidenversicherungsgesetzes vom 13. Juli 1899 werden mit Genehmigung des Reichs-Versicherungsamtes zum Zwecke der Kontrolle nachstehende Vorschriften erlassen:

§ 1.

Arbeitgeber, welche auf Grund des § 176 des Invalidenversicherungsgesetzes bereits bestraft sind, oder über die Zahl der von ihnen beschäftigten Personen, über die gezahlten Löhne und Gehälter oder über die Dauer der Beschäftigung nicht bestimmte Auskunft zu geben vermögen, haben auf Anordnung des Vorstandes Listen[1]) über die von ihnen dauernd oder vorübergehend beschäftigten Personen nach anliegendem oder einem vom Vorstande zugelassenen vereinfachten Muster zu führen.

Die Eintragungen in diese Listen sind innerhalb dreier Tage nach Beginn und nach Beendigung des Arbeitsverhältnisses zu bewirken.

Der Führung besonderer Listen bedarf es nicht, soweit die beschäftigten Versicherten in die zu Zwecken der Unfallversicherung oder zu anderen Zwecken geführten Lohnlisten eingetragen werden und letztere die in anliegendem Muster vorgesehenen Eintragungen enthalten. Auf diese Lohnlisten finden dann die vorliegenden Kontrollevorschriften Anwendung.

---

[1]) Vorrätig und zu beziehen von Ad. Littmann, Hofl., Oldenburg.

Die vorstehendem gemäß zu führenden Listen sind drei Jahre nach dem Abschlusse derselben aufzubewahren. Bei Anlegung einer neuen Liste sind diejenigen Versicherten aus der alten in die neue Liste zu übertragen, deren Arbeitsverhältnis noch fortdauert.

§ 2.

Versicherte, welche bei wechselnden Arbeitgebern beschäftigt werden (unständige Arbeiter, wie Tagelöhner, Schneiderinnen, Näherinnen, Wäscherinnen, Heuerleute usw.) sind, wenn bei ihnen Unregelmäßigkeiten hinsichtlich der Beitragsleistung festgestellt sind und sie genügende Auskunft über die Beschäftigungszeiten nicht haben geben können, auf Anordnung des Vorstandes verpflichtet, Aufzeichnungen[1]) zu führen, aus denen für jede Kalenderwoche hervorgeht, ob und bei wem sie während derselben gegen Lohn beschäftigt gewesen sind. Diese Aufzeichnungen sind nach Schluß des Jahres noch ein volles Kalenderjahr aufzubewahren.

Der Aufzeichnung bedarf es nicht, so lange für jede Kalenderwoche, während welcher der Versicherte nicht nachweislich infolge Krankheit erwerbsunfähig war, ein Beitrag geleistet wird.

§ 3.

Die gemäß §§ 1 und 2 geführten Listen und Aufzeichnungen sind ebenso wie die Quittungskarten, Aufrechnungsbescheinigungen, Dienst- und Arbeitsbücher auf Erfordern des Vorstandes, des Kontrollebeamten oder der unteren Verwaltungsbehörde vorzuzeigen oder einzusenden.

Die Arbeitgeber sind außerdem zur Vorlegung der sonstigen Geschäftsbücher und Listen, aus denen die Zahl der beschäftigten

---

[1]) Vorrätig und zu beziehen von Ad. Littmann, Hofl., Oldenburg.

Personen, die gezahlten Löhne und Gehälter und die Dauer der Beschäftigung hervorgehen, verpflichtet.

§ 4.

Die Quittungskarten, Aufrechnungsbescheinigungen, Dienst- und Arbeitsbücher, sowie die nach §§ 1 und 2 dieser Vorschriften geführten Listen und Aufzeichnungen sind derart aufzubewahren, daß sie dem Kontrollebeamten auch bei unvermuteten Revisionen ohne Verzug vorgelegt werden können.

§ 5.

Nach vorgängiger in ortsüblicher Weise erlassener Bekanntmachung haben Arbeitgeber und Versicherte die in ihrer Verwahrung befindlichen Quittungskarten nebst den Aufrechnungsbescheinigungen, die Dienst- und Arbeitsbücher und die gemäß §§ 1 und 2 geführten Listen und Aufzeichnungen in dem zur Nachprüfung der Beitragsleistung angesetzten Termine vorzulegen und die erforderliche Auskunft (§ 161 Absatz 2 des Invalidenversicherungsgesetzes) zu erteilen.

§ 6.

Arbeitgebern und Versicherten, welche den Vorschriften des § 4 oder 5 oder des § 161 Absatz 2 des Invalidenversicherungsgesetzes nicht nachgekommen sind, oder bei denen die Durchführung der Kontrolle in der Wohnung oder auf der Betriebsstätte aus anderen Gründen nicht möglich war, kann aufgegeben werden, dem Kontrollebeamten unter Vorlegung der Quittungskarten, Aufrechnungsbescheinigungen, Dienst- und Arbeitsbücher, Listen oder Aufzeichnungen schriftlich oder an einem innerhalb der Gemeinde des Wohn- oder Betriebssitzes belegenen, oder höchstens 5 Kilometer von dem Wohn- oder Betriebssitze entfernten Orte mündlich über die Dienst- und Arbeitsverhältnisse Auskunft zu erteilen.

§ 7.

Die Arbeitgeber und die Versicherten sind berechtigt, bei der Erfüllung der gemäß § 5 oder 6 ihnen obliegenden Verpflichtungen sich durch eine geeignete Person vertreten zu lassen, wenn diese von den Dienst- oder Arbeitsverhältnissen, über welche Auskunft erteilt werden soll, unterrichtet ist.

§ 8.

Arbeitgeber und Versicherte können vom Vorstande durch Geldstrafen bis zum Betrage von je 150 Mark zur Erfüllung der ihnen in den §§ 1 bis 3 und 6 auferlegten Verpflichtungen angehalten werden.

Gegen die Straffestsetzungen findet die Beschwerde statt, welche binnen zwei Wochen nach der Zustellung der Strafverfügung bei dem Reichs-Versicherungsamt einzulegen ist.

§ 9.

Arbeitgeber sind befugt, die ihnen in diesen Kontrollevorschriften oder auf Grund derselben auferlegten Verpflichtungen auf bevollmächtigte Leiter ihrer Betriebe mit der Wirkung zu übertragen, daß nach Mitteilung des Namens und des Wohnortes des bevollmächtigten Betriebsleiters an den Vorstand der Versicherungsanstalt die Strafandrohungen auf Grund dieser Vorschriften nur gegen den Betriebsleiter gerichtet und Strafen nur gegen ihn erkannt werden können.

Oldenburg, den 2. Dezember 1904.

Landesversicherungsanstalt Oldenburg.

Anlage zu § 1.

Liste

der von .....

in ..... beschäftigten Versicherten.

| Lfde. Nr. | Name und Wohnort der Versicherten | Beschäftigungsdauer | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Tag des Eintritts | | | Tag des Austritts | | |
| | | Tag | Monat | Jahr | Tag | Monat | Jahr |
| 1 | | | | | | | |
| 2 | | | | | | | |

Die vorstehenden, zum Zwecke der Kontrolle erlassenen Vorschriften werden auf Grund des § 161 Absatz 3 des Invalidenversicherungsgesetzes genehmigt.

Berlin, den 28. Dezember 1904.

**Das Reichs-Versicherungsamt.**

INTERNAT. ARBEITERVERSICHERUNGS-KONGRESS
*7. Tagung. — Wien. — 17. bis 23. September 1905.*

# INVALIDENVERSICHERUNG UND VOLKSGESUNDHEIT
## (HEILVERFAHREN)

VON
BIELEFELDT
KAISERL. GEH. REGIERUNGSRAT UND SENATSVORSITZENDER IM REICHS-VERSICHERUNGSAMT, BERLIN.

Zu den Aufgaben der deutschen Invalidenversicherung gehört es, durch geeignete Maßnahmen der Heilbehandlung eine zur Rentengewährung berechtigende Invalidität bei den Versicherten zu verhüten oder zu beseitigen. Wenngleich es sich hierbei nur um Nebenleistungen handelt, so sind doch die Organe der deutschen Invalidenversicherung infolge ihrer großen Leistungsfähigkeit und mit Rücksicht auf ihr finanzielles Interesse an einer möglichst langen Erhaltung der Erwerbsfähigkeit der Versicherten geradezu die Grundpfeiler aller auf die Hebung der Volksgesundheit gerichteten Bestrebungen geworden.

Die gesetzliche Grundlage der Krankenfürsorge durch die Invalidenversicherung bilden die §§ 18 bis 23 und § 47 des Invalidenversicherungsgesetzes. Danach haben die Versicherungsträger die Befugnis — eine gesetzliche Verpflichtung besteht nicht —, erkrankte Versicherte, sofern der Eintritt oder die Fortdauer der Invalidität als Folge der Krankheit zu befürchten ist, auf ihre Kosten in Heilbehandlung zu nehmen. Dabei sind alle den Bestrebungen der Versicherungsanstalten etwa hinderlichen Schranken beseitigt. Auch ist es für die Maßnahmen der Versicherungsanstalten ohne Bedeutung, ob ein Versicherter der reichsgesetzlichen Krankenversicherung unterworfen ist oder

nicht. Gehört er einer Krankenkasse an, so muß die Versicherungsanstalt, wenn sie das Heilverfahren übernimmt, mindestens alle der Krankenkasse gesetzlich und statutarisch obliegenden Leistungen gewähren, also neben ärztlicher Behandlung, Arznei und Krankengeld auch die etwa den Angehörigen des Kranken zu leistenden Beträge sowie unter Umständen das neben freier Kur und Verpflegung in einem Krankenhause statutarisch zugelassene besondere Krankengeld. Um aber die der reichsgesetzlichen Krankenversicherung nicht unterliegenden Versicherten, insbesondere die land- und forstwirtschaftlichen Arbeiter, im Falle ihrer Aufnahme in ein Krankenhaus nicht ungünstiger zu stellen, als die gegen Krankheit versicherten Personen, ist das Recht auf Angehörigenunterstützung im Falle der Unterbringung in einer Heilanstalt sämtlichen Versicherten eingeräumt, die bis zu ihrer Erkrankung den Unterhalt der Familie aus ihrem Arbeitsverdienst bestritten haben.

Nur die Höhe dieser Unterstützung wird verschieden berechnet, je nachdem es sich um eine bis zum Eingreifen der Versicherungsanstalt gegen Krankheit versicherte oder nicht versicherte Person handelt. Während bei der ersteren die Angehörigenunterstützung die Hälfte des für den Kranken während der gesetzlichen Dauer der Krankenunterstützung maßgebend gewesenen Krankengeldes beträgt, hat ein der Krankenversicherung nicht Unterworfener ein Viertel des für seinen letzten Beschäftigungs- oder Aufenthaltsortes maßgebenden ortsüblichen Tagelohnes gewöhnlicher Tagearbeiter zu beanspruchen. Dabei besteht für die Versicherungsanstalten nur die eine durchaus billige Vergünstigung, daß sie auf die Angehörigenunterstützung eine dem Kranken für die Zeit der Heilbehandlung nachträglich bewilligte Invalidenrente anrechnen, oder sofern die Heilbehandlung dem Empfänger einer Invalidenrente behufs Beseitigung seiner Invalidität zuteil wird, statt der Angehörigenunterstützung die Invalidenrente belassen können.

Die so bemessene Angehörigenunterstützung bildet aber nur eine gesetzliche Mindestleistung der Versicherungsanstalten. Sie können, sofern ihre Vermögensverhältnisse eine Mehrleistung gestatten, auf Grund des § 45 des Invalidenversicherungsgesetzes mit Genehmigung des Bundesrats die Angehörigenunterstützung erhöhen. Eine solche Erhöhung — und zwar regelmäßig bis zum doppelten gesetzlichen Betrage und sogar darüber hinaus — ist denn auch fast allgemein eingeführt. Dadurch wird insbesondere bei chronischen Krankheiten (Lungentuberkulose usw.) vielfach eine den ärztlichen Anforderungen genügende Behandlung von längerer Dauer überhaupt erst ermöglicht. Denn die Erfahrung hat gelehrt, daß solche Kranke, wenn sie ihre Familienangehörigen nicht ausreichend versorgt sehen, in der Regel vor völligem Abschluß der Heilung die Heilanstalten verlassen und demnächst infolge zu frühzeitiger Aufnahme einer anstrengenden Arbeit die erlangte Besserung ihres Zustandes schnell wieder einbüßen.

Während nun die Versicherungsanstalten ihre Fürsorge für die erkrankten Versicherten nach Maß und Zeit beliebig erweitern können, sind ihnen gegenüber denjenigen Organisationen, die daraus gleichzeitig Vorteil ziehen, Ersatzansprüche nur in engen Grenzen eingeräumt. So darf eine Versicherungsanstalt von der Krankenkasse, die für den bei ihr Versicherten in erster Linie einzutreten hätte, nicht etwa eine Vergütung für die von der Versicherungsanstalt übernommene Gewährung der ärztlichen Behandlung und Arznei oder für die Angehörigenunterstützung bei Krankenhauspflege beanspruchen. Es steht vielmehr einer solchen Versicherungsanstalt gegenüber der Krankenkasse ein Ersatzanspruch lediglich in Höhe desjenigen Krankengeldes zu, welches der Versicherte von der Krankenkasse für sich verlangen konnte.

Ebenso wie auf die Krankenkasse ist unter Umständen auch auf die Berufsgenossenschaft, der der Versicherte angehört, ein Rückgriffsrecht der Versicherungsanstalten gesetzlich gewähr-

leistet. Hier bestehen noch wesentlichere Einschränkungen. Es wird vorausgesetzt, daß die behandelte Krankheit auf einen reichsgesetzlich zu entschädigenden Unfall zurückzuführen, daß durch das Heilverfahren der Eintritt der Invalidität im Sinne des Invalidenversicherungsgesetzes verhindert und außerdem durch ganze oder teilweise Nichtbewilligung oder Wegfall einer Unfallentschädigung zugleich eine Entlastung der Berufsgenossenschaft herbeigeführt ist. Nur wenn diese Bedingungen vorliegen, muß die interessierte Berufsgenossenschaft derjenigen Versicherungsanstalt, die das Heilverfahren für den Unfallverletzten erfolgreich beendet hat, die erwachsenen Behandlungskosten in der Höhe des für den Versicherten in Betracht kommenden halben oder — bei Unterbringung in einem Krankenhause, Rekonvaleszentenhause usw. — des einundeinhalbfachen Krankengeldes ersetzen, sofern nicht höhere Aufwendungen nachgewiesen werden. Aber selbst in solchen Fällen verbleiben die Kosten der ersten 13 Wochen nach dem Unfall allein zu Lasten der Versicherungsanstalt.

Wesentliche Voraussetzung für die Übernahme des Heilverfahrens durch eine Versicherungsanstalt ist natürlich, daß die zu behandelnde Person nach dem Invalidenversicherungsgesetz versichert ist. Ob die Versicherung auf Zwang beruht oder nur eine freiwillige ist, ob sie längere oder kürzere Zeit bestanden hat, kommt an sich — einzelne Versicherungsanstalten haben allerdings sich selbst in dieser Richtung beschränkt — nicht in Betracht. Nicht einmal die Erfüllung der für die Entstehung eines Rentenanspruchs zurückzulegenden Wartezeit ist erforderlich. Dies ist von hervorragender Bedeutung für die Schwindsuchtsbekämpfung. Denn diese verheerendste aller Volksseuchen bedarf in der Regel gerade in denjenigen Lebensaltern der energischen Abwehr, in welchen die erst vom vollendeten 16. Lebensjahre ab der Versicherung unterliegende Person die gesetzliche Wartezeit noch gar nicht zurückgelegt haben kann. Da der Kreis der nach dem Invalidenversicherungsgesetz

Versicherten gegenüber den gegen Krankheit Versicherten erheblich erweitert ist, insbesondere auch das gesamte Gesinde, zahlreiche Hausgewerbetreibende, nicht pensionsberechtigte Lehrer und Lehrerinnen usw. mitumfaßt, so liegt es auf der Hand, daß schon deshalb die Segnungen der Krankenfürsorge nach dem Invalidenversicherungsgesetz mehr hervortreten. Um aber unerwünschte Kollisionen mit der Krankenversicherung zu vermeiden, ist die Heilbehandlung der Invalidenversicherung insoweit eingeschränkt, als sie nicht den Interessen der Versicherungsanstalten selbst dienlich ist. Deshalb steht ihnen die Befugnis der Heilbehandlung von Versicherten dann nicht zu, wenn es sich um „vorübergehende" Erkrankungen, bei denen dauernde Schädigungen der Gesundheit regelmäßig nicht zu erwarten sind, handelt. In solchen Fällen greift allein die Krankenversicherung Platz, und sie genügt für diesen Zweck völlig. Die Heilbehandlung der Versicherungsanstalten dagegen soll dazu dienen, die drohende, schwerere Rentenlast abzuwenden. Sie hat daher nur solche Krankheiten im Auge, bei denen als Folge eine Erwerbsunfähigkeit zu besorgen ist, die einen Anspruch auf reichsgesetzliche Invalidenrente begründet. Das ist in erster Linie eine „dauernde", das heißt eine nach vernünftigem, menschlichem Ermessen auf absehbare Zeit nicht mehr zu beseitigende Erwerbsunfähigkeit, und eine solche ist naturgemäß bei allen chronischen Erkrankungen zu befürchten. Aber da die reichsgesetzliche Invalidenrente auch schon nach Ablauf einer sechsundzwanzigwöchigen, ununterbrochenen Erwerbsunfähigkeit für deren weitere Dauer zu gewähren ist, so kann auch bei allen anderen Erkrankungen das Heilverfahren der Versicherungsanstalten eintreten, sofern nur nach der Gesamtheit der in Betracht kommenden Umstände eine Erwerbsunfähigkeit von mehr als 26 Wochen als Folge der Erkrankung droht.

Das gleiche Interesse wie an der Verhinderung des Eintrittes reichsgesetzlicher Invalidität haben die Versicherungsanstalten

an der Wiederbeseitigung einer bereits vorhandenen Invalidität. Denn auch hier ist es die Rentenlast, die als die schwerere für die Versicherungsanstalten erscheint, während dem Versicherten unter allen Umständen die Wiedererlangung seiner Erwerbsfähigkeit als das höhere Gut gegenüber der Rente zu gelten hat. Deshalb ist auch bei bereits invaliden Personen zum Zwecke der Wiederherstellung der Erwerbsfähigkeit das Heilverfahren zugelassen.

Endlich bedarf es für die Einleitung des Heilverfahrens bei verheirateten oder solchen Personen, die eine eigene Haushaltung besitzen, oder Mitglieder der Haushaltung ihrer Familie sind, unter Umständen sogar der ausdrücklichen Zustimmung des Erkrankten, nämlich dann, wenn seine Unterbringung in einem Krankenhause oder in einer Anstalt für Genesende beabsichtigt ist. Diese Beschränkung gereicht aber im allgemeinen weder den Versicherten noch den Versicherungsanstalten zum Nachteil, da jeder Kranke erfahrungsgemäß in eine Heilung versprechende Behandlung gern willigt, und die Versicherungsanstalten durch Gewährung einer angemessenen Angehörigenunterstützung in der Lage sind, die Erkrankten während der erforderlichen Zeitdauer im Krankenhause usw. ohne Zwangsmittel zurückzuhalten.

Das Angebot der Heilbehandlung kann von Amtswegen oder auf Antrag des Versicherten, der Verwaltungsbehörde, Rentenstelle, einer Krankenkasse, der Arbeitgeber, Ärzte, von Vereinen usw. erfolgen. Den Verwaltungsbehörden und Rentenstellen ist die Aufgabe, das Heilverfahren in den geeigneten Fällen bei den Vorständen der Versicherungsanstalten in Anregung zu bringen, sogar gesetzlich zugewiesen. Auch freiwillige Wohlfahrtseinrichtungen, wie die Gemeindepflegestationen auf dem Lande, erscheinen hier zu wertvoller Mitarbeit geeignet. Denn gerade durch das frühzeitige Eintreten einer ergiebigen, sachgemäßen Heilbehandlung seitens der Versicherungsanstalten wird oft am sichersten der Invalidität vorgebeugt.

Welche Bedeutung die Krankenfürsorge der Invalidenversicherung für die Volksgesundheit erlangt hat, ist schon aus der Höhe der jährlichen Geldaufwendungen dieser Art zu entnehmen. Bei der Gesamtheit aller Versicherungsträger haben sich die Heilbehandlungskosten belaufen

| im Jahre | 1891 | 1892 | 1893 | 1894 | 1895 | 1896 | 1897 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| auf Mark | 373 | 31.884 | 108.339 | 364.576 | 631.789 | 1,175.504 | 1,993.592 |

| im Jahre | 1898 | 1899 | 1900 | 1901 | 1902 | 1903 | 1904 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| auf Mark | 2,769.330 | 4,056.975 | 6,210.720 | 7,912.219 | 9,056.240 | 11,501.205 | 12,735.080 |

Danach sind bis Ende 1904 bereits mehr als 58 Millionen Mark den erkrankten deutschen Arbeitern auf Grund der Invalidenversicherung zugute gekommen. Dabei ist zu beachten, daß diese Leistungen im Laufe der Jahre, mit geringfügigen Beträgen beginnend, ganz außerordentlich gestiegen sind und seit dem Jahre 1901 die gleichen Aufwendungen der Unfallversicherung schon erheblich übertroffen haben.

Einen näheren Einblick in die hier in Rede stehende Krankenfürsorge gewährt die Statistik der Heilbehandlung bei den Versicherungsanstalten und Kasseneinrichtungen der Invalidenversicherung, die seit 1897 alljährlich im Reichs-Versicherungsamt bearbeitet wird. Nach dieser Statistik sind in den 8 Jahren 1897 bis 1904 für 233.531 kranke Arbeiter und Arbeiterinnen 56,252.921 Mark ausgegeben worden. Der bei weitem größte Teil hiervon, nämlich 35,532.883 Mark, entfällt auf Lungentuberkulöse. Es erklärt sich dies daraus, daß die Tuberkulose die verheerendste aller Volkskrankheiten ist und deshalb die energischsten Maßnahmen zu ihrer Bekämpfung erfordert.

Es wurden in „ständige“ Heilbehandlung genommen wegen Lungentuberkulose

| Im Jahre | Männer | an Verpflegungstagen | Frauen | an Verpflegungstagen |
|---|---|---|---|---|
| 1897 | 2.598 | 189.218 | 736 | 63.678 |
| 1898 | 3.806 | 278.643 | 1.104 | 91.291 |
| 1899 | 6.032 | 440.871 | 1.666 | 131.343 |
| 1900 | 8.442 | 610.687 | 2.652 | 212.650 |
| 1901 | 10.812 | 781.200 | 3.844 | 314.207 |
| 1902 | 12.187 | 898.206 | 4.302 | 350.967 |
| 1903 | 14.937 | 1,107.793 | 5.211 | 431.115 |
| 1904 | 16.957 | 1,265.437 | 6.520 | 520.497 |
| Zusammen | 75.771 | 5,572.055 | 26.035 | 2,115.748 |

Danach entfallen in den einzelnen Jahren auf einen behandelten tuberkulösen Mann durchschnittlich 72 bis 75 Verpflegungstage und auf eine behandelte tuberkulöse Frau 79 bis 87 Verpflegungstage. Berücksichtigt man ferner die aus der Heilbehandlung Tuberkulöser in den gleichen Jahren erwachsenen Kosten, so ergibt sich als Kostenaufwand insgesamt

| im Jahre | 1897 | 1898 | 1899 | 1900 | 1901 | 1902 | 1903 | 1904 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| für einen behandelten tuberk. Mann Mark | 295·24 | 307·50 | 310·31 | 345·13 | 348·58 | 360·20 | 373·84 | 373·91 |
| für eine behandelte tuberk. Frau Mark | 349·83 | 340·95 | 318·04 | 321·12 | 329·34 | 341·43 | 350·30 | 327·28 |

und als Kostenaufwand für einen Verpflegungstag

| im Jahre | 1897 | 1898 | 1899 | 1900 | 1901 | 1902 | 1903 | 1904 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| bei tuberkul. Männern Mark | 4·05 | 4·20 | 4·25 | 4·78 | 4·82 | 4·89 | 5·04 | 5·01 |
| „ „ Frauen „ | 4·04 | 4·12 | 4·03 | 4·00 | 4·03 | 4·19 | 4·23 | 4·10 |

Neben der Lungentuberkulose haben sich die Träger der Invalidenversicherung die Bekämpfung zahlreicher anderer Krankheiten angelegen sein lassen, die geeignet sind, die Invalidität des Arbeiters herbeizuführen. Dahin gehören Rheumatismus, Gicht, Herz-, Lungenleiden nicht tuberkulöser Art, Blutarmut, Harn- und Geschlechtskrankheiten sowie in letzter Zeit auch die Trunksucht. Wegen derartiger anderer Krankheiten als Lungen-

tuberkulose sind von den Trägern der Invalidenversicherung in „ständige" Heilbehandlung genommen:

| Im Jahre | Männer | an Verpflegungstagen | Frauen | an Verpflegungstagen |
|---|---|---|---|---|
| 1897 | 4.082 | 211.869 | 1.806 | 100.658 |
| 1898 | 5.025 | 249.738 | 2.489 | 129.131 |
| 1899 | 6.870 | 329.743 | 3.802 | 200.176 |
| 1900 | 8.755 | 429.232 | 5.276 | 271.797 |
| 1901 | 9.176 | 455.448 | 6.009 | 316.862 |
| 1902 | 9.837 | 474.697 | 6.196 | 330.742 |
| 1903 | 11.868 | 569.688 | 7.761 | 393.469 |
| 1904 | 12.182 | 576.688 | 8.426 | 413.208 |
| Zusammen | 67.795 | 3,297.173 | 41.765 | 2,156.043 |

Hier stellt sich die durchschnittliche Verpflegungsdauer erheblich niedriger als bei Tuberkulösen, nämlich auf 47 bis 52 Tage bei Männern und auf 49 bis 56 Tage bei Frauen. Auch der Kostenaufwand erreicht für die einzelne Person sowohl als für den Verpflegungstag nicht annähernd die Höhe desjenigen bei Tuberkulösen.

Es wurden aufgewendet

| im Jahre | 1897 | 1898 | 1899 | 1900 | 1901 | 1902 | 1903 | 1904 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| für einen nicht tuberkulösen Mann Mark | 168·79 | 166·57 | 156·47 | 177·59 | 188·11 | 198·42 | 215·34 | 213·09 |
| für eine nicht tuberkulöse Frau Mark | 149·73 | 144·32 | 141·13 | 158·13 | 176·02 | 183·67 | 179·18 | 173·51 |

und für einen Verpflegungstag

| im Jahre | 1897 | 1898 | 1899 | 1900 | 1901 | 1902 | 1903 | 1904 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| bei nicht tuberk. Männern Mark | 3·25 | 3·35 | 3·26 | 3·62 | 3·79 | 4·11 | 4·49 | 4·50 |
| „ „ „ Frauen „ | 2·69 | 2·78 | 2·68 | 3·07 | 3·34 | 3·44 | 3·53 | 3·54 |

Was die Art der Durchführung der Heilbehandlung anlangt, so sind die Versicherungsanstalten in der Lage, allen Anforderungen, die die Behandlung einer Krankheit stellt, zu genügen. Sie können den Kranken in Krankenhäusern — Kliniken, mediko-mechanischen, orthopädischen Instituten usw. — in

Heilanstalten für Lungenkranke oder Luftkurorten, in Genesungsheimen (Rekonvaleszentenanstalten), in See-, Mineral-, Schwefel-, Moor- usw. Bädern oder in Privatpflege unterbringen. Daß sie von dieser Bewegungsfreiheit im Interesse der deutschen Arbeiter einen umfassenden Gebrauch gemacht haben, beweist die nachfolgende Übersicht für die Jahre 1898 bis 1904 (s. S. 11).

Danach haben in 7 Jahren mehr als 88.000 Personen in Heilanstalten und Luftkurorten für Lungenkranke, mehr als 59.000 Personen in den verschiedenartigsten Krankenhäusern und mehr als 36.000 Personen in den bekanntesten Bädern des In- und Auslandes sachgemäße Behandlung gefunden. Diese Zahlen fallen noch mehr ins Gewicht, wenn man bedenkt, daß fast durchweg langwierige und kostspielige Kuren in Frage gekommen sind, wie sie sich in anderen Ländern regelmäßig nur die besitzenden Klassen gestatten können.

Vielfach haben die Versicherungsanstalten, um die eigene Verwaltung nicht zu sehr zu belasten, hygienische Wohlfahrtseinrichtungen von Gemeinden und Vereinen mit Geldmitteln unterstützt unter vertragsmäßiger Sicherung von Vorteilen für ihre Versicherten. Bis Ende 1904 waren bereits 178 Millionen Mark aus Mitteln der Invalidenversicherung in solcher Weise angelegt. Die zahlreichen Volksheilstätten für tuberkulöse Lungenkranke, die ihre Entstehung dem weiten Blicke des unter dem Protektorat Ihrer Majestät der deutschen Kaiserin und unter dem Ehrenvorsitz des Reichskanzlers, Fürsten Bülow, stehenden deutschen Zentralkomitees zur Errichtung von Heilstätten für Lungenkranke verdanken, hätten niemals errichtet und lebensfähig erhalten werden können, wenn nicht die Versicherungsanstalten im wohlverstandenen Interesse der Versicherten die erforderlichen Mittel und Kranken geliefert haben würden. Aber auch für eigene Heilanstalten aller Art haben die Träger der Invalidenversicherung bis Ende 1905 nicht weniger als 33 Millionen Mark aufgewendet und damit überall Mustergültiges in Bezug auf Bau, Einrichtung und Betrieb geschaffen.

**Art der Heilbehandlung der von den deutschen Versicherungsanstalten und Kasseneinrichtungen in den Jahren 1898 bis 1904 ständig behandelten Versicherten,**

| Art der Heilbehandlung | welche an Lungentuberkulose erkrankt waren | | | | | | | welche mit anderen Krankheiten als Lungentuberkulose behaftet waren | | | | | | | Zusammen |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1898 | 1899 | 1900 | 1901 | 1902 | 1903 | 1904 | 1898 | 1899 | 1900 | 1901 | 1902 | 1903 | 1904 | |
| Krankenhäuser (Kliniken, Naturheilanstalten, Kaltwasserheilanstalten, mediko-mechanische und orthopädische Institute usw.) | | | | | | | | | | | | | | | |
| Männer . . . | 273 | 349 | 522 | 349 | 334 | 318 | 309 | 2645 | 3752 | 4618 | 4446 | 5856 | 6793 | 6809 | 37.373 |
| Frauen . . . | 51 | 88 | 132 | 132 | 187 | 242 | 312 | 1485 | 2161 | 2709 | 3092 | 3310 | 4021 | 4315 | 22.236 |
| Heilanstalten und Luftkurorte für Lungenkranke Männer . . . | 3089 | 4993 | 6892 | 8758 | 10.759 | 13.196 | 15.229 | 334 | 591 | 676 | 577 | 474 | 443 | 432 | 66.443 |
| Frauen . . . | 869 | 1310 | 2050 | 3058 | 3358 | 4266 | 5386 | 63 | 205 | 373 | 346 | 340 | 386 | 265 | 22.275 |
| Genesungsheime, Rekonvaleszentenanstalten Männer . . . | 66 | 35 | 22 | 72 | 117 | 335 | 596 | 595 | 235 | 492 | 1179 | 770 | 1350 | 1556 | 7420 |
| Frauen . . . | 23 | 21 | 8 | 53 | 135 | 164 | 375 | 251 | 333 | 543 | 924 | 1107 | 1590 | 2132 | 7659 |
| Bäder (See-, Mineral-, Schwefel-, Moorbäder usw.) Männer . . . | 366 | 632 | 976 | 1611 | 953 | 1074 | 816 | 1393 | 2136 | 2825 | 2846 | 2624 | 3143 | 3231 | 24.626 |
| Frauen . . . | 157 | 241 | 455 | 595 | 612 | 521 | 447 | 666 | 934 | 1447 | 1470 | 1341 | 1643 | 1629 | 12.158 |
| Privatpflege, Landaufenthalt, eigene Wohnung Männer . . . | 8 | 23 | 27 | 15 | 23 | 14 | 7 | 22 | 147 | 134 | 121 | 104 | 124 | 131 | 900 |
| Frauen . . . | 1 | 6 | 8 | 6 | 7 | 18 | — | 13 | 162 | 197 | 171 | 92 | 117 | 83 | 881 |

Bei so außerordentlichen Leistungen der Versicherungsträger an Kosten und Arbeit ist die Frage begründet, ob die Erfolge den an die Heilbehandlung geknüpften Erwartungen entsprochen haben. Denn nur wenn dies der Fall ist, lassen sich die dafür hergegebenen Millionen rechtfertigen, die sich aus den Beiträgen der Arbeitgeber und Arbeiter zusammensetzen und in erster Linie die Rentenlast zu decken haben. Das Reichs-Versicherungsamt hat deshalb seit dem Jahre 1897 mit den Versicherungsträgern eine fünfjährige Kontrolle aller in Heilbehandlung genommenen Personen vereinbart. Es wird durch alljährliche Untersuchung oder Nachfrage in jedem einzelnen Falle festgestellt, ob die mit Erfolg behandelte Person seitdem invalide geworden oder gestorben ist. Wo eine Kontrolle ausnahmsweise nicht durchführbar war, scheidet der betreffende Fall für die Beurteilung der Dauererfolge aus. Ebenso zählen Wiederholungen der Heilbehandlung grundsätzlich als Mißerfolge der ersten Behandlung, obwohl, insbesondere bei der Lungentuberkulose, oft gerade erst durch die Wiederholung der Dauererfolg gesichert wird. Es sollte auf diese Weise alles vermieden werden, was zu Schönfärberei und Irrtümern Anlaß geben könnte. Die bisher abgelaufenen vier fünfjährigen Kontrollperioden lassen nun erkennen, daß von je 100 im Jahre 1897 wegen Tuberkulose behandelten Personen Ende 1901 noch 27 erwerbsfähig im Sinne des Invalidenversicherungsgesetzes (d. i. ein den Bezug von Invalidenrente ausschließender Grad der Erwerbsfähigkeit) waren, während von den Nichttuberkulösen des gleichen Jahres 1897 bei 34 von je 100 der Erfolg angedauert hatte. Aus dem Jahre 1898 stellt sich das Dauerergebnis noch günstiger; denn von je 100 behandelten Tuberkulösen dieses Jahres waren Ende 1902 noch 31, von je 100 Nichtuberkulösen 38 erwerbsfähig. Von den in den Jahren 1899 und 1900 behandelten Tuberkulösen hatten 1903 und 1904 noch 32 beziehungsweise 31 ihre Erwerbsfähigkeit behalten. Dagegen ergab die Heilbehandlung Nichttuberkulöser aus den gleichen Jahren für 1903 und

1904 noch 36 beziehungsweise 36 Prozent Dauererfolge, d. h. Erwerbsfähige nach fünf Jahren. Bei Männern ist die Beständigkeit des Erfolges im allgemeinen nicht so günstig als bei Frauen. Dies tritt besonders hervor bei Lungentuberkulösen; denn von je 100 1897, 1898, 1899 und 1900 behandelten tuberkulösen Männern waren im Jahre 1901, 1902, 1903 und 1904 nur noch 25 beziehungsweise 28, 30 und 30 erwerbsfähig, dagegen betrug der Prozentsatz der erwerbsfähigen tuberkulösen Frauen aus den gleichen Jahren Ende 1901, 1902, 1903 und 1904 32, 38, 37 und 35. Ein derartiger Dauererfolg erscheint vielleicht auf den ersten Blick geringfügig, er muß aber befriedigen, wenn man in Betracht zieht, daß es sich fast durchweg um die Bekämpfung schwerer chronischer Leiden gehandelt hat. Insbesondere fällt auch auf, daß die Zahl der Mißerfolge bei Lungentuberkulose nicht erheblich größer ist als bei anderen Krankheiten. Ob allerdings die durch das Heilverfahren bei den behandelten Personen erzielte Rentenersparnis die Höhe der Heilbehandlungskosten erreicht, mag dahingestellt bleiben; eine zuverlässige Prüfung in dieser Richtung ist nicht möglich, weil die Krankenhausfürsorge der Versicherungsanstalten in der Regel schon vor Stellung eines Rentenantrages erfolgt und es deshalb an einem Anhalt dafür fehlt, wie lange sich die Invalidität ohne Eingreifen der Versicherungsanstalten hätte hinausschieben lassen. So viel steht aber fest, daß behufs Stellung einer zutreffenden Diagnose vor Beginn der Heilbehandlung alles geschieht, was vom Stande der medizinischen Wissenschaft aus geboten ist. Wo Zweifel an der Natur der Krankheit bestehen, werden die Kranken zum Zwecke längerer Beobachtung zunächst in Vorstationen untergebracht. Es läßt sich daher der von Gegnern der Tuberkuloseheilbehandlung öfters erhobene Vorwurf, die geheilten Lungentuberkulösen hätten vielfach gar nicht an dieser Krankheit gelitten, gegenüber den von den Organen der Invalidenversicherung getroffenen Krankheitsbestimmungen nicht wohl aufrecht

erhalten. Geht man hiernach mit Recht davon aus, daß bei Tuberkulösen durch eine rechtzeitige, sachgemäße Kur Dauererfolge in dem vorstehend dargelegten Umfange zu erzielen sind, so ist auf der anderen Seite durch das Ausscheiden der Invalidenrentner aus dem Rentengenuß erwiesen, daß von je 100 tuberkulösen männlichen Rentenempfängern im Alter von 25 bis 29 Jahren ein Jahr nach dem Rentenbeginn nur noch 17, 4 Jahre nach dem Rentenbeginn nur noch 4 im Genuß der Rente sich befinden, d. h. am Leben sind. Wenn es sich bei den Invalidenrentnern auch meist um fortgeschrittene Krankheitsstadien handelt, so darf doch nicht vergessen werden, daß auch schon für vorübergehende Erwerbsunfähigkeit (früher von 1 Jahr, jetzt von 26 Wochen) die Invalidenrente zu gewähren ist. Wenn man ferner erwägt, daß von je 100 „nicht tuberkulösen" Invalidenrentnern der Altersklassen von 25 bis 29 Jahren nach einem Jahre noch 69 im Rentengenuß sich befinden, so erscheinen die Tuberkuloseheilerfolge jedenfalls in einem noch günstigeren Lichte.

Die Erfahrung hat gelehrt, daß es bei chronischen Leiden, insbesondere bei Tuberkulose vielfach nicht zweckdienlich ist, wenn die geheilten oder gebesserten Arbeiter alsbald zu ihrer früheren Beschäftigung zurückkehren, die vielleicht die Krankheit hervorgerufen oder nachteilig beeinflußt hat. Deshalb suchen die Vorstände der Versicherungsanstalten, wo es geboten erscheint, bei dem Arbeitgeber Zeiten des Überganges und der Schonung oder sonstige Erleichterungen für den Pflegling zu erwirken. In verschiedenen Heilanstalten ist man sogar dazu übergegangen, die Kranken schon während der Kur zu leichteren Beschäftigungen unter ärztlicher Aufsicht heranzuziehen. Manche Versicherungsanstalten schicken ihre Versicherten nach Abschluß des eigentlichen Heilverfahrens zur weiteren Stärkung und Arbeitsgewöhnung in den geeigneten Fällen zunächst in besondere Genesungshäuser oder in Erholungsstätten. Endlich sind von vereinzelten Versicherungs-

anstalten sogenannte „ländliche Kolonien“ zwecks Überführung der Geheilten in einen neuen oder in den alten Beruf eingerichtet worden. Die ersten Versuche dieser Art sind in Stübeckshorn von der Landes-Versicherungsanstalt Hannover und in Sannum von der Landes-Versicherungsanstalt Oldenburg gemacht worden, und zwar in Stübeckshorn mit nicht befriedigendem, in Sannum mit befriedigendem Ergebnis.

Selbst da, wo eigentliche Heilmaßnahmen wegen Eintritts eines nicht mehr zu beseitigenden Dauerzustandes der Erwerbsunfähigkeit ausgeschlossen sind, können die Träger der Invalidenversicherung zur Hebung und Erhaltung der Volksgesundheit beitragen, indem sie ihre Invaliden in Invalidenhäusern unterbringen. Wenngleich die Invalidenhauspflege, wie auf dem Gebiete der Unfallversicherung, nur gegen Abtretung der Rente stattfinden darf, so übersteigen doch die Pflegekosten regelmäßig bei weitem die Rentenbeträge. Es liegt also auf der Hand, daß diejenigen Versicherungsanstalten, die von der Befugnis des § 25 des Invalidenversicherungsgesetzes Gebrauch machen, dies lediglich im wohlverstandenen Interesse der Rentenberechtigten und aus allgemeinen Gründen der Volkshygiene tun. Mit der von Jahr zu Jahr eintretenden Steigerung der durchschnittlichen Rentenhöhe, sowie mit dem Anwachsen der Mittel der Invalidenversicherung wird die Invalidenhauspflege mehr und mehr an Umfang zunehmen. Schon jetzt besitzt eine Anzahl von Versicherungsanstalten, wie beispielsweise Braunschweig, Thüringen, Berlin, Hansestädte, eigene Invalidenhäuser, während andere durch Vereinbarungen mit Privatanstalten dafür Sorge getragen haben, daß den darin untergebrachten Invaliden die ihren Leiden und Gebrechen entsprechende Pflege bis ans Lebensende zuteil wird. Einzelne Versicherungsträger sind bereits soweit gegangen, sämtliche Rentenberechtigten bei Zustellung des Rentenbescheids auf die Zulässigkeit der Invalidenhauspflege an Stelle der Rente hinzuweisen. Hilfsbedürftige Invalidenrentner, denen die nötige

Pflege in der Familie fehlt, werden auf ein derartiges Angebot umso lieber eingehen, als sie die Pflegestätte von Vierteljahr zu Vierteljahr wieder verlassen und dafür die Rente eintauschen dürfen.

Der außerordentlichen Entwicklung der eigentlichen Krankenfürsorge entspricht auch der Einfluß der Invalidenversicherung auf die Hebung der Volksgesundheit durch vorbeugende Maßnahmen. Drängten schon die Erfahrungen mit den in Heilbehandlung genommenen Kranken zu einem möglichst frühen Eingreifen der Versicherungsanstalten, so zeigte es sich weiter, daß durch Verhütung einer Krankheit die Invaliditätsgefahr noch leichter und mit geringeren Kosten beseitigt wird, als durch eine sachgemäße Behandlung der Krankheit selbst. Deshalb haben die Träger der Invalidenversicherung, gestützt auf eine weitherzige Auslegung der Gesetzesbestimmungen seitens des Reichs-Versicherungsamtes, von Jahr zu Jahr mehr Wert darauf gelegt, ihre Einrichtungen und ihre Mittel allen Bestrebungen dienstbar zu machen, die eine verständige Prophylaxe bezwecken. Ein vorzügliches Feld hierfür bieten die zahlreichen Heilanstalten für die arbeitenden Klassen. In denselben wird ein Ärztepersonal herangebildet, das bei der Fülle der wissenschaftlichen Anregungen und durch die umfassenden Erfahrungen der Praxis zu einer wohl kaum vorher betätigten Gründlichkeit und Sorgfalt in der Erforschung und Anwendung hygienischer Lebensregeln angespornt wird. Die Anstaltsärzte sind in der Lage, mit Hilfe einer strengen Anstaltsdisziplin und auf dem Wege ärztlicher Beratung und Belehrung die erprobten Grundsätze der Hygiene bei den ihnen anvertrauten Kranken in wirksamer Weise zur Geltung zu bringen. Die Kranken aber tragen wiederum das, was sie am eigenen Körper als nützlich erkannt haben, in ihre Familien. So muß es gelingen, in den Arbeiterkreisen die vielfach vorherrschenden gesundheitswidrigen Lebensgewohnheiten, sowie unrichtige Anschauungen, Empfindungen und Schwächen, die den Keim so mancher Krankheit bilden, mehr und mehr zurückzudrängen.

Hand in Hand mit der Anstaltspflege wirken zahlreiche Vereine, die im Anschluß an die Einrichtungen der sozialen Gesetzgebung oder unter ihrem Einfluß enstanden oder gefördert sind. An der Spitze dieser Vereinsbestrebungen steht das deutsche Zentralkomitee zur Errichtung von Heilstätten für Lungenkranke. Dasselbe hat nicht nur dafür gesorgt, daß in wenigen Jahren ein Netz von nahezu 100, allen hygienischen Anforderungen genügenden Lungenheilstätten über Deutschland verbreitet ist, sondern es sucht auch durch regelmäßig wiederkehrende Konferenzen mit den Ärzten dieser Heilstätten die Erfahrungen des Einzelnen zum Gemeingut aller zu machen und so die verschiedenen Methoden der Krankheitsheilung und -verhütung einer möglichsten Vervollkommnung entgegenzuführen. Gleiche Beachtung verdient das Wirken der verschiedenen Tuberkulose-Fürsorgevereine, des deutschen Vereins für Volkshygiene, der durch Wort und Schrift die Massen des Volkes zu einer gesundheitsgemäßen Lebenshaltung zu bringen sucht. Von anderen Vereinen seien erwähnt der „deutsche Verein gegen den Mißbrauch geistiger Getränke", das „Komitee für Krebsforschung", die „deutsche Gesellschaft zur Bekämpfung der Geschlechtskranken" und die Arbeitergärten vom Roten Kreuz. Für alle diese Organisationen bilden die Erfahrungen (Statistiken) der Invalidenversicherung oder ihre mittelbaren und unmittelbaren pekuniären Zuwendungen eine wertvolle, oft unentbehrliche Unterlage.

Eine ganz besondere Bedeutung für die Hebung der Volksgesundheit hat die Organisierung der Krankenpflege auf dem Lande. Es liegt auf der Hand, daß dort, wo der ärztliche Berater zu fern wohnt und seine Zuziehung zu teuer kommt, Krankheitsvorboten in der Regel unbeachtet bleiben und die Hilfe oft erst eintritt, wenn es zu spät ist. Hier mußte ein Bindeglied geschaffen werden zwischen dem Arzt und dem Kranken. Dank dem zielbewußten Eintreten der deutschen Arbeiterversicherung, vor allem der Versicherungsanstalten der Invalidenversicherung, ist es gelungen, weite Landgebiete mit

Gemeindepflegestationen, die von Krankenschwestern oder in der Krankenpflege ausgebildeten Personen geleitet sind, mit Marthaspenden, Margarethenspenden, Wanderkörben für Wöchnerinnen usw. auszustatten. Es genügt oft schon die Zusicherung eines bestimmten jährlichen Zuschusses seitens der Versicherungsträger, um solche Stationen mit Hilfe der Gemeinden, von Vereinen, insbesondere des Roten Kreuzes oder Privatleuten, ins Leben zu rufen. Im Jahre 1902 haben sich die Geldbewilligungen der deutschen Versicherungsanstalten für derartige Zwecke bereits auf mehr als 43.000 Mark, im Jahre 1903 auf mehr als 71.000 Mark und 1904 auf mehr als 93.000 Mark belaufen. Geht man davon aus, daß im allgemeinen schon Jahreszuschüsse von 60 bis 100 Mark für eine Pflegestation ausreichen, so würde die 1904 gezahlte Summe etwa 930 bis 1555 Stationen zugute gekommen sein. Die Gemeindeschwester behält übrigens nicht nur Fühlung mit dem Arzt, sondern gleichzeitig mit den Krankenkassen, Berufsgenossenschaften und Versicherungsanstalten. Sie ist es, die bei ansteckenden Krankheiten für die Isolierung der Kranken sorgt, die den jeweilig in Betracht kommenden Versicherungsträgern Nachricht gibt von dem Zustande eines Kranken oder Schwachen und die erforderlichen Maßnahmen zur Verhütung oder Heilung ernsterer Leiden in Vorschlag bringt. Sie ist es, die die Lebensweise geheilter Versicherter überwacht, nachteilige Einflüsse auf die Gesundheit durch Rat und Tat fernzuhalten sucht, die Wiederholung eines Heilverfahrens zur Erhaltung des Erfolges veranlaßt und der so unheilvollen Quacksalberei bei den unerfahrenen Leuten entgegenarbeitet. In der Erkenntnis des hohen Wertes der ländlichen Gemeindeschwester für die Invaliditätsverhütung haben sich einzelne Versicherungsanstalten bewogen gefühlt, ihre Heilbehandlungs- und Krankheitsverhütungsanleitungen den Gemeindepflegestationen zu überweisen.

Populär gehaltene Schriften finden durch die Versicherungsanstalten der Invalidenversicherung vermöge der ihnen zu Gebote

stehenden größeren Mittel eine noch weitere Verbreitung als durch Krankenkassen und Berufsgenossenschaften. Manche Versicherungsanstalten haben eigene Druckschriften hygienischen Inhalts für ihre Versicherten hergestellt. So behandelt z. B. die Landes-Versicherungsanstalt Westfalen in einem Ratgeber für Lungenkranke die Fragen „Was ist Lungentuberkulose?", „Die Verhütung der Tuberkulose, Schutz gegen Ansteckung", „Maßregeln zur Kräftigung des Körpers", „Vorschriften über die Lebenshaltung, Wohnungsverhältnisse, Tätigkeit", „Heilbarkeit und Behandlung der Tuberkulose". Wirken solche Schriften schon für sich allein, so ist ihr Einfluß auf die arbeitenden Klassen noch weit nachhaltiger, wenn ihnen der Inhalt durch geeignete Berater — hier eröffnet sich wieder ein weites Feld für die Gemeindeschwester — und bei geeigneter Gelegenheit erläutert wird. Neben den populär gehaltenen Schriften nehmen auch infolge des unter der Entwicklung der gesamten Krankenfürsorge wachsenden allgemeinen Interesses für hygienische Fragen die medizinisch-wissenschaftlichen Zeitschriften an Zahl und Bedeutung täglich zu und die in denselben veröffentlichten Forschungsergebnisse bieten immerfort neue Anregungen und Ausgangspunkte für den weiteren Ausbau der ärztlichen Wissenschaft.

Endlich darf nicht unerwähnt bleiben, in welcher Weise die für Rentenzahlungen nicht alsbald benötigten Kapitalien der Versicherungsanstalten zur Verbesserung der hygienischen Verhältnisse im Volke beitragen.

Nach der im Reichs-Versicherungsamt gefertigten Zusammenstellung solcher Kapitalsanlagen sind bis Ende Dezember 1904 für den Bau von eigenen und fremden Kranken-, Genesungshäusern, Volksheilstätten, Herbergen zur Heimat, Volksbädern, Kleinkinderschulen, Wasserleitungs-, Kanalisationsanlagen usw. seit dem 1. Januar 1891 nicht weniger als 211 Millionen Mark hergegeben worden. Weitere 133 Millionen Mark haben während des gleichen Zeitraums für den Bau

gesunder Arbeiterwohnungen Verwendung gefunden und es werden die Versicherungsanstalten, deren Vorstandsmitglieder vielfach in gemeinnützigen Bauvereinen hervorragend tätig sind, geradezu als die Nährmütter derartiger Bauvereine bezeichnet. Wie viele Versicherte durch solche Maßnahmen vor Krankheiten bewahrt worden sind, läßt sich zahlenmäßig natürlich nicht nachweisen. Für jeden aber, der einmal einen Blick in die durch diese Kapitalsanlagen geförderten Einrichtungen, insbesondere in die Wohnungsverhältnisse der arbeitenden Klassen in den größeren Städten getan hat, ist es offenbar, daß auch auf diesem mittelbaren Wege der gemeinnützigen Kapitalsanlage die Volksgesundheit eine ganz außerordentliche Förderung erfahren muß.

Nach einer für die Jahre 1892 bis 1900 in zehn deutschen Bundesstaaten aufgestellten Statistik starben denn auch in den letzten vier Jahren (1897 bis 1900) trotz der Zunahme der Bevölkerung im Durchschnitt jährlich 7566 Personen weniger an Tuberkulose als im Jahresdurchschnitt des Zeitraums 1892/1895. In den Jahren 1901 und 1902 betrug nach der zwanzig Bundesstaaten umfassenden Statistik der Rückgang der Tuberkulosesterblichkeit 4·4% für 1900/1901, 1% für 1901/1902.

Im Königreich Preußen allein wurde nach der aus Anlaß der Hundertjahrfeier des Königlich Preußischen Statistischen Landesamts herausgegebenen Festschrift im Jahre 1886 die höchste Ziffer der Tuberkulosesterblichkeit mit 88.283 Fällen erreicht. Seitdem ist eine beständige Abnahme derartiger Todesfälle eingetreten bis zu 67.445 im Jahre 1901 und 66.726 im Jahre 1902. In den Städten über 100.000 Einwohner hat sich ein Sinken der Tuberkulosetodesfälle von 37, 36 im Jahre 1886 auf 22 im Jahre 1902 für je 10.000 Lebende herausgestellt. Man wird nicht fehlgehen, wenn man ein derartiges Ergebnis in der Hauptsache auf die Heil- und Vorbeugungsmaßnahmen der deutschen Invalidenversicherung zurückführt.

INTERNAT. ARBEITERVERSICHERUNGS-KONGRESS.
*7. Tagung. — Wien. — 17. bis 23. September 1905.*

# ORGANISATION UND BETRIEB
DER
# HEILSTÄTTEN DER DEUTSCHEN INVALIDENVERSICHERUNG

VON
DR. ERNST RUMPF
DIREKTOR DER BADISCHEN HEILSTÄTTE FRIEDRICHSHEIM.

Die Lungenheilstätten der deutschen Versicherungsanstalten sind nur für eine einzige Krankheit, die Lungentuberkulose, bestimmt.

Diese Bestimmung ist gerechtfertigt durch das überaus häufige Vorkommen dieser Krankheit gegenüber allen anderen zur Invalidität führenden Krankheiten, sie ist notwendig durch die ansteckende Natur dieser Krankheit.

Von den im versicherungspflichtigen Alter stehenden Personen stirbt jede dritte an Lungentuberkulose. Unsere Anschauungen über die Verbreitung dieser Krankheit haben sich aber gerade in den letzten Jahren noch wesentlich geändert und erweitert.

v. Behring, einer unserer bedeutendsten Tuberkuloseforscher, vertritt nachdrücklich die Ansicht, daß die Menschheit ziemlich allgemein von der Tuberkulose durchseucht ist, ähnlich wie die Rinder von der Perlsucht.

Diese Anschauungen werden unzweifelhaft bestätigt durch die neueren Forschungen der pathologischen Anatomen, welche bei planmäßiger Untersuchung hunderter von Leichen fast ausnahmslos in jeder Leiche Erwachsener irgendwo im Körper

tuberkulöse Herde fanden, am häufigsten in den Bronchialdrüsen und den Lungen.

Diese Tatsachen wurden schließlich an Lebenden bestätigt durch den viel zitierten österreichischen Stabsarzt Franz, welcher an einem ausgesuchten Menschenmaterial, an den zum Militär ausgehobenen bosnischen Rekruten nachwies, daß 61 % derselben auf Tuberkulin reagierten, also ebenfalls irgendwo im Körper einen Tuberkuloseherd hatten.

Aber die bosnischen Rekruten des Dr. Franz werden deswegen ganz sicher nicht alle durch Schwindsucht invalide, und die Herde, welche die pathologischen Anatomen fanden, waren — zum größten Teil von selbst ausgeheilt.

Der Gedanke liegt also außerordentlich nahe, zu versuchen, ob diese Ausheilung sich nicht auch während des Lebens häufiger herbeiführen lasse. Für die Versicherungsanstalten, welche so viele ihrer Versicherten nach langer Rentenzahlung (entsprechend dem chronischen Charakter der Krankheit) durch den Tod an Lungentuberkulose verlieren, lag der Gedanke besonders nahe, wenn auch nicht ein spezifisches Heilmittel gegen diese Krankheit zu finden, so doch auf Mittel und Wege zu sinnen, welche den Körper unterstützen, daß tuberkulöse Herde in ihm häufiger zur Ausheilung kommen und nicht zur tödlichen Ausbreitung der Krankheit führen.

Diesen Zweck, den Körper im Kampfe mit der Tuberkulose zu unterstützen und ihn zur Ausheilung der tuberkulösen Herde zu befähigen, verfolgt diejenige Behandlungsmethode der Lungentuberkulose, welche die besten Resultate aufweist, die sogenannte hygienisch-diätetische oder Brehmer-Dittweilersche Anstaltsmethode.

Diese Methode, in den Volksheilstätten unter Hinzuziehung aller irgendwie Erfolg versprechenden Mittel ausgebaut und den Bedürfnissen der Volksheilstätte und den Bedürfnissen der Versicherungsanstalten angepaßt, wird jetzt von den deutschen Versicherungsanstalten um der Invalidität und dem

Tode durch Lungentuberkulose vorzubeugen, teils in eigenen Heilstätten geübt, teils schicken die Versicherungsanstalten ihre Lungenkranken in Heilstätten, welche dem Kreise, einem Heilstättenvereine oder Privaten gehören.

Der oberste Grundsatz dieser Methode heißt: Möglichst ununterbrochener Aufenthalt in reiner, staubfreier Luft. Die Versicherungsanstalten konnten also nicht die bestehenden Krankenhäuser für ihre zahlreichen Lungenkranken benützen; man denke nur an die Säle der meist überfüllten Krankenhäuser, in denen die Mehrzahl aller Kranken ununterbrochen die Nacht und auch den ganzen Tag im Bette liegen. Zumal diejenigen Versicherungsanstalten, welche für die riesige Zahl ihrer lungenkranken Versicherten lieber eigene Anstalten bauen wollten, mußten naturgemäß ihre Heilstätten ganz aus Rauch und Staub der Stadt heraus in Gegenden mit reiner freier Luft erbauen, wenn schon Bau und Betriebskosten dadurch natürlich verteuert wurden.

Dabei sind Landklima und Seeklima, Orte der Ebene und des Gebirges benützt worden und überall werden Heilresultate erzielt; werden doch jetzt auch aus den Heilstätten Hollands, Dänemarks und Englands gleich günstige Erfolge berichtet, wie aus denen der Schweiz.

Was die Höhenlage der Gebirgssanatorien betrifft, so war ich selbst früher 3 Jahre in einer Anstalt des Hochgebirges in Davos — 1550 Meter — dann 1 Jahr in Görbersdorf — 500 Meter — als Arzt tätig und jetzt leite ich seit 6 Jahren die badische Heilstätte Friedrichsheim — 840 Meter — und ich kann nicht sagen, daß die absolute Höhenlage der Heilstätte über dem Meeresspiegel einen Unterschied bei der Ausheilung der Lungentuberkulose macht.

Als Annehmlichkeit aller an geeigneten Plätzen im Gebirge erbauten Anstalten möchte ich dagegen nennen: Windschutz durch bewaldete Berge, freiere und frischere Luft bei einer gewissen, relativen Erhebung über der Talsohle und der um-

gebenden Ebene. Nichtstagnieren der Luft an sonnenreichen Südhängen, allmäliges Trainieren von Herz und Lunge auf langsam ansteigenden Spazierwegen.

Der Bau und die ganze Anlage der Heilstätten sind nun von vorn herein so gestaltet, daß sie Licht und Luft den ausgiebigsten ungehinderten Zutritt gewähren. Die geräumigen Schlafzimmer liegen nur nach der Sonnenseite, werden im Gegensatz zu den Krankenhäusern den ganzen Tag von den Kranken nicht betreten und ausgiebigst gelüftet. Die Fenster werden auch nachts nie ganz geschlossen. Muß ein Kranker vorübergehend das Bett hüten, so werden außer dem eigentlichen Fenster das Oberlicht, in meiner Anstalt auch unter der Fensterbank bis auf den Fußboden gehende Läden geöffnet, so daß auch ein bettlägeriger Kranker in seinem Zimmer geschützt, aber fast wie im Freien ruht. In andern Heilstätten kann man das ganze Bett in offene Loggien oder gedecke Terrassen rollen.

Für die große Mehrzahl der Kranken, welche nicht bettlägerig ist, sind einige luftige Tagesräume vorhanden für den Beginn der Kur, wo die Kranken noch nicht für den ununterbrochenen Aufenthalt im Freien trainiert sind; der eigentliche Tagesraum der Kranken ist jedoch die gedeckte, durch Vorhänge gegen Sonne und Wind geschützte, aber nach Süden ganz offene Liegehalle. Hier bringen die Kranken abgesehen von den Mahlzeiten (NB. im großen, luftigen Speisesaal) und abgesehen von den mit Spaziergängen und Spielen im Freien ausgefüllten Stunden bei jedem Wetter im Sommer und im Winter (hier durch wollene Decken gegen Kälte genügend geschützt) den ganzen Tag bis nach dem Nachtessen im Freien zu. Für Unterhaltung ist durch Zeitschriften, Bücher und Brettspiele aller Art genügend gesorgt. Die Stimmung der Kranken muß man stets eher dämpfen als animieren.

Welche Mittel hat die Heilstättenmethode nun weiter, den Körper allmälig so zu kräftigen, daß die erkrankte Lunge zur Ausheilung kommt?

In den Augen der Kranken das Wichtigste ist eine gute, reichliche Ernährung, 5—6 Mahlzeiten täglich, gemischte Kost, dabei reichlich Milch. Ein wenig Bier oder Wein zu den Hauptmahlzeiten wird in den Heilstätten der Versicherungsanstalten gegeben. Alkoholmißbrauch wird in der Heilstätte nicht geduldet und durch Aufklärung und Belehrung der Kranken auch für die Zukunft zu bekämpfen gesucht. Die Kosten für die Verpflegung sind der reichlichen, durch Transportkosten meist noch etwas verteuerten Kost entsprechend in den Lungenheilstätten durchschnittlich nahezu 1 Mark pro Tag und Kopf höher als bei den wegen anderer Leiden von den Versicherungsanstalten ständig behandelten Kranken.

Sodann wird in den Heilstätten allgemein von reichlicher Wasserbehandlung des Körpers ausgiebigst Gebrauch gemacht, einerseits zur peinlichsten Reinhaltung, andererseits zur vorsichtigen Abhärtung des Körpers. Mindestens wöchentlich einmal bekommt jeder Kranke ein warmes Reinigungsbad, tagtäglich bekommt jeder Kranke Waschungen und nasse Abreibungen des Körpers, zum Schluß der Kur werden die kräftigen Kranken täglich mit temperiertem, rasch kälter werdenden Wasser gedoucht. Einzelne Symptome der Krankheit erfordern Wickel, Einpackungen und besondere hydrotherapeutische Maßnahmen. Anleitung zu regelmäßiger Zahn- und Mundpflege sei hier nur nebenbei erwähnt.

Nun sagte ich aber eingangs schon, daß die Methode unter Hinzuziehung aller irgendwie Erfolg versprechenden Mittel ausgebaut wurde. An der einen Heilstätte wird dieses, an der anderen jenes Arzneimittel unter sorgfältiger, klinischer Beobachtung des Kranken geprüft. Besonders nennen will ich hier nur die Tuberkulinbehandlung, welche vorher nur von einzelnen Unentwegten konsequent fortgesetzt wurde, während jetzt das Tuberkulin in den Heilstätten wieder in großem Maßstabe in Anwendung gezogen wird nicht nur diagnostisch, um vereinzelte Nichttuberkulose, welche trotz aller Vorunter-

suchungen etwa noch eingewiesen sein konnten, von der Heilstätte und deren Statistik auszuschließen, sondern auch therapeutisch, um allmälig den richtigen Kern, den diese Behandlungsweise zweifellos in sich birgt, besser herauszuschälen und den für die Behandlung geeigneten Kranken diese zu Teil werden zu lassen. Ferner besitzen die Heilstätten meist kleinere oder größere Inhalatorien usw.

Vor allen Dingen werden nun all diese Vorschriften, wie „Haltet euch möglichst ununterbrochen den ganzen Tag im Freien auf, geht viel spazieren, treibt Abhärtung eures Körpers" usw. in der Heilstätte nicht einfach gegeben, sondern das Wesentliche an der Methode ist, daß für jeden einzelnen Kranken der Kurplan aufgestellt wird nach genauester physikalischer Untersuchung seiner Lungen, und daß die Vorschriften stets dem Lungenzustande und den durch regelmäßig wiederholte Untersuchungen festgestellten allmäligen Fortschritten angepaßt werden. Hierzu gehört große Übung und spezielle Erfahrung seitens des Arztes. Daß dabei regelmäßige Untersuchungen des Auswurfes, dauernde Kontrolle der Körpertemperatur und vieles andere notwendig ist, ist selbstverständlich.

Der allmälige Übergang aus der Ruhe in Bewegung und aus der Schonung in die Übung — nicht wenn der Kranke sich subjektiv schon wohl genug fühlt, sondern wenn objektiv sein Zustand es wirklich gestattet — schließt den Erfolg der Heilstättenkuren in sich. Bei ungestörtem Verlauf der Kur und der Ausheilung kann der Arzt ganz allmälig nach jeder der alle zwei bis drei Wochen stattfindenden laufenden Untersuchungen dem Kranken gestatten, länger und weiter zu gehen und höher zu steigen. In manchen Heilstätten wird zum Schlusse der Kur planmäßige Beschäftigung und Arbeit der Kranken direkt als Heilfaktor mit Erfolg mit herangezogen. Ebenso werden methodische Atemübungen, teilweise auch gymnastische Übungen vorgenommen zur Stärkung der Lunge und der wiedergewonnenen Arbeitskraft.

Wesentlich ist auch im Vergleich zu der früheren Krankenhausbehandlung, daß in den Lungenheilstätten die Kuren von vorneherein auf viel längere Zeiten, ein Vierteljahr und länger zugeschnitten sind, und daß jetzt allmälig doch auch Kranke, die noch nicht in ein Krankenhaus gegangen wären, anfangen sich zu entschließen, rechtzeitig, so lange die Krankheit noch gänzlich ausheilbar ist, in eines der schönen und schön gelegenen, mit allen hygienischen Einrichtungen versehenen Sanatorien zu gehen.

Der Entscheidung, ob er in die Heilstätte geschickt wird oder nicht, sieht der Kranke, dem mitgeteilt wurde, daß er den Schwindsuchtskeim in sich trage, selbstverständlich mit der größten Spannung entgegen. Es bedeutet auch der Luftwechsel, die Loslösung aus den ganzen häuslichen Sorgen und Verhältnissen und der Reiz der neuen Umgebung an sich schon einen Heilfaktor. Bei den meisten Versicherungsanstalten ist der Andrang so groß (natürlich auch von zu weit vorgeschrittenen Kranken), daß zur Auslese der Kranken, sowie zur unbedingten Fernhaltung aller Nichttuberkulosen besondere Einrichtungen, Nachuntersuchungen durch beamtete Ärzte oder besondere Vertrauensärzte oder auch eigene klinische Vorbeobachtungsstationen notwendig wurden. Häufig ist die Zahl der Wartenden so groß, daß Wochen vergehen, bis der Kranke endlich die ersehnte Einberufungsordre mit Reisevorschrift, Anweisung für das Reisegeld, Vorschrift, was er alles für die Kur mitzubringen hat, usw. erhält.

Trifft der Kranke nun in der Heilstätte ein, so wird jedem Kundigen sofort wieder der gewaltige Unterschied zwischen dem Aufenthalt in der geschlossenen Heilstätte und etwa einem offenen Kurorte oder einer gewöhnlichen Sommerfrische klar. Der Kranke wird vom Arzte empfangen, wird nachdrücklich über die ansteckende Natur der Krankheit, den ausschließlichen Gebrauch der Taschenspuckflasche und die Vernichtung alles Auswurfs (durch Auskochen, Desinfektion oder Verbrennen)

belehrt, gleichzeitig aber auf die Heilungsmöglichkeit bei gewissenhafter Kur hingewiesen.

Er ersieht aus der ganzen Tageseinteilung mit regelmäßiger Abwechslung von Ruhe und Bewegung, daß der ganze Tag der Kur dient, und der Kranke ununterbrochen an seiner Wiederherstellung mitarbeiten muß.

Er findet in der ausführlichen Hausordnung eine Menge von Einzelvorschriften und lernt gleichzeitig, daß diese alle im Interesse seiner Gesundheit gegeben und im Interesse der Kur unerläßlich sind. Es würde viel zu weit führen, hier außer den allgemeinen Kurprinzipien auf alle die vielen Einzelvorschriften einzugehen, welche in der Heilstätte gegeben werden und von deren Befolgung im Einzelfalle der Erfolg oder Nichterfolg der Kur abhängen kann. Um aber zugleich einen Begriff zu geben, wie in der Heilstätte die Hauptaufgabe derselben, die methodische Belehrung und hygienische Erziehung der Kranken durchgeführt wird, werde ich den Herren Kongreßmitgliedern neben einem Exemplar der Hausordnung, wie sie von der badischen Versicherungsanstalt aufgestellt wurde, ein Exemplar eines Büchleins[1]) überreichen, welches dem Kranken während seines hygienischen Erziehungskursus, den er in der Heilstätte durchmacht, gleichsam als Leitfaden dient. Dasselbe ist von vielen deutschen Versicherungsanstalten eingeführt, ebenso von meinem Freunde Guinard im Sanatorium de Bligny der Stadt Paris, so daß dasselbe auch in französischer Bearbeitung überreicht werden kann. Das Büchlein enthält alles, was der Kranke selbst von seiner Krankheit wissen muß, die tausend Kleinigkeiten, auf die er achten, die vielen kleinen Schädigungen, die er zu vermeiden lernen muß. Das Büchlein umfaßt schließlich auch die Ratschläge, welche dem Kranken bei der Entlassung zur dauernden Erhaltung seiner Gesundheit und für die künftige Gestaltung seines Lebens mit auf den Weg gegeben

---

[1]) Merkbüchlein für den Lungenkranken in der Heilstätte von Dr. E. Rumpf. Verlag der Bad. Landeszeitung, Karlsruhe in Baden.

werden. Daneben wird in den Heilstätten durch Vorträge seitens der Ärzte und vor allen Dingen gelegentlich der regelmäßigen Untersuchungen durch persönliche Rücksprache auf jeden Einzelnen immer wieder belehrend, ermahnend oder animierend, je nach seinem Charakter und seiner Individualität einzuwirken gesucht.

Es handelt sich bei den vielen kleinen Schädlichkeiten, die vermieden werden sollen, doch meist um uralte, schlechte Angewohnheiten. Solche werden aber nicht von heute auf morgen oder durch eine mündliche oder schriftliche Belehrung abgewöhnt, sondern nur durch stetige Überwachung und längere Schulung. Um von dem absoluten Verbot der Verstreuung des ansteckenden Auswurfs gar nicht zu reden, hält sich der eine z. B. andauernd so krumm oder atmet so oberflächlich, daß die ganze frische Luft nichts nützt, weil sie nicht hineindringen kann in seine kranke Lunge; ein anderer läßt das Tabakkauen oder -schnupfen nicht und unterhält dadurch in seinen oberen Luftwegen stets einen Katarrh und einen Reizzustand, der sich nach unten immer wieder ausbreitet und den Lungenkatarrh verschlimmert; eine dritte überwindet auch in der Heilstätte ihre Eitelkeit nicht und schädigt durch zu festes Schnüren wieder ihre kranke Lunge; wieder andere übertreiben aus Übereifer die Abhärtungsvorschriften und schaden dadurch mehr als sie nützen; andere wechseln ihre Wäsche nicht, wenn sie sich durch die schöne Umgebung verlocken ließen, zu früh zu weit oder zu hoch zu spazieren, und dann verschwitzt oder mit nassen Füßen heimkamen usw. usw. Kurz, mit der Erteilung der vielen Einzelvorschriften ist es auch nicht getan. Da heißt es, seine Leute kennen lernen und beobachten, schlechte Gewohnheiten ihnen förmlich ablauschen, um immer wieder von neuem ermahnend und belehrend einzugreifen.

Aus diesem allem ergibt sich, daß eine derartige rationelle Behandlung zahlreicher Lungenkranker nur möglich ist in

Spezialanstalten unter ständiger, geschulter Aufsicht und im Zusammenleben mit dem Arzte.

Wir haben hier auch noch gar nicht der vielen Zwischenfälle, welche die Kur stören können, gedacht: ein frischer Katarrh, eine Halsentzündung, eine Influenza oder eine Lungenblutung, alle erfordern sorgfältige sachgemäße Behandlung, damit sie ohne Schaden vorübergehen und das Lungenleiden nicht verschlimmern. Erkrankungen in anderen Organen, welche den Körper schwächen, müssen behandelt und womöglich beseitigt werden, um auch so den Körper für die Ausheilung des Lungenleidens zu kräftigen.

Häufig sind auch operative Eingriffe notwendig, z. B. wenn man merkt, daß es mit der Ausheilung der Lunge nicht voran geht, weil dieselbe wegen behinderter Nasenatmung nicht genügend gelüftet werden kann. Da heißt es, das Hindernis aufsuchen und Wucherungen, vergrößerte Mandeln u. dgl. beseitigen. Alle diese Dinge wollen beobachtet und behandelt sein, und die Heilstätten müssen mit den entsprechenden Einrichtungen versehen und deren Ärzte auch mit spezialistischer Behandlung von Nasen- und Halskrankheiten vertraut sein, ganz abgesehen davon, daß die Tuberkulose selbst häufig außer der Lunge sich auch im Kehlkopf, Ohr, Knochen, Lymphdrüsen u. dgl. etabliert hat und Behandlung erfordert.

Die so nach allen Seiten ausgestaltete Heilstättenmethode umfaßt also ein sehr großes Gebiet. Ein Blick auf die ungeheure Verbreitung der Lungentuberkulose rechtfertigt diese spezialistische Ausgestaltung der Behandlungsmethode und aus allem erhellt, warum die Eigenart der Krankheit solche Spezialanstalten erfordert. Mit Stolz dürfen wir dafür auch sagen, daß gerade durch die Lungenheilanstalten unsere Kenntnis von dem Wesen und dem klinischen Verlauf dieser Krankheit, ihre Diagnose, Prognosenstellung und alles schon eine wesentliche Förderung erfuhr.

Sehen wir nunmehr, wie sich dieser Behandlungsmethode der wirtschaftliche Betrieb einer Heilstätte anpaßt. Nach

allem, was über die Disziplinierung der Kranken, ihre Ernährung und Einzelbehandlung schon gesagt wurde, kann es nicht zweifelhaft sein, daß in einer Lungenheilstätte die oberste Leitung unbedingt in der Hand des Arztes liegen muß. Dies ist denn auch bei den Heilstätten der Versicherungsanstalten fast ausnahmslos der Fall. Dem Chefarzt der Heilstätte ist ein wirtschaftlicher Verwalter unterstellt, selbstverständlich ruht aber die Verantwortung für die ganze Verwaltung doch bei dem Vorstande der Versicherungsanstalt.

Dadurch, daß in der Lungenheilstätte die Kranken sich den ganzen Tag gar nicht im Hause, sondern möglichst ununterbrochen im Freien aufhalten, ist schon ein großer Unterschied gegenüber dem Krankenhause bedingt. Die Schwestern pflegen zwar die wenigen bettlägerigen Kranken und übernehmen auch in den Heilstätten für weibliche Kranke (die Trennung der Geschlechter ist fast überall durchgeführt) die Uberwachung der Kranken auf der Liegehalle, auch auf dem Spaziergange usw., im ganzen sind aber die Schwestern in der Heilstätte weniger Pflegeschwestern als Wirtschaftsschwestern.

Nach dieser Richtung werden in der Heilstätte an das Wartepersonal sehr hohe Anforderungen gestellt durch die Bereitung einer guten, reichlichen, abwechslungsreichen Kost, durch die tagtägliche, peinlichste Reinigung aller Räume und Gegenstände unter Vermeidung jeglicher Staubaufwirbelung (feuchtes Aufwischen, geölte Fußböden etc.), sowie durch die Notwendigkeit der Desinfektion aller Betten, Matratzen, Liegehallendecken etc. bei jedem Wechsel in Formalin- oder Wasserdampf.

Die Kranken werden in den Heilstätten der Versicherungsanstalten so gehalten, daß sie selbst keinerlei pekuniäre Auslagen zu machen brauchen. Ihre Leibwäsche wird im eigenen maschinellen Wäschereibetrieb der Heilstätte gewaschen, beim Waschakt natürlich auch desinfiziert. Viele Versicherungsanstalten gewähren während der Heilstättenkur auch eigene Anstaltskleidung, geschmackvolle, praktische Lodenanzüge unter

Vermeidung des Eindruckes der Uniformierung. Reparaturen von Kleidern, Wäsche und Schuhzeug werden in der Heilstätte besorgt, die Kranken werden unentgeltlich rasiert, bekommen Fieberthermometer, Spuckflasche, Seife und alles für die Kur Notwendige geliefert.

Die Lage der Heilstätten macht in den meisten Fällen eigenen Fuhrwerksbetrieb notwendig, wenigstens zum Abholen der Kranken und Hinbringen derselben zur Bahnstation. Die Heilstätten der Versicherungsanstalten haben Zentralheizung und elektrische Beleuchtung; die Kohlen müssen daher auch beigeführt werden, ebenso alle Lebensmittel, Milch usw. Einzelne Heilstätten haben auch einen eigenen Kuhstall, die meisten halten Schweine und Hühner zur lohnenden Verwertung der Abfälle. Ich habe in meiner besonders abgeschieden gelegenen Heilstätte auch eine eigene Bäckerei, die sich vorzüglich bewährt.

Somit ist auch der wirtschaftliche Betrieb einer Lungenheilstätte eigenartig und umfangreich. Daß dabei die wiederhergestellten Kranken zum Schluß der Kur vielfach mit Vorteil zur Arbeit herangezogen werden, wurde schon angedeutet. Sie bedienen mit bei Tisch oder machen Reparaturen aller Art, helfen mit im Gemüsegarten, bei der Heuernte, beim Schneeschaufeln, Holzspalten usw.

Zum Schluß möge nur noch erörtert werden, wie denn nun der Körper des lungenkranken Versicherten auf all' das in der Heilstätte in ärztlicher und wirtschaftlicher Beziehung Gebotene reagiert. Ich erwähnte eingangs schon, daß ich meine Tätigkeit als Anstaltsarzt in Davos begann und zwar als Assistenzarzt und später II. Arzt an Dr. Turbans Sanatorium. Es ist dies eine vorzüglich eingerichtete und geleitete Anstalt, aber für ein internationales, reiches Publikum bestimmt. Als ich von dort an eine deutsche Volksheilstätte, an Dr. Weickers Krankenheim in Görbersdorf überging, war ich erstaunt zu sehen, wie durch die Kontrastwirkung gegen

die früheren Verhältnisse der Heilstättenaufenthalt bei dem lungenkranken Arbeiter häufig geradezu überraschende Erfolge zeitigte. Nicht nur auffallende Hebung des Allgemeinzustandes, erstaunliche Gewichtszunahme und raschere Wiedergewinnung von Wohlbefinden und Arbeitskraft waren durchaus nichts seltenes, auch objektiv wurde trotz der verhältnismäßig kurzen Kuren häufig genug eine Rückbildung der Krankheitserscheinungen in den Lungen erzielt, wie wir Ärzte sie nicht besser wünschen konnten. „Der Mann aus dem Volke ist" eben, wie Turban selbst sagt, „aus härterem Holze geschnitzt und vollbringt mit seiner angegriffenen Lunge nicht selten eine Kraftleistung, die dem zarter Organisierten rasch verhängnisvoll würde".

Deßwegen ist es auch mit dem Rückfälligwerden der behandelten Versicherten, wenn sie wieder in die früheren Verhältnisse zurückkommen, nicht so schlimm, wie man manchmal behaupten hört. Wir Anstaltsärzte sehen gottlob recht häufig bei Besuchen und Nachuntersuchungen früherer Heilstättenpfleglinge, daß die Erfolge von Dauer sind, und daß die in der Heilstätte empfangenen Lehren auf guten Boden fielen. Auch zeigen uns die Briefe früherer Kranken stets von Neuem, daß doch sehr viele von ihnen an den während des Heilverfahrens gelernten Grundsätzen wirklich festhalten und dieselben in ihrer Familie und ihrer Umgebung zu verbreiten suchen. Auch Schwerkranke, welche vielleicht nur kurz in der Heilstätte waren, weil die Kuraussichten zu gering waren, um bei ihnen die Aufwendungen für eine lange Kur zu verantworten, und welche nach wie vor ihren Auswurf haben, beweisen dies gar nicht selten dadurch, daß sie uns um ein neues Taschenspuckfläschchen bitten, wenn ihnen das erste zu Hause zerbrach usw.

Die Versuche, sämtliche aus der Heilstätte entlassenen Pfleglinge nicht wieder denselben Berufsschädigungen und unhygienischen Verhältnissen auszusetzen, wie vorher und ihnen allen eine geeignete Arbeit im Freien unter günstigen gesund-

heitlichen Bedingungen zu verschaffen, müssen als gescheitert angesehen werden. Die vielen darauf gerichteten Bestrebungen kommen immer nur einigen Wenigen zugute. An Vorschlägen verschiedenster Art hat es nicht gefehlt, aber ein Mittel, mit welchem allen in der Heilstätte behandelten Versicherten in dieser Richtung gedient wäre, wird bei den ganz verschiedenartigen Interessen, Fähigkeiten und Verhältnissen des Einzelnen nicht gefunden werden. Immerhin verdienen alle hierauf gerichteten Bestrebungen die größte Beachtung und kommen, wie gesagt, doch immer Einzelnen zugute.

Nach richtiger Belehrung machen es jedoch die Kranken selber viel häufiger möglich, sich später eine günstige Stelle zu verschaffen, als man gewöhnlich annimmt. Wir haben in Friedrichsheim in diesem Jahre die behördlichen Erhebungsbogen zur Feststellung der Dauererfolge darauf hin durchgesehen und gefunden, daß von den früheren Kranken der Jahrgänge 1900 und 1901, welche jetzt noch in Arbeit standen, der dritte Teil sich jetzt doch einen günstigeren Beruf gewählt hatte. Dazu kommt noch eine große Zahl, bei denen zwar der statistische Erhebungsbogen keinen Berufswechsel anzeigte, bei denen aber doch der Arbeitgeber in größeren Betrieben, dem Betreffenden für einen günstigeren Posten gesorgt hatte, wie dies zum Beispiel von der preußisch-hessischen Eisenbahnverwaltung für alle aus den Heilstätten Entlassenen durch eine Verordnung allgemein vorgeschrieben, hier natürlich auch viel leichter als in Fabriken und Privatbetrieben möglich ist.

Die so durch die Heilstättenbehandlung bei Lungentuberkulösen erzielten Dauererfolge sind durch die großen statistischen Zusammenstellungen des deutschen Reichs-Versicherungsamtes bekannt. Im Übrigen hat es schließlich jede Versicherungsanstalt selbst in der Hand, ob sie einen hohen oder niederen Prozentsatz von Heil- und Dauererfolgen mit ihrem Lungenheilverfahren erzielen will. Zieht sie die Schraube der Vorbeobachtung und Auslese des Krankenmaterials so

stark an, daß wirklich nur Kranke im ersten und zweiten Krankheitsstadium in die Heilstätte gelangen, so sind die Erfolge glänzend. Von meinen Friedrichsheimer Kranken waren nach behördlicher Feststellung von den Kranken des ersten und zweiten Stadiums zusammen dreiviertel im fünften Jahre nach der Entlassung noch arbeitsfähig (von den Kranken des ersten Stadiums 85%, von denen des zweiten Stadiums 63%). Über ein Drittel unserer Kranken hatte sich aber schon im dritten Stadium befunden, und von diesen hatte nur einfünftel einen solchen Dauererfolg.

Von der richtigen Auslese der für die Behandlung noch geeigneten Kranken hängt also neben der sachgemässen Leitung der Heilstätten deren erfolgreiches Arbeiten in erster Linie ab. Am besten dürfte die Frage der Auslese gelöst werden, wenn man damit später diejenigen Ärzte betraut, welche sich vorher in der Heilstättenbehandlung bewährt und hier eigene praktische Erfahrung gesammelt hatten.

Bis jetzt stehen in den meisten deutschen Heilstätten stets auch eine große Zahl von Schwerkranken in Behandlung. Die Versicherungsanstalten gehen also in der Bewilligung der Heilverfahren durchaus liberal vor und bewilligen das Heilverfahren, wenn der behandelnde Arzt auch nur mit Wahrscheinlichkeit einen Erfolg von erheblicher Dauer in Aussicht stellt. Der sozialpolitische Wert der Heilstättenbehandlung wird dadurch um so höher, wenn auch dem schwerer Erkrankten eine hülfreiche Hand geboten wird. Vom volkswirtschaftlichen Standpunkt ist es von allergrößtem Wert, wenn der Familie der Ernährer oder die Mutter auch nur ein paar Jahre länger erhalten wird, bis die Kinder heranwachsen, und Ärzte und Kranken empfinden es dankbar, daß durch die Invalidenversicherung auch den wenig Bemittelten die hygienisch-diätetische Sanatorienbehandlung zugänglich gemacht wurde, was ohne diese in solchem Umfange nicht annähernd möglich gewesen wäre.

---

CONGRÈS INTERNATIONAL DES ACCIDENTS DU TRAVAIL ET DES ASSURANCES SOCIALES.
*7 session. — Vienne. — 17 au 23 septembre 1905.*

# LA CAISSE NATIONALE DE PRÉVOYANCE POUR L'INVALIDITÉ ET LA VIEILLESSE DES OUVRIERS EN ITALIE

PAR

**C. FERRERO DE CAMBIANO,**

DÉPUTÉ AU PARLEMENT, PRÉSIDENT DE LA CAISSE NATIONALE DE PRÉVOYANCE POUR L'INVALIDITÉ ET LA VIEILLESSE DES OUVRIERS.

L'Italie a senti autant et aussi bien que les autres pays plus avancés en fait d'assurances ouvrières le besoin de pourvoir à la vieillesse et à l'invalidité de ses travailleurs.

Nous n'avons pas besoin de rappeler à nos honorables Collègues l'histoire des projets de loi, qui ont été déposés au Parlement Italien au sujet des retraites ouvrières depuis l'ancienne loi du 15 juillet 1859, proposée par l'Illustre Comte de Cavour, jusqu'à la loi du 17 juillet 1898 qui a institué la »Caisse nationale de prévoyance pour l'invalidité et pour la vieillesse des ouvriers«; ni de développer les dispositions de cette dernière loi, qui est maintenant à sa sixième année d'application.

Le Congrès International a été saisi dans ses sessions de Paris et de Dusseldorf de deux rapports remarquables de clarté et de précision de M. le Commandeur Dr. V. Magaldi, Inspecteur Géneral pour le Crédit et la Prévoyance auprés du Ministère d'Agriculture Industrie et Commerce, sur la Caisse nationale de Prevoyance et sur son développement dans la première année de son institution. Notre tâche se réduit ainsi à rendre compte au Congrès de Vienne du développement successif de notre institution ouvrière.

Il n'est cependant pas inutile de redire aux honorables Collégues du Congrès, que, en laissant naturellement de côté

le système trop large du Danemark et de la Nouvelle Zélande, qui mettent les pensions entièrement à la charge de l'État, ce qui n'est plus de la prévoyance, ni de l'assurance, mais simplement de l'assistance et de la bienfaisance, il ne se présente que deux larges et grandes voies pour résoudre la question des retraites ouvrières; — celle de la contrainte et de l'obligation, dont l'Allemagne nous donne l'exemple le plus grandiose et que la Suède, la Norvège et la Hollande, la Suisse, la France et l'Autriche ont suivi ou vont suivre, et celle de la liberté avec le subside éventuel et conditionné de l'État, que l'Angleterre et la Belgique ont préférée. — L'Italie a choisi cette dernière d'après son génie qui se refuse à des liens trop serrés et qui ne renonce à la liberté et aux formes liberales que dans le cas d'une nécessité absolue.

La loi du 17 juillet 1898 s'est proposée de fournir aux travailleurs le moyen de s'assurer, dans la détresse inévitable de la vieillesse, ou dans le cas malheureusement possible d'une invalidité précoce au travail, une vie moins pénible et l'aide d'une pension par l'épargne et par des cotisations volontaires. Elle a fourni aux industriels et aux propriétaires le moyen et l'occasion de remplir leur devoir de concourir par des contributions également volontaires à l'amélioration du sort de ceux qui travaillent pour eux et avec eux. Elle a assuré aux travailleurs le concours de l'État par des contributions annuelles qui se joignent à l'épargne des ouvriers et aux subsides des entrepreneurs et doivent grossir le capital qui au moment fixé par la loi, c'est à dire a l'âge de 60—65 ans pour les hommes et 55—60 pour les femmes et après un terme fixé d'inscription — 25 années — doit se traduire en rente viagère.

La Caisse Nationale de Prévoyance a pour tâche de réunir ces cotisations ouvrières et ces subsides patronaux qui vont constituer sous la forme du compte individuel le capital de chaque affilié et de le faire fructifier: de représenter

l'État dans son rôle intégrateur d'aider par ses contributions à la majoration de ce capital, tout en ayant une gestion autonome qui administre sous simple surveillance le patrimoine que l'État lui a alloué à ce but, et qui va toujours grossissant: de payer enfin au moment dû les rentes de vieillesse et d'invalidité avec toutes les garanties d'une institution qui ne peut faillir ni manquer à ses engagements.

Tout est volontaire dans ce système, comme on le voit; pas de contrainte pour les ouvriers; pas d'obligations pour les patrons. La contribution même de l'État n'est pas fixée d'avance, car la Caisse Nationale la détermine chaque année d'après ses revenus et en rapport avec le nombre des inscriptions. Le concours de la Caisse a été jusqu'ici de dix francs par an pour chaque affilié, et indépendamment de sa cotisation plus ou moins élevée: mais il pourrait changer, bien qu'on espère de pouvoir l'accroître et de n'être jamais obligé de le diminuer.

On peut discuter ce système, et nous-même ne nous inscrivons nullement parmi les adversaires absolus du système de l'obligation — nous l'avons bien admis en effet dans les assurances-accidents. Mais il faut reconnaître cependant, que notre système de liberté est harmonique dans son ensemble et sympathique dans ses allures: il répond d'ailleurs dans le moment actuel aux tendances du pays et surtout aux possibilités économiques de nos ouvriers et de nos entrepreneurs et aux ressources financières de l'État. Certes, nous l'avons avec regret, avec ce système nous ne comptons pas, et nous ne pourrons pas compter ces millions d'affiliés que compte l'Allemagne, et le bienfait des rentes ouvrières n'est pas et ne pourra pas être de longtemps aussi généralisé qu'on le voudrait. Nous ne nous faisons pas trop d'illusions à cet égard, mais nous savons tout aussi bien que le but n'est pas impossible bien que la marche du progrès soit nécessairement lente.

Elle est lente surtout pour ce qui a trait à cette forme exquise de l'épargne qui est la rente viagère. Quand un ouvrier met de côté quelque sous ou quelque francs de son gain et le confie à une Caisse d'Épargne, il sait qu'il pourra en disposer quand il le voudra. Il sait encore que ce pécule qu'il accumule, peut lui servir le jour qu'il lui plaira, pour acheter un lopin de terre, une maison ouvrière, ou quelque chose de moindre valeur, dont il pourra avoir besoin, ou envie, et qui est toujours pour lui une chose quasi tangible et de jouissance immédiate. Il n'en est pas ainsi pour la rente viagère. Le sacrifice qu'elle exige est immédiat et prolongé tandis que l'avantage à en retirer n'est qu'éloigné, incertain et dans la plus favorable des circonstances de courte durée. Il faut donc pour s'y décider et pour y pourvoir, une visée supérieure de son avenir, une fermeté de volonté, une constance de propos qui ne sont pas ordinaires et qui supposent et qui exigent dans l'ouvrier une éducation plus élevée. Or les classes mêmes, que nous appelons dirigeantes, n'ont pas toutes en Italie l'habitude de l'assurance et la pensée de l'avenir aussi profondément qu'ailleurs: comment pourrions nous la prétendre d'une manière large et commune dans nos ouvriers? Malgré cela cependant, nous avons aimé et nous aimons de faire appel à l'épargne de l'ouvrier et de considérer la prévoyance comme une vertu, qu'on n'impose pas, mais qu'on sollicite, qu'on prêche, qu'on aide.

Nous comprenons parfaitement que notre tâche est plus rude et que nos déboires sont plus faciles. Il est en effet bien plus aisé et plus sûr d'ordonner, de par la loi, que tout ouvrier doit sacrifier une partie de son salaire pour son avenir et que tout patron doit y contribuer en raison de l'usure de ses travailleurs et comme un surcroît du salaire qu'il lui doit, et que l'État, n'importe la somme, doit ajouter ce qui manque. Mais encore une fois, nous ne croyons pas possible pour l'Italie de poser dès maintenant la question dans ces termes.

Nous heurterions à trop de choses. Nous devrions demander des sacrifices trop lourds aux ouvriers et aux patrons qui pourraient se chiffrer à plus de 100 millions, et nous devrions exiger de l'État une contribution au moins égale à la charge de son budget. Aussi tentons nous l'autre voie.

Nous avons foi pour cela dans le bon sens et dans l'éducation de l'ouvrier, qui vont grandissant chaque jour; nous avons foi dans la sollicitude et dans la générosité intelligente des industriels et des propriétaires et nous ménageons les réssources de l'État avec l'espoir que nos conditions économiques iront toujours s'améliorant et que l'âge d'or s'approchera sans violence et sans des charges impossibles. Et alors seulement quand cette foi devra crouler et que les initiatives personnelles viendront à manquer ou tarderont trop à remplir leur rôle, nous nous inclinerons à la nécéssité et nous nous rappellerons le devoir social que l'évolution moderne nous impose de pourvoir de quelconque manière et au coût de quelconque sacrifice à rendre moins dure la vieillesse et l'invalidité au travail de nos ouvriers et de nos agriculteurs. Et alors encore la Caisse nationale de Prévoyance et le système libéral auront toujours servi de préparation et d'épreuve — l'institution pourra rester telle quelle: on n'aura qu'à imposer ce qu'on aura offert inutilement et conseillé vainement.

* * *

En attendant qu'il vous plaise, honorables Collègues, de suivre le développement de notre Caisse nationale de Prévoyance en Italie depuis le 1° octobre 1899, époque à laquelle elle a ouvert ses bureaux.

Nous allons donner dans un prospectus les chiffres des inscriptions, mais il est préalablement nécessaire de rappeler que nous avons deux rôles, celui de la mutualité, c'est à dire du capital abandonné, et celui des contributions réservées par lequel, si l'affilié vient à mourir, ce qu'il a versé est

remboursé à ses parents les plus proches, femme ou mari, fils ou ascendents. Notre loi a fait par là raison à deux tendances qui sont également louables et qui ont leur source dans deux sentiments également profonds: celui de la famille, par lequel plusieurs se refusent de penser seulement à eux-mêmes et de priver ceux qui les entourent et qui leur sont plus chers de toute participation aux gains qu'ils ont mis de côté, et le sentiment d'une prévoyance plus large et plus complète par lequel l'ouvrier sait que son sacrifice profite à lui et, s'il meurt, à ses compagnons, de même qu'il peut profiter du sacrifice que ses compagnons morts avant ont fait à son avantage. L'ouvrier sait qu'avec la mutualité il atteindra une pension plus élevée; d'un autre côté lui avec le capital réservé sa famille ne sera pas privée à sa mort de tout ce qu'il a accumulé, tout en devant escompter cette réserve par une pension moins élevée. Ces deux tendances inspirent presque également nos ouvriers; en effet les deux rôles se suivent à peu près — 76.627 affiliés dans le rôle mutuel et 80.792 dans le rôle réservé — ainsi que va le montrer le prospectus suivant des

Inscriptions.

| Année | Mutualité | Contributions réservées | Total |
|---|---|---|---|
| 1900 y compris le dernier trimestre 1899 . | 5.400 | 6.159 | 11.559 |
| 1901 . . . . . | 16.074 | 16.677 | 32.751 |
| 1902 . . . . . | 23.403 | 23.585 | 46.988 |
| 1903 . . . . . | 16.504 | 18.838 | 35.342 |
| 1904 . . . . . | 9.233 | 10.949 | 20.182 |
| 1905 (1° sém.) . . . | 6.013 | 4.584 | 10.597 |
| | 76.627 | 80.792 | 157.419 |

Notre total de 157.419 inscriptions obtenues dans les cinq années de fonctionnement de la Caisse nationale est bien

loin, trop loin, nous l'avons déjà dit, des millions d'affiliés que compte l'Allemagne et des centaines de milliers que compte la Belgique, qui est venue après nous avec la loi du 10 mai 1900, et dont le système a plus de rapport avec le nôtre. Nous avouons même avec un très-vif regret que c'est trop peu pour l'Italie.

Le chiffre n'est cependant pas décourageant et nous pouvons nous en donner plusieurs raisons. L'habitude de la prévoyance et surtout celle de la prévoyance, qui fait penser à l'avenir, n'est pas encore bien répandue dans nos classes ouvrières italiennes. La méfiance et l'ignorance s'y ajoutent encore trop souvent, et la propagande pour faire connaître la Caisse nationale et ses bienfaits n'a peut-être pas eu l'intensité qu'il aurait fallu. Ajoutez à cela que le taux des salaires est encore bas en Italie, spécialement pour les travailleurs agricoles qui constituent plus de 3/5 de notre population ouvrière — d'après le dernier recensement de 1902: — 6,180.138 contre 2,592.658 appliqués aux industries. Il ne faut pas oublier non plus que l'esprit d'épargne et de prévoyance n'est pas également répandu dans nos provinces italiennes. Malheureusement même en cela, il n'y a pas de comparaison entre le Nord et le Sud, et les données statistiques de nos inscriptions seraient trop éloquentes à ce sujet. Considérons enfin que beaucoup de nos ouvriers sont affiliés à des Société Mutualistes, qui ont promis et qui promettent tant bien que mal des subsides de vieillesse. Dans son ignorance, l'ouvrier s'y fie et il n'est pas encore bien persuadé que le manque de réserves mathématiques et de quelconque calcul technique rend impossible le maintien des promesses qu'on lui a faites. D'ailleurs, il ne peut aisément pourvoir cumulativement et en même temps à la cotisation sociale et à la cotisation de la Caisse nationale de Prévoyance.

Il nous faut constater à ce sujet un défaut assez grave de notre loi. Nous n'avons pas tenu assez compte et nous

n'avons pas su tirer assez profit des Sociétés Mutualistes que nous comptons aussi très nombreuses en Italie et dont plusieurs sont même très florissantes. La loi belge qui se modèle à peu de différence près sur les mêmes bases et sur les mêmes principes, a été bien plus avisée à cet égard. Aussi l'éminent rapporteur de la loi à la Chambre des Représentants Monsieur Nyssens a-t-il pu dire que les meilleurs et les plus sûrs auxiliaires du mouvement en faveur des retraites ouvrières ce sont les Mutualités. A vrai dire, la loi belge a eu la chance de s'inspirer à des traditions et à une pratique qui avaient déjà pris racine en Belgique. Le fait est que, grâce au concours de ses 4597 Sociétés légalement reconnues — malheureusement ici encore par la faute d'une loi défecteuse, trop peu le sont en Italie et on comprend par là qu'on pût moins sy fier — la Belgique peut compter des centaines de milliers d'inscriptions plus que nous: 500.000 à peu-près. Notre loi fait bien mention, dans une disposition de faveur, des Sociétés Mutualistes dans le but de favoriser les inscriptions collectives: mais c'est autre chose de ce qu'on fait en Belgique et c'est même trop peu au point de vue que la loi italienne se propose. En effet des 7556 Sociétés Mutualistes qu'on compte en Italie, 100 seulement ont affilié leurs associés à la Caisse Nationale de Prévoyance — peut-être 10.000 associés en tout! — et six seulement fonctionnent comme Sedi Secondarie de la Caisse.

Nous faisons suivre une autre donnée de fait dont l'importance n'échappera pas à nos honorables Collègues et qui se lie strictement au nombre des inscriptions. Nous voulons parler des cotisations versées par les ouvriers.

Le prospectus suivant les classes par année et nous plaçons à côté de ce que les ouvriers ont versé ou qu'on a versé pour eux, le montant des intérêts et les contributions annuelles de la Caisse de Prévoyance à leur profit.

| Année | Versements des ouvriers | Intérêts sur les versements des ouvriers | Contribution de la caisse nat. en raison de dix frs. par an | Total |
|---|---|---|---|---|
| 1900 y compris le dernier trimestre 1899 | 162.133·78 | 1.797·99 | 89.590 | 253.521·11 |
| 1901 . . . | 1,590.842·68 | 16.284·89 | 366.210 | 1,973.337·57 |
| 1902 . . . | 2,340.602·34 | 80.324·08 | 575.554 | 2,996.480·42 |
| 1903 . . . | 2,222.961·63 | 153.077·82 | 838.226 | 3,214.265·45 |
| 1904 . . . | 1,491.873·11 | 390.000·— | (Pas encore allouée) | 1,881.873·11 |
| | 7,808.413·54 | 641.484·78 | 1,869.580 | 10,319.478·32 |

Le total de 10,319.478·32 frs. tel qu'il résulte du compte-rendu de la Caisse nationale pour l'année 1904, et dans lequel ne sont pas encore compris les dix francs de contribution de la Caisse au profit de chaque affilié de 1904 a bien son importance. On en peut déduire que chaque affilié compte à son actif une somme moyenne de 66 frs., si toutefois ce chiffre moyen nous dit en ce cas plus de ce que ne disent ordinairement les chiffres moyens, parce que la statistique nous donne qu'en 1900, 35% des affiliés ont versé plus du minimum fixé par la loi — 6 frs. par an — pour obtenir la contribution de la Caisse, 41% en 1901, 31% en 1902, 32% en 1903; et que les ouvriers qui ont versé les 100 frs. qui sont le maximum admis par la loi, ne sont pas si rares et se montent à peu-près à dix milles, dans les quatre années susindiquées.

Ce serait intéressant à ce sujet de pouvoir distinguer les versements réellement effectués par les ouvriers et les subsides volontairement octroyés par les industriels, les propriétaires et le patronat des Caisses d'Épargne etc. Nous ne pouvons en dire le chiffre exact, parce que, dans la pluspart des cas, cela ne résulte pas des livrets d'inscription. Mais nous ne sommes pas trop loin de la vérité en estimant en tout à 4,000.000 le concours des patrons et des Pa-

tronats. Et nous évaluons à 60% les inscriptions à la Caisse dues aux industriels et aux propriétaires. Ce qui prouve que ce concours des patrons, sur lequel nous comptions et nous comptons, n'a pas manqué et ne manquera pas. Nous pouvons même ajouter que dans maints cas les industriels ont poussé leurs ouvriers à s'inscrire à la Caisse Nationale en leurs promettant une contribution au moins égale à leur versement, sans pouvoir toujours l'obtenir. Il y en a d'autres, y compris plusieurs Sociétés anonymes, qui ont tout payé pour leurs ouvriers et nombre d'entre eux ont même pensé, et généreusement pensé, à leurs vieux ouvriers en payant à leur avantage les contribution arriérées afin de les mettre en condition de profiter des avantages de la loi.

Cela nous conduit à dire quelques mots encore de la condition spéciale faite par la loi, comme disposition transitoire, aux ouvriers qui à cause de leur âge avancé n'auraient pu profiter, ou qui auraient trop peu profité du bénéfice de la pension.

En prescrivant comme minimum d'inscription à la Caisse, pour obtenir la liquidation de la rente, le terme de 25 ans, et ce terme était évidemment nécessaire afin de pourvoir à l'accumulation du capital, on excluait forcément de la possibilité ou du moins de la convenance de s'inscrire à la Caisse les ouvriers qui avaient dépassé l'âge de 40 ans. Ce n'était cependant ni juste ni humain de refuser à ces pauvres travailleurs ce qu'on venait d'octroyer aux plus jeunes. On a remédié à la chose avec ce qu'on a appelé les »inscriptions abrégées«: c'est-à-dire en donnant la faculté à qui le voulait, de racheter jusqu'à 15 années d'inscription en payant autant de cotisations de 6 francs qu'on rachetait d'années, avec leurs intérêts. Un ouvrier de 55 ans par exemple avait de la sorte encore la convenance de s'inscrire à la Caisse pour jouir de sa pension à 65 ans. La concession ne fut admise d'abord que pour deux années, mais elle fut en suite prorogée jusqu'au 31 décembre

1905 et on a même donné la faculté aux ouvriers de payer leur dette arriérée de rachat par des cotisations partielles jusqu'en 1903. On ne pouvait mieux les aider et cette mesure de la loi italienne est, nous semble-t-il, meilleure, que celle de la loi belge, laquelle en faveur des ouvriers plus âgés augmente la contribution de l'État de 9 frs. à 14·20 frs. mais n'abrège pas le nombre des années d'inscription: quitte à élargir une pension de 65 frs. à tout ouvrier qui ait atteint l'âge de 65 ans. Mesure en vérité bienfaisante, mais que nous n'oserions proposer à notre Parlement. Le budget de l'État en serait par trop surchargé et la Belgique elle-même n'a peut-être pas mesuré la portée du sacrifice qu'on imposait au pays.

Une difficulté assez grave s'opposait à la réalisation de la condition imposée par la loi. Peu d'ouvriers pouvaient en effet disposer du capital nécessaire et assez considérable pour eux, pour le rachat des années. Mais le patronat des industriels, des propriétaires et des institutions d'épargne est providentiellement survenu, en fournissant aux ouvriers ce que leur pauvre budget ne leur permettait pas de payer. Maints patrons ont ainsi récompensé l'activité et l'honnêteté de leurs anciens travailleurs, en reserrant ces liens entre le capital et le travail qu'une école et des partis funestes à la civilisation voudraient mettre et voir toujours en lutte. Les Caisses d'Épargne ont eu la belle part dans ces bienfaits et je cite à raison d'honneur celles de Vercelli, de Milan, de Florence, de Turin, de Reggio Emilia et de Imola.

La Caisse nationale de Prévoyance a fait le reste et en s'inspirant à la pensée du Parlement, et en considérant que les sommes accumulées de la sorte par les ouvriers plus âgés et les pensions qui en seraient dérivées auraient toujours été trop mince et trop basse, s'il leur manquait la contribution de l'État, a décidé d'allouer à chaque ouvrier pour chaque année rachetée une contribution de six francs. Elle a constitué dans ce but un fond spécial qui a atteint la somme de

frs. 3,059.400, dont une partie a déjà été distribuée et dont l'autre le sera à l'échéance de la disposition transitoire de la loi.

Le nombre des ouvriers qui ont profité de ces bénéfices est assez considérable en raison du nombre total des inscriptions. On peut l'évaluer à près de 35.000 et c'est consolant de penser que dans peu d'années déjà de vieux ouvriers profiteront du bienfait de la loi, et jouiront en paix de leur pension. Ce sera la meilleure des propagandes en faveur de l'institution de la Caisse nationale, car pour mince qu'elle soit, la pension que ces ouvriers pourront obtenir sera sûrement supérieure, et de beaucoup, au subside que quelconque société mutualiste aura jamais octroyé ou pourra octroyer à ses associés.

* * *

Pour avoir le cadre complet du fonctionnement de la Caisse nationale de Prévoyance et des buts qu'elle est appelée à remplir, il nous faut mentionner maintenant les rentes d'invalidité.

Il ne suffisait pas de pourvoir à la vieillesse malheureuse de nos ouvriers, lorsque les forces leur viennent naturellement à manquer et ils ne peuvent plus tirer de leur gain le pain qu'il leur faut pour vivre; le cas n'est malheureusement pas rare aussi, qu'ils sont frappés dans la vigueur de leur âge par l'invalidité au travail. Une loi de prévoyance sociale ne pouvait abandonner à la détresse ces pauvres ouvriers en ne leur laissant d'autre espoir que l'hospice. Et la loi italienne le pouvait d'autant moins qu'elle n'a pas encore pourvu à l'assurance-maladie. Aussi la loi bienfaisante du 15 juillet 1898 qui a institué la Caisse nationale de Prévoyance, lui a-t-elle donné pour but de pourvoir à l'invalidité autant qu'à la vieillesse des travailleurs.

Après 5 années d'inscription à la Caisse un ouvrier, qui

soit de quelconque manière frappé d'invalidité au travail, peut demander la liquidation de sa pension et, dans ce cas, la Caisse nationale de Prévoyance ajoute à la pension qui résulte du capital accumulé sur son livret, une contribution spéciale, qui mette l'ouvrier dans une condition moins malheureuse. Il serait certainement à souhaiter que la Caisse nationale pût allouer à ces malheureux invalidés une pension d'un franc par jour où pour le moins d'un demi-franc, car il ne faut pas oublier que le cas de l'invalidé est plus grave encore que celui du veillard; ses besoins sont évidemment plus forts. Les ressources de la Caisse italienne ne nous permettent malheureusement pas la réalisation de cet idéal, et en allant peut-être déjà au delà du possible, nous n'avons pu fixer le montant de la pension-invalidité qu'à 120 frs. Mais cette pension est majorée de ce que l'ouvrier peut avoir versé sur son livret outre le minimum de 6 frs. D'ailleurs, on a été assez large dans l'évaluation de l'invalidité, en demandant seulement, pour obtenir sa pension, que l'ouvrier devienne, et que ce ne soit pas de sa faute, incapable de continuer son travail habituel et de tirer de son travail plus d'un tiers de ce que gagnent les ouvriers du même metier, de la même capacité et du même endroit.

Notre pension d'invalidité est certainement de quelque chose inférieure à celle que les ouvriers obtiennent en d'autres pays plus riches que le nôtre, mais il ne faut pas oublier que cela va regrettablement de pair avec les autres pensions de vieillesse et avec les ressources de notre Caisse. Un ouvrier qui a versé à la Caisse 6 frs. par an n'obtient à l'âge de 60 ans, et après 25 années d'inscription, qu'une pension à peu près de 80 frs. dans le rôle de la mutualité et de 75 frs. dans le rôle réservé. On octroie donc 40 francs de plus à l'invalidité et c'est bien quelque chose! Du reste, on vient de fixer ces chiffres d'une manière provisoire, n'ayant pas des statistiques assez sûres qui puissent nous guider sur le nombre

probable des invalidés et sur la charge qui doit en résulter à la Caisse. Espérons que l'avenir nous illumine mieux et nous mette en état d'améliorer les choses.

En attendant, la Caisse a cumulé sur ses fonds, afin de pourvoir aux pensions d'invalidité, la somme de 2,313.298·77 frs. et cette somme va croître prochainement avec le produit d'un emprunt-loterie concédé par une loi du Parlement à la Caisse et dont on tirera, espérons-le, de deux et demi à trois millions. D'autres sources doivent venir ensuite à grossir ce fond d'invalidité, qui est l'objet de soins et de soucis tout particuliers. Et c'est avec un sentiment de complaisance très vif et de reconnaissance très profonde que nous faisons mention ici d'un acte de munificence, on ne peut plus noble, du Roi d'Italie Victor Emanuel III, qui a cru, dans son cœur paternel, de ne pouvoir mieux fêter la naissance du Prince Héréditaire qu'en faisant donation à la Caisse Nationale d'un million, assigné au fond d'invalidité. Nos honorables Collègues voient par là, que du Roi au Parlement, des hommes d'État aux économistes, tous s'occupent en Italie avec empressement affectueux du sort des travailleurs!

* * *

Après avoir ainsi complété, avec la concision qui lui était due, le cadre du fonctionnement de la Caisse nationale de Prévoyance, il faut nous arrêter encore sur ses ressources qui nous donnent la mesure de ce qu'elle peut faire, de ce dont elle a besoin et de l'avenir qui l'attend.

On sait que sur le budget de l'État il n'y a pas d'allocation spéciale pour la Caisse Nationale. Elle a été fondée comme Institution et comme administration autonome avec une dotation primordiale le 10 millions et avec des recettes qui lui viennent de l'État, mais qui sont indépendantes de son budget.

La loi lui a octroyé une quote-parte dans les bénéfices des Caisses d'Épargne postales; une quote-parte des bénéfices de la gestion des dépôts judiciaires; le montant des successions en déshérence; et ce sont là, avec les intérêts de ses capitaux et quelques moindres entrées extraordinaires, les ressources financières sur lesquelles elle peut annuellement compter, et qui lui ont valu en 1904 une recette de 2,769.471·85. Il faut ajouter à cela comme entrées extraordinaires que la Caisse a déjà perçues en partie, ou qui doivent grossir encore son patrimoine et en augmenter la rente annuelle, le résidu actif de la gestion du fond pour le culte qu'on est en train de liquider; la moitié de la valeur des billets de Banque et la totalité des »Buoni di Cassa« de l'État qui ont été prescrits; les sommes déposées aux Caisses d'Épargne Postales et les dépôts faits à la Caisse des dépôts et prêts qui vont également être prescrits d'après les lois relatives. Le patrimoine primordial s'est ainsi élevé d'après le compte-rendu de 1904 à 16,404.306·26 frs. et il ira en augmentant assez rapidement. La loi constitutive du 17 juillet 1898 prévoyait qu'on aurait seulement atteint ce chiffre de 16 millions dans le terme de dix années. Nous avons réduit ce terme à peu près de la moitié et nous en tirons des auspices favorables.

Au patrimoine de la Caisse il faut ajouter les différents fonds qu'on a mis de côté afin de pourvoir aux différents buts et d'assurer les services de la Caisse; le fond d'invalidité et le fond des affiliés déjà mentionnés; le fond de réserve technique 497.768·71; le fond spécial pour les inscriptions abrégées, pas encore allouées aux affiliés, 1,629.415·20; un fond spécial pour les inscriptions des Sociétés Mutualistes 407.920; le fond pour les contributions de la Caisse au profit des affiliés pour l'année 1904, pas encore allouées, 1,300.000; et d'autres fonds moindres qu'il est inutile d'énumérer; et on a ainsi le total des activités administrées par la Caisse Nationale le 31 décembre 1904 dans la somme de 34,096.080·50 frs.

On ne peut pas dire que les conditions financières de la Caisse nationale ne soient suffisantes nous n'osons cependant pas ajouter qu'elles soient encore correspondentes aux fonctions que la loi lui a assignées et au développement qu'il est dans la pensée et dans le désir de tous qu'elle atteigne. Il faut, et nous ne pouvons en douter, que le Gouvernement et le Parlement s'en préoccupent. Il faut absolument qu'on augmente ses recettes pour qu'elle puisse faire face aux nécessités d'un avenir prochain, qui doit faire doubler et tripler, décupler même, les inscriptions des ouvriers. On a fixé jusqu'à présent à dix francs la contribution annuelle de la Caisse au compte de chaque affilié. Nous dépassons ainsi les neuf francs qui est le maximum de la loi Belge; mais nous ne pourrions d'aucune manière la diminuer, sans risquer de rendre par trop dérisoires les rentes viagères, et si nous ne voulons pas provoquer des désillusions dangereuses dans les classes ouvrières. La renommée et l'avenir de la Caisse sont à ce prix. N'oublions pas d'ailleurs l'incognita de l'invalidité dont nous avons parlé ci-dessus.

* * *

Mais tout le secret de l'avenir de la Caisse nationale n'est pas seulement placé dans ces recettes et dans leur augmentation. Elle fonctionne depuis cinq années seulement: elle s'est solidement organisée, grâce au dévouement de ses administrateurs et à l'intelligence de ceux qu'on a préposés à sa direction: grâce à l'oeuvre toujours bienveillante du Gouvernement et en particulier du Ministère d'Agriculture, Industrie et Commerce, comme à l'appui d'éminents hommes d'État et de ministres tels que Mrs. Luzzati, Rava, Carcano, qui n'ont jamais démenti leur sympathie pour cette prévoyante institution: grâce au concours de la Caisse des Dépôts et Prêts qui fait son service de caisse, des Bureaux de Poste qui en sont les organes légaux; grâce aux principales Caisses

d'épargne, dont l'aide lui est de toute manière précieux et efficace comme Sedi Secondarie — nous en comptons 17 — et comme foyer de propagande. Mais l'expérience a déjà prouvé qu'il faut rendre la propagande plus intense qu'on ne l'a fait et mettre davantage la Caisse à la portée des classes ouvrières et agricoles en faisant appel d'une manière plus active aux Sociétés Mutualistes; de même que la pratique a montré qu'il y a beaucoup de choses à simplifier dans la gestion de la Caisse, à améliorer dans ses ressorts, à changer dans la loi même.

Il faudra réviser, disons-nous, la portée même de la loi qui parle en effet seulement d'ouvriers manuels, en réservant apparemment à eux-seuls les bénéfices de la loi. On a crié contre cette injustice et l'administration s'est efforcée, avec une interprétation plus large et plus humaine, de faire raison aux cris de douleur qui lui venaient des autres classes de travailleurs, qui en étaient exclues, tout en tâchant de ne trop sortir des limites de la loi et de ne dépasser les ressources de la Caisse et de l'État. Elle a compris dans les bénéficiés de la loi: des boutiquiers, des ouvriers patrons, de petits propriétaires, qui, même avec un petit capital à eux, travaillent matériellement et doivent y être compris tout en semblant sortir du cadre de la loi. Elle n'a pu y comprendre avec cela les petits employés et les commis de commerce qui s'en sont toujours plaints plus fort que les autres. Nous approuvons sans réserve l'interprétation honnête et rationelle qu'a faite de la loi l'Administration de la Caisse; mais nous voudrions qu'une modification de la loi-même vienne la légitimer et l'étendre. Et ce ne sera peut-être hors de propos de s'inspirer en cela de l'exemple de la loi belge, plus large et en même temps plus précise.

Dans une réforme de la, loi il faudra aussi essentiellement chercher de préciser, au moins comme minimum, la pension dont les ouvriers pourront jouir. Une des difficultés plus les graves

qu'on rencontre maintenant dans la propagande pour l'inscription à la Caisse nationale est en effet celle-ci, que les ouvriers se demandent et nous demandent: »combien aurons nous de pension après les sacrifices que vous nous demandez?« On doit leur répondre par des assurances vagues et par des à peu près de chiffres, le montant de la pension devant dépendre essentiellement de trois éléments, tous les trois incertains: le versement des affiliés, la contribution de la Caisse, l'intérêt des capitaux. Mais les ouvriers s'en contentent trop peu et ne se pressent pas à nos bureaux. Il faudra donc trouver moyen d'assurer mieux l'ouvrier sur le montant de la pension qu'on lui prépare. Et la chose ne doit pas être impossible dans le système-même de la loi italienne.

Nous formulons enfin une autre aspiration qui va se répandant en Italie, celle de pourvoir aux assurances-maladies mieux que ne le font actuellement les sociétés mutualistes, en organisant mieux leur oeuvre et leur concours, et celle de réunir dans un ensemble organique et harmonique les assurances-accidents, -maladies, -invalidité et -vieillesse, de manière qu'elles soient les branches d'un arbre robuste dont l'ombrage doit protéger le travailleur dans tous ses besoins et dans toutes ses détresses. Fata trahunt, et on y arrivera en Italie aussi bien qu'ailleurs. N'importe avec cela qu'on ne parvienne à apaiser le mécontentement des ouvriers, ni à vaincre la propagande funeste du socialisme aussi complètement et aussi promptement qu'on le voudrait. En attendant, nous faisons notre devoir et le bon sens finira bien par l'emporter dans la conscience des travailleurs.

* * *

Nous n'avons pas craint d'exposer les choses telles qu'elles sont et telles que nous désirons qu'elles soient, au sujet de la Caisse nationale de Prévoyance italienne. La franchise est un devoir dans un congrès comme le nôtre.

Chacun de nous doit porter ici l'expression fidèle et l'exposition honnête de ce qu'on fait dans son propre pays. De même que l'Italie peut être fière de la voie qu'elle a choisie et de la forme avec laquelle elle tente de pourvoir aux pensions de vieillesse et d'invalidité, elle ne se vante ni présume d'avoir résolu la question.

Elle regarde avec un sentiment d'admiration, nous ne disons pas d'envie, les pays plus riches et plus progressés en fait d'assurances sociales, qui ont fait mieux et plus qu'elle: elle voudrait avoir les millions d'assurés qu'a l'Allemagne, et pouvoir même donner les 65 frs. par an que la Belgique donne à tous ses vieux ouvriers âgés de 65 ans; mais en reconnaissant les limites qui lui sont imposées par ses conditions actuelles, elle a foi dans son avenir et marche en avant!

INTERNAT. ARBEITERVERSICHERUNGS-KONGRESS
*7. Tagung. — Wien. — 17. bis 23. September 1905.*

# DER AUSBAU DES § 25 DES INVALIDEN-VERSICHERUNGSGESETZES

## (INVALIDENHÄUSER STATT „RENTENVERPFLEGUNG")

VON

**G. ELLE,**

GEHEIMER REGIERUNGSRAT, WEIMAR.

Die Landes-Versicherungsanstalten sorgen für die bei ihnen gegen Invalidität und Alter Versicherten durch Gewährung von Invaliden- und Altersrenten, durch Einleitung des Heilverfahrens zur Abwehrung drohender Invalidität und durch Unterstützung gemeinnütziger, auf das Wohl der Arbeiter gerichteter Bestrebungen.

Ist hiernach eine wertvolle Grundlage für eine bessere Gestaltung der äußeren Lebensverhältnisse der Arbeiter geschaffen, so ist es doch unvermeidlich, daß in vielen Fällen diese Maßnahmen allein nicht genügen, um alle Not auszuschalten, und daß insbesondere die gewährten Renten zur Bestreitung des vollen Lebensunterhaltes nicht ausreichen; denn die Höhe der Renten hängt von der Zahl und Höhe der Beiträge ab, diese aber sind niedrig bemessen und die Dauer der Geltung des Gesetzes ist noch eine verhältnismäßig kurze.

Die Renten betragen zurzeit im Höchstfalle:

| | | |
|---|---|---|
| in Klasse I . . . . . | 133·20 | Mark |
| » » II . . . . . | 166·20 | » |
| » » III . . . . . | 192·— | » |
| » » IV . . . . . | 217·20 | » |
| » » IV mit Beitragsleistung in Klasse V vom 1. Jänner 1900 ab . . . . . | 229·20 | » |

Die Unzulänglichkeit der Renten zeigt sich besonders in den Fällen, in denen andere Einkommensquellen oder die Unterstützung von Familienangehörigen nicht zur Verfügung stehen. Das Bedürfnis, solchen alleinstehenden und einer geordneten Pflege entbehrenden Versicherten über die Rente hinaus eine weitere Fürsorge zuteil werden zu lassen und ihnen ein geordnetes Unterkommen zu gewähren, trat dieserhalb sehr bald zutage.

Das Invalidenversicherungsgesetz vom 13. Juli 1899 trug dem Rechnung durch Aufnahme einer neuen Bestimmung, wonach an Stelle der Rente die Aufnahme in ein Invalidenheim oder in solche von dritten unterhaltene Anstalten gewährt werden darf.

Dabei wurde weiter bestimmt, daß der Aufgenommene ein Vierteljahr und, wenn er die Erklärung nicht einen Monat vor Ablauf dieses Zeitraumes zurücknimmt, jedesmal auf ein weiteres Vierteljahr an den Verzicht auf die Rente gebunden ist.

Man war sich dabei wohl bewußt, daß mit den einbehaltenen Renten allein die Kosten einer angemessenen Invalidenhauspflege nicht gedeckt werden konnten und Zuschüsse erforderlich sein würden. Doch glaubte man, die Zuschüsse, deren Minderung in der allmählichen Steigerung der als Ersatz dienenden Rentenbeträge an und für sich begründet war, in mäßigen Grenzen halten und des hohen sozialpolitischen Zweckes willen auch verantworten zu können.

Von der solchergestalt erteilten Ermächtigung haben die deutschen Invalidenversicherungsanstalten alsbald, nachdem das Invalidenversicherungsgesetz am 1. Jänner 1900 in Kraft getreten war, Gebrauch gemacht. Bis Ende des Jahres 1903, für das die Rechnungen der Versicherungsanstalten abgeschlossen vorliegen, haben von den 31 Versicherungsanstalten und 9 besonders zugelassenen Kasseneinrichtungen 13 sich der Invalidenfürsorge zugewendet. Von ihnen hatten 5 eigene Invalidenheime errichtet, die übrigen hatten ausschließlich Rentner in von

dritten — von geistlichen und weltlichen Korporationen und von Privatpersonen — errichteten Anstalten untergebracht. Der von den 13 Versicherungsträgern bewirkte Kostenaufwand berechnet sich auf 192.339·45 Mark, wozu an Renten und sonstigen Zuschüssen 45.341·29 Mark beigetragen, von den Versicherungsträgern demnach ein barer Zuschuß von 146.998·16 Mark geleistet wurde. Davon entfallen 146.842·76 Mark auf die Versicherungsanstalten, 155·40 Mark auf die zugelassenen Kasseneinrichtungen.

Im einzelnen waren bis Ende 1903 eigene Anstalten errichtet worden von den Versicherungsanstalten Berlin, Oldenburg, Braunschweig, Thüringen und Hansestädte, in anderen Anstalten waren Rentner untergebracht von den Versicherungsanstalten Schlesien, Westfalen, Oberbayern, Niederbayern, Königreich Sachsen, Württemberg und der Rheinprovinz.

Die durch die Errichtung von Invalidenheimen und die Verpflegung von Rentnern in Anstalten Dritter entstehenden Kosten lassen sich bei der Verschiedenartigkeit der Verhältnisse zunächst auf einen Durchschnitt noch nicht reduzieren, sie schwanken zwischen etwa 80 Pfennig und 3 Mark für den Verpflegungstag. Von der Mehrzahl der Versicherungsanstalten wird der über den Betrag der Rente hinaus erwachsende Mehraufwand allein getragen, doch nehmen einige Versicherungsanstalten in einzelnen Fällen Zuschüsse der Armenverbände oder des Rentners selbst in Anspruch.

An ansteckenden Krankheiten Leidende werden zurzeit von der Mehrzahl der Versicherungsanstalten von der Aufnahme in ein Invalidenheim ausgeschlossen, um nicht die übrigen Pfleglinge zu gefährden und damit einen berechtigten Anlaß, der Aufnahme zu widerstreben, zu geben. Jedoch haben, um auch in dieser Beziehung Wandel zu schaffen, einige Versicherungsanstalten versucht, für die an vorgeschrittener Tuberkulose Leidenden besondere Invalidenheime zu errichten oder ihnen durch Unterbringung in besonderen Abteilungen von

Krankenhäusern oder bestehenden Heilstätten Unterkunft zu ermöglichen, zugleich auch mit der Absicht, die in solchen Fällen besonders große Gefahr der Weiterverbreitung der Volksseuche zu mindern.

Indes auch abgesehen von der eine Ansteckungsgefahr bedingenden Art des die Invalidität begründenden Leidens macht sich eine sorgfältige Auswahl unter den die Aufnahme in ein Invalidenheim Nachsuchenden nötig. Insbesondere werden, wenn die Pfleglinge sich dauernd wohl befinden sollen, alle moralisch nicht einwandfreien, alle dem Trunke ergebenen, streitsüchtigen und deshalb zum Zusammenleben mit anderen nicht geeigneten Rentenempfänger von der Aufnahme auszuschließen sein.

Die Pfleglinge haben, soweit der Gesundheitszustand dies gestattet, das, was zu ihrer eigenen Pflege nötig ist — Instandhaltung der ihnen überwiesenen Zimmer, Betten usw. — selbst zu besorgen; von einem darüber hinausgehenden Zwang zur Arbeit wird man zweckmäßig absehen, während es für das Wohlbefinden der Pfleglinge von günstigem Einflusse ist, wenn ihnen Gelegenheit zur freiwilligen Beschäftigung gegeben wird.

Eine kurze Darstellung über das von der Thüringischen Landes-Versicherungsanstalt errichtete Invalidenheim in Etzelbach wird das vorher Gesagte zu bekräftigen geeignet sein.

Bei dem Inkrafttreten des Invalidenversicherungsgesetzes erwarb die Versicherungsanstalt ein größeres Landgut mit entsprechenden Wohn- und Wirtschaftsgebäuden für den Preis von 75.000 Mark. Da der letzte Besitzer versucht hatte, dasselbe zu einer Sommerfrische einzurichten, waren nur wenige Umänderungen notwendig, um es zu einem Invalidenheim umzugestalten. Es konnte deshalb bereits am 1. November 1900 seinem eigentlichen Zwecke übergeben werden.

Das Hauptgebäude enthält im Erdgeschoß die erforderlichen Wirtschaftsräume, das Bad und den Speisesaal, in den

beiden Obergeschossen den Tagesaufenthaltsraum und die Wohn- und Schlafräume. Im ganzen sind 20 Schlafzimmer mit 40 Betten vorhanden.

Ohne daß ein Zwang ausgeübt wird, beschäftigt sich die Mehrzahl der Pfleglinge nach ihren Kräften in dem mit dem Heim verbundenen Landwirtschaftsbetrieb oder macht sich in der Hauswirtschaft nützlich. Schuhmacher und Schneider finden bei der Instandhaltung der Kleidung der Pfleglinge ausreichende Beschäftigung. Während der Wintermonate fertigt ein Teil der Pfleglinge Besen und Holzpantoffeln, zu denen das Heim das Rohmaterial liefert und die für dessen Rechnung verkauft werden.

Eine kleine Bibliothek und eine Anzahl Spiele stehen zur Verfügung.

Die Verpflegung ist einfach, aber nahrhaft und reichlich. Die Pfleglinge erhalten ein Taschengeld von 1 Mark monatlich. Daneben gelangen jährlich zweimal Arbeitsprämien von je 6, 12 und 18 Mark zur Verteilung. Im Jahre 1903 erhielten 40 Personen Arbeitsprämien dieser Art.

Die Verwaltung des Heims ist einer für die Krankenpflege ausgebildeten Schwester vom Sophienhaus zu Weimar übertragen. Für die Leitung des Landwirtschaftsbetriebes und die mit diesem verbundenen anstrengenderen Arbeiten ist ein Hofmeister angestellt.

An Kosten der Verpflegung usw. wurden im Jahre 1903 verausgabt:

| Für | insgesamt Mark | pro Kopf und Tag Mark |
|---|---|---|
| *A.* 1. *a)* Fleischwaren, Wurst, Speck, Schmalz | 3.970·74 | 0·27 |
| *b)* Butter, Eier, Käse . . . . . | 1.567·10 | 0·11 |
| *c)* Milch . . . . . | 387·58 | 0·03 |
| *d)* Brot, Semmeln, Mehl . . . . . | 1.999·62 | 0·14 |
| *e)* Kartoffeln, Gemüse, Obst . . . . . | 435·23 | 0·03 |
| *f)* Kolonialwaren und Hülsenfrüchte . | 674·22 | 0·05 |
| *g)* Bier und Spirituosen . . . . . | 343·65 | 0·02 |
| Summe Beköstigung . | 9.378·14 | 0·65 |

| Für | insgesamt Mark | pro Kopf und Tag Mark |
|---|---|---|
| 2. Reinigung und Unterhaltung der Kleidung und Wäsche | 773·54 | 0·05 |
| 3. Arzt- und Apothekerkosten | 363·70 | 0·02 |
| 4. Begräbniskosten | 92·40 | 0·01 |
| 5. Reisekosten | 16·90 | 0·00 |
| 6. Beschäftigung der Pfleglinge | 4·47 | 0·00 |
| 7. Taschengelder, Arbeitsprämien, Weihnachtsgeschenke | 1.297·92 | 0·09 |
| 8. Sonstiges (Seelsorge, Beerdigung usw.) | 121·90 | 0·01 |
| Summe *A* | 12.048·97 | 0·83 |
| *B.* 9. Persönliche Aufwendungen | 840·97 | 0·06 |
| 10. Miete und Pacht | 500·00 | 0·03 |
| 11. *a)* Bureaubedürfnisse | 84·41 | 0·01 |
| *b)* Heizung | 1.173·05 | 0·08 |
| *c)* Beleuchtung | 132·86 | 0·01 |
| *d)* Reinigung | 116·89 | 0·01 |
| 12. Inventarien | 320·21 | 0·02 |
| 13. Sonstiges | 5·00 | 0·00 |
| Summe *B* | 3.173·39 | 0·22 |
| Summe *A* | 12.048·97 | 0·83 |
| Gesamtsumme | 15.222·36 | 1·05 |

Annähernd die Hälfte der im Heim verbrauchten Nahrungsmittel wurden in der eigenen Landwirtschaft erzeugt.

Die Gesamtkosten der Verpflegung von 40 Pfleglingen betrugen im Jahre 1903 15.222·36 Mark. Als teilweiser Ersatz dieser Kosten flossen der Versicherungsanstalt Renten in Höhe von 5735·38 Mark, sowie 156·45 Mark Zuschüsse von anderer Seite und 1017·47 Mark Einnahme aus der Beschäftigung der Pfleglinge zu, so daß die Versicherungsanstalt eine

Beisteuer von 8313·06 Mark oder 210·97 Mark für einen Pflegling zu leisten hatte.

Im ganzen fanden bis jetzt — also in einem Zeitraume von zirka $4^1/_2$ Jahren — 97 Personen Aufnahme, von denen 17 starben, 10 freiwillig, 6 unfreiwillig wieder ausschieden, während einer ins Krankenhaus übergeführt werden mußte.

Der Zweck, Invaliden der Arbeit einen sorgenfreien Lebensabend zu bieten, ihnen das Familienleben nach Möglichkeit zu ersetzen, wurde voll erreicht. Trotz der Verschiedenartigkeit der Pfleglinge nach Alter, früherer Beschäftigung und Bildungsgrad ist das Zusammenleben und Betragen derselben im allgemeinen musterhaft und bietet keinen Anlaß zu Klagen. Zuwiderhandlungen gegen die Hausordnung kommen kaum vor.

Die gemachten günstigen Erfahrungen und Rücksichten auf die Abnahme der Kräfte der einzelnen, die eine Trennung der Siechen und Bettlägerigen von den Bewegungsfähigen nötig erscheinen ließ, haben der Versicherungsanstalt zu einer Erweiterung des Heims Veranlassung gegeben. Es ist im Jahre 1904 ein Neubau errichtet worden, in dem weitere 23 Pfleglinge Aufnahme gefunden haben.

Die sämtlichen zur Verfügung stehenden 63 Plätze sind stets voll besetzt und eine Anzahl weiterer Bewerber jederzeit vorgemerkt, wobei es charakteristisch ist, daß namentlich Aufnahmegesuche aus solchen Orten vorliegen, aus denen bereits Pfleglinge im Invalidenheim sich befinden.

Nach alledem scheinen folgende Behauptungen berechtigt:

1. Die Errichtung von Invalidenheimen für nicht arbeitsfähige, einer geordneten Pflege entbehrende Arbeiter ist ein dringendes Bedürfnis und eine hervorragend arbeiterfreundliche Maßnahme.

2. Ein Zwang zum Eintritt in ein Heim ist unter allen Umständen zu vermeiden.

3. Für Invalide, die an ansteckenden Krankheiten leiden, sind nach Bedarf gesonderte Einrichtungen zu treffen.

4. Es ist erwünscht, daß den Pfleglingen Gelegenheit geboten werde, den ihnen verbliebenen Rest von Kräften in freiwilliger Betätigung wirtschaftlich nutzbar zu machen.

INTERNAT. ARBEITERVERSICHERUNGS-KONGRESS.
*7. Tagung. — Wien. — 17. bis 23. September 1905.*

# DIE ANLEGUNG DER VERMÖGENSBESTÄNDE
DER
# DEUTSCHEN LANDES-VERSICHERUNGSANSTALTEN

**I. im allgemeinen,**

**II. insbesondere für Arbeiterwohlfahrts- und andere gemeinnützige Zwecke**

**(unter spezieller Berücksichtigung der Verwendung für Arbeiterwohnungen)**

VON

**DR. JUR. SCHROEDER-CASSEL**

LANDESRAT, MITGLIED DES PREUSSISCHEN ABGEORDNETENHAUSES.

Die Landes-Versicherungsanstalten als Träger der Vermögensverwaltung der Reichs-Invalidenversicherung haben im allgemeinen bei der Anlegung ihrer Bestände dieselben Grundsätze zu beobachten, welche für die Verwaltung von Mündelgeldern erlassen sind. In dieser Beziehung sind insbesondere die §§ 1807 und 1808 des bürgerlichen Gesetzbuches maßgebend, nach denen die Anlegung von Mündelgeldern zuläßig ist:

I. in sicheren inländischen Hypotheken und Grundschulden,
II. in verbrieften Forderungen gegen das Deutsche Reich oder einen Bundesstaat,
III. in verbrieften Forderungen, deren Verzinsung vom Deutschen Reiche oder einem Bundesstaat gewährleistet ist,
IV. in Wertpapieren und Pfandbriefen, sofern sie vom Bundesrat zur Anlegung von Mündelgeld zugelassen sind,
V. bei einer inländischen öffentlichen Sparkasse, sofern sie von der zuständigen Landes-Zentralbehörde zur Anlegung von Mündelgeld für geeignet erklärt ist.

In Ausführung der erwähnten Ziffer IV hat der Bundesrat verbriefte Forderungen gegen eine inländische kommunale

Korporation oder Kreditanstalt einer solchen Korporation als zur Anlegung von Mündelgeld geeignet erklärt, wenn die Forderungen seitens des Gläubigers kündbar sind oder einer regelmäßigen Tilgung unterliegen.

Hiernach haben innerhalb des Deutschen Reiches Kapitalausleihungen an Gemeinden gegen einfache Schuldverschreibungen den Charakter der Mündelsicherheit, sofern nur die vom Bundesrat aufgestellten Bedingungen beobachtet werden. Dabei stehen Kirchengemeinden den politischen Gemeinden gleich.

Die Festlegung der Grundsätze, nach denen die Sicherheit einer Hypothek oder Grundschuld zu beurteilen ist, gehört zur Zuständigkeit der Landesgesetzgebung der einzelnen Bundesstaaten.

Sodann kann nach § 164 des Invalidenversicherungsgesetzes von einer Landes-Zentralbehörde angeordnet werden, daß bei Anlegung des Anstaltsvermögens einzelne nach den bestehenden Bestimmungen an sich zugelassene Gattungen zinstragender Papiere nur bis zu einem näher zu bestimmenden Betrage erworben werden dürfen. Von dieser Befugnis ist aber bisher kein Gebrauch gemacht worden. Ferner können die Versicherungsanstalten mit Genehmigung ihrer Aufsichtsbehörde, also des Reichs-Versicherungsamts zu Berlin oder der zuständigen Ministerien, einen Teil ihres Vermögens in anderer als der eben geschilderten Weise und insbesondere in Grundstücken anlegen. Soll diese Art der Vermögensanlage mehr als den vierten Teil des Vermögens umfassen, so darf dieses, abgesehen von der vorübergehenden Unterbringung von Geldbeständen, nur für solche Veranstaltungen geschehen, welche ausschließlich oder überwiegend der versicherungspflichtigen Bevölkerung zu Gute kommen. Auch ist in solchen Fällen die Genehmigung des Kommunalverbandes, beziehungsweise der Landes-Zentralbehörde erforderlich und mehr als die Hälfte ihres Vermögens darf eine Versicherungsanstalt in der bezeichneten Weise nicht anlegen.

Das sind im großen und ganzen die reichs- und landesgesetzlichen Bestimmungen, welche die Versicherungsanstalten bei der Verwaltung ihrer Vermögen zu beobachten haben. Der Spielraum, innerhalb dessen sich die Verwaltung bewegen kann, ist ein großer, die Versicherungsanstalten besitzen eine weite Freiheit in ihren Entschließungen und infolgedessen konnten dieselben die bei ihnen aufgespeicherten bedeutenden Kapitalien nach vielen Richtungen hin in hervorragend sozialpolitischer Weise zur Anlegung bringen.

Bevor indessen diese sozialpolitische Seite der Vermögensverwaltung der Versicherungsanstalten des näheren erläutert wird, mag es zunächst gestattet sein, eine Übersicht[1]) über die am Schluße des Jahres 1904 vorhandenen Vermögensbestände zu geben. Völlig zuverlässig steht der Vermögensbestand augenblicklich noch nicht fest, da die Jahresabschlüsse bei den einzelnen Versicherungsanstalten in der gesetzlich vorgeschriebenen Weise noch nicht bewirkt sind. Die entsprechenden Zahlen sind also nur ungefähre, die möglichen Abweichungen sind aber nur geringfügiger Natur, so daß sie das gegebene Bild in erheblicher Weise nicht beeinflussen können.

Die Statistik ist zunächst getrennt nach Versicherungsanstalten und zugelassenen besonderen Kasseneinrichtungen und zeigt in Spalte 2 das am Schlusse des Jahres 1904 vorhandene Vermögen (Gemein- und Sondervermögen), jedoch unter Ausschluß des vorhandenen Inventars. In Spalte 3 und 4 ist dargestellt, welche Summen von diesem Gesamtvermögen angelegt sind

a) (in Spalte 3) für Arbeiterwohnungszwecke und

b) (in Spalte 4) für sonstige gemeinnützige Zwecke.

In Spalte 5 und 6 ist nachgewiesen, wie diese gemeinnützigen Anlagen in Spalte 3 und 4 sich prozentuell zum Gesamtvermögen verhalten und in Spalte 7 endlich ist

[1]) Siehe am Schlusse des Referates.

zusammengefaßt, welchen Teil des Vermögens die gesamten gemeinnützigen Anlagen einer jeden Versicherungsanstalt und Kasseneinrichtung, prozentuell gerechnet, bilden.

Auf die einzelnen Zahlen der Statistik kann natürlich an dieser Stelle des näheren nicht eingegangen werden. Greift man aber das Ergebnis der Statistik in seinen Haupt- und Endzahlen heraus, so ergibt sich, daß die deutschen Versicherungsanstalten und Kasseneinrichtungen nach etwa 14 Jahren ihres Bestehens ein Kapital von rund einer Milliarde einhundert und acht und fünfzig Millionen Mark gesammelt haben. Das ist eine ungeheuere Zahl angesichts des verhältnismäßig kurzen Zeitraums des Bestehens der deutschen Invalidenversicherung und sodann auch in Würdigung des Umstandes, daß diese großen Kapitalien aus den verhältnismäßig kleinen Markenbeiträgen der Arbeitgeber und der Arbeiter gesammelt sind. Die Tatsache, daß die Kapitalansammlungen in 14 Jahren die Ziffer von einer Milliarde bereits überschritten haben, läßt es auch begreiflich erscheinen, daß man bei der ersten Beratung des Gesetzes und in Anbetracht des Umstandes, daß demnächst bei den Versicherungsanstalten sich notwendigerweise sehr große Kapitalien aufhäufen würden, große Bedenken hatte, ob nicht die Verpflichtung der Versicherungsanstalten, die Kapitalien zinstragend auf dem mündelsicheren Kapitalmarkt unterzubringen, hier eine große Verschiebung verursachen könnte, dergestalt, daß gewisse Gattungen von mündelsicheren zinstragenden Papieren nur noch schwer zu haben wären oder aber, daß etwa der Kurs- und Zinsfuß der mündelsicheren Anlagen einer bedenklichen Preiseinwirkung unterliegen könnte. Diese Bedenken haben sich indessen nicht verwirklicht. Das Anlagebedürfnis der Versicherungsanstalten hat auf die Anlagewerte des Deutschen Reiches keinen in die Erscheinung tretenden Einfluß ausgeübt, und das mag auf der einen Seite daran liegen, daß diese Kapitalansammlungen im Vergleich zu dem alljährlichen Umsatz der deutschen Börsen

doch einen geringfügigen Prozentsatz darstellen, auf der anderen Seite aber auch in der Tatsache seine Begründung finden, daß die deutschen Versicherungsanstalten nur etwa die Hälfte ihres Vermögens in mündelsicheren Inhaberpapieren angelegt haben.

Wie sich der am Schlusse des Jahres 1904 vorhandene Kapitalbestand auf die einzelnen Anlagegruppen verteilt, kann nicht mitgeteilt werden, da die letzte diesbezügliche Statistik des Reichs-Versicherungsamtes sich auf das Jahr 1903 erstreckt. Danach war am Schlusse des Jahres 1903 ein Gesamtvermögen von 1.084.281.005 Mark vorhanden; hiervon entfielen auf:

| | | |
|---|---|---|
| 1) Wertpapiere . . . | 496.023.416 | Mark |
| 2) Darlehen . . . . . | 528.797.315 | „ |
| 3) Grundstücke . . . | 44.067.178 | „ |
| 4) Kassenbestand . . | 15.393.096 | „ |
| zusammen . . | 1.084.281.005 | Mark. |

Die obige Statistik des Jahres 1904 zeigt ferner, daß von dem Gesamtvermögen der Versicherungsanstalten und Kasseneinrichtungen hergegeben sind für Arbeiterwohnungszwecke rund 133.500.000 Mark und für sonstige gemeinnützige Anlagen etwa rund 284.500.000 Mark, zusammen also etwa 36 Prozent des gesamten Vermögens. Das ist vielleicht kein besonders hoher Prozentsatz der gesamten Anlagen, wobei freilich nicht außer Acht gelassen werden darf, daß diese Art der gemeinnützigen Tätigkeit erst mit den Jahren sich entwickelt hat, immer mehr in der Zunahme begriffen ist und demnach auch in Zukunft noch an Bedeutung gewinnen wird. Zu beachten ist auch, daß die einzelnen Versicherungsanstalten in dieser Beziehung ganz verschieden ihre Vermögen verwaltet haben. Während nämlich der höchste Prozentsatz der gemeinnützigen Gesamtanlagen bei einer Versicherungsanstalt, nämlich der Hessen-Nassauischen auf 76,5 Prozent des gesamten Vermögens sich beläuft, fällt der Mindestprozentsatz bei einer anderen Versicherungsanstalt auf 6,6 Prozent.

Bei den zugelassenen Kasseneinrichtungen ist eine entsprechende Vergleichung der Zahlen nicht gut angängig, weil hier in großem Umfange die gemeinnützigen Anlagen nicht aus den speziell für die Invalidenversicherung gesammelten Fonds, sondern aus anderen Kapitalbeständen hergegeben sind.

Immerhin liegen aber auch bei den Versicherungsanstalten außerordentlich große Verschiedenheiten vor und nur hierdurch ist der nicht sehr hohe Durchschnitts-Prozentsatz der gesamten gemeinnützigen Anlagen, der für die Versicherungsanstalten allein 37,7 Prozent beträgt, im Vergleich zu dem Gesamtbetrag der Kapitalien erklärlich. Im großen und ganzen ist aber festzustellen, daß die deutschen Versicherungsanstalten und Kasseneinrichtungen bemüht gewesen sind, ihre Kapitalien zu einem ziemlich erheblichen Prozentsatz gemeinnützig anzulegen.

Dieses Vorgehen hat auch zur Überwindung mancher Schwierigkeiten beigetragen. Denn es ist nicht zu bestreiten, daß namentlich beim Inkrafttreten des Invaliditäts- und Altersversicherungsgesetzes und auch heute noch die Verwendung der Beitragsmarken, das sogenannte Kleben, einer gewissen Abneigung in der Bevölkerung begegnet. Man faßt das Kleben vielfach als eine lästige Steuer auf, die umsoweniger angenehm wirkt, als das Kleben von Marken für die in versicherungspflichtiger Beschäftigung befindlichen Personen etwas Ungewohntes war und oft auch aus reiner Vergeßlichkeit unterblieb. Die alsdann von den Versicherungsanstalten zur Erzwingung einer regelmäßigen Beitragsleistung verhängten Strafen haben naturgemäß auch nicht dazu beigetragen, diese Beitragsleistung in Form der Verwendung von Marken dem Publikum populärer zu machen. So wurde es dann auf der anderen Seite um so angenehmer in der Bevölkerung empfunden, daß die Versicherungsanstalten zunächst nur Anlagen innerhalb der geographischen Zuständigkeit der eigenen Anstalt suchten und zweitens in möglichst großem Umfang die Kapitalien werbend anlegten. So ersehen wir in den vom Reichs-Versicherungsamt

zu Berlin amtlich herausgegebenen Statistiken, daß die Landes-Versicherungsanstalten ihre Kapitalien hergegeben haben einmal zur Befriedigung landwirtschaftlicher Kreditbedürfnisse, zum Bau von Kleinbahnen, zu Land- und Wegeverbesserungen, zur Hebung der Viehzucht, zur Linderung der Futternot usw., sodann zum Bau von Kranken- und Genesungshäusern, sowie von Volksheilstätten, Gemeindepflegestationen, Herbergen zur Heimat, Arbeiterkolonien, Volksbädern, Siechen- und Invalidenhäusern, Trinkerasylen, Blindenheimen, Kleinkinderschulen, für Schlachthäuser, Wasserleitungs-, Kanalisationsanlagen usw., für Handwerks- und Industrie-Genossenschaften, Spar- und Konsumvereine und andere ähnliche Wohlfahrtseinrichtungen. Der Gesamtbetrag dieser Art von gemeinnützigen Anlagen beläuft sich wie schon erwähnt auf rund 284.500.000 Mark. Von dieser Summe ist ein Betrag von 3.286.000 Mark unter Überschreitung der mündelsicheren Grenzen ausgeliehen. Rund 33.000.000 Mark entfallen auf die Anlage eigener Krankenhäuser, Volksheilstätten usw. Diese Unterstützung aller gemeinnützigen Bestrebungen durch die Versicherungsanstalten und Kasseneinrichtungen hat überaus wohltuend gewirkt und besonders deshalb, weil die Kapitalien zu einem ermäßigten Zinsfuß zur Verfügung gestellt wurden und zwar meistens zu 3—3$^1/_2$ Prozent.

Unter den von den Versicherungsanstalten geförderten Wohlfahrtseinrichtungen sind insbesondere die Kranken- und Genesungshäuser und die Volksheilstätten hervorzuheben.

Bekanntlich haben die Versicherungsanstalten das Recht und in gewissem Umfange auch die Verpflichtung, für erkrankte Versicherte ein Heilverfahren zur Abwendung einer drohenden Invalidität und zur Beseitigung einer schon vorhandenen Invalidität zu übernehmen. Diese gesetzliche Bestimmung hat einen nicht unbedeutenden Einfluß auf die Vermögensverwaltung der Versicherungsanstalten und Kasseneinrichtungen ausgeübt, denn infolgedessen waren die Versicherungsanstalten gezwungen, überall da, wo derartige Krankenhäuser usw. nicht vorhanden

waren, für deren Errichtung und zwar in einer den modernen Begriffen der Hygiene entsprechenden Weise einzutreten. Dabei sind die einzelnen Versicherungsanstalten wiederum in verschiedener Weise vorgegangen.

Ein Teil hat es für richtig gehalten, zum Zwecke der Durchführung des Heilverfahrens eigene Krankenhäuser und Heilstätten zu errichten. Die übrigen Anstalten haben es dagegen vorgezogen, die Errichtung solcher Anstalten nur in der Weise zu fördern, daß sie ihre Kapitalien zur Errichtung von Krankenhäusern zu billigem Zinsfuß zur Verfügung stellten und sich weiter verpflichteten, die so errichteten Anstalten dauernd mit Kranken zu belegen. Ob das eine oder andere Vorgehen zweckmäßiger oder auch finanziell vorteilhafter ist, mag dahingestellt bleiben.

Einen besonderen Einfluß haben die Landes-Versicherungsanstalten mit dieser Art ihrer Vermögensverwaltung ferner auf die große Frage der Tuberkulosebekämpfung ausgeübt, indem die Schaffung von Volksheilstätten zur Bekämpfung der Tuberkulose mehr oder weniger auf die Anregung der kapitalkräftigen Versicherungsanstalten zurückzuführen ist, und der Umstand, daß Deutschland in dieser Frage einen außerordentlich ehrenvollen Platz in der Reihe der Staaten einnimmt, ist nicht zum wenigsten den zur Durchführung der Invalidenversicherung berufenen Organen zu verdanken.

Aus der Statistik ist sodann zu ersehen, daß die Versicherungsanstalten und Kasseneinrichtungen bis zum Schlusse des Jahres 1904 für den Bau von Arbeiterwohnungen eine Summe von rund 133.500.000 Mark hergegeben haben. Das sind 11,5 Prozent des gesamten Vermögens der Versicherungsanstalten.

Die Frage der Beschaffung von gesunden und preiswürdigen Arbeiterwohnungen nimmt heutzutage in Deutschland in der allgemeinen sozialpolitischen Bewegung einen ganz hervorragenden Platz ein und das ist wohl mit in erster Linie

wiederum ein Verdienst der deutschen Versicherungsanstalten. Beim Erlaß des alten Invaliditäts- und Altersversicherungsgesetzes hat wohl keine der mit dem Werdegang dieses Gesetzes befaßten Persönlichkeiten jemals geahnt, daß die Arbeiterwohnungsfrage in der Vermögensverwaltung der deutschen Versicherungsanstalten einen so breiten Raum einnehmen würde. In den Motiven zum damaligen § 108, späteren § 129 des Invaliditäts- und Altersversicherungsgesetzes war bei der Besprechung, in welcher Weise das Vermögen der Versicherungsanstalten angelegt werden könnte, davon die Rede, daß in dieser Beziehung die Erwerbung von Immobilien in Betracht käme, in welchen Kapitalien, deren Verausgabung für lange Zeit hinaus unwahrscheinlich sei, eine wenn auch geringe Nutzung finden würden. Dabei könne man zum Beispiel an den Bau- oder die Erwerbung von Arbeiterwohnungen für Rechnung der Versicherungsanstalten denken.

Dieser kleine Satz in der Begründung der Gesetzesvorlage ist dann der Ausgangspunkt für eine außerordentlich umfangreiche und überaus segenbringende Tätigkeit der Versicherungsanstalten und Kasseneinrichtungen geworden. Allerdings der Bau von Arbeiterwohnungen für eigene Rechnung ist zwar von einzelnen Kasseneinrichtungen, aber von keiner Versicherungsanstalt in Angriff genommen worden. Aber alle Anstalten haben Kapitalien zu diesem Zwecke hypothekarisch zu mäßigen Bedingungen zur Verfügung gestellt.

Der weitaus größte Teil der ausgeliehenen Kapitalien ist den gemeinnützigen Baugenossenschaften mit beschränkter Haftung und Aktiengesellschaften zugeflossen. Dabei ist bei der Zuwendung an derartige gemeinnützige Gesellschaften in Übereinstimmung mit den Bedingungen des Deutschen Reiches von allen Geldgebern verlangt worden, daß der Zweck dieser gemeinnützigen Gesellschaften statutarisch ausschließlich darauf gerichtet sein müsse, minder bemittelten Familien gesunde und zweck-

mäßig eingerichtete Wohnungen in eigens dazu erbauten oder angekauften Häusern zu billigem Preis zu verschaffen, und daß weiter durch das Statut die an die einzelnen Gesellschafter zu verteilende Dividende auf eine Höchstgrenze von $3^1/_2$ bis 4 Prozent ihrer Anteile jeweilig beschränkt ist. Vielfach ist auch noch die Bedingung gestellt, daß im Falle der Auflösung der Gesellschaft den Mitgliedern nicht mehr als der Nennwert ihrer Anteile zugesichert ist und ein etwaiger Rest des Gesellschaftsvermögens für gemeinnützige Zwecke bestimmt sein soll. Das Reich hat auch in Bezug auf den Umfang der Genossenschaften eine Mindestgrenze aufgestellt und insbesondere verlangt, daß die Zahl der Genossenschaften mindestens 100 betragen und die Haftsumme der Mitglieder einer Gesellschaft mindestens einen Betrag von 30.000 Mark umfassen muß. Von den Landes-Versicherungsanstalten und besonderen Kasseneinrichtungen sind aber derartige Mindestgrenzen nicht aufgestellt, zumal diese doch schließlich willkürlich gegriffen sind, vielmehr ist die Sicherheit einer zu beleihenden Genossenschaft oder Aktiengesellschaft von Fall zu Fall einer Prüfung unterzogen.

Daneben haben einzelne Versicherungsanstalten ihre Kapitalien auch Arbeitgebern zum Zwecke des gemeinnützigen Baues von Arbeiterwohnungen zur Verfügung gestellt. In solchen Fällen ist meistens an die Darlehensbewilligung die Bedingung geknüpft, daß die Arbeitgeber die erbauten Arbeiterwohnhäuser nicht ausschließlich für die Arbeiter der eigenen Fabrik vorbehalten dürfen, sondern bestimmungsgemäß auch eine Vermietung an nicht in ihren Fabriken tätige Arbeiter zulassen müssen. Auch darf in solchen Fällen die Weiterbenutzung einer Arbeiterwohnung nicht von der Fortsetzung der Arbeit in der Fabrik des Arbeitgebers abhängig gemacht werden.

In großem Umfang ist ferner auch von einer Reihe von Versicherungsanstalten eine Darlehensgewährung an einzelne Arbeiter durchgeführt worden. Der Zweck dieser Art der Hypo-

theken-Ausleihung hat natürlich darin bestanden, auf diesem Wege den einzelnen Arbeitern Gelegenheit zum Erwerb eines eigenen Häuschens zu geben und sie hierdurch seßhaft zu machen. Dabei hat vielfach eine Beschränkung des im Einzelfalle zu beleihenden Objektes auf eine bestimmte Höchstwertgrenze, zum Beispiel auf 9000 Mark stattgefunden und ebenso hat auch eine Festlegung der Höchstgrenze der zu gewährenden Hypothek, zum Beispiel auf den Betrag von 4500 Mark stattgehabt. Einzelne Versicherungsanstalten haben sich bei der Gewährung von derartigen hypothekarischen Darlehen an einzelne Arbeiter damit begnügt, daß für ihre Sicherheit lediglich eine Hypothek auf dem Arbeiterwohnhaus innerhalb einer bestimmten Wertgrenze bestellt wurde. Andere Versicherungsanstalten wiederum haben sich mit der Hypothek allein nicht begnügt, sondern sie haben neben der hypothekarischen Verpflichtung des einzelnen Arbeiters noch eine selbstschuldnerische Bürgschaft durch ländliche Darlehenskassen-Vereine, Baugenossenschaften, Gemeinden oder Sparkassen verlangt. Sofern eine solche Bürgschaft von den Versicherungsanstalten zur Bedingung gemacht ist, ist von denselben weiter die Einrichtung getroffen, daß alsdann die in Betracht kommenden Bürgen auch den gesamten Geschäftsverkehr, insbesondere die Auszahlung der Kapitalbeträge, die Einziehung der Zinsen und Kapitalbeträge und die Überwachung der Arbeiterwohnhäuser in die Hand nahmen, wofür ihnen als Ersatz ihrer baren Auslagen gestattet wurde, von den betreffenden Arbeitern einen Mehrzins von $^1/_5$ bis $^1/_2$ Prozent zu nehmen. Das ist sicher eine geringe Entschädigung, die Übernahme der Bürgschaft und des Geschäftsverkehrs ist aber in solchen Fällen auch nur aus sozialpolitischen Beweggründen erfolgt.

Endlich haben auch einzelne Versicherungsanstalten sich der Sparkassen bedient, um auf diesem Wege den Bau von gesunden und preiswürdigen Arbeiterwohnungen zu fördern. In solchen Fällen wurden den Sparkassen gewisse Summen

auf ein Sparkassenbuch geliehen, was zum Beispiel in Preußen eine mündelsichere Anlage darstellt, und ihnen gleichzeitig die Verpflichtung auferlegt, dieses Geld nur in der Form der hypothekarischen Beleihung von Arbeiterwohnungen und zu keinem anderen als den von den Versicherungsanstalten festgesetzten Bedingungen weiterzugeben. Dabei wurde den Sparkassen überall als Entgelt für ihre Tätigkeit gestattet, einen kleinen Mehrzins ($^1/_5$ bis $^1/_2$ Prozent) bei der Weiterbegebung der Kapitalien zu nehmen. Die Auszahlung der Kapitalien an die Sparkassen ist regelmäßig erst dann erfolgt, wenn das Vorliegen entsprechender Darlehensgesuche von Bauvereinen oder einzelnen Arbeitern nachgewiesen wurde. Das Rechtsverhältnis zwischen Darlehensnehmern, Versicherungsanstalt und Sparkasse war alsdann das, daß die Sparkasse gegenüber der Versicherungsanstalt auf Grund des von ihr in der Form des Sparkassenbuches ausgestellten Schuldscheines der alleinige Schuldner war, während umgekehrt die darlehensuchenden Arbeiter und Baugenossenschaften wiederum nur der Sparkasse gegenüber eine hypothekarische Darlehensverpflichtung übernahmen. Auch der Vermittlung der Gemeinden haben sich einzelne Versicherungsanstalten in ähnlicher Weise bedient.

Was nun die Höhe der jeweilig gewährten Hypotheken anlangt, so ist auch hier verschieden verfahren worden. Eine große Anzahl der ausgeliehenen Hypotheken bewegt sich innerhalb der mündelsicheren Grenze. Aber auf der anderen Seite hat wohl keine Versicherungsanstalt oder Kasseneinrichtung, die überhaupt mit der Beleihung von Arbeiterwohnhäusern sich abgegeben hat, sich darauf beschränkt, ausschließlich innerhalb der mündelsicheren Grenze Kapitalien auszuleihen, vielmehr ist sicherlich in der Mehrzahl aller Fälle die mündelsichere Grenze überschritten worden. Einzelne Anstalten haben Hypotheken bis zu 90 Prozent des Wertes des Hauses einschließlich des Grund und Bodens oder sogar bis zum vollen Bauwert des Hauses ohne Grund und Boden gegeben. Andere Ver-

sicherungsanstalten haben Hypotheken nur bis zu 75 Prozent des Wertes des Hauses einschließlich des Grund und Bodens gegeben. Dabei ist der Wert des Hauses nebst Grund und Boden entweder durch die Taxe von öffentlich angestellten Ortstaxatoren oder durch die Abschätzung einer öffentlichen Feuersozietät festgestellt worden. Vielfach hat man sich auch damit nicht begnügt und noch eine Nachprüfung der auf diesem Wege beschafften öffentlichen Taxe durch Vertrauensmänner von öffentlichen Kreditanstalten stattfinden lassen. Jedenfalls hat man sich bemüht, bei der Feststellung der bestimmungsmäßig zulässigen Höchstbeleihungsgrenze so vorsichtig als möglich zu verfahren, und hat unter allen Umständen daran festgehalten, daß bei der Abschätzung der Grund und Boden nicht höher angesetzt werden darf als zu dem nachzuweisenden Erwerbspreise.

Im übrigen mag noch bemerkt werden, daß die Grundsätze, welche bei Beleihung über die mündelsichere Grenze hinaus von den einzelnen Anstalten aufgestellt werden, der Genehmigung des Reichs-Versicherungsamtes zu Berlin bedürfen. Dies gilt insbesondere von der Höchstgrenze der Beleihung, sowie von denjenigen Summen, welche die Anstalten alljährlich unter Überschreitung der mündelsicheren Grenzen ausleihen wollen.

Der Gesamtbetrag der von den Versicherungsanstalten und Kasseneinrichtungen am Schlusse des Jahres 1904 für Arbeiterwohnungszwecke hypothekarisch nicht mündelsicher ausgeliehenen Kapitalien beträgt rund $21^1/_2$ Millionen bei $133^1/_2$ Millionen Gesamtausleihungen für obige Zwecke.

Des Weiteren ist hervorzuheben, daß die Versicherungsanstalten nicht immer das Verlangen aufgestellt haben, daß ihre Hypotheken unter allen Umständen die erste Stelle einnehmen müßen, selbst wenn sie die mündelsichere Grenze überschreiten, vielmehr sind auch zweite Hypotheken gegeben worden, wobei nur zu beobachten war, daß dieselben noch innerhalb der von dem Reichs-Versicherungsamt festgesetzten

Grenzen ihren Platz im Grundbuch erhielten. Das ist aus dem Grunde vielfach für erwünscht erklärt, weil erste Hypotheken innerhalb der mündelsicheren Grenze auch von anderer Seite zu einigermaßen annehmbaren Bedingungen erhältlich sind, aber die Beschaffung der zweiten Hypothek über die mündelsichere Grenze hinaus erfahrungsgemäß sehr viel Schwierigkeiten macht. So ist es denn besonders dankbar begrüßt worden, wenn die Anstalten sich bereit erklärt haben, ihre Gelder an zweiter Stelle zu mäßigem Zinsfuß herzugeben, und dies wird sich vielleicht in der Zukunft noch in größerem Umfange als notwendig erweisen, da die Mittel der Landes-Versicherungsanstalten durch das starke Zunehmen der für Invalidenrenten alljährlich zu zahlenden Summen anfangen, knapper zu werden, und in dem großen Maßstabe wie früher Kapitalien für den Arbeiterwohnungsbau und überhaupt zu Anlagezwecken kaum mehr zur Verfügung gestellt werden können. Dabei mag beiläufig noch erwähnt werden, daß aus dem gleichen Anlaß, nämlich mit Rücksicht auf das Knappwerden der Mittel, kürzlich die Landes-Versicherungsanstalt Berlin mit Genehmigung des Reichs-Versicherungsamtes sich bereit erklärt hat, für eine von dritter Hand gegebene zweite Hypothek die selbstschuldnerische Bürgschaft zu übernehmen.

Auch in der Form der hypothekarischen Beleihung eines Erbbaurechts haben Kapitalsausleihungen seitens der Versicherungsanstalten in einzelnen Fällen stattgefunden. Hier liegt die Sache so, daß eine Baugenossenschaft sich an einem Gelände auf einen längeren Zeitraum von 70 bis 100 Jahren gegen einen jährlich zu zahlenden Erbbauzins grundbuchrechtlich ein Erbbaurecht bestellen läßt. Ein in dieser Weise grundbuchrechtlich eingetragenes Erbbaurecht ist nach den Bestimmungen des deutschen bürgerlichen Gesetzbuches in gleicher Weise wie ein Grundstück hypothekarisch verpfändbar. Ob und in welcher Höhe eine solche Verpfändung als mündelsicher gilt, ist dagegen zurzeit noch eine offene Frage.

Eine Schwierigkeit in der Beleihung derartiger Erbbaurechte durch die Versicherungsanstalten liegt darin, daß die Versicherungsanstalt als Hypothekarin in Bezug auf die Sicherheit ihres Darlehens mehr oder weniger ausschließlich auf eine ordnungsmäßige Verwaltung der betreffenden darlehennehmenden Gesellschaft angewiesen ist. Die letztere muß so wirtschaften, daß innerhalb der Erbbauzeit die Zinsen und Kapitalabträge geleistet sind und damit die Hypothek an die Versicherungsanstalt zur Rückzahlung gelangt ist. Kommt die Gesellschaft dieser Verpflichtung regelmäßig nach und erhält sie dabei auch noch ihrer Pflicht gemäß die Erbbauhäuser in einem guten Zustande, so ist damit die volle Sicherheit der Hypothekarin gewährleistet; wirtschaftet aber die Erbbaugesellschaft schlecht, vernachlässigt sie die Häuser oder zahlt sie gar wiederholt Zins und Abträge nicht, so bleibt der darlehengebenden Versicherungsanstalt nichts anderes übrig, als das Erbbauunternehmen im Wege der Zwangsversteigerung in eigene Verwaltung zu nehmen. Denn daß ein solches vernachlässigtes Erbbauunternehmen von dritter Seite ersteigert wird, ist wenig wahrscheinlich. Die Sicherheit der Beleihung eines solchen Erbbauunternehmens ist also mehr oder weniger eine Personenfrage, ob nämlich vertrauenswürdige und geschäftskundige Personen an der Spitze des Unternehmens stehen. Hierin liegt aber gerade die Hauptschwierigkeit, weil ein solches Erbbauunternehmen sich über mehrere Generationen erstreckt und deshalb mit einem vielfachen Wechsel in der Person der Leiter eines solchen Unternehmens gerechnet werden muß. Infolgedessen ist es nicht sehr wahrscheinlich, daß eine Beleihung von Erbbauunternehmen in großem Umfang durch die Versicherungsanstalten stattfinden wird.

Der Zinsfuß für die zu Arbeiterwohnungszwecken hergeliehenen Kapitalien ist wohl ziemlich allgemein von den Versicherungsanstalten und Kasseneinrichtungen auf 3 % festgesetzt worden. Es finden sich aber auch hier Ausnahmen, die sich

aus den besonderen Einzelheiten des Falles jeweilig erklären lassen. Bei einzelnen Anstalten besteht die Bestimmung, daß Baugenossenschaften, welche bereits eine bestimmte Summe, zum Beispiel eine ganze oder halbe Million erhalten haben, weitere Beträge mit einem höheren Zinsfuße, zum Beispiel mit $3\frac{1}{2}\%$ verzinsen müssen.

Was endlich die von den Anstalten verlangten Kapitalabträge anlangt, so wird wohl überall mindestens ein Kapitalabtrag von $1\%$, bei der Ausleihung an einzelne Arbeiter sogar ein solcher von $1\frac{1}{2}\%$ verlangt. Ein solch hoher Kapitalabtrag wird aber auch unbedingt gefordert werden müssen, weil erfahrungsgemäß derartige Arbeiterwohnungen einer stärkeren Abnutzung und schnelleren Wertverminderung unterliegen, als gewöhnliche Zinshäuser. Die Abforderung eines Abtrages von 1 bis $1\frac{1}{2}\%$ kann aber auch unbedenklich in Anspruch genommen werden, da ja der Zinsfuß für die gewährten Kredite ein sehr billiger ist und hierdurch Zins- und Kapitalabtrag zusammengenommen keine ungesunde Belastung der darlehennehmenden Baugenossenschaften usw. darstellen. Ganz abgesehen davon haben aber auch die Versicherungsanstalten ein Interesse daran, ihre Kapitalien möglichst flüßig zu halten, um auf diese Weise bei raschem Zurückfluß derselben immer wieder neue Werte schaffen zu können.

Schließlich mag noch erwähnt werden, daß die meisten zu Arbeiterwohnungszwecken hingegebenen Darlehen auf mindestens 10 Jahre, oft auch als seitens des Geldgebers dauernd unkündbar hingegeben sind. Dabei wird aber immer an die Unkündbarkeit die ausdrückliche Bedingung geknüpft, daß die beliehenen Häuser in ordnungsmäßigem Zustand erhalten werden und Zins- und Kapitalabträge zum regelmäßigen Einlauf gelangen müssen.

Die für Arbeiterwohnungszwecke von den Versicherungsanstalten ausgeliehenen Kapitalien sind mit verschwindenden Ausnahmen in die Industrie geflossen, es sind also fast alle mit

diesen Geldern erbauten Arbeiterwohnhäuser von industriellen Arbeitern bewohnt. Infolgedessen wird den Versicherungsanstalten — die besonderen Kasseneinrichtungen kommen hier deshalb nicht in Betracht, weil sie ausschließlich industrielle Arbeiter umfassen — aus den Kreisen der Landwirtschaft heraus der Vorwurf gemacht, daß hierin eine ungerechte Bevorzugung der Industrie und eine unverdiente Benachteiligung der Landwirtschaft liege, die doch einen wesentlichen Teil der aufgespeicherten Kapitalien mit aufgebracht habe.

Allein die Verhältnisse in der Landwirtschaft selbst bringen es mit sich, daß es hier zum gemeinnützigen Bau von landwirtschaftlichen Arbeiterwohnungen in großem Umfange bisher leider nicht gekommen ist. Denn die Möglichkeit zur Gründung von Baugenossenschaften ist naturgemäß für die ländlichen Arbeiter so gut wie ausgeschlossen, weil die Arbeitsstätten zur Ausübung ihres Berufes meistens weit ab von einander entfernt liegen und dementsprechend kaum ein Ort vorhanden sein wird, wo eine größere Anzahl von zu verschiedenen Betrieben gehörigen landwirtschaftlichen Arbeitern zusammen wohnt. Wenn also derartige Wohnungen für landwirtschaftliche Arbeiter überhaupt gebaut werden sollen, so kann es entweder nur durch größere Grundbesitzer auf ihren eigenen Gütern geschehen, oder in der Form der Gewährung von Einzeldarlehen an einzelne landwirtschaftliche Arbeiter. Insofern liegen aber die Verhältnisse in den einzelnen Teilen des Deutschen Reiches ganz verschieden. Im Westen des Deutschen Reiches sind große Güter nur vereinzelt vorhanden. Wo sie aber vorhanden sind, da liegen sie meistens in unmittelbarer Nähe von Dörfern, wo die landwirtschaftlichen Arbeiter regelmäßig ihre Wohnung finden. Es liegt also hier selten das Bedürfnis zur Errichtung von Arbeiterwohnungen auf den Gütern selbst vor. Im Osten des Deutschen Reiches liegen dagegen die Verhältnisse wesentlich anders. Dort sind die großen Güter die Regel, und sie liegen auch meistens entfernt von Ortschaften. Infolgedessen

wird hier das Bedürfnis zum Bau von Arbeiterwohnungen ein bei weitem größeres sein und es sind auch, so insbesondere von der Landes-Versicherungsanstalt Ostpreußen, Versuche gemacht, den Bau von landwirtschaftlichen Arbeiterwohnungen auf diesen großen Gütern in stärkerem Maßstabe zu bewirken. Dabei geht die Landes-Versicherungsanstalt Ostpreußen in Gemeinschaft mit dem dort bestehenden landschaftlichen Kreditinstitut vor, dergestalt, daß für die von der Landes-Versicherungsanstalt zum Bau von Arbeiterwohnungen gewährten Kapitalien in der Höhe des alljährlich zu zahlenden Zinses und Abtrages ein Rentenrecht grundbuchrechtlich eingetragen und von der Landschaft diesem Rentenrecht das Vorrecht vor der landschaftlichen Hypothek eingeräumt wird. Diese Art des Vorgehens hat den Vorzug, daß bei einer Zwangsversteigerung nicht das für die Arbeiterwohnungen verwendete Kapital vorerst herausgeboten und herausgezahlt werden muß, vielmehr nur die Rente in der grundbuchrechtlichen Höhe von dem neuen Erwerber zu übernehmen ist. Nach dieser Richtung sind aber erst seit einiger Zeit Versuche im Gange und es ist nicht zu sagen, ob dieses interessante Vorgehen der Landes-Versicherungsanstalt Ostpreußen einen großen Umfang annehmen wird.

Auf der anderen Seite sind im Westen des Deutschen Reiches von einer ganzen Reihe von Versicherungsanstalten einzelnen Arbeitern und insbesondere auch landwirtschaftlichen Arbeitern Darlehen zum Bau und Erwerb eines eigenen Hauses gegeben worden, und in dieser Form kann wenigstens im Westen der Bau von landwirtschaftlichen Arbeiterwohnungen erheblich gefördert werden. Im Osten des Deutschen Reiches wird diese Art der Beförderung des ländlichen Arbeiterwohnungsbaues nicht gut durchführbar sein, weil innerhalb der großen geschlossenen Güter für die einzelnen Arbeiter keine Möglichkeit besteht, sich einen eigenen Bauplatz in der Nähe des Gutshofs zu erwerben und auf diese Weise zum eigenen Besitz zu kommen. Die Verhältnisse liegen also in den einzelnen

Teilen des Deutschen Reiches sehr verschieden; was im Osten möglich ist, läßt sich im Westen nicht durchführen und umgekehrt. Aber zu wünschen wäre es, wenn die Gewährung erheblicherer Mittel an die landwirtschaftliche Bevölkerung zum Arbeiterwohnungsbau sich in irgend einer Weise in größerem Umfange ermöglichen ließe, damit die an sich nicht zu leugnende Tatsache der geringeren Berücksichtigung der Landwirtschaft aus der Welt geschafft würde. An dem guten Willen der Versicherungsanstalten wird es nicht fehlen, doch kommt es hierbei weniger auf den guten Willen der Versicherungsanstalten als auf die Nachfrage der darlehensuchenden landwirtschaftlichen Bevölkerung an und in dieser Beziehung ist die Nachfrage unzweifelhaft bisher eine äußerst geringe gewesen.

Das ist in großen Zügen das Bild, wie die Vermögensverwaltung der Versicherungsanstalten und Kasseneinrichtungen im Deutschen Reiche im Rahmen der reichsgesetzlichen und landesgesetzlichen Vorschriften sich entwickelt und entfaltet hat. Das Bild zeigt, daß die Anstalten bestrebt gewesen sind, ihre großen sozialpolitischen Aufgaben auch auf dem Gebiete der Vermögensverwaltung nach Kräften zu lösen. Auf diesem Gebiete ihrer Verwaltungstätigkeit haben die deutschen Versicherungsanstalten sich keineswegs durch den Gedanken leiten lassen, die Vermögensverwaltung möglichst einfach zu gestalten. Das wäre ihnen leicht möglich gewesen, wenn sie sich darauf beschränkt hätten, alle ihre Kapitalien in zinstragenden Wertpapieren des Deutschen Reiches, der Bundesstaaten und Kommunen anzulegen. Die Versicherungsanstalten haben aber diesen Weg zumeist nicht gewählt. Sie haben im Gegenteil das Bestreben betätigt, die ungeheueren Kapitalien möglichst werbend anzulegen, außerdem aber auch tunlichst die Kapitalanlagen innerhalb der für die einzelne Anstalt gegebenen geographischen Zuständigkeit zu bewirken und hierdurch der Bevölkerung den Segen ihrer Tätigkeit sichtbar

vor Augen zu führen. Vor allen Dingen aber haben die Versicherungsanstalten und Kasseneinrichtungen es bisher für ihre vornehmste Aufgabe gehalten, die Kapitalien auch sozialpolitisch richtig zu verwalten und wo es auch nur galt, gemeinnützige Bestrebungen zu fördern, mit ihren reichen Mitteln einzuspringen. Die große Zahl der geschaffenen Volksheilstätten, Krankenhäuser und Genesungshäuser zeigt, was die Anstalten auf diesem Gebiete geleistet haben, und wenn es heutzutage einem größeren Prozentsatz unserer Arbeiterbevölkerung vergönnt ist, in gesunden und preiswürdigen Wohnungen mit ihren Familien zu wohnen, so ist das nicht zum mindesten eine Wirkung der sozialpolitisch richtigen Vermögensverwaltung der deutschen Versicherungsanstalten und Kasseneinrichtungen.

---

Mit Durchführung desselben sind betraut entweder die unteren Verwaltungsbehörden, oder, da, wo Rentenstellen errichtet sind, diese letzteren.

INTERNAT. ARBEITERVERSICHERUNGS-KONGRESS.
*7. Tagung. — Wien. — 17. bis 23. September 1905.*

# DAS VERFAHREN
BEI DER
# ERHEBUNG VON RENTENANSPRÜCHEN
## (MITWIRKUNG DER ÄRZTE, DER UNTEREN VERWALTUNGSBEHÖRDEN, RENTENSTELLEN)
AUF DEM
## GEBIETE DER INVALIDENVERSICHERUNG UND BEI DER ENTSCHEIDUNG ÜBER SIE

VON
FRANZ APPELIUS
LANDESRAT (LANDES-VERSICHERUNGSANSTALT RHEINPROVINZ).

Die Entscheidung über Rentenansprüche auf Grund des Invalidenversicherungsgesetzes vom 13. Juli 1899 erfolgt in einem geordneten instanziellen Verfahren.

Die drei Instanzen sind der Vorstand der Landes-Versicherungsanstalt, das Schiedsgericht für Arbeiterversicherung, das Reichs-Versicherungsamt.

Diesem instanziellen Verfahren hat ein vorbereitendes vorzugehen, welches in den §§ 112, 57 bis 64, 79 bis 86 des Gesetzes geordnet ist.

Zweck dieses letzteren Verfahrens ist, die Entscheidung der eigentlichen Instanzen durch hinreichende Aufklärungen an Ort und Stelle vorzubereiten und ohne eine Entscheidung in der Sache selbst zu treffen, sich gutachtlich über dieselbe zu äußern.

## I. Das vorbereitende Verfahren.

Mit Durchführung desselben sind betraut entweder die unteren Verwaltungsbehörden, oder, da, wo Rentenstellen errichtet sind, diese letzteren.

## 1. Die unteren Verwaltungsbehörden.

### a) Vorbereitung.

In welchen Formen — formell und materiell — sich das Verfahren im Speziellen abspielt, regelt teilweise das Gesetz, teilweise die auf Grund des § 64, Absatz 4 von den Landes-Zentralbehörden erlassenen besonderen Anweisungen über das Verfahren vor den unteren Verwaltungsbehörden. (Vergl. z. B. für Preußen die Anweisung vom 15. November 1904, M. Bl. H. u. G. S. 466.)

Es lassen sich zwei Formen des Verfahrens unterscheiden, eine einfache, in der die untere Verwaltungsbehörde sich nach Abschluß der Verhandlungen nur gutachtlich äußert und eine erweiterte, in welcher das Gutachten erst nach einer unter Zuziehung von Beisitzern erfolgten mündlichen Verhandlung abgegeben werden kann.

**Anmeldung.** Der Anspruch auf Bewilligung einer Rente ist bei der zuständigen unteren Verwaltungsbehörde anzumelden; maßgebend für die Zuständigkeit ist der Wohnort oder Beschäftigungsort des Versicherten oder, wenn er solche im Inland nicht mehr hat, der letzte Wohn- oder Beschäftigungsort.

Die Landes-Zentralbehörde kann anordnen, daß die Anmeldung bei einer anderen Behörde rechtswirksam erfolgen darf, als solche sind die Gemeindebehörden in Preußen, Bayern, Sachsen, Württemberg, Baden, Hessen, Sachsen-Weimar bezeichnet worden.

Die Anmeldung kann schriftlich oder zu Protokoll [1]) erfolgen, sie muß einen bestimmten Antrag auf Invaliden- oder Kranken- oder Altersrente enthalten; von dem Antragsteller müssen ferner die zur Begründung seines Anspruches dienenden

**Beweisstücke.** Beweisstücke gemäß § 112 des Gesetzes selbst beigebracht werden. Zu diesen Beweisstücken gehören die letzte Quittungs-

[1]) Das Datum des Einganges des Antrages ist wichtig, da nach § 41, Absatz 3, für Zeiten, die beim Eingang des Antrages länger als ein Jahr zurückliegen, die Rente nicht gewährt werden darf.

karte, Aufrechnungsbescheinigungen, Geburtsurkunden, Arbeits- und Krankheitsbescheinigungen, Militärpässe etc. und insbesondere zum Nachweise der Invalidität ein ärztliches Zeugnis. Die Kosten eines solchen Attestes hat grundsätzlich — wie auch das Reichs-Versicherungsamt (Amtliche Nachrichten 1900, S. 826) und mit ihm fast die ganze Praxis annimmt — der Antragsteller selbst zu tragen. Um ihm die Beibringung eines solchen zu erleichtern, zahlen jedoch die meisten Landes-Versicherungsanstalten für ärztliche Gutachten — insbesondere für solche, welche auf dem von ihnen vorgeschriebenen Formular ausgestellt sind — Zuschußhonorare in der Höhe von 3 bis 6 Mark. (Des Beispiels halber werde ich während des Kongresses die bei der Landes-Versicherungsanstalt Rheinprovinz zurzeit gebräuchlichen Formulare denen, die es interessiert, zur Verfügung stellen. Das gleiche gilt von den im weiteren Verlauf des Referats erwähnten Formularen, Fragebogen, Mustern.) Für mittellose Versicherte tritt auch wohl die Armenverwaltung ein, welche sich die verauslagten Kosten aus der später bewilligten Rente erstatten lassen kann. Bei Versicherungsanstalten, welche Vertrauensärzte angestellt haben, können resp. sollen die Versicherten sich auch an diese zwecks Ausstellung der Gutachten wenden. Ganz besonders bevorzugt ist selbstredend die Ausstellung der Atteste durch die behandelnden Ärzte, welche den Antragsteller kennen und im allgemeinen am besten in der Lage sind, seinen Zustand zutreffend zu begutachten. Im übrigen besteht freie Arztwahl.

**Ärztliche Atteste.**

Der angemeldete Antrag ist demnächst an die vorbereitende Behörde weiter zu reichen; solche ist die untere Verwaltungsbehörde, doch kann die höhere Verwaltungsbehörde bestimmen, daß die den Antrag entgegennehmende Behörde auch gleichzeitig zunächst alle vorbereitenden Schritte tut und die schon so vorbereitete Sache der unteren Verwaltungsbehörde zum weiteren Befinden einreicht. Dieses zur Beschleunigung der Sache dienende Verfahren ist z. B. in Preußen durchgeführt.

**Vorbereitende Behörde.**

**Prüfung des Antrages.**

Der unteren Verwaltungsbehörde liegt zunächst die Prüfung des Antrages und seiner Beweisstücke ob. Fast durchgängig haben die Versicherungsanstalten Fragebogen zu den Anträgen eingeführt, welche ein Bild der gesamten für die Beurteilung des Rentenanspruches wichtigen tatsächlichen und rechtlichen Verhältnisse darstellen und die Prüfung durch die untere Verwaltungsbehörde wesentlich erleichtern.

**Klarstellung des Sachverhaltes.**

Die letztere hat alle zur Klarstellung des Sachverhaltes erforderlichen Erhebungen anzustellen; soweit dies Ziel an der Hand der Fragebogen nicht schon erreicht wird und umfangreichere Feststellungen erforderlich werden, muß sie besondere Verhandlungen aufnehmen lassen, die Nachbringung fehlender Beweisstücke verlangen etc.; sie hat ferner durch persönliche Anhörung der Antragsteller und von Auskunftspersonen, zu deren Vernehmung sie befugt ist, die Aufklärung aller Zweifel herbeizuführen. Insbesondere bezieht sich das auf die für Beurteilung der Versicherungspflicht, des Versicherungsrechts oder der Erfüllung der Wartezeit bei jeder Art von Renten maßgebenden tatsächlichen Verhältnisse; die Frage, ob die Beitragsleistung in Ordnung ist und ob die Anwartschaft gewahrt ist, ist eventuell an der Hand der einzufordernden Quittungskarten zu prüfen, die Einziehung fälliger rückständiger Marken ist in den gesetzlichen Grenzen zu veranlassen, die Krankheiten und Militärdienstleistungen sind auf ihre Anrechenbarkeit zu prüfen.

**Mitwirkung der Ärzte.**

Bei Invalidenrentenansprüchen steht im Vordergrund des Interesses die Frage nach der Erwerbsunfähigkeit: ob eine solche im gesetzlichen Sinne überhaupt besteht, nicht bloß Berufsinvalidität, ob sie nur vorübergehend, ob sie dauernd ist, ob sie sich durch ein einzuleitendes Heilverfahren beseitigen läßt oder nicht. Über diese Fragen muß das ärztliche Gutachten Aufschluß geben, Sache der vorbereitenden Behörde ist es jedoch zunächst, die Grenzen festzulegen, nach welchen im Einzelfall sich nach den gesetzlichen Bestimmungen Erwerbsfähigkeit und -unfähigkeit trennen, d. h. das für die Entscheidung

des Arztes im Einzelfall maßgebende Normalverdienst, wie es sich aus § 5, Absatz 4 des Gesetzes berechnet, dem Arzt anzugeben. Sie muß ferner den Arzt darüber aufklären, was unter Erwerbsunfähigkeit im gesetzlichen Sinne, was unter dauernder, was unter vorübergehender Erwerbsunfähigkeit zu verstehen ist, ob und welche Maßnahmen zur Hebung und Beseitigung derselben möglich sind etc.

Die Beurteilung des Gesundheitszustandes und der Frage, ob bei Annahme der Normalverdienstgrenze der Antragsteller erwerbsunfähig, ob vorübergehend, ob dauernd ist, das heißt die medizinische Beurteilung des Falles, ist zunächst Sache des Arztes; doch ist dieses Votum für die untere Verwaltungsbehörde nicht bindend, sie hat sich vielmehr unter Berücksichtigung der Gesamtverhältnisse des Falles — insbesondere auch der Aussagen von Auskunftspersonen — ein selbständiges Urteil über das Vorliegen der Erwerbsunfähigkeit zu verschaffen.

Liegt ein ärztliches Gutachten nicht vor, so hat die untere Verwaltungsbehörde die Untersuchung des Antragstellers, eventuell durch die Vertrauensärzte der Versicherungsanstalt, und die Abgabe eines Gutachtens herbeizuführen; wenigstens ist dies im allgemeinen der Fall, indes gibt es auch Fälle — und die preußische Anweisung zählt dieselben besonders auf — in denen sich die besondere ärztliche Begutachtung erübrigt, sei es daß die Erwerbsunfähigkeit augenscheinlich erkennbar oder durch einen bereits entschädigten Unfall herbeigeführt ist, oder daß wegen Erlöschens der Anwartschaft, Nichterfüllung der Wartezeit, wegen Nichtvorliegens der Versicherungspflicht oder -Berechtigung der Antrag doch unbegründet sein würde.

**Einforderung von Akten.**

Von besonderer Wichtigkeit ist es für die untere Verwaltungsbehörde, daß sie in Fällen, in denen der Versicherte schon Ansprüche gegenüber der Versicherungsanstalt, sei es im Heilverfahren oder Rentenverfahren, oder gegenüber einer Berufsgenossenschaft wegen eines Unfalles erhoben hat, sich die betreffenden Akten einfordert, wodurch das Gesamtbild

über den Antragsteller und seine Ansprüche nur vervollständigt werden kann. Hier spielt auch die Frage, ob die Erwerbsunfähigkeit lediglich auf einen Unfall zurückzuführen ist, wodurch der Anspruch auf Invalidenrente ausgeschlossen sein würde, eine wichtige Rolle.

**Bedeutung des vorbereitenden Verfahrens.**

Die Tätigkeit der vorbereitenden Behörde in Aufklärung aller Einzelheiten ist deshalb eine so wichtige, weil sie den Verhältnissen näher steht als die Instanzen, und in persönlichen Verkehr mit dem Versicherten, seinen Arbeitgebern, seinen Nachbarn treten kann, respektive, falls sie auf dem Lande wegen räumlicher Ausdehnung hierzu nicht in der Lage ist, durch die ihr untergegebenen Organe die erforderlichen Aufklärungsdienste vornehmen lassen kann. Je gründlicher diese erfolgen, desto mehr ist den Instanzen damit gedient, desto weniger Rückfragen werden später nötig, desto mehr werden begründete und unbegründete Ansprüche gesichtet werden können; zur Erreichung dieses Zieles ist aber die Benutzung eingehender Fragebogen nicht genug anzuraten.

### b) Begutachtung.

Erachtet die untere Verwaltungsbehörde den Fall für reif, um ihn zu begutachten, so sind drei Fälle zu unterscheiden:

1. sie hält den Antrag für begründet, oder
2. sie hält ihn mangels Vorliegens der Versicherungspflicht oder des Versicherungsrechts oder der Erwerbsunfähigkeit im gesetzlichen Sinne oder weil die Anwendung der §§ 17 und 22 des Gesetzes geboten erscheint, für nicht begründet, oder
3. sie hält ihn aus anderen Gründen, zum Beispiel, weil die Wartezeit mangels Beitragsleistung nicht erfüllt ist oder weil die Anwartschaft erloschen ist, für nicht begründet.

Treffen die Fälle zu 1 und 3 zu, so reicht die untere Verwaltungsbehörde die Akten der ersten Instanz, dem Vorstande der Landes-Versicherungsanstalt, mit einem schriftlichen

Gutachten, das sich auf die zu 2 erwähnten Punkte unbedingt erstrecken und sich auch über alle diejenigen Fragen, welche für die Entscheidung der ersten Instanz von Belang erscheinen, verbreiten muß, zur Entscheidung ein. Für diese Gutachten hatte die frühere preußische Anweisung bestimmte Muster vorgeschrieben, welche auch jetzt noch teilweis in Gebrauch sind.

**Einfaches Gutachten.**

Hält die untere Verwaltungsbehörde den Antrag in den Fällen zu 2 und 3 für unbegründet, so kann sie zunächst den Antragsteller entsprechend belehren und ihm die Zurückziehung seines Antrages oder wenn die Mängel sich noch später beseitigen lassen, die vorläufige Zurückziehung anheimgeben. Lehnt der Antragsteller dies ab, so muß [1]), bevor die untere Verwaltungsbehörde sich gutachtlich zu dem Antrage äußert, sie im Fall 2: nämlich, soweit die Unbegründetheit hervorgerufen ist durch Fragen der Versicherungspflicht, des Versicherungsrechtes und des Maßes der Erwerbsfähigkeit [2]) den Antrag in mündlicher Verhandlung unter Zuziehung eines Vertreters der Arbeitgeber und der Versicherten erörtern. Von dem Termin ist der Antragsteller zu benachrichtigen, er ist zu laden, wenn seine Anwesenheit erforderlich erscheint oder wenn er es beantragt. In dem Termin, zu dem auch Zeugen und Sachverständige geladen werden können, ist der

**Gutachten nach mündlicher Verhandlung.**

---

[1]) Die Bestimmungen über die mündlichen Verhandlungen sind zwingender Natur. Ihre Unterlassung bildet, wie das Reichs-Versicherungsamt in wiederholten Entscheidungen angenommen hat, einen wesentlichen Mangel des Verfahrens, der in der Revisionsinstanz zur Aufhebung des Urteils und Zurückverweisung führt.

[2]) In Übereinstimmung mit Rosin (das Recht der Arbeiterversicherung II. Band 1905) S. 761, der Praxis des R. V. Amtes und der preußischen Anweisung.

Ist die Unbegründetheit durch andere im Gutachten zu berücksichtigende Fragen, insbesondere durch Nichterfüllung der Wartezeit wegen nicht genügender Beitragsleistung und durch Verlust der Anwartschaft hervorgerufen, so hat eine mündliche Verhandlung nicht stattzufinden. Diese Gründe sind nur in dem der ersten Instanz einzureichenden Gutachten zu erwähnen.

Fall eingehend zu erörtern und schließlich das Gutachten über die oben erwähnten Punkte zu erstatten, wobei aus dem Protokoll ersichtlich sein muß, wie der Vorsitzende und die Beisitzer gestimmt haben. Mit dem Protokoll und dem Gutachten werden dann die Akten der ersten Instanz eingereicht.

**Zurückverweisung an die vorbereitende Behörde.**

Glaubt die erste Instanz, dem für Gewährung einer Rente abgegebenen Gutachten nicht entsprechen zu können, so hat sie die Sache, soweit es sich um die Frage der Versicherungspflicht oder des Versicherungsrechtes oder um das Maß der Erwerbsfähigkeit handelt, an die untere Verwaltungsbehörde zur Anhörung der Beisitzer zurückzugeben. Sie kann auch verlangen, daß dieselben über andere Fragen gehört werden und daß das Gutachten erst daraufhin erstattet werde.

**Vorbereitender Charakter.**

Der Charakter des Verfahrens vor der unteren Verwaltungsbehörde als eines vorbereitenden zeigt sich auch darin, daß das Verfahren vor ihr nicht erst auf jeden Fall abgeschlossen sein muß, bevor die untere Verwaltungsbehörde mit der ersten Instanz in Verbindung tritt. Hat erstere zum Beispiel Zweifel an der Versicherungspflicht oder der Erwerbsunfähigkeit des Antragstellers, so ist es ihr unbenommen, bei der Versicherungsanstalt anzufragen, ob sie diese Zweifel teile, oder ob sie bereits auf Grund des vorliegenden Materials anerkenne, ob sie noch weitere Erhebungen, insbesondere eine Beobachtung des Antragstellers wünsche oder selbst vornehmen lassen wolle etc. Durch dieses Hand in Hand arbeiten werden oft Zeit und Kosten gespart.

## 2. Rentenstellen. (§ 79 ff.)

Die Wahrnehmung der Geschäfte der unteren Verwaltungsbehörden hinsichtlich Entgegennahme, Vorbereitung und Begutachtung von Rentenanträgen kann durch Rentenstellen erfolgen, deren Errichtung in erster Linie Sache der Versicherungsanstalten ist. In materieller Hinsicht spielt sich das Verfahren ebenso wie vor den unteren Verwaltungsbehörden ab, in

formeller Hinsicht wird das Verfahren durch den Vorstand der Versicherungsanstalt geregelt.

Nach dem § 86 des Gesetzes ist es auch zulässig, den Rentenstellen statt der Begutachtung der Rentenanträge die Beschlußfassung in erster Instanz zu übertragen.

Bisher sind nur zwei Rentenstellen, die eine in Oberschlesien, die andere für die Westerwaldkreise in Hessen-Nassau errichtet.

### 3. Kosten.

Die Kosten des Verfahrens der vorbereitenden Behörden trägt im allgemeinen die Versicherungsanstalt.

## II. Die Entscheidung.

### a) In erster Instanz.

Der Vorstand der Landes-Versicherungsanstalt, dem die erstinstanzliche Entscheidung obliegt, ist eine öffentliche Behörde und behält die Eigenschaft auch dann, wenn er in zweiter Instanz die Rolle einer Partei übernimmt. Kraft dieser Eigenschaft hat er nicht einseitige subjektive Parteiinteressen zu vertreten, sondern in jeder Lage des Verfahrens darauf zu halten, daß objektiv Recht geschaffen wird. Er hat deshalb den Antrag in rechtlicher und tatsächlicher Hinsicht selbständig zu prüfen, ohne an das Gutachten der unteren Verwaltungsbehörde oder Rentenstelle gebunden zu sein, oder sich dem Urteil anderer Behörden oder Personen über dem Antrage beigefügte Beweisstücke anschließen zu müssen. Er hat vielmehr, falls das ihm von der vorbereitenden Behörde unterbreitete Material zur Anerkennung des Anspruches, das heißt zu einer Festsetzung der Rente nicht ausreicht, die erforderlichen ergänzenden Ermittelungen vorzunehmen, er kann bei zweifelhafter Erwerbsfähigkeit oder -unfähigkeit trotz des ablehnend lautenden Gutachtens der unteren Verwaltungsbehörde noch Beob-

achtungen des Antragstellers in Beobachtungsstationen, Krankenhäusern, Heilstätten anordnen und auf diese Weise doch die Berechtigung des Anspruches feststellen. Insbesondere findet bei vielen Versicherungsanstalten eine Nachbegutachtung der ärztlichen Atteste durch einen Vertrauensarzt, sogenannten ärztlichen Beirat, statt.

Über die Festsetzung der Rente oder über deren Ablehnung ist ein berufungsfähiger, im letzteren Falle mit ausführlicher Begründung zu versehender Bescheid zu erlassen, der die sogenannte Berufungsklausel enthalten muß.

Ist die Erwerbsunfähigkeit des Antragstellers durch einen Unfall herbeigeführt, welcher nach den Unfallgesetzen zwar zu entschädigen, aber noch nicht entschädigt ist, so darf hierauf die Ablehnung des Invalidenanspruches nicht gestützt werden; die Rente ist vielmehr festzusetzen vorbehaltlich des Regreßanspruches, den die Versicherungsanstalt gegenüber der Berufsgenossenschaft hat.

### b) In zweiter Instanz.

Gegen sämtliche Bescheide des Vorstandes findet die Berufung an das Schiedsgericht für Arbeiterversicherung statt, sei es nun, daß die Berufung sich richtet gegen Beginn und Höhe der Rente oder gegen die Ablehnung des Antrages. Dem Schiedsgericht ist das gesamte Aktenmaterial zu unterbreiten, es entscheidet über alle tatsächlichen und rechtlichen Verhältnisse nach freiem Ermessen, es kann insbesondere neue Beweise erheben und die vorhandenen ergänzen. Kommt es zu einer Zubilligung der Rente, so hat es Beginn und Höhe festzusetzen.

### c) In dritter Instanz.

Gegen die Entscheidung des Schiedsgerichtes steht sowohl dem Antragsteller wie dem Vorstand der Versicherungsanstalt das Rechtsmittel der Revision zu, welche nur darauf gestützt werden kann:

1. daß die angefochtene Entscheidung auf der Nichtanwendung oder auf der unrichtigen Anwendung des bestehenden Rechtes oder auf einem Verstoße wider den klaren Inhalt der Akten beruhe,
2. daß das Verfahren an wesentlichen Mängeln leide.

Die Revision des Vorstandes hat nur insoweit aufschiebende Wirkung, als er die Rente für die vor dem Erlaß des schiedsgerichtlichen Urteiles liegende Zeit einstweilen nicht zur Auszahlung zu bringen braucht, er darf aber die Zahlung der Rente für die Zeit vom Erlaß der Entscheidung ab nicht ablehnen.

Über die Revision entscheidet das Reichs-Versicherungsamt zu Berlin.

---

## III. Die Wiederholung von Rentenanträgen.

Hier ist zu unterscheiden zwischen Rentenanträgen, deren Abweisung eine definitive ist und deren Abweisung sich nur als eine solche auf Zeit darstellt.

Die letzteren Anträge, zum Beispiel solche auf Invalidenrente, bei denen Erwerbsunfähigkeit noch nicht vorlag, oder solche auf Altersrente, bei denen die gesetzliche Wartezeit noch nicht erfüllt war, können, wenn die nachträgliche Erfüllung nachgewiesen wird, wiederholt werden. Bei den ersteren besteht noch die Besonderheit, daß die Wiederholung innerhalb eines Jahres seit Zustellung der endgültig ablehnenden Entscheidung nur dann zulässig ist, wenn glaubhaft bescheinigt wird, daß inzwischen Umstände eingetreten sind, aus denen sich das Vorhandensein der dauernden Erwerbsunfähigkeit des Antragstellers ergibt. Sofern eine solche Bescheinigung nicht beigebracht wird, hat die untere Verwaltungsbehörde oder Rentenstelle den vorzeitig wiederholten Antrag auf Rente durch Verfügung, gegen welche ein Rechtsmittel nicht zulässig ist, zurückzuweisen.

Definitiv abgewiesene Rentenansprüche können dann nicht erneuert werden, wenn es sich nur um Nachbringung von früher unterlassenen Beweisen handelt; wenigstens liegt in diesen Fällen keine Verpflichtung des Vorstandes der Landes-Versicherungsanstalt vor, in eine erneute Prüfung der rechtskräftig entschiedenen Sache einzutreten, wozu er allerdings aus Billigkeitsgründen jederzeit befugt ist.

Anders gestaltet sich die Sache bei definitiv abgewiesenen Ansprüchen, bei denen ein neuer Anspruch auf Tatsachen gestützt und bewiesen wird, welche nach Erlaß der ersten rechtskräftigen Abweisung sich ereignet haben. Zum Beispiel: Ein als dauernd für erwerbsunfähig erklärter Antragsteller ist mangels Erfüllung der Wartezeit abgewiesen worden; er wird später wieder erwerbsfähig, arbeitet und stellt bei erneutem Eintritt der Erwerbsunfähigkeit neuen Antrag auf Invalidenrente. Hier besteht unter Umständen für die Versicherungsanstalt die Pflicht, gegenüber diesem neuen Antrag formell in eine neue Prüfung, welche dann die dem früheren Antrage zu Grunde liegenden tatsächlichen und rechtlichen Verhältnisse ebenfalls mitbegreifen muß, einzutreten.

Auch eine Wiederaufnahme des Verfahrens gegenüber einer rechtskräftigen Entscheidung nach den Vorschriften der §§ 578 bis 591 der Reichs-Zivilprozeßordnung ist statthaft.

INTERNAT. ARBEITERVERSICHERUNGS-KONGRESS.
*7. Tagung. — Wien. — 17. bis 23. September 1905.*

# DIE ABHÄNGIGKEIT
DER
# INVALIDITÄTSWAHRSCHEINLICHKEIT DER ANGESTELLTEN
VON DER
## ANZAHL DER DIENSTJAHRE.

(IN AUSFÜHRUNG DES ARBEITSPROGRAMMES DER MATHEM.-STATIST. VEREINIGUNG DES ÖSTERREICHISCH-UNGARISCHEN VERBANDES DER PRIVAT-VERSICHERUNGS-ANSTALTEN)

VON
**PROF. DR. ERNST BLASCHKE**
K. K. REGIERUNGSRAT IN WIEN.

Mancherlei Umstände lassen von Vornherein vermuten, daß die Invaliditätswahrscheinlichkeiten der Angestellten (der Beamten des Staates oder privater Unternehmungen) insbesondere dann von der Dienstzeit abhängen, wenn mit der Dienstesstellung Pensionsansprüche verknüpft sind. Einerseits ist nämlich einleuchtend, daß die stete und daher einseitige Verwendung derselben körperlichen und geistigen Kräfte und Fähigkeiten, wie sie im dermaligen Wirtschaftsbetriebe von den Bediensteten erfordert wird, die relativ rasche Verminderung beziehungsweise den häufigen Verlust der Berufsfähigkeit zur Folge haben muß; andererseits werden den Invaliden für längere Dienstdauern in der Regel materielle Vorteile geboten. Und dieser letztere Umstand dürfte auf die Frequenz des Eintrittes der Invalidität um so größeren Einfluß gewinnen, als die letztere kein fester Begriff ist, es vielmehr vielfach vom Willen der Bediensteten abhängt, im Zustande scheinbarer Validität ihren Dienstesobliegenheiten zu entsprechen und hiedurch den Zeitpunkt der Dienstesenthebung hinauszuschieben, sowie ja auch der Dienstgeber durch Berück-

sichtigung der individuellen Verhältnisse zur Erleichterung der Dienstesverrichtungen und daher zur Schonung der Kräfte beziehungsweise sogar zur klaglosen Arbeitsleistung im Zustande der Invalidität beitragen kann.

Schließlich spricht für diese Abhängigkeit auch noch die Analogie mit anderen statistischen Erscheinungen. Fast alle im Versicherungswesen verwendeten Wahrscheinlichkeiten (die Sterbens-, Invaliditäts- und Unfallswahrscheinlichkeiten) hängen von der Dauer des Versicherungsverhältnisses ab: die Sterbenswahrscheinlichkeit der Versicherten von der Vertragsdauer; die Invaliditäts- und Unfallswahrscheinlichkeit in den staatlichen Zwangskassen von der Dauer des Bestandes der Einrichtung.

Bei solchen Erwägungen muß es Wunder nehmen, daß die in Rede stehende Abhängigkeit noch in keiner Weise untersucht wurde. Die Mühe, welche mit derlei Forschungen immerhin verbunden ist, kann nicht als ausreichender Grund hiefür angesehen werden: die Versicherungstechnik ist bisher in allen auftauchenden Fragen über die sich bietenden Schwierigkeiten zur Erkenntnis vorgedrungen. Wohl aber scheint die Durchführung der Arbeit durch eine allerdings schwer abzuweisende Erwägung, nämlich die Vorstellung behindert worden zu sein, daß, streng genommen, die Abnützung der im Berufe tätigen Kräfte und Fähigkeiten bereits mit der Vorbereitung zum Berufe, dem Studium, der probeweisen Verwendung oder anderweitigen vorausgehenden Berufsbeschäftigung beginnt und bei Berücksichtigung dieses Umstandes ja doch für das Gros der Fälle der ideale Eintritt in die Berufstätigkeit fast in das gleiche Alter zu setzen wäre.

Aus solchem Grunde habe denn auch ich nicht gewagt, der von mir schon längst gefaßten Vermutung über den Bestand der Abhängigkeit der Invaliditätswahrscheinlichkeit von der Dienstzeit Ausdruck zu geben, insolange sie nicht an einem vertrauenswerten Material bewiesen war. Ich danke es daher der Direktion der k. k. priv. Kaiser Ferdinands-Nordbahn

in Wien, daß sie mir das Material ihres Pensionsfondes bereitwilligst überließ, sowie dem österreichisch-ungarischen Verband der Privat-Versicherungsanstalten, daß er die Mittel zur Aufbereitung des Materiales beistellte und mir in der Person des Dr. Rosmanith, des Leiters der Zentralstelle zur Herstellung einer Sterbetafel von österreichisch-ungarischen Versicherten, einen verläßlichen Mitarbeiter für die Bewältigung der überaus mühsamen Zählarbeiten lieh. Zwar ist das Material klein, und konnte nicht einmal als ein einheitliches Ganzes behandelt werden, weil die Erhebungen getrennt nach mehreren Kategorien von Bediensteten gepflogen werden mußten. Aber die Homogenität in diesen Teilen, welche nicht zum Mindesten durch den langen Bestand der Verkehrsunternehmung gewährleistet wurde, sichert einerseits seine statistische Überlegenheit über dergleichen sonstige Beobachtungsmaterialien, andererseits aber auch die hinreichende Erfüllung des angestrebten Zweckes der vorliegenden Arbeit, nämlich die Tatsache der Abhängigkeit selbst — wenn auch nicht deren genauen ziffermäßigen Ausdruck — festzustellen.

## I. Die Grundlagen der Beobachtung.

Aus den für die Beurteilung der Vorteile einer längeren Dienstzeit maßgebenden Bestimmungen des Statutes des Pensionsfondes der Nordbahnbediensteten ist zu entnehmen, daß die Angestellten im Falle der Invalidität nach 10jähriger Dienstzeit einen Pensionsanspruch im Ausmaße von 40% ihres jeweiligen Gehaltes haben und daß dieser Anspruch beim Nichtfahrpersonal mit jedem weiteren Dienstmonat um $^1/_6$%, beim Fahrpersonal um $^1/_4$% (i. e. für jedes weitere Dienstjahr um 2% beziehungsweise 3% des Gehaltes) bis zum vollen Gehalte anwächst. Eine Alterspension wird nicht gewährt.

Das gesamte Beobachtungsmaterial war auf Karten (fishes) aufgetragen, welche u. a. nebst dem Namen des Bediensteten und dem Dienstescharakter

a) das Geburtsdatum,
b) das Datum des Eintrittes in den Pensionsfond,
c) das Datum der Pensionierung nach Jahr, Monat und Tag enthielten.

Ferner war das Material nach drei Hauptgruppen eingeteilt und zwar nach

a) Nichtfahrpersonal mit Beamtencharakter,
b) Nichtfahrpersonal mit Unterbeamten- und Dienercharakter,
c) Fahrpersonal.

Die Beobachtung erstreckte sich auf die Invaliditätsfälle während zwölf Kalenderjahre (1893—1904); die übrigen für die Beurteilung des Umfanges des Materiales maßgebenden Ziffern erscheinen in der nachfolgenden Tabelle zusammengestellt.

| Dienstes-Kategorie | Zu Beginn der Periode vorhanden | Im Laufe der Untersuchungsperiode | | | | Am Ende der Periode vorhanden | Anzahl der Beobachtungs-jahre |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | ein-getreten | aus-getreten | ver-storben | invalide geworden | | |
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 |
| Beamte | 1.748 | 998 | 83 | 249 | 229 | 2.185 | 22.284·25 |
| Diener | 2.585 | 4.091 | 231 | 454 | 483 | 5.508 | 38.891·50 |
| Fahr-personal | 1.253 | 2.598 | 84 | 220 | 323 | 3.224 | 20.772·— |
| Summe | 5.586 | 7.687 | 398 | 923 | 1035 | 10.917 | 81.947·75 |

Die durchschnittliche Beobachtungsdauer währte für einen Bediensteten 8·82 Jahre.

## II. Die Aufbereitung des Materiales.

Von jedem der Bediensteten wurde nun aus den Angaben der Karte das Beitrittsalter zum Pensionsfonde, die Dienstdauer vor dem Eintritte in die Beobachtung und die Dienstdauer bis zum Eintritte der Pensionierung in ganzen Jahren ermittelt, und bei der Berechnung des Alters jeder Bruchteil unter $^1/_2$ Jahr vernachlässigt, $^1/_2$ Jahr und mehr jedoch mit 1 in Rechnung gestellt; bei der Berechnung der Dienstzeit jedoch jedes begonnene Jahr zunächst für voll gezählt. Hierauf wurde unter den Karten für jede der unterschiedenen drei Kategorien eine

doppelte Anordnung beziehungsweise doppelte Feststellung getroffen. Einerseits wurden nämlich dieselben nach Karten von Bediensteten gleichen Eintrittsalters zerlegt und die so geordneten Karten, soferne das Eintrittsdatum vor dem 1. Januar 1893 fiel, wieder in Unterabteilungen nach Dienstdauern bis zu diesem letzteren Termine zerlegt und sodann die Summen der Karten gleichen Eintrittsalters und gleicher Beobachtungsdauer ermittelt (Kolonne 2 des folgenden Formulars). Andererseits wurden die nach Eintrittsaltern schon geordneten Karten nach Dienstdauern bis zum Tage des Austrittes aus der Beobachtung zerlegt und die jeweils zugehörigen Zahlen der Ausscheidungen

wegen Invalidität nach einem Unfalle,
„ „ aus anderen Ursachen,
durch Tod nach einem Unfalle,
„ „ aus anderen Ursachen,
in Aktivität vor dem Zähltermin,
„ „ am „

(Kolonnen 4, 5, 6, 7, 8, 9 des folgenden Formulars) gleichfalls bestimmt.

Mit den auf solche Art gewonnenen Einzelresultaten wurde das Zählformular I mit folgendem Kopf ausgefüllt:

**Zählformular I.**

Eintrittsalter.....

| Jahre der Zugehörigkeit zum Pensionsfonde | Vorhanden am 1. Januar 1893 | Summe der Kol. 2 von unten mit Höherstellung um 1 Zeile | Ausgeschieden aus der Beobachtung: wegen Invalidität nach einem Unfalle | wegen Invalidität aus anderen Ursachen | durch Tod nach einem Unfalle | durch Tod aus anderen Ursachen | in Aktivität vor dem Zähltermin | in Aktivität am Zähltermin | Summe der Ausgeschiedenen vom selben Jahre der Zugehörigkeit | Summe der Ausgeschiedenen vom Jahre der Zugehörigkeit und den Folgejahren | Dreifache Zahl der Vorhandenen und Ausscheidungen in Aktivität Summe der 3-fachen Kol. 2 sowie der Kol 8 und 9 | Der vierte Teil der Kol. 12 | Zahl der ganzjährigen Beobachtungen Kol. 11 — Kol. 3 — Kolonne 13 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 |
| 1 | | | | | | | | | | | | | |
| 2 | | | | | | | | | | | | | |
| 3 | | | | | | | | | | | | | |

Das Zählformular ist ersichtlich ganz nach Analogie des aus der Sterblichkeitsmessung bekannten Zählformulars zur Bestimmung der Gesamtheiten von Lebenden und Toten entworfen und benützt den Grundsatz, daß die in einem bestimmten Alter und einer bestimmten Beobachtungsperiode vorhandenen Aktiven, also die Nennergesamtheit der Invaliditätswahrscheinlichkeit (abgesehen von Korrekturen wegen der innerhalb des Jahres Ein- und Austretenden) der Differenz aus der Summe aller nach dieser Beobachtungsperiode (wegen Todesfall, Invalidität, Erleben des Zähltermines oder aus sonstigen Ursachen) aus der Beobachtung Ausgetretenen und der Summe der nach dieser Beobachtungsperiode Eingetretenen gleichkommt.*)

*) Das Rechnungsverfahren wird übrigens genauer durch die nachstehende mathematische Darstellung erläutert.

Durch eine Vorzählung war konstatiert worden, daß Ein- und Austritte in die beziehungsweise aus der Beobachtung außer durch den Todes- und Invaliditätsfall fast ausschließlich am 30. Juni und 31. Dezember jeden Jahres stattfanden, die Eintretenden demnach im Eintrittsalter durchschnittlich $^1/_4$ Jahr und die Austretenden im Austrittsalter durchschnittlich $^3/_4$ Jahre unter Beobachtung standen. Bezeichnet man nun die zum selben Beitrittsalter gehörigen, im $k^{ten}$ Beobachtungsjahre in die Beobachtung Tretenden mit $e_k$, die gleicher Weise aus der Beobachtung im Zustande der Aktivität Tretenden mit $a_k$, die Ausscheidungen wegen Eintrittes des Todes oder der Invalidität mit $A_k$, so ergeben sich für das höchste ($n^{te}$) Beobachtungsjahr an ganzjährigen Beobachtungen:

$$N_n = \frac{3}{4}\left(a_n - e_n\right) + A_n;$$

für das vorausgehende ($n-1^{te}$) Beobachtungsjahr

$$N_{n-1} = \frac{3}{4}\, a_{n-1} + a_n - \left(\frac{3}{4}\, e_{n-1} + e_n\right) + A_{n-1} + A_n \text{ usf.}$$

allgemein demnach

$$N_{n-k} = \frac{3}{4}\, a_{n-k} + \sum_0^{k+1} {}^i a_{n-i} - \left(\frac{3}{4}\, e_{n-k} + \sum_0^{k+1} {}^i e_{n-i}\right) + \sum_0^{k} A_{n-i}$$

$$= \sum_0^{k} {}^i a_{n-i} - \sum_0^{k+1} {}^i e_{n-i} - \frac{1}{4}\left(a_{n-k} + 3\, e_{n-k}\right) + \sum_0^{k} A_{n-i}$$

dieser letzte Ausdruck findet sich in Kolonne 14. Die Höherstellung der Ergebnisse um 1 Zeile in Kolonne 3 erfolgte, damit die Korrektur wegen der vorzeitigen Ein- und Austritte nicht negative Werte annehmen könne.

Die Ausführung der im Formular genau beschriebenen Rechnungsoperationen führte zu den zwei für die Bestimmung der Invaliditätswahrscheinlichkeiten maßgebenden Beobachtungsdaten:

1. der Gesamtheit von Aktiven eines gleichen Beobachtungsalters und einer gleichen Beobachtungsdauer (Kol. 14),

2. der Gesamtheit von Invalidisierungen aus den erwähnten Gesamtheiten von Aktiven (Kol. 4 und 5).

Die Gesamtheiten wurden sodann je nach der Endabsicht, „die Abhängigkeit der Invalidität vom Alter" oder „die Abhängigkeit der Invalidität von der Vertragsdauer" zu erforschen, in Summarformulare der beiden folgenden Arten übertragen, welche die Gesamtheiten nur gleichen Alters oder nur gleicher Vertragsdauer enthielten.

**Zählformular II.**

Die Invaliditätswahrscheinlichkeit in ihrer Abhängigkeit vom Alter.

Alter n.

| Beitrittsalter | Versicherungsdauer | Gesamtheit der Aktiven | Gesamtheit der Invalidewerdenden | Invaliditätswahrscheinlichkeit für Altersklassen von je 5 Jahren |
|---|---|---|---|---|
| n | | | | |
| n—1 | | | | |
| n—2 | | | | |

**Zählformular II a.**

Die Invaliditätswahrscheinlichkeit in ihrer Abhängigkeit von der Dienstzeit.

Dienstzeit n.

| Beitrittsalter | Gesamtheit der Aktiven | Gesamtheit der Invalidewerdenden | Invaliditätswahrscheinlichkeit für Dienstdauern von je 5 Jahren |
|---|---|---|---|
| 16 | | | |
| 17 | | | |
| 18 | | | |
| 19 | | | |

Die vom Alter und der Dienstzeit abhängigen Ergebnisse fanden sich sodann als Teilresultate der letzten Vertikalkolonne der Formulare II bezw. II a.

Wegen der außerordentlichen Zersplitterung, welche das an sich geringe Beobachtungsmaterial durch die erwähnten Rechnungsoperationen erfuhr, erwies sich die schließliche Zusammenfassung desselben für größere Spatien der Dienstzeit und des Alters nötig. Es wurden demnach die Dienstdauern zwischen 3 und 7 Jahren als 5jährig, zwischen 8 und 12 Jahren als 10jährig u. s. f., allgemein zwischen $5n \pm 2$ als 5n-jährig, ebenso die Beobachtungsalter zwischen $5p \pm 2$ als 5p-jährig angenommen und die entsprechenden Beobachtungszahlen aus den Formularen II und II a summiert.

## III. Die Ergebnisse der Beobachtungen.

Aus den auf solche Art erhaltenen Grundzahlen wurden dreierlei Tafeln abgeleitet:

**1. Die 100fachen Invaliditätswahrscheinlichkeiten für Nordbahnbedienstete nach Altern.[1])**

| Alter in Jahren | Beamte | | | Unterbeamte u. Diener | | | Fahrpersonal | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Beobachtungsjahre | Invalide | 100facher Quotient | Beobachtungsjahre | Invalide | 100facher Quotient | Beobachtungsjahre | Invalide | 100facher Quotient |
| 23—27 | 379·— | — | — | 130·25 | — | — | 101·50 | — | — |
| 28—32 | 3.174·25 | — | — | 4.538·25 | — | — | 2.792·— | 1 | 0·036 |
| 33—37 | 3.955·50 | 3 | 0·076 | 7.872·50 | 14 | 0·178 | 5.330·25 | 8 | 0·150 |
| 38—42 | 3.682·75 | 7 | 0·190 | 7.943·— | 29 | 0·365 | 4.505·75 | 20 | 0·444 |
| 43—47 | 3.314·75 | 18 | 0·543 | 6.670·75 | 33 | 0·495 | 3.297·— | 21 | 0·637 |
| 48—52 | 3.060·75 | 25 | 0·817 | 5·217·25 | 65 | 1·246 | 2.224·— | 43 | 1·933 |
| 53—57 | 2.378·25 | 31 | 1·303 | 3.482·75 | 71 | 2·039 | 1.484·75 | 49 | 3·300 |
| 58—62 | 1.387·50 | 47 | 3·387 | 1.880·50 | 87 | 4·626 | 736·75 | 97 | 13·166 |
| 63—67 | 598·25 | 49 | 8·191 | 866·— | 109 | 12·587 | 220·— | 63 | 28·636 |
| 68—72 | 231·50 | 37 | 15·982 | 223·75 | 61 | 27·263 | 57·75 | 17 | 29·437 |
| 73—77 | 54·25 | 11 | 20·276 | 31·— | 12 | 38·710 | 5·— | 2 | 40·— |
| | 22.216·75[2]) | 228[2]) | | 38.856·00[2]) | 481 | | 20.754·75[2]) | 321[2]) | |

## 2. Die 100fachen Invaliditätswahrscheinlichkeiten für Nordbahnbedienstete nach Dienstzeiten.

| Dienstzeit in Jahren | Beamte | | | Unterbeamte u. Diener | | | Fahrpersonal | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Beobachtungen | Invalide | 100facher Quotient | Beobachtungen | Invalide | 100facher Quotient | Beobachtungen | Invalide | 100facher Quotient |
| 3—7 | 5.180·50 | — | 0·000 | 15.507·50 | 7 | 0·045 | 8.982·50 | 9 | 0·100 |
| 8—12 | 4.622 75 | 5 | 0·108 | 9.663·— | 52 | 0·538 | 5.330·25 | 27 | 0·507 |
| 13—17 | 3.449·— | 14 | 0·406 | 5.670·75 | 56 | 0·988 | 3.095·25 | 32 | 1·034 |
| 18—22 | 2.235·75 | 15 | 0·671 | 2.902·75 | 36 | 1·240 | 1.246·50 | 27 | 2·166 |
| 23—27 | 2.774·25 | 25 | 0·901 | 2.663·— | 95 | 3·567 | 1.243·75 | 53 | 4·261 |
| 28—32 | 2 438·75 | 41 | 1·681 | 1.809·— | 117 | 6·468 | 681·25 | 127 | 18·642 |
| 33—37 | 1.113·75 | 60 | 5·387 | 572·75 | 94 | 16·412 | 161·50 | 34 | 21.053 |
| 38—42 | 285·— | 31 | 10·877 | 91·— | 23 | 25·275 | 31·— | 13 | 41·935 |
| 43—47 | 135·75 | 26 | 19·153 | 11·75 | 1 | 8·511 | | | |
| 48—52 | 48·75 | 12 | 24·615 | | | | | | |
| Summe | 22.284·25[2]) | 229[2]) | | 38.891·50[2]) | 481 | | 20.772·—[2]) | 322[2]) | |

[1]) Wie sich die gefundenen Resultate zu den Beobachtungsergebnissen im „Vereine deutscher Eisenbahnverwaltungen" verhalten, zeigt folgende Zusammenstellung über die 100fachen Invaliditätswahrscheinlichkeiten bei diesem Vereine während der Jahre 1885—1889.

| Altersklasse | Zu vergleichen mit obiger Altersklasse | Nichtzugbeamte | Zugbeamte |
|---|---|---|---|
| 26—35 | 28—32 | 0·14 | 0·24 |
| 31—40 | 33—37 | 0·32 | 0·51 |
| 36—45 | 38—42 | 0·62 | 0·94 |
| 41—50 | 43—47 | 1·04 | 1·52 |
| 46—55 | 48—52 | 1·74 | 2·55 |
| 51—60 | 53—57 | 3 52 | 5·05 |
| 56—65 | 58—62 | 7·10 | 9·35 |
| 61—70 | 63—67 | 12·24 | 17·47 |
| 66—75 | 68—72 | 18·09 | 24·03 |

[2]) Die Unterschiede in den Beobachtungsdaten der beiden obigen Tabellen rühren daher, daß in der ersteren die Beobachtungen für die Alter bis zum 23. Jahr, in der letzteren die Beobachtungen bis zur Dienstdauer von 3 Jahren weggelassen wurden.

## 3. Die 100fachen Invaliditätswahrscheinlichkeiten für Nordbahnbedienstete nach Altern und Dienstzeiten.

| Kategorie | Beobachtungs-Alter | Dienstzeit | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 3—7 | 8—12 | 13—17 | 18—22 | 23—27 | 28—32 | 33—37 | 38—42 | 43—47 | 48—52 |
| Beamte | 25 | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| | 30 | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| | 35 | — | 0·095 | 0·227 | — | — | — | — | — | — | — |
| | 40 | — | 0·152 | 0·330 | — | — | — | — | — | — | — |
| | 45 | — | — | 0·112 | 0·925 | 0·986 | — | — | — | — | — |
| | 50 | — | — | 1·686 | 0·596 | 0·506 | 1·398 | 4·068 | — | — | — |
| | 55 | — | — | 0·498 | 1·062 | 0·900 | 1·036 | 4·618 | 6·024 | — | — |
| | 60 | — | 8·333 | — | 1·087 | 1·449 | 2·745 | 7·570 | 10·435 | 18·045 | — |
| | 65 | — | — | — | — | 5·286 | 3·141 | 11·940 | 17·610 | 15·810 | 29·630 |
| | 70 | — | — | — | — | 11·765 | 7·477 | 20·000 | — | 35·294 | 20·253 |
| | 75 | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| Unterbeamte und Diener | 25 | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| | 30 | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| | 35 | 0·036 | 0·493 | 0·777 | — | — | — | — | — | — | — |
| | 40 | 0·060 | 0·531 | 0·777 | — | — | — | — | — | — | — |
| | 45 | 0·063 | 0·420 | 0·595 | 1·193 | 2·746 | — | — | — | — | — |
| | 50 | 0·365 | 0·994 | 1·259 | 1·024 | 2·553 | 2·051 | — | — | — | — |
| | 55 | — | 0·508 | 2·103 | 1·286 | 2·359 | 3·687 | 2·469 | — | — | — |
| | 60 | — | — | 0·646 | 2·743 | 4·944 | 4·813 | 8·646 | — | — | — |
| | 65 | — | — | — | — | 11·449 | 9·829 | 18·201 | 16·326 | — | — |
| | 70 | — | — | — | — | 44·444 | 27·304 | 27·313 | 32·000 | 10·256 | — |
| | 75 | — | — | — | — | — | — | 34·483 | 48·276 | — | — |
| | 80 | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |

### 3. Die 100fachen Invaliditätswahrscheinlichkeiten für Nordbahnbedienstete nach Altern und Dienstzeiten.

(Fortsetzung).

| Kategorie | Beobachtungs-Alter | Dienstzeit | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 3—7 | 8—12 | 13—17 | 18—22 | 23—27 | 28—32 | 33—37 | 38—42 | 43—47 | 48—52 |
| Fahrpersonal | 20 | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| | 25 | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| | 30 | 0·037 | — | — | - | — | — | — | — | — | — |
| | 35 | 0·155 | 0·140 | — | — | — | — | — | — | — | — |
| | 40 | 0·065 | 0·591 | 0·781 | — | — | — | — | — | — | — |
| | 45 | 0·147 | 0·394 | 0·781 | 1·990 | — | — | — | — | — | — |
| | 50 | — | 1·399 | 1·291 | 1·793 | 4·392 | 10·959 | — | — | — | — |
| | 55 | — | 1·081 | 2·374 | 1·766 | 3·231 | 6·971 | 15·094 | — | — | — |
| | 60 | — | — | 2·500 | 6·818 | 5·689 | 20·981 | 18·983 | 50·000 | — | — |
| | 65 | — | — | — | — | 8·840 | 35·293 | 23·968 | 66·667 | — | — |
| | 70 | — | — | — | — | — | 29·090 | 32·787 | 26·666 | — | — |
| | 75 | — | — | — | — | — | — | — | 40·000 | — | — |

## IV. Bearbeitung und Folgerungen.

Die sub III reproduzierten Tabellen wurden der Ausgleichung in der Art unterzogen, daß zwischen den ausgeglichenen Werten $U_{x,y}$ und den unausgeglichenen Werten $W_{x,y}$ — worin x das Alter und y die Dienstzeit bezeichnet — die Beziehung besteht

$$U_{x,y} = \frac{1}{5}\left[W_{x,y} + W_{x+1,y} + W_{x-1,y} + W_{x,y+1} + W_{x,y-1}\right]$$

Es resultierte als 100fache Invaliditätswahrscheinlichkeit:

## I. Darstellung. *)

| Beobachtungs-Alter | Dienstzeit 3–7 | 8–12 | 13–17 | 18–22 | 23–27 | 28–32 | 33–37 | 38–42 | 43–47 | 48–52 | Kategorie |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 35 | — | 0·158 | 0·217 | — | — | — | — | — | — | — | Beamte |
| 40 | — | 0·192 | 0·205 | — | — | — | — | — | — | — | |
| 45 | — | — | 0·763 | 0·655 | 0·806 | — | — | — | — | — | |
| 50 | — | — | 0·723 | 0·955 | 0·877 | 1·980 | — | — | — | — | |
| 55 | — | — | 1·082 | 0·829 | 0·991 | 2·029 | 3·241 | — | — | — | |
| 60 | — | — | — | 1·199 | 2·293 | 2·598 | 5·005 | 7·026 | — | — | |
| 65 | — | — | — | — | 5·410 | 5·244 | 7·541 | 11·937 | 14·597 | — | |
| 70 | — | — | — | — | 8·176 | 8·581 | 12·919 | 11·059 | 23·178 | 21·731 | |
| 75 | — | — | — | — | — | — | 15·970 | — | 23·619 | 28·392 | |
| 35 | 0·196 | 0·459 | 0·682 | — | — | — | — | — | — | — | Unterbeamte und Diener |
| 40 | 0·173 | 0·456 | 0·670 | — | — | — | — | — | — | — | |
| 45 | 0·227 | 0·521 | 0·849 | 1·890 | 2·164 | — | — | — | — | — | |
| 50 | 0·474 | 0·709 | 1·195 | 1·463 | 2·147 | 2·764 | — | — | — | — | |
| 55 | — | 1·202 | 1·160 | 1·963 | 2·966 | 3·076 | 4·934 | — | — | — | |
| 60 | — | — | 1·832 | 2·405 | 5·262 | 6·384 | 8·532 | — | — | — | |
| 65 | — | — | — | — | 13·667 | 14·319 | 16·063 | 22·176 | — | — | |
| 70 | — | — | — | — | 27·732 | 27·228 | 27·860 | 26·834 | 21·128 | — | |
| 75 | — | — | — | — | — | — | 33·691 | 38·252 | — | — | |
| 30 | 0·096 | — | — | — | — | — | — | — | — | — | Fahrpersonal |
| 35 | 0·099 | 0·295 | — | — | — | — | — | — | — | — | |
| 40 | 0·239 | 0·334 | 0·718 | — | — | — | — | — | — | — | |
| 45 | 0·202 | 0·668 | 1·047 | 1·521 | — | — | — | — | — | — | |
| 50 | — | 1·041 | 1·567 | 2·246 | 5·094 | 7·444 | — | — | — | — | |
| 55 | — | 1·618 | 1·802 | 3·196 | 5·511 | 11·447 | 13·683 | — | — | — | |
| 60 | — | — | 3·897 | 4·192 | 11·388 | 17·582 | 25·804 | 45·150 | — | — | |
| 65 | — | — | — | — | 16·605 | 23·633 | 35·539 | 41·824 | — | — | |
| 70 | — | — | — | — | — | 32·390 | 28·127 | 41·530 | — | — | |

*) Die roten Linien verfolgen die Punkte annähernd gleicher Invaliditätswahrscheinlichkeiten (sohin den Verlauf der Isovalenen).

## II. Darstellung.

| Beobachtungs-Alter *) | Beitrittsalter | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 25 | 30 | 35 | 40 | 25 | 30 | 35 | 40 | 25 | 30 | 35 | 40 |
| | Beamte | | | | Unterbeamte u. Diener | | | | Fahrpersonal | | | |
| 30 | — | — | — | — | — | — | — | — | 0·096 | — | — | — |
| 35 | 0·158 | — | — | — | 0·459 | 0·196 | — | — | 0·205 | 0·099 | — | — |
| 40 | 0·205 | 0·192 | — | — | 0·670 | 0·456 | 0·173 | — | 0·718 | 0·334 | 0·239 | — |
| 45 | 0·655 | 0·763 | — | — | 1·390 | 0·849 | 0·521 | 0·227 | 1·521 | 1·047 | 0·668 | 0·202 |
| 50 | 0·877 | 0·955 | 0·723 | — | 2·147 | 1·463 | 1·195 | 0·709 | 5·094 | 2·246 | 1·567 | 1·041 |
| 55 | 2·029 | 0·991 | 0·829 | 1·082 | 3·076 | 2·966 | 1·903 | 1·160 | 11·447 | 5·511 | 3·196 | 1·802 |
| 60 | 5·005 | 2·589 | 2·293 | 1·199 | 8·532 | 6·384 | 5·262 | 2·405 | 25·804 | 17·582 | 11·888 | 4·192 |
| 65 | 11 937 | 7·541 | 5·244 | 5·410 | 22·176 | 16·063 | 14·319 | 13·667 | 41·824 | 35·539 | 23·633 | 16·605 |
| 70 | 23·178 | 11·059 | 12·919 | 8·581 | 21 128 | 26·834 | 27·860 | 27·223 | — | 41·530 | 28·127 | 32·390 |
| 75 | 28·392 | 23·619 | — | 15·970 | — | — | — | — | — | — | — | — |

Die erste Darstellung eignet sich besser zur Erfassung der Gesetzmäßigkeit der Resultate, die letztere zu versicherungstechnischen Berechnungen.

Aus den beiden letzten Tabellen leitet man die nachstehenden, für die Praxis außerordentlich wichtigen Folgerungen ab.

1. Auf die Invaliditätsverhältnisse der Beamten wirkt die Erhöhung der Dienstzeit nahezu in gleichem Maße wie die Erhöhung des Alters ein. So ist die Invaliditätswahrscheinlichkeit für das Alter 50 und die Dienstzeit 25 fast gleich groß der für das Alter 55 und die Dienstzeit 20; die Invaliditätswahrscheinlichkeit für das Alter 55 und die Dienstzeit 30 fast ebenso groß wie die für das Alter 60 und die Dienstzeit 25 oder die für das Alter 65 und die Dienstzeit 20.

   Man kann diesen Satz auch anders formulieren:

   Wenn man das Alter als Ordinaten, die Dienstzeit als Abszissen eines ebenen rechtwinkligen Koordinaten-

*) Wahrscheinlichkeit eines 5n-1jährigen, im 5nten Lebensjahre invalid zu werden.

systems aufträgt und die Kombinationen von Alter und Dienstzeit, die zu den gleichen Wahrscheinlichkeiten führen als Isovalenen bezeichnet, so sind für Beamte die Isovalenen durch ein System paralleler Geraden gegeben, das um 135° gegen beide Achsen geneigt ist.

Auf die Invaliditätsverhältnisse der Unterbeamten und Diener sowie des Fahrpersonals wirken in den niedrigeren Altersklassen die Dienstzeiten, in den höheren Altersklassen die Alter intensiver ein; es erscheinen demnach auch die Isovalenen vor der durch die Dienstzeit 25 und das Beobachtungsalter 45 charakterisierten Linie gegen die Abszisse, nach dieser Linie gegen die Ordinate schwächer geneigt.

2. An der bisher in allen versicherungstechnischen Berechnungen für Pensionsfonde gebräuchlichen Annahme, daß die Invaliditätswahrscheinlichkeiten von der Dienstdauer unabhängig sind, kann in Hinkunft nicht mehr festgehalten werden. Durch die besprochene Abhängigkeit dürfte vielleicht sogar eine bisher wenig aufgehellte Erscheinung bei den Pensionsfonden, nämlich die Steigerung der Invaliditätswahrscheinlichkeit mit den Kalenderjahren der Beobachtung, ihre Erklärung finden. Bei dem Umstande, daß das Anwachsen der Dienstdauer um nur 5 Jahre für Beamte ein Anwachsen der Wahrscheinlichkeiten um fast 25%, für Diener und Fahrpersonal um noch größere Prozentsätze zur Folge hat, ist es nicht ausgeschlossen, daß die erwähnte Steigerung nur die Folge der sich im Laufe der Kalenderjahre sukzessive erhöhenden durchschnittlichen Dienstzeit ist.

3. Die bisher für die Erforschung der Invaliditätswahrscheinlichkeiten gebrauchte Methode statistischer Erhebungen (die Summarmethode), nach welcher die Invaliditätswahrscheinlichkeiten inner-

halb des Kalenderjahres nach Altern und unabhängig von der Dienstzeit ermittelt werden, wird in Hinkunft für die Bestimmung dieser Wahrscheinlichkeiten auszuschließen sein.

So einfach und naturgemäß, ja so wichtig für anderweitige Zwecke die statistischen Erhebungen aus dem Stande und der Bewegung der Massen während der einzelnen Kalenderjahre sein mögen, so hat sie bei Erfassung der Invaliditätswahrscheinlichkeiten zu Trugschlüssen geführt.

4. Aus den Beobachtungszahlen (den Zahlen für die Gesamtheiten) ist ohneweiters zu entnehmen, daß die Ergebnisse (die Wahrscheinlichkeiten) zur Ableitung versicherungstechnischer Werte nicht hinreichen. Die Berechnung solcher wurde demnach unterlassen. Weil aber, wie schon oben hervorgehoben wurde, die Vermutung nicht unbegründet ist, daß die bisherige Änderung der Wahrscheinlichkeitswerte mit den Kalenderjahren im Wesentlichen entfallen wird, falls auf die Abhängigkeit derselben von der Dienstzeit Rücksicht genommen würde, und mit solchen Werten sodann die Unsicherheit in den Rechnungen der Invaliditätsversicherung ihr Ende nähme, so muß die Wiederholung der hier begonnenen Untersuchungen auf breiterer Grundlage als höchst wünschenswert bezeichnet werden. Und nachdem sich hiezu kaum irgend welche Materialien besser eignen dürften, als die bereits von Wiegand, Behm, Zimmermann und Zillmer untersuchten Pensionsfonde der Eisenbahnbediensteten, so wäre meines Erachtens anzustreben, daß geeignete und hiezu berufene Körperschaften die Eisenbahnverwaltungen zur Ausfolgung derselben bewegen. Wohl stehen einem solchen Unternehmen große, dermalen vielleicht ungeahnte Schwierigkeiten im Wege, weil die geeignete Katasterführung nur

in einer Minderzahl von Fällen vorhanden sein dürfte, ein Zählkartenmaterial aber überhaupt zu den Seltenheiten gehört. Jedoch die großen praktischen Ziele, welche mit ihnen erreichbar wären, nebst dem fundamentalen Ergebnisse für die theoretische Durchbildung der Invaliditätsversicherung dürften die aufgewendeten Opfer reichlich lohnen.

---

An das

# Präsidium

des

# VII. Internationalen Arbeiterversicherungs-Kongresses

in Wien.

Das internationale statistische Institut hat schon seit Jahren mit großer Aufmerksamkeit die Bemühungen verfolgt, welche in den Fachkreisen der Arbeiterversicherung angestrengt wurden, um Grundlagen für eine international vergleichbare Statistik der Arbeiterunfälle zu erlangen.

Insbesondere verdienen die Resolutionen der internationalen Arbeiterversicherungs-Kongresse von Paris, Bern, Mailand und zuletzt von Düsseldorf 1902, welche auch dieser Aufgabe zugewendet waren, vollste Berücksichtigung.

Angesichts des Umstandes, daß der eben eröffnete VII. internationale Kongreß für Arbeiterversicherung die Frage der internationalen Ausbildung der Unfallstatistik neuerdings auf seine Tagesordnung gesetzt hat, schien es dem internationalen statistischen Institute nicht unangemessen, diesen sehr verdienstlichen Bemühungen auch die Unterstützung der in ihm vereinigten statistischen Fachmänner zuteil werden zu lassen. Gelegentlich der im August l. J. abgehaltenen 10. Session des Instituts hat die III. Sektion auf Grund der von den Herren Cheysson und Kögler erstatteten Berichte eine eingehende Beratung des Gegenstandes gepflogen. Als Ergebnis derselben ist eine Reihe von Resolutionen gefaßt, welche von dem Plenum des Instituts einstimmig approbiert worden sind. Diese Resolu-

tionen werden durch unser verehrtes Mitglied, Herrn Cheysson, dem Kongresse bekannt gegeben.

Als Präsident des internationalen statistischen Institutes erlaube ich mir, dieser Mitteilung einige allgemeine Bemerkungen vorauszuschicken, welche den Standpunkt des Institutes in Fragen der internationalen Vergleichbarkeit statistischer Erhebungen überhaupt mit wenigen Worten charakterisieren sollen.

Die internationale Vergleichbarkeit statistischer Daten setzt immer dreierlei voraus:

1. eine gewisse Gleichartigkeit der Gesetze und Verordnungen, welche die einzelnen Lebensgebiete einer bestimmten Ordnung unterwerfen;
2. eine möglichst weitgehende Gleichmäßigkeit und Spezialisierung bei der Erhebung der Daten, aus denen die Statistik gewonnen werden soll;
3. eine vollkommene Übereinstimmung im Dépouillement und in der Konzentration des Materials zu statistischen Übersichten.

ad 1. Die erste Voraussetzung wird, wie auf den übrigen Gebieten der Statistik, so auch hinsichtlich der internationalen Unfallstatistik, nie vollkommen sein. Es liegt in der Natur der Dinge, daß Unfallversicherung, Unfallverhütung und Schadenersatz (Haftpflicht) in den einzelnen Staaten nach verschiedenartigen Gesichtspunkten geregelt sind, welche aus der Verschiedenartigkeit der Sozialpolitik, der Verwaltungseinrichtungen, des Versicherungswesens und des Schadenprozesses entspringen. Immerhin kann die Erwartung ausgesprochen werden, daß, je mehr ein sozialpolitischer Geist die moderne Arbeiterschutzgesetzgebung durchdringt, gerade auf diesem Gebiete auch die Normen sich immer ähnlicher werden, da ja die technischen und wirtschaftlichen Momente der Betriebsunfälle sich überall gleichen und daher auch in der Gesetzgebung zu gleichen Anordnungen führen müssen.

ad. 2. Dagegen stellen sich der Messung der beiden anderen Voraussetzungen einer international vergleichenden Unfallsstatistik keine erheblichen Schwierigkeiten in den Weg. Die Spezialisierung bei der Erhebung der Daten erfolgt nach anerkannten statistisch-technischen Grundsätzen am besten durch Zählkarten des einzelnen Unfalls; der Inhalt der Zählkarte kann auch bei verschiedener Gesetzgebung doch überall gleich gemacht werden und ergibt sich aus der Aufgabe von selbst. Außer den elementaren demographischen Daten, Geschlecht, Alter, Zivilstand, wird es sich dabei immer und überall um die Feststellung des Betriebszweiges und der Stellung des Einzelnen in demselben, und die Art des Unfalls, die tägliche und die jährliche Arbeitszeit, die Lohnhöhe und den Jahresarbeitsverdienst handeln. Auch Nebenumstände, wie Angehörige von Verunglückten, Zeit und Ursache des Unfalles u. a. lassen sich auf der Zählkarte leicht vorsehen und aus den einzelnen Personaldaten entnehmen. Schließlich kann die Zählkarte auch später noch ergänzt werden durch Daten über die Folgen des Unfalls, dann der Arbeitsunfähigkeit, beschränkten Erwerbsfähigkeit des Verunglückten u. ä.

ad. 3. Auch der Plan für die Aufbereitung des Zählkartenmaterials (Dépouillement) kann einheitlich aufgestellt und darnach die Bearbeitung (Konzentration) desselben vorgenommen werden. Gleichförmigkeit im Inhalte der Zählkarten ist hiefür allerdings unerläßliche Voraussetzung. Daneben bedarf es aber hiefür übereinstimmender Altersstufen, bei denen die charakteristischen Altersgruppen besonderer Berücksichtigung bedürfen (Jugendliche bis 14 Jahre, 14 bis 16, 16 bis 18 Jahre, Alter der Militärpflicht usw.), ferner eines übereinstimmenden Gefahrenschemas der Betriebe nach Klassen, Gruppen und Arten mit Unterscheidung der an besonders gefährlichen Arbeitszweigen (Maschinenwartung, Hochöfen u. a.) und der abseits von solchen beschäftigten Personen (Aufräumen in Fabriken, Obertagarbeiten im Bergbau u. a.); eines einheitlichen Schemas der täglichen und

jährlichen Arbeitszeit, sowie der Lohn- und Jahresverdienststufen; endlich einer vereinbarten Reihe von Kombinationen der demographischen Momente mit den Momenten der Betriebsstellung, Arbeitszeit, Lohnhöhe.

Im allgemeinen muß dabei als Grundsatz gelten, daß die in der Zählkarte nachgewiesenen Individualmomente alle auch im Depouillement und in den Konzentrationstabellen berücksichtigt werden, da sie sonst für die Statistik verloren gehen und die Berechtigung aufhört, sie in die Zählkarte überhaupt aufzunehmen.

4. Schließlich erlangt auch die analytische (textliche) Bearbeitung des Tabellenwerkes einheitliche Gesichtspunkte, um eine international vergleichbare Statistik zu liefern. Die Unfallstatistik muß sich im allgemeinen an die allgemeine Berufs- und Betriebszählung anschließen, wobei Ergänzungen aus den speziellen betriebsstatistischen Nachweisungen einzelner Betriebsarten (Berg- und Hüttenwerke, Jute-, Tabakfabriken, Bierbrauerein u. a. fiskalisch überwachten Betriebe) herangezogen werden können. Die Hauptaufgabe der Analytik ist aber die Aufstellung entsprechender Verhältnißzahlen, die Relation zwischen verunglückten und beschäftigten Arbeitern der einzelnen Betriebszweige, mit Unterscheidung von Geschlecht, Alter, Zivilstand, die Reduktion der effektiven Arbeiterzahl auf Vollarbeiter, das Verhältnis der durch Unfälle verloren gegangenen Arbeitszeit, Betriebsverdienste zu der Gesamtsumme der in einem Betriebe verwendeten Arbeitszeit und gewährten Arbeitsverdienste, — lauter Relationen, zu deren Aufstellung die Zählkarten nur die Elemente für das eine Glied bieten, während das zweite Glied der Proportion aus der allgemeinen und speziellen Berufs- und Betriebsstatistik genommen werden muß.

Diese wenigen Bemerkungen sollen das Votum des internationalen statistischen Institutes, das wir dem VII. internationalen Arbeiterversicherungs-Kongreß unterbreiten, rechtfertigen und durch Hervorhebung allgemeiner statistischer Gesichtspunkte ergänzen. Das Institut erfüllt damit auch die Pflicht der Dankbarkeit für das besondere Vertrauen, mit dem es durch die Beschlüsse der Kongresse von Düsseldorf und von Köln 1902 geehrt worden ist, welche beide dem Institut eine führende Stellung in der Lösung des schwierigen Problems der internationalen Unfallstatistik zugedacht haben.

**Dr. Karl Theodor von Inama-Sternegg**
Präsident des internationalen statistischen Institutes.

CONGRÈS INTERNATIONAL DES ACCIDENTS DU TRAVAIL ET DES ASSURANCES SOCIALES.
*7e session. — Vienne. — 17 au 23 septembre 1905.*

# ORGANISATION D'UNE STATISTIQUE INTERNATIONALE D'ACCIDENTS

PAR LE
DR. KAAN
CONSEILLER DE GOUVERNEMENT AU MINISTÈRE I. R. DE L'INTERIEUR,
À VIENNE.

## Observations préliminaires.

La question des accidents du travail laquelle, durant les dernières vingt années du siècle écoulé, absorbait essentiellement l'intérêt des economistes de tous les états civilisés, est actuellement passée au second rang, comparée aux autres problèmes de l'assurance ouvrière et de la prévoyance sociale, à mon avis parce que la plupart de ces états ont déjà trouvé une solution pour l'indemnité ouvrière ou ont, tout au moins, adopté une ligne de conduite qu'ils entendant suivre.

Or dans la mesure que l'intérêt diminue pour les grandes questions sur la responsabilité qui doit incomber aux patrons et sur la garantie de l'indemnité à attribuer à la victime de l'accident, ainsi que sur d'autres questions de principe, cet intérêt se tournera davantage vers le côté technique de l'assurance et de la prévention des accidents et cela avec raison, car il est permis de croire qu'une étude approfondie de ces problèmes aboutira à l'adoption de bases fondamentales pour le développement ultérieur des institutions qui doivent s'élever sur ce domaine si important du salut public.

Il ne faut donc par s'étonner si la question de la statistique internationale des accidents, soulevée il y a longtemps déjà et qui n'a pas fait de progrès sérieux, est actuellement discutée de divers côtés avec une ardeur que permet d'espérer une solution prochaine.

Déjà, en 1891, le *Congrès* international de l'Assurance ouvrière, tenu à *Berne,* auquel avait été soumis un remarquable „Rapport sur la Statistique des accidents", par Octave *Keller* à Paris, exprima la désir que les Gouvernements des divers pays prissent les mesures nécessaires pour établir une statistique internationale uniforme, et ce Congrés chargea son Comité permanent de Paris de s'entendre avec les administrations compétentes en vue de poursuivre la question. Les Congrès de *Milan* (1894), de *Dusseldorf* (1902), confirmèrent ce mandat. De même *l'Assemblée constituante de l'Union internationale pour la protection légale de l'ouvrier,* Bâle (1901), donna à l'Office international du Travail la mission de „formuler un schéma-type de la statistique des accidents". Comme résultat déjà acquis de ces divers efforts, nous pouvons citer plusieurs propositions importantes relatives à la question, notamment celles du Docteur Zachner (Berlin), Magaldi (Rome) et Kögler (Vienne). Cependant ces travaux ne contiennent guère qu'une esquisse du problème et s'abstiennent, précisément en quelques points qui concernent les éléments essentiels d'une convention internationale, d'émettre des propositions définies.

Or le présent travail a pour objet de formuler les principes sur lesquels pourraient s'établir les conventions dont il s'agit.

Les publications antérieures [1]) me permettent de résumer ici sommairement les points déjà traités à fond dans ces travaux.

## I. But d'une Statistique Internationale des Accidents.

Les tâches principales d'une statistique, dépassant le cadre d'une énumération simple, peuvent être definies comme suit:

La statistique doit indiquer le *nombre des accidents* en distinguant les circonstances caractéristiques qui les ont accompagnées, mais en distinguant surtout la *cause,* le *genre* et les *conséquences* par rapport au nombre des personnes observées,

[1]) Voir Bulletin du „Congrès international des Accidents du Travail, etc.", Paris 1903, p. 43.

de telle manière que les résultats obtenus puissent, d'une part servir aux études techniques dans le sens général du terme et, d'autre part, être utilisés pour la prévention des accidents. Il est certain que la statistique des accidents pourra être rattachée à d'autres problèmes de statistique sociale. Mais quiconque connaît les difficultés inhérentes aux travaux de statistique des accidents en général, bornera ses études, du moins provisoirement, au but le plus rapproché.

Ajoutons encore que le développement incessant du régime des indemnités dans les divers états peut, malgré ou peut être à cause de la diversité des méthodes employées, appeler l'attention sur *l'organisation de l'assurance contre les accidents* et sur les questions financières qu'elle entraîne, ces dernières notamment au point de vue des charges publiques qui seront la conséquence du règlement officiel des accidents.

L'utilité des statistiques internationales comparatives est donc évidente. On reconnaîtra que des tables régulièrement publiées stimuleront puissamment les études futures et aideront à organiser dans les divers pays tout ce qui a rapport au régime de l'indemnité et de la prévention des accidents.

Il est vrai qu'on objectera que les efforts tentés pour créer une statistique internationale des accidents, n'ont chance d'aboutir que si l'on limite le problème, autrement dit, si l'on se contente de ne demander à cette statistique que des renseignements sur des faits établis en toute sûreté; renseignements qu'il est facile d'obtenir et de centraliser sous une forme applicable à tous les pays, en tenant compte des lois de ces états. C'est de ce point de vue que je voudrais formuler, pour la statistique internationale dont il s'agit, quelques principes sur lesquels elle devrait être établie, sur la délimitation du terrain, sur la centralisation et la coordination des statistiques, et exposer les motifs quí, selon moi, imposent le maintien de ces principes. Tout d'abord, je considére que le terrain sur lequel doit s'étendre la statistique internationale doit être circonscrit comme suit:

*1. La statistique internationale doit se borner à enregistrer les accidents de l'exploitation et, parmi ceux-ci, ne s'occuper que des cas qui donnent droit, à la victime ou aux siens, d'exiger une indemnité légale dans la mesure déterminée par la loi; à la condition toutefois que la demande d'indemnité n'ait pas été faite directement au chef de l'entreprise, mais à une Institution d'assurance, à un Syndicat de garantie ou à une autre institution établie pour supporter en commun, les charges définies par la loi.*

Lorsqu'on compare les anciennes tables d'accidents des pays qui, depuis, ont établi l'assurance obligatoire, avec les chiffres relatifs à cette dernière, on trouvera que ces chiffres sont de beaucoup plus forts. La différence augmente à mesure que la régime de l'annonce des accidents se développe. *La raison en est que la notification complète de tous les accidents survenus qui, seul, a de la valeur, ne peut être obtenue que si elle est liée à un intérêt matériel quelconque.* Cet intérêt matériel n'existe d'ordinaire que pour les accidents qui donnent lieu pour la victime ou pour sa famille à une réparation légale. Il n'existe point pour le grand nombre des accidents légers avec incapacité passagère, qui, par suite des restrictions stipulées dans la plupart des législations étrangères, sont exclues de l'indemnité et qui, selon l'interprétation qu'on donne au terme „accident" pourraient s'augmenter à l'infini. L'annonce de ces sortes d'accidents n'a aucune valeur et peut être négligée. Par la même raison, il y aura lieu, naturellement, d'éliminer également tous les accidents survenant dans des établissement non compris dans la loi.

Mais nous pouvons encore, comme il a été dit en 1. exclure aussi ou, pour mieux dire considérer comme déjà exclus, tous les accidents qui ne se sont point produits dans l'exploitation, parce que, dans ces cas, d'accord en somme avec la plupart des législations, l'indemnité disparaît. Pour des raisons pratiques, j'estime que d'autres restrictions sont encore nécessaires. Dans

es pays où il n'existe point d'assurance obligatoire mais seulement une responsabilité réglée par la loi, une grande partie des accidents ne sera pas couverte par l'assurance; les *demandes d'indemnité* sont alors adressées *directement à l'entrepreneur.* Il me paraît, dans ces conditions, difficile d'obtenir des informations certaines sur tous les points intéressant la Statistique. En effet, quand il n'y a point d'intervention judiciaire, la négociation entre le patron et l'ouvrier sur l'indemnité à payer peut prendre facilement le caractère d'une entente à l'amiable, ce qui complique l'obtention des données nécessaires. Partant du principe qu'il vaut mieux restreindre la masse des observations et se procurer des dates certaines, je pense que les accidents mentionnés plus haut devraient être entièrement exclus du relevé statistique. Et je suis d'autant plus de cet avis qu'il faut tenir compte d'une proposition qui sera motivée ailleurs et qui a pour objet de faire centraliser tout d'abord les renseignements par les Institutions d'Assurance chargées de payer l'indemnité. Si l'on voulait comprendre les accidents précités dans l'observation, il faudrait, de toute nécessité, les séparer entièrement des autres accidents et leur assigner une rubrique spéciale.

Pour atteindre le but principal dans la Statistique internationale à créer, c'est-à-dire pour établir des tables comparatives entre la fréquence des accidents et les charges financières qui en résultent pour les intéressés, il faut satisfaire à la condition importante, formulée ci-après:

*2. Pour juger la fréquence, il est indispensable de préciser aussi exactement que possible le nombre des ouvriers mis en observation. Ici des moyennes ne suffisent pas en général, mais il importe d'établir le nombre des journées annuelles de travail.*

*Pour les questions financières, il faut connaître les salaires dont il y a lieu de tenir compte dans l'assurance.*

Ainsi que nous l'expliquerons plus loin, il importe dans l'étude de la fréquence des accidents de distinguer clairement

les *diverses branches professionnelles.* Si l'intensité du travail dans tous les métiers était répartie également sur toute l'année, il suffirait pour la comparaison, de prendre une moyenne pour un jour choisi au hasard et d'établir sur ce chiffre, le calcul des nombres relatifs. Mais cette hypothèse ne s'applique pas, comme on sait, à toutes les professions. Certaines industries sont de véritables *industries de saison,* d'autres dépendant de *conjunctures variables* à ce point qu'il se produit des oscillations considérables dans l'effectif des ouvriers occupés.

Il s'ensuit la nécessité d'avoir un étalon pour l'évaluation du nombre d'ouvriers mis en observation. A cette fin on a adopté, généralement, à ce que je crois, le terme *„ouvrier-type"* c'est-à-dire d'un travailleur, *objet d'une observation de 300 jours.* Si le nombre des journées de tous les ouvriers d'une exploitation pendant l'année est connu, celui des ouvriers-types se trouve en divisant le premier par 300. L'adoption du terme „ouvrier-type" dans la statistique internationale est d'autant plus importante qu'il existe dans quelques états d'assez notables différences nées de causes générales, comme par exemple, à raison des jours de fêtes, dont le nombre varie selon les pays.

On a fait remarquer itérativement que la durée du travail quotidien varie également. Aussi a-t-on proposé de tenir compte de cette différence et de décider que l'ouvrier-type sera celui qui accomplit 3000 heures de travail dans l'année. Je trouve que ce serait exagéré et irréalisable en pratique, parce que les enquêteurs ne pourraient jamais relever le nombre d'heures de chaque ouvrier dans chaque exploitation. Or les évaluations approximatives me paraissent dangereuses. Du reste, il faut remarquer que la somme du travail quotidien — et c'est elle qu'il importe, jusqu'à un certain point, de connaître — ne peut pas servir simplement de comparaison avec la durée de ce travail, car il arrive que pendant les journées abrégées, le travait peut être forcé. On ne pourrait donc pas conclure que le danger auquel un ouvrier est exposé, est proportionnel au nombre

d'heures de son travail quotidien. Pour cette raison je conseille de ne pas admettre la durée quotidienne du travail dans la définition du terme „Ouvrier-type", mais de la baser uniquement sur le nombre des journées annuelles.

Pour connaître ce dernier, les difficultés ne seront pas grandes, si la centralisation des documents relatifs à la statistique des accidents est attribuée partout aux institutions d'assurance chargées de supporter les risques, car leur propre intérêt commande de fonder les opérations sur des bases techniques certaines et par conséquent de veiller avec le plus grand soin à établir ces facteurs si importants pour la Statistique des accidents.

Il sera encore moins difficile de recueillir les données nécessaires pour la comparaison des *salaires* qui *doivent servir de base à l'assurance.* Les législations de plusieurs états où l'assurance est obligatoire, contiennent des dispositions d'après lesquelles, dans certains cas, ce ne sont pas les salaires réellement payés mais ceux que la loi a définis, qui sont comptés pour l'assurance. Ainsi, par exemple, d'une part on limite l'inscription de salaires dépassant un maximum fixé et d'autre part on établit des minima pour des ouvriers ne touchant pas un salaire plein. En Autriche on se propose de *classer* les *assurés par salaires,* de manière que la moyenne dans chaque classe serait comptée pour l'assurance. La statistique internationale exige qu'on connaisse les salaires calculés pour l'assurance, parce que leur somme fournira l'élément le plus juste pour l'étude des questions financières. On pourra, sans inconvénient, négliger d'établir les salaires réels ce qui, il est permis de le prévoir, impliquerait une extension notable de travail.

Un autre principe général qu'il importe de suivre dans l'établissement d'une statistique internationale des accidents, est celui-ci:

*3. Eu égard à ce fait que les suites durables d'un accident ne peuvent être constatées avec quelque certitude que seulement*

*au bont d'un assez long temps après l'accident, il faudrait coordonner les matériaux statistiques, et ne les remettre au Bureau Central chargé de les classer que deux ans ou mieux encore trois ans après la clôture de la période d'observation. Il suffirait de dresser cette statistique pour une année de la période quinquennale et de choisir pour cela la seconde ou la troisieme année de cette dernière. Toutefois les résultats du mouvement financier des Instituts assureurs (Table V), devraient être indiqués pour chaque année.*

Les difficultés qui s'opposent à la juste évaluation, dans les premiers jours qui suivent l'accident, des conséquences possibles de ce dernier, sont exposées au chapitre 4. Il y est démontré notamment, qu'il ne peut y avoir de critérium objectif pour *„l'incapacité permanente"*, et que, dès lors, il ne reste plus qu'à qualifier pour la statistique, comme étant atteints d'incapacité permanente que ceux dont l'incapacité a déjà duré un certain temps. Pour point de départ, on peut prendre, soit le jour de l'accident ou la date à laquelle le traitement médical a cessé. Si l'on adopte ce critérium pour déterminer l'incapacité permanente, alors la statistique ne peut être rationellement établie que pour une période reculée de plusieurs années.

Je ne vois aucun vice en ceci, car il s'agit simplement de la recherche et de l'exposé de faits qui réclament une étude minutieuse mais non une publication rapide. La grande économie de travail qu'on réalise lorsqu'on recueille seulement tous les cinq ans les données nécessaires, facilitera certainement l'accord pour l'établissement d'une statistique internationale. Quant au mode de collection et d'utilisation de ces données, je crois pouvoir émettre la proposition suivante.

*4. La collection des bulletins devrait être exclusivement attribuée aux Institutions portant les risques de l'assurance, et cela selon un formulaire obligatoire. Il paraît désirable que le premier enregistrement des bulletins se fasse pour chaque accident sur une fiche séparée.*

*La totalisation des résultats de la statistique d'accidents pour chaque état devrait être établie en un bureau central, et être faite au moyen des fiches quand il en existe. La coordination et la publication des données de la statistique internationale complète devraient avoir lieu pour périodes quinquennales, par un bureau central commun, et pourraient peut-être incomber à l'Office International du Travail à Berne.*

Il a été dit plus haut que des déclarations complètes d'accidents ne sont guères obtenables, que si un intérêt matériel est en jeu. Inversement, on ne devra compter sur des déclarations sincères et complètes, comprenant les accidents et les circonstances où ils se sont produits que là où cet intérêt matériel est en cause et par conséquent chez les institutions qui ont à supporter les risques des conséquences des accidents. Comme telles, il faut mentionner *les services publics,* les *caisses officielles* dans les états où l'assurance est obligatoire et les *sociétés d'assurance privée, les assurances mutuelles les corporations de garantie,* etc. Quant *aux caisses de maladies,* leur participation au collectionnement des bulletins dépend des dispositions existant dans chacun des états. Mais en régle générale, les renseigements à fournir par les caisses de maladies n'auront qu'une valeur secondaire, car ces caisses n'accordent que des indemnités durant un temps limité et perdent de vue les blessés avant l'époque à laquelle il serait possible de se rendre bien compte des suites possibles de l'accident. De plus, — si nous pouvons en juger d'après ce que nous voyons en Autriche, — les notes que prennent les caisses de maladie sur la cause, la nature et les circonstances de l'accident, ne sont pas assez complètes ni assez sûres pour qu'elles puissent servir.

L'avantage des *fiches* pour dresser la statistique des accidents n'a pas besoin d'être expliqué. Les fiches garantissent sérieusement l'unité du travail et, de plus, ont encore cela de bon que le Bureau chargé de les coordonner, n'est pas rigoureusement tenu de se renfermer dans l'ancien cadre de

la statistique, mais qu'il peut combiner les divers éléments, à sa guise, selon le mode qui lui paraîtra le plus utile. Le texte à adopter pour les fiches découle des explications ci-après. Seulement on remarquere qu'il importe de spécifier exactement l'exploitation ou, tout au moins, le genre de l'exploitation où l'accident s'est produit. Par cette indication on obtiendra des résultats certains sur la fréquence des accidents par catégories d'industries. En Autriche nous avons pu nous rendre compte du grand avantage qu'offre la centralisation du travail des fiches quand nous avons établi la statistique des accidents pour la période quinquennale de 1897 à 1901.

## II. Organisation d'une Statistique Internationale d'Accidents.

Nous avons indiqué plus haut les éléments principaux des tables statistiques. Tels sont *la cause,* la *suite des accidents* et *la nature de la blessure.* Bien entendu, ces éléments ne sont pas les seuls dont il faille tenir compte. Les difficultés qui surgiront quand il s'agira de se renseigner sur beaucoup de faits intéressants, et l'inéluctable nécessité de procéder avec économie dans la coordination des matériaux, feront reconnaître que les trois éléments désignés ci-dessus doivent être inscrits au premier rang.

Quant aux autres éléments à noter, nous indiquerons les suivants:

1. Age et sexe de la victime. Ici point de difficultés. Mais il est probable que le groupement par âge ne fournira pas de chiffres relatifs certains, c'est-à-dire qu'on aura quelque peine à rapporter le nombre des blessés à celui des observés, parce que ces derniers nombres feront souvent défaut. Les chiffres relevés sur la Statistique professionnelle touchant l'âge des ouvriers occupés dans certains métiers ne suffiront pas, car cet âge varie beaucoup pour divers genres d'exploitations. Je propose donc de noter seulement les ouvriers, et ouvrières; adultes,

jeunes et ceux et celles ayant passé 60 ans, et, au besoin de les classer par catégories d'âge.

2. Epoque de l'accident. Ici il s'agit de relever la saison, le jour de la semaine et l'heure de la journée. On a déjà fait de nombreuses observations de ce genre mais il me paraît que les résultats n'ont pas permis d'arriver à des conclusions certaines. Ni les chiffres relatifs à la fréquence des accidents les samedis et les lundis, ni ceux qui accusent cette fréquence pour certaines heures, n'ont montré un caractère particulier. Or ces dernières données n'ont qu'une valeur médiocre parceque l'intensité du travail aux diverses heures de la journée n'est pas connue et qu'il serait difficile de la déterminer. Dans l'intérêt de la simplification du travail, je conseillerai, tout au moins au début, de négliger entièrement ces indications.

3. Cause intellectuelle des accidents. Ici, il s'agit surtout de rechercher les moments qui se rattachent à l'attitude morale des victimes, et on établit à ce sujet les distinctions suivantes: Fautes de l'ouvrier (Inattention, non emploi des installations de protection, etc.). Fautes du patron (manque d'installations protectrices). Fautes de tierces personnes, hasards imprévus, etc. La connaissance de ces faits serait certainement d'une grande importance et d'un intérêt considérable pour l'amplification ultérieure de la législation des accidents. Néanmoins il nous faut avouer que, pour le moment du moins, les données ci-dessus ne seront guères utiles pour un travail statistique, parce que pour la majorité des accidents il sera impossible de les établir avec quelque certitude.

Les investigations qui, d'après les lois de quelques états, doivent être ordonnées, même en admettant qu'elles soient conduites partout avec le soin voulu, n'offrent pas de repères suffisants pour prononcer un jugement définitif sur la nature et le degré de culpabilité de l'une ou de l'autre partie. Si l'on considère la diversité des moments dont il faut tenir compte et celle de l'interprétation possible de la faute commise, différences

qui surgissent toujours dès que la question de responsabilité donne lieu à une enquête judicaire, on devra se dire que pour déterminer avec certitude la cause intellectuelle des accidents, il faudrait dans chaque cas, ordonner une procédure contradictoire. Sans cette procédure le danger d'un jugement subjecti. est tellement grand, que les chiffres obtenus perdent toute valeur. Je ne puis donc conseiller de comprendre ces moments dans l'observation statistique.

4. Suite de l'accident pour l'état futur du blessé En général on entend par là les conséquences économiques, soit l'influence que l'accident pourra avoir sur l'incapacité de travail. La durée et le degré de l'incapacité permanente dépendent bien en première ligne de la blessure, mais d'autres moments subjectifs, tels que l'âge, le développement corporel, le métier exercé, etc. jouent aussi un rôle. Si on élimine ceux-ci en ne considérant que les changements corporels subis par le blessé, on arrivera à des observations d'une haute importance pour la connaissance de l'accident et pour les efforts qui pourront être tentés en vue de rétablir dans la plus large mesure la capacité de l'ouvrier. Pour cela des observations médicales ininterrompues sont nécessaires. Si, en règle générale, on peut admettre que des observations de ce genre ont lieu dans les cas où il s'agit d'une allocation de pension, il sera cependant difficile d'utiliser les renseignements dans la forme usuelle des tables statistiques. Si les observations doivent élargir le domaine scientifique du médecin — et ce serait là leur but le plus élevé — elles ne pourraient servir que comme travail monographique qui ne saurait être resserré dans le cadre étroit d'une table statistique.

5. La cessation de pensions permanentes, selon leur durée.

Contrairement aux observations mentionnées à l'alinéa 4 touchant les changements survenus dans l'état corporel du blessé et qui impliquent un concours actif des médecins,

il ne doit pas être difficile de noter les changements qui se produisent à la suite de l'accident et qui peuvent intéresser au point de vue d'une reprise possible du travail. Ces observations sont indiquées tout au moins là où existe l'assurance et où la quotité de la pension est mesurée au degré de l'incapacité, puisque, dans ces cas, la pension allouée correspond toujours à cette incapacité. L'importance de ce genre d'observations pour la technique des calculs de la valeur du capital de la rente aux Invalides par suite d'accidents, saute aux yeux, car les catégories de déchéance ne peuvent être connues, que si outre les données sur la cessation par décès, on connaît aussi celles qui ont pour cause la diminution de la pension à raison de reprise du travail et par conséquent de l'augmentation de capacité.

Cette classe d'observations ne devrait pas être spécialisée d'après l'âge des invalides mais d'après la durée des pensions. Il ne suffirait pas d'indiquer le nombre des personnes ayant cessé de jouir de la rente mais il faut aussi préciser le total des rentes ainsi supprimées par suite de décès, de reprise du travail, de diminution et pour d'autres causes.

Pour une statistique internationale d'accidents, les données spécialisées plus haut dépasseraient les besoins. On pourrait se borner à recueillir les renseignements sur le nombre et la durée des pensions d'invalidité, servies au début de l'année d'observation, ou supprimées dans le courant de l'année par décès, reprise du travail ou diminution de rente ou pour d'autres causes, ou existant encore au 31 décembre, sans distinction d'âge et de durée de jouissance. Dans les formulaires joints au présent travail je n'ai pas, il est vrai, compris un feuillet pour les rentes ainsi discontinuées. Cependant l'adoption d'une annexe de ce genre, pour laquelle on se bornerait aux mentions indiquées ci-dessus, n'offrira aucune difficulté.

6. Au nombre des observations à faire sur les suites de l'accident, il faut compter aussi celles qui ont rapport à l'occu-

pation réelle du blessé après l'accident et au salaire touche par lui. L'importance de ces observations est indéniable. Il suffit de citer les critiques faites à l'assurance obligatoire à laquelle on reproche de ne point mesurer l'indemnité selon les conditions où se trouve le bénéficiaire. On blame le système parce qu'il arrive qu'un grand nombre des personnes touchant des pensions, gagnent des salaires égaux ou même supérieurs à ceux qu'elles recevaient avant l'accident, etc. Ces reproches viennent de ce que les rentes allouées par invalidité, étant calculées sur des bases théoriques, ne correspondent souvent pas avec les conditions de l'assuré après l'accident. Si ces reproches et surtout leur tendance ne sont pas motivés entièrement, il faut cependant reconnaître que les principes appliqués aujourd'hui pour déterminer le degré d'incapacité, ne s'appuient pas en grande partie sur l'expérience, et que cette expérience ne pourrait être acquise que par une observation systématique des conditions du salaire des bénéficiaires après l'accident. On s'occupe, en divers endroits, d'études de cette nature, mais étant donné les difficultés qu'offrent les recherches ainsi que la diversité des conditions et des arrangements, il est douteux qu'il soit possible de réaliser les observations sur une base internationale.

En dehors des faits cités ici il existe certainement encore d'autres circonstances concomitantes des accidents, qui, à raison de leur rapport avec d'autres phénomènes d'ordre social-économique devraient être notées et utilisées systématiquement. Mais, ou bien elles tiennent aux conditions nationales des pays au point d'exclure une enquête internationale, ou elles sont trop éloignées du but d'une statistique internationale. Donc, dans l'intérêt de la simplicité du travail on doit, jusqu'à nouvel ordre, renoncer à les utiliser.

Dans les recherches qui vont suivre, il s'agira avant tout de préciser clairement les termes qui nous intéressent au premier plan, savoir: suites de l'accident (entraînant un empèchement au gain), cause de l'accident et nature des lésions, et de rechercher

si et dans quelle mesure les chiffres recueillis dans les divers états peuvent servir pour une comparaison internationale. Les chiffres obtenus devront être rapportés à l'ouvrier-type. Il est superflu d'ajouter que pour juger les risques, il importe de bien distinguer les exploitations auxquelles ils se réfèrent. Il faudra donc commencer par dresser la liste des exploitations.

## III. Classification des Industries.

En établissant la nomenclature des exploitations et à laquelle les collaborateurs dans les pays étrangers devront se tenir strictement, il y a lieu de remarquer que l'étendue de la responsabilité ou de l'obligation d'assurance varie selon la législation des états. Il faudra tenir compte de cette différence en élargissant la liste le plus possible.

Doit-on essayer de s'entendre par un accord international sur l'établissement d'une nomenclature qui comprendra l'énumération complète des professions diverses exposées aux risques d'accidents? Je pense qu'une tentative de ce genre n'aura aucune chance de réussir, et cela pour diverses raisons. Tout d'abord je crois que les éléments pour établir une classification détaillée des professions font défaut pour cause de diversité dans le développement industriel et l'organisation ouvrière dans les divers pays.

Pour la classification des industries on ne peut considérer que les produits ou le commerce exploités dans l'établissement. Des différences plus détaillées touchant le genre d'exploitation et l'outillage ne pourraient être notées que dans les cas exceptionnels, quoiqu'il serait désirable de les connaître. L'expérience nous apprend que les difficultés de délimiter clairement les exploitations croissent à mesure qu'on les différencie.

Le classement des risques établi en tenant compte des différences a été fait pour des raisons techniques d'assurance (tarifs des risques) mais dans la pratique il rencontra mainte entrave. Quand on compare les tarifs très détaillés des corporations

allemandes avec la classification autrichienne qui a servi de modèle aux tables des autres pays, on reconnaît que des comparaisons directes sont souvent impossibles et qu'elles deviennent de plus en plus impossibles à mesure que se développent ces tarifs de risques. C'est à cette difficulté que se heurtera forcément toute tentative d'établir une liste internationale spécialisée des exploitations, applicable à tous les pays. On n'aurait aucune chance d'aboutir à une nomenclature qui garantirait que chaque rubrique comprend exclusivement les risques d'accidents établis pour des exploitations similaires.

Ces considérations m'amènent à proposer de se contenter, quant à présent, de différencier un grand nombre de groupes d'exploitations apparentées et de relever dans chaque groupe certains types importants de quelques industries, en tant qu'on peut admettre que les installations de ces industries sont en somme les mêmes dans les divers états.

Dans les pages suivantes, j'ai essayé de dresser une liste de ce genre. En ce qui touche le classement systématique emprunté en grande partie à la statistique professionnelle allemande, ma proposition n'a, bien entendu, aucun caractère obligatoire. Je m'associerai de même volontiers: à tout élargissement de la liste motivé par les conditions industrielles existant dans d'autres pays.

Les données statistiques doivent donc être notées non seulement pour les groupes d'exploitations désignés par des chiffres romains mais aussi pour certains genres d'exploitations différenciés dans ces groupes même.

## Liste des Exploitations.

I. *a)* Agriculture.

Y compris les fabriques de machines agricoles.

I. *b)* Exploitations forestières.

II. Moulins de toutes espèces.

### III. Mines et Metallurgie.

Y compris notamment:

1. Houillières,
2. Lignite,
3. Mines de fer,
4. Usines à fer. Aciéries. Laminoirs et marteaux-pilons,
5. Hauts fourneaux.

### IV. Industries de la pierre et des terres.

Y compris notamment:

1. Carrières de toute nature (avec travail sur place des matériaux extraits),
2. Terrassements de tous genres,
3. Fabriques de ciment,
4. Fours à chaux,
5. Taille des pierres,
6. Produits en terre réfractaire,
7. Fabrique de porcelaine,
8. Poteries,
9. Briqueteries,
10. Verrerie (sauf les vitres),
11. Vitres et miroiterie.

### V. Travail des métaux.

Y compris notamment:

1. Orfèvrerie d'or et d'argent,
2. Fonderies de fer,
3. Fabriques de quincaillerie de fer et d'acier,
4. Serrurerie,
5. Fonderies de métal,
6. Fabriques d'objets en métal (Bronze, maillechort, etc.).

### VI. Fabrication de machines, outils, instruments, appareils.

Y compris notamment:

1. Ateliers de chaudronnerie et de constructions de fer,
2. Fabriques de machines,
3. Fabriques de machines agricoles,
4. Fabriques de locomotives,
5. Fabriques de vélocipèdes,
6. Chantiers de constructions navales,
7. Fabriques de wagons,
8. Fabriques d'armes portatives,
9. Fabriques de machines et appareils pour l'éclairage et la transmission de force électrique,
10. Fabrication d'instruments de musique.

VII. Industrie chimique.

Y compris notamment:

1. Fabrication de produits chimiques,
2. Fabrication de couleurs,
3. Fabrication de poudre à tirer,
4. Fabrication d'autres explosifs,
5. Fabrication d'allumettes,
6. Fabrication de noir d'os et d'engrais artificiel.

VIII. Industrie du chauffage et de l'éclairage, huiles, combustibles et éclairage.

Y compris notamment:

1. Fabriques de briquettes,
2. Bougies et savons,
3. Fabriques de gaz d'éclairage,
4. Fabriques de pétrole,
5. Fabrication d'huiles minérales, d'huiles à graisser, de cérésine et de parafine,
6. Exploitation d'installations pour l'éclairage et la transmission de force par l'électricité.

IX. Industrie textile.

Y compris notamment:

1. Fabriques de soieries et de velours,
2. Filatures de soie,
3. Filatures de laine,
4. Tissage de laine,
5. Fabriques d'articles en laine (filature, tissage, apprêt),
6. Filature de lin et d'étoupe,
7. Filature de jute et tissage,
8. Tissage de lin,
9. Filature de coton,
10. Tissage de coton,
11. Fabrication d'articles de coton (et mi-coton), filature, tissage et apprêt),
12. Apprêt, blanchiment, impression, teinturerie,
13. Fabrication de dentelles,
14. Bonneterie.

X. *a)* Industrie du papier.

Y compris notamment:

1. Cellulose et fabrication de pâte de bois,
2. Fabrication de papier et de carton,
3. Cartonnages et reliure,
4. Fabrication de papier peint.

X. *b)* Cuirs et caoutchouc.

Y compris notamment:

1. Fabriques de cuirs,
2. Teintureries du cuir, cuirs vernis, etc.,
3. Fabrication d'articles en gomme élastique et en gutta-percha.

XI. Industrie du bois et du bois ouvré.

Y compris notamment:

1. Scieries hydrauliques,
2. Scieries mues par la vapeur,
3. Ateliers de tourneurs sur bois,
4. Meubles en bois courbé,
5. Fabrication de meubles,
6. Menuiserie.

XII. Industrie alimentaire, tabac etc.

Y compris notamment:

1. Boulangeries,
2. Fabriques de chocolat et de bonbons,
3. Fabriques de conserves,
4. Charcuterie et fabriques de saucisses,
5. Fabriques de sucre brut,
6. Raffineries de sucre,
7. Distilleries d'eau de vie,
8. Alcool et levures,
9. Brasseries,
10. Malteries,
11. Fabriques d'eaux gazeuses,
12. Fabriques de tabac.

XIII. Industrie du vêtement.

Y compris notamment:

1. Fabriques de gants,
2. Fabriques de chapeaux de feutre,
3. Fabriques de chapeaux de paille,
4. Confection d'habillements,
5. Fabrique de cordonnerie,
6. Lingerie.

XIV. Constructions et Industrie du Bâtiment.

Y compris notamment:

1. Entreprises de dragage,
2. Construction de digues, canaux, voirie et autres terrassements,
3. Chemins de fer,
4. Superstructure,
5. Travaux hydrauliques,
6. Toiture,
7. Charpentiers et échafaudages,

8. Peintres en bâtiment et peintres décorateurs,
9. Paveurs et bitumeurs,
10. Installation de gaz et conduites d'eau,
11. Installation de télégraphes, téléphones paratonnerres, éclairage et transmission électrique,
12. Extinction d'Incendies,
13. Ramoneurs.

XV. Industries polygraphiques, Imprimerie et lithographie.

XVI. Entreprises théâtrales.

XVII. Entreprises de transports.

Y compris notamment:

1. Entreprises de chemins de fer,
2. Entreprises de tramways,
3. Entreprises de Voitures en location,
4. Entreprises d' Omnibus,
5. Camionnage, roulage,
6. Navigation intérieure,
7. Navigation maritime.

XVIII. Commerce et Trafic.

1. Entreprises d'expédition,
2. Entrepôts de marchandises,
3. Chantiers de bois et charbon.

XIX. Autres entreprises.

## IV. Les Suites des Accidents.

Dans la classification des accidents d'après les suites qui ont entraîné l'incapacité de travail, les trois distinctions principales s'imposent naturellement dès le début: savoir accidents ***mortels,*** accidents suivis *d'incapacité permanente* et accidents suivis *d'incapacité temporaire.* Les preuves à fournir pour ces trois groupes n' auront pas une valeur égale. C'est un fait souvent constaté que, du jour où la loi stipule l'indemnité, les chiffres de la Statistique des accidents s'élèvent rapidement, et nous ne nous tromperons guères en avancant que seulement au bout de six à dix ans après l'admission légale du droit à l'indemnité, on atteindra un certain degré de saturation. On s'est itérativement servi à tort ou à raison de cet argument

pour combattre l'assurance obligatoire, en s'appuyant sur l'accroissement réel du nombre des accidents. Mais il est certain que d'autres causes influent bien plus fortement sur l'augmentation des chiffres statistiques, avant tout la connaissance graduelle qu'acquiert la population ouvrière de son droit à l'indemnité, la revendication plus énergique de ce droit par les blessés, puis aussi les changements qui se produisent, lentement peut-être, dans l'interprétation des suites de maint accident, dans le sens d'une compensation plus libérale. Le développement indiqué dans le tableau ci-dessus, des chiffres relatifs aux accidents en Allemagne et en Autriche, est caractéristique sous ce rapport.

**Allemagne (exploitations industrielles). Autriche.**

Sur 10.000 observés (pour l'utriche „Ouvriers-types"), les accidents ont eu les suites indiquées ci-après:

| Années | Mort | Incapacité temporaire de plus de 13 semaines | Incapacité permanente | Mort | Incapacité temporaire de plus de 13 semaines | Incapacité permanente |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 1886 | 7·0 | 5·7 | 15·3 | — | — | — |
| 1887 | 7·7 | 5·3 | 28·4 | — | — | — |
| 1888 | 6·8 | 8·6 | 28·1 | — | — | — |
| 1889 | 7·1 | 8·1 | 31·9 | — | — | — |
| 1890 | 7·3 | 9·8 | 36·5 | 6·7 | 55·9 | 19·3 |
| 1891 | 7·1 | 11·0 | 37·4 | 6·6 | 70·8 | 25·1 |
| 1892 | 6·5 | 11·4 | 38·5 | 6·4 | 70·7 | 28·3 |
| 1893 | 6·9 | 12·5 | 40·9 | 6·9 | 74·5 | 34·5 |
| 1894 | 6·5 | 16·2 | 39·8 | 6·8 | 82·6 | 37·4 |
| 1895 | 6·7 | 18·5 | 37·2 | 6·8 | 87·4 | 40·5 |
| 1896 | 7·1 | 23·8 | 36·3 | 7·2 | 95·2 | 42·1 |
| 1897 | 7·0 | 25·9 | 36·2 | 7·0 | 102·7 | 37·9 |
| 1898 | 7·3 | 27·5 | 36·3 | 7·0 | 105·5 | 37·8 |
| 1899 | 7·2 | 30·0 | 36·7 | 7·3 | 108·6 | 41·7 |
| 1900 | 7·4 | 30·6 | 36·6 | 6·8 | 109·9 | 40·8 |
| 1901 | 7·2 | 34·6 | 38·9 | 6·7 | 113·4 | 42·8 |

Les variations qu'on relève dans ces colonnes doivent frapper les yeux. Pendant que pour les accidents mortels, on constate certaines oscillations mais non une tendance progressive, les autres chiffres à partir du commencement de l'Assurance (Allemagne 1886, Autriche 1890) accusent un accroissement rapide et ne demeurent à peu près stables qu'au bout d'un temps assez long. On peut admettre, avec raison que ce même phénomène se montrera aussi dans les pays où le régime de l'indemnité est de date récente. Il faut donc s'attendre à ce que des données certaines et comparables ne seront obtenues que pour des accidents mortels.

L'enregistrement complet des accidents mortels de même que celui des parents ayant droit à l'indemnité n'offrent aucun difficulté. Par contre la notation du nombe des blessés est essentiellement entravée par les singularités qu'on constate dans les lois des divers pays.

Parmi ces singularités, la *période de carence* joue le rôle le plus important. Les lois de tous les États dont nous nous occupons ici stipulent que, abstraction faite des accidents mortels, seront seul admis à l'indemnité les accidents ayant entrainé une incapacité de travail durant un temps minimal (temps de carence). Cette carence diffère beaucoup, ainsi que le montrent les exemples suivants: Elle est

| | | | |
|---|---|---|---|
| pour les Pays-Bas de | . . . . . | 2 | jours |
| „ la France | . . . . . | 4 | „ |
| „ l'Italie | . . . . . | 5 | „ |
| „ la Finlande | . . . . . | 5 | „ |
| „ l'Angleterre | . . . . . | 2 | semaines |
| „ l'Autriche et la Norvège | . . . | 4 | „ |
| „ l'Allemagne et le Danemarc | . . | 13 | „ |

Dans les pays à longue carence, on a pourvu aux besoins pour les accidents suivis d'incapacité cessant avec l'expiration de la carence, par l'assurance contractée avec les caisses de maladies; mais il a déjà été dit plus haut, que les données à

recueillir par les caisses — du moins en tant que les conditions en Autriche permettent une conclusion générale — n'ont qu'une valeur médiocre et ne doivent, en aucun cas, être mêlées avec les indications que fournissent les autres Institutions d'Assurance.

Si l'on se borne à noter les accidents qui ont entraîné une incapacité de plus longue durée que la carence, on pourra obtenir des chiffres comparables pour la statistique internationale à la condition de classer les données d'aprés la durée de l'incapacité. Cette classification est indispensable en tant que les législations des divers pays, sur le temps de carence jouent un rôle, par conséquent jusqu'à la 14e semaine de l'incapacité. Mais dans l'intérêt de la simplification des cadres, j'estime qu'il suffit de distinguer les cas d'incapacité dépassant 1 semaine, d'avec ceux de 1 à 2 semaines, de 2 à 4 semaines, de 4 à 13 semaines et de plus de 13 semaines et, pour ces derniers, bien entendu, les cas ayant entraîné une incapacité temporaire et ceux qui ont eu pour suite une incapacité permanente. Outre les observations sur la durée de l'incapacité, il sera cartainement intéressant d'étudier la durée du traitement médical des blessés. Mais je renonce pour le moment à proposer cette addition parceque l'organisation des Institutions d'Assurance dans les divers pays ne paraît pas présenter des garanties suffisantes pour qu'on puisse compter sur des renseignements complets dans cette voie. Toutefois je ne dois pas laisser ignorer qu'on s'occupe maintenant en Autriche d'une étude qui a pour but de prolonger le temps de carence, de telle manière que l'obligation d'indemnité ne commencera qu'après la fin du traitement, et au plus tard, une année après l'accident.

Si l'on fixait la carence dans ces conditions il faudrait nécessairement en tenir compte dans le classement des accitents d'après leurs conséquences.

Outre les accidents mortels, ce sont les accidents suivis d'incapacité permanente où le degré de cette incapacité joue un rôle important, qui réclament notre intérêt parceque la

législation de tous les pays fait dépendre l'indemnité allouée de ce degré. Certes, sous ce rapport, il existe d'assez grandes différences d'interprétation. La loi française me paraît être la plus restrictive de toutes, car elle détermine l'indemnité directement d'après la *perte de salaire* subie par l'accident. Il est évident que cette perte ne peut pas être identifiée avec le degré d'incapacité et que, généralement même elle s'en écarte beaucoup. Cet exemple suffit pour constater que les diverses interprétations diminuent considérablement quant au nombre des hommes frappés d'incapacité permanente la valeur des comparaisons internationales. Il faut d'ailleurs nous attendre à des resultats très divergents, parce que, indépendamment de l'élément objectif qui existe dans l'appréciation de l'incapacité durable, il s'y mêle encore tant de moments subjectifs qu'il ne faut pas compter sur un accord approximatif des résultats obtenus. Ni la science ni la pratique n'ont réussi à amener une concordance des vues dans les pays où l'assurance obligatoire existe depuis longtemps. Ainsi, par exemple, où trouvera, en comparant minutieusement le mode d'indemnité adopté par les Institutions Autrichiennes d'Assurances des divergences considérables dans l'appréciation de la durée et de la mesure des compensations réclamées. L'avenir dira si le développement ultérieur du régime des indemnités pour accidents, rendra la question plus claire.

En statistique, la durée et le degré d'incapacité ne peuvent être déterminés que d'après la durée et le montant de l'indemnité allouée. Mais ici il ne faut pas perdre de vue un fait déjà mentionné précédemment, savoir que la durée de l'incapacité et quand il s'agit de suites persistantes de l'accident, la mesure de cette incapacité ne peuvent pas être évaluées immédiatement après l'accident ni très souvent même, beaucoup plus tard, avec certitude. L'expérience en Allemagne et en Autriche nous enseigne que l'apréciation faite au cours du traitement et souvent au bout d'un certain temps, a été complètement erronée, que des blessés dont on pouvait attendre le rétablissement entier, sont

restés définitivement incapables de travailler et que le degré de l'incapacité permanente s'est essentiellement modifié au cours du temps à la suite de circonstances imprévues: la définition du terme: *„incapacité permanente“* n'est pas aussi simple qu'elle paraît au premier abord. Il ne faudra pas en effet tout au moins pour la statistique, se borner à déclarer atteint d'incapacité permanente celui dont l'incapacité persiste jusqu'à la mort, car dans ce cas on ne pourrait strictement établir qu'au décès si le blessé était réellement atteint d'incapacité durable.

Or, comme de nombreuses expériences nous l'ont appris, il n'est pas possible de trouver un critérium objectif applicable à la définition de l'incapacité permanente, il ne reste plus qu'à traiter comme atteints d'incapacité permanente tous ceux dont l'inhabileté à travailler dure déjà depuis un temps donné, c'est-à-dire ceux pour lesquels, sauf certaines exceptions, on peut prévoir qu'ils ne retrouveront pas la possibilité de reprendre leur travail entièrement. D'autre part, le *degré d'incapacité* est sujet, avec le temps, à diverses variations. D'ordinaire, il se produit dans les premières années une amélioration qui augmente les chances du travailleur. Si donc on veut caractériser l'accident selon la mesure de l'incapacité acquise, il faut rapporter ces données à une *époque déterminée* après l'accident et prendre rationellement cette même époque pour décider si le blessé doit être traité ou non comme sujet atteint d'incapacité permanente.

C'est de ce point de vue et eu égard aux expériences faites en Allemagne et en Autriche que je propose de considérer comme frappé d'incapacité permanente celui dont l'incapacité, comptée à partir du jour de l'accident ou à partir de la fin du traitement, persiste encore à l'expiration d'un certain délai. Tenant compte des conditions en Autriche et de l'expérience faite en ce pays, je pense que ce délai devrait être de deux ans, qui courront de la fin du traitement. Toutefois si les règlements des autres États, touchant l'époque à laquelle ce traitement peut être con-

sidéré comme achevé, présentaient des obstacles pour l'adoption du terme que j'indique, la période critique pourrait être rationellement fixée à *3 ans à compter du jour de l'accident.* Le degré d'incapacité constaté durant ce laps de temps et qui est caracterisé par le montant de la pension (dans les pays où l'assurance-pensions existe) sera alors adopté pour l'inscription statistique. Les changements qui se produiront ultérieurement dans la mesure de l'incapacité et par conséquent dans la perception de la rente, ne devraient plus être notés dans la rubrique: „suites d'accidents" mais dans celle qui enregistre les observations touchant la cessation de pensions permanentes, dans les tables où cette mention est prévue. Il est évident qu'en adoptant ce système d'inscription, on ne pourra consigner que des données se rapportant à des périodes lointaines mais c'est là un fait dont il faut tenir compte quand même, dans l'intérêt de la certitude des résultats.

En conséquence, les accidents considérés par rapport à leurs suites, devraient être classés en accidents ayant entraîné.

1° Une incapacité temporaire [1])

| | | | |
|---|---|---|---|
| de plus | | d'une | semaine |
| „ | „ de | 1 à 2 | semaines |
| „ | „ „ | 2 à 4 | „ |
| „ | „ „ | 4 à 13 | „ |
| „ | „ „ | 13 | „ |

2° Une incapacité permanente (définie d'après l'une des deux propositions ci-dessus).

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| O | jusqu'à | exclusivement | $^1/_5$ | de | la | capacité |
| $^1/_5$ | „ | „ | $^2/_5$ | „ | „ | „ |
| $^2/_5$ | „ | „ | $^3/_5$ | „ | „ | „ |
| $^3/_5$ | „ | „ | $^4/_5$ | „ | „ | „ |
| $^4/_5$ | „ | „ | $^5/_5$ | „ | „ | „ |

3. Mort.

[1]) Les rubriques qui, dans quelques uns des pays, sont comprises dans ces périodes, resteront naturellement vides dans les statistiques de ces pays.

A côté de la colonne donnant les accidents mortels il faudrait en réserver une autre dans laquelle figureraient le nombre des survivants admis à l'indemnité, tels que veuves, enfants et autres ayants-droit.

Au nombre des éléments de la statistique des accidents avec lesquels il faudra combiner les conséquences des accidents lorsqu'on dressera les cadres, figurent naturellement en première place, les *genres d'exploitation* parce que l'intérêt principal de toute statistique d'accidents se concentre sur l'observation des dangers que présentent les diverses industries. Bien entendu, il faudra toujours indiquer le nombre des ouvriers-types (table I) car sans cette mention il ne serait pas possible d'obtenir des chiffres relatifs comparables. La table IIa, annexée, pour laquelle on utilisera le schéma des exploitations énumérées plus haut, servirait à l'inscription des observations. En outre, il y aurait encore la combinaison des suites d'accidents avec la *cause* et la nature de ceux-ci. Les formulaires pour ces tables s'obtiendront simplement en substituant au formulaire IIa, à la liste des exploitations, l'énumération des causes et de la nature des accidents, dont il sera question ci-après (voir table IIb et IIc). Dans ces conditions, par des raisons faciles à comprendre, on ne rattachera pas le nombre des accidents à celui des ouvriers observés.

## V. Causes des Accidents.

On entend généralement par ce terme l'occasion qui a amené l'accident au cours d'un travail. Les causes plus profondes dont la recherche et la constatation offre, comme nous l'avons déjà dit, de grandes difficultés dans la plupart des cas, demeureront ici hors de question. L'observation de ces causes présente naturellement un intérêt considérable au point de vue de la *prévention des accidents.*

Cependant il ne faut pas se faire trop d'illusions sur la valeur des données statistiques telles qu'elles figurent dans les

tables usuelles, car, même en spécifiant avec un soin extrême les différentes éventualités qui ont pu amener l'accident, on sera forcément conduit à adopter, dans la classification, une certaine uniformité qui amoindrira la valeur des données. Les tables pourraient, il est vrai, être utilement complétées par une description monographique des causes, comme cela se fait dans les publications périodiques de l'Empire allemand. Mais ces sortes de relevés monographiques ne sauraient figurer dans la statistique internationale dont il s'agit ici.

Les *causes* se partagent rationellement en deux groupes, c'est-à-dire celles de *nature générale* qui peuvent survenir dans chaque ou dans presque chaque genre d'exploitation et celles de *nature spéciale* qui comprennent notamment les occasions qu'offre l'emploi de machines et d'apparails. Il est évident que l'intérêt principal se portera sur les causes spéciales, d'où il suit qu'il est désirable de les préciser avec soin. Par contre, étant donné le grand nombre d'accidents dûs à des causes générales telles que: „chute d'endroits élevés", „chute d'objets", „emploi d'outils portatifs", il sera difficile de les faire entrer sous une forme claire, selon les industries auxquelles elles se rapportent, dans les tables statistiques.

En ce qui touche le schéma des causes, on peut, dans une certaine mesure, appliquer ce qui a été dit plus haut au sujet de la liste des genres d'exploitation. Ici encore une spécialisation trop grande, notamment eu égard aux machines et appareils observés, serait entravée par ce fait que les progrès incessants de l'industrie feront naitre de nouvelles causes d'accidents. Et puis, en raison de la différence des installations à l'étranger, on ne pourrait établir de comparaisons que pour les accidents qui se produisent dans des *conditions typiques.* C'est à ces considérations qu'il faut rapporter le *choix des machines-outils et des appareils* énumérés dans la liste qui suit. Cette liste a été spécialement dressée d'après l'expérience faite à l'occasion du travail autrichien des statistiques d'accidents de

1897 à 1901. Il faudrait la complèter si elle ne satisfait point aux conditions existant dans les autres pays.

**Schéma des causes.**

*A.* Causes générales.

1. Emploi d'outils manuels et manipulations diverses.
2. Eclats ou fragments provenant de l'emploi d'outils manuels.
3. Chute et renversement d'objets. Effondrement d'escaliers rupture d'échelles, d'échafaudages.
4. Chute de points élevés, sur le sol ou dans des fossés.
5. Métaux en fusion, scories, etc.
6. Liquides en ébullition ou chauds, vapeur d'eau.
7. Flammes des foyers[1]) chaleur rayonnante, gaz chauds.
8. Substances toxiques et gaz.
9. Caustiques (acides, lessives, chaux vive).
10. Courants électriques.
11. Levage et mise en nouvement de fardeaux à la main ou par chariots.
12. Chargement et déchargement à la main (ailleurs que par les entreprises des transports).
13. Roulage (non compris les entreprises des transports).
14. Voies ferrées d'usines.
15. Appareils de levage de toute espece (ascenseurs, monte-charges).
16. Chaudières à vapeur (y compris le feu), vases sous pression, tuyaux de vapeur).
17. Moteurs:
    *a*) vapeur *c*) électriques,
    *b*) hydrauliques *d*) autres.
18. Transmissions:
    *a*) courroies *b*) autres.
19. Machines-outils (sauf celles spécifiées ci-après).
20. Causes générales autres que ci-dessus.

[1]) Les accidents survenant pendant la chauffe seront mentionnés sous la rubrique „Chaudières à vapeur".

### *B.* Machines-outils et autres causes spéciales pour certaines branches d'industrie.

#### Machines agricoles.

Batteuses y compris spécialement chute dans le cylindre.
Engrenages et autres organes en mouvement de la batteuse.
Pierres, sable, grains de céréales projetés par le cylindre.
Cylindres des hache-paille.
Couteaux des hache-paille.
Engrenages des hache-paille et autres organes en mouvement.
Manèges.

#### Minoterie.

Meules. (Pierres meulières.) Supports des cylindres.

#### Exploitations pour la production et le travail du fer et des métaux.

Marteaux de toute espèce.

Laminoirs
Tours
Perceuses
Raboteuses
Fraises
} pour le travail des métaux.

Machines pour affûter, polisseuses à l'émeri, y compris notamment l'éclatement des meules.
Cisailles, machines à forer, presses, moutons à estamper. Timbreuses.

#### Carrières, fosses, bâtiment.

Chaux caustique, y compris spécialement pénétration de la chaux dans les yeux.
Eclats dans le travail de la pierre, pénétration dans les yeux.
Effondrement de masses de pierre et de terres; Chute de pierres ou de terre, éboulement de murs dans les fossés ou dans la construction.
Explosion de matieres explosives, sautage à la mine, en général.

#### Tuileries.

Machine à tuiles (laminoirs, pétrisseurs, malaxeurs, coupoirs d'argile).

### Verreries.

Etenderie, chariots.
Polissage.

### Industrie textile.

Echardonneuses.
Cardeuses.
Selfactors.
Autres machines à filer.
Tisseuses.
Machines à imprimer.
Centrifuges.

### Industrie du papier (Cellulose, pâte de bois).

Défibreurs.
Machines à couper les chiffons.
Piles à cylindres.
Machines à fabriquer le carton.
Machines à faire le papier (et leurs organes).
Massicots.
Toutes les machines servant pour la cellulose.

### Fabriques de cuir.

Machines à tanner, étirer, couper.
Pilons.
Fouloirs.
Cylindres, presses, moutons et timbreuses.

### Industrie du bois.

Scies droites et circulaires.
Scies à rubans.
Machines à raboter.
Machines à fraiser.
Tours.
Machines et meules à polir.
Eclatement des meules.

### Charcuterie.

Hachoirs, presses-viande, coupoirs.

### Boulangeries.

Pétrisseurs mécaniques.

### Industrie sucrière.

Machines à couper la betterave.
Centrifuges.

### Imprimerie.

Presses rotatives.
Presses à vapeur.
Presses à pédales.
Massicots.

Entreprises de Transports.

Coups de pied de cheval, coups de pied, choc, morsure d'animaux de trait.

Chute de voiture.

Blessures par les roues de la propre voiture.

Blessures en montant ou en descendant pendant la course.

Chargement et déchargement.

Chemins de fer.

Chute du train. Chute sous les roues, écrasement.

Déraillement de trains, roulement des wagons.

Collision de trains.

Manoeuvres de gares. Accouplement ct désaccouplement des wagons.

Navigation.

Chargement et déchargement des navires.

Amarrage, mise en marche, manoeuvres des ancres.

Chute dans l'eau (asphyxie par submersion).

Machines et chaudières marines.

Installations mécaniques à bord.

En ce qui touche la cause des accidents, la distinction entre les *genres d'exploitation* offre également un très grand intérêt. On a ainsi l'occasion d'en déduire des chiffres relatifs qui indiquent combien d'accidents d'une cause déterminée s'appliquent à 100 ouvriers-types d'une industrie donnée, et par là on connaît l'importance des causes pour chacun des genres de cette industrie. La table III annexée à ce travail pourrait servir dans ce but. Il ne sera malheureusement pas possible d'établir une relation plus étendue entre le nombre des accidents dûs à une cause isolée — par exemple ceux qui proviennent d'une machine-outil déterminée — et le nombre des personnes occupées à cette machine, parce qu'il n'y a aucun moyen d'obtenir, pour cette recherche, des chiffres quelque peu certains.

Dans l'emploi pratique de la table III on n'inscrira, bien entendu, que les *causes générales*, en tête des colonnes, pour

tous les genres d'exploitation, par conséquent on remplira les rubriques 1 à 20. Par contre, pour les *machines-outils* et autres *causes spéciales* on ne mentionnera que les faits qui s'y rapportent. Ainsi par exemple, pour les machines à travailler le bois, on inscrira seulement les industries du bois (groupe XI) pour les machines textiles, l'industrie textile, etc.

Il reste encore à rechercher comment on pourra rattacher les causes des accidents avec d'autres éléments de la statistique. Nous avons déjà, à la fin du précédent chapitre, parlé de la cause combinée avec les suites (formulaire II b). Ajoutous qu'un dénombrement des accidents de même que le rattachement des causes avec la nature des lésions, offrirait un très grand intérêt. Il est certain qu'il importe non seulement de connaitre la *fréquence* des accidents dûs à une même cause, mais aussi leur *gravité* qui se caractérise par la conséquence des accidents. Il est probable que, par ces recherches, on rectifiera bien des opinions préconçues. Ainsi par exemple, l'expérience faite en Autriche a démontré que pour les cas d'accidents si nombreux par les machines-outils, ce sont seulement les accidents dûs aux machines à travailler le bois, aux machines agricoles et à quelques autres engins, qui ont d'ordinaire des suites graves, tandis que le reste des outils mécaniques demeure au second plan pour les conséquences qu'il entraîne. La constatation des causes et de la nature des blessures (formulaire IV b) surtout en ce qui touche les lésions des doigts qui jouent un si grand rôle dans la statistique des accidents, fournira des renseignements sous ce rapport.

## VI. Nature des Blessures.

Strictement pris, on entend par là le mode d'action de la blessure sur le corps humain et il faudrait alors distinguer selon qu'il y a contusion, plaies par coupures, par perforation, fractures d'os, cas d'asphyxie, noyade, etc. Mais il est facile de voir que ces distinctions ne nous servent pas à grand chose.

En règle genérale, elle n'auront d'importance que si on les rapporte à certaines parties du corps. De là vient peut être que très souvent on comprend par „nature de la blessure“ les parties lésées même. Voilà pourquoi il sera juste, lors des enquêtes futures, de bien préciser les parties lésées car, au premier examen, après l'accident, on interroge d'abord le blessé sur le siège de sa lésion. Vis-à-vis de cette question, celle de savoir comment l'accident est arrivé, s'il y a eu foulure, coupure ou blessure par perforation, passe au second rang.

Mais cela ne veut pas dire qu'il suffit de désigner les parties atteintes pour épuiser la série des points à connaître. Les lésions d'un bras, d'un doigt ou d'une jambe offriront, sous le rapport de la gravité, des différences qui seront très importantes pour apprécier l'état corporel et par conséquent les conditions d'incapacité de travail du blessé. Evidemment il serait impossible de tenir compte de ces différences dans le cadre étroit des tables. Une spécification de ce genre — qui aurait pour le médecin un intérêt décisif, — ne pourrait trouver place que sous forme monographique. La description dans les tables devra se contenter de certaines mentions fondamentales. Je propose, à ce sujet, quand il s'agit de lésions des extrémités, de distinguer s'il y a eu perte ou seulement lésion. Dans l'énumération des blessures il faudra faire ressortir les fractures d'os à cause de leur fréquence et de leur nature.

Il y a encore un point sur lequel je désire appeler l'attention: Pour les raisons indiquées il ne sera pas toujours possible de déduire de l'aspect du blessé immédiatement après l'accident, la nature de sa blessure. Ainsi, par exemple, il arrivera souvent qu'un accident qui a, tout d'abord, causé seulement la *lésion* d'une extrémité, entraînera dans la suite la *perte* de cette extrémité. Si l'on tient à caractériser l'état corporel du sujet, on ne pourra déterminer avec certitude la nature de la blessure que dans un temps assez éloigné, à moins qu'il ne s'agisse d'incapacité temporaire ou de mort. — Naturelle-

ment pour tous les accidents suivis d'incapacité permanente, il conviendra de prendre l'époque adoptée pour l'inscription parmi les accidents suivis d'incapacité permanente.

Les considérations qui précèdent ont dicté le schéma figuré ci-après des accidents d'après leur nature, dès lors selon la partie du corps lésée, eu égard aussi aux suites causées. Le grand nombre de *lésions des doigts* qui, pour l'indemnité ont une assez grande importance dans l'assurance contre les accidents, me fait désirer de spécifier ces lésions avec plus d'attention qu'on ne l'a fait jusqu'ici. Il est évident que cette spécification, en raison de la grande variété des genres d'accidents, ne pourra pas épuiser toute la matière. D'ailleurs il sera difficile d'atteindre le but parce que l'état corporel du blessé est souvent influencé par des circonstances non directement liées avec l'accident, ainsi par exemple par des vices ou défauts qui existaient chez l'individu avant l'accident, par l'âge, le métier et par d'autres causes.

Je ne me fais aucune illusion sur ce point que le schéma qui suit, même en le resserrant dans les limites indiquées, est encore trop vaste et qu'il faudra se contenter, pour certains groupes, de faire figurer les principales catégories seulement.

**Schéma des blessures.**

I. Tête et cou, sauf les yeux:

II. Yeux

| | |
|---|---|
| Perte ou cécité totale | d'un oeil<br>des deux yeux. |
| Altération (diminution de l'acuité visuelle | d'un oeil<br>des deux yeux. |
| Autres lésions des yeux | |

III. Bras.

| | |
|---|---|
| Perte totale ou impossibilité complète de se servir du | bras gauche<br>bras droit. |

Fracture du { bras gauche
bras droit
l'avant bras gauche
l'avant bras droit.

Autres lésions du { bras gauche
bras droit.

Autres lésions de l'un ou des deux bras.

IV. Mains.

Perte totale ou impossibilité complète de se servir de la { main gauche
main droite.

Fracture de la { main gauche
main droite.

Autres lésions de la { main gauche
main droite.

Autres lésions de l'une ou des deux mains.

V. Doigts.

Perte totale { du pouce gauche
du pouce droit
d'un autre doigt de la main gauche
d'un autre doigt de la main droite
de plusieurs doigts de la main gauche
de plusieurs doigts de la main droite.

Perte d'une phalange { d'un doigt de la main gauche
d'un doigt de la main droite.

Raideur de l'articulation { d'un doigt de la main gauche
d'un doigt de la main droite.

Autres lésions { du pouce gauche
du pouce droit
d'un autre doigt de la main gauche
d'un autre doigt de la main droite
de plusieurs doigts de la main gauche
de plusieurs doigts de la main droite.

Perte de doigts combinée avec lésions digitales { de la main gauche
de la main droite.

Lésions des doigts des deux mains.

VI. Jambes et pieds hormis les orteils.

Perte totale ou usage impossible { d'une jambe ou d'un pied / des deux jambes ou pieds.

Fracture { du fémur / de la jambe / du genou.

Lésion de l'articulation du pied.

Autres lésions { d'une jambe ou pied / des deux jambes ou pieds.

VII. Orteils.

Perte d'un ou de plusieurs orteils.

Lésion d'un ou de plusieurs orteils.

VIII. Tronc.

Lésions de l'épaule

Fractures de la clavicule

Fractures des côtes

Autres lésions du tronc.

IX. Lésions internes.

Hernies

Lésions des testicules

Autres lésions internes.

X. Commotions cérebrales.

XI. Névroses traumatiques (en tant qu'elles ne figurent pas dans d'autres rubriques.)

XII. Asphyxie.

XIII. Asphyxie par immersion. (Noyés).

XIV. Lésions de plusieurs parties du corps (en tant que la lésion d'une seule partie ne suffit pas pour entraîner la suite.)

XV. Autres lésions.

Nous avons déjà parlé plus haut des divers genres de blessures par rapport aux suites des accidents (Table annexe II *c*)

et par rapport aux causes. (Table annexe IV *b*). Mais outre nos observations à ce sujet, nous pensons qu'il conviendrait également de distinguer la nature des blessures d'après les industries où les accidents se sont produits, et que l'intérêt que cette classification offrirait, serait suffisant pour justifier l'addition d'une table spéciale (voir table annexe XIV *a*.) Pourtant on pourra se contenter de distinguer les catégories principales de blessures désignées plus haut par des chiffres romains.

## VII. Autres éléments de la statistique des accidents.

D'après ce qui a été dit au II^e^ chapitre, il ne resterait plus à tenir compte, en fait d'autres élémens à considérer dans une statistique internationale, que de *l'âge* et du *sexe* des blessés ou des morts, puisque les élémens étudiés dans ce chapitre ou bien ne se prêtent point à une utilisation tabulaire ou que pour ne pas élargir outre mesure le cercle des faits à vérifier, ces éléments doivent provisoirement rester hors de discussion.

La question du *sexe* de la personne blessée est naturellement fort simple. Il me paraît suffisant d'établir cette distinction en distinguant le genre d'exploitation où l'accident a eu lieu. Certes, il serait désirable que l'on pût classer selon le sexe les ouvriers ou ouvrières observés. Mais étant donné le fait que l'assurance contre les accidents est en tant que je sache, basée le plus souvent sur l'assurance collective qui n'inscrit que des notions générales sur le nombre des ouvriers, je ne suis pas sûr qu'il sera possible d'inscrire partout avec, une certitude suffisante, les sujets observés *selon leur sexe*. Mais cependant on pourrait toujours déduire des autres données statistiques sur la composition du monde ouvrier, des chiffres tout au moins approximatifs sur la fréquence des accidents pour les ouvriers et les ouvrières. — Il en est de même de la classification selon l'âge. Sous ce dernier rapport, il suffira peut être quant à présent, de distinguer les ouvriers en sujets *jeunes* et et *adultes* et en sujets ayant dépassé *60 ans*. Si l'on

estime qu'il y a intérêt à établir des différences plus étendues, on pourrait établir les groupes spécifiés ci-après:

Jusqu'à 16 ans
de 17 à 20 ans inclusivement
21 „ 25 „ „
26 „ 30 „ „
31 „ 35 „ „
36 „ 40 „ „
41 „ 45 „ „
46 „ 50 „ „
51 „ 55 „ „
56 „ 60 „ „
au dessus de 60 ans.

Pour le but à atteindre ici on établira l'âge avec une précision suffisante en déduisant l'année de la naissance de l'année de l'accident.

Le table I contient les blessés d'après l'âge et le sexe et fournit également des données générales sur la clientèle des Instituts assureurs, sur les salaires et les contributions perçues d'après les genres d'exploitation.

## VIII. Organisation des Instituts Assureurs.

En raison de la diversité des lois qui régissent le service des Assurances dans les différents pays, les détails concernant l'organisation et la sphère d'action des Instituts assureurs offrent un intérêt particulier pour les comparaisons internationales.

Bien entendu il faudra distinguer ces instituts selon leur *caractère légal.* La classification suivante contient, à mon avis, les principaux types connus.

*I. Instituts assureurs avec caractère obligatoire* c'est-à-dire ceux auxquels sont assujetties toutes les personnes appartenant à une certaine catégorie, savoir:

1. Caisses obligatoires *territoriales* (comme, par exemple les Institutions autrichiennes d'assurance ouvrière contre les accidents).

2. Caisses obligatoires basées sur le concours des *corporations* (syndicats allemands).

3. Services obligatoires de *corporations* et *d'institutions publiques* de même que organisations internes de grandes entreprises privées (par exemple l'assurance-accident des autorités exécutives allemandes, les services internes de grandes entreprises de transports.

*II. Instituts assureurs sans caractère obligatoire,* dont la clientèle se recrute par admission volontaire ou par contrat, soit que ce contrat résulte d'une contrainte légale ou d'une responsabilité édictée par la loi, ou qu'il ait été consenti librement.

1. *Caisses officicielles* (caisses d'État ou subventionnées par l'État ou soutenues par certains privilèges).

2. *Caisses d'assurance mutuelle* de tous genres.

3. *Syndicats de garantie* (basés notamment sur le principe des corporations).

4. Sociétés par *actions.*

5. *Autres* caisses.

Bien entendu, nous n'envisageons ici que les instituts qui assument, *dans toute leur étendue,* les risques définis par des dispositions légales; les *caisses de maladie* qui ne payent les frais d'indemnité de l'accident que pendant le traitement, pour une durée déterminée, ne peuvent pas figurer dans cette liste. Si l'activité de ces caisses offre un certain intérêt on devra leur consacrer une mention spéciale.

Comme ce sont les *Instituts assureurs* qui doivent recueille les premièrs documents pour la statistique, il ne sera pas difficile de classer, selon les besoins, les résultats à spécifier dans les formulaires, et de les inscrire séparément, d'après lar catégorie à laquelle appartiennent ces instituts. Ce travail pourra être confié au service central chargé de classer les fiches.

L'inscription séparée des divers instituts assureurs ou tout au moins des groupes désignés plus haut est particulièrement

nécessaire pour les *résultats financiers* qui doivent être mentionnés dans la table V. Il ne me paraît pas utile de m'expliquer plus amplement sur chacune des colonnes de ces tables; cependant il sera bon, en vue d'obtenir une uniformité dans l'inscription de ces résultats d'ajouter aux tables quelques mots d'introduction.

Le contenu de la table V se complète par les mentions générales de la table I sur la clientèle des assurés, sur les salaires et sur les contributions payées, d'après les genres d'exploitations.

En ce qui touche la constatation des résultats financiers, il y a lieu de faire encore une remarque: Comme, dans la plupart des pays, les Instituts assureurs, fonctionnant sous le régime des lois sur l'assurance contre les accidents ou sur la responsabilité, s'acquittent de leur tâche par le payement de rentes continues, il sera très difficile d'évaluer la mesure de ces allocations. Il est clair qu'une comparaison des rentes payées avec les salaires ou avec le nombre des assurés produira un tableau trés différent selon qu'on a affaire à un établissement récemment fondé ou à un Institut qui a déjà acquis une certaine stabilité. Les mouvements financiers d'un Institut assureur ne peuvent être appréciés, quand il s'agit de rentes, que par les fonds qui servent de couverture à ces rentes. Si je m'abstiens d'indiquer dans la statistique financière les chiffres relatifs à cette couverture, pour les rentes liquidées dans l'année, c'est que dans certains pays, eu égard aux dispositions législatives qui régissent les Institutions d'assurance, il serait extrêmement difficile d'obtenir des indications exactes sur la valeur des couvertures. Aussi ne pourrait-on se procurer ces renseignements qu'au prix d'un travail et d'une dépense considérable; voilà pourquoi il est préférable d'y renoncer. Les sommes portées dans la table IV qui indiquent les sommes payées comptant pour rentes et autres indemnités ne représentent, il est vrai, qu'un équivalent qui ne saurait servir d'étalon pour juger l'importance du mouvement des Assureurs. Mais telles quelles, ces sommes permettront de tirer des conclusions

générales sur l'effet social et économique du régime des indemnités et à ce titre, elles auront une importance particulière pour une statistique internationale.

Je crois maintenant avoir epuisé les questions qui devront être résolues lors de la création d'une statistique internationale des accidents. Quant à savoir si une statistique aussi étendue que nous la proposons pourra être établie d'un seul coup dans les pays qui se préoccupent du sort des travailleurs invalides, il n'appartient pas à l'homme du métier de la trancher seul, car il y a encore d'autres facteurs dont il faut tenir compte. Dans tous les cas il serait heureux qu'une entente dans ce sens pût être conclue tout d'abord entre les états les plus avancés en matière de prévoyance. Les autres pays suivraient bientot l'exemple qui leur aura été donné.

## Formulaires.

Les tables qui suivent devraient être remplies par chacun des Instituts-Assureurs; les tables I—IV pour une année à prendre dans une période quinquennale, la table V pour chacune des années de cette même période.

### Table I.

Exploitations industrielles assurées; Recettes, Nombre des accidents par sexe et âge.

| Exploitations | Nombre des Exploitations et des Ouvriers assurés | | Nombre des victimes indemnisées | | | Nombre des indemnisés par rang d'âge | | | Salaire ayant servi de base à l'assurance | Recettes provenant des contributions |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Exploitations | Ouvriers-types | Ouvriers | Ouvrières | Total | au-dessus de 15 ans | de 16 à 60 ans | au-dessus de 60 ans | | |
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 |
| (Liste des Exploitations, pag. 166 s.) | | | | | | | | | | |

## Table IIa.

Suites des accidents par nature d'Exploitation.

| Exploitations industrielles | Nombre des accidents indemnisés ayant eu pour suite | | | | | | | | | | | | | | Nombre des ayants-droit survivants | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Incapacité temporaire de la durée de | | | | | | Incapacité permanente*), d'où perte de travail | | | | | | | Mort | | | |
| | jusqu'à et y compris 1 semaine | plus de 1 à 2 semaines | plus de 2 à 4 semaines | plus de 4 à 13 semaines | plus de 13 semaines | Ensemble | jusqu'à exclusivt 1/5 | 1/5 jusqu'à exclusivt 2/5 | 2/5 jusqu'à exclusivt 3/5 | 3/5 jusqu'à exclusivt 4/5 | 4/5 jusqu'à exclusivt 5/5 | 5/5 | Ensemble | | Veufs | enfants | autres |
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 | 16 | 17 | 18 |
| (Liste pag. 166 s.) | | | | | | | | | | | | | | | | | |

*) d'après la définition proposée pag. 176.

## Table IIb.

Suites des accidents avec indication des causes.

| Cause p es accidents | Nombre des accidents indemnisés ayant eu pour suite | | | | | | | | | | | | | | Nombre des ayants-droit survivants | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Incapacité temporaire de la durée de | | | | | | Incapacité permanente*), d'où perte de travail | | | | | | | Mort | | | |
| | jusqu'à et y compris 1 semaine | plus de 1 à 2 semaines | plus de 2 à 4 semaines | plus de 4 à 13 semaines | plus de 13 semaines | Ensemble | jusqu'à exclusivt 1/5 | 1/5 jusqu'à exclusivt 2/5 | 2/5 jusqu'à exclusivt 3/5 | 3/5 jusqu'à exclusivt 4/5 | 4/5 jusqu'à exclusivt 5/5 | 5/5 | Ensemble | | Veufs | enfants | autres |
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 | 16 | 17 | 18 |
| (Schéma des causes, pag. 179 s.) | | | | | | | | | | | | | | | | | |

*) d'après la définition proposée pag. 176.

## Table IIc.

Suites des accidents eu égard à la nature des blessures.

| Nature de la blessure | Nombre des accidents indemnisés ayant eu pour suite | | | | | | | | | | | | | | Nombre des ayants-droit survivants | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Incapacité temporaire de la durée de | | | | | | Incapacité permanente,*) d'où perte de travail | | | | | | | Mort | | | |
| | jus'quà et y compris 1 semaine | plus de 1 à 2 semaines | plus de 2 à 4 semaines | plus de 4 à 13 semaines | plus de 13 semaines | Ensemble | jus'quà exclusivt /5 | 1/5 jus'quà exclusivt 2/5 | 2/5 jus'quà exclusivt 3/5 | 3/5 jus'quà exclusivt 4/5 | 4/5 jus'quà exclusivt 5/5 | 5/5 | Ensemble | | Veufs | enfants | autres |
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 | 16 | 17 | 18 |
| (Schéma des blessures pag. 185 s.) | | | | | | | | | | | | | | | | | |

*) d'après la définition proposée pag. 176.

## Table III.

Causes des accidents chassées d'après les Exploitations industrielles.

| Exploitations industrielles | Nombre des accidents indemnisés ayant eu les causes indiquées ci-après: |
|---|---|
| | (En tête de cette table figurent d'abord les causes générales [Nos. 1—20] auxquelles viennent s'ajouter les causes spéciales afférentes aux groupes particuliers des genres d'exploitation.) |
| (Liste des Exploitations pag. 166 s.) | |

## Table IVa.

Nature de la blessure, avec indication de l'industrie où l'accident a eu lieu.

| Genre d'Industrie | Nombre des accidents *indemnisés* ayant causé les lésions indiquées ci-après: |
|---|---|
| | (En tête de cette table figure le schêma des blessures de la pag. 185, mais réduit aux rubriques principales désignées par les chiffres romains.) |
| (Liste pag. 166 s.) | |

## Table IVb.

Nature des blessures avec indication des causes.

| Causes des accidents | Nombre des accidents indemnisés ayant causé les lésions indiquées ci-après: |
|---|---|
| | (En tête de cette table figure le schéma des blessures de la pag. 185, mais réduit aux rubriques principales désignées par les chiffres romains.) |
| (Schéma des causes, pag. 179 s.) | |

## Table V.

Recettes et dépenses. Fonds d'Assurances.

| Année | Dépenses | | | | | | | | | | Recettes | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Indemnités payées | | | Frais courants d'administration | | Frais d'enquête | Frais judiciaires | Agences | autres frais | ensemble | Contributions des assurés | Intérêts du capital | autres | ensemble |
| | aux invalides | aux Survivants | ensemble | personnel | matériel | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | |

| Fonds | | Placement du capital | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Fonds généraux de garantie (Capital-actions) | Fonds provenant de prélévements sur les contributions | Immeubles | Prêts hypothécaires | Obligations d'État des provinces et des Communes | Autres valeurs | Entreprises d'utilité publique | Autres placements |
| | | | | | | | |

CONGRÈS INTERNATIONAL DES ACCIDENTS DU TRAVAIL ET DES ASSURANCES SOCIALES
*7e session. — Vienne. — 17 au 23 septembre 1905.*

# LA STATISTIQUE INTERNATIONALE DES ACCIDENTS DU TRAVAIL

PAR
**M. CHEYSSON**
INSPECTEUR GÉNÉRAL DES PONTS ET CHAUSSÉES, PARIS.

(RAPPORT PRÉSENTÉ PAR L'AUTEUR
À LA SESSION DE CETTE ANNÉE DE L'INSTITUT INTERNATIONAL
DE STATISTIQUE À LONDRES.)

La statistique des accidents du travail ne répond pas à une simple curiosité scientifique; mais elle a une importance à la fois humanitaire et sociale. Aussi s'explique-t-on sans peine la place de plus en plus considérable qu'elle prend dans les préoccupations de toux ceux qui ont à faire aux accidents du travail sous l'un quelconque de leurs multiples aspects.

## I. Précédents de la question.

Dès la première réunion des Congrès internationaux des accidents du travail, à Paris en 1889, cette question fut posée avec une souveraine autorité par M. Numa Droz: »Les statistiques d'accidents, dit-il à cette occasion, peuvent être considérées comme entrant dans les mesures préventives: car elles doivent avoir pour objet de permettre, non seulement la constatation immédiate du dommage et l'établissement des calculs nécessaires à l'assurance, mais la vérification des causes d'accidents et par conséquent la recherche des moyens de les prévenir.« M. Numa Droz concluait à »l'établissement de statistiques reposant sur des principes uniformes, soit pour la classification des accidents d'après leur nature et leur durée, soit pour les principes qui servent de base au payement des indemnitést que celles-ci soient servies à l'amiable, ou en vertu d'une

assurance, ou par suite d'un jugement de tribunal. L'établissement d'un formulaire type à recommander aux divers Etats serait une œuvre extrémement méritoire.«

La question fut reprise en 1891 au congrès de Berne sur d'excellents rapports de MM. Guillaume, Joltrand, Marestang, Keller, et donna lieu à une brillante discussion qui se termina, le 22 septembre 1891, par le vote de la résolution suivante:

*Convaincu de la nécessité d'asseoir les lois d'assurance sociale sur de bonnes statistiques et de l'utilite de les dresser pour chaque pays sur des bases qui facilitent les comparaisons internationales:*

*a) Le Congrès exprime le vœu que les divers gouvernements qui ne l'ont pas encore fait veuillent bien prendre les mesures nécessaires pour procéder à des releves méthodiques et aussi détailles que possible des accidents du travail, en les appuyant sur un bon recensement des professions.*

*b) Le Congrès confirme à son Comité permanent le mandat de poursuivre l'étude des cadres d'une statistique internationale des accidents et l'invite à les soumettre au prochain Congrès, après s'être concerté, s'il y a lieu, avec l'Institut international de statistique, le Comité international d'hygiène et de démographie et autres corps analogues, pour amener une entente internationale sur les éléments servant de base à cette statistique, tels que la nomenclature des causes de décès et celle des professions.*

Quelques jours après ce vote, dès le 30 octobre 1891, l'éminent Président de l'Office impérial des assurances, Mr. le Docteur Boediker, saisissait le Comité permanent des Congrès internationaux d'assurance contre les accidents d'un projet de carte internationale de déclaration pour les accidents agricoles avec les instructions sur la manière de la remplir. »En raison de la grande analogie qui existe dans les diverse pays, disait la lettre d'envoi, pour l'exécution des travaux des champs, . . . on peut admettre qu'il doit être possible de pré-

parer une carte de statistique qui réponde aux besoins de tous les principaux pays européens.« *)

Cette carte fut reproduite et commentée dans une substantielle étude de M. Maurice Bellom insérée au Bulletin du Comité permanent de 1893.

La question de la statistique revint devant le Congrès de Milan en 1894 et occupa une large place dans ses délibérations. Comme celui de Berne, il demanda que des mesures effectives fussent prises dans ce sens.

Le Congrès, disent les procès-verbaux, émet le vœu:

*a) Qu'il soit dressé une Statistique annuelle et complète sur les circonstances et les conséquences des accidents du travail, notamment au point de vue de la nature des blessures et de la durée de l'incapacité du travail, en centralisant autant que possible le dépouillement de ces éléments.*

*b) Que cette statistique soit etendue aux maladies professionnelles.*

*c) Que les divers pays utilisent, pour ces statistiques, le cadre dressé par l'Office Impérial des Assurances, adopté par le Comité Permanent et publié par ce même Comité dans son Bulletin (1893).*

Voici en quels termes, dans l'Introduction placée en tête du second volume du compte-rendu de ce congrès de Milan, le Comité italien d'organisation formulait cette résolution:

»Le Comité Permanent n'a pu présenter le cadre d'une statistique internationale des accidents, dont il avait été chargé à Berne. Par contre, le Congrès a émis le vœu qu'il soi. dressé une statistique annuelle et complète sur les circonstances et les conséquences des accidents du travail, et que, pour cette statistique, les divers pays utilisent le cadre dressé

*) Cette carte était divisée en 8 cases, où l'on devait, pour chaque accident, inscrire des désignations précises faisant connaître: 1e l'exploitation; 2e la victime; 3e l'époque de l'accident; 4e sa nature; 5e ses particularités et circonstances; 6e ses causes; 7e ses conséquences; 8e les ayant droit laissés par la victime.

par l'Office Impérial allemand des assurances, adopté par le Comité Permanent et publié par lui dans le Bulletin (1893, p. 487).«

»La nécessité absolue d'une pareille statistique s'impose à tous ceux qui s'occupent de la question des accidents, quelle que soit la méthode qu'ils préfèrent pour en réparer les conséquence. Mais, avant de formuler des conclusions sur cette statistique, il faut être bien sûr qu'elle soit vraiment complète dans toutes ses données, et qu'elle représente des faits d'un caractère permanent. Les rapports que nous avons publiés et les procès-verbaux qu'on trouvera dans ce volume démontrent clairement que les difficultés pour dresser une bonne statistique des accidents sont bien plus graves qu'on ne le suppose généralement. En effet, tandis que, pour les accidents entraînant la mort ou une invalidité permanente totale ou tout au moins grave, la constatation peut se faire avec une exactitude presque absolue, pour les accidents causant une invalidité moins grave, et spécialement pour ceux qui causent une incapacité temporaire de travail, on est souvent bien loin du chiffre réel, parce qu'un grande nombre de ces petits accidents échappent à la statistique. Les raisons de ce fait ont été exposées au Congrès de plusieurs côtés et il n'y a pas lieu d'y insister davantage.«

»C'est en raison de cette imperfection des statistiques existantes qu'on a pu discuter si longuement au Congrès au sujet de l'influence de l'assurance sur l'augmentation du nombre des accidents: cette influence est loin d'être prouvée, car, jusqu'à présent, ce qui semble augmenter, ce n'est pas le nombre des accidents, mais le nombre des constatations des accidents — ce qui est bien différent — par l'effet d'une statistique de plus en plus complète. Nous regrettons que la statistique dressée par notre »Caisse nationale d'assurances contre les Accidents« n'ait pu être achevée à temps pour être présentée au Congrès, comme on en avait l'intention; on

y aurait puisé de nouvelles preuves de la nécessité d'être très circonspect avant de tirer des conclusions de l'augmentation du nombre des accidents indiqué par les statistiques. Cette influence est-elle réelle ou non? Pour le moment, on doit s'abstenir de toute conclusion définitive, et nous souhaitons que, dans le prochain Congrès, on ait des éléments nécessaires pour vider cette question.«

Le congrès de Bruxelles, tenu en 1897, n'a pas réalisé ce vœu. Bien qu'il ait entendu d'intéressantes contributions de MM. Carroll-Wright et Fabris sur la statistique des accidents aux Etats-Unis et en Italie, il n'a pas fait avancer la question de la statistique internationale.

Il en a été de même pour le congrès de Paris en 1900, bien qu'il ait été saisi de travaux intéressants, sur ce sujet, notamment d'un remarquable Essai de classification rationnelles des accidents du travail par M. Gaëtano Villani.

Au dernier Congrès de Dusseldorf, en 1902, MM. Klein et Magaldi ont présenté des travaux importants sur la même question.

Au cours de la discussion qui s'est ouverte sur ces communications, l'auteur du présent rapport, après avoir rappelé les résolutions des congrès précédents, a insisté pour que le Congrès renvoyât la question au Comité permanent, en l'invitant à se concerter avec les divers offices nationaux du travail et avec l'Institut international de statistique.

Cette motion a été adoptée par le Congrès qui, dans sa séance de clôture du 24 juin 1902, a voté le vœu suivant:

*Le Congrès, se basant sur le vœu relatif à la Statistique des Accidents du Travail émis à Berne en 1891 et à Milan en 1894 et sur l'adoption ultérieure du cadre préparé d'accord avec lui par l'Office Impérial des Assurances, charge son Comité permanent de chercher à préparer, d'accord avec l'Institut international de statistique*

*et avec l'Association internationale de la Protection ouvrière, la réalisation d'une statistique internationale des Accidents du travail.*

Saisi de la question par un rapport très compétent de notre collègue M. Koegler, le congrès de l'Association internationale de la protection ouvrière, qui s'est tenu à Cologne en septembre 1902, en a reconnu tout l'intérêt, mais a jugé que le mieux était d'en réserver la solution à l'Institut international de statistique et aux Congrès internationaux des accidents et des assurances ouvrières.

Le Congrès des accidents du travail et des assurances ouvrières qui va se tenir à Vienne en septembre prochain a inscrit à son ordre du jour cette question sur le rapport de M. le Docteur Kaan.

De son côté, dans sa dernière session de Berlin en 1903, l'Institut international de statistique s'est occupé incidemment de la question et a décidé qu'elle figurerait au programme de sa session actuelle. Deux rapports ont été préparés à ce sujet, l'un par M. Koegler, l'autre par moi. Nous nous sommes mis absolument d'accord et M. Koegler a bien voulu me charger de présenter en notre nom nos conclusions communes. Ce sont ces conclusions que la troisième section a acceptées et qu'elle m'a donné le mandat de soumettre en son nom à l'assemblée générale.

## II. Coefficient de risques.

Pour que la statistique des accidents rende les services qu'on est en droit d'attendre d'elle, il faut qu'elle nous renseigne exactement, avons-nous dit, sur le coefficient de risques de chaque industrie et qu'elle soit établie dans un cadre international qui permette les rapprochements entre les divers pays.

C'est là malheureusement un idéal qu'il est malaisé d'atteindre et pour lequel on doit se contenter d'approximations successives. On sait que le coefficient de risques est une fraction,

dont le nominateur est le nombre des victimes et le dénominateur celui du personnel exposé au risque. En termes plus brefs, on peut l'appeler le rapport des sinistrés aux sinistrables.

**a) Définition de l'accident.**

La connaissance du premier de ces deux éléments se heurte à la difficulté de la définition même de l'accident. Pour en démontrer la gravité, il suffit de deux exemples que j'emprunte au rapport présenté par M. Keller au Congrès de Paris en 1889.

Le premier de ces exemples a trait aux blessures des agents des chemins de fer en France. D'après un tableau publié par le Ministère des travaux publics, le nombre des agents blessés, qui était de 3781 en 1878 pour 182.983 agents, serait tombé à 936 en 1880 pour 264.702 agents et à 657 en 1884 pour 239.039 agents; ce qui donnerait, pour 10.000 agents, les coefficients de blessures ci-après:

| | | | |
|---|---|---|---|
| 1874 . . . | 2060 | ou | 100 |
| 1880 . . . | 540 | » | 22 |
| 1884 . . . | 275 | » | 13 |

Comme il est bien certain que les chances de blessures ne se sont pas réduites en 6 ans dans le rapport de 13 à 100 ou de 1 à 8, il faut admettre que cette brusque décroissance tient à une modification apportée depuis 1878 dans le comptage des accidents.

De même pour l'industrie des mines. La statistique officielle indique, pour les trois années 1885, 1886, 1887, un nombre total de 1959 ouvriers blessés dans les mines de charbon. Or, une enquête directe, prescrite par l'administration pour ces trois mêmes années, a donné (dans 80 houillères seulement) un total de 48.334 ouvriers blessés, c'est-à-dire un chiffre 24 fois plus fort que le précédent.

Est-ce à dire que le contraste entre ces chiffres condamne l'un ou l'autre, sinon tous les deux à la fois? Nullement; ils

émanent de deux bureaux remarquablement dirigés et dont les publications font justement autorité: ils sont certainement exacts, mais ils ne correspondent pas à la même définition des accidents.

On voit donc que la manière de compter les blessures fournit des resultats variant de 1 à 8 pour les chemins de fer et de 1 à 24 pour les mines. Le chiffre le plus faible ne s'applique qu'aux accidents graves; l'autre embrasse, en outre, jusqu'aux accidents les plus légers.

Aussi ce premier terme dépend de la définition de l'accident.

Or cette définition est délicate. Elle ne varie pas seulement d'un pays à un autre, mais encore dans un même pays suivant les divers bureaux, et — ce qui est plus grave — dans un même bureau, suivant les époques.

En ce qui concerne les dissonances nationales ou intérieures, il semble qu'il doive être relativement facile d'en venir à bout. C'est une question de ménage domestique: elle rentre dans les attributions des conseils supérieurs qui, sous divers noms, se retrouvent dans presque tous les pays et sont chargés de ramener au même diapason toutes les statistiques officielles.

Il n'en est plus ainsi, quand il s'agit des divers états; car cette définition se lie d'une façon étroite à la législation elle-même, dont l'influence domine toute la statistique internationale des accidents.

»La notion d'accident, disait judicieusement Mr. Numa Droz, n'est pas la même dans tous les pays. En général, on entend par accident la lésion corporelle produite par une cause extérieure violente ou subite. La Suisse a dans sa législation assimilé à l'accident la maladie contractée dans l'exercice d'une industrie déclarée insalubre (Art. 3 de la loi fédérale du 25 juin 1881). En Allemagne et en Autriche, cette assimilation existe, dans une certaine mesure, par le fait qu l'assurance contre la maladie paye des indemnités aux malades, qu'ils le soient par suite d'accidents ou pour une autre cause. L'accident

proprement dit n'est traité comme tel que si l'état maladif qui en résulte a duré plus de 13 semaines en Allemagne, plus de 4 semaines en Autriche, à moins que la mort ne soit survenue auparavant.«*)

Selon M.M. Woedtke et L. Becker, l'Office impérial des assurances en Allemagne définit l'accident »un fait anormal et étranger au cours naturel du travail, qui se produit inopinément et dont les conséquences sont nuisibles à la vie ou à la santé.«**)

Le Réglement général de la Caisse nationale italienne d'assurance exclut de l'assurance, »les infirmités ne dérivant pas directement d'une cause extérieure violente et imprévue, les infirmités causées par les imperfections de l'organisme ou de l'état physique de l'assuré et qui ne sont pas la conséquence directe et unique de l'accident«.

M. le Dr. Bernacchi, Directeur de l'Institut médical pour les accidents à Milan, proposait en 1897 au Congrès de comprendre sous le nom d'accident: 1° tout fait qui, par une cause extérieure, produit instantanément ou très rapidement un trouble dans l'état de santé de l'ouvrier à cause de son travail; 2° la lésion ou maladie chirurgicale ou médicale, qui se lie directement à l'accident primitif comme conséquence unique ou concomitante de l'accident lui-même.***)

Pour Mr. Maurice Bellom, »l'accident consiste dans tout évènement qui, survenu par le fait du travail, entraîne une lésion de l'organisme. — L'accident, ainsi compris, suppose l'intervention d'une cause violente et entraîne au traumatisme«.†)

Nous pourrions multiplier ces citations. Celles qui précèdent suffisent à justifier une fois de plus le vieil aphorisme:

*) Compte-rendu du congrès de 1899, p. 18.

**) Compte-rendu du congrès de 1897, p. 338.

***) Ibid., p. 339.

†) Les lois d'assurance ouvrière, livre II, 1ère partie.

definitio periculosa. Mais, si l'on peut rester inquiet pour l'administration et les tribunaux chargés d'apprécier en fait la nature légale des accidents soumis à leur jugement, on doit l'être moins pour la statistique, qui emprunte à leurs décisions mêmes la matière de ses tableaux. Aux yeux du statisticien est accident tout fait dénommé tel par la justice et par l'autorité. Il n'a donc pas à trancher la question obscure des définitions et il abrite sa responsabilité derrière la lettre et l'interprétation de la loi.

Les assujettis sont tenus à une déclaration et le réglement de l'indemnité est soumis à une procédure. C'est là qu'on peut trouver, et qu'on trouve, en effet, les données relatives aux accidents, aux victimes, et à leur classification d'après les conséquences des accidents, dans les cadres tracés par la loi.

**b) Personnel soumis aux risques.**

Il ne suffit pas de connaître le nombre des sinistrés. Si l'on veut obtenir les coefficients de risques, qui sont l'objectif même de la statistique, il reste à se procurer le nombre des sinistrables.

Pour ce deuxième terme, les difficultés sont peut-être plus graves encore que pour le premier. Il s'agit, en effet, de connaître la répartition des habitants d'un pays entre les divers métiers qu'ils exercent, c'est à dire leur *classement professionnel.*

Cette notion est nécessaire pour affermir la marche des services publics, éclairer les délibérations du législateur et lui fournir un point d'appui solide pour mesures économiques, sociales et financières, dont elle permet de prévoir d'avance la répercussion.

La nécessité de ce classement professionnel a été reconnue dans la plupart des pays, qui se sont efforcés de l'obtenir en recourant à l'un ou à l'autre de ces deux moyens principaux: le premier, qui repose sur le dénombrement de la population et en profite pour demander par surcroît à chaque recensé le

métier qu'il exerce; le second qui consiste dans un relevé direct et indépendant du dénombrement.

Le premier moyen est le plus généralement adopté parce qu'il est à la fois le plus économique et le plus simple; mais certains pays, comme l'Allemagne, n'ont pas hésité à accepter la charge d'un recensement direct. C'est à l'occasion de ce recensement allemand qu'un bon juge, Mr. Léon Say, déclarait que »alors même qu'il ne resterait que ces tableaux et ces documents de tous les travaux entrepris en Allemagne, ce serait déjà un monument très digne d'attirer l'attention des hommes d'état et des économistes de tous les pays.«*)

Mais, si ces recensements professionnels sont indispensables pour les généralités de la législation sociale, ils manqueraient de précision pour le calcul des coefficients de risques. Ils comportent, en effet, d'inévitables flottements, qui tiennent aux déclarations mêmes des intéressés, à la pluralité des métiers exercés par un même individu, à ses chômages périodiques ou non etc. Il importe donc de serrer la question de plus près et d'arriver à la notion de *l'Ouvrier complet,* du Vollarbeiter, c'est-à-dire de l'ouvrier qui est exposé au risque, non pas dans un court passage à l'atelier, mais pendant une année entière de 300 journées pleines, de chacune 10 heures, par exemple. Grâce à cette fiction, on est en face d'ouvriers-types, auxquels on peut rapporter les accidents survenus, et les coefficients qu'on déduit de ce rapprochement sont bien ceux qui répondent aux exigences de l'assurance, de la prévention et de la législation.

Comment se procurer cette donnée essentielle? Ici encore, ici surtout, la statistique est subordonnée à la loi. A ce point de vue, les lois sociales qui reposent sur l'obligation doivent être accueillies avec reconnaissance par le statisticien. Elles lui donnent, en effet, accès dans les usines, lui ouvrent les régistres de comptabilité et procurent ainsi à ses calculs

*) Le socialisme d'État, p. 119.

les matériaux les plus solides. Là, au contraire, où ils sont désarmés et ne peuvent faire appel qu'au bon vouloir des industriels, il est clair qu'ils doivent modérer leur curiosité, renoncer à la précision absolue, que leur permettrait seule la contrainte légale, et se borner à mettre en œuvre les données que peuvent leur apporter la pratique courante des assurances libres, l'obligeance des industriels et les décisions des tribunaux.

Aux yeux de ses partisans, dont je suis, ce système de l'assurance libre présente, pour leur pays, de grands avantages sur celui de l'obligation; mais en nous cantonnant sur notre terrain professionnel, on ne peut nier qu'il n'entraîne une infériorité organique au point de vue de l'ampleur et de la précision des statistiques sociales, en général, et de la statistique des accidents, en particulier.

Pour préciser ce contraste par un exemple, la loi allemande de 1884 oblige (par ses articles 71 et 82) chaque membre de la corporation d'assurance, à fournir au comité de la corporation, dans un délai de six semaines compté à partir de la fin de l'exercice, un état contenant les indications relatives aux assurés occupés pendant l'exercice écoulé et aux salaires ou traitements qu'ils ont gagnés. Les statuts dressés par les corporations donnent à ces dernières le droit d'imposer à chaque assuré la tenue d'un registre de salaires et au comité, celui d'exiger la production de la liste nominative des ouvriers avec l'indication du salaire correspondant à chacun d'eux; mais, en fait, les comités usent rarement de cette faculté et se bornent le plus souvent à réclamer, pour l'état annuel des salaires de chaque industriel, un tableau d'ensemble, qui le rassure contre les indiscrétions des listes nominatives.

L'Autriche procède de même; il est vrai que le projet de révision de sa loi des accidents contient des dispositions qui aboutiraient à la production de listes nominatives; mais ces dispositions ne sont pas encore votées.

C'est sur ces états collectifs fournis à l'établissement d'assurance par chaque assuré que reposent les statistiques des accidents en Allemagne, en Autriche, en Hollande, en Norwège, dans le Luxembourg.

En France, c'est également aux établissements d'assurance agréés par l'administration*) qu'elle demande le matériel de ses statistiques d'accidents; mais ces établissements étant libres, les droits de l'Etat envers eux sont limités, et, au lieu d'exiger d'eux un tableau collectif par assuré, il doit se contenter d'un tableau collectif que fournit chaque établissement pour sa clientèle, sauf à la répartir en groupes correspondant aux subdivisions du classement professionnel.

En outre, il résulte de la liberté de l'assurance que les deux tiers seulement des assujettis à la loi sont assurés. Le dernier tiers, formé des patrons qui sont restés leurs propres assureurs, comprend, pour les trois quarts environ de ce tiers, les compagnies de chemins de fer et les exploitations houillières, c'est-à-dire deux catégories que la statistique peut atteindre avec précision, parce qu'elles sont soumises à un étroit contrôle de l'Etat.

Quant au surplus, soit un dixième à peu près du total, il se compose de petits industriels isolés, vis-à-vis desquels on est réduit à des évaluations approximatives, en vue d'ajouter leur contingent à celui des autres assujettis.

En résumé, dans ces deux cas extrêmes au point de vue de la législation, ce sont les organes d'assurance qui fournissent le matériel de la statistique; mais ils les fournissent dans des conditions de précision en harmonie avec les principes différents, d'où découlent l'une et l'autre organisation.

---

*) Ces établissements sont au nombre de 44, savoir: 17 sociétés mutuelles, 20 compagnies anonymes, 4 sociétés étrangères, 2 syndicats de garantie, plus la caisse nationale.

### c) Division professionnelle.

Une fois ces renseignements ainsi obtenus, il reste à les répartir entre les diverses divisions professionnelles. Si ces divisions étaient trop larges, elles enlèveraient toute netteté et toute portée pratique aux rapprochements internationaux; si, d'autre part, elles étaient trop étroites, on tomberait dans un émiettement et un particularisme nationaux qui n'opposeraient pas un moindre obstacle aux comparaisons entre les divers pays.

C'est ici que pourrait se faire sentir utilement l'intervention de l'Institut de statistique. Il recommanderait une des grandes classifications ayant fait ses preuves à l'étranger et il inviterait les autres pays à s'en rapprocher le plus possible par une sorte d'imbrication et d'ajustement, en adoptant, au moins, les divisions principales de cette classification internationale, sauf à chacun d'eux à se mouvoir au sein de ces grands compartiments pour les subdiviser d'après les convenances de ses industries nationales, des cadres de son recensement professionnel et des catégories de risques en usage dans la pratique des assurances.

## III. Causes et conséquences des accidents.

Après avoir exposé les moyens approchés de déterminer les coefficients de risques, je serai plus bref sur les tableaux qui se rapportent aux causes, à la nature et aux conséquences des accidents.

Il est inutile d'insister sur l'importance de ces données qui doivent précisément guider les industriels, les hygiénistes, les médecins, les assureurs dans les mesures à prendre pour la prévention et l'atténuation des accidents.

Le matériel de ces statistiques sera fourni par les déclarations d'accidents, par les fiches des sinistres et leur règlement, enfin par les statistiques des tribunaux chargés de l'application de la loi d'assurance.

Le tableau des causes et celui de la nature des lésions devrait, autant que possible, être établi dans un cadre uniforme pour tous les pays, au moins en faisant coïncider les grandes divisions, comme nous l'avons dit tout à l'heure pour le classement professionnel.

Ces tableaux classeraient les causes et les lésions par métier et les rapprocheraient de leurs conséquences, conformément aux classifications adoptées par la loi de chaque pays pour la réparation des accidents d'après leur gravité. L'attention étant aujourd'hui fortement appelée sur la situation des veuves et des orphelins, il est désirable que la statistique enregistre leur nombre, en les classant par industrie.

Il serait bon également de classer les victimes par âge, par sexe et par état civil, en utilisant les renseignements dont on dispose, quoiqu'il paraisse difficile d'aller pour ces données au delà des chiffres absolus et d'obtenir des coefficients proportionnels, les tableaux formés par les établissements d'assurance ne donnant pas ces éléments pour leurs assurés.

## Conclusion.

Nous avons essayé au cours de ce rapport de démontrer l'importance de la statistique internationale des accidents et la nécessité de résoudre cette question, posée depuis plusieurs années et d'une actualité chaque jour croissante. A mesure que s'étendent dans le monde le domaine de la législation des accidents et le souci de tout ce qui concerne les ouvriers, on sent de plus en plus le besoin de se renseigner avec précision sur les dangers que leur fait courir l'industrie et sur les moyens de les prévenir. En outre, chaque pays organise sa statistique particulière, et plus on retardera la solution internationale, plus on aura de peine à la réaliser, parce qu'on sera en présence d'habitudes prises et de traditions établies.

La question s'impose donc à l'Institut international de statistique, qui doit s'en emparer et la résoudre en préparant

des cadres pour une statistique internationale et en les recommandant aux divers pays dans la mesure où leur législation nationale et l'organisation de leur assurance leur en permettront l'adoption.

Ces cadres peuvent-ils être arrêtés dès aujourd'hui? Nous ne le pensons pas. Il faut, pour y parvenir, s'entendre au préalable sur les divisions professionnelles, la nomenclature des causes, des lésions, sur le point de départ de la durée des diverses catégories d'accidents, sur celui de la rente, sur les coupures d'âge. . . . Cette entente ne peut être que l'œuvre d'une Commission qui se mettra en rapport avec les services intéressés, le Congrès des Assurances ouvrières et son Comité permanent. C'est la méthode usuelle qu'emploie en pareil cas l'Institut international de statistique; elle donne une autorité particulière à ses résolutions; elle est consacrée par le succès; et il doit recevoir pour le problème dont il s'agit une nouvelle application qui, tout porte à l'espérer, ne sera pas moins fructueuse que les précédentes.

En résumé, nous avons l'honneur de proposer au nom de la 3e section la résolution suivante:

L'Institut International de Statistique, considérant que la statistique des accidents est indispensable pour guider les industriels dans les mesures de prévention et de securité du travail; les établissements d'assurance, dans la fixation de leurs primes; le législateur, dans la rédaction des lois sociales, et l'administrateur, dans l'application de ces lois;

Vu les résolutions des Congrès internationaux des accidents et des assurances ouvrières de Paris, de Berne, de Milan, et notamment de Dusseldorf en 1902;

Vu l'utilité d'arriver à l'unification des statistiques nationales d'accidents dans la mesure que comportent pour chaque pays les exigences de sa législation et de son organisation d'assurance:

Recommande aux divers pays de conformer leur statistique nationale des accidents aux principes généraux ci-après:

1. On s'efforcera d'obtenir, pour chaque industrie, son »Coefficient de Risques«, c'est-à-dire le rapport du nombre des victimes d'accidents, ou des sinistrés, au nombre des ouvriers soumis au risque, ou des sinistrables.

2. Le nombre des sinistrés sera fourni par les déclarations d'accidents, les fiches de sinistres et les décisions de justice.

3. Le nombre des sinistrables sera calculé, en ramenant le nombre des ouvriers effectifs au nombre d'*Ouvriers-types*, d'*Unités ouvrières*, ou de *Vollarbeiter*, c'est-à-dire d'ouvriers ayant travaillé 300 journées pleines, de chacune 10 heures.

4. Les éléments de ce nombre proviendront des établissements d'assurance.

Là où l'assurance, n'étant pas obligatoire, n'embrasse pas la totalité des assujettis, chaque pays s'arrangera pour trouver dans son organisation particulière les moyens de combler les lacunes relatives aux non-assurés.

5. Les différents pays sont invités à arrêter une classification industrielle, qui ne soit ni trop large ni trop étroite, en s'astreignant, autant que possible, à l'identité des grandes divisions, sauf à chaque pays à les subdiviser, d'après les convenances de ses industries nationales, les cadres de son recensement professionnel et les catégories en usage dans la pratique de ses assurances.

6. Des tableaux spéciaux classeront les causes et la nature des lésions par industrie et les rapprocheront de leurs conséquences, conformément aux classifications adoptées par la loi de chaque pays pour la réparation des accidents d'après leur gravité.

7. La statistique enregistrera, par industrie, le nombre des veuves et des orphelins, correspondant aux ouvriers tués.

8. Elle classera de même par industrie les victimes, d'après l'âge, le sexe et l'état civil, en utilisant les déclarations d'accidents et les statistiques judiciaires.

L'Institut nomme une Commission spéciale, chargée de dresser, pour la prochaine session, les cadres de cette statistique internationale, en conformité des principes qui précèdent.*)

A cet effet la Commission se mettra en rapport avec les services compétents de chaque pays, avec le Comité permanent des Congrès internationaux des accidents et des assurances ouvrières, et avec le Congrès international des accidents et des assurances Ouvrières, qui doit se tenir à Vienne en septembre 1905.

---

*) Sont nommés membres de cette Commission: MM. van der Borght, Cheysson, Hjelt, Julin, Kiær, Llewellyn Smith, Mataja, von Mayr et Paulet.

L'Institut International décide, à titre exceptionnel, d'adjoindre à cette Commission, avec voix consultative, les personnalités particulièrement compétentes, dont les noms suivent: MM. Fuster, Kaan, Klein, Kœgler, Magaldi et Moser.

CONGRÈS INTERNATIONAL DES ACCIDENTS DU TRAVAIL ET DES ASSURANCES SOCIALES.
*7e session. — Vienne. - 17 au 23 septembre 1905.*

# RAPPORT

## SUR UN PROJET DE STATISTIQUE FRANÇAISE DES ACCIDENTS DU TRAVAIL[1])

PAR

**M. ÉDOUARD FUSTER,**
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ASSOCIATION FRANÇAISE
DES ASSURANCES SOCIALES.

Est-il bien nécessaire de démontrer l'utilité d'une statistique des accidents du travail? Nous nous bornerions volontiers, comme les auteurs de la grande statistique allemande de 1897, à cette brève justification de recherches qui pourraient, au premier abord, paraître à la fois compliquées, oiseuses et indiscrètes:

»Une statistique des accidents du travail, c'est-à-dire des faits d'ordre humain, matériel ou financier qui les provoquent, les accompagnent et les suivent, est de nature à nous mieux éclairer sur l'objet même de l'assurance; mais elle nous fournit aussi, outre des points de départ pour des recherches scientifiques et un intérêt plus général, des indications, des avis dont s'inspireront le législateur ou les personnes chargées d'appliquer la loi, et dont bénéficiera surtout la prévention des accidents.«

*But et limitation de la statistique projetée.* — En effet, le résultat d'enquêtes périodiques sur l'application des lois relatives à la réparation des accidents du travail ne serait déjà pas

[1]) Ce rapport préparé pour l'Association française, a servi de base aux discussions de la Commission que le Conseil supérieur de statistique a chargée d'étudier la même question. M. Cheysson, qui présidait la Commission de l'Association française, a été nommé rapporteur de la Commission du Conseil supérieur; il a déposé un rapport complémentaire, auque nous avons emprunté quelques observations dans le texte refondu qu'on va lire.

négligable, si ces enquêtes ne faisaient que fournir à l'économie sociale des données nouvelles relatives à l'une des crises de la famille ouvrière, à l'extension du machinisme, au nombre, au sexe, peut-être à l'âge des ouvriers soumis au risque industriel, ou, enfin, à leurs salaires et à la durée de leur travail.

Pourtant nous ne nous sentirions pas libres de demander aux industriels, aux assureurs, à l'Administration, accablés par des tâches plus pressantes, de se livrer à des recherches nouvelles en vue de travaux académiques ou du moins de fins étrangères à ce qui est proprement l'accident du travail, — si la statistique demandée n'avait précisément pour intérêt principal, »en les éclairant mieux eux-mêmes sur l'objet de l'assurance«, de les renseigner sur l'importance du risque subi et sur les dangers qui menacent, du fait de tel ou tel mode de travail, le budget des entreprises aussi bien que la vie des ouvriers.

L'importance du risque, voilà ce qu'il est essentiel de rechercher, si, répondant aux intentions du législateur, nous voulons savoir sur quels points porter nos efforts préventifs et, en méme temps, si nous voulons connaître, pour améliorer le fonctionnement de l'assurance, la valeur exacte de la charge résultant des divers modes de l'activité humaine. Cela revient à posser cette question: *Combien d'accidents provoque tel ou tel mode de travail, et quels en sont les effets?* Les autres données démographiques ou industrielles ne sont donc que l'accessoire, un moyen et non plus une fin. Elles ne seront recherchées que *dans la mesure* où nous en aurons besoin pour dégager ou authentiquer le renseignement essentiel.

Ainsi limitée, cette statistique ne saurait être accueillie comme une gêne par les industriels et les assureurs. Elle leur rendra service. Elle les aidera, d'une part, à diminuer leurs charges, d'autre part à les mieux connaître. Elle attirera leur attention sur les instruments de travail, les installations ou les opérations qui provoquent des accidents et que l'emploi de

certains dispositifs protecteurs tendrait à rendre moins dangereux. Ils dégageront en outre de la statistique les données financières et commerciales qu'ils peuvent avoir intérêt à rechercher; les indications si détaillées que publie l'Autriche sur l'importance du risque dans les diverses industries n'ont-elles pas servi aux intéressés de tous les pays à calculer leurs primes [1])?

*Concordance nécessaire avec les statistiques étrangères.* — Nous recommandons d'autant plus volontiers la limitation de ces enquêtes que nous espérons obtenir de la sorte des renseignements comparables avec ceux qui nous sont fournis par les nations étrangères. Sans doute, les organisateurs de la statistique française ne sont nullement liés par les vœux émis dans nos Congrès internationaux en faveur d'une statistique internationale. Ils n'en sont pas moins unanimes eux-mêmes à reconnaître qu'il y aurait intérêt à compléter ainsi les statistiques nationales. Les conditions d'établissement d'une statistique internationale seront sans doute examinées, au courant de l'année 1905, par le Congrès des assurances sociales de Vienne, et par l'Institut international de statistique, à Londres. Mais il apparaît déjà que l'établissement de cette statistique se heurtera à une sérieuse difficulté, la différence des législations. Sur un grand nombre de points, les statistiques nationales ne seront pas comparables et plus les cadres de recensement seront compliqués, plus il sera malaisé d'aboutir à des données d'une valeur réellement universelle.

Ce nous est un motif de plus pour souhaiter que la statistique française vise à la simplicité et n'enregistre que des faits concrets ou nettement définis, d'accord si possible avec les définitions adoptées en pareil cas par les nations dont nous avons intérêt à connaître les expériences.

---

[1]) Voir dans le *Bulletin du Comité permanent*, 1904, p. 126 et s (ainsi que pages 412 et s.), nos indications sur l'importance du risque en Autriche.

Nous nous appliquerons, au cours de ce rapport, à circonscrire de la sorte des notions aussi générales que celles-ci: l'*ouvrier* ou le *salaire*. Il en est une autre, qui est essentielle, mais qui semble échapper à toute définition serrée: la notion d'*accident du travail*. Il est impossible de passer au crible les accidents recensés comme accidents du travail, d'apprécier si ces faits constituaient vraiment des accidents et si le travail en était réellement l'occasion. Pas plus qu'en statistique criminaliste on ne soumet à une telle révision les délits ou les crimes qualifiés tels par les jugements ou arrêts, pas davantage il ne peut être question de nous écarter pour notre pays des données fournies par l'application de la loi du 9 avril 1898. Nous n'avons pas de choix à faire, de correctif à apporter: est accident du travail tout accident admis comme tel par les organes chargés d'appliquer la loi.

Il en sera de même en ce qui concerne les *causes* et les *conséquences* des accidents. Des causes, nous ne retiendrons que celles qui offrent un certain caractère de précision, les causes techniques, sans même essayer de rechercher ce qu'on peut nommer les causes »morales« (faute de l'ouvrier, faute du patron, force majeure), dans l'appréciation desquelles entrent trop d'éléments subjectifs, d'impressions personnelles incontrôlables. Des conséquences de l'accident, il suffit de dire qu'elles sont, comme l'accident lui-même, définies par la loi et seront recensées d'après les règlements de sinistres; quant à la nature des lésions produites, elle ressortira elle aussi de constatations suffisamment précises.

On réduira ainsi au minimum les chances d'erreur, en même temps qu'on simplifiera et accélérera l'établissement de la statistique désirée.

*Subdivision des Groupes d'industries.* — Avant d'examiner plus en détail les recherches auxquelles il faudra procéder pour aboutir à ces données relativement simples, une observation s'impose, relative aux groupes sociaux dont nous voulons

connaître le risque. Dans l'espèce, il s'agit des *diverses industries*. Ici encore, pour ne pas compliquer le problème, nous faisons état de la classification déjà adoptée par l'Administration en 1899, sauf à y ajouter le commerce et l'agriculture, si la loi sur les accidents vient à leur être appliquée. Mais cette classification est évidemment trop sommaire. Chacun des 12 grands groupes doit être subdivisé en plusieurs sous-groupes, qui comportent à leur tour, dans bien des cas, des subdivisions. L'Administration estimera sans doute qu'il faudrait en ce cas se conformer, dans une certaine mesure, aux classifications qui ont fait leurs preuves à l'étranger, imbriquer en quelque sorte nos classifications dans celles de l'Allemagne[1]), et sur-

[1]) Voir les principaux éléments de la classification autrichienne dans l'article déjà cité du *Bulletin*, 1904.

L'Allemagne, à cet égard, n'a pas osé aller aussi loin que l'Autriche. La statistique allemande dans ses relevés annuels et surtout dans l'évaluation de la fréquence du risque par 1000 vollarbeiter ne considère que les groupes administratifs représentés par ses corporations, ou, mieux encore, les grands groupes industriels résultant de la combinaison statistique de corporations groupant des industries comparables. Voici, depuis la grande statistique de 1897, quels sont ces groupes:

1. Mines.
2. Carrières.
3. Verre, poterie, briquetterie (3 corporations).
4. Fer et acier (les 8 corporations régionales de la grande métallurgie).
5. Métal, mécanique fine, instruments de musique (4 corporations).
6. Chimie.
7. Gaz et Eau.
8. Industrie textile (8 corporations).
9. Papeterie, imprimerie (3 corporations).
10. Cuir, vêtement (2 corporations).
11. Bois (4 corporations).
12. Alimentation, boucherie, tabac (3 corporations).
13. Meunerie, sucre, distillerie, brasserie-malterie (4 corporations).
14. Bâtiment (4 corporations et leurs institutions annexes d'assurance).
15. Chemins de fer privés (2 corporations).
16. Expédition et entrepôt, charroi (2 corporations).

tout de l'Autriche qui a poussé cette subdivision jusqu'au détail. Il n'est pas d'un intérêt négligeable, en effet, de distinguer par exemple un tissage ordinaire, à métiers de type ancien, d'un tissage très moderne à métiers Northrop; la substitution d'une machine à une autre peut majorer ou diminuer de 25% le risque d'un atelier.

Evidemment, un morcellement excessif ne serait pas sans danger. Il amènerait à recenser des chiffres trop faibles, sans valeur statistique. Et surtout, s'il convient de tenir compte de la division du travail, il ne faut pas non plus méconnaître une autre nécessité économique, la concentration en une seule usine de divers ateliers qui présentent des risques distincts; or, qui ne sait l'influence que peut exercer, sur l'étendue du risque, la direction technique donnée à l'ensemble de l'entreprise ou le degré de discipline du personnel ou même la situation financière de l'affaire, éléments d'ailleurs impondérables et irréductibles en chiffres?

Quoiqu'il en soit, nous insistons avec M. Cheysson sur cette subdivision »qui, seule, en groupant ensemble les industries similaires au point de vue du travail et des risques, permettra de serrer de près les renseignements de la statistique, au lieu de les exposer à se noyer dans une classification trop vaste où se trouveraient confondus des éléments hétérogènes. La Direction de l'Assurance et de la Prévoyance sociale poursuit cette étude et s'attache à faire concorder les subdivisions de son nouveau cadre, au nombre de 60 environ, d'une part avec celles du recensement professionnel, de l'autre avec celles qui sont adoptées par les assureurs . . . Il importe encore que la répartition professionnelle de notre statistique coïncide avec celle de la statistique judiciaire pour les suites des accidents des mines, des appareils à vapeur et des chemins de fer«.

---

17. Navigation intérieure (3 corporations).

18. Navigation maritime.

Quels sont donc les procédés les plus simples pour dégager le rapport que nous cherchons et qui nous donnera le coefficient de risque de chaque industrie?

Les deux termes de ce rapport sont:

1. Le personnel soumis au risque;

2. Les accidents survenus, classés d'après leurs causes ou leurs conséquences.

Il sera inutile d'insister longuement sur cette seconde catégorie de renseignements; la première au contraire, appelle toute notre attention.

### A. Le personnel soumis au risque (tableau A).

#### *1. Le nombre moyen d'ouvriers.*

La première indication nécessaire, la seule nécessaire à vrai dire, si intéressantes que soient les données sur la durée du travail ou les salaires, c'est l'indication du nombre d'ouvriers. Mais quels ouvriers? S'agit-il de tous les individus qui, au cours de l'exercice, ont été embauchés et qui ont passé quelques heures au moins au service de l'entreprise? Il faut reconnaitre que ce chiffre offrirait l'avantage de pouvoir être indiqué avec précision; il est vrai également que ce renseignement serait utile à qui voudrait être informé sur les grèves, le chômage, les fluctuations du personnel. Mais on objecte qu'il donnerait une idée inexacte du personnel employé dans l'industrie considérée, car le nombre obtenu serait supérieur au nombre maximum d'ouvriers occupés en même temps et comprendrait plusieurs fois les mêmes personnes. Nous n'avons dons pas hésité à l'écarter, pour rechercher de préférence le nombre moyen d'ouvriers.

Le *nombre moyen d'ouvriers,* c'est le nombre de personnes que l'entreprise occupe en temps d'activité normale. En régime d'équilibre, chaque patron sait à peu près quelle est sa moyenne; l'étendue de l'atelier, le nombre de machines etc., sont des points de repére. On ne peut, il est vrai, prétendre qu'à une

approximation[1]). La difficulté devient sérieuse, quand il s'agit d'industries qui passent, au cours d'une même année, par des périodes d'inégale activité. Comme le dit M. Cheysson, »ce cas introduit dans la statistique une complication inévitable et il engendrerait autant de subdivisions de l'année que l'usine aurait de périodes, caractérisées par un régime permanent; pour concilier dans la mesure du possible les exigences de la précision avec celles de la pratique«, le Conseil supérieur a donc admis plusieurs périodes (cf. tableau A).

Il pourrait d'ailleurs être recommandé aux intéressés de recourir le plus possible à l'évaluation du nombre total de journées ou même d'heures de travail effectuées dans leur entreprise. Non seulement la division de ce nombre par le nombre moyen de journées ou d'heures habituel (à leur avis) dans leur entreprise donnerait le nombre moyen d'ouvriers avec une approximation assez satisfaisante, mais encore la connaissance de la durée du travail faciliterait le recours au procédé dont il va être question.

---

[1]) L'Allemagne même, malgré les critiques qu'elle adressait à ce procédé lors de la statistique des accidents de 1897, n'a pu aboutir à des précisions. Elle demande aujourd'hui à ses corporations de lui donner »une idée approximative du nombre d'assurés«.

»On n'exige pas, disent les dernières instructions, de recensement rigoureux; donnez le nombre de personnes que l'entreprise occupait en temps d'activité normale, pendant l'exercice. Une usine textile, par exemple, emploie, en temps normal, 200 ouvriers et employés; c'est ce chiffre qu'on indiquera, sans tenir compte du fait que, en raison des changements et embauchages, il est passé peut-être 800 personnes sur les listes de salaires. On ne tiendra pas compte non plus des ouvriers embauchés à titre tout à fait temporaire (comme dans certains travaux agricoles). Il en résulte que, pour les industries saisonnières, il faut indiquer le nombre d'ouvriers que l'usine occupe parfois quand elle est en plein fonctionnement (pour le bâtiment, par exemple, en été)«.

»On peut aussi, ajoute ce texte, si l'on connaît le nombre total de jours de travail effectués, diviser ce nombre par le nombre de journée de travail habituel dans cette industrie, ce qui donnera le nombre moyen d'ouvriers.«

2. *La recherche des unités ouvrières (Vollarbeiter).*

Une constatation s'impose en effet. Cette donnée initiale, l'ouvrier moyen, est insuffisante aux yeux des statisticiens, et, pour le dire dès maintenant, elle ne sera qu'un pis-aller. Si nous voulons instituer des comparaisons entre industries, il est peu scientifique que nous nous bornions à considérer le nombre d'ouvriers qu'elles occupent en moyenne ou à une époque quelconque. A nombre égal d'accidents, telle industrie apparaîtra plus frappée que telle autre parce qu'elle occupe un nombre moindre d'ouvriers, — et pourtant son activité s'étant régulièrement développée pendant tout l'exercice, tandis que l'autre est une industrie saisonnière, l'exposition au risque a été *au total* plus forte dans la première que dans la seconde: en d'autres termes, la durée du travail ayant été supérieure, l'industrie en apparence la plus frappée se trouve être au contraire la moins dangereuse. Il n'importe donc pas tant de savoir combien d'individus différents ont été exposés au risque que de savoir *combien d'heures a duré l'exposition au risque.* Il est dès lors possible de trouver *une commune mesure* aux diverses industries.

Cette commune mesure peut être le *Vollarbeiter,* l'unité ouvrière conventionnelle qu'ont admise les statisticiens austro-allemands, c'est-à-dire un *nombre d'heures ou de jours de travail conventionnellement admis comme représentant la mesure du travail normal d'un ouvrier pendant une année.*[1])

---

[1]) Les auteurs de la grande statistique allemande des accidents industriels de 1897 considèrent qu'au point de vue méthodologique, ils ont réalisé un grand progrès. Tandis que la statistique précédente (celle des accidents survenus en 1887) avait donné pour base aux calculs le *nombre moyen d'assurés,* la nouvelle statistique introduit un facteur nouveau: la *durée du travail.*

Le nombre de »personnes assurées en moyenne« ne représente pas une moyenne réelle établie au moyen de nombres effectifs et recensés par exemple mensuellement. Il représente conformément à l'expression usitée dans les milieux industriels, le nombre de personnes que l'entreprise avait

Du même coup, nous donnerions à la statistique française la même base qu'aux statistiques étrangères.

---

l'habitude d'occuper au cours de l'exercice, lorsqu'elle était en pleine activité ou en activité courante (normale).

»Ce procédé offre un premier inconvénient: il ne peut être appliqué d'une façon suffisamment uniforme, et il en résulte des divergences très sensibles entre les corporations dans l'évaluation du nombre moyen de leurs assurés. Et, de plus, il offre l'inconvénient de ne tenir aucun compte de la durée du travail, pourtant si différente d'industrie à industrie. C'est ainsi que, à charge égale, le personnel d'une entreprise saisonnière apparaît comme équivalant au personnel d'une entreprise qui marche toute l'année, alors que le premier n'est exposé au risque que pendant une période beaucoup plus courte que le second.«

»Pour donner une base certaine aux calculs sur la fréquence du risque, il est indispensable de tenir un compte aussi exact que possible de la durée du travail: ce qui revient à recenser *combien d'heures de travail* ont été fournies par la totalité des ouvriers dans les entreprises considérées.«

»Malheureusement, quant à présent du moins, ce recensement est impraticable. Par contre on est arrivé au moins à connaître le *nombre des journées de travail* (ou postes). On a donc demandé aux corporations combien, pendant l'année considérée, les ouvriers de leurs entreprises avaient fourni de journées de travail.«

»Puis, comme il fallait aboutir à une base uniforme, on a divisé le nombre ainsi obtenu par 300, ce qui a donné le nombre des *unités ouvrières* que l'on a dénommées *vollarbeiter* (ouvriers complets, ouvriers-types).«

»Ce faisant, on négligeait un élément, les inégalités de durée subies au cours de l'exercice par les différentes entreprises composant chaque corporation: en effet, dans une même corporation, des entreprises ont pu travailler 365 jours, d'autres un nombre bien plus faible, 2 jours. Il devait en être ainsi. Le calcul auquel on procédait n'avait pas pour but de fixer aussi exactement que possible, pour chaque genre de travail ou catégorie d'entreprises, la valeur de l'unité ouvrière (vollarbeiter): cela eût obligé à prendre pour mesure ou diviseur tantôt 365, tantôt des chiffres inférieurs, selon qu'il se serait agi de l'un ou l'autre genre de travail. Il fallait se contenter d'obtenir une commune mesure, applicable à l'ensemble des industries.«

»Ainsi donc, la statistique doit permettre de répondre, en ce qui concerne la fréquence des accidents, à une question ainsi posée: »*Combien d'accidents atteignent dans les différentes corporations* (c'est-à-dire dans les

Il est donc désirable d'obtenir le nombre de ces unités ouvrières. Mais est-ce possible? Du moins cette recherche sera-t-elle de la compétence de l'intéressé, c'est-à-dire de l'industriel ou assureur, ou bien doit-elle être réservée à l'Administration?

Deux procédés sont à la disposition du statisticien.

*a)* On recense le nombre total des *heures de travail* effectivement accomplies par l'ensemble des ouvriers assurés. On divise ensuite ce total par le nombre conventionnel d'heures de travail (par exemple 3000 heures, c'est-à-dire 300 journées de 10 heures, comme en Allemagne et en Autriche) admis comme représentant la mesure du travail normal d'un ouvrier pendant une année;

*b)* On part du chiffre total des *salaires* en espèces et en nature effectivement reçus par l'ensemble des ouvriers assurés. On divise ensuite ce total par le salaire moyen payé à l'heure dans chaque groupe d'industries. On obtient de la sorte un nombre d'heures de travail auquel on applique purement et

---

grands groupes d'industries seulement), *un nombre égal d'ouvriers pendant un laps de temps égal;* ou bien *combien d'accidents se produisent par 1000 unités ouvrières de 300 jours chacune,* c'est-à-dire se produisent *au cours de 300.000 journées, quel que soit le nombre d'ouvriers appelés à fournir ces journées?*«

»Encore faut-il remarquer que le nombre des Vollarbeiter n'a pu-être évalué pour toutes les corporations, du moins d'une façon uniforme. Quelques-unes, sur la foi des listes de salaires qu'elles ont mises en usage, ont pu sans peine relever le nombre de journées de travail (plusieurs allant même jusqu'à indiquer le nombre d'heures), mais d'autres n'avaient pas à leur disposition de telles listes pour toutes leurs entreprises. Elles ont donc été obligées de compléter par des évaluations les données incomplètes qu'elles possédaient. Enfin la corporation de la distillerie s'est déclarée hors d'état de fournir autre chose que le nombre moyen d'assurés: elle invoquait comme motif les incessants changements de personnel, avec embauchage d'ouvriers agricoles, subis par ses adhérents. Il faut reconnaître que ces difficultés sont réelles, et la statistique ne mentionne, quant à cette corporation, que le nombre moyen d'assurés.«

simplement la première méthode pour aboutir à l'ouvrier-type, à l'unité ouvrière.

En deux mots: nous pouvons commencer par recenser les heures, ou commencer par recenser les salaires. De l'une ou de l'autre façon, c'est *par une fiction,* en faisant passer la réalité à travers un moule qui en supprimera toutes les discordances, que nous arriverons à la commune mesure désirée. Mais on remarque aussitôt que le second procédé complique cette fiction d'une autre évaluation conventionnelle intermédiaire: celle du salaire moyen. De toute évidence, le premier procédé assurerait plus directement le résultat cherché et donnerait pleinement satisfaction.

*a) Par les heures de travail.* — Comment méconnaître, cependant, que, pour certaines industries, il serait difficile d'obtenir le recensement des heures de travail! Les statisticiens allemands ont dû se borner à demander le nombre de journées accomplies: quelques corporations étaient hors d'état de fournir exactement cette évaluation lorsqu'on procéda au grand recensement des accidents de 1897. L'instruction adressée aux corporations pour les diriger dans l'établissement des nouvelles statistiques se borne à dire: »Il faut s'efforcer de déterminer le nombre des unités ouvrières de la façon la plus simple possible, de façon que chacun représente 300 jours ou postes de travail.«

Les assureurs français, de leur côté, constatent qu'ils ont demandé au début l'indication du nombre des heures de travail; leurs polices mentionnaient même des pénalités à l'encontre des assurés qui ne fournissaient pas cette indication. Il n'a pas été possible d'insister, soit que les industriels fussent hors d'état de fournir ces renseignements avec précision, soit qu'ils eussent peur de voir ces données utilisées abusivement pour d'autres fins, par exemple en vue d'une application plus sévère de la réglementation du travail. Les heures, ont ajouté les

assureurs, seront toujours plus inexactement indiquées que les salaires. Renseignement complexe et suspect, dit à son tour le rapport de M. Cheysson.

Nous conclurons de ces observations: d'abord que force serait sans doute, si l'on voulait exiger la durée du travail, de se borner au recensement, moins précis que celui des heures mais certainement moins malaisé, des journées de travail; que le plus prudent serait d'ailleurs de ne pas exiger cette indication de durée et de lui laisser seulement un caractère facultatif, même pour les industries où elle serait facilement admise (comme les chemins de fer).

Mais, sous ces réserves importantes, il reste extrêmement désirable que, *au moins à titre de contrôle* des résultats donnés par le second procédé, on recherche la durée du travail là où l'on croira pouvoir l'obtenir. Ces renseignements, comme des épreuves ou des témoins, éclaireraient assureurs et service de statistique sur l'exactitude du salaire moyen.

*b) Par le salaire.* — C'est en effet à la recherche du salaire que nous sommes ramenés; le second procédé de recensement des unités ouvrières suppose que nous connaissions le *salaire moyen.* Et d'ailleurs, l'assurance reposant sur les salaires, il semble tout naturel que notre statistique prenne les salaires pour point de départ.

Mais possédons-nous une statistique exacte des salaires et en particulier du salaire moyen payé par les diverses industries? Ce n'est pas le cas. La statistique allemande des salaires de base présente elle-même des lacunes, et l'Office impérial a dû mettre le public en garde contre la tentation de tirer de ces chiffres des conclusions trop affirmatives.

»En réalité, dit M. Cheysson, le salaire moyen n'est pas une donnée élémentaire: il résulte d'un calcul très compliqué de moyennes géométriques. D'ailleurs, à en croire le recensement professionnel établi par *l'Office du Travail,* le salaire par

heure ne varierait qu'entre 0 fr. 30 et 0 fr. 36 pour les différentes classes de ce recensement. Dès lors, s'il servait de base à la statistique des accidents, il lui infligerait une banalité voisine de l'insignifiance. On peut à la rigueur conserver cet élément, mais au second plan, comme instrument de contrôle.«

A cet effet deux méthodes, entre autres, s'offrent au statisticien.

En premier lieu, celle des *coups de sonde:* les indications fournies par quelques industriels considérés comme représentants caractéristiques d'une industrie, ou bien encore les renseignements déduits des règlements de sinistres, permettraient, dans beaucoup de cas, de conclure du particulier au général. Les fiches de règlement de sinistre, surtout, constitueraient des »témoins« très sûrs.

On peut aussi admettre que les assureurs, sur la foi des divers renseignements qu'ils peuvent se procurer, sont en mesure d'établir des *moyennes* satisfaisantes; des exemples nous ont été cités d'estimations qui différaient de 1 % seulement des chiffres donnés par les fiches de sinistres.

Il est désirable que, dans l'estimation de ces moyennes, il soit tenu compte des différences parfois importantes que l'on constate entre les salaires des diverses régions.

Supposons le salaire moyen ainsi évalué. En divisant alors, nous l'avons dit, le salaire total par le salaire moyen horaire ainsi obtenu, on obtiendrait le nombre d'heures et, après la division de celui-ci par 3000, le nombre d'unités ouvrières.

Comment donc obtenir le *salaire total?*

En réalité, on n'a fait que reculer la difficulté. Si nous ne devons pas, dans la plupart des cas, compter qu'on nous donnera la durée du travail accompli, et s'il faut, pour aboutir aux unités ouvrières, passer par l'intermédiaire du salaire, encore faut-il que nous ayons la certitude de pouvoir recenser exactement le chiffre de salaires.

Le moyen de l'obtenir à coup sûr ne serait-il pas l'institution du *registre de salaires?*

La sous-commission de l'Association, après un long examen de la question, avait déjà cru pouvoir émettre un »vœu de tendance« ainsi conçu: »Il nous paraît certain que, dans les pays où la loi oblige les industriels à faire sur des registres le relevé de leur personnel par catégorie et à mentionner leurs salaires, cette statistique est de beaucoup simplifiée.[1]) Si, en France, des prescriptions légales venaient im-

[1]) Note fournie par M. Deléarde sur les registres de salaires en Belgique et en Italie:

Belgique. — En dehors du registre d'inscription et du livret individuel imposés pour les ouvriers protégés par la loi du 13 décembre 1889 concernant le travail des femmes, des adolescents et des enfants dans les établissements industriels, carnet et livret dont les modèles sont fournis par l'Administration, l'art. 12 de la loi du 15 juin 1896, relative aux règlements d'atelier, oblige les chefs d'entreprises soumis à cette loi, à tenir un état exact de leur personnel ouvrier. Le tracé de cet état a été arrêté par le ministre de l'Industrie et du Travail et porté à la connaissance des chefs d'entreprise par la circulaire du 20 août 1897 adressée aux Gouverneurs de province. — Toute infraction à cet article, constatée par les inspecteurs du travail est punie d'une amende de 26 à 200 francs.

Enfin, l'art. 1er de la loi du 11 avril 1896 autorise les délégués à l'inspection du travail à exiger la production des états de paiement des salaires des ouvriers sous peine d'une amende de 26 à 100 francs, sans préjudice, s'il y a lieu, de l'application des peines établies par les articles 269 à 274 du Code pénal.

Italie. — Le règlement pour l'exécution de la loi du 31 janvier 1904 (texte unique) sur les accidents du travail a prévu, dans son article 25, l'obligation pour le chef d'entreprise assujetti de tenir:

1. *Un livre matricule* sur lequel sont inscrits, dans l'ordre chronologique de leur admission, tous les ouvriers occupés dans l'entreprise avec indication de leurs nom, prénoms, paternité, date et lieu de naissance, date d'admission et celle du renvoi, la catégorie professionnelle de l'ouvrier, son occupation habituelle et le taux du salaire journalier. L'inscription sur le livre matricule doit être fait avant que l'ouvrier commence à travailler;

2. *Un livre de paie* dans lequel, pour chaque ouvrier, seront indiqués: les nom, prénoms, numéro matricule; le nombre des heures pendant les-

poser la tenue de livres analogues, il n'est pas douteux que le recensement des ouvriers, de leurs salaires et de leur durée de travail serait facilité.«

---

quelles il a travaillé chaque jour avec indication distincte des heures de travail supplémentaire; le salaire effectif payé en argent et la rémunération payée sous une autre forme.

Pour chacun des apprentis, outre le salaire effectif payé lorsqu'ils sont rétribués, il sera indiqué le salaire le plus bas perçu pour les ouvriers de la même catégorie.

Le livre de paie doit être tenu au courant par l'inscription, chaque jour, des heures de travail accomplies par chaque ouvrier durant la journée précédente. — Le montant total des salaires doit être inscrit dans le livre de paie dans les trois jours de l'échéance de leur paiement.

D'après l'art. 26 du même règlement, le livre matricule et le livre de paie doivent être paraphés et numérotés à chaque page, avant d'être mis en usage, et être présentés à l'établissement assureur qui les fera contresigner à chaque page par un de ses délégués, lequel déclarera en dernière page le nombre des feuillets qui composent le livre et apposera au bas de cette déclaration la date et sa signature.

Les deux livres dont il s'agit doivent être conservés pendant quatre années au moins à compter de la dernière passation des écritures.

Les ouvriers dont les heures de travail et les salaires ne seront pas portés sur le livre de paie dans les délais ci-dessus rappelés, prescrits par l'art. 25, seront considérés comme non compris dans l'assurance. — Cependant l'assureur devra payer les avances sur les indemnités tant que la contravention n'aura pas été judiciairement reconnue, sauf son droit de recours contre le chef d'entreprise.

Pour les travaux à forfait, doivent être indiquées sur le livre de paie les sommes payées à l'ouvrier tâcheron dans les trois jours de chaque liquidation.

Le livre matricule et le livre de paie doivent, à chaque réquisition, être présentés aux délégués de l'inspection du travail et aux fonctionnaires des compagnies d'assurances. Ceux-ci devront dater, signer au jour de leur vérification et pourront prendre copie de ces livres.

3. En outre, d'après l'art. 31 du règlement, le chef d'entreprise doit délivrer, à ses frais, un *livret personnel* à chacun de ses ouvriers, conforme au modèle approuvé par le ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce.

Devant la commission de l'Association, les partisans du registre de salaires firent valoir que cette innovation serait favorable aux ouvriers assurés, car elle supprimerait nombre de contestations au moment du règlement des sinistres; dans beaucoup de cas, faute d'être en présence d'un livre de paie, les experts doivent recourir à des approximations. Ce registre pourrait être imposé comme le sont les Journal et Grand-Livre. Les assureurs, à qui il devrait être montré, sous des sanctions analogues à celles qui frappent l'omission de déclaration des accidents, pourraient alors fournir les salaires exacts demandés par l'état statistique n° 8 de l'Administration. Le représentant d'un syndicat de garantie, tout en reconnaissant l'insuffisance de la comptabilité des petits patrons, intéressa vivement la commission en lui montrant les livres de salaires que tiennent les $^4/_5$ de ses confrères co-assurés; ces livres, fournis par le syndicat et paraphés par lui, contiennent en somme la simple copie des carnets de poche (nom de l'ouvrier, nombre d'heures, prix de l'heure, totaux à payer, acomptes); de même un carnet est établi pour les tâcherons; dans certains cas, déjà, le syndicat en question a suspendu la garantie qui couvrait le patron dont les livres n'étaient pas tenus.

Un éminent représentant de l'Administration a fait toutefois remarquer que la question soumise à la commission était seulement un chapitre de la question, plus générale, du contrôle des conditions du travail par le registre de salaires. Résoudre cette question générale, c'était excéder notre mandat.

---

Ce livret doit contenir tous les éléments nécessaires aux effets de la loi sur les accidents du travail et rester en la possession de l'ouvrier qui doit le présenter à l'occasion de la passation des écritures le concernant et pour les vérifications éventuelles de la part des fonctionnaires du Gouvernement ou des établissements d'assurances.

Toutes les infractions aux dispositions qui précèdent sont punies d'une amende de 20 à 30 livres, aux termes de l'art. 454 du Code pénal, sans préjudice des peines plus fortes prévues au même Code.

La Commission de l'association, uniquement pour faciliter la tenue d'un tableau statistique par les assureurs, allait-elle demander au Conseil supérieur de statistique et, par son intermédiaire, au Gouvernement de résoudre la question générale? Il suffirait, pour éviter des précisions excessives, de se borner comme la sous-commission à indiquer aux autorités compétentes que, le jour où le législateur croirait devoir, pour des motifs plus généraux, imposer la tenue de ce registre, la statistique des accidents en profiterait. La Commission s'est ralliée à cette manière de voir, ainsi que le Conseil supérieur.

D'ailleurs, au cours de ces débats, la question du registre de salaires est apparue comme subordonnée à une question toute de pratique: les industriels seront-ils astreints à fournir à l'Administration et à son service de statistique, des fiches individuelles, auquel cas on peut demander au Gouvernement d'imposer les registres de salaires, ou bien suffira-t-il que les assureurs remplissent eux-mêmes la colonne des salaires dans un tableau résumant les données désirées, ce qui rend à la statistique des accidents un caractère moins administratif que privé et interdit de penser que le Gouvernement nous suive jusqu'à légiférer sur les régistres de salaires? On verra plus loin que nous résolvons la question en faveur du tableau collectif.

Quoi qu'il en soit, le salaire total est actuellement connu avec une approximation assez sérieuse pour qu'on puisse instituer une statistique sans attendre l'intervention de la loi.

»Le salaire total, conclut à son tour M. Cheysson, sert de base à l'assurance, la prime payée à ces assureurs étant proportionnelle au salaire. Il peut donc également servir de base à la statistique des accidents. En procédant ainsi, on se bornera à tirer parti d'une donnée qui est déjà réclamée par des nécessités industrielles et dont l'exactitude est garantie par le contrôle même des assureurs, puisque c'est d'elle que dépendent les primes d'assurance.« M. Cheysson a donc proposé

que cet élément fût conservé dans les tableaux dressés par les intéressés.

*Conclusions.*

Ainsi donc, estimant qu'il convient de se borner à utiliser les données que la pratique de l'assurance met actuellement à notre disposition, en insistant sur celles qui présentent le moins de chances d'erreur, le Conseil supérieur a écarté comme données initiales à demander aux assureurs: *le salaire moyen* et le nombre total *d'heures de travail,* en ne laissant à ces éléments qu'un rôle de second plan, de moyen de contrôle.

Il en résulte qu'il ne demande pas directement aux intéressés le nombre *d'unités ouvrières,* laissant à l'Administration le soin de le calculer, dans la mesure où elle pourrait et voudrait se procurer les données nécessaires.

Restent *le salaire total* et le *nombre moyen d'ouvriers,* faits plus précis et sur lesquels on peut interroger le patron avec une sécurité relative.

Le tableau récapitulatif des données concernant le personnel assuré (tableau A) indiquerait donc:

Colonne 1: les groupes d'industrie considérés;

Colonne 2: les salaires totaux;

Colonne 3: le nombre moyen d'ouvriers pendant des périodes d'activité normale (1 mois, 2—3 mois, 4—6 mois, 7—9 mois, 10—12 mois).

Quant au salaire moyen payé à l'heure,

au nombre total d'heures de travail,

au nombre des unités ouvrières, aboutissant de ces évaluations, l'Administration en épargnerait le calcul aux assureurs pour s'en charger éventuellement elle-même.

Le Conseil supérieur n'a pas manqué, d'ailleurs, de constater l'intérêt qu'il y aurait à pouvoir calculer le nombre des unités ouvrières et à faire ainsi cadrer notre statistique avec celles de l'étranger. Mais, dans l'état actuel de la légis-

lation, il ne lui a pas paru qu'il pût exiger des intéressés les données autres que les salaires totaux.

L'Association française, au contraire, demandait le salaire moyen payé à l'heure et le nombre total d'heures de travail (indication facultative).

## B. Statistique des accidents, de leurs causes et de leurs conséquences.

(Tableaux B et C.)

La commission a été unanime à penser qu'il conviendrait de borner, pour le moment, les investigations aux accidents du travail entraînant la *mort* ou *l'incapacité permanente* totale ou partielle. La question reste entière en ce qui concerne les innombrables petits accidents sur lesquels les renseignements ne pourraient être recueillis qu'à grand peine et à grand frais, sans offrir pour cela plus de garanties de précision.

Les tableaux B et C, donnés ici à titre d'indication et de minimum, seraient beaucoup plus aisés à établir que le tableau A.

Ils sont empruntés à la statistique autrichienne, sauf de légères modifications. Chacun d'eux est subdivisé en trois tableaux, concernant l'un les cas de mort, l'autre les invalidités permanentes totales, le troisième les invalidités permanentes partielles.

On pourra encore, en vue de détailler ces tableaux, ou d'en établir de supplémentaires, compléter par quelques renseignement nouveaux ceux qui sont fournis sur les fiches de règlements de sinistre; ces renseignements nouveaux concerneraient:

1. Le *jour* de la semaine et l'*heure* où est survenu l'accident;

2. La nature de la blessure *(organe atteint, lésion produite)*, ces renseignements étant classés le plus possible en concor-

## Personnel assuré.

| Professions ou Industries[1]) | Salaires totaux | Nombre moyen d'ouvriers Pendant des periodes d'activité normale | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | de moins d'un mois | de plus d'un mois à 3 mois | de plus de 3 mois à 6 mois | de plus de 6 mois à 9 mois | de plus de 9 mois à 12 mois |
| 1. groupe: Mines. Minières. Carrières souterraines. Carrières à ciel ouvert. | | | | | | |
| 2. » Meunerie Sucrerie. Distillerie. Industries se rapportant à l'alimentation. Brasserie. | | | | | | |
| 3. » Hauts-fourneaux. Forges. Aciéries. Chaudronnerie. Fonderie. Ferronnerie. Maréchalerie. Petite mécanique. | | | | | | |
| 4. » Produits chimiques et dérivés. Usines d'éclairage et d'électricité. Cuirs et peaux. | | | | | | |
| 5. » Papier et industries de transformation d'imprimerie. | | | | | | |
| 6. » Entreprises de travaux publics. Construction. Maçonnerie. Charpente en bois et en fer. Serrurerie. Menuiserie. Peinture. Plomberie. Canalisation. | | | | | | |
| 7. » Travail du bois. Ebénisterie. Tabletterie. Brosserie. Vannerie. Articles de Paris. | | | | | | |
| 8. » Poterie. Céramique. Verrerie. | | | | | | |
| 9. » Industries textiles. Habillement. | | | | | | |
| 10. » Transports par terre et par eau. Entreprise de chargement et déchargement. | | | | | | |
| 11. » Commerce. | | | | | | |
| 12. » Agriculture. | | | | | | |

[1]) On retrouvera dans le texte du rapport des observations sur l'intérêt qu'il y aurait à subdiviser davantage chaque groupe en sous-groupes et chaque sous-groupe éventuellement en classes distinctes. Pour ne pas étendre nos tableaux, nous nous bornons à reproduire, en les bloquant, au lieu de les détacher, les divisions et subdivisions, peut-être insuffisamment détaillées, du décret de 1899. Une révision de cette classification, poursuivie si possible en concordance avec les expériences étrangères (Autriche notamment) reste désirable.

## Causes des Accidents.

(Subdivisé en trois tableaux B, B' et B'' respectivement consacrés aux cas de mort, d'incapacité permanente totale et d'incapacité permanente partielle.) Exemple: Tableau B. Causes des accidents ayant entraîné l'incapacité permanente totale.

| Professions ou industries[1]) | Moteurs | Transmissions | Machines-outils mues par des moteurs | Machines-outils sans moteurs | Ascenseurs monte-charges Grues. Treuils | Chaudières à vapeur. Conduite de vapeur et chaudières à compensation (par explosion ou autrement) | Explosion de matières fulminantes (poudre, dynamites etc.) | Substances combustibles toxiques, brûlantes et corrosives etc. Gaz et vapeurs etc. | Effondrement, chute et renversement d'objet | Chute du haut d'échelles, d'échafauds, d'escaliers, dans des excavations etc. | Chargement et déchargement enlèvement et partage | Voyages en voiture et à cheval, écrasement, chocs, morsure d'animaux | Exploitation des chemins de fer, écrasement etc. | Navigation et transport par canaux (chute par dessus bord etc.) | Usage d'outils à main et d'instruments d'un genre simple. Marteaux, haches, pioches, bêches etc. | Causes ne rentrant dans aucune des causes connues.[2]) Causes inconnues | Nombre total des accidents entraînant la mort ou une incapacité permanente |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1. Groupe. Mines. Minières. Carrières souterraines. Carrières à ciel ouvert. | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 2. Groupe. Meunerie. Sucrerie. Distillerie. Industr. se rapportant à l'alimentation. Brasserie. | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 3. Groupe. Hauts-fourneaux. Forges. Aciéries. Chaudronnerie. Fonderies. Ferronnerie. Maréchalerie. Petite mécanique. | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 4. Groupe. Produits chimiques et dérivés. Usines d'éclairage et d'électricité. Cuirs et peaux. | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 5. Groupe. Papier et industries de transformation. Imprimerie. | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 6. Groupe. Entreprises de travaux publics. Construction. Maçonnerie. Charpente en bois et en fer. Serrurerie. Menuiserie. Peinture. Plomberie. Canalisation. | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 7. Groupe. Travail du bois. Ebénisterie. Tabletterie. Brosserie. Vannerie. Articles de Paris. | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 8. Groupe. Poterie. Céramique Verrerie. | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 9. Groupe. Industries textiles. Habillement. | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 10. Groupe. Transport par terre et par eau. Entreprise de chargement et déchargement. | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 11. Groupe. Commerce. | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 12. Groupe. Agriculture. | | | | | | | | | | | | | | | | | |

[1]) Pour la subdivision des groupes d'industries, voir la note du tableau précédent.
[2]) L'accident dû à plusieurs causes ne doit être inscrit qu'une fois à la colonne de la cause principale.

dance avec les statistiques étrangères, sauf à détailler davantage que nous ne l'avons fait dans le tableau C.

De même, il y aurait peut-être lieu de préciser davantage les renseignements déjà réclamés sur la *cause de l'accident* (machines, outils, chutes etc.), soit en retouchant le cadre des fiches de règlement de sinistre, soit en donnant des instructions en vue de la rédaction manuscrite des circonstances de l'accident. Là encore il y aurait lieu d'établir une classification concordant avec celle des statistiques étrangères, et de prévoir peut-être des subdivisions plus détaillées encore que celles du tableau B.

Enfin, au moyen des données sur les causes et sur les concéquences des accidents, on pourrait établir des *tableaux supplémentaires* analogues à ceux que contiennent les statistiques étrangères, et où les diverses catégories d'accidents seraient classées d'après leurs causes. On voit sans peine l'intérêt que ces rapprochements présenteraient pour la prévention des accidents.

La Commission fait enfin remarquer qu'il y a lieu d'encourager les assureurs à faire relever toutes ces données, par leurs agents, selon un questionnaire aussi complet que possible, et exprime le vœu que les juges de paix conduisent l'enquête selon un cadre uniforme.

## Voies et moyens.

### *Fiches individuelles ou tableaux collectifs.*

Cette question est d'une importance capitale. Il faut la résoudre en tenant compte de l'état de choses existant et des dispositions de chacune des parties en présence. Nous sommes heureux de pouvoir constater qu'un sincère désir d'aboutir les inspire, et que la collaboration de tous à cette tentative d'établissement d'une statistique des accidents est assurée.

Les assureurs fourniraient-ils à l'Administration des fiches sur chaque industriel assuré, ou bien se borneraient-ils à éta-

## Conséquences des Accidents.

(Subdivisé en trois tableaux C, C′ et C″ respectivement consacrés aux cas de mort, d'invalidité permanente totale et d'invalidité permanente partielle.)

Exemple: Tableau C. Conséquences des accidents ayant entraîné l'incapacité permanente totale.

| Professions ou Industries[1]) | Nombre de personnes victimes pendant l'année d'un accident ayant entraîné l'invalidité permanente totale selon la nature de la blessure | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Blessures intéressant | | | | | | | | | | | |
| | la tête et le visage à l'exclusion des yeux | les yeux | les bras et les mains | les doigts | les jambes et les pieds | les organes intérieurs | d'autres parties du corps | Concurrement plusieurs parties du corps | Etouffement | Noyade | Blessures ne poudant rentrer dans une des colonnes précédentes |
| 1. groupe: Mines. Minières. Carrières souterraines. Carrières à ciel ouvert. | | | | | | | | | | | |
| 2. » Meunerie. Sucrerie. Distillerie. Industries se rapportant à l'alimentation. Brasserie. | | | | | | | | | | | |
| 3. » Hauts-fourneaux. Forges. Aciéries. Chaudronnerie. Fonderie. Ferronnerie. Maréchalerie. Petite mécanique. | | | | | | | | | | | |
| 4. » Produits chimiques et dérivés. Usines d'éclairage et d'éléctricité. Cuirs et peaux. | | | | | | | | | | | |
| 5. » Papier et industries de transformation. Imprimerie. | | | | | | | | | | | |
| 6. » Entreprises de travaux publics. Construction. Maçonnerie. Charpentes en bois et en fer. Serrurerie. Menuiserie. Peinture. Plomberie. Canalisation. | | | | | | | | | | | |
| 7. » Travail du bois. Ebénisterie. Tabletterie. Brosserie. Vannerie. Articles de Paris. | | | | | | | | | | | |
| 8. » Poterie. Céramique. Verrerie. | | | | | | | | | | | |
| 9. » Industries textiles. Habillement. | | | | | | | | | | | |
| 10. » Transport par eau et par terre. Entreprise de chargement et déchargement. | | | | | | | | | | | |
| 11. » Commerce. | | | | | | | | | | | |
| 12. » Agriculture. | | | | | | | | | | | |

[1]) Pour la subdivision des groupes d'industries, voir la note du tableau A.

[2]) Ici encore, la subdivision des blessures, selon leur nature, est indiquée à titre provisoire et empruntée à la statistique autrichienne.

blir le tableau récapitulatif (A)? Sans insister sur le travail énorme qui résulterait pour eux de l'adoption du premier système, les assureurs n'ont pas eu de peine à démontrer, sans être contredits par les représentants de l'industrie, que les renseignements fournis par les assurés (même sur les salaires) sont généralement imprécis, qu'ils doivent être redressés avec tact; les assureurs ne pourraient fournir à l'Administration que des résultats globaux.

Enfin et surtout le secret professionnel est un empêchement dirimant à la fourniture par les assureurs de renseignements individuels sur leurs assurés. Le ministère des Travaux publics demande-t-il lui-même autre chose à ses ingénieurs que des totaux, des renseignements globaux sur les usines? D'ailleurs, les approximations qui seraient fournies par les assureurs sous forme de tableau suffiraient. Nous avons dit que les fiches de règlement de sinistre serviraient de témoins. Or l'un des assureurs mutualistes présents fit la preuve que les évaluations des salaires faites par son syndicat se rapprochaient très sensiblement des salaires constatés par les fiches de sinistre (5 fr. 98 de salaire quotidien au lieu de 6 fr. 03).

En un mot, il apparut comme excessif et d'ailleurs inutile de mettre à la charge des assureurs la tenue de fiches individuelles: la statistique projetée n'en serait pas sensiblement améliorée, et des inconvénients très sérieux en résulteraient.

L'Administration, du reste, se montra toute disposée à ne pas imposer aux assureurs le renseignement par fiches individuelles, et les assureurs de leur côté se déclarèrent disposés à collaborer le plus efficacement possible à l'établissement de la statistique projetée, par la rédaction des tableaux récapitulatifs ci-après annexés.

*Industriels non assurés.* — Dans tout ce qui précède nous avons en vue particulièrement les industriels assurés. Quels renseignements peut-on obtenir au sujet des non-assurés qui représentent environ 35% du personnel assujetti?

Ceux-ci se répartissent en deux catégories. Sur les uns — Compagnies de chemins de fer ou tramways, de mines, en général industries concédées et contrôlées — l'État exerce une action directe. Il suffirait que les statistiques dressées au ministère des Travaux publics fussent harmonisées avec les principes résumés ci-dessus pour que le statisticien fût en mesure de recueillir pour ces industries des renseignements globaux correspondant à ceux que les assureurs sont disposés à fournir pour leurs assurés.

L'autre catégorie comprend les industriels ordinaires, 10 % environ, qui n'ont pas cru devoir recourir à l'assurance. Comment déterminer le nombre, relativement peu considérable, des ouvriers qu'ils occupent et comment apprécier le nombre d'accidents survenus dans leurs travaux?

La statistique du *recensement professionnel* pourrait être utilisée à cet effet; on pourrait lui demander le nombre total des ouvriers assujettis pour chaque groupe ou sous-groupe, la classification du recensement professionnel étant à cet effet harmonisée avec celle de la statistique prévue ici. En déduisant de ce total le nombre des ouvriers occupés par les industriels assurés (et par les mines ou chemins de fer), on obtiendrait approximativement le nombre d'ouvriers occupés par les autres industriels non assurés.

D'autre part, la statistique des accidents du travail dressée par le *ministère de la Justice* pourrait être mise en harmonie avec la statistique projetée ici; on pourrait lui demander de fournir le nombre total des accidents (entraînant la mort ou l'incapacité permanente totale ou partielle) pour chaque groupe ou sous-groupe; en déduisant de ce total le nombre des accidents recensés par les assureurs (ou par les Travaux publics), on obtiendrait approximativement le nombre des accidents survenus dans les autres entreprises non assurées.

---

CONGRES INTERNATIONAL DES ACCIDENTS DU TRAVAIL ET DES ASSURANCES SOCIALES
*7e session. — Vienne. — 17 au 23 septembre 1905.*

# LA STATISTIQUE DES ACCIDENTS DU TRAVAIL

PAR

**LOUIS MAINGIE,**

SECRETAIRE DE L'ASSOCIATION DES ACTUAIRES BELGES,
ACTUAIRE DE LA COMPAGNIE BELGE D'ASSURANCES GÉNÉRALES SUR LA VIE CHARGÉ DE COURS À L'UNIVERSITÉ LIBRE DE BRUXELLES.

Il ne peut être question de faire entrer dans le cadre relativement étroit d'un rapport, les diverses perspectives d'une étude complète, au point de vue statistique, des accidents du travail et des phénomènes connexes à leur réparation.

Je me bornerai à examiner la question sous un seul de ses aspects, non des moindres d'ailleurs: les rapports de la statistique avec la science actuarielle.

Je pense pouvoir ainsi apporter une contribution utile à l'ensemble des arguments qui plaident en faveur de l'organisation générale de la statistique d'après un plan étudié, raisonné et surtout non immuable, si pas en faveur d'un plan identique pour tous les pays.

Il apparaît tout d'abord que l'un des arguments les plus essentiels que l'on puisse invoquer en faveur de l'organisation de la statistique des accidents du travail réside dans le fait que l'évaluation des charges qu'une loi de réparation fait peser sur l'industrie est un problème de probabilités. Les principes de la théorie des chances doivent ici être invoqués. Ainsi ressort immédiatement la dépendance de ce problème vis-à-vis des sciences mathématiques.

Comme tous ceux qui se posent à l'attention de l'actuaire, il n'est susceptible d'une solution numérique que si des éléments statistiques, recueillis avec soin, coordonnés avec méthode, permettent de dégager des probabilités diverses et de donner la

mesure de certaines quantités et de certains phénomènes. Ainsi seulement est possible l'application concrète de formules abstraites.

Celles-ci seraient vaines sans le secours, ou plutôt le concours de la statistique.

Mais ceci n'est pas en discussion, bien que l'on n'ait guère pris soin, dans de nombreux pays où une loi règle la réparation financière des accidents du travail, d'organiser la statistique de ces accidents d'après un plan rationnel et complet.

Ce sont là des errements qui résultent du fait que l'on ne s'est pas assez inquiété, pour la question qui nous occupe, du lien qui unit la statistique et la théorie des chances que l'on n'a pas observé avec assez d'attention les rapports étroits de certaines parties de l'Economie Sociale et de la Science des nombres.

Mais il ne suffit pas de démontrer l'utilité de la statistique des accidents du travail, il faut encore déterminer le plan d'après lequel elle doit être dressée pour être utilisable.

Cette étude montre de plus en plus serré le lien qui la relie au calcul des probabilités.

Car de même qu'en mathématiques, l'analyse, science abstraite, et les sciences d'application peuvent, dans leurs progrès parallèles, réagir l'une sur l'autre, de même la science actuarielle théorique s'appuie sur la statistique, laquelle opère sur des phénomènes concrets et est parfois éclairée par les déductions que celle-ci met en lumière; mais encore et par contre, les voies dans lesquelles la statistique doit diriger ses investigations peuvent, le plus souvent, être signalées par une science toute théorique qui n'a en vue que l'établissement de formules.

Je me propose précisément de rechercher quelles sont les indications que l'actuaire peut donner quant à la direction à imprimer à la statistique qui est pour ses travaux, ses études, ses recherches, l'auxiliaire indispensable.

Pour résoudre cette question, qui domine l'un des aspects de la statistique des accidents du travail, il y a lieu d'établir aussi succinctement que possible, la théorie mathématique de l'assurance contre ces accidents et d'ouvrir ainsi une parenthèse qui se fermera par les conclusions que cette théorie dictera elle-même.

Nous pourrions indiquer de suite ces conclusions si la théorie mathématique de l'assurance contre les accidents du travail était généralement mieux connue. — Mais précisément, c'est un fait d'expérience que les organismes qui poursuivent la couverture de ce risque se laissent guider dans la détermination de sa valeur par des règles empiriques. Je ne sache pas d'autre part que cette théorie ait jamais fait l'objet de recherches complètes et bien coordonnées. Il est donc nécessaire d'en faire un exposé succinct, qui en mette en lumière les points essentiels.

## Ire Partie.

## Théorie mathématique de l'assurance contre les accidents du travail.

Un taux de prime s'entend communément en matière d'assurance contre les accidents du travail, d'un coefficient par lequel on multiplie le total des salaires afférents à une entreprise déterminée pour obtenir le montant de la contribution exigible de cette entreprise.

A la vérité on peut concevoir d'autres systèmes qui ne seraient pas moins efficaces au point de vue de la couverture des charges. — Ainsi, il est certain que des primes individuelles, qui tiendraient compte de la profession et de la situation particulière de chaque ouvrier, donneraient pour une entreprise industrielle une approximation de la valeur de risque aussi précise que possible.

Mais la mise en oeuvre d'un tel système serait malaisée ; d'autre part, les difficultés d'appréciation de l'importance, au

point de vue du risque, des conditions générales du fonctionnement d'une entreprise particulière, rendent vaine pour ne pas dire puérile, la recherche d'une précision dans l'application d'un tarif différencié d'après l'âge et les conditions de famille des ouvriers assurés.

Il paraît préférable (l'assurance ne pouvant exister que si l'idée de groupe est à la base de l'institution qui la pratique), de considérer que tout ouvrier fait partie d'un groupe dont il est inséparable, et es qu'il n'a d'autres propriétés que celles qui sont indiquées par l'ensemble des propriétés du groupe auquel il appartient. Les individualités n'existent ainsi qu'en tant qu'unités de groupe. Chaque unité en est une fraction déterminée.

Le problème consiste à rechercher les propriétés de chaque groupe industriel bien caractérisé, à dégager la valeur numérique des causes qui peuvent agir sur la hauteur du risque et qui en constituent les éléments.

Deux méthodes s'inspirent de la nécessité de faire refléter aux taux de primes relatifs à l'assurance contre les accidents du travail, les propriétés générales de groupes bien définis.

*a)* Si une loi réparatrice des accidents du travail a été, sans modification, en vigueur pendant une longue suite d'années dans un pays dont les entreprises industrielles ne se sont que peu modifiées, on obtiendra, pour une industrie déterminée, une approximation du taux de prime (applicable dans ce pays et sous l'empire de cette législation) en divisant la charge totale relative à cette période par la somme des salaires payés pendant cette période.

On aura:

$$\pi = \frac{\Sigma \text{ charges}}{\Sigma \text{ salaires}}$$

$\pi$ est alors le taux de prime par unité de salaire.

Ce taux est ainsi obtenu par une méthode déductive.

Cette méthode est encore applicable lorsqu'une adaptation est possible. Si l'on connaît les résultats financiers d'une législation, les taux de primes applicables sous l'empire d'une autre législation (à condition que les industries observées et celles pour lesquelles les primes doivent être calculées, présentent des risques identiques) pourront être déterminés si une assimilation est aisée. Tel sera le cas lorsque le rapport des charges prévues par l'une et par l'autre législation peut être évalué avec une précision suffisante.

*b)* Une autre méthode consiste à faire une étude détaillée des éléments de la réparation et des éléments du risque. Ces derniers sont les probabilités d'accidents; les premiers sont les indemnités prévues.

Les uns devront être combinés avec les autres en tenant compte de toutes les causes qui modifient les probabilités d'accidents et les charges de la réparation: la nature et la durée du travail, l'âge des ouvriers, la conduite l'entreprise, etc....

Les taux de primes seront ainsi obtenus par une méthode que nous pourrions nommer constructive.

De ces deux méthodes, déductive ou constructive, laquelle est préférable?

La méthode déductive donne évidemment une approximation de la prime.

Toutefois nous sommes d'avis qu'elle ne peut être utilisée qu'à la condition d'être controlée par l'emploi simultané de la méthode constructive.

Ceux qui ont compulsé avec quelque attention les statistiques autrichiennes, les seules qui permettent une étude détaillée des éléments de la réparation, auront éte frappés de l'amplitude des oscillations des résultats annuels relatifs à une même industrie.

Cela tient à la petitesse des probabilités d'accidents.

L'on sait que la probabilité des écarts est d'autant plus

grande que les probabilités des événements considérés sont elles-mêmes plus faibles.

Il est certain que la répartition des résultats sur une assez longue série d'années peut, en nivelant ces écarts, donner une approximation de la probabilité d'autant plus exacte que les nombres d'années d'observation et d'individus soumis au risque seront plus grands.

On ne peut, toutefois, à cet égard, rien exagérer. A considérer un nombre trop grand d'années d'observation on court le risque d'aboutir à une évaluation qui, ne tenant pas compte des transformations de l'industrie et des conditions dans lesquelles elle opère, se développe et progresse, serait inexacte.

Une limite s'impose par conséquent.

Il se peut alors que la méthode déductive donne des résultats erronés, pour la raison que le nivellement ne se sera pas opéré de tous les phénomènes connexes à la production des accidents de travail et des conditions qui exercent une influence sur les modalités de la réparation.

On ne peut, en effet, perdre de vue que des probabilités diverses sont correspondantes et doivent être considérées en même temps; par exemple: la probabilité d'accidents mortels avec celle de délaisser des ayants droit de tel ou tel âge; la probabilité d'être blessé avec celle que l'accident entraînera une diminution de la capacité de travail de tel ou tel degré.

Il se peut ainsi que les indemnités réellement payées ne correspondent pas à celles que les probabilités permettaient de prévoir; d'importants écarts peuvent se produire.

Dans ces conditions, la méthode déductive ne peut donner que des résultats incertains, une évaluation incorrecte de la valeur du risque.

Pour préciser notre argumentation, rappelons les résultats, pour l'ensemble de l'industrie allemande, quant au nombre d'ayants droit par accident mortel.

**Nombre d'ayants droit par cas de mort pour chacune des années.**

(Ensemble des corporations industrielles allemandes.)

| Ayants droit | Années | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1886 | 1887 | 1888 | 1889 | 1890 | 1891 | 1892 | 1893 | 1894 | 1895 | 1896 | 1897 |
| Veuves . . . | 0·65 | 0·64 | 0·63 | 0·62 | 0·60 | 0·63 | 0·64 | 0·65 | 0·63 | 0·65 | 0·63 | 0·63 |
| Enfants . . . | 1·44 | 1·43 | 1·42 | 1·39 | 1·31 | 1·43 | 1·36 | 1·43 | 1·31 | 1·38 | 1·30 | 1·36 |
| Ascendants. | 0·07 | 0·07 | 0·05 | 0·06 | 0·06 | 0·06 | 0·05 | 0·04 | 0·05 | 0·05 | 0·05 | 0·05 |

Si pour un nombre d'ouvriers atteignant annuellement plusieurs millions*) les observations successives ne sont pas davantage concordantes, on peut se demander ce que deviendraient les écarts lorsqu'on ne considère qu'un groupe d'industries similaires.

Et si l'on pense qu'à ces différences viennent se superposer celles qui peuvent résulter d'une répartition par âges des ouvriers tués ou mutilés et de leurs ayants droit fort éloignée des lois générales, on voit que la méthode déductive ne peut donner dans beaucoup de cas une approximation suffisante de la valeur du risque.

La méthode constructive a sur la méthode déductive l'avantage de substituer à une appréciation basée sur les résultats désordonnés du hasard des estimations déduites des lois de survenances de certains événements, mieux adaptées à leur possibilité que les indications résultant d'expériences trop restreintes.

En d'autres termes, la méthode constructive permet de calculer la valeur du risque d'après les événements attendus, les seuls qui soient à considérer.

La méthode déductive moule l'estimation du risque sur les événements observés. On sait combien les uns peuvent différer des autres.

*) 3,473.435 en 1886; 6,042.618 en 1887.

La première est donc préférable.

**Formule générale.**

Pour fixer le prix du risque total pour une industrie déterminée, nous rechercherons la valeur du risque individuel relatif à un ouvrier. On l'obtiendra en multipliant les probabilités d'accidents déterminés pouvant atteindre cet ouvrier par la valeur de la réparation correspondante et en faisant la somme des résultats.

De ce qui précède il résulte que si l'on désigne par $P^{(i,j)}$ la probabilité rapportée à l'unité de temps (l'année par exemple), d'un accident de genre (i) et de gravité (j), par $R^{(i,j)}_k$ la valeur pour un ouvrier (k) de la réparation correspondante à l'accident de genre (i) et de gravité (j), la prime annuelle payable au début de l'année ou prix de risque pour l'ouvrier (k) et pour l'accident (i, j), est:

$$v^{\frac{1}{2}} . P^{(i,j)} . R^{(i,j)}_k.$$

$v^{\frac{1}{2}}$ représentant $\frac{1}{(1+i)^{\frac{1}{2}}}$.

La prime individuelle particulière à l'ouvrier (k) est:

$$v^{\frac{1}{2}} \sum_i \sum P^{(i,j)} . R^{(i,j)}_k.$$

Pour obtenir la prime relative au groupe industriel auquel appartient l'ouvrier (k), il suffit de donner à (k) toutes les valeurs dont il est susceptible; on obtient ainsi pour prix du risque total d'une industrie déterminée:

$$v^{\frac{1}{2}} \sum_k \sum_i \sum_j P^{(i,j)} . R^{(i,j)}_k. \qquad (1)$$

Nous simplifierons la formule (I) en négligeant le facteur d'escompte $v^{\frac{1}{2}}$ qui tient compte du payement anticipatif des primes. Au niveau actuel du taux de l'intérêt, la diminution qui résulterait de l'introduction du facteur $v^{\frac{1}{2}}$ serait inférieure à 2 p. c. (même si la prime était payable en entier par anticipation). De sorte qu'il est permis de considérer la

suppression du facteur d'escompte comme un léger chargement implicite.

La formule générale exprimant la valeur du risque pour un groupe déterminé est ainsi:

$$\sum_k \sum_i \sum_j P^{(i,j)} . R^{(i,j)}_k. \qquad (2)$$

Pour rendre cette formule aisément applicable, pour qu'elle puisse se prêter à des évaluations numériques, il faut, par des transformations légitimes, y faire apparaître: *a)* les probabilités d'accidents; *b)* les quantités relatives à la population, tels le montant des salaires, la répartition des ouvriers par âges, les valeurs d'annuités viagères; *c)* des coefficients spéciaux donnés par les stipulations de la loi quant aux indemnités.

On aura ainsi à considérer trois ordres de quantités que l'on pourrait nommer:

*a)* Paramètres de risque;

*b)* paramètres de population;

*c)* paramètres légaux.

Pour transformer méthodiquement la formule (2) remarquons:

1° Que les (i) (genres d'accidents) sont au nombre de trois:

*a)* Accidents mortels;

*b)* Accidents entraînant une invalidité permanente de travail dont la gravité (j) est de degrés divers;

*c)* Accidents entraînant une incapacité temporaire de travail:

2° Que les R (réparations) sont de trois catégories:

*a)* Des rentes viagères attribuées en cas d'accident mortel, aux ayants droit de la victime.

*b)* Une rente qui dépend du salaire de la victime, de son âge, de la nature et de la gravité de l'accident.

Cette rente est due en cas d'invalidité permanente.

*c)* Une indemnité quotidienne (allocation temporaire), payable aux mêmes époques que le salaire. Cette indemnité dépend de la nature, de la durée, du degré de l'incapacité de travail et du salaire de la victime.

*d)* Des frais fixes (indemnité funéraire) ou non (frais médicaux et pharmaceutiques), qui ne dépendent en aucun cas ni du salaire de la victime ni de son âge.

Ceci exposé, la prime, prix du risque, peut être considérée comme comprenant quatre parties:

Nous posons:

$$\Pi = \sum_k \sum_i \sum_j P^{(i,j)} . R^{(i,j)}_k = \Pi_m + \Pi_p + \Pi_t + \Pi_f.$$

et nous représentons par:

$\Pi_m$ la portion de la prime afférente aux accidents mortels;

$\Pi_p$ la portion de la prime afférente aux accidents entraînant l'invalidité permanente;

$\Pi_t$ la portion de la prime afférente aux allocations temporaires;

$\Pi_f$ la portion de la prime afférente aux frais funéraires, médicaux et pharmaceutiques.

Nous déterminons successivement $\Pi_m$ $\Pi_p$ $\Pi_t$.

Nous négligerons d'indiquer le moyen de fixer la valeur $\Pi_f$, cette recherche n'ayant aucune importance au point de vue qui nous occupe.

Ces quantités sont encore des sommes triples d'une forme analogue à la forme (2).

## Calcul de la partie de la prime afférente aux accidents mortels.

La partie de la prime totale afférente aux accidents mortels est de la forme générale:

$$\Pi_m = \sum_k \sum_i \sum_j P^{(i,j)} . R^{(i,j)}_k.$$

Nous nous proposons de transformer cette expression.

Deux cas sont à considérer suivant le plan légal des indemnités en cas de décès par accident.

*a)* L'indemnité est fonction de l'âge de la victime.

*b)* L'indemnité est fonction de l'âge des ayants droit.

Considérons d'abord le premier cas, dont le seul exemple d'application est donné par la loi belge du 24 décembre 1903.

Pour sommer par rapport à (k), désignons par:

x, l'âge de l'ouvrier (k);

$s_k$, son salaire annuel;

$a_x$, le prix d'une rente viagère à l'âge x;

$\alpha^{(m)}$, la fraction du salaire qui détermine la valeur des termes de la rente;

$P^{(m)}$, la probabilité de décès par accident.

La quantité $R^{(i,j)}_k$ de la formule est, par suite, égale à:

$$\alpha^{(m)} \cdot a_{x+\frac{1}{2}} \cdot s_k.$$

L'élément de la prime totale s'écrit:

$$\alpha^{(m)} \cdot P^{(m)} \cdot a_{x+\frac{1}{2}} \cdot s_k \tag{3}$$

La sommation par rapport à (k), (i) et (j) des quantités (3) peut se faire par degrés. Nous grouperons d'abord tous les ouvriers de même âge x; pour un tel groupe $P^{(m)} \cdot \alpha^{(m)} \cdot a_{x+\frac{1}{2}}$, sont constants, de sorte que la somme partielle pour x constant est*):

$$\alpha^{m} \cdot P^{(m)} \cdot a_x \sum_k s_k \quad \text{pour } x = \text{constante.} \tag{4}$$

Les salaires pour les ouvriers de même âge diffèrent d'un individu à l'autre d'après les conditions qui sont indiquées dans la formule par (k). Mais au point du vue qui nous occupe, le résultat sera sensiblement le même si, au lieu de considérer le salaire particulier à chaque individu, nous considérons

$$\sum_k s_k \quad \text{pour } x = \text{constante.}$$

*) Pour des raisons qu'il serait trop long d'exposer, sommation par rapport à x, oblige à substituer dans la formule (4) la quantité $a_x$ à $a_{x+\frac{1}{2}}$.

comme étant égal à:

$$n_x \cdot s_x.$$

$s_x$ et $n_x$ représentant respectivement le salaire moyen à l'âge x et le nombre d'ouvriers de l'âge x occupés dans l'industrie considérée.

Désignons:

$$n_x \cdot s_x \text{ par } S_x.$$

L'expression (4) devient:

$$\alpha^{(m)} \cdot P^{(m)} \cdot a_x \cdot S_x.$$

Additionnons ces quantités pour tous les groupes d'âges. La prime sera

$$\Pi_m = \alpha^{(m)} \cdot P^{(m)} \sum_x a_x \cdot S_x. \tag{5}$$

Si nous nous reportons à la définition que nous avons donnée du taux de prime, lequel doit s'appliquer au total des salaires S payés dans l'industrie considérée, nous sommes conduits à mettre S en évidence.

On y arrive en posant:

$$\sum_x a_x \cdot S_x = G^{(m)} \cdot S.$$

$G^{(m)}$ étant défini par l'expression:

$$G^{(m)} = \frac{\sum_x a_x \cdot S_x}{S}.$$

La quantité (5) devient:

$$\Pi_m = \alpha^{(m)} \cdot P^{(m)} \cdot G^{(m)} \cdot S. \tag{6}$$

Si, pour un groupe d'industries similaires, on connaît à la fois la population et le salaire moyen à chaque âge; si, d'autre part, on possède une table donnant les valeurs des annuités $a_x$ pour tous les âges, il est facile de fixer la valeur de $G^{(m)}$.

Lorsque l'indemnité en cas de décès ne dépend que de la situation de famille du sinistré, ce dont nos formules tiennent compte par l'indice (k), il faudrait adopter une méthode autre que celle que nous venons d'indiquer pour procéder à la sommation par rapport à (k).

Peut-être pourrait-on introduire directement dans les formules certains coefficients et certaines quantités déduits des tables de famille. On trouvera à cet égard dans les travaux de Bellom*) et dans certains documents autrichiens des indications utiles à cet égard.

Toutefois, à cette méthode nous en préférons une autre indiquée par l'expérience. On peut, lorsque la statistique a porté sur un nombre assez grand d'ouvriers et lorsque les résultats qu'elle indique affectent un caractère de constance suffisant, déterminer avec une approximation satisfaisante la valeur de certains coefficients qu'il est possible d'introduire dans les formules.

Pour ne pas trop allonger notre exposé bornons-nous à dire, qu'il suffit de déterminer d'après le nombre d'ayants droit de chaque catégorie (conjoints survivants, ascendants, orphelins), et leur répartition par âge, quantités que l'application de la loi permet de dégager, les charges probables d'un accident mortel.

L'utilité de la statistique apparaît ici. C'est par l'expérience seule, c'est en collationnant les divers résultats de l'application de la législation que l'on pourra déterminer les diverses quantités numériques qui interviennent dans l'évaluation des charges entraînées par les accidents mortels.

**Calcul de la partie de la prime relative a l'invalidité permanente.**

Si l'on désigne par $P^{(p,\delta)}$ la probabilité d'un accident entraînant une invalidité permanente de degré $\delta$, par $a_x^{(p,\delta)}$, une rente viagère pour un individu d'âge x atteint d'une invalidité permanente de degré $\delta$, on trouve par un raisonnement semblable à celui du chapitre précédent:

$$\Pi p = S \sum_{\delta=o}^{\delta=1} \alpha^{(p,\delta)} . P'^{p,\delta)} . G^{(p,\delta)}. \qquad (7$$

*) Lois d'assurance ouvrière à l'étranger.

$\alpha^{(p,\delta)}$ étant le coefficient de réduction appliqué au salaire pour obtenir la valeur des termes de la rente d'indemnité. pour une invalidité de degré $\delta$. Ce coefficient peut s'écrire généralement sous la forme $\beta$, $\delta$; $\beta$ étant constant.

$G^{(p,\delta)}$ est egal à:

$$\frac{\sum_x S_x \cdot a_x^{(p,\delta)}}{S}.$$

**Des quantités numériques nécessaires à l'application des formules $G^{(m)}$ et $G^{(p,\delta)}$.**

La quantité $G^{(p,\delta)}$ est fonction de $a_x^{(p,\delta)}$.

Cette expression tient compte de l'invalidité et du degré de l'invalidité.

Peut-on mesurer l'influence de l'invalidité sur la mortalité?

C'est là un problème que des recherches statistiques entreprises en Autriche, et publiées dans le numéro de mars 1903 des »Amtliche Nachrichten« n'ont pu élucider.

Il faut attendre que le matériel statistique résultat de l'application de la législation soit plus complet, pour que des tables de mortalité d'invalides par accidents par âges à l'entrée, puissent être dressées.

Il est cependant utile de signaler que la statistique a montré que si une période de deux ans s'est écoulée depuis la fin du traitement médical, il n'apparaît pas d'une façon certaine qu'il existe une dépendance entre la durée de l'invalidité et la mortalité.

Il en résulte qu'il serait malaisé de faire intervenir dans le calcul de $G^{(p.\delta)}$ des valeurs d'annuités qui tiennent compte de l'invalidité et du degré de celle-ci.

L'incertitude des tables actuelles conseille d'évaluer par excès la charge relative à l'invalidité permanente, et d'admettre que la valeur de $G^{(p.\delta)}$ se confond avec celle de $G^{(m)}$.

De sorte qu'en écrivant G au lieu de $G^{(m)}$.

$$G = \frac{\sum_x S_x \cdot a_x}{S}.$$

L'on peut introduire dans cette formule pour le calcul de G, les valeurs de $a_x$ déduites d'une table de mortalité générale.

L'approximation sera suffisante, à défaut de renseignements précis sur la mortalité de la population ouvrière.

Pour procéder au calcul numérique de la valeur de G, écrivons l'expression de (9) sous une autre forme. Nous avons vu que:

$$S_x = n_x \cdot s_x$$
$$S = N \cdot s_m$$

$n_x$ étant le nombre d'ouvriers d'âge x,

N le nombre total d'ouvriers,

$s_x$ le salaire moyen à l'âge x,

$s_m$ le salaire moyen général.

Dans ces conditions:

$$G = \sum \frac{n_x}{N} \cdot \frac{s_x}{s_m} \cdot a_x$$

Désignons par:

$\nu_x$ le quotient $\frac{n_x}{N}$ du nombre d'ouvriers d'âge x par le nombre total d'ouvriers.

$\sigma_x$ le quotient $\frac{s_x}{s_m}$ du salaire moyen à l'âge x par le salaire moyen général.

On a:

$$G = \sum a_x \cdot \nu_x \cdot \sigma_x \qquad (8)$$

G est une constante pour chaque industrie.

Pour en déterminer la valeur, il faudrait connaître pour chaque espèce d'industrie les valeurs de $\nu_x$ et de $\sigma_x$ qui dépendent de la loi de salaire et de la loi de population.

On remarquera que l'une et l'autre peuvent aisément résulter de la statistique relative à la population ouvrière assurée.

Il est en effet aisé de donner pour chaque espèce d'industrie la répartition par groupes d'âges du personnel assuré. La loi de salaire peut aisément résulter du salaire de base sur lequel est comptée la réparation financière de l'accident.

**Calcul de la partie de la prime afférente à l'incapacité temporaire.**

Lorsque l'accident a été cause d'une incapacité temporaire et totale de travail de plus d'une semaine, la victime a droit, à partir du jour qui suit l'accident, à une indemnité journalière égale à une fraction $\alpha^{(t)}$ du salaire quotidien moyen.

Il est aisé de dégager la formule donnant la valeur de la prime destinée à couvrir les indemnités temporaires. Dans la formule générale:

$$\Pi_t = \sum_k \sum_i \sum_j P^{(i,j)} \cdot R^{(i,j)}_{k.}$$

L'indemnité est représentée par $R^{(i,j)}_{k}$. On obtient en faisant la sommation de cette quantité par rapport à (k):

$$\alpha^{(t)} \cdot \frac{S}{52} \cdot t.$$

t représentant le nombre de semaines pendant lesquelles la réparation est due.

Si alors on désigne par $P_t$ la probabilité d'une invalidité temporaire de durée t on aura, tout facteur d'escompte étant dans ce cas négligeable:

$$\Pi_t = \left[\alpha^{(t)} \sum_t P_{(t)} \cdot t\right] \frac{S}{52}. \qquad (9)$$

La somme qui figure dans cette expression peut être remplacée par une autre quantité.

Si l'on désigne par $P^{(t)}$ la probabilité d'une incapacité temporaire donnant lieu à indemnité et par T la durée moyenne comptée en semaines d'une telle invalidité on obtient:

$$\Pi_t = \alpha^{(t)} \cdot P^{(t)} \cdot T \cdot \frac{S}{52}.$$

Expression que l'on peut écrire sous la forme:

$$\Pi_t = P^{(t)} . I . S \qquad (10)$$

en posant

$$I = \frac{\alpha^{(t)} . T}{52} .$$

La statistique doit pouvoir donner la valeur de I pour l'ensemble de l'industrie si I est constant pour toutes les industries (ce qui est probable), ou la loi de variation de I avec la nature de l'industrie.

### Des probabilités d'accidents.

De ce qui précède, il résulte que la statistique doit permettre de dégager les probabilités d'accidents $P^{(m)}$, $\Sigma \delta . P^{(p,\delta)}$, $P^{(t)}$ relatives aux accidents entraînant la mort, l'invalidité permanente, ou l'invalidité temporaire.

Les documents autrichiens indiquent comment on peut évaluer ces quantités lorsque la statistique est dressée d'après un cadre approprié.

Considérons les données de la statistique autrichienne relatives à la filature de laine.

**Filatures de laine.**

| Années | Nombre de travailleurs complets | Nombre d'accidents ayant entraîné | | |
|---|---|---|---|---|
| | | une incapacité temporaire de plus de 4 semaines | invalidité permanente | la mort |
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 |
| 1890—1894 | 44.156 | 169 | 110 | 8 |
| 1895 | 9.264 | 51 | 33 | 1 |
| 1896 | 9.595 | 50 | 25 | 2 |
| 1897 | 8.929 | 45 | 26 | 2 |
| 1898 | 9.508 | 53 | 26 | 3 |
| 1899 | 9.303 | 51 | 32 | 3 |
| 1900 | 8.926 | 37 | 27 | 3 |
| 1901 | 9.154 | 45 | 29 | 3 |
| Totaux . . . | 108.835 | 501 | 308 | 25 |
| Pour 10.000 travailleurs complets | | 46·03 | 28·30 | 2·30 |

On en déduit que par 10.000 travailleurs complets, le nombre moyen d'accidents ayant entraîné:

la mort est: . . . . . 2·30
l'invalidité permanente est: . . . . 28·30
l'invalidité temporaire des plus de quatre semaines est: . . . . . 46·03

Ces nombres sont-ils des probabilités d'accidents?

C'est ce que nous examinerons après avoir indiqué le mode de détermination de la quantité

$$\sum_{\delta=0}^{\delta=1} \delta \, . \, P^{(p, \delta)}$$

Les probabilités $P^{(p, \delta)}$ sont données pour certaines industries par la statistique détaillée des accidents constatés en Autriche durant la période 1897—1901. Les degrés d'invalidité sont exprimés en soixantièmes.

L'exemple suivant est relatif à la filature de laine.

Les invalidités permanentes se sont réparties comme suit:

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Rente du | 0 à 5 p.c. | du salaire annuel | 2·8 | accidents | pr | 10.000 | travailleurs | complets. |
| » | » 6 à 11 p.c. | » » | » 8·3 | » | » | 10.000 | » | » |
| » | » 12 à 19 p.c. | » » | » 8·7 | » | » | 10.000 | » | » |
| » | » 20 à 29 p.c. | » » | » 3·9 | » | » | 10.000 | » | » |
| » | » 30 à 39 p.c. | » » | » 2·2 | » | » | 10.000 | » | » |
| » | » 40 à 50 p.c. | » » | » 3 9 | » | » | 10.000 | » | » |
| » | » 60 p.c. | » » | » 0·7 | » | » | 10.000 | » | » |

Cette échelle de rentes correspond à des soixantièmes d'invalidité totale.

Par une approximation suffisante, nous pouvons considérer toutes les invalidités de degré 0 à 5 soixantièmes comme étant des invalidités de degré moyen égal à 5 p. c. de l'invalidité totale, celles de 6 à 11 soixantièmes comme étant de degré 15 p. c. et ainsi de suite. De telle sorte que l'on obtiendra une valeur approchée de $\Sigma \, \delta \, . \, P^{(p, \delta)}$, pour le cas particulier de la filature de laine, en faisant la somme des quantités:

$$2{\cdot}8 \times 0{\cdot}05$$
$$8{\cdot}3 \times 0{\cdot}15$$
$$8{\cdot}7 \times 0{\cdot}25$$
$$3{\cdot}9 \times 0{\cdot}40$$
$$3{\cdot}3 \times 0{\cdot}60$$
$$3{\cdot}9 \times 0{\cdot}75$$
$$0{\cdot}7 \times 1{\cdot}00$$

Le résultat est 10·07.

Analytiquement, la méthode consiste à substituer à l'expression

$$\sum_{\vartheta_n}^{\vartheta_{n+1}} \delta \,.\, P^{(p,\delta)}$$

l'expression

$$\frac{\vartheta_n + \vartheta_{n+1}}{2} \sum \delta \,.\, P^{(p,\delta)}$$

Nous avons ainsi obtenu un nombre 10·07 qui peut servir à déterminer, dans le cas particulier présenté, l'expression complexe $\Sigma\, \delta \,.\, P^{(p.\delta)}$ de notre formule.

Interprétons ce résultat. La réparation se fait comme si les 30·5 cas d'invalidités permanentes de degrés divers constatés par 10.000 travailleurs complets avaient été 10·07 cas d'invalidité permanente totale. Ce nombre 10·07 représente l'ensemble des invalidités de degrés quelconques réduites en invalidités totales.

On peut déduire de ce qui précède que 100 cas d'invalidité permanente, totale ou partielle correspondent pour la filature de laine à:

$$\frac{10{\cdot}07}{30{\cdot}5} = 31{\cdot}97$$

cas d'invalidité permanente totale.

Le coefficient qui en résulte, 0·3197, peut servir à transformer le nombre moyen d'invalidités permanentes totales ou partielles, constatées pour la filature de laine de 1890 à 1901, soit 28·30 par 10.000 travailleurs complets en un nombre:

$$28{\cdot}30 \times 0{\cdot}3197 = 9{\cdot}047$$

cas d'invalidité permanente totale équivalent au point de vue de la réparation.

Nous représenterons la valeur générale correspondante par $P_r^{(p)}$

$$\sum_{\delta=0}^{\delta=1} \delta \,.\, P^{(p,\,\delta)} = P_r^{(p)}$$

Nous avons indiqué plus haut comment les nombres moyens d'accidents par 10.000 travailleurs complets ressortent des statistiques autrichiennes.

Si l'on transportait dans les formules les probabilités ainsi déterminées, on obtiendrait en général une évaluation trop faible du taux de la prime.

La statistique a permis de constater un accroissement régulier des nombres d'accidents entraînant l'incapacité permanente ou temporaire.

Le moment est venu d'étudier ce phénomène, d'en mesurer l'importance et de rechercher le moyen d'utiliser cette mesure comme élément du calcul des primes.

Sous l'empire de la législation, à cause de l'accoutumance à la loi, à cause de l'éducation de plus en plus parfaite de l'ouvrier et du patron, à mesure que les dispositions légales sont mieux connues, on constate une croissance accentuée des nombres d'accidents entraînant invalidité permanente partielle et incapacité temporaire.

Il faut un temps assez long pour qu'un régime permanent s'établisse; en Autriche, ce n'est guère qu'après 14 ans d'application de la loi que le maximum semble près d'être atteint.

Ce phénomène mis en relief par le tableau ci-après n'est pas particulier à ce pays. Il apparaît aussi dans les résultats de l'assurance en Allemangne.

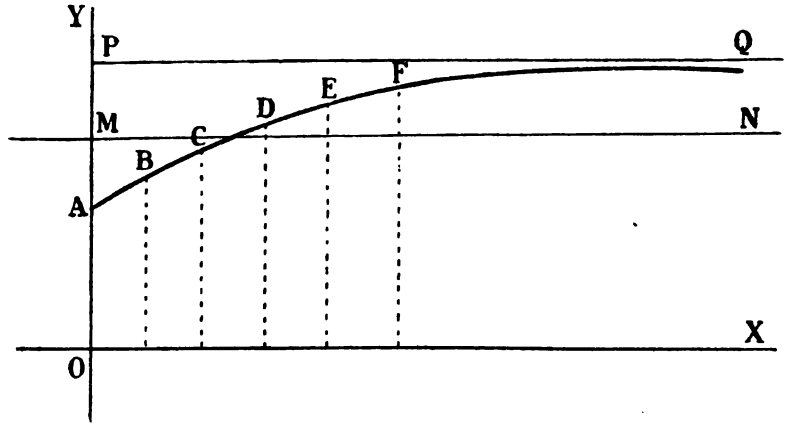
| Années | Mort | Invalidité permanente | Accidents déclarés |
|---|---|---|---|
| 1890 | 6·7 | 19·3 | 194·9 |
| 1891 | 6·6 | 25·1 | 248·7 |
| 1892 | 6·4 | 28·3 | 294·2 |
| 1893 | 6·9 | 34·5 | 349·9 |
| 1894 | 6·8 | 37·4 | 406·7 |
| 1895 | 6·8 | 40·5 | 448·4 |
| 1896 | 7·2 | 42·1 | 501·8 |
| 1897 | 7·0 | 37·9 | 520·1 |
| 1898 | 7·0 | 37·8 | 538·4 |
| 1899 | 7·3 | 41·7 | 550·9 |
| 1900 | 6·8 | 40·8 | 550·7 |
| 1901 | 6·7 | 42·8 | 550·7 |
| 1902 | 6·1 | 39·9 | 566·4 |

Par 1000 travailleurs on a constaté, pour l'ensemble des corporations industrielles allemandes, les nombres d'accidents indiqués par le tableau ci-après qui montre d'une façon tangible l'existence du phénomène que nous signalons.

| | 1886 | 1887 | 1888 | 1889 | 1890 | 1891 | 1892 | 1893 | 1894 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Invalidité permanente . . . . | 1·18 | 2·15 | 2·32 | 2·58 | 3·07 | 3·24 | 3·29 | 3·23 | 3·35 |
| Incapacité temporaire de plus de 13 semaines | 0·85 | 1·24 | 1·26 | 1·37 | 1·47 | 1·57 | 1·67 | 2·06 | 2·20 |

Les remarques qui précèdent indiquent que si l'on identifiait les probabilités d'accidents avec la moyenne des cas annuels, il en résulterait que les évaluations des taux de primes seraient entachées d'une erreur par défaut systématique.

On ne pourrait mieux faire ressortir cette cause d'erreur que par une représentation graphique.




On peut considérer que le nombre annuel réel d'accidents rapporté à 10.000 travailleurs complets est sensiblement constant et représenté par la hauteur de la ligne PQ au dessus de l'axe OX. Cette ligne restera horizontale tant que la prévention n'aura pas pour effet d'abaisser sensiblement le nombre des accidents. La constance remarquable du nombre annuel des cas de mort constatés en Autriche semble autoriser l'hypothèse que les mesures prises en vue de la sécurité du travail ne sont encore ni suffisamment efficaces ni suffisamment répandues et appliquées.

Dans ces conditions, on peut admettre que la ligne horizontale PQ représente la série des nombres d'accidents réellement survenus rapportés à 10.000 travailleurs complets.

Mais ces accidents ne sont pas tous déclarés. Les premières années, la législation est mal connue, incomplètement appliquée. L'éducation se perfectionnant, le nombre d'accidents déclarés et indemnisés devient de plus en plus grand.

Si la hauteur de chacun des points A, B, C, D, E, F au-dessus de l'axe OX représente les nombres, rapportés à 10.000 travailleurs complets, d'accidents déclarés et indemnisés la 1e, la 2e, etc. . ., année d'application de la loi, la courbe A B C D E F sera ascendante et se rapprochera d'autant plus de la ligne PQ que l'éducation de la population ouvrière et la connaissance de la loi seront plus parfaites.

La ligne PQ est en quelque sorte l'asymptote de la courbe des observations annuelles.

Si l'on estimait la probabilité par la moyenne des observations annuelles A, B, C, D, E, F, la valeur en serait indiquée par la hauteur au-dessus de l'axe OX de la ligne MN.

Or, il est certain que la probabilité réelle est indiquée par la hauteur de PQ au-dessus de OX.

Le problème à résoudre est, étant donnés les premiers éléments de la courbe A B C D E F, de déterminer la hauteur de l'horizontale PQ de position inconnue.

Il faut donc rechercher la limite vers laquelle tend la série des observations annuelles. Cette limite donne la valeur de la probabilité à introduire dans les formules pour leur application numérique.

La moyenne des observations successives s'obtient aisément. Le problème sera complètement résolu par la détermination d'un coefficient plus grand que I, dont on affectera cette moyenne pour obtenir la probabilité réelle. En d'autres termes, la solution la plus simple consiste à rechercher le coefficient par lequel on multipliera la hauteur connue au-dessus de OX de la ligne MN pour obtenir celle de la ligne PQ.

La détermination d'un tel coefficient est-elle possible pour chaque industrie en particulier?

Un examen sommaire des résultats de la statistique donne la conviction que si, d'une part, la moyenne des observations annuelles permet, en général, l'appréciation de la valeur relative du risque, ces observations sont, d'autre part, trop divergentes pour être indicatrices d'une loi d'accroissement particulière.

Même plus, cette loi se révèle, mais ne peut guère se mesurer, lorsqu'on cherche à la dégager des observations recueillies sur des groupes industriels dont l'effectif ouvrier est d'une certaine densité.

Les exemples suivants le démontrent:

**Industrie du Bâtiment en Allemagne.**

| Années | Nombres annuels par 1000 assurés des accidents ayant entraîné | | | |
|---|---|---|---|---|
| | la mort | une incapacité de travail permanente | | une incapacité temporaire de plus de 13 semaines |
| | | totale | partielle | |
| 1886 | 0·96 | 0·12 | 0·95 | 1·06 |
| 1887 | 1·05 | 0·16 | 1·79 | 1·77 |
| 1888 | 0·80 | 0·15 | 1·77 | 1·55 |
| 1889 | 0·81 | 0·13 | 1·94 | 1·67 |
| 1890 | 0·83 | 0·15 | 2·65 | 2·20 |
| 1891 | 0·76 | 0·12 | 2·47 | 2·02 |
| 1892 | 0·77 | 0·15 | 2·72 | 2·31 |
| 1893 | 0·82 | 0·15 | 2·68 | 2·71 |
| 1894 | 0·73 | 0·14 | 2·67 | 2·60 |
| 1895 | 0·82 | 0·15 | 2·85 | 2·81 |
| 1896 | 0·88 | 0·13 | 3·13 | 3·18 |
| 1897 | 0·83 | 0·17 | 3·17 | 3·29 |

**Entreprises de Construction en Autriche.**

| Années | Nombres annuels par 1000 assurés des accidents ayant entraîné | | |
|---|---|---|---|
| | la mort | une incapacité de travail permanente | une incapacité temporaire de plus de 4 semaines |
| | | totale ou partielle | |
| 1890 | 1·59 | 1·98 | 9·74 |
| 1891 | 1·69 | 4·33 | 15·49 |
| 1892 | 1·42 | 4·22 | 13·07 |
| 1893 | 1 55 | 6·24 | 13·49 |
| 1894 | 1·97 | 6·77 | 15·05 |
| 1895 | 1·21 | 7·87 | 15·57 |
| 1896 | 1·23 | 8·04 | 15·29 |
| 1897 | 1·18 | 7·05 | 17·65 |
| 1898 | 1·30 | 6·66 | 17·56 |
| 1899 | 1·26 | 7·14 | 15·25 |
| 1900 | 1·18 | 6·95 | 15·61 |
| 1901 | 1·14 | 7·56 | 16·10 |

Une loi d'accroissement n'apparaît avec une netteté suffisante pour se prêter à une mensuration que si on la considère pour l'ensemble de l'industrie.

L'hypothèse est d'ailleurs plausible que cette loi est générale, qu'elle se manifeste avec une égale intensité dans toutes les industries.

Les causes qui l'expliquent et que nous avons indiquées ne sont, en effet, pas inhérentes à l'objet et à la nature d'une entreprise; il est naturel d'admettre que les mêmes causes ont produit partout des effets semblables et que si le phénomène d'accroissement du nombre d'accidents ne s'observe pas pour les différents groupes industriels avec plus de netteté et de concordance, c'est que le nombre de travailleurs annuellement soumis au risque n'est pas assez élevé pour chacun de ces groupes en particulier.

Il est du reste à remarquer que plus ce nombre est grand, moins les écarts entre les observations annuelles successives ont d'envergure, mieux apparaîssent les lois d'accroissement et leur similitude avec les lois générales.

Notons enfin que si l'hypothèse de la superposition de ces lois particulières avec les lois générales était erronée, il ne pourrait cependant résulter de la seule application de ces dernières d'erreurs bien considérables.

Comme d'autre part, les divergences entre les unes et les autres ne peuvent être justifiées par la théorie des chances, tout conseille de ne faire usage pour la fixation des probabilités réelles que des lois générales, les seules dont la détermination puisse être faite avec quelque précision.

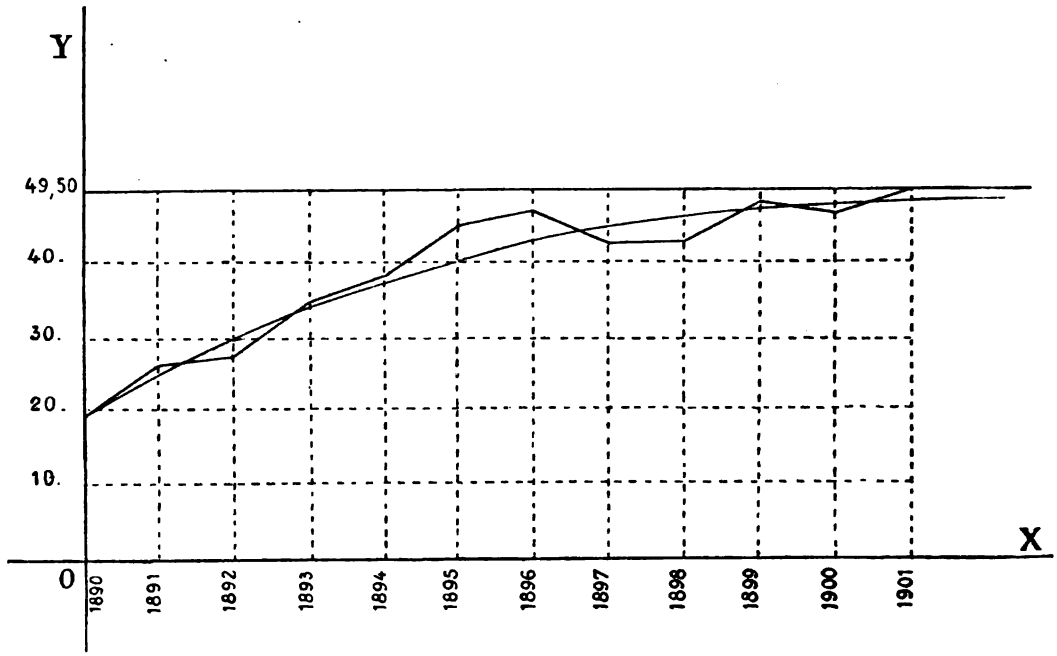
## Calcul des coefficients permettant de tenir compte des lois d'accroissement.

*a)* Invalidité permanente. La série des »Amtliche Nachrichten« fournit les éléments du tableau suivant relatif aux invalidités permanentes totales et partielles constatées de 1890 à 1901 dans l'industrie autrichienne.

| Années | Nombre de travailleurs complets | Invalidités permanentes | Invalidités permanentes pour 10.000 travailleurs complets | Années | Nombre de travailleurs complets | Invalidités permanentes | Invalidités permanentes pour 10.000 travailleurs complets |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1890 | 802.710 | 1.565 | 19·50 | 1897 | 1,155.131 | 4.886 | 42·30 |
| 1891 | 833.339 | 2.122 | 25·46 | 1898 | 1,206.726 | 5.142 | 42·61 |
| 1892 | 870.848 | 2.482 | 28·50 | 1899 | 1,232.000 | 5.898 | 47·87 |
| 1893 | 917.369 | 3.177 | 34·63 | 1900 | 1,248.472 | 5.832 | 46·71 |
| 1894 | 964.689 | 3.655 | 37·89 | 1901 | 1,257.783 | 6.188 | 49·20 |
| 1895 | 1,057.516 | 4.720 | 44·63 | 1897—1901 | 6,100.062 | 27.946 | 45·81 |
| 1896 | 1,117.250 | 5.216 | 46·69 | 1890—1896 | 6,563.721 | 22.937 | 34·95 |
| 1890—1896 | 6,563.721 | 22 937 | 34·95 | 1890—1901 | 12,663.783 | 50.883 | 40·18 |

Pour dresser ce tableau il n'a pas été tenu compte des résultats relatifs aux chemins de fer. Cette industrie est assurée par des corporations spéciales, et les lois d'accroissement du nombre des accidents y sont nettement différentes des lois générales.*)

Si l'on établit le graphique des nombres de cas d'invalidité permanente rapportés à 10.000 travailleurs complets et si l'on interpole la ligne brisée ainsi obtenue par une courbe régulière, on peut admettre que le maximum de P est environ 49·5 par 10.000 travailleurs complets.




La moyenne des observations est:

pour la période 1897—1901: $\frac{27.946}{6,100.062} = 45·81$

pour la période 1890—1901: $\frac{50.883}{12,663.783} = 40·18.$

*) À cause, sans doute de l'éducation plus complète du personnel ouvrier.

Les coefficients d'accroissement correspondants sont, par conséquent:

pour la période 1897—1901: $\frac{49{\cdot}5}{45{\cdot}81} = 1{\cdot}081$

pour la période 1890—1901: $\frac{49{\cdot}5}{40{\cdot}18} = 1{\cdot}232.$

*b)* Invalidité temporaire. Une méthode semblable permet la détermination des coefficients d'accroissement relatifs à l'invalidité temporaire.

Ils se déduisent du tableau suivant, établi d'après la statistique autrichienne (chemin de fer non compris).

| Années | Nombre de travailleurs complets | Invalidités temporaires de plus de 4 semaines | Taux pour 10.000 travailleurs complets | Années | Nombre de travailleurs complets | Invalidités temporaires de plus de 4 semaines | Taux pour 10.000 travailleurs complets |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1890 | 802.710 | 4.386 | 54·64 | 1897 | 1,155.131 | 11.655 | 100·90 |
| 1891 | 833.339 | 5.834 | 70 01 | 1898 | 1,206.726 | 12.392 | 102·69 |
| 1892 | 870.848 | 6.075 | 69·76 | 1899 | 1,232.000 | 12.541 | 101·79 |
| 1893 | 917.369 | 6.719 | 73·24 | 1900 | 1,248.472 | 12.991 | 104·06 |
| 1894 | 964.689 | 7.798 | 80·83 | 1901 | 1,257.733 | 13.308 | 105·81 |
| 1895 | 1,057.516 | 9.106 | 86·11 | 1897—1901 | 6,100.062 | 62.887 | 103·09 |
| 1896 | 1,117.250 | 10.559 | 94·51 | 1890—1896 | 6,563.721 | 50.477 | 76·90 |
| 1890—1896 | 6,563.721 | 50.477 | 76·90 | 1890—1901 | 12,663.783 | 113.364 | 89·52 |

La valeur maximum des nombres de cas d'invalidité temporaire de plus de 4 semaines paraît être voisine de 106 par 10.000 travailleurs complets.

La moyenne des observations relatives:

à la période 1890—1901 est 89·52

à la période 1897—1901 est 103·09.

Les coefficients d'accroissement qui en résultent sont

pour la période 1890—1901: $\frac{106}{89{\cdot}52} = 1{\cdot}184$

pour la période 1897—1901: $\frac{106}{103{\cdot}09} = 1{\cdot}028.$

Si l'on fait usage de la statistique autrichienne, les probabilités d'accidents ne seront fixées à leur valeur vraie que si l'on fait application de coefficients qui tiennent compte des lois d'accroissement signalées.

## II. Partie.

Les formules que nous avons établies indiquent quelles sont les quantités nécessaires pour leur application numérique.

La statistique doit permettre de dégager les valeurs de:

$P^{(m)}$ probabilité d'un accident mortel,

$P^{(t)}$ probabilité d'un accident entraînant l'incapacité temporaire.

$P^{(p,\delta)}$ la probabilité d'un accident entraînant une invalidité permanente de degré $\delta$, ou ce qui revient au même la statistique doit être dressée de façon à permettre aisément le calcul de la quantité $P_r^p$.

Mais une remarque s'impose. Les probabilités n'ont de valeur que si elles résultent de la comparaison, au point de vue risque, d'éléments semblables. Il ne suffit donc pas que la statistique relève le nombre d'ouvriers occupés dans l'industrie. De telles unités, le temps de travail n'étant pas constant pour chacune d'elles, ne sont pas égales entre elles. De là, la nécessité de l'introduction dans la statistique, comme terme de comparaison, d'une unité théorique, le »Vollarbeiter«; qui correspond, par exemple, à 300 journées de travail annuel.

Outre les éléments que nous venons d'indiquer, la statistique doit encore donner la valeur de la quantité I, ou la loi de durée de l'invalidité temporaire spéciale à chaque groupe industriel. Elle doit encore indiquer si le salaire sur lequel la réparation est comptée est identique ou non au salaire sur lequel la cotisation d'assurance est calculée. Enfin la statistique doit être dirigée de telle façon qu'elle puisse donner les valeurs d'annuités viagères fonctions de l'invalidité, de sa durée et de son intensité.

Ces annuités permettront de fixer la valeur des expressions $G^{(p,\delta)}$ et d'établir les réserves mathématiques des rentes en cours.

Les résultats de l'expérience résultant de l'application d'une législation doivent être collationnés suivant un plan qui puisse donner des indications sur la durée pendant laquelle les accidents mortels ou ayant pour conséquence l'invalidité permanente, donnent lieu à des indemnités fixées d'après les stipulations relatives à l'invalidité temporaire.

Le mieux à cet égard serait de compter ces accidents non seulement comme cas de mort ou d'invalidité permanente, mais encore comme cas d'incapacité temporaire, et de déterminer I, ou la loi de durée de l'invalidité temporaire, en tenant compte de tous les accidents indemnisés.

Mais, il se dégage de l'exposé théorique d'une méthode de calcul des primes relatives à l'assurance contre les accidents du travail, une conclusion plus générale.

Des deux méthodes déductive ou constructive, la première n'exige pour sa mise en oeuvre qu'une statistique purement financière. Ainsi comprise elle aurait l'avantage de condenser dans une forme unique toutes les particularités du risque, que la méthode constructive doit distinguer et évaluer.

Le cadre de la statistique serait donc considérablement simplifié si la méthode déductive pouvait seule être admise pour l'évaluation des charges d'accidents.

Mais ainsi que nous l'avons fait remarquer, cette méthode ne peut exister que s'il est permis de vérifier le degré d'exactitude des résultats qu'elle donne au moyen de la méthode constructive, par l'étude des particularités du risque »accidents«, non sur des cas particuliers mais d'après l'industrie en général ou des groupes d'assurés très nombreux.

En d'autre termes, il est de la plus grande importance que la statistique permette de dégager des lois spéciales telles les lois d'accroissement des déclarations d'accidents et

la variation correspondante des nombres d'accidents de diverses natures et de leur importance relative, telles encore des lois de survenance de certains phénomènes connexes à la réparation; le nombre et la répartition par âges de certaines catégories d'ayants droit, le caractère de généralité de certaines quantités ou l'étendue de leurs variations, tels les facteurs de réduction des invalidités permanentes de degrés divers en invalidités permanentes totales.

La détermination des lois de fréquence est d'une importance capitale. C'est seulement au moyen de telles lois et par leur expression numérique que l'on pourra corriger les écarts accidentels et fortuits que la statistique brute, financière ou non, indiquera pour chaque espèce particulière d'industrie.

L'intérêt considérable qui s'attache à de telles recherches fait que l'on ne peut se dispenser d'envisager leur possibilité lorsqu'on arrête des cadres statistiques.

On connaît les cadres de la statistique autrichienne; ce sont les seuls qui actuellement permettent une étude quelque peu raisonnée du risque accidents et des lois qui le dominent. En Belgique on s'est largement inspiré de ces cadres, et des remarques que nous venons de faire.

On s'en rendra compte par l'examen des modèles de registres que nous donnons ci-contre.

Toutes indications quant à la nature de l'entreprise, ses subdivisions principales, le nombre de travailleurs complets, les primes encaissées, la durée pendant laquelle le risque a été couvert est donné par le Modèle A.

Toutes les circonstances relatives aux accidents sont données par le Modèle II. Il est facile de voir qu'il sera possible, au moyen de ces tableaux, de dresser une statistique non seulement financière, mais encore qui permette l'étude des lois qui régissent les accidents du travail et les phénomènes connexes.

Il n'est pas dénué d'intérêt de faire remarquer que les modèles en vigueur en Belgique où l'assurance est contractée auprès d'établissements privés, ne visent pas seulement la statistique des accidents du travail mais encore le contrôle des sociétés et caisses mutuelles agrées par le Gouvernement. Ce contrôle est simple, il enserre les organismes d'assurance dans un filet dont les mailles étroites ne laissent pas aisément passer la fraude. En effet, l'industriel a l'obligation de déclarer à l'inspection du travail tous les accidents qui surviennent dans son entreprise en indiquant l'établissement où l'assurance a été contractée.

Au moyen de ces déclarations il est facile de vérifier si le registre des entreprises et le registre des accidents sont régulièrement et exactement tenus. Il est du reste facile, au moyen de ces registres et de quelques documents supplémentaires, de vérifier les comptes financiers de l'établissement d'assurance.

Il est à remarquer combien ce système de contrôle est d'application aisée, et donne de garantie quant aux renseignements statistiques réclamés par le Gouvernement.

Il est regrettable à ce point de vue que l'on ait négligé en France ce côté de la question, et que l'on n'ait pas imaginé un système de contrôle des sociétés d'assurances qui permît de faciliter l'élaboration d'une statistique détaillée des accidents du travail.

Il y a lieu toutefois de remarquer, précisément en ce qui concerne la Belgique, que les cadres suivant lesquels la statistique devra être publiée, ne pourront être identiques à ceux qui ont été utilisés en Autriche.

La raison en est que d'après la loi belge l'action en revision de l'indemnité est ouverte pendant trois ans après un jugement définitif ou l'accord des parties.

En Autriche la revision des rentes d'invalidité peut être faite quelle que soit la durée de l'invalidité.

## Modèle A.

Dimensions de la page du registre: 0m35 × 0m55

# Registre des entreprises assurées en vertu de la loi du 24 décembre 1903, pendant l'exercice 19.

OBSERVATIONS. *a*) **Colonne 6**: Les indications relatives aux divisions d'entreprise ne seront données que pour les entreprises qui occupent habituellement 10 ouvriers au moins. Toute entreprise occupant de 1 à 9 ouvriers sera donc, pour la confection du registre, considérée comme une entreprise à objet unique et caractérisée par son objet principal. — *Pour toute entreprise occupant habituellement 10 ouvriers au moins, les divisions de l'entreprise seront soigneusement mentionnées.* On entend par *division d'entreprise,* toute partie de l'exploitation qui est caractérisée par un objet spécial et qui pourrait, dans la forme qu'elle présente, exister à l'état d'établissement isolé. Exemple: une entreprise textile comprenant une filature, un tissage, un atelier d'apprêt; une entreprise métallurgique comprenant des fours à coke, des hauts-fourneaux, une aciérie, etc.

*b*) **Colonnes 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18**: Les mentions à porter dans ces colonnes seront, le cas échéant, *faites pour chaque division d'entreprise séparément.*

*c*) **Colonne 12**: On doit entendre par »durée normale dela journée de travail«, le nombre quotidien des heures pendant lesquelles les ouvriers sont habituellement occupés dans l'entreprise. *Les repos doivent être déduits.* Lorsqu'à raison du caractère saisonnier ou intermittent de l'entreprise (bâtiment, construction, métiers à activité irrégulière, agriculture, etc.), la durée quotidienne du travail subit des variations telles qu'on ne peut là déterminer avec précision, on fera figurer à la colonne 12 la simple mention *v* (= variable), *sans indiquer aucun chiffre.*

| No d'ordre | No de la police | Date de l'entrée en vigueur du contrat | Durée du contrat | Désignation (firme) et siège de l'entreprise | Objet de l'entreprise ou, le cas échéant, des divisions de l'entreprise | Nombre total des journées de travail effectuées par l'ensemble des ouvriers | | | | | Durée normale de la journée de travail | Total des salaires payés à l'ensemble des ouvriers | | | | | Primes perçues pendant l'exercice | Éventuellement, date de la fin du contrat pendant l'exercice | Observations |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | 1. Trimestre | 2. Trimestre | 3. Trimestre | 4. Trimestre | Total annuel | | 1. Trimestre | 2. Trimestre | 3. Trimestre | 4. Trimestre | Total annuel | | | |
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 | 16 | 17 | 18 | 19 | 20 |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

**Modèle B.**

Verso.

Dimensions de la page du registre: 0m35 × 0m55

# Registre des accidents déclarés conformément à la loi du 24 décembre 1903.

OBSERVATIONS. *a)* **Remarque générale.** Tout accident déclaré à l'établissement d'assurance doit faire l'objet d'une inscription immédiate dans chacune des colonnes 1 à 7 du registre. Les colonnes 8 à 14 (de même que les colonnes 15 et suiv., au recto) seront remplies d'une manière régulière, au fur et à mesure des faits et circonstances à relater. Le registre est divisé en cases horizontales, une case étant consacrée à chaque sinistre. En ce qui concerne les règlements nouveaux en cas de revision des allocations pour incapacité permanente, les inscriptions à porter dans les colonnes 19 à 22 (voir au recto), seront faites dans l'ordre des dates (col. 19) sur une ligne distincte pour chaque règlement nouveau.

*b)* Colonne 7: Pour la signification des mots *division d'entreprise,* voir les observations indiquées au modèle A.

*c)* Colonne 9: On indiquera notamment le nom de l'objet, de l'appareil, de l'outil, de l'engin, du dispositif, etc., qui a occasionné l'accident.

*d)* Colonne 10: En cas d'incapacité temporaire ou de mort, on indiquera avec précision le genre et la nature des blessures, les parties du corps atteintes: brûlures aux mains, contusions à la tête, etc. En cas d'incapacité permanente on indiquera la tare corporelle qui affecte un caractère de permanence: bras gauche amputé, œil perdu, pouce et index de la main droite amputés, etc. La col. 10 sera remplie à l'époque de l'accord des parties ou du jugement définitif.

*e)* Colonnes 12 et 13: Lorsqu'à la fin d'un exercice, une partie seulement des frais médicaux et pharmaceutiques ou des indemnités journalières a été payée, on indiquera la somme correspondant aux frais acquittés à cette époque; la somme à payer ultérieurement sera mentionnée au dessous de la première au cours de l'exercice suivant.

| No d'ordre | No de l'entreprise au registre des entreprises | Date de l'accident | Nom et prénoms de la victime | Date de naissance de la victime | Désignation (firme) et siège de l'entreprise | Objet de l'entreprise, ou, le cas échéant, de la division de l'entreprise dans laquelle l'accident est arrivé | Salaire annuel de base (Art. 8 de la loi du 24 décembre 1903) | Cause matérielle de l'accident | Nature des blessures ou lésions | Durée de l'incapacité temporaire en jours | Frais médicaux et pharmaceutiques | Frais funéraires | Total des indemnités journalières allouées |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 |
| | | | | | | | | | | | | | |

## Modèle B.

Recto.

Dimensions de la page du registre: 0m35 × 0m55

# Registre des accidents déclarés conformément à la loi du 24 décembre 1903.

OBSERVATIONS. *f)* Le tableau ci-dessous col. 15 à 32) forme le recto de chaque page du registre et vient en regard du tableau formant le verso de la page précédente (col. 1 à 14). Il résulte de ce dispositif que la première page de ce registre ne devra pas être imprimée au recto, ni la dernière page au verso.

*g)* Voir les observations *sub* litt. *a* ci-dessus (verso) en ce qui concerne les inscriptions à porter dans les colonnes 15 et suivantes, et spécialement dans les colonnes 19 à 22. En ce qui concerne la colonne 15, voir aussi l'article 4, alinéa final, de la loi.

*h)* Colonne 29: Le nom de l'établissement de rentes sera indiqué par un signe conventionnel abrégé, selon les instructions que l'Office du travail donnera aux assureurs.

| Date de l'accord ou du jugement définitif en cas d'incapacité permanente | Allocation annuelle due à cette époque | | Valeur du capital correspondant | Date des nouveaux réglements | Motif des Nouveaux réglements | Allocations annuelles correspondant aux nouveaux réglements | | Si la victime est morte avant l'expiration du délai de revision, indication de la date du décès | Somme des arrérages payés pendant le délai de revision | Date du réglement définitif (fin du délai de revision) | Rente viagère définitive en cas d'incapacité permanente | | Capitaux constitués en cas d'incapacité permanente ou de mort | Nom de l'établissement de rentes | Montant des payements en capital faits à la victime ou aux ayants droit | Charge totale de l'accident | Observations |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Montant | en p. c. du salaire de base | | | | Montant | en p. c. du salaire | | | | Montant | en p. c. du salaire de base | | | | | |
| 15 | 16 | 17 | 18 | 19 | 20 | 21 | 22 | 23 | 24 | 25 | 26 | 27 | 28 | 29 | 30 | 31 | 32 |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | |

Il s'ensuit qu'en Belgique l'on pourra, lorsque la statistique aura fourni les éléments nécessaires, calculer le prix du risque »accidents« en considérant tous les cas d'accidents comme des invalidités temporaires pendant un certain terme. L'étude des lois de durée de variabilité de l'invalidité temporaire ne devra pas être poursuivie au delà de la période fixée pour le droit à la revision.

La partie de la prime relative à l'invalidité permanente ne devra être établie qu'en considération des cas d'accidents pour lesquels une rente définitive, non sujette à variation, aura été accordée.

Au point de vue du calcul de la valeur du risque le problème de la mortalité des invalides ne se pose donc pas en Belgique avec la même intensité que dans les pays où aucune limite de temps n'est fixée pour la revision des indemnités.

Il suit de là une remarque de quelque importance. S'il est désirable que partout où cela est possible on ne laisse pas se perdre la source de renseignements que peut donner l'application d'une législation sur la réparation des accidents du travail, s'il est à souhaiter que les résultats en soient classés avec soin, que la statistique soit dirigée de façon à permettre l'évaluation de toutes les inconnues du problème de l'assurance, par l'estimation de plus en plus précise de certains paramètres, on ne peut cependant donner que des indications générales sur la façon dont la statistique doit être dressée et ses déductions présentées. Le problème de l'évaluation du risque accidents se pose en effet de façon différente de pays à pays, et la solution en dépend en grande partie, de la forme et des prescriptions de la législation.

On ne pourrait donc adopter universellement un cadre uniforme pour les recherches statistiques concernant les accidents du travail.

Ce serait la conclusion de notre rapport si déjà nos déductions ne se trouvaient infirmées par certains faits révélés par la statistique autrichienne.

Les formules qui précèdent sont établies dans l'hypothèse que les probabilités d'accidents sont indépendantes de l'âge de l'ouvrier assuré.

Or, il n'en est rien; les résultats de la statistique autrichienne montrent que les probabilités d'accidents sont directement fonctions de l'âge de l'assuré et présentent entre elles, à cet égard, des différences accentuées.

Le tableau suivant tiré de l'»Ergebnisse der Unfallstatistik«, 1897—1901, 2e partie, qui vient d'être publiée, indique à l'évidence la corrélation entre les dangers d'accidents et l'âge de l'ouvrier soumis au risque.

| Groupes par âges | Accidents par 10.000 travailleurs complets de chacun des groupes d'âges ci-après indiqués | | |
|---|---|---|---|
| | Incapacité temporaire de plus de 4 semaines | Incapacité permanente | Mort. |
| jusqu'à 15 ans | 99·9 | 44·4 | 3·0 |
| de 16 à 20 ans | 79·3 | 35·5 | 2·9 |
| » 21 » 30 » | 73·8 | 41·0 | 4·0 |
| » 31 » 40 » | 91·1 | 62·3 | 7·0 |
| » 41 » 50 » | 104·6 | 86·7 | 10·0 |
| » 51 » 60 » | 119·1 | 118·7 | 13·5 |
| un delà de 60 » | 121·6 | 163·2 | 18·6 |

Dès lors, il semble que nos formules soient inexactes.

Il n'en est rien, Mr. Lembourg, membre agrégé de l'Association des actuaires belges a fait cette remarque qu'il faut considérer $G^{(m)}$, $G^{(p,\delta)}$, I comme des fonctions spéciales de réparation financière et qu'elles peuvent tenir compte des différences de risques entre les divers éléments de la population ouvrière.

Si l'on a bien compris l'intervention de $G^{(m)}$, $G^{(p,\delta)}$ et I dans la fixation du prix du risque on peut concevoir qu'à la population réelle soumise au risque, on peut substituer une population fictive d'un même nombre de travailleurs complets, mais composée quant à la répartition par âges de la même manière que la population sinistrée.

De telle sorte que la probabilité d'accidents pour cette

population fictive est constante à tous les âges et est égale à la probabilité indiquée par l'observation directe, dans l'hypothèse où tous les assurés sont soumis aux mêmes risques.

En d'autres termes lorsqu'on connaît la répartition par âges de la population sinistrée et le salaire moyen à chaque âge sur lequel la réparation est comptée, on peut estimer la charge que les accidents entraîneront pour un groupe déterminé et le rapport de cette charge au salaire total de ce groupe.

Dans ces conditions il n'est pas nécessaire de rechercher la variation d'après l'âge de la probabilité d'accidents. Cette variation s'incorpore dans les quantités $G^{(m)}$, $G^{(p,\delta)}$ et I, pourvu

que $n_x$ soit le nombre indiqué par la population observée d'âge x.

$s_x$ soit le salaire moyen à l'âge x sur lequel la réparation a été comptée.

Que N soit la somme des quantités $n_x$ définies comme il vient d'être dit.

Que $s_m$ soit le salaire moyen général réel.

Si nous ne craignions d'être trop long, nous montrerions que calculer $G^{(m)}$, $G^{(p,\delta)}$ et I en tenant compte des remarques que nous venons de faire, revient à introduire dans les formules des probabilités d'accidents différenciées d'après l'âge.

Cela revient en définitive à multiplier dans l'expression du prix du risque la probabilité réelle par un facteur destiné à rendre cette probabilité moyenne observée, et à diviser le résultat obtenu par ce même facteur, que l'on incorpore à la quantité $G^{(m)}$, $G^{(p,\delta)}$ ou I.

Ceci établi, il semble que la statistique doive seulement donner les renseignements suivants pour chaque groupe industriel.

*a)* Le nombre de travailleurs complets.

*b)* Le salaire total sur lequel la prime est prélevée ce, qui permet la détermination de $s_m$.

*c)* Le nombre d'individus de chaque âge qui ont été victimes d'un accident de nature (i) et de gravité (j).

*d)* Le salaire d'après lequel, à chaque âge, la réparation a été fixée.

Il ne semble pas nécessaire que la statistique donne la répartition par âges de chaque groupe industriel soumis à l'assurance. Les éléments qui précèdent suffiraient à toutes évaluations si, condition essentielle, l'effectif de chaque groupe était suffisamment dense.

Mais dans la plupart des cas, cette condition n'est pas remplie. De telle sorte qu'il est désirable de connaître la répartition par âges de la population assurée, afin de permettre au calculateur de pratiquer le nivellement des écarts accidentels.

Il était intéressant de signaler que la statistique ne doit pas nécessairement relever la répartition par âges de la population assurée et que cet élément ne serait d'aucune utilité si la loi du grand nombre apparaissait vérifiée pour chaque groupe industriel en particulier.

Mais il est une remarque importante qui justifie d'ailleurs l'utilité de relever par la statistique la répartition par âges des ouvriers assurés.

On peut observer qu'introduire dans le calcul de la valeur de G les chiffres indiqués pour la population sinistrée, serait, si on employait sans aucune altération, pour chaque industrie en particulier, les résultats bruts de la statistique, établir la superposition de la méthode constructive et de la méthode déductive.

Il importerait alors peu de faire usage de l'une ou de l'autre. Par suite, la méthode déductive qui donne le taux de prime applicable à une industrie par le rapport

$$\frac{\Sigma \text{ charges}}{\Sigma \text{ salaires}}$$

s'imposerait par sa simplicité.

Mais ce n'est point là la véritable portée des remarques que nous avons faites concernant les fonctions G et I.

Il ne s'agit nullement dans notre pensée d'introduire dans le calcul de ces quantités, pour chaque industrie les nombres bruts donnés par la statistique; mais de rechercher, et c'est là un des problèmes que l'avenir permettra de résoudre, si la répartition par âges de la population sinistrée n'obéit pas à des lois de fréquence pour l'industrie en général ou pour certains groupes importants d'industries.

Et si cela est, si l'existence de ces lois peut être démontrée, si leur valeur numérique peut être fixée, la méthode constructive conserve sa supériorité; elle moulera les taux de prime sur des lois de survenance des phénomènes d'accidents et des phénomènes corrélatifs, lois qui auront un caractère de certitude plus grand que les résultats particuliers et souvent fort divergents de chaque cas particulier considéré.

C'est le problème de la statistique qui se pose ainsi dans son entier; la statistique n'est rien sans une interprétation s'appuyant sur les lois générales du calcul des probabilités, sans une interprétation mathématique pour dire en un mot notre pensée.

Et de ce côté, malgré les onze années des résultats statistiques de l'expérience autrichienne, collationnés cependant avec un soin si minutieux, le problème ne fait encore que se poser, une ébauche de solution s'indique à peine.

La 2e partie des résultats statistiques de la période 1897—1901 donne déjà certains éléments du problème. Il va falloir interprêter cette expérience, la continuer, et rechercher si des lois dominant les éléments, ne s'en dégagent pas avec une netteté suffisante.

Et s'il ne s'en dégage point, force sera de recourir à la seule méthode déductive pour l'évaluation des charges d'accidents. Et cependant nous l'avons dit, cette méthode est imparfaite, incorrecte même. Il y a donc un intérêt puissant à diriger la statistique de façon qu'elle puisse permettre l'étude approfondie des phénomènes d'accidents et des lois qui les régissent.

C'est là du reste, la voie tracée par la statistique autrichienne. Il faut suivre cette voie et si elle n'aboutit pas à des résultats positifs, il y aura encore lieu, avant d'accepter une telle conclusion comme définitive, de rechercher si l'on na pas fait fausse route, s'il ne faut dnoner à la statistique une base nouvelle, et classer les résultats par profession par exemple.

Il serait prématuré de donner un avis à cet égard; il sera dicté par les résultats des recherches actuelles et futures.

En tout cas, il faut poursuivre les recherches commencées, il est à souhaiter que partout où on les a jusqu'ici négligées on y procède; il n'est surtout pas désirable que le Congrès de Vienne se sépare en laissant croire à ceux qui seraient enclins à cette idée que la question des accidents du travail est sur le point de se fermer.

Les législations sont établies, les principes de droit ont passé par le crible de discussions approfondies et sont pour la plupart justifiées, mais au point de vue scientifique la question est à peine posée et elle demande une solution.

C'est pourquoi s'il est désirable d'organiser la statistique, il serait prématuré de l'enserrer dès à présent, dans des cadres fermés et imcompressibles. Des horizons à peine entrevus, obligeront peut être, lorsqu'ils auront été baignés de lumière, à modifier les bases actuelles de ce travail long et pénible du statisticien penché sur les résultats d'expériences influencées, perturbées par des causes encore mal définies.

Une telle étude sera longue; l'on ne peut encore actuellement en tracer les limites, tout ce qu'on est en droit d'exiger, c'est que ceux qui s'y livrent soient animés de l'esprit mathématique qui domine la statistique et sans lequel elle ne constitue qu'une chose prétentieuse et vaine.

INTERNAT. ARBEITERVERSICHERUNGS-KONGRESS
*7. Tagung. — Wien. — 17. bis 23. September 1905.*

# ZUR FRAGE DER EINRICHTUNG EINER INTERNATIONALEN UNFALLSTATISTIK

VON
**DR. jur. G. A. KLEIN,**
KAIERLICHEM REGIERUNGSRAT UND STÄNDIGEM MITGLIEDE DES REICHSVERSICHERUNGS-AMTS (BERLIN).

Zur Frage der Einrichtung einer internationalen Unfallstatistik auf Grund der deutschen unfallstatistischen Erfahrungen sich zu äussern, ist Aufgabe des nachstehenden Referats. Es wird erstattet in Kenntnis des ausführlichen Berichts des k. k. Regierungsrats Dr. Kaan (Wien), welchem in der Hauptsache die österreichischen Verhältnisse und Erfahrungen zugrunde liegen. Den dortigen Ausführungen kann vom theoretischen und statistisch-methodischen Standpunkte an sich in den meisten Punkten zugestimmt werden. Es wird in dieser Beziehung daher nur beiläufig auf die abweichend beurteilten Punkte eingegangen, und die prinzipielle Frage, ob im Wege internationaler Vereinbarungen eine einheitliche internationale Unfallstatistik unmittelbar angestrebt werden soll, in den Vordergrund gerückt.

Ich glaube, daß die Schwierigkeiten, welche der Einrichtung einer wirklich vergleichbaren, und deswegen zu praktischen Zwecken verwendbaren, internationalen Unfallstatistik entgegenstehen, noch weit mehr zu betonen sind, als es in dem Kaan'schen Referat geschieht. In meinem Bericht für den VI. internationalen Arbeiterversicherungs-Kongreß in Düsseldorf 1902 über „Die deutsche Unfallstatistik für Gewerbe, Land- und Forstwirtschaft" nach den neuesten Erhebungen[1]) wurde gesagt:

[1]) Zu vergleichen: Berichtswerk über den VI. internationalen Kongreß für Arbeiterversicherung in Düsseldorf 1902, Seite 547 ff.

Die dort gegebene Übersicht über die methodischen Gesichtspunkte der deutschen Unfallstatistik treffen im wesentlichen heute noch zu. Zu vergleichen auch V. Leo, Organisation der amtlichen Arbeiterstatistik in Deutschland (Karl Heymanns Verlag, Berlin 1904), Seite 27 ff.

„Übereinstimmende Grundsätze der Unfallstatistiken würden internationale Vergleiche erleichtern und das neuerdings häufiger aufgestellte Problem einer internationalen Unfallstatistik insofern seiner Lösung entgegenführen, als die Vergleichbarkeit der internationalen Nachweise nicht schon durch methodisch-statistische Gründe in Frage gestellt wäre.

Allerdings wird diese Vergleichung immer durch die Verschiedenheit der gesetzlichen Begriffe nicht weniger, als durch die Verschiedenheit der Verwaltung und der in Frage kommenden Lebensverhältnisse erschwert bleiben, und es ist fraglich, ob man über die korrekte Vergleichung der Entwicklung der Verhältnisse — im Gegensatz zu der Vergleichung der Verhältnisse selbst — herauskommen wird".

Auch bei nochmaliger eingehender Prüfung glaube ich diesen Standpunkt erneut vertreten zu müssen.

Der versicherungsrechtliche Begriff des entschädigungspflichtigen Betriebsunfalls ist in der Gesetzgebung der verschiedenen Staaten, noch mehr aber in der Ausgestaltung, die er in Verwaltung und Rechtsprechung angenommen hat, durchaus nicht gleichartig. Besonders ist hierbei der Verschiedenheiten in der Abgrenzung von Betriebsunfall und Gewerbekrankheit,[1]) der verschiedenen Beurteilung der Verschlimmerung bestehender Leiden bei der Betriebsarbeit und der verschiedenartigen Behandlung der Unfälle, bei verbotswidrigem, schuldhaftem und vorsätzlichem Verhalten der Verletzten[2]) zu gedenken, ganz abgesehen von der Nichtübereinstimmung der gesetzlichen Wartezeiten, die ja durch besondere statistische Zählung berücksichtigt und ausgeglichen werden könnte. Auch wenn die statistische Zählung der Unfälle und der hierbei Verletzten durchaus gleichförmig, und die Berechnung der Unfallhäufigkeit auf Vollarbeiter, die auch von mir als die beste Verhältnis-

---

[1]) Zu vergleichen den Siefart'schen Bericht: Betriebsunfall und Berufskrankheit.

[2]) Zu vergleichen Reichs-Arbeitsblatt 1905, Seite 418 ff.

berechnung angesehen wird, einheitlich durchgeführt werden könnte, so würde doch weder die absolute Zahl der Unfälle noch die Unfallhäufigkeit an der Hand der bezeichneten Berechnung unmittelbar zu vergleichen sein. Gerade derjenige Staat, in dem der Begriff des entschädigungspflichtigen Betriebsunfalls in Verwaltung und Rechtsprechung am weitesten ausgedehnt ist und am sozialsten gehandhabt wird, würde im Vergleich zu anderen Ländern mit einer weniger weit geführten sozialen Unfallfürsorge mit einer hohen Unfallziffer erscheinen, und eine solche Vergleichung würde zur völlig irrigen Beurteilung der Verhältnisse führen.

Dieser Umstand beeinflußt die sämtlichen unfallstatistischen Nachweise derart, daß die Vergleichung auch der den Zwecken der Unfallverhütung dienenden Angaben der Unfallstatistik wesentlich berührt wird.

Anders liegt es hinsichtlich der international-statistischen Beurteilung der Entwicklung der einschlägigen Verhältnisse. Die Beurteilung dieser wird durch das Gesagte nicht in Mitleidenschaft gezogen. Bei übereinstimmenden Zählungsgrundsätzen würde das Anwachsen der auf Vollarbeiter berechneten Unfallhäufigkeit im Staate A mit deren Sinken im Staate B untereinander einwandfrei verglichen werden, und bei entsprechender Gliederung der Nachweise würden auch die Gründe dieser gegenläufigen Erscheinung statistisch untersucht werden können.

Es fragt sich, ob für diesen jedenfalls erreichbaren beschränkten Zweck eine internationale Unfallstatistik überhaupt durchaus gleicher Einrichtungen in den einzelnen Staaten bedarf, oder ob nicht durch eine synoptische Bearbeitung der bestehenden einzelstaatlichen Nachweise unter Darlegung der rechtlichen Grundlagen (des Unfallbegriffs in dem obigen Sinne usw.), der Schilderung der besonderen, die Unfallhäufigkeit beeinflußenden Verhältnisse und der Beschreibung der statistischen Methode und Zählungsgrundsätze dieser Zweck ebenfalls erreicht werden könnte. Ein solcher Versuch ist bis jetzt nicht gemacht. Er

erscheint umsomehr als empfehlenswert, als der praktischen Durchführung gleichmäßiger Zählungsgrundsätze in allen oder mehreren Staaten erhebliche Schwierigkeiten entgegenstehen dürften.

Jede auf praktische Ziele gerichtete Statistik ist ihrem Wesen nach national, d. h. sie schließt sich dem geltenden nationalen Recht und den nationalen Verhältnissen an, um den besonderen Aufgaben der einheimischen Verwaltung zu dienen. Jeder Staat hat also die Statistik, die er bei seinen bestehenden Einrichtungen für seine besonderen Zwecke zu brauchen glaubt, und er wird von deren Ausgestaltung der Regel nach nur aus zwingenden Gründen, meist nur zur Befriedigung praktischer, neu hervorgetretener konkret inländischer Aufgaben abweichen, auch schon um die Vergleichbarkeit mit den früheren Erhebungen und deren Ergebnissen tunlichst zu bewahren, da gerade diese den Wert der neueren Nachweise wesentlich erhöht.

Für die deutsche Unfallstatistik, welche die Rechnungsergebnisse der Berufsgenossenschaften usw. verbunden mit einigen Nachweisen über die Unfälle und die hierbei Verletzten nach den Berichten der einzelnen Versicherungsträger (Berufsgenossenschaften usw.) alljährlich gibt, ausserdem aber bisher in zehnjährigen Intervallen besondere Erhebungen auf Grund von im Reichs-Versicherungsamt bearbeiteten Zählkarten für jeden Verletzten durchgeführt hat, trifft dies besonders zu. Seit dem 1. Januar 1903 steht ein nach Anhörung der Berufsgenossenschaften eingeführtes neues Formular für die Nachweisung der Rechnungsergebnisse mit sehr eingehender Anleitung im Gebrauch,[1]) welches verschiedentliche Besserungen auf Grund der gemachten Erfahrungen gegen früher enthält, im wesentlichen aber die Vergleichbarkeit der älteren mit den neueren Ergebnissen ermöglicht. Diese Zählungsgrundsätze weichen von den österreichischen mehrfach ab, so beispielsweise schon darin, daß die deutsche Statistik, die in dem Berichtsjahre entschädigungs-

[1]) Zu vergleichen: Amtliche Nachrichten des Reichs-Versicherungsamts 1902, Seite 612 ff., 1905, Seite 1 ff.

pflichtigen Unfälle,[1]) die österreichische die in dem Berichtsjahre vorgekommenen Unfälle nachweist.

Daß die neuen Anordnungen über die deutsche jährliche Unfallstatistik in der nächsten Zeit und vor einer gesetzlichen Abänderung des Unfallversicherungsrechts wesentlich geändert werden, ist nicht anzunehmen. Die in zehnjährigen Intervallen bisher erhobenen besonderen Unfallstatistiken[2]) für die Jahre 1887 und 1897 (Gewerbe-, Bau- und See-Unfallversicherung) sowie 1891 und 1901 (Unfallversicherung für Land- und Forstwirtschaft) schließen sich, was die wichtigsten Zählungsgrundsätze betrifft, den jährlichen Erhebungen an. Ob eine neue Gewerbe-Unfallstatistik für das Jahr 1907, welches als Berichtsjahr bei 10jährigem Turnus in Betracht kommt, angeordnet wird, ist noch nicht bestimmt. Aber auch für die nächste besondere deutsche Gewerbe-Unfallstatistik wird voraussichtlich schon im Interesse der Vergleichbarkeit tunlichst an den bisher befolgten und erprobten Zählungsgrundsätzen festgehalten werden, wenn man auch naturgemäß bestrebt sein wird, bei der neuen Erhebung und Bearbeitung im methodischen Fortschreiten allen hervorgetretenen Bedürfnissen zunächst der heimischen Verwaltung, dann aber auch den Anforderungen der Wissenschaft, welche auch die internationale Vergleichbarkeit erstreben, gerecht zu werden. Es liegt auf der Hand, daß hierbei das jetzt abgeschlossen vorliegende große und bedeutende Werk der Ergebnisse der österreichischen Unfallstatistik der fünfjährigen Beobachtungsperiode 1897 bis 1901 die ihm gebührende Beachtung finden wird.

Die vorhandenen deutschen unfallstatistischen Angaben geben ein klares Bild über Umfang (Versicherungsträger und Versicherte), Einnahmen, Ausgaben, Vermögen der Unfallversicherung; alte und neue Unfälle und Fälle des Heilverfahrens;

---

[1]) Zu vergleichen: a. a. O. Seite 631, Ziffer 10.

[2]) Betreffend die beiden neuesten Erhebungen zu vergleichen fünf Beihefte zu den Amtlichen Nachrichten des Reichs-Versicherungsamts 1899, 1900 und 1904.

Unfallhäufigkeit nach Alter und Geschlecht, sowie nach Industriegruppen (berechnet auf Vollarbeiter) und nach Betriebseinrichtungen und Vorgängen, bei welchen sich die Unfälle ereigneten; [ferner auch nach den Monaten, den Wochentagen und den Tagesstunden und nach den Ursachen der Unfälle (Schuldfrage)] [1]) endlich nach den Unfallfolgen (Dauer und Schwere) und den verletzten Körperteilen.

Die Angaben der deutschen Unfallstatistik sind von mir im Auftrage des Reichs-Versicherungsamts im Rahmen der Statistik der Arbeiterversicherung übersichtlich in „Atlas und Statistik der Arbeiterversicherung des Deutschen Reichs" (Beiheft zum Reichsarbeitsblatt 1904, Juni-Nummer, Berlin, Karl Heymanns Verlag) zusammengestellt und auch in der im amtlichen Auftrage für den VII. internationalen Arbeiterversicherungskongreß neubearbeiteten und vom Reichs-Versicherungsamt dem Kongreß als Gabe dargebrachten zweiten Auflage der Schrift: „Die deutsche Arbeiterversicherung als soziale Einrichtung" (Verlag von A. Asher & Co., Berlin 1905), im II. Teil: Statistik der Arbeiterversicherung bis 1903 einschließlich geschildert. Auch aus dieser Kongreßschrift ist ersichtlich, daß die deutsche Unfallstatistik für die vorgeschlagene synoptische internationale Bearbeitung alle, jedenfalls fast alle Angaben enthält, die Kaan mit Recht als Erfordernisse einer internationalen Unfallstatistik bezeichnet. Allein die Nachweisungen nach einzelnen Betriebsgattungen oder Arten läßt sich zurzeit nicht geben, wird sich aber für Löhne und Entschädigungen, vielleicht auch für Unfälle und Vollarbeiter aus dem bei den gewerblichen Berufsgenossenschaften vorhandenen Material für die einzelnen Gefahrentarifklassen voraussichtlich entnehmen oder beschaffen lassen. Wie eingehend für die Gefahrentarifklassen die Gewerbezweige usw. geschieden sind, ergibt die Tabelle II (Seite 72 ff.) der von K. Hartmann verfaßten Schrift: „Das Gefahrentarifwesen

[1]) Die [eingeklammerten] Gegenstände empfiehlt Kaan mit Recht, nicht in den Ausgabenkreis der internationalen Unfallstatistik miteinzubeziehen.

der Unfallversicherung des Deutschen Reichs“ (Verlag von A. Asher, Berlin 1900).

Von dem hier vertretenen Standpunkt aus ist nach dem Gesagten dem VII. internationalen Arbeiterversicherungs-Kongreß, was die Frage der Einrichtung einer internationalen Unfallstatistik betrifft, folgender Beschluß zu empfehlen:

1. Bestrebt im Interesse internationaler Vergleichung der Einrichtung und Wirkung der Unfallversicherung zu einer tunlichst einheitlichen internationalen Unfallstatistik zu gelangen und in der Erkenntnis, daß eine solche Einheitlichkeit nur allmählich erreicht werden kann, hält der VII. internationale Arbeiterversicherungs-Kongreß für erwünscht, daß eine synoptische wissenschaftliche Bearbeitung der Ergebnisse der Unfallstatistiken der einzelnen Staaten stattfinde, insbesondere derjenigen, deren Unfallversicherungsprinzipien übereinstimmen oder verwandt sind.
2. Eine solche synoptische Darstellung ist mit der Schilderung der Grundzüge und Einrichtungen der Unfallversicherung in Verwaltung, Rechtsprechung und Statistik zu verbinden.
3. Bei der statistischen Bearbeitung ist besonders auf den Vergleich der Entwicklung der Verhältnisse der Unfallversicherung im allgemeinen wie insbesondere der Unfallhäufigkeit und der für die Unfallverhütung in Frag kommenden Tatsachen Gewicht zu legen, und es ist den Ursachen der verschiedenen Erscheinungen nachzuforschen.
4. Der Arbeiterversicherungs-Kongreß hofft, daß die Herren Referenten, welche sich zur internationalen Unfallstatistik geäußert haben, insbesondere die mit der Leitung der unfallstatistischen Arbeiten im Deutschen Reiche und in Österreich amtlich betrauten Herren, sich der bezeichneten wissenschaftlichen Bearbeitung tunlichst bis zu dem nächsten internationalen Arbeiterversicherungs-Kongreß unterziehen werden, unter Mitwirkung der betreffenden Fachmänner in den weiter in Betracht kommenden Staaten.

CONGRÈS INTERNATIONAL DES ACCIDENTS DU TRAVAIL ET DES ASSURANCES SOCIALES.
*7e session. — Vienne. — 17 au 23 septembre 1905.*

# DU ROLE DE LA MUTUALITÉ
DANS
# L'ASSURANCE LIBRE CONTRE LES ACCIDENTS DU TRAVAIL

PAR
M. ALBERT GIGOT
DIRECTEUR DES CAISSES D'ASSURANCE MUTUELLE DES FORGES, DES INDUSTRIES TEXTILES ET DES INDUSTRIES SUCRIÈRES DE FRANCE.

La liste des Sociétés d'assurance mutuelle contre les accidents du travail qui fonctionnent dans les conditions prévues par la loi du 9 Avril 1898 a été arrêtée le 26 Novembre 1904, après avis du Comité consultatif par M. le Ministre du Commerce, de l'Industrie des Postes et des Telegraphes.

Elle comprend seize Sociétés qui se rattachent à deux groupes distincts:

Les Mutuelles générales qui embrassent dans leurs opérations des assurés appartenant à des professions diverses sont au nombre de six.

Les Mutuelles corporatives dont l'action ne s'étend qu'à des industries d'une seule profession ou de professions appartenant à un même groupe d'industries, d'après une classification arrêtée par le Ministre du Commerce, sont au nombre de dix.

La loi du 9 Avril 1898 autorise également le fonctionnement de Syndicats de garantie qui diffèrent des Sociétés Mutuelles en ce qu'ils font peser sur leurs membres l'engagement d'une garantie solidaire illimitée et en ce qu'à raison de cette garantie ils ne sont soumis ni à l'obligation du cautionnement ni à celle de la constitution d'une réserve mathématique que la loi impose aux mutualités.

Malgré ces différences fondamentales, les rapports présentés aux précédents congrès leur ont fait une place à côté des mutualités. Il en sera de même dans la présente étude.

## I. Mutuelles Générales.

Ces mutuelles, dont les adhérents appartiennent à toutes les branches d'industrie et dont l'action s'étend à toute la France sont au nombre de six.

1. La plus ancienne de ces Sociétés est la Préservatrice fondée en 1861 par M. Marestaing. Par suite d'un accord avec la Preservatrice (Compagnie anonyme) elle a virtuellement cessé ses opérations depuis 1903. Aussi ne figure-t-elle sur la liste arrêtée par le Ministère du Commerce que pour la liquidation des assurances souscrites jusqu'au 31 Décembre 1904.

Il en résulte que le nombre des ouvriers assurés n'est plus que de 21.500, le chiffre des salaires déclarés de 22.603.064 et que les cotisations ne montent plus qu'à 629.652,95.

2. L'union industrielle dont le siège est à Lyon a terminé en 1904 son 31ème exercice. Elle assurait à la fin de cet exercice 17.311.900 francs de salaires pour les risques soumis à la loi du 9 Avril 1898 et percevait 295.140 francs de cotisations annuelles.

3. La Mutuelle générale française fondée au Mans en 1883 assure 240.137.021 francs de salaires dans les termes de la loi de 1898 et perçoit 5.827.907,47 francs de cotisations.

4. Les opérations de l'association industrielle des travailleurs français, qui a son siège à Chartres s'étendent à l'agriculture et à l'industrie: l'assurance pour les risques agricoles y tient une place considérable. Pour les risques soumis aux lois du 9 Avril 1898 et du 30 Juin 1899 les salaires assurés atteignent le chiffre de 28.000.000 francs et les cotisations encaissées celui de 702.327.55.

5. La mutualité industrielle n'assure que les industries visées par la loi du 9 Avril 1898. Le nombre des ouvriers assurés s'élevait, au 31 Décembre 1904, à 120.000; le chiffre des salaires à 115.811.342,95 et celui des cotisations annuelles à 1.856.257,25.

6. La participation, qui prend le titre de „Société Coopérative et fédérative d'assurance contre les accidents" mais qui est admise à fonctionner comme société d'Assurance mutuelle contre les accidents du travail, conformément à la loi du 9 Avril 1898, assure contre les risques régis par cette loi 40.139.641 francs de salaires et perçoit à ce titre 1.180.224 francs de cotisations annuelles.

## II. Mutuelles corporatives.

Parmi ces Mutuelles, cinq étendent leurs opérations à toute la France, cinq les restreignent à une portée plus ou moins étendue du territoire Français.

### A. Mutuelles corporatives.

Dont les opérations s'etendent à toute la France.

1. La plus ancienne de ces Mutuelles est la Caisse Syndicale d'Assurance Mutuelle des forges de France, fondée en 1891, sous les auspices du Comité des forges de France, entre les personnes ou Sociétés faisant partie de ce Comité. Elle comptait, au 31 Décembre 1904, 108 adhérents appartenant aux différentes branches de l'industrie métallurgique et embrassait dans son action 90.991 ouvriers: les salaires assurés atteignaient le chiffre de 118.130.906,69 et les cotisations annuelles 2.804.324,21.

2. La Caisse Syndicale d'Assurance Mutuelle des Industries Textiles de France, fondée en 1894 sous les auspices de l'Industrie & l'Agriculture Française sur les

mêmes bases que la précédente, comptait au 31 Décembre 1904 468 Sociétaires employant 111.051 ouvriers. Les salaires assurés atteignaient le chiffre de 82.597.812,60 et les cotisations annuelles celui de 589.976.

3. La Caisse Syndicale d'Assurance Mutuelle des Industries sucrieres de France créée sur les mêmes bases en 1898 réunissait au 30 Juin 1904, date de la cloture de l'exercice, 163 adhérents. Le chiffre des salaires assurés a été dans cet exercice de 22.011.062,75 et celui des cotisations de 447.880,70.

Ces trois Caisses qui ont chacune une existence séparée et un fonctionnement distinct ont cependant été placées sous une même direction et ont une administration commune. Elles réunissent dans leur ensemble un chiffre de salaires de 200.739.380 francs et un chiffre de cotisations de 3.842.113.

4. La Caisse Syndicale d'Assurance Mutuelle des Agriculteurs de France, fait plusieurs sortes d'opérations: 1° des assurances agricoles basées sur la contenance des exploitations. Le nombre des hectares ainsi assurés est de 302.908 2. des assurances basées sur les salaires, représentant un chiffre de salaires assurés de 1.085.260. Les cotisations perçues pour ces deux classes d'assurances s'élevaient, au 31 Décembre 1904, à un chiffre total de 298.918.

Parmi ces opérations, les assurances contre les risques prévus par la loi du 9 Avril 1898 et du 30 Juin 1899 ne s'appliquent qu'a 95.318 de salaires et 6.522 de cotisations.

5. L'Alimentation, au terme de son 5ème exercice (année 1904) comptait 6.724 polices dont 6.047 polices collectives assurant 25.669 ouvriers et représentant un chiffre de salaires de 43.534.714,25. Sur le chiffre total, les cotisations perçues par la Société montent à 388.088,75. Celles qui ont été encaissée pour les risque de la loi de 1898 ont atteint le chiffre de 311.828,60.

**B. Mutuelles corporatives régionales.**

1. Le syndicat du nord Société d'assurance mutuelle contre les accidents du travail spéciale aux industries textiles, a son siège à Roubaix. Ses opérations, primitivement limitées aux départements du nord et du pas-de-calais ont été successivement étendues aux départements de la somme, de l'aisne, des ardennes, de la marne, de la seine-inferieure, de l'oise et de l'eure. Son action s'étend à 44.718 ouvriers représentant 42.482.285,70 de salaires et le chiffre des cotisations encaissées en 1904 s'est élevé à 315.625,20.

2. La caisse syndicale mutuelle d'armentieres restreint ses ópérations à la région du Nord. Elle assure environ neuf millions de salaires et a perçu en 1904, 61.310 francs de cotisations.

3. L'auxiliaire, Société d'Assurance mutuelle contre les accidents de construction, a son siège à Lyon. Elle assure 5.068.625,30 de salaires et a perçu en 1904 146.609,25 de cotisations.

4. La caisse des entrepreneurs de Reims, dont l'action est restreinte au département de la Marne et aux départements limitrophes, assure 1.700 ouvriers et 451.011,51 de salaires. Les cotisations annuelles s'élèvent à 61.426,65.

5. La responsabilité agricole, qui vient d'achever sa 26ème année d'existence est une société d'assurance mutuelle contre la responsabilité civile des accidents corporels, pouvant atteindre les ouvriers ou employés des établissements agricoles des départements de la Seine, de Seine-&-Oise de Seine-&-Marne et des départements limitrophes. Ses cotisations sont basées sur le nombre d'hectares exploités par les Sociétaires. Elle demande un supplément de cotisation de 0,20 par hectare aux cultivateurs possédant des machines mues par des moteurs inanimés et auxquels est par conséquent applicable la loi du 30 Juin 1899. Le chiffre de ces cotisations supplémentaires s'est élevé en 1904 à 18.970,65.

## III.

Deux Syndicats de garantie ont été autorisés, en conformité des dispositions des Articles 21 et Suivants du décret du 28 Février 1899.

1. Le syndicat général de garantie du bâtiment et des travaux publics a son origine dans la Société d'Assurance mutuelle de la Chambre Syndicale des Entrepreneurs de maçonnerie dont la création remonte à 1859 et qui a été la première Société d'assurance contre les accidents du travail fondée en France. Son organisation est exclusivement corporative: elle est régionale en ce qui concerne les Entreprises de bâtiment, nationale en ce qui concerne les entreprises de travaux publics; elle limite le recrutement de ses adhérents aux entrepreneurs du bâtiment et des industries qui s'y rattachent résidant dans les départements de la Seine, Seine-&-Oise, Seine-&-Marne et Oise. Pour les seconds elle admet les entrepreneurs habitant le territoire de la France continentale. Le Syndicat est constitué pour une période de 15 années ayant pris cours le 1er Juillet 1899. Il compte aujourd'hui 864 adhérents et embrasse dans son action 31.926 ouvriers dont les salaires représentent un chiffre de 53.411.790. Les cotisations payées en 1904 se sont élevées à 1.663.431 francs.

2. Le syndicat de garantie de l'union parisienne des entrepreneurs et industriels étend ses opérations à toute la france et à toutes les branches d'industrie. L'adhésion au Syndicat peut n'être donnée que pour une année. Au 31 Décembre 1904, les salaires assurés atteignaient le chiffre de 145.000.000 et les cotisation perçues celui de 3.744.335,65.

## IV.

L'exposé qui précède permet de constater le développement considérable qu'ont pris les opérations des Sociétés

mutuelles d'Assurance et des Syndicats de garantie pendant les trois années qui se sont écoulées depuis le Congrès de Düsseldorf. Elles embrassaient en 1901 600.000.000 de salaires. Elles s'étendent aujourd'hui à plus de 980 millions.

Aussi ne faut-il pas s'étonner que les Caisses communes qui se constituent aujourd'hui en Belgique sous l'empire d'une législation nouvelle qui leur témoigne une faveur particulière, soient venues demander à leurs devancières de France des informations utiles et les fruits d'une expérience déjà longue.

Le 22 Octobre 1901, l'Académie des Sciences morales et politiques décernait à une des Sociétés Mutuelles mentionnées dans ce rapport, la Caisse Syndicale des forges de France, un des prix fondés par M. Audéoud et attribués tous les cinq ans à des institutions, établissements publics ou privés relatifs „a l'amélioration du sort des classes ouvrières ou au soulagement des pauvres". La mutualité tout entière est en droit de voir dans cette haute récompense un précieux encouragement accordé aux efforts de l'initiative privée et de l'association libre pour la réalisation d'une des grandes assurances sociales.

CONGRÈS INTERNATIONAL DES ACCIDENTS DU TRAVAIL ET DES ASSURANCES SOCIALES.
*7e session. — Vienne. — 17 au 23 septembre 1905.*

# L'ASSURANCE PRIVÉE CONTRE LES ACCIDENTS EN FRANCE

PAR

ALFRED MAYEN,

DIRECTEUR DE LA Cie D'ASSURANCES „LA PRÉVOYANCE",
PRÉSIDENT DU SYNDICAT DES Cies D'ASSURANCES À PRIMES FIXES CONTRE LES ACCIDENTS ET DE LA RÉUNION DES ASSUREURS CONTRE LES ACCIDENTS DU TRAVAIL.

Déjà, au Congrès de Paris, en 1900, et au Congrès de Dusseldorf, en 1902, l'économie de la nouvelle législation française sur les accidents du travail et les premiers résultats de son application ont été exposés, dans de lumineux rapports, par M. M. Paulet, Directeur de l'Assurance et de la Prévoyance Sociales, au Ministère du Commerce, M. Albert Gigot, Directeur des Caisses Syndicales d'Assurances Mutuelles des Forges, des Industries Textiles et des Industries Sucrières de France, et M. Vermot, Secrétaire Général du Syndicat des Compagnies d'Assurances à primes fixes contre les accidents.

Plus spécialement, M. Paulet a justifié pleinement et d'une façon remarquable la préférence que notre législateur a donnée à l'Assurance libre sur l'Assurance obligatoire et, pour compléter la formule, à l'Assurance libre par des Compagnies privées sur l'Assurance obligatoire par l'État. Encore, si l'on observe que ce système impose aux patrons la nécessité d'indemniser, dans tous les cas, les victimes du travail, en leur laissant la faculté de se garantir comme ils l'entendent des charges qui résultent de cette réparation, on constatera même à ce point de vue, le caractère transactionnel de la loi nouvelle

qui associe la liberté à l'obligation, ou, comme on l'a si heureusement dit, le libre choix du moyen à l'obligation du but.

C'est, du reste, indépendamment d'autres considérations, moins profondes, mais non moins décisives, le seul modus vivendi conforme aux traditions nationales, en général et aux aspirations d'une démocratie, en particulier. Au surplus, l'État s'est réservé, dans la loi du 9 avril 1898, la juste part qui lui revenait: le contrôle des Compagnies et la constitution du fonds de garantie, destinés à rendre inéluctable le paiement des indemnités qu'il prescrivait en faveur des victimes. Telle est bien, dans un pays comme le nôtre, la mesure exacte de son intervention, que de récentes additions ont législativement renforcée, pour éviter le retour de certaines défaillances.

De son côté, l'étude à laquelle s'est livré M. Vermot a spécialement rappelé, dans un langage élevé et en termes rappants, le rôle si efficace, si important des Compagnies d'Assurances à primes fixes, tant à l'égard de la préparation de la loi du 9 avril 1898, qu'au sujet de sa mise en pratique ou de son développement.

On a dû reconnaître alors que, si la théorie du risque professionnel, qui renversait, à peu près de fond en comble, le système de la responsabilité patronale subordonnée à la faute de l'employeur avait fini, au bout de vingt années de discussions et de résistances, par s'imposer aux Chambres et à l'Opinion, c'est aux lointains efforts des Compagnies d'Assurances qu'en revenait, en grande partie, l'honneur. Ce sont elles qui, dans les contrats où se trouvait couverte, subsidiairement, la responsabilité civile des chefs d'entreprises en cas d'accidents du travail arrivés par leur faute, avaient depuis longtemps pris l'initiative de garantir principalement et avant tout, sous le nom d'indemnités contractuelles, une réparation pécuniaire au profit des victimes elles-mêmes ou de leurs ayants-droit, en cas d'accidents survenus sans la faute du patron.

Il n'est donc pas niable, dune part, que cette combinaison constituait véritablement une assurance des ouvriers, créanciers d'une indemnité, à la seule condition d'avoir été sinistrés au cours ou à l'occasion du travail professionnel et que c'est bien dans l'indemnité contractuelle des polices d'Assurances qu'a été puisée l'idée de l'indemnité forfaitaire de la loi.

Il n'est pas douteux davantage qu'en invitant et en décidant la clientèle des chefs d'entreprises à s'imposer un sacrifice d'argent pour assurer bénévolement des sommes déterminées au personnel blessé par cas fortuit, les Compagnies d'Assurances ont puissamment contribué à familiariser les patrons avec les nouvelles règles qu'on tentait d'établir et c'est grâce à elles, ensuite, qu'au moment de sa promulgation, la loi de 1898 a trouvé les assujettis ralliés d'avance à sa doctrine, plus aptes à comprendre la légitimité des charges qu'elle leur infligeait et tout habitués à accepter ou rechercher dans l'assurance un abri contre ce surcroît d'obligations. Nous venons, ici, de redire ce qui avait été dit avant nous; on nous le pardonnera, parce qu'il n'était pas inutile de le répéter. Est-ce que trop souvent, en effet, nous n'apercevons pas que ce rôle précurseur des Compagnies d'Assurances est, de la meilleure foi du monde, mis en oubli? Ne semble-t-il pas qu'avant la loi de 1898, les victimes d'accidents fussent toujours dans la nécessité de prouver une faute du patron pour obtenir une réparation pécuniaire? On convient volontiers que la situation précaire des blessés se trouvait tempérée par une jurisprudence bienveillante, de plus en plus encline à étendre le champ de la faute; mais on n'ajoute guère qu'elle était encore — et même surtout — adoucie par l'initiative des assureurs qui avaient pris soin de procurer aux ouvriers la certitude de recevoir dans tous les cas, des indemnités appréciables.

Ceux-ci, du reste, sont devenus ensuite les précieux auxiliaires de la Loi, dès qu'elle fût votée: les dispositions légales, on le comprend, ne pouvaient contenir l'énumération

de toutes les professions qui s'y trouvaient soumises et encore moins préciser, dans une même profession, les parties de travaux grevées du nouveau risque et celles qui y demeuraient soustraites; dès lors, de nombreux cas, d'ordre complexe ou de nature incertaine, restaient sur les confins des deux domaines, et la jurisprudence, à qui incombait la tâche délicate d'éclairer ces obscurités, y fût d'abord impuissante, si tant est qu'elle y ait, à l'heure actuelle, complètement réussi. Une foule de chefs d'entreprises, du fait de ces tâtonnements inévitables, étaient dans la fâcheuse alternative de s'assurer sans être assujettis ou d'être assujettis sans se trouver assurés. Le remède à un état de choses aussi menacant fut immédiatement apporté par les Compagnies à primes fixes, qui imaginèrent les polices mixtes aux termes desquelles l'employeur bénéficie de l'une ou l'autre garantie, selon qu'on le déclare soumis à la Loi nouvelle ou régi par le Code civil.

En outre, pour se conformer spontanément, dans ces polices à deux fins, à l'esprit de la législation présente, les assureurs y ont considérablement augmenté, par rapport à leurs anciens contrats, le chiffre de couverture de la responsabilité civile et celui des indemnités contractuelles allouées aux victimes ou à leurs familles.

Ce n'était point assez: ils n'ont pas interrompu, après cet utile concours à la Loi initiale, leur collaboration à son acclimatation graduelle dans les milieux intéressés, en se faisant, auprès du monde du travail, ses commentateurs assidus, ses vulgarisateurs infatigables; ils ont été, de même auprès des Pouvoirs publics, un fournisseur zélé de documents précis, un guide modeste, mais expérimenté, à travers les voies mal connues où, peu de temps après sa naissance, la loi nouvelle essayait de grandir ou de s'améliorer.

C'est ainsi qu'ils ont suivi, avec attention et non sans fruit pour l'oeuvre entreprise, les débats qui ont précéde le vote d'un premier amendement (Loi du 22 Mars 1902) et,

depuis le congrès de Dusseldorf en 1902, l'adoption de remaniements ultérieurs (Loi du 31 Mars 1905).

Nous n'hésitons pas à déclarer que tout un groupe de ces dernières modifications a reçu l'approbation générale. Tels sont: la substitution du salaire moyen à celui du jour de l'accident, comme taux de l'indemnité quotidienne; l'octroi de cette indemnité, même pour les dimanches et jours fériés, concession d'ailleurs, que, depuis quelque temps, les décisions judiciaires avaient par avance accordée; le droit, pour l'ouvrier, de choisir son médecin et, pour le patron, de faire surveiller l'état du blessé; l'assimilation des étrangers à nos nationaux, au point de vue du maintien des rentes, en cas de réciprocité dans leur pays; la division rationelle des attributions du Président et du Juge de Paix; la fixation, pour les enquêtes, du lieu le plus approprié à la prompte manifestation de la vérité et au facile déplacement des témoins; l'indication, pour la révision des indemnités, d'une procédure déterminée, sur laquelle la Loi de 1898 était muette, aussi bien que les dispositions postérieures.

En revanche, il nous sera permis d'observer que plusieurs des derniers changements peuvent sembler moins bien inspirés. Par exemple: l'allocation de l'indemnité temporaire dès le jour de l'accident, quand l'incapacité aura duré plus de 10 jours. Si l'obligation d'une pareille durée est évidemment de nature à inciter un ouvrier plus paresseux que soigneux de son intérêt à la prolongation artificielle de son mal, elle aura surtout une influence absolue en ce sens sur l'ouvrier affilié, d'autre part, à une société de Secours Mutuels ou à une Caisse contre le chômage ou la maladie, le cumul des deux subsides lui permettant de recevoir sans rien faire plus qu'il ne gagnerait en travaillant.

Nous ne saurions non plus envisager avec trop d'appréhensions le remplacement du tarif de l'Assistance Médicale gratuite par une tarification spéciale dont la Loi annonce l'élaboration. Si le principe forfaitaire qui est la base même de

la législation de 1898 a été, ici, assez méconnu ou laissé dans l'ombre pour que cette substitution fût admise, il est indispensable, tout au moins de stricte équité, qu'on ne le perde pas de vue dans l'usage qu'on fera du nouveau texte, c'est-à-dire dans la rédaction du tarif projeté, dont la seule perspective est d'autant plus inquiétante pour les patrons appelés à supporter ces frais, qu'elle a, dès le début, provoqué parmi les médecins des aspirations excessives. Il est, d'ailleurs, d'autres millieux où la Loi sur les accidents a besoin, pour fonctionner, de requérir des concours et où elle demande à chacun une part de sacrifice, au nom de l'intérêt social qu'elle a entendu servir.

Nous voulons parler de l'État, par qui l'on fait donner l'exemple, avec l'abandon de ses droits de timbre et d'enregistrement pour toutes les pièces directement ou indirectement nécessaires à l'application de cette loi; des avocats plaidant pour les victimes et des avoués commis aux audiences de conciliation, les uns comme les autres sans rémunération aucune. Que la gratuité ne soit pas également imposée aux médecins, dont la participation à cette oeuvre de solidarité est infiniment plus fréquente, c'est de toute justice; mais il n'est pas moins juste qu'on tienne compte, à leur égard aussi, de ce même intérêt supérieur, en ne leur concédant que des honoraires modérés. Autrement, dans une matière où tout le monde fait des concessions de temps ou d'argent, ils seraient les seuls à puiser un surcroît de profits, par la transformation en clientèle payante, d'une clientèle bien souvent impuissante à rétribuer leurs soins.

Il nous reste à noter une disposition qu'on est obligé de regretter: l'intégralité des frais d'hospitalisation imposée aux chefs d'entreprise. Cet accroissement de charges, loin de pouvoir se justifier d'aucune sorte, est à ce point contraire à l'équité, que la jurisprudence elle-même, si souvent favorable, en matière d'accidents, aux droits des ouvriers, avait ordinai-

rement consenti au partage de ces frais, dont la plus lourde part, du reste et avec raison, incombait encore aux chefs d'entreprises. La mesure que vient d'inaugurer le nouveau texte aura ce fâcheux résultat, de ne pas consacrer seulement un double emploi partiel, en faisant payer deux fois par le patron la nourriture et l'entretien de l'ouvrier, mais encore, ce qui est d'une moralité contestable, de créer une inégalité en faveur des moins méritants, c'est-à-dire de donner une prime à l'insouciance et à l'égoïsme. Le blessé qui aura trouvé bon (ou dont la famille aura trouvé commode) que le traitement soit suivi à l'hôpital se trouvera, à la sortie, possesseur d'un petit pécule, d'une partie au moins de l'indemnité quotidienne, son existence ne lui ayant rien coûté, tandis que la victime qui aura tenu ou dont la famille se sera astreinte, à ce que les soins aient lieu à domicile, n'aura pas conservé à l'expiration du traitement, un centime disponible de l'allocation temporaire.

Malgré ces quelques imperfections, sans doute inséparables de toute conception humaine et qu'on peut garder l'espérance de voir atténuer; malgré, peut-être, quelques lacunes, comme l'inapplication expresse du risque professionnel aux ouvriers accidentellement occupés, en nombre très restreint par les petits artisans, et dont l'exclusion mériterait de retenir plus longuement notre attention si le cadre de cette étude le comportait, les principes de la Loi du 9 avril 1898, après une expérience qui ne date que de six années, ont fait victorieusement la preuve de leur sagesse et de leurs fécondes qualités. On pourra s'en convaincre et reconnaître qu'une progression appréciable ne cesse de s'affirmer dans le nombre des assujettis qui s'assurent, en comparant les chiffres respectifs des deux dernières étapes (le congrès de Dusseldorf et le congrès actuel): il y a trois ans, sur 4 milliards de salaires que représente l'ensemble des assujettis, 65 % correspondaient aux risques assurés par les Compagnies privées (Sociétés à primes fixes, Sociétés Mutuelles, Syndicats de garantie) la très

faible part de la Caisse d'État étant négligeable, le reliquat correspondait à concurrence de 25 % aux exploitations de Chemins de fer et de Mines, qui en raison de leur grande importance restent leurs propres assureurs et pour le surplus, 10 %, à des chefs d'entreprises que leur bien moindre envergure n'excusait pas de s'abstenir et qui pourtant demeuraient découverts.

Or, aujourd'hui, les Compagnies privées assurent environ 3 milliards 50 millions dont 2 milliards 800 millions de salaires assujettis à la Loi de 1898, soit 70 % des risques assujettis au lieu de 65 % qu'elles garantissaient en 1902, c'est-à-dire une nouvelle emprise de 5 % sur le terrain non assuré. Le surplus de la somme garantie par les Compagnies, soit 250 millions représente les résultats de l'assurance déjà obtenus par les Compagnies privées sur les professions non encore assujetties.

Quant aux résultats financiers de leurs opérations, il est à présumer qu'ils seront à brève échéance, plus satisfaisants, car l'abaissement exagéré des primes, qui ne les avait point favorisés, s'est arrêté par la force même des choses. On n'a certes pas, cependant, à redouter une réaction qui majorerait à l'excès les charges des assujettis, le secret du parfait équilibre devant infailliblement se trouver dans le jeu normal de la libre concurrence des Compagnies à primes fixes, des Sociétés mutuelles, et des Syndicats de garantie.

Durant la crise de début, en somme, l'industrie aura eu l'avantage de payer l'assurance au-dessous du prix de revient et il est évident qu'a la place des Compagnies privées, l'État, peu habitué, quand il vend ou fabrique, à le faire à meilleur compte que les particuliers, n'aurait pas procuré, dans l'espèce, des conditions aussi favorables à la clientèle.

Rien ne semble, par suite, devoir altérer notre confiance en l'avenir, si proche qu'il soit envisagé, d'autant que cette législation, dont nous venons d'esquisser le bilan, est encore à la veille d'élargir le cadre de son action. On sait, en effet,

que la Chambre des Députés a adopté, en 1904, l'extension de la Loi de 1898 à toutes les exploitations purement commerciales et qu'à la même époque, on émit le voeu de voir la dite loi profiter à toutes les catégories de salariés.

Ici encore, les Compagnies devancent et, par conséquent, préparent et facilitent les réformes souhaitées et l'oeuvre du législateur, en offrant, dans les milieux où le risque professionnel n'est qu'appelé à pénétrer, des combinaisons d'assurances qui accoutument tous les maîtres de quelque classe ou catégorie qu'ils soient, à la pensée qu'ils doivent, même sans avoir commis aucune faute, une réparation à leurs serviteurs, victimes d'accidents au cours du travail. De la sorte, les Compagnies ont, d'ores et déjà, sur ce terrain d'assujettissement éventuel, si bien pris contact avec leur clientèle acquise et, plus généralement, avec la masse assurable, que, le jour, prochain sans doute, en tous cas certain où le Sénat aura ratifié la délibération de la Chambre, et quand, plus tard, les dernières barrières qui limitent le champ d'application des nouveaux principes auront été levées on n'éprouvera aucune difficulté à faire accueillir par les commerçants, bien plus nombreux, pourtant, que les Industriels, et même par toutes les personnes qui emploient les services d'autrui, leur assujettissement aux obligations de la loi de 1898.

Les Compagnies privées ont encore, dans d'autres sphères propagé et appliqué les idées de prévoyance, en garantissant la responsabilité civile sous toutes ses formes, notamment par l'assurance des accidents que les diverses exploitations peuvent causer non plus aux ouvriers, mais aux tiers, celle des accidents des Chevaux et Voitures, Automobiles, etc.... elles ont rendu un service analogue, par les assurances Individuelles, mises à la disposition des chefs d'entreprises industrielles et commerciales ou des titulaires de professions libérales, qui, par définition, ne peuvent trouver dans la Loi de 1898 aucune réparation personnelle des accidents dont ils seraient atteints et pour qui

ces polices viennent heureusement combler ce vide, en garantissant à eux-mêmes, en cas d'infirmités ou d'incapacité temporaire, à leurs veuves et à leurs enfants, en cas de décès, des indemnités susceptibles d'être proportionnées à leurs ressources ou à leurs besoins.

Ces diverses branches d'assurances exploitées depuis de longues années, incessamment rénovées et mises en harmonie avec les besoins sans cesse étudiés, ont la même importance que l'assurance contre les accidents du travail; en effet, les Compagnies à primes fixes encaissent environ annuellement 40 millions de primes pour chacune des deux catégories.

Ce n'est pas tout; elles ne considèrent point leur tâche comme terminée: plusieurs d'entre elles ont organisé, dans des Centres importants, des dispensaires, des établissements mécanothérapiques, où les ouvriers blessés trouvent des soins appropriés pour les accidents bénins et un traitement régulier pour les cas graves.

Chez la plupart des assureurs, la question de la garantie contre les maladies est l'objet de sérieuses études.

Ils ont également songé à recueillir méthodiquement des indications pratiques sur les divers genres d'occupations auxquels pourraient se livrer les invalides du travail, eu égard aux différentes infirmités dont ils demeurent atteints et sur les ressources qu'ils pourraient tirer de ces besognes limitées. Un système d'informations bien établi permettrait en suite de porter ces renseignements à la connaissance des intéressés, qui auraient ainsi le moyen d'utiliser sans surmenage, au profit d'eux-mêmes et de la société, les facultés de production qui leur restent. Il est aisé de voir qu'indépendamment des avantages matériels résultant de cette situation, il en découlerait un grand bénéfice moral, dont seraient favorisés, tous les premiers, ceux qu'on arracherait au danger d'une oisiveté presque absolue.

Ces améliorations et innovations seraient plus étendues ou plus rapprochées du fait accompli, si, jusqu'à l'heure présente, l'activité des Compagnies n'avait pas été absorbée par les réformes successives de la Loi de 1898 et, en conséquence, par l'incessant examen des mesures annoncées, les vœux et les mémoires qu'elles ont dû présenter au cours des débats y afférents.

En tous cas, ce qu'elles ont fait et ce qu'elles élaborent montre combien le Parlement fut avisé en renonçant à tous les mirages de l'Assurance obligatoire par l'État: Il est trop clair que jamais un organisme officiel d'Assurances si habilement dirigé qu'on le conçoive, n'aurait des rouages d'une nature assez malléable, d'une souplesse assez variée pour se prêter aux mille combinaisons particulières, aux multiples adaptations de catégories et d'espèces que l'Assurance privée, dégagée d'un automatisme rigide, a le goût, le pouvoir, et, par dessus tout, l'intérêt de découvrir, d'appliquer et de répandre.

Bien des fructueux efforts peuvent donc être attendus de cette libre initiative, prudemment régularisée par le contrôle de l'Administration. Elle continuera à seconder de son mieux la pensée généreuse qui fut le berceau de la législation nouvelle, à aider avec vigilance au réel et considérable progrès qu'a marqué cette réforme dans l'allégement de maux immérités, ainsi que dans les relations du Capital et du Travail.

CONGRÈS INTERNATIONAL DES ACCIDENTS DU TRAVAIL ET DES ASSURANCES SOCIALES.
*7e session. — Vienne. — 17 au 23 septembre 1905.*

# LE MUSÉE DE PRÉVENTION DES ACCIDENTS DU TRAVAIL ET D'HYGIENE INDUSTRIELLE DE PARIS

PAR

**HENRI MAMY**

DIRECTEUR DE L'ASSOCIATION DES INDUSTRIELS DE FRANCE
CONTRE LES ACCIDENTS DU TRAVAIL.

Personne ne conteste aujourd'hui l'importance qui s'attache à l'étude et à l'application des mesures ayant pour but de diminuer le nombre des accidents du travail et d'améliorer les conditions hygiéniques des ateliers.

La lumière faite depuis quelques années sur les dangers auxquels l'industrie, prise dans son ensemble, expose les ouvriers, soit au point de vue de l'hygiène, soit au point de vue de la sécurité, a fait ressortir toute l'importance du problème, et les statistiques annuelles des accidents du travail dans les différents pays ont une éloquence douloureusement convaincante.

Il suffit de jeter un coup d'oeil sur les tableaux que nous reproduisons ci-dessous pour être épouvanté de la somme de souffrances et de pertes qu'ils révèlent.

Le problème de la prévention des accidents du travail et de l'amélioration des conditions hygiéniques de ce travail s'impose donc à l'attention de tous ceux que préoccupent les questions sociales et économiques.

En France, ni les pouvoirs publics ni l'initiative privée, ne s'en sont désintéressés.

Tableau I.

## Allemagne.

Nombre des accidents ayant donné lieu à indemnité de 1886 à 1901.
Corporations industrielles seulement.

| Années | Nombre total d'accidents indemnisés | Conséquences de ces accidents | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | Mort | Incapacité permanente | | Incapacité temporaire de plus de 13 semaines |
| | | | totale | partielle | |
| 1886 | 9.723 | 2.422 | 1.548 | 3.780 | 1.973 |
| 1887 | 15.970 | 2.956 | 2.827 | 8.126 | 2.061 |
| 1888 | 18.809 | 2.943 | 1.886 | 10.270 | 3.710 |
| 1889 | 23.340 | 3.382 | 2.331 | 12.788 | 3.839 |
| 1890 | 26.403 | 3.597 | 1.869 | 16.109 | 4.828 |
| 1891 | 28.289 | 3.634 | 1.570 | 17.481 | 5.604 |
| 1892 | 28.619 | 3.282 | 1.507 | 18.049 | 5.781 |
| 1893 | 31.171 | 3.589 | 1.377 | 19.740 | 6.465 |
| 1894 | 32.797 | 3.438 | 855 | 20.025 | 8.479 |
| 1895 | 33.728 | 3.644 | 780 | 19.312 | 9.902 |
| 1896 | 38.538 | 4.040 | 595 | 20.251 | 13.652 |
| 1897 | 41.746 | 4.252 | 625 | 21.247 | 15.622 |
| 1898 | 44.881 | 4.613 | 538 | 22.348 | 17.382 |
| 1899 | 49.175 | 4 772 | 581 | 23.837 | 19.985 |
| 1900 | 51.697 | 5.108 | 592 | 24.790 | 21.207 |
| 1901 | 55.525 | 4.974 | 595 | 26.158 | 23.793 |
| 1902 | 57.244 | 4.572 | 605 | 26.680 | 25.387 |

Tableau II.

## France.

Les ordonnances et jugements rendus par les tribunaux de 1ère instance se classent comme suit.

| | 1901 | 1902 | 1903 | 1904 |
|---|---|---|---|---|
| Cas de mort . . . | 1.729 | 1.613 | 1.524 | 1.560 |
| Cas d'incapacité permanente totale . . . . | 227 | 198 | 179 | 197 |
| Cas d'incapacité permanente partielle . . | 8.671 | 10.430 | 12.150 | 13.544 |

Déjà, la loi du 2 novembre 1892, concernant le travail des enfants, des filles mineures et des femmes, contenait certains articles relatifs aux mesures de Sécurité et d'hygiène. Mais ces prescriptions, qui n'envisageaient, d'ailleurs, que certains points du problème, ne trouvaient leur application que dans les ateliers où travaillaient des personnes appartenant aux catégories protégées.

Une loi d'un caractère plus général, la loi du 12 juin 1893, applicable à tous les établissements industriels, quelles que soient les catégories de travailleurs employés, régit aujourd'hui les questions de sécurité du travail et d'hygiène professionnelle.

La loi du 11 juillet 1903 a étendu son domaine en la rendant applicable aux établissements commerciaux, comme elle l'était déjà aux établissements industriels. Le Décret du 29 novembre 1904, remplaçant le Décret du 10 mars 1894, est entré dans le détail des mesures protectrices imposées par la loi. Des décrets spéciaux ont déjà réglementé certaines industries ou certains travaux dangereux: le décret du 29 juin 1895 s'applique aux fabriques de Vert de Schweinfurt; le Décret du 28 juillet 1892 réglemente l'emploi du blanc de céruse dans la peinture en bâtiment; le Décret du 21 novembre 1902 interdit l'opération dite »pompage« dans l'industrie de la poterie d'étain; le Décret du 28 juillet 1904 réglemente les locaux affectés au couchage du personnel; le Décret du 4 avril 1905 édicte les précautions imposées pour la manipulation du linge sale dans les ateliers de blanchissage du linge. Il convient de ne pas omettre la loi du 29 décembre 1900, qui fixe les conditions du travail des femmes employées dans les magasins, boutiques et autres locaux en dépendant, et qui prescrit de mettre des sièges à la disposition de ces femmes.

Une inspection officielle est chargée de veiller à l'application de ces lois et reglements.

L'initiative privée, de son côté, n'est pas restée inactive. Son action a même devancé celle des pouvoirs publics. Elle a créé des Associations destinées à combattre les accidents du travail. Les premières en date ont été les Associations de propriétaires d'appareils à vapeur; il en existe 10 en France, fondées de 1873 à 1883. Puis se sont crées les Associations pour combattre les accidents de fabrique: l'Association normande, en 1880; l'Association Parisienne, devenue aujourd'hui l'Association des Industriels de France, en 1883; l'Association des Industriels du Nord de la France, en 1894.

Si utile, si importante que soit cette action parallèle des pouvoirs publics et de l'initiative privée, elle laissait cependant subsister, en France, une lacune, déjà comblée en d'autres pays. Elle ne parlait pas aux yeux; elle ne réunissait pas, dans un local déterminé, les appareils protecteurs, les dispositifs de sécurité et d'hygiène les plus perfectionnés, pour permettre aux ouvriers, contremaîtres, ingénieurs, patrons, de venir les examiner et les étudier à loisir, se rendre compte de leur fonctionnement et de leur efficacité; y puiser, au besoin, les éléments nécessaires pour des améliorations ou des créations nouvelles.

C'est l'oeuvre d'un Musée de prévention des accidents du travail et d'hygiène industrielle.

Zurich, Amsterdam, Vienne, Munich, Charlottenbourg, possédent déjà de semblables Musées, dont l'utilité est trés appréciée et qui rendent de grands services.

Paris n'en possédait pas encore.

L'Association des Industriels de France contre les accidents du travail résolut d'en créer un.

Déjà, en 1893, elle avait réuni dans ses locaux, 3 rue de Lutèce, quelques modèles destinés à former le premier noyau d'un Musée, que M. Marty, alors Ministre du Commerce et de l'Industrie, avait honoré de sa visite le 18 décembre 1893.

Mais l'emplacement nécessaire faisant défaut pour développer convenablement ce Musée, l'Association avait fait don au Conservatoire national des Arts et Métiers, des modèles qu'elle avait réunis. Le transfert fut effectué en 1895.

Le projet de création d'un Musée n'avait pas été abandonné par l'Association. Elle le reprit en Mai 1902, avec la pensée de le faire abontir par l'action de l'initiative privée. Dans une première réunion tenue le 22 mai 1902 dans l'hôtel des Chambres syndicales de l'industrie et du bâtiment, 3 rue de Lutèce, sous la présidence de M. G. Dumont, Président de l'Association des Industriels de France, une Commission d'étude fut nommée. Cette Commission était composée de M. M. G. Dumont, Président, Paul Buquet, Carmichael, Cheysson, Honoré, H. Mamy, S. Périssé.

Au cours de ses travaux, cette Commission émit l'avis que si le Conservatoire des Arts et Métiers voulait associer son action à celle de l'initiative privée, en donnant, à titre grâcieux, dans ses galeries, l'hospitalité au futur Musée, les chances de réussite seraient beaucoup augmentées.

En novembre 1902, M. M. Dumont et Mamy firent une démarche en ce sens auprès de M. Millerand, Président du Conseil d'Administration du Conservatoire.

Le 13 janvier 1903, sur la proposition de M. Millerand, le Conseil d'administration du Conservatoire accueillit en principe la proposition de l'Association et nomma une Commission mixte d'étude, composée de représentants du Conservatoire et de représentants de l'Association, et chargée de rechercher s'il était possible de donner suite au projet.

Le 21 mars 1903, un arrêté de M. Trouillot, Ministre du Commerce et de l'Industrie, chargeait M. M. G. Dumont et H. Mamy d'une Mission d'étude aux musées de prévention des accidents du travail de Munich et de Charlottenbourg. De son côté, le Conseil d'Administration du Conservatoire envoyait une délégation visiter ces Musées.

A la suite de ces visites, la Commission mixte d'études se montrait favorable à l'installation du Musée, sur les bases suivantes: le Conservatoire donnera les locaux nécessaires; l'Association des Industriels de France recueillera les fonds destinés à la création et à l'entretien du Musée; une Commission technique de gérance, dans laquelle entreront des représentants du Conservatoire et des représentants de l'Association sera chargée de la gérance du Musée, sous l'autorité du Conseil d'administration du Conservatoire.

*

Le 21 janvier 1901, M. E. Bussat, Conseiller municipal, avait déposé un projet de voeu invitant la ville de Paris à étudier l'installation d'un Musée d'Hygiène, comprenant aussi les questions relatives à la sécurité du travail.

L'Association des Industriels de France se mit d'accord avec M. Bussat pour qu'il consentit à détacher de son projet tout ce qui concernait la sécurité du travail et l'Hygiène industrielle et qu'il appuyât la proposition de création du Musée au Conservatoire.

Le 20 novembre 1903, M. Bussat déposait, en effet, un second rapport modifiant en ce sens son premier projet et, sur sa proposition, appuyée par M. Caplain, le Conseil municipal de Paris votait à l'Association des Industriels de France, le 24 décembre 1903, une allocation de 10.000 Francs pour la création du Musée.

*

L'Association des Industriels de France avait fait appel à l'initiative privée et recueilli des fonds. Le 22 juin 1904, le Conseil d'administration du Conservatoire national des Arts et Métiers décidait de transmettre à Monsieur le Ministre du Commerce, avec avis trés favorable, la proposition de création du Musée, sur les bases arrêtées.

Le 24 septembre 1904, un Décret de M. le Ministre du Commerce, paru à l'Officiel du 9 octobre, instituait le Musée au Conservatoire.

La Commission technique de gérance du Musée était-composée de la manière suivante: M. M. Liébaut, Président, Bouquet, Fontaine, Sauvage, Buquet, Jolibois, Bussat, Marsaux, Cheysson, Dumont, H. Mamy, S. Périssé, Compère, E. Sartiaux, Gruner, Soulé, Chandèze.

L'Association des Industriels de France obtenait du Conseil municipal de Paris une subvention annuelle de 2000 Francs et une autre subvention de 2000 Francs du Conseil Général de la Seine, pour l'entretien du Musée.

Elle avait pu réunir ainsi une somme de 42.000 Francs environ pour la création du Musée et de 13.000 Francs de cotisations ou subventions annuelles pour son entretien.

Ces ressources étaient suffisantes pour permettre l'exécution du projet.

*

Le Musée, dont l'installation se poursuit en ce moment, est installé en Conservatoire national des Arts et Métiers, dans la Galerie Vaucanson, qui mesure 80 métres de long sur 9 métres de large. Elle est constituée par un salon central et deux ailes latérales.

Les appareils et dispositifs protecteurs seront présentés au public soit en modèles, soit en dessins, soit montés sur les machines en mouvement. Ces appareils et ces dispositifs seront fournis, à titre de prêt et non de don, par les inventeurs et les constructeurs. L'administration du Musée entend, en effet, maintenir constamment celui-ci au courant des progrès réalisés dans la voie de la prévention des accidents et de l'hygiène. Le Musée sera gratuitement ouvert au public, dans les mêmes conditions que les autres galeries du Conservatoire. L'inauguration du Musée est prévue pour le mois d'octobre 1905.

INTERNAT. ARBEITERVERSICHERUNGS-KONGRESS
*7. Tagung. — Wien. — 17. bis 23. September 1905.*

# DIE BESTIMMUNG
DES
# GRADES DER UNFALLSINVALIDITÄT.

VON
**REGIERUNGSRAT FERDINAND SCHNITZLER,**
DIREKTORSTELLVERTRETER DER ARBEITER-UNFALLVERSICHERUNGS-ANSTALT FÜR MÄHREN UND SCHLESIEN IN BRÜNN.

## I. Gesetzliche Bestimmungen.

In den letzten Jahrzehnten haben fast alle europäischen und auch einige außereuropäische Staaten den Ersatz des Schadens, welcher durch Unfälle von Arbeitern oder Betriebsbeamten in gewissen Arten von Betrieben entsteht, abweichend vom gemeinen Rechte durch besondere Gesetze geregelt. Diese Gesetze unterscheiden nach der Art des Schadens regelmäßig zwischen dem Tode und der Schädigung der Arbeits- oder Erwerbsfähigkeit und bei dieser wieder nach der Dauer zwischen vorübergehender und dauernder und nach dem Grade zwischen gänzlicher und teilweiser Arbeits- oder Erwerbsunfähigkeit. Die Höhe der Entschädigung wird in den Gesetzen allgemein für den Tod und gänzliche Erwerbsunfähigkeit zahlenmäßig festgesetzt; hinsichtlich der Frage, wann gänzliche Erwerbsunfähigkeit anzunehmen ist, und hinsichtlich der Höhe der Entschädigung bei teilweiser Erwerbsunfähigkeit weisen die Gesetze wesentliche Unterschiede auf.

Außer dem schwedischen Gesetze vom 5. Juli 1901 enthält keines eine Norm für die Annahme gänzlicher Erwerbsunfähigkeit. Wohl aber enthalten das finländische Gesetz vom 5. Dezember 1895 im § 31, das italienische Gesetz vom 17. März 1898 im § 10 und das spanische Gesetz vom 30. Januar 1900 im § 20 Bestimmungen, auf Grund deren Verordnungen

des Staatsoberhauptes erlassen wurden, welche die Bedingungen für die Annahme völliger Erwerbsunfähigkeit festsetzen.

Wir führen hier die Bestimmung im § 5 des schwedischen Gesetzes an, welche lautet· „Im Übrigen soll als Richtschnur dienen, 1. daß im allgemeinen der Verlust der Arbeitsfähigkeit als vorhanden angesehen werden soll: bei vollstandıger Geistesschwäche oder Wahnsinn, bei allgemeiner Lähmung, bei Blindheit auf beiden Augen, bei Verlust oder vollständiger Lähmung beider Hände oder beider Füße oder einer Hand und eines Fußes.“ Die Bestimmungen in der italienischen und der finländischen Verordnung lauten ähnlich. Die spanische Verordnung (königl. Dekret vom 8. Juli 1903) erweitert das Gebiet der gänzlichen Erwerbsunfähigkeit dadurch, daß auch das Zusammentreffen minder schwerer Beschädigungen die Annahme gänzlicher Erwerbsunfähigkeit begründen kann; zu diesem Zwecke sind die einzelnen Schäden, ähnlich wie in der später zu besprechenden italienischen Skala, in Prozenten bewertet und die Prozentsumme, welche erreicht werden muß, ist nach Alter und Geschlecht verschieden festgesetzt.

Hinsichtlich der Bestimmungen über die teilweise Erwerbsunfähigkeit lassen sich die Gesetze in folgende vier Gruppen einreihen:

1. Die Entschädigung für teilweise Erwerbsunfähigkeit wird mit einem festen Betrage bestimmt. Dies ist der Fall im spanischen Gesetze, wo es in § 4 unter Z. 3 heißt: „Ist infolge des Unfalls teilweise, obschon dauernde Unfähigkeit zu der Beschäftigung oder Art von Arbeit eingetreten, welcher sich der Verletzte gewidmet hatte, so hat der Arbeitgeber nach seiner Wahl entweder dem Arbeiter bei gleichem Lohne eine solche andere Arbeit zu überweisen, die mit seinem Zustande verträglich ist, oder eine Entschädigung in der Höhe des Jahreslohnes zu zahlen.“

Die noch möglichen Zweifel über den Sinn dieser Bestimmung werden durch den § 24 des Ausführungsreglements

vom 28. Juli 1900 behoben, wo erklärt wird: „Als teilweise Arbeitsunfähigkeit ist jene anzusehen, welche die Arbeit verhindert, der sich der Verletzte gewidmet hatte, nicht aber eine andere.“ Darnach ist hier teilweise Arbeits- mit Berufsunfähigkeit gleichbedeutend.

2. Es bestehen förmliche Skalen mit ergänzenden Bestimmungen, wodurch für bestimmte anatomische oder physiologische Folgen von Verletzungen die Entschädigung in Prozenten des Ausmaßes für gänzliche Erwerbsunfähigkeit festgesetzt wird. Dies geschieht in dem schon zitierten § 5 des schwedischen Gesetzes, im § 2 des kaiserlichen Erlasses vom 9. Dezember 1897 zum finländischen Gesetze und im § 74 der königl. Verordnung vom 17. März 1898 zum italienischen Gesetze, auf welche gleichfalls schon früher hingewiesen worden ist.

Dabei zeigen sich jedoch erhebliche Unterschiede. Die italienische Verordnung enthält die Skala in absolut verbindlicher Form, z. B.: „bei gänzlichem Verluste des Daumens der rechten Hand 30%“. Der finländische Erlaß enthält gewisse Grenzsätze, wie: Verlust des rechten Zeigefingers 10 bis 25%, innerhalb deren der Schaden unter Berücksichtigung aller beeinflußenden Umstände, als: zur Berufstätigkeit des Beschädigten erforderliche größere oder geringere Fertigkeit, Beweglichkeit, Kraftentwicklung, Beobachtungsvermögen, Geistesanstrengung etc. abgeschätzt werden soll. Das schwedische Gesetz endlich will, daß im allgemeinen bei den angeführten Schäden die Herabsetzung der Arbeitsfähigkeit den beigefügten Prozentsätzen entsprechend angesehen, aber nicht bloß die Beschaffenheit des Schadens sowie seine Wirkung auf das Vermögen des Geschädigten, sich durch Arbeit zu versorgen, im allgemeinen, sondern auch der Einfluß auf die besonderen Fertigkeiten im erlernten Gewerbe, das Alter und das Geschlecht des Geschädigten berücksichtigt werden sollen.

3. Es wird die Entschädigung abhängig gemacht von der Einbuße am Verdienste, und zwar entweder von der tatsächlich

festgestellten, also jeweiligen Einbuße (§ 3 des französischen Gesetzes vom 9. April 1898) oder von dem Unterschiede zwischen dem Arbeiterverdienste, welchen der Verletzte vor dem Unfalle erzielt hat, und jenem, den er nach dem Unfalle zu erzielen vermag. Bestimmungen der zweiten Art enthalten das englische Gesetz vom 6. August 1897 im 1. Anhange unter 2), das ihm nachgebildete neuseeländische Gesetz vom 18. Oktober 1900 im 2. Anhange unter 2 e), das gleichfalls nachgebildete kanadische Gesetz vom 21. Juni 1902 im 1. Anhange unter 2), und das belgische Gesetz vom 24. Dezember 1903 im § 4.

4. Die Entschädigung für teilweise Erwerbsunfähigkeit soll einen der Verminderung der Arbeits- oder Erwerbsfähigkeit entsprechenden Teil der Entschädigung für gänzliche Arbeits- oder Erwerbsunfähigkeit betragen. Der Wortlaut ist zwar in den hieher gehörigen Gesetzen nicht immer derselbe, wohl aber der Sinn; so heißt es a) in den alten deutschen Gesetzen „einen Bruchteil . . ., welcher nach dem Maße der verbliebenen Erwerbsfähigkeit zu bemessen ist"; b) in den neuen deutschen Gesetzen „denjenigen Teil . . ., welcher dem Maße der durch den Unfall herbeigeführten Einbuße an Erwerbsfähigkeit entspricht"; c) im § 6 des österreichischen Gesetzes vom 28. Dezember 1887 „einen Bruchteil . . ., welcher nach dem Maße der verbliebenen Erwerbsfähigkeit zu bemessen ist"; d) im § 4 des norwegischen Gesetzes vom 23. Juli 1894 „einen Bruchteil . . ., der nach dem Maße der verbliebenen Erwerbsfähigkeit des Verletzten bestimmt wird"; e) im § 5 des dänischen Gesetzes vom 7. Januar 1898 „unter Rücksichtnahme auf die Bedeutung der Verminderung der Arbeitsfähigkeit auf einen verhältnismäßigen Teil . . ."; f) im § 21 des niederländischen Gesetzes vom 2. Januar 1901 „einen Teil . . . nach Verhältnis der verlorenen Arbeitsfähigkeit;" g) im § 6 des luxemburgischen Gesetzes vom 5. April 1902 „einen Teil . . ., welcher von dem Grade der verbliebenen Arbeitsfähigkeit abhängt"; und h) im

§ 7 des russischen Gesetzes vom 2. Juni 1903 „proportional dem Grade der Arbeitsunfähigkeit".

## II. Theoretische Vollkommenheit.

Suchen wir zunächst die Frage zu beantworten, welcher Vorgang vom theoretischen Standpunkte aus der den Ausgangspunkt bildenden Absicht, den Schaden gutzumachen, welchen der Verletzte erleidet, am besten entspricht. Die tägliche Erfahrung lehrt uns, daß der wirtschaftliche Nachteil, den eine bestimmte Einschränkung der körperlichen oder geistigen Fähigkeiten nach sich zieht, bei verschiedenen Personen sehr verschieden sein kann; so ist eine Beschränkung der Gebrauchsfähigkeit der unteren Gliedmassen für jemanden, der seinen Beruf sitzend ausübt, bei weitem nicht so nachteilig, wie für einen anderen, der im Berufe viel gehen und stehen muß; die Schwächung des Sehvermögens auf einem Auge ist für einen Zeichner, für einen Seidenweber, für einen Feinmechaniker weit nachteiliger als für einen gewöhnlichen Taglöhner. Diesen Unterschieden trägt eine Skala mit festen Sätzen, wie die italienische, keine Rechnung; sie entschädigt also den Einzelnen nicht nach dem tatsächlichen Schaden, den er erlitten hat, oder, was auf das Gleiche hinausläuft, sie entschädigt die Verletzten verschiedener Berufe nicht in gleichem Maße. Wenn eine Skala nach Art der finländischen die Grenzwerte festsetzt, innerhalb deren das Ausmaß der Entschädigung nach den besonderen Verhältnissen des einzelnen Falles bestimmt werden soll, so ist jene Unbilligkeit je nach dem gegebenen Spielraume mehr oder weniger abgeschwächt; ganz vermieden wird sie in Ausnahmsfällen nicht sein. Gibt endlich, wie im schwedischen Gesetze, die Skala bloß eine Richtschnur, stellen ihre Sätze bloß Mittelwerte vor, von denen im besonderen Falle nach freiem Ermessen abgewichen werden kann, so hängt es, die Richtigkeit der Mittelwerte vorausgesetzt, von der Praxis ab, ob den individuellen Verhältnissen genügt wird.

Die unter 3) angeführten Gesetze haben das gemeinsam, daß sie den Arbeitsverdienst vor dem Unfalle als Ausgangspunkt annehmen und damit den Arbeitsverdienst nach dem Unfalle vergleichen; hinsichtlich des zweiten Verdienstes weichen sie aber insoferne von einander ab, als das fränzösische Gesetz jenen Verdienst heranzieht, welchen der Verletzte tatsächlich hat, die anderen aber jenen, den der Verletzte zu erzielen im Stande ist. Der Gedanke, den tatsächlichen Verdienstentgang als Maß des Schadens anzusehen, liegt sehr nahe und führt zu einer sehr einfachen Festsetzung der Entschädigung; bei genauerer Prüfung stößt man aber auf das Bedenken, daß der Arbeitsverdienst nicht bloß von der Erwerbsfähigkeit sondern noch von einer Reihe anderer Umstände, insbesondere auch von der Arbeitswilligkeit abhängig ist, daß er also nicht als Maß der Erwerbsfähigkeit gelten kann. Daraus ergibt sich aber, daß der Unterschied in den Arbeitsverdiensten vor und nach dem Unfalle kein verläßliches Maß für den Schaden bildet, den der Verletzte durch den Unfall erlitten hat. Einen geringeren Verdienst zu erzielen vermag der Arbeiter immer und es gibt verschiedene Lagen, wo der teilweise Ersatz der Einbuße zur freiwilligen Aufgabe des Arbeitspostens und zum freiwilligen Verzichte auf höheren Verdienst verleiten kann. Nehmen wir beispielsweise einen hochgezahlten Arbeiter bei einer sehr anstrengenden, die Körperkraft rasch verzehrenden Beschäftigung in einem Industriezentrum mit hohen Wohnungs- und Lebensmittelpreisen; die Familie des Arbeiters wohnt in einem entfernten Dorfe, bebaut einige Grundstücke und wird vom Oberhaupte nur über den Sonntag besucht. Wenn nun dieser Arbeiter eine weniger aufreibende und weniger gefährliche Arbeitsgelegenheit in dem Dorfe oder dessen nächster Umgebung, so daß ihm das Verbleiben im Haushalte möglich ist, bekommt, und ihm der Unterschied im Arbeitsverdienste auch nur zum Teile ersetzt wird, so wird er in 9 unter 10 Fällen den Tausch vornehmen. Selbstverständlich beeinträchtigt auch der Einfluß der günstigeren

oder ungünstigeren Geschäftslage auf den Arbeitsverdienst die Verwertbarkeit einer Änderung des tatsächlichen Verdienstes des Einzelnen als Maß eines durch einen Unfall herbeigeführten Schadens.

Die anderen unter 3) angeführten Gesetze verlangen eine Abschätzung jenes Arbeitsverdienstes, den der Verletzte nach dem Unfalle zu erzielen imstande ist, fordern also in dieser Richtung die volle Würdigung der besonderen Verhätnisse des einzelnen Falles. Sie tragen aber dem individuellen Schadenersatze insoferne nicht genügend Rechnung, als sie von dem Verdienste vor dem Unfalle ausgehen, welcher Verdienst, wie eben auseinandergesetzt wurde, durch eine Reihe von außerhalb der Erwerbsfähigkeit des Verletzten liegenden Umständen beeinflußt sein kann; beispielsweise kann ungünstiger Geschäftsgang in dem erlernten Berufe den Verletzten gezwungen haben, vorübergehend eine Beschäftigung mit sehr geringem Verdienste anzunehmen; nach der Heilung der Verletzungen kann die Geschäftsstockung vorüber sein und der Verletzte nun, trotz bedeutender Herabsetzung der Erwerbsfähigkeit, mehr zu verdienen imstande sein, als er vor dem Unfalle verdient hat.

Die unter 4) besprochene Art der Regelung gewährt nach allen Seiten volle Freiheit für die Würdigung des wirtschaftlichen Nachteiles, den der Unfall nach sich zieht. Beachtung verdient dabei, daß Arbeits- und Erwerbsunfähigkeit keineswegs gleichbedeutend ist mit Unfähigkeit zu dem vor dem Unfalle ausgeübten oder dem erlernten Berufe und daß auch zwischen Arbeits- und Erwerbsfähigkeit noch ein erheblicher Unterschied besteht; denn es kann ein Verletzter die physische und geistige Eignung zu einer bestimmten Arbeit besitzen, ohne daß er die Möglichkeit hat, diese Fähigkeit zum Erwerbe auszunützen. Beispielsweise kann ein Verletzter zur Besorgung von Boten- und ähnlichen Diensten vollständig geeignet sein; er hat aber in seinem Wohnorte keine Gelegenheit zu solchem Erwerbe und das Verlassen des Ortes kann ihm nicht zugemutet werden,

weil er einen kleinen Besitz hat, den die Familie bewirtschaftet. Oder eine abschreckende Entstellung verhindert die Aufnahme in die Arbeit.

Man kommt so zu dem Schlusse, daß vom theoretischen Standpunkte aus eine Bestimmung nach Art der in den neuen deutschen Gesetzen enthaltenen der grundlegenden Absicht des gleichmäßigen Ersatzes des nach den besonderen Verhältnissen des Verletzten zu beurteilenden (individuellen) Schadens am besten entspricht. Damit ist jedoch noch kein endgiltiges Urteil gesprochen; denn dieses muß auch die Gestaltung der Verhältnisse bei der praktischen Durchführung berücksichtigen, da ein theoretisch noch so vortrefflicher Gedanke sich bei der praktischen Durchsetzung wegen entgegenstehender, nicht zu beseitigender Hindernisse als unbrauchbar oder minderwertig erweisen kann.

## III. Praktische Durchführung.

Wir werden also die Art und Weise zu prüfen haben, wie die Entschädigung bestimmt wird, und die ist wesentlich davon abhängig, wer zur Leistung der Entschädigung verpflichtet ist. In dieser Beziehung kann man bekanntlich vier Hauptrichtungen oder Systeme unterscheiden, die zugleich in einem gewissen Sinne als Entwicklungsstufen aufgefaßt werden können.

Als erstes System bezeichnen wir die individuelle Haftung des Arbeitgebers, wo sich gegen diesen der auf den Unfall gegründete Anspruch auf Schadenersatz richtet; ob und wie sich der Arbeitgeber gegen die für ihn daraus entstehende wirtschaftliche Gefahr sichert, läßt das Gesetz unberührt. Hieher gehören die reinen Haftpflichtgesetze. Dem Grundgedanken dieser Gesetze entspricht es, wenn die Bestimmung der Entschädigung für teilweise Arbeits- oder Erwerbsunfähigkeit zunächst der Einigung zwischen dem berechtigten Arbeiter und dem verpflichteten Arbeitgeber überlassen wird. Das ge-

ringere Verständnis der Arbeiter für ihre gesetzlichen Rechte kann es aber als notwendig erscheinen lassen, daß der Staat sich eine gewisse Aufsicht über die Einigung vorbehält; so verfügt beispielsweise das russische Gesetz (§ 31), das allerdings in die nächste Gruppe gehört, daß die Einigung vor dem Fabriksinspektor oder dem Bezirksingenieur zu erfolgen und daß dieser die Vidimierung des Aktes zu verweigern hat, wenn er findet, daß derselbe den Bestimmungen des Gesetzes zuwiderläuft. Der gleiche Grund kann dazu führen, daß von vornherein die Feststellung der Entschädigung bestimmten staatlichen Organen übertragen wird. Selbstverständlich müssen auch die reinen Haftpflichtgesetze immer für den Fall Vorsorge treffen, daß eine Einigung zwischen den Parteien nicht zustande kommt.

Die nächste Stufe bilden jene Gesetze, welche die freiwillige Versicherung des Arbeitgebers vorsehen und diesen, falls er einen Versicherungsvertrag unter bestimmten im Gesetze vorgeschriebenen Bedingungen abschließt, von der persönlichen Haftung befreien. Einige Staaten (zum Beispiel Schweden) haben zu diesem Zwecke besondere Versicherungskassen eingerichtet.

Ein drittes System statuiert entweder ausnahmslos (zum Beispiel Italien) oder mit gewissen Ausnahmen (zum Beispiel Finland) die Verpflichtung des Arbeitgebers zur Versicherung, den Versicherungszwang, stellt ihm aber die Wahl der Versicherungsanstalt frei. Auch in diesen Fällen kann die persönliche Haftung des ursprünglich verpflichteten Arbeitgebers nicht entbehrt werden.

Dies ist bei dem vierten Systeme der Fall, wo die Unternehmer der im Gesetze verzeichneten Betriebe durch gesetzlichen Zwang zu Versicherungsverbänden vereinigt werden, denen die Leistung der gesetzlichen Entschädigungen obliegt, womit die persönliche Haftung der Arbeitgeber durch die Verpflichtung zur Leistung der erforderlichen Versicherungsbeiträge

ersetzt wird (Deutschland, Österreich, Norwegen, Niederlande, Luxemburg). Diesen Versicherungsverbänden, die in geringerem oder höherem Grade den Charakter von Ämtern oder Behörden haben, obliegt dann regelmäßig die Feststellung der Entschädigung auf Grund der gesetzlichen Vorschriften. Soweit die Versicherungskassen die erhobenen Ansprüche nicht anerkennen, haben entweder die ordentlichen Gerichte (Luxemburg) oder Spezialgerichte, welche zum großen Teile als Schiedsgerichte angesprochen werden, zu entscheiden.

In gleicher Weise ist auch bei den anderen Systemen für die Austragung von Stritten vorgesorgt.

Es liegt auf der Hand, daß in jedem Falle die Feststellung der Entschädigung umso leichter und umso weniger von dem Verhalten der Parteien und dem Ermessen der zur Entscheidung berufenen Stellen abhängig ist, je genauer und zwingender die gesetzlichen Vorschriften sind. Dies trifft bei den Entschädigungsskalen in weit höherem Grade zu als bei den anderen Arten von Bestimmungen über die Höhe der Entschädigung. Wenn eine Skala mit verbindlichen festen Sätzen, wie die italienische, alle überhaupt vorkommenden anatomischen oder physiologischen Verletzungsfolgen enthielte, so würde sich die Feststellung der im einzelnen Falle gebührenden Entschädigung auf die Feststellung der Verletzungsfolgen reduzieren, eine Aufgabe, welche in vielen Fällen ein Laie, regelmäßig aber der Arzt ohne besondere Schwierigkeiten zu lösen vermag. Die Herstellung einer solchen Skala findet aber in der Mannigfaltigkeit der Verletzungsfolgen eine schier unüberwindliche Schwierigkeit, und wenn man sich auf die Anführung der häufiger vorkommenden typischen Fälle beschränkt und für die Bewertung der übrigen durch allgemeinere Regeln vorsorgt, so kann man der bestehenden Mannigfaltigkeit nicht gerecht werden, ohne die Schätzung oder das Ermessen einzuführen. Man denke beispielsweise nur an die verschiedenen Fälle der Steifheit oder

beschränkten Beweglichkeit von Gliedmaßen oder Gliedern und vergesse nicht, daß unter Umständen die Steifheit eines Fingers nachteiliger sein kann als der Verlust. Fällen dieser letzten Art wird offenbar die italienische Verordnung nicht gerecht, wenn sie im 4. Absatz des § 74 vorschreibt: „Die gänzliche und unheilbare Lähmung von dadurch völlig unbrauchbar gewordenen Gliedmaßen oder Gliedern wird dem gänzlichen Verluste gleichgeachtet". Auch die in dem vorhergehenden Absatze desselben Paragraphen enthaltene Norm: „Im Falle des Verlustes mehrerer Gliedmaßen oder Glieder entspricht die Herabsetzung des Verdienstes der Summe der für die einzelnen Herabsetzungen geltenden Quoten" wird man nicht als durchwegs den Tatsachen entsprechend bezeichnen können.

Betrachten wir nun die früher unter 4) besprochene Art der Regelung, deren leitender Gedanke seinen treffendsten Ausdruck in dem Wortlaute der neuen deutschen Gesetze gefunden hat. Sie gewährt den mit der Bewertung des Schadens betrauten Stellen den weitesten Spielraum zur vollen Würdigung aller Umstände des einzelnen Falles, stellt ihnen damit aber allerdings zugleich eine sehr schwierige Aufgabe.

Der Begriff der Erwerbsfähigkeit ist in keinem Gesetze festgelegt, umso weniger der Maßstab, nach dem die Erwerbsfähigkeit gemessen werden soll. Über den Begriff wird aber eine Einigung unschwer zu erzielen sein. Das deutsche Reichs-Versicherungsamt versteht unter der Erwerbsfähigkeit einer Person die Möglichkeit, auf dem ganzen wirtschaftlichen Gebiete nach ihren gesamten Kenntnissen und körperlichen wie geistigen Fähigkeiten Verdienst zu erlangen (amtl. Nachr. 1888, S. 70). Akzeptiert man diese Erklärung des Begriffes, gegen die sich schwerlich ein gewichtiger Einwand erheben läßt, so besteht die Einbuße an Erwerbsfähigkeit in der Aufhebung oder Einschränkung jener Möglichkeit. Diese Aufhebung oder Einschränkung beruht aber auf der Aufhebung oder Einschränkung der Funktionsfähigkeit von Sinneswerkzeugen oder Gliedern,

der Körperkraft im allgemeinen oder der geistigen Funktionen (amtl. Nachr. 1888, S. 214), wodurch die Fähigkeit zur Leistung von Arbeit aufgehoben oder beschränkt wird, oder auf einer Entstellung, durch welche der Betroffene bei der Bewerbung um Arbeit zur Verwertung seiner Arbeitsfähigkeit benachteiligt ist.

Geht man von dieser Beschreibung der Ursachen der Einbuße an Erwerbsfähigkeit aus, so findet man, daß die Bestimmung des Grades der Einbuße in zwei zusammenhängende, aber wesentlich verschiedene Untersuchungen zerfällt: 1) Die Feststellung der Veränderungen, welche durch den Unfall am Körper des Verletzten und dessen Funktionen bewirkt worden sind, und 2) die Feststellung jener Einschränkung der Erwerbsmöglichkeiten, welche jene Veränderungen bei der betroffenen Person nach sich ziehen werden. Beide Feststellungen müssen den Zustand vor dem Unfalle mit dem nachherigen Zustande vergleichen. Die erste Feststellung ist im Allgemeinen Aufgabe des Arztes und bildet den leichteren Teil der Gesamtaufgabe, wenn auch trotz der riesigen Entwicklung, welche nicht nur die Heilung sondern auch die Begutachtung von Verletzungen unter dem Einflusse der in Rede stehenden Gesetze genommen hat, die Fälle keineswegs selten sind, wo der Arzt anstatt voller Gewißheit nur eine Wahrscheinlichkeit bieten kann.

Die zweite Feststellung, die sich auf die erste aufbauen muß, ist technologisch-wirtschaftlicher Natur und darum keine Aufgabe für den Arzt als solchen. Selbstverständlich soll damit den Ärzten die Fähigkeit, umfangreiche und eingehende technologische und wirtschaftliche Kenntnisse zu erwerben, ebensowenig abgesprochen werden, als wir übersehen, daß es Fälle gibt, in denen das schriftliche Gutachten des Arztes dem Laien kein vollkommen klares Bild geben kann und der Arzt unmittelbar bei der Bestimmung des Invaliditätsgrades mitwirken muß. Im Allgemeinen vermag aber der Arzt die technologischen und wirtschaftlichen Konsequenzen nicht abzuschätzen. Mit vollem Rechte ist daher das deutsche Reichs-Versicherungsamt dem

Brauche, den Grad der Erwerbsunfähigkeit durch den Arzt bestimmen zu lassen, entgegen getreten, indem es in seinem Rundschreiben vom 31. Dezember 1901 (amtl. Nachr. 1902, S. 178) erklärte, „daß die Frage nach dem Grade der Erwerbsunfähigkeit an sich keine rein medizinische und ihre Beantwortung nicht ausschließlich und in erster Linie Sache des Arztes ist, sondern in der Hauptsache eine der vornehmsten Aufgaben der mit der Rentenfeststellung betrauten Organe bildet."

Diese Organe haben wir an einer früheren Stelle übersichtlich kennen gelernt; es sind außer den Versicherungsanstalten einzelne staatliche Beamte, dann die ordentlichen und gewisse Spezialgerichte, welche meistens als Schiedsgerichte angesprochen werden, auch wenn sie nicht fallweise durch freie Entschließung der Parteien berufen werden sondern ständige staatliche Einrichtungen bilden.

Die Beurteilung der Einschränkungen der Erwerbsmöglichkeiten, welche die vom Arzte festgestellten Verletzungsfolgen nach sich ziehen, setzt offenbar die Kenntnis aller Arbeitsverrichtungen voraus, die mit bestimmten körperlichen und geistigen Fähigkeiten geleistet werden können, also auch die vollständige Kenntnis der Anforderungen, welche die einzelnen Erwerbsmöglichkeiten hinsichtlich jener Fähigkeiten stellen. Daß diese Voraussetzung nicht vollständig erfüllt werden kann, leuchtet ohne weiters ein; selbst wenn man die theoretisch zahllosen Möglichkeiten fallen läßt und sich auf die in einem gewissen höheren Grade wahrscheinlichen Erwerbstätigkeiten beschränkt, ergibt sich bei der bestehenden ungeheueren Mannigfaltigkeit der Arbeitsverrichtungen und der modernen Freizügigkeit ein so riesiges Gebiet, daß es von einem einzelnen absolut nicht überblickt werden kann. Wir sehen dabei noch ab von den raschen Änderungen in den Produktionsweisen, die mühsam erworbene Fertigkeiten und Kenntnisse oft sozusagen über Nacht entwerten.

Angesichts dieser Schwierigkeiten wird man gegen die Überweisung der Feststellung der Entschädigungen für die

Einbuße an Erwerbsfähigkeit an die ordentlichen Gerichte Bedenken hegen müssen; denn bei den Berufsrichtern werden die erforderlichen umfassenden und eindringlichen Kenntnisse auf dem technologisch-wirtschaftlichen Gebiete wohl nur ausnahmsweise anzutreffen sein, und es ist gewiß ein Wagnis, wenn jemand ein Urteil bloß auf Grund von Gutachten (des Arztes und der technologischen und wirtschaftlichen Sachverständigen) fällen soll.

Spezialgerichte haben gegenüber den mit den verschiedenartigsten Angelegenheiten befaßten ordentlichen Gerichten zweifellos den Vorteil, daß sie das ihnen zugewiesene Feld mit größerem Aufwand von Zeit und Kraft erforschen und sich eine gewisse Gewandtheit in der Beurteilung der einschlägigen Verhältnisse aneignen können.

In einer Reihe von Staaten hat man es für zweckmäßig angesehen, sachkundige Laien bei der Entscheidung mitwirken zu lassen, wobei aber große Verschiedenheiten bestehen. So stellt beispielsweise das luxemburgische Gesetz vom 5. April 1902 dem nach dem Betriebsorte zuständigen Friedensrichter je einen Vertreter der Arbeitgeber und -Nehmer bloß mit beratender Stimme an die Seite (§ 53); in der Mehrzahl der hier in Betracht kommenden Staaten herrscht aber das Laienelement, zumindest bei den Spezialgerichten erster Instanz, entschieden vor. In Deutschland wird nur der Vorsitzende des Schiedsgerichtes vom Staate aus den öffentlichen Beamten ernannt, die vier Beisitzer sind je zur Hälfte von und aus den Arbeitgebern und -Nehmern gewählt. Die österreichischen Schiedsgerichte bestehen aus einem vom Staate ernannten Vorsitzenden, der ein richterlicher Beamter sein muß, aus weiteren zwei von den staatlichen Zentralbehörden auf bestimmte Zeit berufenen Beisitzern, welche „technisch gebildete“ Personen sein müssen, und je einem von den Arbeitgebern und -Nehmern gewählten Beisitzer. Die norwegische Kommission in Christiania, welche zur Entscheidung über die von der

Versicherungsanstalt nicht anerkannten Entschädigungsansprüche berufen ist, besteht aus 7 Mitgliedern; 3 davon, nämlich der rechtskundige Vorsitzende, 1 Arzt und 1 Techniker werden vom Könige ernannt, je 2 Arbeitgeber und -Nehmer vom Storthing gewählt (§ 19 des Ges. vom 23. Juli 1894). Der dänische Arbeiterversicherungsrat besteht aus einem vom Könige ernannten Vorsitzenden, 2 vom Könige ernannten Mitgliedern, worunter ein Arzt sein muß, 2 vom Minister des Innern erwählten Arbeitgebern und 2 vom Ausschusse der Krankenkassen gewählten Arbeitnehmern; außerdem kann der Minister des Innern den Krankenkasseninspektor und die Fabriksinspektoren dem Rate beiordnen (§ 13 des Ges. vom 7. Januar 1898). In Deutschland wirken bekanntlich auch bei den Rekursentscheidungen in der obersten Instanz, dem Reichs-Versicherungsamte, gewählte Vertreter der Arbeitgeber und -Nehmer mit.

Wir haben hier in erster Linie jene Organe ins Auge gefaßt, welche zur Austragung der zwischen den Berechtigten und den Verpflichteten entstehenden Stritte über die Höhe der Entschädigungen berufen sind, weil die Entscheidungen dieser Organe naturgemäß die Feststellungen der Versicherungskassen in hohem Grade beeinflußen. Wir wollen aber nicht unterlassen daran zu erinnern, daß bei der Feststellung der Entschädigungen in den deutschen Berufsgenossenschaften die Vertreter der Unternehmer und in den österreichischen Versicherungsanstalten die Vertreter der Unternehmer und der Versicherten zu entscheiden haben.

Die Mitwirkung von Arbeitgebern und -Nehmern bei der Feststellung des Grades der Erwerbsunfähigkeit infolge Unfalles läßt zweifellos die aus dem praktischen Leben gewonnenen Erfahrungen mehr zur Geltung kommen als die bloße Einvernahme von Sachverständigen durch den Berufsrichter. Von den Nachteilen, welche die ehrenämtliche Mitwirkung von Laien infolge unzulänglicher Gesetzeskenntnisse der Gewählten haben

kann, soll hier nicht die Rede sein; es soll nur die Frage aufgeworfen werden, ob jene praktischen Erfahrungen und die Art ihrer Verwertung ausreichende Sicherheit für die Richtigkeit der Urteile bieten. Hinsichtlich des Umfanges der Erfahrungen läßt sich das Bedenken nicht von der Hand weisen, daß jeder im praktischen Leben Tätige, und sei er auch noch so vielseitig begabt, denn doch nur einen Ausschnitt der Tecknik und des Wirtschaftslebens so vollständig und so genau beherrscht, daß er anzugeben vermöchte, welche wirtschaftlichen Nachteile auf diesem Gebiete die vom Arzte festgestellten anatomischen und physiologischen Unfallsfolgen nach sich ziehen werden. Die Erfahrung lehrt auch, daß die im Leben nebenbei gemachten Wahrnehmungen und die darauf basierten Schätzungen minder verläßlich sind, als hier gefordert werden muß. Um ein Beispiel aus der Arbeiter-Unfallversicherung anzuführen, erinnern wir an die Gefahrentarife; welch große Unterschiede findet man da zwischen den alten Tarifen, bei deren Aufstellung auch die Schätzungen erfahrener Fachmänner verwertet wurden, und den neuen Tarifen, die auf systematische Beobachtungen aufgebaut sind! In dem österreichischen Gefahrentarife vom 22. Mai 1889 waren u. a. Futterschneidemaschinen in die IX., Steinbrüche gleichfalls in die IX. Gefahrenklasse, deren mittleres Gefahrenprozent 48 ist, Zündhölzchenfabriken in die XI. (mittleres Gefahrenprozent 73), Rohzuckerfabriken in die VIII. Gefahrenklasse (mittleres Gefahrenprozent 39) eingereiht, wogegen in dem seit 1. Januar 1905 geltenden Tarife für Futterschneidemaschinen die XII. Gefahrenklasse (mittleres Gefahrenprozent 87), für Steinbrüche im allgemeinen die XII., für Zündhölzchenfabriken die II. (mittleres Gefahrenprozent 9) und für Rohzuckerfabriken die V. Gefahrenklasse (mittleres Gefahrenprozent 20) vorgeschrieben ist. Im Vergleiche mit dem neuen Tarife wurde also im alten die Unfallsgefahr bei den Futterschneidemaschinen und bei den Steinbrüchen auf die Hälfte unterschätzt, dagegen bei den Rohzuckerfabriken auf das

Doppelte und bei den Zündhölzchenfabriken sogar auf das Achtfache überschätzt.

Angesichts solcher Tatsachen wird man zweifeln müssen, ob die nebenbei im praktischen Leben gemachten Erfahrungen überhaupt eine verläßliche Grundlage für die Beurteilung so komplizierter Verhältnisse abgeben können. Diese Zweifel werden noch verstärkt, wenn man vorurteilslos die Art und Weise betrachtet, wie die Erfahrungen verwertet werden.

Wenn sonst im Leben ein Stritt durch ein Schiedsgericht erledigt werden soll, und die strittige Angelegenheit nur einigermaßen verwickelt ist, so widmen ihr regelmäßig die Schiedsrichter ein längeres Studium, bevor sie an die Schöpfung des Urteils gehen. Dies ist aber bei den Unfallschiedsgerichten im allgemeinen nicht der Fall; wenn man beispielsweise die Ausweise über die Tätigkeit der österreichischen Unfallschiedsgerichte durchgeht, so findet man, daß im Durchschnitte in einer Sitzung 10 und mehr Urteile gefällt werden, also auf einen Streitfall durchschnittlich nicht einmal eine halbe Stunde kommt. Erwägt man nun, daß in dieser Zeit die Klage und die Einwendungen mit der Darstellung des Unfalls und den schon vorhandenen ärztlichen Gutachten vorgetragen werden, die Untersuchung durch die beigezogenen Gerichtsärzte und die Abgabe des darauf gegründeten Gutachtens erfolgt, der Kläger oder sein Anwalt und der Vertreter der geklagten Anstalt zu den Ergebnissen der Verhandlung Stellung nehmen, dann wird man staunen müssen, mit welcher Schnelligkeit die Feststellung der Einschränkungen erfolgt, welche „die Möglichkeit, auf dem ganzen wirtschaftlichen Gebiete nach den gesamten Kenntnissen und körperlichen wie geistigen Fähigkeiten Verdienst zu erlangen", durch den Unfall erfahren hat. Man wird sich dann kaum der Befürchtung entziehen können, daß die Praxis von jener vollkommenen Würdigung des individuellen Schadens recht weit entfernt sei, daß sich bei einer so raschen Verwertung der Erfahrungen der Sachverständigen ebensolche, vielleicht noch

größere Fehler ergeben können, wie bei den mit den Erfahrungen von Sachverständigen aufgebauten ersten Gefahrentarifen konstatiert worden sind.

Ähnlich wie in Österreich liegen wohl auch die Verhältnisse in Deutschland. Daß die Unsicherheit der schiedsgerichtlichen Entscheidungen hier geringer ist oder doch weniger in die Augen fällt, hat seinen Grund darin, daß in dem Reichs-Versicherungsamte eine Appellationsinstanz besteht, deren Entscheidungen eine die unteren Instanzen leitende und bis zu einem hohen Grade für sie geradezu verbindliche Richtschnur bilden. Obwohl das Reichs-Versicherungsamt ausdrücklich die Aufstellung eines Entschädigungstarifes als unzulässig bezeichnet hat, wird doch das bekannte braune Heft mit der Zusammenstellung seiner Entscheidungen nicht nur in Deutschland sondern auch in Österreich fast allgemein anerkannt und benützt; hier allerdings nur soweit, als es dem Standpunkte der Partei günstig ist, wogegen die andere Seite in der Regel einwendet, daß die Verhältnisse in Österreich von denen Deutschlands grundverschieden seien.

Die bloße Anlehnung an derartige unverbindliche Entschädigungstarife kann die Entstehung großer Differenzen in der Bewertung von Unfallschäden nicht verhindern. Überwiegt bei einem Feststellungsorgane die Rücksichtnahme auf die Anspruchsberechtigten, so kommt es leicht dazu, daß jene Sätze zu Minimalsätzen werden, über welche regelmäßig hinausgegangen wird, so daß sich neue, höhere Durchschnittssätze entwickeln, die unter gewissen Bedingungen als neue Minimalsätze die Weiterbildung in derselben Richtung ermöglichen. Umgekehrt können beim Überwiegen eines möglichste „Sparsamkeit“ verlangenden Einflusses die Normalsätze der Entschädigungsskala nach und nach zu Maximalsätzen werden, die nur unter besonderen, für den Verletzten erschwerenden Umständen zur Anwendung gelangen. So kann es dahin kommen, daß beispielsweise der Verlust des rechten Armes in

dem einen Sprengel regelmäßig der vollen Erwerbsunfähigkeit gleich geachtet, in einem anderen aber nur auf $^2/_3$ bis $^3/_4$ derselben geschätzt wird.

Die durch die überragende Stellung des Reichs-Versicherungsamtes geschaffene Einheitlichkeit der Rechtsprechung der Schiedsgerichte im Deutschen Reiche mag es dort manchem als überflüssig erscheinen lassen, die Entscheidungen auf ihre sachliche Richtigkeit zu prüfen. Wird doch nicht selten die Ansicht vertreten, daß für die Rechtsordnung in einem Staate die Einheitlichkeit und Beständigkeit in der Anwendung der gesetzlichen Normen wichtiger sei als die vollkommene Verkörperung der Ideen, welchen der Gesetzgeber Ausdruck geben wollte. Indessen sind auch in Deutschland wiederholt Zweifel laut geworden, ob denn die üblichen Entschädigungssätze richtig seien, das heißt, dem tatsächlichen Schaden entsprechen. Angeregt und verstärkt wurden diese Zweifel einesteils durch die Verschiedenheit der Schätzungen bei Beurteilung eines und desselben Falles durch mehrere ärztliche Autoritäten — diesen Zweifeln hat das Reichs-Versicherungsamt durch seine Äußerung über die Grenzen der ärztlichen Gutachten bis zu einem gewissen Grade vorgebeugt — andernteils und hauptsächlich aber durch die Wahrnehmungen, welche man über den tatsächlichen Erwerb einzelner Verletzter gemacht hat. Den mit der Literatur der Unfallversicherung Vertrauten sind ja diese Dinge geläufig.

Aus der letzten Zeit erinnern wir nur an die sehr interessanten Abbildungen, welche Dr. M. Nonne in der ärztlichen Sachverständigen-Zeitung, XI. Jahrgang, 9. Heft, veröffentlicht hat; sie betreffen solche Verstümmelungen, welche nicht durch die Unfallversicherung entschädigt wurden und die Betroffenen im Erwerbe tatsächlich nicht gehindert haben, während sie allgemein als schwere Schäden angesehen werden.

Es sei uns gestattet, einige Fälle aus der österreichischen Praxis beizutragen.

A. Verlust eines Auges.

1. P. P., geb. 1840, ist in seiner Jugend auf dem linken Auge erblindet, hat aber gleichwohl das Schlossergewerbe erlernt und, wie bei einem Unfalle im Jahre 1895 festgestellt wurde, in einer Blechwarenfabrik als Maschinenarbeiter den normalen Verdienst erzielt.

2. J. U., geb. 1835, erlitt 1892 als Gußputzer in einer Maschinenfabrik einen Unfall. Folge: Verlust der Sehkraft des rechten Auges bei schon vor dem Unfalle vorhanden gewesener Herabsetzung der Sehschärfe des linken Auges auf $^1/_3$ der normalen. Es wurde angenommen, daß seine Erwerbsfähigkeit durch den Unfall auf die Hälfte herabgesetzt worden sei.

   Im Jahre 1894 erlitt U. einen zweiten Unfall, bei dem sich ergab, daß er als Gußputzer weiter gearbeitet und im letzten Jahre nur um 10% weniger als in dem Jahre vor dem früheren Unfalle verdient hatte.

B. Verlust des rechten Daumens.

1. J. S., geb. 1853, ohne gewerbliche Ausbildung, erlitt 1898 als Platzarbeiter einer Säge einen Unfall; dabei ergab sich, daß er 10 Jahre vorher den rechten Daumen verloren hatte.

2. J. S., geb. 1857, gelernter Schlosser, erlitt 1897 als Maschinist in einer Schafwollwarenfabrik einen Unfall; er hatte 1884 vom rechten Daumen das Endglied und ein Drittel des nächsten Gliedes verloren.

3. J. S., geb. 1868, ohne gewerbliche Ausbildung, verlor 1894 beim Besäumen von Brettern an einer Kreissäge den rechten Daumen. Es wurde eine Verminderung der Erwerbsfähigkeit um ein Drittel angenommen.

   Im Jahre 1899 erlitt S. in demselben Betriebe beim Zurichten eines Klotzes infolge Abprallens der Axt den Verlust der linken 1. und 2. Zehe mit den zugehörigen Mittelfußknochen. Sein Arbeitsverdienst war um 36% gestiegen. Nach Mitteilung des Unternehmers hat S. auch

nach dem zweiten Unfalle die früheren Arbeiten bei gleichem Verdienste verrichtet.

4. H. K., geb. 1874, ohne gewerbliche Ausbildung, erlitt 1892 in einer Blechwarenfabrik bei einer Bandrollmaschine den Verlust des rechten Daumens. Die Verminderung der Erwerbsfähigkeit wurde mit 35 % geschätzt.

Im Jahre 1898 verunglückte K. wiederum bei einer Bandrollmaschine. In der Zwischenzeit hatte sich sein Verdienst reichlich verdoppelt.

C. Linker Daumen und Zeigefinger.

J. K., geb. 1870, ohne gewerbliche Ausbildung, erlitt 1897 in einer Baumwollwaren-Appretur beim Reinigen einer Stärkemaschine einen Unfall. Dabei ergab sich, daß er schon als Knabe den Daumen und den größten Teil des Zeigefingers der linken Hand verloren hatte. Er hatte trotzdem den normalen Verdienst erzielt.

D. Linke Hand.

1. W. O., geb. 1843, wurde 1899 als Maschinenwärter in einer Zuckerfabrik beim Reinigen einer Speisepumpe verletzt; er hatte in demselben Betriebe im Jahre 1888 beim Bedienen einer Schneidemaschine die linke Hand verloren.

2. A. U., geb. 1870, verunglückte im Jahre 1895 in einem Steinbruche beim Laden eines Sprenglochs durch vorzeitige Entzündung des Pulvers. Er hatte 4 Jahre vorher bei einer Dreschmaschine mit Handbetrieb die linke Hand verloren. Folgen des neuen Unfalls: Herabsetzung der Sehschärfe links bis auf die Wahrnehmung von Handbewegungen, rechts auf ein Viertel der normalen.

1898 erlitt U. beim Zerschlagen eines Steines zur Verladung durch einen Splitter neuerlich eine Augenverletzung. Dabei ergab sich, daß U. in der Zwischenzeit seine frühere Arbeit im Bruche bei gleichem Verdienste fortgesetzt hatte. Das linke Auge war vollständig erblindet, dagegen hatte sich die Trübung des rechten wesentlich gebessert.

Gegen die Beweiskraft solcher Wahrnehmungen wird eingewendet werden, daß es doch nur einzelne Fälle seien, in denen wegen besonderer moralischer und sonstiger Eigenschaften des Verletzten und wegen besonders glücklicher Umstände die Verletzungsfolgen gar nicht oder nur in geringem Maße zur Wirkung gelangt seien. Dieser Einwand darf nicht ohneweiters abgewiesen werden, besonders auch nicht hinsichtlich des ersten Punktes. Solche Fälle wie der angeführte, wo ein Mann nach Verlust der linken Hand noch schwere Steinbrucharbeit verrichtet und, nachdem er dabei eine schwere Schädigung der Augen erlitten hat, noch weiter arbeitet, sind gewiß Ausnahmsfälle, die jenen Fällen besonderer Tapferkeit gleichgeachtet zu werden verdienen, wo ein Schwerverwundeter das Schlachtfeld nicht verlassen will und weiter kämpft, bis er zusammenbricht; solcher Tapferkeit ist eben nicht jeder fähig. Aber andererseits sollte man auch nicht jene des Unverstandes und der Hartherzigkeit zeihen, welche die Ansicht vertreten, daß auch von einem Verletzten mit bedeutenden Folgen die Verwertung der ihm verbliebenen Erwerbsfähigkeit gefordert werden kann und soll. Im Ganzen lassen leider die bisherigen Erfahrungen die Befürchtung nicht ungerechtfertigt erscheinen, daß die Unfallversicherung mißbraucht werden und im Ganzen ein Sinken jener moralischen Fähigkeiten zur Folge haben könne.

Wir dürfen andererseits auch nicht unbeachtet lassen, daß in den Kreisen der Anspruchsberechtigten die Meinung vorherrscht, die zugesprochenen Entschädigungen seien ganz allgemein zu niedrig. Ganz abgesehen davon, daß die Versicherungsanstalten fast alle Tage hartherziger Knauserei, wo nicht offenkundiger Ungerechtigkeit geziehen werden, wächst die Zahl der von den Schiedsgerichten auszutragenden Stritte in beängstigender Weise. Und auch die Urteile der Schiedsgerichte und selbst höherer Instanzen finden bei den Verletzten keineswegs widerspruchslose Anerkennung.

## IV. Notwendigkeit systematischer Beobachtung der Erwerbsverhältnisse.

Wir haben bisher gesehen, daß die Entschädigungsskalen vom rein theoretischen Standpunkte aus wesentliche Mängel aufweisen, andererseits die freie Würdigung der Einbuße an Erwerbsfähigkeit in der Praxis nicht vollkommen durchführbar ist, entweder zur Unsicherheit der Beurteilung im Ganzen oder zur Einführung gewisser Normalsätze führt, in jedem Falle die Klagsucht begünstigt und eine Herabsetzung der moralischen Eigenschaften mit Grund besorgen läßt. So würde denn das Endurteil keineswegs so entschieden zu Ungunsten der Skalen lauten, als es früher den Anschein hatte. Aber abgesehen von der schon früher berührten Ausschließung oder Einschränkung der Würdigung der besonderen persönlichen Verhältnisse im einzelnen Falle ist die Mangelhaftigkeit der Grundlagen, welche wir bei der freien, einzelnweisen Schätzung der Einbuße an Erwerbsfähigkeit aufdeckten, auch bei den Entschädigungsskalen im Ganzen vorhanden. Dies kann man schon daraus schließen, daß die drei im Eingange besprochenen Skalen nur eine geringe Übereinstimmung aufweisen, wie die nachstehende Wiedergabe einiger Sätze für vollen Verlust zeigt.

| | Finland | Italien | Schweden |
|---|---|---|---|
| Rechter Arm . . | 50—75% | 70% | 50% |
| linker „ . . | 40—65% | 65% | |
| rechter Daumen . | 20—35% | 30% | 25% |
| linker „ . | 15—30% | 25% | |
| rechter Zeigefinger | 10—25% | 20% | 15% |
| linker „ | 5—20% | 15% | |
| Bein . . . . . | 60—80% | 60% | 50% |
| Unterschenkel . . | 50—70% | 50% | |
| Fuß . . . . . | 30—50% | | |
| Auge . . . . . | 20—35% | 35% | 20% |

Tatsächlich sind auch diese Skalen keineswegs auf eine systematische, genügend umfangreiche Beobachtung der tatsächlichen Erwerbsverhältnisse bei bestimmten Verstümmelungen aufgebaut, sondern durch Anlehung an die in den privaten Versicherungsverträgen üblichen Vereinbarungen entstanden. Diese selbst aber stammen aus einer Zeit, wo die Unfallversicherung im Ganzen und umsomehr die Schätzung gewisser Unfallsfolgen noch in den ersten Stadien der Entwicklung stand. Heute ist auch der privaten Unfallversicherung eine individuelle Bewertung durchaus nicht mehr fremd; es sind uns beispielsweise Fälle bekannt, wo der Verlust oder die Gebrauchsunfähigkeit gewisser Teile der rechten Hand so hoch versichert wurde wie volle Erwerbsunfähigkeit. Jene drei Entschädigungsskalen stellen also auch nur Schätzungen vor, deren Richtigkeit erst zu erweisen wäre.

Wie immer man sich zu der Frage, ob Entschädigungsskala oder nicht, stellen möge, stets wird man die Notwendigkeit zugeben müssen, daß für die Abschätzung der Einbuße an Erwerbsfähigkeit sichere Unterlagen durch die systematische Beobachtung der tatsächlichen Erwerbsverhältnisse einer möglichst großen Zahl von Verletzten gewonnen werden.

Um einer Verkennung der uns vorschwebenden Ziele, einer unzweckmäßigen Verwertung der Ergebnisse der Beobachtungen und einer daraus zu besorgenden Beeinträchtigung der Beobachtungen selbst vorzubeugen, wollen wir nicht unterlassen, nochmals mit allem Nachdrucke zu erklären, daß wir dem tatsächlichen Arbeitsverdienste des einzelnen Verletzten nach dem Unfalle keine maßgebende Bedeutung für die Schätzung der Höhe seines Schadens und darnach auch der Entschädigung zuerkennen. Wir erhoffen von den angeregten Beobachtungen zunächst nur verläßlichen Aufschluß darüber, welche Erwerbstätigkeiten bei einer bestimmten Einschränkung oder Aufhebung der Funktionen von Sinnes-

werkzeugen oder Gliedern, der Körperkraft im allgemeinen oder der geistigen Funktionen Personen mit bestimmten Kenntnissen und Fertigkeiten zugänglich sind. Bei der Verwertung der Ergebnisse dieser Beobachtungen für den einzelnen Fall wird selbstverständlich immer noch zu prüfen sein, welche der durch die Verletzungsfolgen nicht ausgeschlossenen Erwerbsmöglichkeiten in dem besonderen Falle als tatsächlich vorhanden anzusehen sind.

Im Interesse einer Verminderung der Stritte wäre es sicherlich zu begrüßen, wenn die Beobachtungsergebnisse zur Aufstellung einer gerechten Entschädigungsskala führten; ob dies aber der Fall sein wird, ist heute fraglich. Die Möglichkeit soll bei der Anlage der Beobachtungen im Auge behalten werden, ist aber nicht das nächste und auch nicht das hauptsächliche Ziel derselben. Das Eine steht jedenfalls außer Zweifel, daß ein Entschädigungstarif, welcher der individuellen Bewertung der Verletzungsfolgen gerecht werden sollte, viel umfangreicher und komplizierter sein müßte wie die drei hier wiederholt berührten Skalen.

## V. Durchführung der Erhebungen.

Die Notwendigkeit einer systematischen Beobachtung der Erwerbsverhältnisse der Verletzten ist schon wiederholt, und nicht zuletzt von den mit der Begutachtung von Unfallsfolgen beschäftigten Ärzten betont worden.

In kleinem Umfange haben derartige Erhebungen auch schon stattgefunden, aber, so viel uns bekannt geworden ist, nur für Augenverletzungen; die deutsche Knappschafts-B.-G., die schlesische Eisen- und Stahl-B.-G. und einige Augenärzte haben solche Erhebungen durchgeführt. Eine lehrreiche Übersicht über diese Erhebungen gibt die Abhandlung von Axenfeld: „Die Unfallsentschädigung in der Augenheilkunde“ in dem Berichte über den X. internationalen Ophtalmologenkongreß in Luzern, 1904. Die interessanten Arbeiten Ammanns: „Die Begut-

achtung der Erwerbsfähigkeit nach Unfallverletzungen des Sehorgans", München 1900, und „Zur Kenntnis der Erwerbsverhältnisse der Augeninvaliden" in der Zeitschrift für Augenheilkunde, Band VIII, Heft 5, zeigen, daß auch bei der Entschädigung durch einmalige Kapitalszahlung solche Erhebungen möglich sind; nur sind sie da, insbesondere für einen Privatmann, dem der behördliche Apparat nicht zur Verfügung steht, ungleich schwieriger als bei Rentenzahlung und besonders für eine öffentlich-rechtliche Versicherungsanstalt, die in der Ausübung des ihr gesetzlich zustehenden Kontrollrechtes die Möglichkeit hat, jederzeit die Erwerbstätigkeit des Rentners festzustellen. Wir kommen aber bei der Betrachtung der Verschiedenheit, welche die einzelnen Länder in der Entschädigung der Unfälle aufweisen, zu der Erkenntnis, daß sich eine für alle Länder giltige Regel für den Vorgang bei den Erhebungen oder Beobachtungen nicht aufstellen läßt, dieser vielmehr sich den besonderen Verhältnissen und Einrichtungen anzupassen haben wird.

Der einfachste und am wenigsten kostspielige Weg ist die schriftliche Befragung der Arbeitgeber; nur ist dieser Weg nicht allgemein gangbar, wegen der Unständigkeit vieler Arbeiter, und nicht immer verläßlich wegen der Ungenauigkeit zahlreicher Arbeitgeber und der hin und wieder angetroffenen Unwahrheit daher stammender Auskünfte. Im Ganzen hat jedoch die Arbeiter-Unfallversicherungsanstalt für Mähren und Schlesien in Brünn mit den im Anhange abgedruckten Fragebogen, die sie seit etwa zwei Jahren an große und mittlere Betriebe versendet, recht gute Erfahrungen gemacht. Am sichersten ist die Erhebung an Ort und Stelle durch einen Beauftragten.

Unerläßlich ist selbstverständlich, daß den Erhebungen ein bestimmter Plan über den Gegenstand derselben und für die Zusammenfassung der Ergebnisse nach gewissen Gruppen zu Grunde gelegt werde; insbesondere wegen der etwaigen Verwertung für einen Entschädigungstarif. Das gewonnene Material wird zweckmäßig auf Zählkarten aufzutragen sein, die alle in

Betracht zu ziehenden Elemente enthalten müssen; als solche haben wir erkannt:

a) Alter, Geschlecht, berufliche und sonstige Ausbildung des Verletzten für den Erwerb, Beschäftigung und Arbeitsverdienst vor dem Unfalle, Zeitpunkt des Unfalles.

b) Folgen der Verletzung, allgemeiner körperlicher und geistiger Zustand, etwaige schon vor dem Unfalle vorhanden gewesene Gebrechen.

c) Beschäftigung und Arbeitsverdienst nach dem Unfalle; womöglich zu verschiedenen Zeiten mit Angabe des Zeitpunktes.

d) Angaben des Verletzten, der Arbeitgeber und Arbeitaufseher über jene Arbeiten, welche der Verletzte wegen der Verletzungsfolgen nicht mehr verrichten kann oder bei denen er erheblich behindert ist.

e) Etwaige Umstände, welche den Fall als einen vom Durchschnitte abweichenden erscheinen lassen.

Die unter a) angeführten Elemente werden auch jetzt schon regelmäßig bei den Unfallserhebungen festgestellt. Für die Zwecke der angeregten Untersuchungen wird aber eine größere Genauigkeit gefordert werden müssen; insbesondere hinsichtlich der Beschäftigung, insoferne, als die, bei welcher der Unfall geschehen ist, bloß eine zeitweise, ja vorübergehende gewesen sein kann, und hinsichtlich der beruflichen und sonstigen Ausbildung. Wenn es sich beispielsweise um einen Kampagnearbeiter einer Zuckerfabrik oder einer Spiritusbrennerei handelt, so wird man wohl immer auch zu berücksichtigen haben, welchem Berufe er sonst nachgeht; ein Maurer oder Zimmermann wird unter Umständen ganz anders zu beurteilen sein wie ein landwirtschaftlicher Taglöhner. Daß der wirtschaftliche Nachteil, welchen eine bestimmte Schädigung des Körpers nach sich zieht, wesentlich durch die Anforderungen des Berufes des Verletzten bedingt ist, wurde schon früher erörtert; man wird deshalb damit zu rechnen haben, daß die

Beobachtungsergebnisse nach Berufen zusammengefaßt werden müssen, wobei die Beantwortung der Frage, welche Gruppen gebildet werden sollen, der zukünftigen Aufarbeitung überlassen bleiben kann. Aller Voraussicht nach wird bei einzelnen Verletzungsarten auch das Alter einen Einfluß zeigen. Das Geschlecht kommt unter anderem auch deshalb in Betracht, weil bei weiblichen Arbeitern der Übergang zu einem anderen Erwerbe z. B. in häusliche Dienste, leichter möglich ist als bei männlichen.

Hinsichtlich der unter b) berührten Feststellung des körperlichen Zustandes vor und nach dem Unfalle bedarf es wohl kaum der ausdrücklichen Bemerkung, daß dieselbe fast ganz Aufgabe des ärztlichen Sachverständigen ist. Indessen werden aber dem Arzte nicht selten Erhebungen über die Beschäftigung und die Gesundheit des Verletzten vor und nach dem Unfalle nicht nur willkommen sein sondern geradezu notwendig erscheinen.

Ergeben die Erhebungen über die Erwerbsverhältnisse eines Verletzten auffällige Erscheinungen, so wird eine neuerliche Begutachtung durch den Arzt stattfinden müssen.

Zum Punkte c) wollen wir bemerken, daß die Angabe des Zeitpunktes, in welchem die Beobachtung erfolgte, aus mehreren Gründen von Bedeutung ist. Erstens verringert sich, wenn man von Personen in vorgerücktem Alter absieht, im allgemeinen der wirtschaftliche Nachteil mit der Zeit; bei vielen Verletzungsfolgen tritt im Laufe der Zeit eine Besserung ein (Schwinden der Empfindlichkeit, Dehnung von Narben u. dgl.) und in der Regel lernt der strebsame Verletzte mit der Zeit den Ausfall der Funktionen eines Organes durch stärkere Heranziehung anderer ausgleichen oder doch abschwächen. Zweitens sind für zahlreiche Arbeiter die Arbeitsgelegenheiten zu den verschiedenen Jahreszeiten sehr verschieden. Drittens kommt auch die wechselnde Lage des ganzen Arbeitsmarktes sehr zur Geltung; ist starke Nachfrage nach Arbeitskräften,

dann findet auch ein Bewerber mit einer sichtbaren bedeutenden Verstümmelung leichter Aufnahme; überwiegt aber das Angebot stark, dann kommt ein solcher Verletzter gar nicht oder nur zu ungünstigeren Bedingungen unter.

Es wird aus diesen Gründen notwendig sein, die Erwerbsverhältnisse der beobachteten Verletzten wiederholt zu erheben. Soweit es möglich ist, wäre damit auch die Beobachtung der durch spätere Unfälle oder Krankheiten herbeigeführten dauernden Einbuße an Erwerbsfähigkeit zu verbinden, um festzustellen, inwieweit sich der Einfluß der Unfallsfolgen beim Zusammentreffen mit anderen Schäden verstärkt. Beispielsweise wird häufig auch eine bedeutende Herabsetzung der Sehschärfe auf einem Auge keine Verminderung des Verdienstes gegenüber einem gleichartigen unverletzten Arbeiter zur Folge haben, so lange das andere Auge vollkommen sehtüchtig ist; tritt aber eine Schädigung des unverletzten Auges ein, die an sich ohne Bedeutung wäre, so kann durch das Zusammentreffen der beiden Gebrechen der Verdienst bedeutend herabgesetzt werden. Oder um ein anderes Beispiel anzuführen, kann der Verlust des rechten Zeigefingers selbst bei solchen Berufen, die ihn stark verwenden, wie bei den Webern, durch Heranziehen des Mittelfingers kompensiert werden; der glatte Verlust dieses Fingers ist für einen Weber von keiner großen Bedeutung. Tritt aber später eine erhebliche Einschränkung der Gebrauchsfähigkeit des rechten Mittelfingers zum Verluste des rechten Zeigefingers hinzu, so kann vollständige Berufsunfähigkeit und eine schwere Einbuße an Erwerbsfähigkeit überhaupt die Folge sein. Man wird deshalb auch dem Einflusse später auftretender Gebrechen volle Aufmerksamkeit zuwenden müssen, wenn man die Folgen der Unfallsverletzungen ganz erfassen will.

Unter e) haben wir solche Umstände gemeint, welche dem Verletzten ausnahmsweise zu besonderem Vorteile oder zu besonderem Nachteile gediehen sind: Beispielsweise lange, belobte Beschäftigung in demselben Unternehmen, welche den

Arbeitgeber zu besonderer Nachsicht oder zur Weiterzahlung des Lohnes trotz vermindeter Leistungen bestimmt; im Gegensatze dazu ungünstiger Leumund, Trunksucht, Unverträglichkeit, welche Eigenschaften auch einem Gesunden die Aufnahme in eine Stellung erschweren. Hier wären aber auch Vorgänge anzuführen, welche die berufliche Tätigkeit, welcher der Verletzte oblag, im Ganzen treffen; wie beispielsweise die Einführung neuer Produktionsweisen.

Die Mannigfaltigkeit der Umstände, welche bei der Beobachtung und der Zusammenfassung der ersten Ergebnisse zu berücksichtigen sind, zeigt, daß nur umfangreiche, eine große Zahl von Verletzten umfassende Beobachtungen zu verläßlichen, für die praktische Verwertung geeigneten Schlüssen führen können. Schon die drei Elemente: Art der Verletzungsfolgen, Beruf, Altersstufe lassen eine so große Zahl von Kombinationen zu, daß das gesammelte Material in sehr viele Gruppen zerfallen wird. Aus dieser Einsicht soll aber kein Grund zur Besorgnis abgeleitet werden, daß die einzelnen Gruppen zu klein werden; denn die häufiger vorkommenden Verletzungsarten in den stark vertretenen Berufen werden aller Voraussicht nach eine für die zu ziehenden Schlüsse genügende Beobachtungsmenge aufweisen, und darauf kommt es doch in erster Linie an.

Wir erinnern wieder an den Aufbau des Gefahrentarifs auf unfallstatistischen Beobachtungen. Diese reichen bei weitem nicht für jede Betriebsart aus; aber dadurch, daß wir die Unfallsgefahr bei einer Reihe von stark vertretenen Betriebsarten mit ausreichender Sicherheit festlegen konnten, haben wir für zahlreiche andere Betriebsarten wertvolle Anhaltspunkte gefunden. Ähnlich ist es auch hier. Gelingt es uns beispielsweise die Einbuße an Erwerbsfähigkeit, welche der Verlust des rechten Zeigefingers bei einzelnen stark besetzten Berufen nach sich zieht, verläßlich festzustellen, dann wird die Schätzung für zahlreiche andere Berufsarten zumindest nicht so unsicher sein wie heute.

Die vorstehenden Ausführungen, so unvollständig sie auch sein mögen, dürften sie doch zu der Überzeugung geführt haben, daß die angeregte systematische Beobachtung der Erwerbsverhältnisse der Unfallsverletzten notwendig und durchführbar ist.

Es kann kaum in Zweifel gezogen werden, daß solche Erhebungen, wenn sie in genügender Ausdehnung und mit der erforderlichen Sorgfalt durchgeführt werden, eine verläßliche Grundlage für die Bewertung der Einbuße an Erwerbsfähigkeit durch bestimmte Verletzungsfolgen schaffen werden. Damit wäre aber die Aufgabe der Feststellungsorgane wesentlich erleichtert und besonders dann, wenn die Aufstellung einer Skala für gewisse typische Verletzungen gelänge, eine wesentliche Verringerung der heute so zahlreichen und oft widerwärtigen Stritte erreicht. Der Geschädigte hätte eine weitere und wertvolle Bürgschaft dafür, daß ihm sein gesetzliches Recht würde; jene bedenklichen Erscheinungen, welche heute die Gegner der Arbeiterunfallversicherung zu Angriffen verwerten und die Verfechter der Institution mit Betrübnis zugeben müssen, würden seltener werden. Alles in allem, werden die voraussichtlichen Ergebnisse der angeregten Beobachtungen zu einer wesentlichen Verbesserung der Entschädigung der Arbeiter für die Folgen von Betriebsunfällen führen.

Brünn, im Mai 1905.

Anhang I.

(Anfrage an den Betrieb, in dem sich der Unfall ereignet hat.)

# Fragebogen

betreffend ....., welcher am .....
in Ihrem Betriebe .....
einen Unfall erlitten hat.

Ist der Genannte noch bei Ihnen beschäftigt?

A. Im Falle der **Bejahung** der ersten Frage:

1. Hat er gegenwärtig dieselbe Beschäftigung wie vor dem Unfalle?

2. Wenn er gegenwärtig eine andere Beschäftigung hat:

*a*) Welche Beschäftigung hat er gegenwärtig?

*b*) Sind die Verletzungsfolgen Ursache der Änderung der Beschäftigung?

*c*) Hat der Verletzte die frühere Beschäftigung wieder aufzunehmen versucht?

Wenn ja: Wann (von—bis)?

3. Bei welchen Arbeitsverrichtungen, die zu der Beschäftigung des Verletzten vor dem Unfalle gehören, ist (war) er **durch die Unfallsfolgen** behindert?

4. Hat der Verletzte **durch die Unfallsfolgen** eine Einbuße im Verdienste erlitten?

B. Im Falle der **Verneinung** der ersten Frage:

1. Wann ist der Genannte ausgetreten?

2. Hat er nach dem Unfalle seine frühere Beschäftigung wieder aufgenommen?

Wenn ja:

*a*) Wann (von—bis)?

*b*) War er dabei **durch die Unfallsfolgen** behindert?

*c*) Im Falle er verhindert war:
Bei welchen Arbeitsverrichtungen?

3. Hat der Verletzte nach dem Unfalle eine andere Beschäftigung bei Ihnen aufzunehmen versucht?

Wenn ja:

*a*) Welche?

*b*) Wann (von—bis)?

Wenn ja:

*a*) Wie groß ist die Einbuße:

*b*) Durch welche Umstände kann erwiesen werden, daß die Einbuße nur auf die Verletzungsfolgen zurückzuführen ist?

*c*) War er dabei durch die Verletzungsfolgen behindert?

Bei welchen Verrichtungen?

*d*) Welches ist der durchschnittliche Verdienst eines Arbeiters gleichen Alters bei der geänderten Beschäftigung?

II. Arbeitsverdienst des ..... seit .....

| Datum der Lohnzahlung | Zahl der Schichten | Lohnbetrag | | Datum der Lohnzahlung | Zahl der Schichten | Lohnbetrag | | Datum der Lohnzahlung | Zahl der Schichten | Lohnbetrag | | **Naturallöhne** |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | K | h | | | K | h | | | K | h | |
| | | | | | | | | | | | | **Kost** im Werte von<br>.....K täglich<br>..... „ wöchentlich<br>**Wohnung** im Werte von<br>.....K wöchentlich<br>..... „ monatlich<br>**Schlafstelle** im Werte von<br>..... h täglich<br>**Reinigung der Wäsche** im Werte von<br>..... K wöchentlich<br>**Freibier** .....*l* täglich |

**Trinkgelder, Tantièmen u. dgl.**

III. Sonstige Bemerkungen:

Datum .....

Unterschrift:

.....

Anhang II.

(Anfrage an Betriebe, in welche der Verletzte erst nach dem Unfalle eingetreten ist.)

# Fragebogen

betreffend .....

| | |
|---|---|
| I. Welche Beschäftigung hat (hatte) der Genannte bei Ihnen? | Vom bis als<br>vom bis als<br>vom bis als |
| II. War und ist der Genannte bei seiner Beschäftigung behindert? | |
| Wenn ja:<br>1. Wodurch? (Art der Gebrechen)? | |
| 2. Bei welchen Verrichtungen? | |
| 3. Hat er wegen dieser Gebrechen einen geringeren Verdienst erzielt als andere Arbeiter (Beamte) gleicher Beschäftigung (gleichen Alters und gleicher Ausbildung)? | |
| Wenn ja:<br>*a)* Wie groß ist diese Einbuße am Arbeitsverdienste (für den Tag, die Woche, den Monat)? | |
| *b)* Durch welche Umstände kann erwiesen werden, daß der Verdienstentgang tatsächlich nur auf die angegebenen Gebrechen zurückzuführen ist? | |

III. Arbeitsverdienst des..... seit .....

| Datum der Lohnzahlung | Zahl der Schichten | Lohnbetrag | | Datum der Lohnzahlung | Zahl der Schichten | Lohnbetrag | | Datum der Lohnzahlung | Zahl der Schichten | Lohnbetrag | | **Naturallöhne** |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | K | h | | | K | h | | | K | h | |
| | | | | | | | | | | | | **Kost** im Werte von<br>..... K täglich<br>..... „ wöchentlich<br>**Wohnung** im Werte von<br>..... K wöchentlich<br>..... „ monatlich<br>**Schlafstelle** im Werte von<br>.....h täglich<br>**Reinigung der Wäsche** im Werte von<br>..... K wöchentlich<br>**Freibier**..... *l* täglich |

Trinkgelder, Tantièmen u. dgl.

IV. Sonstige Bemerkungen:

Datum.....

Unterschrift:

.....

CONGRÈS INTERNATIONAL DES ACCIDENTS DU TRAVAIL ET DES ASSURANCES SOCIALES.
*7e session. — Vienne. — 17 au 23 septembre 1905.*

SUR

# L'ESTIMATION DE L'INVALIDITÉ

## APRÈS LES ACCIDENTS DU TRAVAIL

PAR

**Dr. PERIER,**

MEMBRE DE L'ACADÉMIE DE MÉDECINE, PARIS.

La grande difficulté de l'application de toute loi sur les accidents du travail sera toujours la détermination du degré d'invalidité consécutive à un accident.

Si le médecin est seul compétent pour déterminer la nature et le degré d'une infirmité, ainsi que sa relation réelle avec l'accident en cause, il n'en est plus de même quand il s'agit d'établir dans quelle mesure l'infirmité dûment constatée a réduit le salaire possible de l'infirme, salaire dont le chiffre est le seul indice tangible de la capacité de travail.

Si l'incapacité n'est pas absolue, l'appréciation du médecin ne vaudra que si elle s'appuie sur celle d'un homme de métier, dont à son tour, l'appréciation ne vaudra elle même que si elle repose sur une expérience effective.

Le problème ainsi posé on voit combien il est difficile à résoudre.

Sans sortir des limites de se compétence, le médecin se trouve sans cesse aux prises avec des difficultés qu'il ne parvient pas toujours à surmonter à son entière satisfaction.

Dans les cas en apparence les plus simples de guérison sans infirmité, il a souvent beaucoup de peine à fixer le moment où la reprise du travail est devenue possible.

Le plein salaire maintenu pendant la durée de l'incapacité par certains patrons, augmenté fréquemment de l'in-

demnité de maladie versée par une ou même plusieurs sociétés de secours mutuels, est un moyen peu propre à encourager la reprise du travail, reprise qui apparaît alors comme la fin d'un bien être dont il serait plus agréable de prolonger la durée.

S'il s'agit d'invalidité à compenser par une rente, c'est vers l'avenir que se tourne la pensée anxieuse de son futur titulaire.

Rarement insensible aux plaintes qu'on lui exprime, le médecin n'est retenu que par la crainte de se tromper; la justesse de son appréciation peut se ressentir d'une hésitation si légitime.

D'autre part, se sent-il toujours en droit d'affirmer qu'une invalidité bien contatée ne subira pas d'atténuation soit avec le temps, soit par suite d'une adaptation fonctionnelle nouvelle et progressive? Ou bien au contraire, n'ira-t-elle pas s'aggravant sous l'action de l'âge et de la maladie?

Difficile est de raisonner sur le présent, combien plus conjectural de raisonner sur l'avenir, combien élastique alors la précision qu'on attend du médecin!!

Il lui faut encore voir clair dans le passé. Des crises d'épilepsie, d'hystérie ou autres signalées après un accident, ne sont-elles, parfois, qu'un épisode d'une névrose ancienne, invétérée, qu'on laisse volontairement ignorer au médecin?

Des experts concluent à une perte d'acuité visuelle par lésions consécutives à un accident. L'un des experts, mû par un vague souvenir, fouille dans ses recueils d'observations et découvre que plusieurs années avant l'accident le plaignant avait reçu ses soins pour ces mêmes lésions qu'il avait eu la hardiesse de proclamer récentes devant le médecin même qui l'avait autrefois soigné.

Il ne suffit pas que le médecin ait prouvé la réalité d'une invalidité et sa relation directe avec l'accident incriminé, on lui demande encore de fixer numériquement la valeur

de cette invalidité. Le sujet que vous venez d'examiner, gagnait cent francs en un temps donné, combien peut-il gagner actuellement dans le même temps de travail? Est-ce cinquante francs, quarante francs? En d'autres termes sa capacité de travail est-elle réduite de cinquante ou de soixante pour cent?

Eh bien! la compétence du médecin cesse d'être entière quand il s'agit de répondre à cette question qui est la question dominante; tous les examens et enquêtes qui ont précédé, n'ont en effet d'autre but que de rassembler les éléments de la réponse. Dès que le magistrat, après avoir réuni et pesé tous ces éléments, aura fixé les termes de cette réponse, l'application de la loi se fera automatiquement.

Je dis que la compétence du médecin n'est pas entière, exception faite, bien entendu, des cas où l'invalidité est tellement complète, absolue qu'elle ne puisse faire aucun doute pour personne. Mais qu'il s'agisse, par exemple, d'un blessé ayant subi une résection du genou; quand le médecin a certifié qu'il y a inflexibilité irrémédiable par soudure entre le fémur et le tibia, puis claudication par raccourcissement proportionnel à la longueur des parties osseuses enlevées, qu'en peut-il conclure relativement au salaire auquel cet invalide peut légitimement prétendre? Absolument rien.

En sa qualité de médecin, il ignore les aptitudes professionnelles similaires ou autres de la victime. Seuls, ses chefs directs savent quel travail ils peuvent lui confier ou lui conseiller d'entreprendre.

Dans un milieu comme celui de la compagnie du Nord, où plus de 45.000 agents sont répartis dans des emplois des plus divers, actifs ou sédentaires, les exposant aux accidents de tout genre, les médecins conseillent tantôt un travail plus doux, tantôt un changement d'emploi, mais ils ne sauraient définir ni le travail ni l'emploi sans entente préalable avec le chef de service du blessé, seul au courant des qualités pro-

fessionnelles de ses subordonnés. Le médecin ne peut se flatter d'avoir des connaissances techniques équivalentes à celles de tant de chefs de service dout les attributions sont si différentes, si variées, si spéciales. Aussi ne demande-t-on jamais aux médecins de la compagnie de fixer un quantum d'incapacité dont l'appréciation, comme il est facile de le comprendre, dépend pour une large part d'éléments autres que les constatations médicales.

Cette régle si judicieuse ne s'impose-telle pas aux experts?

Ne sont-ils pas moralement tenus de s'éclairer auprès de personnes compétentes en matière de travail industriel, avant de fixer l'incapacité par un chiffre.

Ils ont ce droit en vertu même du jugement qui les charge de l'expertise, mais il me semble bien qu'ils usent rarement de ce droit quand l'adjonction d'un expert non médecin n'a pas été expressément ordonnée par le tribunal.

Privés d'une ressource aussi indispensable, que font les experts? Ils se tirent d'embarras et assurent le repos de leur conscience au moyen de tableaux, sorte de barèmes, où chaque infirmité, chaque mutilation entraînant invalidité est tarifée en centièmes de la capacité supposée normale avec certaine tolérance en deçà et au-delà.

On a même dressé des tarifs spéciaux à tel ou tel groupe de professions jugées similaires sans savoir si un invalide n'aurait pas quelquefois bénéfice à quitter son groupe pour chercher du travail dans un autre.

La logique voudrait que chaque profession eût son barème propre portant la liste des infirmités compatibles et des infirmités incompatibles avec son exercice, visant les degrés non seulement d'aptitude physique mais même d'aptitude intellectuelle. Autant vaudrait chercher la quadrature du cercle.

Au cours de ma carrière chirurgicale, je n'ai cessé de répéter que tout blessé, tout malade soumis à l'investigation

du médecin, le place devant un problème qui diffère de tous ceux qu'il a eu et qu'il aura à résoudre. Cette formule s'applique de tous points aux problèmes que soulève l'estimation de l'invalidité.

Un manœuvre intelligent et non dépourvu d'instruction est placé dans un bureau après une amputation de jambe; il parvient graduellement à un chiffre d'appointements supérieur à celui du salaire maximum de son premier emploi. Que peut faire un malheureux charretier inculte privé d'une jambe si non mendier peut-être? Une ouvrière rattacheuse dans une filature a le petit doigt enlevé: après guérison, elle n'a plus à songer à la préservation de ce doigt absent, son travail ainsi facilité devient plus rémunérateur.

Le chapitre des névroses traumatiques est loin d'être le moins nébuleux. Où trouver le criterium de leur pérennité quand on les voit souvent guérir, malgré l'avis contraire, dès qu'il n'y a plus à revenir sur leur compte? Que dire en présence de crises épileptiques ou épileptiformes auxquelles leur fréquence et leur imprévu donne la valeur d'une incapacité absolue malgré l'intégrité fonctionnelle en dehors des crises? Toutes les portes se ferment devant le malheureux qui en donne le spectacle. Comment les rattacher avec évidence à un traumatisme quand la recherche des antécédents se complique de la question du secret professionnel?

Que dire aussi des invalidités facilement curables par une opération souvent simple, à laquelle l'intéressé ne donnera un consentement nécessaire qu'après réglement de la rente sur laquelle il compte en raison de la permanence certaine de son invalidité s'il n'y est porté remède?

Dans quelle mesure encore faut-il tenir compte de ces difformités de la face qui, sans compromettre la valeur ouvrière peuvent empêcher tout travail en commun pour la risée ou le dégoût qu'elles provoquent?

De l'infinie diversité des faits visés par la loi comment dégager des formules qui les englobant tous permettraient en même temps d'assigner à chacun d'eux sa place naturelle sur la liste des compensations.

Ces difficultés, je dirais volontiers ces impossibilités, sautent aux yeux de quiconque est mis aux prises avec elles et doit les surmonter, le médecin le premier, car sur lui repose la plus lourde part de responsabilité dans l'application qui sera faite de la loi.

Il peut en toute conviction décrire un état, dire son évolution probable, mais sa conscience est mise à rude épreuve quand on lui demande une précision, impossible sans la possession d'une commune mesure encore à trouver et qu'il ne semble pas qu'ou puisse jamais trouver.

Dans son préciaux „Manuel de conciliation", Monsieur Duchauffour, juge au tribunal de la Seine et dont la compétence est si notoire, a dressé un tableau portant „évaluation du degré d'invalidité résultant des diverses lésions d'après les conciliations intervenues au tribunal civil de la Seine en 1902—1903". En cinq colonnes ou y trouve classés méthodiquement, plus d'un millier de faits 1⁰ Nature des lésions. 2⁰ Profession. 3⁰ Reduction professionnelle. 4⁰ Rente allouée. 5⁰ Capital de rachat.

A ce tableau et à ceux du même genre qu'on rencontre dans les traités spéciaux, il manque un élément essentiel que j'appellerais le criterium du „bien jugé". Ce criterium c'est l'histoire de la victime dans la période post-judiciaire. Cette histoire dirait si la période en question a évolué conformément aux prévisions de l'expertise qui avait servi de base à la décision des juges dont l'impartialité reste hors de doute. A défaut de conformité elle pourrait fournir sur le degré et la cause de l'erreur des renseignements propres à en éviter le retour.

Une bonne statistique du »devenu« des indemnités, éclairerait comme un phare, les écueils semés sur le chemin des experts en quête de la vérité qu'elle leur permettrait d'entrevoir de plus près s'il est dit qu'on ne puisse l'atteindre.

Est-il possible d'établir une statistique de ce genre? On en conçoit mieux les difficultés que la possibilité.

Il semble tout dabord qu'on doive exclure les invalides dont la rente a été capitalisée. Comment ne pas les perdre de vue à bref délai?

Quant aux autres, ceux qui touchent périodiquement leur rente sur présentation d'un certificat de vie, comment les suivre dans leur existence s'ils ne sont pas tenus par une obligation de séjour?

Ils vont bien toucher leur rente chez le percepteur, receveur ou trésorier le plus proche du lieu qu'ils sont venus habiter; mais l'agent du fisc n'a rien à voir audelà du certificat du vie dont la présentation lui est nécessaire. L'agent officiel qui délivre ce certificat n'a pas non plus à s'enquérir de l'état de santé. Ce rôle appartient au médecin qui se retranche derrière le secret professionnel.

Pour être suffisamment éclairé sur le mode d'xistence de l'invalide renté, il faudrait des agences d'informations que seules les compagnies d'assurances me semblent capables d'organiser. Ont-elles intérêt à l'entreprendre largement, serait-ce pour elles une augmentation de charges sans compensation suffisante? Je ne saurais le dire. L'intérêt scientifique n'est pas douteux; l'intérêt financier qui me semble probable, ne deviendrait appréciable qu'avec le temps.

Pour me résumer et conclure je dirai:

Le médecin seul à qualité pour dire la réalité, la nature et le degré d'une infirmité; il n'a pas compétence suffisante pour en déterminer numériquement l'importance professionnelle, sauf les cas où l'invalidité est absolue ou nulle.

Une même infirmité chez deux individus différents n'entraînant pas nécessairement la même invalidité, tout barème basé sur la nature de l'infirmité est illusoire.

Il ne semble pas possible de dresser des tables contenant toutes les variétés d'infirmités et prévoyant toutes les graduations d'aptitude au salaire restée possible pour chacune de ces variétés d'infirmité.

Les tables énumérant méthodiquement les chiffres des rentes allouées en regard des invalidités jugées, tendent à établir des précédents qui, peu à peu, deviendront des règles; mais il y manque un criterium indispensable: la comparaison des suites réelles après jugement avec les suites probables avant jugement. Connaissant ainsi la somme des erreurs et leurs causes on aurait de plus grandes chances de les éviter à l'avenir.

L'établissement de tables aussi complètes n'est peut-être pas d'une difficulté insurmontable; il semble que les compagnies d'assurances puissent seules mener à bien un semblable travail.

Paris, 1er juin 1905.

*Ch. Perier.*

CONGRÈS INTERNATIONAL DES ACCIDENTS DU TRAVAIL ET DES ASSURANCES SOCIALES.
*7e session. — Vienne. — 17 au 23 septembre 1905.*

# ÉVALUATION NUMÉRIQUE

DES

# DÉTÉRIORATIONS VISUELLES CHEZ LES VICTIMES D'ACCIDENTS DU TRAVAIL

PAR

**M. WEISS**
INGÉNIEUR DES MINES (PARIS).

---

Il a été reconnu qu'en présence des lois relatives aux accidents du travail, il importait de fonder une notation de la faculté visuelle sur une base théorique incontestable, qui soit intelligible pour les magistrats.

Actuellement, la faculté visuelle est très généralement définie par l'acuité visuelle, mesurée d'après les échelles optotypiques de Snellen. L'échelle la plus usuelle se compose de plusieurs lignes de lettres semblables, mais de dimensions croissantes, dont la grandeur relative est mesurée par des nombres tels que 1—1, 5—2—3—4—6—10. (Voir figure). Sur le tableau construit pour être vu à une distance de 5 mètres, la hauteur des lettres de la première ligne au bas du tableau — (la plus petite) — est de 7 m/m, 5. L'acuité dite normale, que l'on devrait appeler plus justement acuité moyenne, est celle d'une personne qui lit cette première ligne à 5 mètres de distance. L'acuité de la personne examinée est exprimée par une fraction ayant pour numérateur l'unité, et pour dénominateur le rapport de la grandeur des plus petites lettres lues à celle des lettres de la première ligne (en partant du bas du tableau). Si, par exemple, une personne ne peut lire que la 5eme ligne, son acuité sera définie par le rapport $^1/_4$; si elle lit seulement la 7eme ligne, l'acuité visuelle sera $^1/_{10}$.

Ce mode de notation présente deux inconvénients au point de vue théorique:

1° Toutes les mesures sont basées sur une unité arbitraire: la grandeur des lettres qu'une personne normale peut lire à 5 mètres.

2° La notation ne donne pas une juste mesure de la faculté visuelle qui est, physiologiquement parlant, proportionnelle, non pas à la dimension linéaire des objets vus, mais à leur surface.

La surface des lettres dont les dimensions sont n fois plus grandes que celles de la 1ère ligne; est n'effet $n^2$ fois plus grande que la surface des lettres de cette ligne.

Il serait donc logique de définir la faculté visuelle non pas par le rapport $1/n$, mais par le rapport $1/n^2$.

En disant que l'acuité visuelle d'une personne qui primitivement était de $^1/_1$ est devenue de $^1/_4$ on semble dire que la faculté visuelle est 4 fois moindre alors qu'en réalité elle l'est 16 fois.

Il y a là, dans les d'accidents du travail une cause d'erreurs inévitables pour le juge, tenté de prendre le chiffre de l'acuité pour mesurer la faculté visuelle, alors qu'il est physiologiquement démontré que la faculté visuelle doit être évaluée par rapport aux surfaces vues.

Il est donc urgent de mettre entre les mains du juge une échelle dont il puisse se servir mécaniquement, sans connaissances scientifiques spéciales, et qui ne soit pas basée sur un point de départ arbitraire.

Nous proposons de ne plus faire usage du mot acuité visuelle suivi d'un chiffre qui n'a qu'une valeur conventionnelle et qui est de nature à induire le juge en erreur.

Nous demandons qu'au lieu d'acuité, on chiffre d'après la méthode inventée par le Dr. Javal, l'imperfection visuelle, l'imperfection étant définie par la grandeur des objets vus par une personne à une distance déterminée.

La comparaison entre l'imperfection antérieure à un accident et l'imperfection actuelle donne l'idée de détérioration.

Il est clair que la perfection visuelle imaginable permettrait de discerner un objet infiniment petit. Une vue infiniment bonne s'inscrirait I = O (imperfection nulle) L'impossibilité de ne rien distinguer s'écrirait : I = $\infty$.

Entre ces deux nombres, O et $\infty$, tous les degrés d'imperfection visuelle peuvent être mesurés. Comme pratiquement il faut déjà une vue extrêmement bonne pour pouvoir distinguer à quelques mètres des distance un carré dont le coté mesure quelques dixièmes de millimètres, nous proposons pour chiffrer l'imperfection visuelle, de la définir par la dimension linéaire exprimée en $^1/_{10}$ de millimètres, des côtés de carrés noirs, sur fond blanc aperçus à une distance de 5 mètres.

L'imperfection de la vue d'une personne qui distinguerait à cette distance des carrés de $^5/_{10}$ millimètres de côté serait exprimée par le chiffre 5 et ainsi de suite.

Dans la pratique le système des petits carrés présente des inconvénients; le tableau construit à l'aide de ces carrés sera un tableau étalon, d'après lequel on construira un tableau correspondant de lettres capitales à forme très simple, dont la lisibilité sera expérimentalement égale à la visibilité des carrés du tableau étalon.

Pour une vue déchiffrant par exemple une ligne de lettres capitales, correspondant à la visibilité des carrés de 14 dixiemes de millimètres de côté, l'imperfection visuelle sera cotée : I = 14 et ainsi de suite.

Pour établir l'échelle étalon on aurait pu, évidemment avoir autant de lignes qu'il y a de nombres. Pour en imiter le nombre nous proposons de choisir une progression géométrique ayant pour raison $\sqrt{2}$. En passant de la lecture d'une ligne à la suivante (en remontant), on passe à une faculté visuelle physiologique moitié moindre, puisque les surfaces sont chaque fois doublées.

Bien que la série choisie par Snellen ne corresponde à aucune formule mathématique, l'expérience l'avait amené à se rapprocher singulièrement de notre progression géométrique. Il suffit de jeter un coup d'oeil sur le tableau suivant pour s'en convaincre:

| | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Snellen: | 5 | 6,7 | 10 | 15 | 20 | 30 | 40 | 60 | 80 | 100 |
| Echelle proposée: | 5 | 7,1 | 10 | 14,2 | 20 | 28,3 | 40 | 56,6 | 80 | 113 |

résultats très comparables.

Pour simplifier et éviter des décimales tout en commettant une erreur très faible, nous proposons au lieu d'adopter exactement la progressien géométrique de raison $\sqrt{2}$ de choisir la série connue depuis 20 siècles 5—7—10—14—20—28, etc. qui se compose uniquement de nombres entiers alternativement multiples de 5 et de 7; c'est à l'aide de cette progression que nous proposons de construire le tableau étalon. (Voir figure).

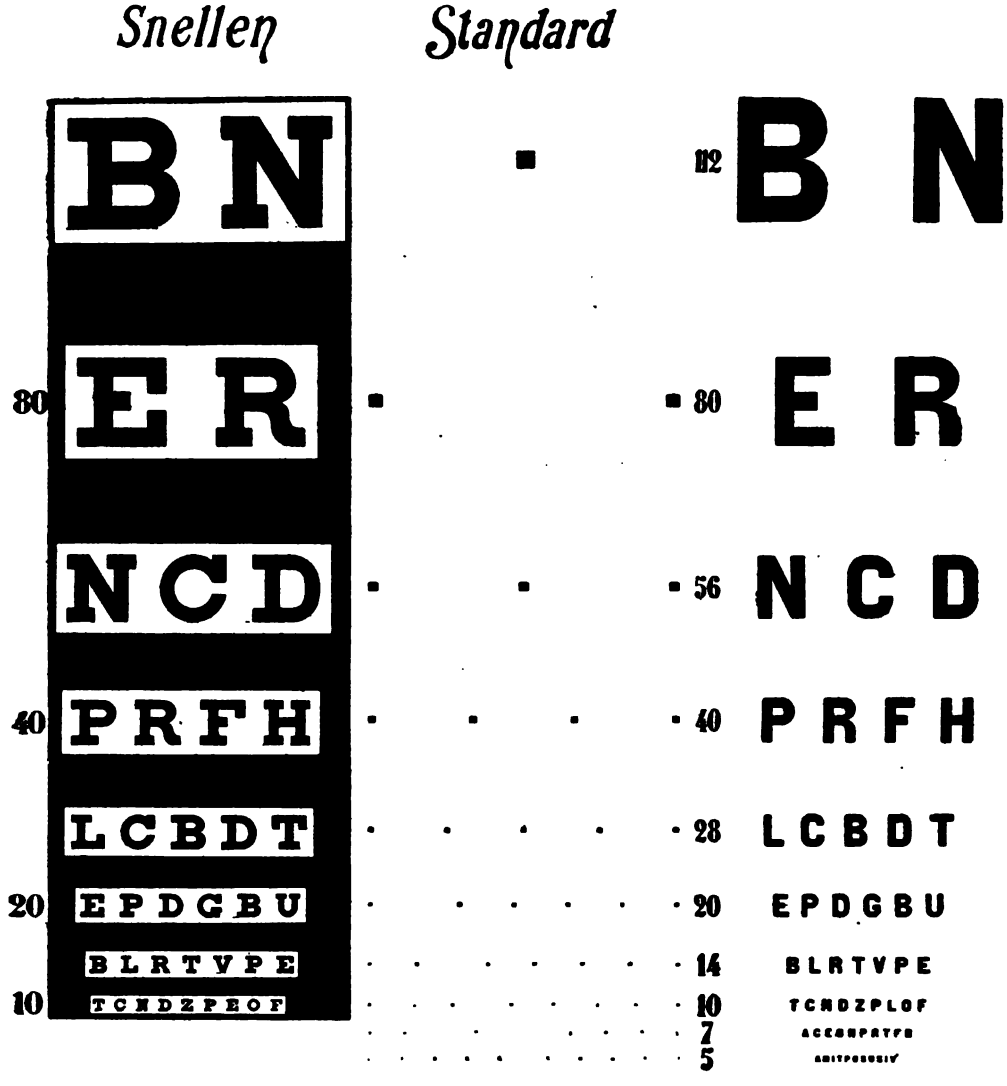
Satisfaisante au point de vue théorique, notre échelle, au point de vue des indemnités à accorder dans les cas d'accident du travail, constitue un progrès incontestable. Elle supprime l'idée d'acuité visuelle qu'elle remplace par l'idée d'imperfection visuelle. Cette imperfection notée avant et après l'accident permet d'évaluer la détérioration.

En dehors de ce grand avantage de simplicité, la nouvelle solution contribuera à faire entrer les juges dans une voie plus rationnelle pour l'évaluation des conséquences des accidents: ce n'est point en effet, la diminution numérique de la „faculté" qui importe, mais la conséquence que cette diminution peut avoir pour un ouvrier au point de vue de sa profession. Il convient donc d'établir un tableau des différentes catégories de professions en regard duquel on notera le degré d'imperfection visuelle compatible avec leur exercice. Si un accident oblige un ouvrier à renoncer à son métier faute de faculté visuelle suffisante, l'indemnité devra être calculée à un taux tout différent de celui auquel il aurait droit pour une diminution de la vue lui permettant cependant d'exercer son métier.

Par exemple l'horloger auquel il faut . . . . . I = 10
qui possédait avant l'accident . . . . . I = 7
et n'a plus ensuite que . . . . . I = 20
devra être autrement indemnisé que le maçon auquel
suffit . . . . . I = 40
qui possédait lui aussi avant . . . . . I = 7
et n'a plus que . . . . . I = 28
Tout en ayant subi un plus grand dommage matériel, il ne se trouve pas privé de gagner son pain.*)

C'est en se basant sur des considérations de ce genre, que le juge, s'affranchissant de la notion conventionnelle de l'acuité visuelle, appréciera avec justice les conséquences réelles des accidents.

*) Second exemple:
Un retoucheur de clichés photographiques qui avait avant l'accident . . I = 5 (c'est-à-dire acuité double de la normale) et après l'accident . . . . I = 10 (c'est-à-dire acuité normale) est à peu près hors d'état de continuer à exercer sa profession mais peut exercer presque toutes les autres. Si après l'accident, il a I = 40, il peut encore exercer une profession grossière, mais c'est une erreur de dire qu'il a perdu les $^7/_8$ de son acuité ainsi que devrait le déclarer l'expert d'après l'ancien système parceque son acuité n'est plus que $^1/_4$ de la normale. [Pour plus de détails voir le livre récent du Dr Javal, Physiologie de la lecture et de l'écriture. Paris Alcan].


Snellen
Standard
B N
112
B N
80
E R
80
E R
N C D
56
N C D
40
P R F H
40
P R F H
L C B D T
28
L C B D T
20
E P D G B U
20
E P D G B U
B L R T V P E
14
B L R T V P E
10
T C H D Z P E O F
10
7
5

INTERNAT. ARBEITERVERSICHERUNGS-KONGRESS.
*7. Tagung. — Wien. — 17. bis 23. September 1905.*

# MITARBEIT DER ÄRZTE
IM
# RENTENFESTSETZUNGS-VERFAHREN
BEI DER
## REICHSGESETZLICHEN UNFALLVERSICHERUNG IN DEUTSCHLAND

VON
DR. OTTO MUGDAN
ARZT UND MITGLIED DES REICHSTAGES.

---

Die Feststellung einer Unfall-Rente ist niemals Sache des Arztes, indeß wird dieselbe in sehr vielen Fällen erst durch ein ärztliches Gutachten ermöglicht.

Die Unfall-Rente soll dem Verletzten den wirtschaftlichen Schaden ersetzen, der ihm durch den, als Folge der Verletzung aufgetretenen vollkommenen oder teilweisen Verlust der Erwerbsfähigkeit zugefügt worden ist. Völlige Erwerbsunfähigkeit ist die durch die Verletzung hervorgerufene Unfähigkeit des Verletzten, durch irgend eine eigene — körperliche oder geistige — Tätigkeit, die ihm billiger Weise nach seiner bisherigen Ausbildung und nach seinen Fähigkeiten zugemutet werden kann, gewinnbringende Arbeit zu leisten, und teilweise Erwerbsunfähigkeit ist die durch die Verletzung gesetzte Einschränkung der Benutzung der dem Verletzten nach seinen gesamten Kenntnissen und Fähigkeiten auf dem ganzen wirtschaftlichen Arbeitsmarkt sich bietenden Arbeitsgelegenheiten. Ob ein Verletzter zu gewissen Arbeiten, die die Grundlage seines Erwerbes bilden sollen, noch fähig ist, und in welchem Umfange er diese Arbeiten noch leisten kann, wird in erster Linie nach seinem körperlichen Befunde entschieden werden

müssen und für diese Entscheidung wird — ganz seltene Fälle abgerechnet — das ärztliche Gutachten die wichtigste Grundlage bilden. Der Arzt, der ein Gutachten über die Erwerbsunfähigkeit eines Verletzten abgeben soll, muß die bei dem Verletzten vor dem Unfalle — als 100 % angenommene — bestandene Erwerbsfähigkeit im Vergleich mit der Erwerbsfähigkeit setzen, die nach dem Unfall — zurzeit der Untersuchung — noch besteht. Zweckmäßig wird der Arzt am Schlusse seines Gutachtens die zahlenmäßige Angabe nach Prozenten der von ihm angenommenen Erwerbsunfähigkeit nicht unterlassen, aber er muß sich dabei bewußt sein, daß er nur Gutachter ist, und daß sein Gutachten die Organe, welche verpflichtet sind, die Rente festzustellen, nicht bindet, sondern immer nur eine — wenn auch manchmal ausschlaggebende — Grundlage für die Rentenfeststellung bildet.

Nicht jeder bei einem Verletzten festgestellte vollkommene Verlust der Erwerbsfähigkeit berechtigt zum Empfang einer Unfall-Rente; die Vorbedingung ist, daß die Erwerbsunfähigkeit die Folge eines Betriebsunfalles ist, also die Folge der körperlichen Schädigung eines Menschen, die auf ein plötzliches oder wenigstens zurzeit genau bestimmbares, von ihm nicht beabsichtigtes Ereignis zurückzuführen ist und sich bei dem Betriebe ereignet hat. Ob ein „Unfall“ als „Betriebsunfall“ anzusehen ist, wird in den meisten Fällen nicht auf Grund von Überlegungen entschieden werden, die innerhalb der medizinischen Wissenschaft und ärztlichen Tätigkeit liegen; sehr wohl ist aber der begutachtende Arzt im Stande und deshalb verpflichtet, Klarheit darüber zu verschaffen, ob die von ihm gefundene Erwerbsunfähigkeit die Folge eines Unfalles ist, oder die Folge einer derjenigen körperlichen Schädigungen, die bei vielen Gewerbetätigkeiten als das Endergebnis der, eine längere Zeit andauernden, der Gesundheit entweder durch Verwendung von Giften oder durch Einfluß von Zugluft, Feuchtigkeit, Luftverschlechterung nachteiligen Betriebs-

weise beobachtet werden, und die man als Gewerbekrankheiten zusammenfaßt (vergl. Referat des Herrn Reg.-Rat Siefart); und ausschlaggebend wird oft das ärztliche Gutachten sein und deshalb um so größere Vorsicht bei der Abgabe erheischen, wenn es sich um die Entscheidung der Frage handelt, ob die Erwerbsunfähigkeit die Folge einer körperlichen Schädigung ist, die mit einem behaupteten Unfall zusammenhängt, oder ob sie als natürliche Folge einer krankhaften Anlage des Verletzten angesehen werden muß. Wenn z. B. ein Schwindsüchtiger während der Betriebsarbeit vom Blutsturz befallen und infolgedessen ein Anspruch auf Unfall-Rente erhoben wird, so scheidet bei dem ärztlichen Gutachten die Frage vollständig aus, ob etwa schon die gewöhnliche Betriebsart für den vom Blutsturz Befallenen ungesund gewesen ist; dagegen wird der begutachtende Arzt die genaueste Kenntnis von der Tätigkeit, die der vom Blutsturz Befallene zurzeit des Blutsturzes ausführte, sich verschaffen und untersuchen müssen, ob diese Tätigkeit besonders schwer, schwerer als die gewöhnliche Betriebsarbeit gewesen sei und deshalb eine momentan schädigende Einwirkung auf den körperlichen Zustand des Rentenbewerbers ausgeübt haben könne, oder ob der Blutsturz lediglich in natürlicher Weiterentwickelung des hochgradigen Lungenleidens eingetreten sei. Spricht die hohe Wahrscheinlichkeit für eine Unfallsfolge, so muß sie angenommen werden; die Forderung eines zwingenden Beweises würde gegen den Geist und Zweck der reichsgesetzlichen Unfallversicherung verstoßen. Hier müssen andere Grundsätze maßgebend sein, als sie vielleicht einer Privatversicherung gegenüber statthaft sind.

Die hohe Wichtigkeit des ärztlichen Gutachtens für die Rentenfestsetzung veranlaßte die gesetzgebenden Faktoren, jedem Rentenbewerber die Möglichkeit zu verschaffen, sich für die Feststellung der Rente eines unparteiischen ärztlichen Gutachtens zu bedienen. Ist nämlich in einem speziellen Falle

der Vorstand der Berufsgenossenschaft (oder einer Sektion derselben), dem die Beschlußfassung über die Feststellung der Rente zusteht, auf Grund eines ärztlichen Gutachtens, das er verlangt hat, zu der Ansicht gelangt, er werde keine Rente oder nur eine Teilrente gewähren, so muß er vor der definitiven Beschlußfassung die Ansicht des Arztes einholen, der den Verletzten behandelt hat, und wenn dieser Arzt in irgend einem Vertragsverhältnis zu der Berufsgenossenschaft steht, so muß auf Wunsch des Verletzten die Ansicht eines anderen Arztes, der ganz unabhängig von der Berufsgenossenschaft sein muß, eingeholt werden.

Auch bei den Verhandlungen vor den Schiedsgerichten für Arbeiterversicherung, die Streitigkeiten über Entschädigungen auf Grund der Unfallversicherungsgesetze zu entscheiden haben, ist es dem Rentenbewerber möglich, dem ärztlichen Gutachten, das von Seiten der Berufsgenossenschaft vorgelegt wird seinerseits ein vertrauenswürdiges ärztliches Gegengutachten auf der Stelle gegenüberzusetzen. Jedes Schiedsgericht hat nämlich bei Beginn eines jeden Geschäftsjahres in seiner ersten Spruchsitzung nach Anhörung der zuständigen Ärztevertretung (Ärztekammern u. dgl.) aus der Zahl der ansässigen approbierten Ärzte diejenigen auszuwählen, welche als Sachverständige bei den Verhandlungen vor dem Schiedsgerichte zuzuziehen sind; diesen Sachverständigen, die wiederum keine Vertrauensärzte der Berufsgenossenschaften sein dürfen, ist zur Abgabe ihres Gutachtens Einsicht in die Akten des Streitfalles zu geben.

Vielfach sind die zur Begutachtung Unfallverletzter aufgeforderten Ärzte nicht in der Lage, sich über den ursächlichen Zusammenhang zwischen einem Betriebsunfalle und der eingetretenen Erwerbsunfähigkeit zu äussern, weil nicht sofort nach dem Eintritt des Unfalles eine genaue ärztliche Untersuchung und Feststellung der Verletzungen vorgenommen wurde. Es ist ein Mangel der deutschen Unfallversicherungs-

gesetzgebung, daß sie weder für die Unfallanzeige die Beibringung eines ärztlichen Attestes vorschreibt noch der Ortspolizeibehörde, die zuerst über den Unfall eine Untersuchung vorzunehmen hat, die Zuziehung eines Arztes zur Pflicht macht. Durch diesen Umstand werden oft weitläufige Verhandlungen und kostspielige Beweisaufnahmen verursacht, und es ist dringend zu wünschen, daß bei einer Revision der Unfallversicherungsgesetze zum mindesten die Zuziehung von Ärzten zu den ortspolizeilichen Unfalluntersuchungen vorgeschrieben wird; schon jetzt wird diese Zuziehung von vielen Berufsgenossenschaften im wohlverstandenen Interesse auf ihre eigenen Kosten, zur Erwerbung einer rechtzeitigen gründlichen Aufklärung bewirkt.

Gegen die, die Rentenfestsetzung betreffende Entscheidung des Schiedsgerichtes steht dem Verletzten (bezw. seinen Hinterbliebenen) sowie dem Vorstande der Berufsgenossenschaft der Rekurs an das Reichs-Versicherungsamt (oder Landes-Versicherungsamt) zu. Auch hier verschaffen bei der Erledigung sehr vieler Rechtsfälle ärztliche Gutachten entweder allein oder in Verbindung mit anderen Beweismitteln die nötige Aufklärung des Sachverhaltes. Diesem Bedürfnisse nach ärztlichen Obergutachten wird durch die Inanspruchnahme ärztlicher Sachverständiger entsprochen, welche als Lehrer an Universitäten, als Krankenhausleiter oder sonst eine hervorragende Stellung einnehmen. Die Anregung, durch Schaffung ärztlicher Kollegien für die Erstattung von Obergutachten allgemein im Reiche für besonders zweifelhafte und schwierige Fälle, eine geeignete, höhere Sachverständigenstelle bereit zu stellen, hat bisher zu einem allgemeinen Erfolge nicht geführt.

Das Reichs-Versicherungsamt, sowie das bayerische Landes-Versicherungsamt veröffentlichen diejenigen ärztlichen Obergutachten, die von allgemeinem Interesse sind.

---

INTERNAT. ARBEITERVERSICHERUNGS-KONGRESS
*7. Tagung. — Wien. — 17. bis 23. September 1905.*

# BETRIEBSUNFALL UND BERUFSKRANKHEIT

VON

**REGIERUNGSRAT SIEFART,**

STÄNDIGEM MITGLIEDE DES REICHS-VERSICHERUNGSAMTS, BERLIN.

Betriebsunfälle und Berufskrankheiten (genauer: gewerbliche Berufskrankheiten oder Betriebskrankheiten) sind Schädigungen, denen die Arbeiter durch ihre Berufstätigkeit ausgesetzt sind. Die deutschen Arbeiterversicherungsgesetze erläutern weder den einen, noch den andern Begriff. In wissenschaftlichen Erörterungen hat man sich bemüht, beide zu definieren. Dabei ist vielfach hervorgehoben worden, daß sich zwischen den Begriffen »Betriebsunfall« und »Betriebskrankheit« eine scharfe, überall klar erkennbare Grenzlinie kaum ziehen lasse, und daß fast noch mehr Schwierigkeiten der Versuch bereite, durchweg zutreffende Merkmale für die Ausscheidung der Berufskrankheiten aus dem allgemeinen Begriffe »Krankheit« aufzustellen. Die Rechtsprechung, gezwungen durch die Lage der Gesetzgebung, welche zwar aus Anlaß von Betriebsunfällen, aber nicht aus Anlaß von Berufskrankheiten als solchen eine öffentlich-rechtliche Fürsorge gewährt, hat sich mit diesen Begriffen abfinden müssen, und sie ist, wie behauptet werden darf, wenigstens was den Begriff »Unfall« und die Unterscheidung zwischen einem solchen und einer Berufskrankheit anbetrifft, zu Feststellungen gelangt, die dem praktischen Bedürfnisse vollkommen genügen. Das Reichs-Versicherungsamt, der höchste Gerichtshof zur Entscheidung von Streitigkeiten in Unfall- und Invalidenversicherungssachen, hält in gleichmäßiger Rechtsübung die Erfüllung folgender Voraussetzungen

für geboten, damit ein »Unfall« als vorliegend angenommen werden kann: Einmal muß der Betroffene, sei es durch äußere Verletzung, sei es durch organische Erkrankung, eine Schädigung seiner körperlichen oder geistigen Gesundheit — Körperverletzung oder Tod — erlitten haben, und sodann muß diese Schädigung auf ein plötzliches Ereignis zurückzuführen sein, welches in seinen — möglicherweise erst allmählich hervortretenden — Folgen den Tod oder die Körperverletzung verursacht. Auf demselben Standpunkte steht auch das Reichsgericht (vergl. besonders Entscheidungen in Zivilsachen, Band 21, S. 77).

Demgemäß sind zunächst nicht als Unfälle anzusehen die Leiden, welche als das Endergebnis der eine längere Zeit andauernden, der Gesundheit nachteiligen Betriebsweise bei bestimmten Gewerbetätigkeiten aufzutreten pflegen (Gewerbekrankheiten im engeren Sinne). Hierunter fallen in erster Reihe die durch die längere Beschäftigung mit gewerblichen Giften, wie Blei, Phosphor, Quecksilber, Arsen, Anilin, Nitrobenzol usw. — auch auf dem Wege der Einatmung giftiger Gase oder giftigen Staubes — verursachten Gesundheitsstörungen. Desgleichen gehört hierher der sogenannte Nystagmus (das Augenzittern), ein Leiden, das vielfach bei Häuern entsteht und darauf zurückgeführt wird, daß die durch ihre Betriebstätigkeit gebotene eigenartige Blickrichtung — zumal bei ungenügender Beleuchtung — auf die Dauer eine Erschöpfung gewisser Hirnzentren bewirkt. Ferner sind als Gewerbekrankheiten zu bezeichnen die sich durch fortwährenden Lärm allmählich entwickelnde Schwerhörigkeit der Kesselschmiede und der Arbeiter in Hammerschmieden, die durch die Beschäftigung mit Röntgenstrahlen entstehenden chronischen entzündlichen Hautveränderungen u. dgl. m. Es können auch dahin zu rechnen sein die Körperschädigungen, welche infolge fortgesetzter Überanstrengung des ganzen Körpers oder einzelner Muskeln, Sehnen oder Gelenke bei der

Arbeit eintreten, z. B. Entzündungen, Verbiegungen, Verkrümmungen, Krampfadern, Plattfüße bei Steinträgern, Porzellanarbeitern, Schuhmachern, Bäckern, Schmieden usw. Ebenso sind Folgezustände stetig wiederholter Erschütterungen des Rückenmarkes, Erkrankungen des Herzens, der Lungen oder anderer innerer Organe sowie des Nervensystems durch vielfache Überanstrengungen, Aufregungen und Schreckwirkungen im Beruf unter Umständen als Gewerbekrankheiten im engeren Sinne, aber jedenfalls nie als Unfälle aufzufassen. Eine zweite Gruppe von Berufskrankheiten bilden diejenigen, die durch gewisse Einwirkungen ungesunder Betriebsstätten, z. B. Ausströmen schädlicher — nicht von gewerblichen Giften herrührender — Luft (Gase, Dämpfe), abnormen Luftdruck (»Bergkrankheit«), komprimierte Luft, Staubentwicklung, längere Zeit andauernde Zugluft, Feuchtigkeit, Hitze und Kälte hervorgerufen werden. Sie sind vielfach sogar Gewerbekrankheiten im engeren Sinne, wie z. B. die Schädigungen des Auges und der Atmungsorgane durch Staub verschiedener — nicht gerade giftiger — Art (Mehl-, Getreide-, Tabak-, Woll-, Holz-, Kohlen-, Knochen-, Sand-, Stein-, Metall-, Perlmutterstaub usw.) oder die nachteiligen Folgen der Hitze bei den Arbeiten der Heizer und Kohlenzieher auf Dampfschiffen und der an Schmelzöfen beschäftigten Personen (Schlaganfälle, Aufregungszustände, in denen oft Selbstmord begangen wird, und Geisteskrankheit), oder endlich durch längeres Arbeiten in Zugluft oder in Feuchtigkeit entstandene rheumatische Leiden. Als dritte Gruppe kommen Schäden in Betracht, die ebenfalls nicht Folgen von Unfällen, aber öfter Berufskrankheiten, wenn auch wohl niemals eigentliche Gewerbekrankheiten sind. Es sind dies allmählich bei der Betriebsarbeit und unter deren Einfluß entstehende äußere Verletzungen (z. B. die »Prellung« einer Hand durch fortwährenden Druck eines Hammerstiels bei einem Steinschläger und die sogenannte Dupuytrensche Kontraktur bei Kutschern, die mit

gekrümmten Fingern die Zügel in der Hand halten, vergl. Amtliche Nachrichten des Reichs-Versicherungsamts 1901 S. 446). Zu derselben Klasse von Schädigungen gehören die nach und nach eintretende Abnutzung der körperlichen Kräfte und die allmähliche Verschlimmerung krankhafter Anlagen (z. B. die Entstehung von Leisten- und anderen Unterleibsbrüchen, die Verschlimmerung einer Lungentuberkulose und sonstiger innerer Krankheiten) lediglich unter Mitwirkung der fortgesetzten regelmäßigen, wenn auch vielleicht anstrengenden Betriebstätigkeit. Alle diese Gesundheitsschädigungen sind deshalb keine Unfälle, weil sie so, wie eben angegeben, zu ihrer Entwicklung eine gewisse längere Dauer brauchen, also nicht plötzlich entstehen.

Das Reichs-Versicherungsamt hat nun aber in seiner Rechtsprechung das Unterscheidungsmerkmal zwischen den Begriffen Unfall und Berufskrankheit, nämlich die »Plötzlichkeit« der schädigenden Einwirkung, nicht in allzu engem Sinne ausgelegt. Es wird von ihm zur Erfüllung dieser Voraussetzung für die Annahme eines Betriebsunfalls nicht verlangt, daß die Schädigung sich in einem Augenblicke vollzogen hat, sondern für genügend erachtet, wenn »ein zeitlich bestimmbares, in einen verhältnismäßig kurzen Zeitraum eingeschlossenes Ereignis« vorliegt. Das wird auf der einen Seite als dem sozialpolitischen Geiste der Unfallversicherungsgesetze durchaus entsprechend anerkannt.*) Auf der andern Seite wird aber gewissermaßen der Vorwurf erhoben, daß dadurch der Unterschied zwischen Unfällen und Berufskrankheiten noch mehr verwischt werde. Anzuerkennen ist, daß es Fälle gibt, in denen es zweifelhaft sein kann, unter welchen dieser Begriffe die in Frage kommende Schädigung gehört. Das liegt eben daran,

*) Vergl. z. B. Fuld, »Die Betriebskrankheiten und die Haftpflichtversicherung«, in der Deutschen Versicherten-Zeitung, herausgegeben von Rechtsanwalt Dr. Gerhard Wörner. I. Jahrgang, Nr. 1 (vom 23. April 1905), S. 4.

daß die Begriffe »plötzlich« und »allmählich« an der Grenze ineinander übergehen. In der Praxis sind aber die hieraus sich ergebenden Schwierigkeiten durch die festen Grundsätze, die das Reichs-Versicherungsamt in dieser Beziehung beobachtet, so gut wie beseitigt worden. Ein längerer Zeitraum als einige Stunden, höchstens eine — durch nicht zu lange Pausen unterbrochene — Arbeitsschicht, ist wohl in der Rechtsprechung des Reichs-Versicherungsamts niemals als ein dem Erfordernisse der »Plötzlichkeit« noch genügender »verhältnismäßig kurzer Zeitraum« aufgefaßt worden. Über einen Tag dabei hinauszugehen, dürfte auch schon deshalb bedenklich sein, weil die Unfallversicherungsgesetze mit dem »Eintritte« des Unfalls, wenn sie diesen auch nicht ausdrücklich als »Tag« des Unfalls bezeichnen, mehrfach Fristen beginnen lassen, insbesondere die zweijährige Ausschlußfrist für die Anspruchserhebung (§ 72 des Gewerbe-Unfallversicherungsgesetzes) und die gesetzliche Wartezeit vor dem Beginne der Schadensersatzgewährung (§§ 9, 12, 13 daselbst, vergl. auch die entsprechenden Bestimmungen der übrigen Unfallversicherungsgesetze).

Größere Schwierigkeiten bereitet in der Regel die mehr auf medizinischem oder auch chemischem Gebiete liegende Frage, ob im einzelnen Falle die Gesundheitsstörung in einem kurzen oder erst in einem längeren Zeitraume zustande gekommen ist (vergl. Referat des Herrn Dr. Mugdan). Häufig können dieselben Ursachen sowohl schleichende Leiden, wie auch plötzlich schwere Krankheitserscheinungen bewirken. Der Unterschied besteht dann nur darin, daß der gefährliche Stoff in dem einen Falle zu öfteren Malen, aber jedesmal nur in kleiner Menge dem Körper zugeführt, in dem andern Falle einmal in reichlichem Maße von ihm aufgenommen worden ist (chronische und akute Vergiftungen), oder daß ungewöhnliche Temperaturen, Nässe usw. hier in einem Augenblicke, dort erst in langsamer Zerstörungsarbeit zu organischen Veränderungen

des Körpers geführt haben. Man wird freilich nicht daran zweifeln, daß ein Unfall vorliegt, wenn ein Arbeiter infolge eines Rohrbruchs genötigt ist, zehn Minuten lang das in großer Menge ausströmende Leuchtgas einzuatmen oder auch ein Bergmann eine Stunde in einem mit Grubengasen angefüllten Schachte arbeiten muß und beide unmittelbar darauf unverkennbar die Erscheinungen der fraglichen Vergiftung aufweisen, wie umgekehrt von einem Unfalle keine Rede sein kann, wenn ein Lackierer durch fortgesetzte Verwendung von Bleiweiß an Bleikolik erkrankt. Was aber ist z. B. bei Caissonarbeitern die Ursache der häufig vorkommenden Rückenmarkserkrankungen, das andauernde Arbeiten unter Druckluft oder der zu schnelle Übergang von hohem Luftdruck in gewöhnlichen Atmosphärendruck? Das Reichs-Versicherungsamt hat im Anschluß an ein Universitätsgutachten wiederholt das letztere angenommen und demgemäß Betriebsunfälle als vorliegend anerkannt (vergl. Amtliche Nachrichten des Reichs-Versicherungsamts 1897 S. 464 Ziffer 1647), was bei der andern Auffassung wenigstens dann nicht hätte geschehen können, wenn sich die Einwirkung der Preßluft auf mehr als einen Tag erstreckt hätte. Besonders schwierig wird sich die Beurteilung gestalten, wenn ein durch seine ungesunde Beschäftigung bereits kranker Arbeiter plötzlich eine schwerere Schädigung erleidet, die ebenfalls mit dieser Beschäftigung, und zwar auch unmittelbar, im Zusammenhange stehen kann. Zeigt sich z. B. bei einem infolge chronischer Bleivergiftung an Nierenentzündung Leidenden eine Sehstörung, die überdies erfahrungsmäßig dem damit Behafteten selbst oft längere Zeit unbemerkt bleibt, so kann es fraglich sein, ob diese Erkrankung durch eine — vielleicht nachweisbare — einmalige Aufnahme von Blei in größerer Menge herbeigeführt ist und somit einen Unfall darstellt, oder ob sie nur in natürlicher Fortentwicklung des Nierenleidens entstanden und demnach lediglich eine Äußerung dieser Gewerbekrankheit ist. Zu demselben Zweifel

kann ein Fall Anlaß geben, in dem ein infolge wiederholter Kohlenoxydvergiftung bereits an Lähmungen leidender Arbeiter nach einer einmaligen ausgiebigen Einatmung von Kohlendunst das Krankheitsbild der Gehirnerweichung darbietet. Manche Gifte — z. B. Zink, Nitrobenzol, Kohlensäure — haben überhaupt nicht so charakteristische Wirkungen wie Blei, Quecksilber und Arsen, sondern verursachen meist nur mehr oder weniger typische Erscheinungen von allgemeinem Unbehagen, Übelkeit, Schwindel u. dgl. Hier werden akute Vergiftungen nicht selten kaum von den Äußerungen länger bestehender Giftwirkungen stärkeren Grades zu unterscheiden sein, zumal auch die Empfänglichkeit der Menschen in dieser Beziehung sehr verschieden ist.

Eine genaue Feststellung der Frage, ob die Erwerbsunfähigkeit oder der Tod lediglich durch das allmähliche Fortschreiten des älteren Leidens herbeigeführt oder erst durch das Hinzutreten einer in zeitlicher Hinsicht dem Unfallbegriffe genügenden Schädlichkeit bewirkt worden ist, muß aber im Einzelfalle deshalb getroffen werden, weil sie für die Rechtsfolgen von größter Bedeutung ist. Nach der ständigen Rechtsprechung des Reichs-Versicherungsamts ist nämlich eine Unfallentschädigung nicht nur dann zu gewähren, wenn die bei dem Unfall erlittene Verletzung die alleinige und unmittelbare Ursache der Erwerbsunfähigkeit oder des Todes bildet, sondern auch, wenn sie eine von mehreren mitwirkenden Ursachen ist und als solche ins Gewicht fällt. Eine als Unfall anzusehende nachteilige Einwirkung begründet daher einen Entschädigungsanspruch auch, wenn ihre Folgen sich wegen eines schon bestehenden Leidens erheblich schwerer geltend machen, und nicht minder, wenn die Erwerbsunfähigkeit oder der Tod nur dadurch herbeigeführt worden sind, daß durch das Unfallereignis ein vorher vorhandenes Leiden wesentlich ungünstig beeinflußt — verschlimmert oder beschleunigt — worden ist. Beispiele für die erste Art des Zusammenwirkens

von Berufskrankheit und Betriebsunfall bieten die zahlreichen Fälle, in denen chronische, wenn auch nicht sehr schwere Vergiftungen die Widerstandsfähigkeit gegenüber einer akuten Wirkung desselben oder auch eines andern Giftes gebrochen haben. Besonders lehrreich erscheint ferner ein hierher gehöriger Fall, den ein vom Reichs-Versicherungsamt (Amtliche Nachrichten 1904 S. 681) veröffentlichtes ärztliches Obergutachten behandelt: Bei einem Elektriker bestanden infolge seiner längeren Beschäftigung mit Röntgenstrahlen an den Armen und am Oberkörper chronische Hautveränderungen, die sich durch eine vermehrte Pigmentbildung, Trockenheit der Haut und Haarausfall bemerkbar machten. Dieses von dem Sachverständigen zutreffend als »Gewerbekrankheit« bezeichnete Leiden hat nach seiner Ansicht den Boden für die krebsige Entartung eines Geschwürs geschaffen, das durch eine einmalige, zeitlich klar abgegrenzte und deshalb mit Recht als »Unfall« aufgefaßte zu starke Röntgenbestrahlung (Röntgenverbrennung) an einer Hand entstanden war. Häufiger noch und keineswegs immer leichter erkennbar dürften die Verschlimmerungen von Betriebskrankheiten durch Betriebsunfälle sein, zumal wenn man zu den ersteren auch die Erkrankungen der Lunge durch Staubeinatmung und Erkältung und des Herzens durch körperliche Anstrengungen im Berufe rechnet. Schließlich werden die Fälle dadurch oft noch verwickelter, daß sogenannte Spätfolgen eines Unfalls (z. B. Hirnembolie nach einem traumatisch entstandenen Herzfehler) in Frage kommen können und nun zu entscheiden ist, ob es sich wirklich um eine Folge des Unfalls oder inzwischen vorgekommener vielfacher Schädigungen durch die berufliche Tätigkeit handelt.

Zur Bekämpfung der Betriebsunfälle wie der Berufskrankheiten bieten sich zwei Wege: ihre Verhütung und die Beseitigung des durch sie verursachten Schadens. Die Schadensbeseitigung wiederum kann erstrebt werden entweder durch Wiederherstellung der Gesundheit im Wege eines Heilver-

fahrens oder durch Gewährung eines vermögensrechtlichen Ersatzes. Alle Bestrebungen nach diesen verschiedenen Richtungen hin sind Gegenstand der sozialpolitischen Fürsorge, des Arbeiterschutzes und der Arbeiterversicherung.

Die vorbeugende Tätigkeit ist beiden Arten von Schädigungen gegenüber in Deutschland seit längerer Zeit außerordentlich entwickelt. Sie begann — von einzelnen Privatbestrebungen abgesehen — mit der Gewerbeordnung vom 21. Juni 1869, die durch die Novellen vom 17. Juli 1878 und vom 1. Juni 1891 gerade auch auf diesem Gebiet erhebliche Erweiterungen erfuhr. Die Gewerbeordnung stellte allerdings zunächst (in § 120*a*) nur allgemeine Anforderungen hinsichtlich der Einrichtung und Unterhaltung von Arbeitsräumen, Betriebsvorrichtungen, Maschinen und Gerätschaften sowie hinsichtlich der Regelung des Betriebs zum Schutze der Arbeiter gegen Gefahren für Leben und Gesundheit auf. Von großer Bedeutung war es aber, daß dasselbe Gesetz (in § 120*e* Abs. 1) dem Bundesrate die Befugnis gab, Vorschriften darüber zu erlassen, welchen Anforderungen in bestimmten Arten von Anlagen zur Durchführung der in den §§ 120*a* bis 120*c* daselbst enthaltenen Grundsätze zu genügen ist. Von den in Ausübung dieser Befugnis durch den Bundesrat erlassenen Bekanntmachungen beziehen sich die hier besonders in Betracht kommenden auf die Einrichtung und den Betrieb von Anlagen zur Anfertigung von Zündhölzern unter Verwendung von weißem Phosphor, von Anlagen zur Herstellung von Bleifarben und andern Bleiprodukten, von Anlagen zur Herstellung von Alkali-Chromaten, von Anlagen, in denen Thomasschlacke gemahlen oder Thomasschlackenmehl gelagert wird, von Anlagen zur Herstellung elektrischer Akkumulatoren aus Blei und Bleiverbindungen, von Zinkhütten, von Roßhaarspinnereien usw. und von Buchdruckereien und Schriftgießereien. Ganz kürzlich, nämlich unter dem 27. Juni 1905, ist — nach eingehenden Vorarbeiten und vielfachen, namentlich auch in der Fachpresse lebhaft

geführten Erörterungen — eine weitere sehr wichtige Verordnung des Bundesrats ergangen, die »Bekanntmachung, betreffend Betriebe, in denen Maler-, Anstreicher-, Tüncher-, Weißbinder- oder Lackiererarbeiten ausgeführt werden«, die am 1. Januar 1906 in Kraft tritt (Reichs-Gesetzblatt 1905 S. 555). Sie bezweckt die Verhütung von Bleierkrankungen der mit den bezeichneten Arbeiten beschäftigten Personen durch Bleiweiß, andere Bleifarben oder deren Gemisch. Beigegeben ist der Bekanntmachung ein »Blei-Merkblatt«, das namentlich bestimmt ist, die Arbeiter über die Gefahren, die Äußerungen und die Verhütung der Bleivergiftung aufzuklären. Weiter sind — Zeitungsnachrichten zufolge — Erhebungen im Gange behufs Vorbereitung etwa für das Reich zu erlassender Vorschriften zur Bekämpfung der Gefahren, die den Feilenhauern aus der Verwendung von Blei und seiner Legierungen und den Metallschleifern durch die Einatmung von Metallstaub (Schleiferasthma, Lungentuberkulose) drohen. Soweit solche Vorschriften nicht vom Bundesrat erlassen sind, können sie nach § 120*e* Abs. 2 der Gewerbeordnung durch Anordnung der Landes-Zentralbehörden oder durch Polizeiverordnungen getroffen werden. Auch von dieser Befugnis ist vielfach Gebrauch gemacht worden, z. B. gibt es einzelstaatliche Verordnungen, betreffend die Einrichtung und den Betrieb der Quecksilber-Spiegelbeleganstalten, für Anlagen zur Herstellung von Aluminiumbronze, für Gerbereien (behufs Verhütung von Milzbrandansteckung) usw. Der Vermeidung von Betriebsunfällen wie Betriebskrankheiten dienen endlich auch alle die zahlreichen gesetzlichen Bestimmungen und Verwaltungsmaßnahmen, welche auf die Reinlichkeit der Arbeiter (Wasch- und Badeeinrichtungen), auf die Verkürzung der Arbeitszeit, die Innehaltung von Arbeitspausen und Sonntagsruhe, auf die Einschränkung der Frauen- und Kinderarbeit und die Regelung der Heimarbeit usw. abzielen. Einen beträchtlichen Aufschwung nahm der Arbeiterschutz durch die Bestimmungen der Unfallversicherungs-

gesetze über die Unfallverhütung. Nach der früheren Fassung dieser um die Mitte der achtziger Jahre des vorigen Jahrhunderts erlassenen Gesetze waren die Berufsgenossenschaften nur befugt, Unfallverhütungsvorschriften zu erlassen. Jetzt — nach den Gesetzen vom 30. Juni 1900 — können sie sogar im Aufsichtswege dazu angehalten werden. Der Erlaß solcher Vorschriften erfolgt unter Mitwirkung des Reichs-Versicherungsamts und von Arbeitervertretern. Von den zur Zeit bestehenden 66 gewerblichen Berufsgenossenschaften hat nur eine einzige bisher keine Unfallverhütungsvorschriften erlassen, das ist die Knappschafts-Berufsgenossenschaft, für deren Betriebe zahlreiche bergpolizeiliche Vorschriften verbindlich sind und ein Bedürfnis nach eigentlichen Unfallverhütungsvorschriften daher einstweilen nicht besteht. Auch die landwirtschaftlichen Berufsgenossenschaften sind mehr und mehr mit dem Erlasse solcher Vorschriften vorgegangen. Die für die Berufskrankheiten besonders in Betracht kommende Berufsgenossenschaft der chemischen Industrie hat außer den allgemeinen Vorschriften sogar noch 14 besondere Unfallverhütungsvorschriften erlassen, von denen hier nur folgende genannt seien: die Vorschriften für die Anlage und den Betrieb von Pikrinsäurefabriken, für die Herstellung, Verdichtung und Verflüssigung von Azetylengas und für den Schutz gegen die Wirkung salpetriger (nitroser) Gase. Die Unfallversicherungsgesetzgebung wirkt übrigens nicht nur, ihrer eigentlichen Bestimmung gemäß, der Entstehung von Unfällen, sondern vielfach auch teils unmittelbar, teils mittelbar der Entstehung von Berufskrankheiten entgegen. Unmittelbar bekämpft die letzteren — zugleich mit den Unfällen — namentlich die von acht Berufsgenossenschaften aufgenommene Bestimmung der im Reichs-Versicherungsamt ausgearbeiteten Normalunfallverhütungsvorschriften, wonach auf Arbeitsstellen, an denen zu befürchten ist, daß trotz gewöhnlicher Vorsicht Staub, Gase oder Dämpfe gesundheitsschädlicher Art in gefahrdrohender

Menge sich ansammeln können, den daselbst beschäftigten Arbeitern Mundschwämme, Respiratoren oder andere zweckentsprechende Schutzmittel zur Verfügung zu halten sind. Die mittelbare oder allgemeine Bedeutung der Unfallversicherungsgesetze für die Verhütung von Berufskrankheiten liegt in der Schaffung der Berufsgenossenschaften und in der überwachenden Tätigkeit dieser Körperschaften. Zwar soll sich diese Überwachung, die durch eigene technische Aufsichtsbeamte der Berufsgenossenschaften ausgeübt wird (neben und unabhängig von der die Durchführung der gesetzlichen und polizeilichen Schutzbestimmungen sichernden Tätigkeit der staatlichen Gewerbeaufsichtsbeamten), naturgemäß nur auf die Befolgung der berufsgenossenschaftlichen Unfallverhütungsvorschriften erstrecken. Aber wenn diese selbst schon, wie eben erwähnt, bisweilen nicht umhin können, Maßregeln vorzuschreiben, die — wenigstens in ihrer Wirkung — über die bloße Abwehr von Unfällen hinausgehend, dem Schutze der Arbeiter auch gegen anderweit ihre Gesundheit bedrohende Gefahren dienen, so ist es erklärlich, daß sich auch bei der Aufsichtstätigkeit der Genossenschaftsbeamten nicht immer diese beiden Gebiete streng sondern lassen und manche Anordnung zur Beseitigung von Mängeln getroffen werden wird, die vielleicht weniger Unfälle als Berufskrankheiten herbeizuführen geeignet sind. Nicht zu unterschätzen ist ferner die Wirkung der berufsgenossenschaftlichen Organisation, daß jedes Mitglied schon wegen der durch die Herabminderung der Betriebsgefahren zu erzielenden Verringerung der Beitragslast den lebhaften Wunsch hegen muß, seine Arbeitsräume und Betriebsweisen tunlichst den Forderungen der Gesundheitspflege entsprechend einzurichten und in dieser Beziehung dauernd auf der Höhe zu erhalten. Oft genug führen außerdem rein humanitäre Bestrebungen namentlich der Unternehmer größerer Werke zu vorzüglichen Einrichtungen in bezug auf Verbesserung der Luft in den Arbeitsräumen, Förderung der Reinlichkeit (z. B.

durch Brausebäder) und sonstige Fürsorge für die Wohlfahrt ihrer Arbeiter (z. B. Anstellung von Fabrikärzten, die mit der Gewerbehygiene und den besonderen Gefahren des fraglichen Betriebs wohl vertraut sind, häufigere Verabfolgung reiner Kleidung, Gewährung von Arbeiterwohnungen, Unterhaltung von Arbeiterküchen, Speisesälen usw.), Maßnahmen, die sämtlich teils geradezu die Unfälle wie die Berufskrankheiten mindern, teils ihnen durch Stärkung der Widerstandsfähigkeit entgegenwirken, wofür erklärlicherweise der Aufenthalt in guten Wohn- und Schlafräumen, gesunde und ausreichende Ernährung, Verhinderung des Alkoholmißbrauchs und ähnliches von größter Bedeutung ist. Im Anschlusse hieran muß noch darauf hingewiesen werden, daß für den Arbeiterschutz die Erkennung der Gefahren — insbesondere der Giftgefahren — und der Mittel ihrer Verhütung eine große Rolle spielt. Die Erlangung und Verbreitung dieser Erkenntnis hat von Staats wegen eine erhebliche Förderung durch die Gründung zahlreicher pharmakologischer und hygienischer Institute an den deutschen Universitäten und technischen Hochschulen erfahren. Die Arbeit in diesen Instituten und vielfach auch in privaten Laboratorien liefert fortgesetzt wertvolle Ergebnisse, die von den Lehrstühlen und durch die Fachpresse verbreitet werden. Aufklärend und fördernd wirken ferner unmittelbar an die Arbeiterschaft sich wendende Belehrungen, wie das oben erwähnte Blei-Merkblatt, mündliche Unterweisungen durch den Fabrikarzt usw. Nicht unerwähnt darf endlich neben allem der Nutzen bleiben, internationale Kongresse sowie Verhandlungen von Arbeiter-Wohlfahrtsvereinen usw. durch Vereinbarungen oder durch die gegenseitige Mitteilung von Erfahrungen und anregenden Gedanken stiften.*)

*) Aus neuster Zeit seien hier erwähnt: Die Verhandlungen auf der Internationalen Konferenz für Arbeiterschutz in Bern (8. bis 17. Mai 1905) — vergl. »Soziale Praxis« 1905, Spalten 1184/85 —, auf der XIV. Konferenz der Zentralstelle für Arbeiter-Wohlfahrtseinrichtungen am 5. Juni 1905 in

Unzweifelhaft kann gerade in der Vermeidung von Gewerbekrankheiten durch zweckmäßige Vorkehrungen tatsächlich viel erreicht werden, ja die Erfolge erscheinen dabei oft durchgreifender, allgemeiner als die von Vorschriften und Vorrichtungen zur Unfallverhütung. Ganze Gruppen von Gefahren werden beseitigt oder wesentlich eingeschränkt durch das Verbot der Verwendung eines Giftes oder durch seine Ausschließung von gewissen Betriebsweisen (z. B. für Heimarbeit). Dasselbe Ergebnis kann durch Einführung neuer, ungefährlicher Stoffe oder Verwendungsmethoden erreicht werden, namentlich oft auch auf dem Wege des Ersatzes von Menschenarbeit durch Maschinenarbeit.

Daß ungeachtet aller dieser bedeutsamen Bekämpfungen weder Betriebsunfälle**) noch Berufskrankheiten aus der Welt zu schaffen sind, daß vielmehr auch in Deutschland die einen wie die andern noch fortgesetzt in überreichem Maße Gesund-

---

Hagen i. W. über »Die Belehrung der Arbeiter über die Giftgefahren in gewerblichen Betrieben« — Carl Heymanns Verlag, Berlin — und auf dem in Lüttich vom 29. Mai bis 4. Juni 1905 abgehaltenen internationalen medizinischen Unfallkongresse, der sich insbesondere mit der Bestimmung der Begriffe »Betriebsunfall« und »Berufs- oder Gewerbekrankheit« sowie mit der Frage: »In welchem Maße ist es möglich, die Berufskrankheiten den Unfällen bezüglich der Entschädigung anzuschließen?« beschäftigt hat, freilich ohne zu bestimmten Ergebnissen zu gelangen. — Bericht darüber siehe in Prof. Dr. Thiems »Monatsschrift für Unfallheilkunde und Invalidenwesen« (Leipzig, Verlag von F. C. W. Vogel), 12. Jahrgang, S. 165 ff. (Nr. 6 vom 15. Juni 1905).

**) Darüber, daß infolge der »prophylaktischen und therapeutischen Einwirkung der Berufsgenossenschaften« trotz des außerordentlichen Aufschwunges der deutschen Industrie die schweren Unfälle (Tod, Invalidität) sich nicht gesteigert haben und auch die Zahl der überhaupt entschädigungspflichtigen Fälle im Bereiche mancher Berufsgenossenschaften erheblich herabgemindert worden ist, vergl. Dr. Zacher, »Die Arbeiter-Versicherung im Auslande«, Heft XVI: »Rückblick und Ausblick auf die Entwicklung der Arbeiter-Versicherung in Europa.« Berlin-Grunewald, Verlag der Arbeiter-Versorgung [A. Troschel] 1902 S. 19.

heit und Leben der Arbeiter zerstören, ist eine leider nicht zu leugnende Tatsache. Die Durchführung der besten Vorschriften ist eben nicht immer zu erreichen. Nicht selten erfordern sie kostspielige Neuerungen, zu deren Herstellung es gewiß manchmal an Einsicht und gutem Willen, häufiger wohl aber an den erforderlichen Mitteln fehlt. So ist es denn gerade in kleineren Betrieben um die Fürsorge für die Arbeitergesundheit vielfach noch recht schlecht bestellt. Neue Erfindungen haben zudem öfter neue Schädlichkeiten im Gefolge. Manche gerade sehr gefährliche und dabei zahlreiche Personen beschäftigende Berufsarten — man denke an die Transportgewerbe und die Bergwerksbetriebe — sind vorbeugenden Maßnahmen ihrer Natur nach wenig zugänglich. Und um von den zahlreichen unberechenbaren Zufälligkeiten zu schweigen, die mehr oder weniger jede Betriebstätigkeit mit sich bringt, werden die Unvollkommenheit aller menschlichen Maßnahmen, die Fahrlässigkeit von Unternehmern und Aufsichtspersonen und zuletzt — aber durchaus nicht zum wenigsten — die eigene Unvorsichtigkeit der Arbeiter für sie stets Quellen der Gefahr bleiben.

Danach bietet sich der andern Betätigung sozialpolitischer Fürsorge, der Schadensbeseitigung, nach wie vor ein reiches Feld dar.

Die seit etwa zwei Jahrzehnten bestehende deutsche Arbeiter-Versicherungsgesetzgebung hat sich deshalb — neben der Altersversicherung — die Heilung und die Schadloshaltung erkrankter und durch Unfall verletzter Arbeiter zur Aufgabe gestellt und verfolgt diese Ziele auf den drei großen Gebieten der Krankenversicherung, der Invalidenversicherung und der Unfallversicherung. Was zunächst die Unfallversicherung anlangt, so sind deren großartige Leistungen und segensreiche Wirkungen bekannt. Es sei nur kurz darauf hingewiesen, daß nach den jetzt geltenden Unfallversicherungsgesetzen (vom 30. Juni 1900) die Versicherungspflicht sich erstreckt auf die

meisten Betriebe des Großgewerbes (namentlich auf Bergwerke, Fabriken, Hüttenwerke usw.), eine Anzahl besonders gefährlicher Handwerksbetriebe, gewisse Bestandteile von Großhandelsbetrieben und die fiskalischen Betriebe der Post-, Telegraphen-, Eisenbahn-, Marine- und Heeresverwaltungen, ferner auf die Betriebe der Land- und Forstwirtschaft mit ihren Nebenbetrieben, sodann auf sämtliche Bauarbeiten, endlich auf die Seeschiffahrt und deren Hilfsbetriebe sowie auf die See- und Küstenfischerei. In diesen Betrieben sind alle Arbeiter, zahlreiche Betriebsbeamte und sogar gewisse Kleinunternehmer zwangsversichert, auch ist eine Ausdehnung der Versicherungspflicht auf Hausgewerbetreibende und noch nicht versicherte Kleinunternehmer, sowie eine freiwillige Versicherung seitens der letzteren für ihre Person und eine freiwillige Versicherung zugunsten bestimmter anderer Personengruppen vielfach zulässig. Die Leistungen der Versicherungsträger bestehen in der Hauptsache aus Renten, wodurch dem Versicherten und, falls der Unfall seinen Tod zur Folge hat, einem möglichst weit gefaßten Kreise von Hinterbliebenen der dauernde, gleichmäßig wiederkehrende Bezug einer Geldsumme gewährleistet wird. Im Falle der Hilflosigkeit, z. B. infolge von Erblindung, kann eine Erhöhung der Rente noch über den Betrag der Rente für völlige Erwerbsunfähigkeit hinaus eintreten. Daneben haben die Berufsgenossenschaften usw. freie ärztliche Behandlung, Arznei und sonst erforderliche Heil- und Hilfsmittel (Krücken, Stützapparate u. dgl.) zu gewähren. Als besonders erfolgreich für die Wohlfahrt der Arbeiter hat sich die den Versicherungsträgern gesetzlich übertragene Befugnis erwiesen, alsbald nach dem Unfall eine Heilbehandlung stattfinden zu lassen und solche auch später noch an Stelle der Rente zu gewähren, solange noch Aussicht auf Heilerfolg besteht und sofern gewisse andere Voraussetzungen erfüllt sind. In Würdigung der Tatsache, daß für den verletzten Arbeiter die möglichste Wiederherstellung seiner Gesundheit wertvoller ist als eine Geldentschädi-

gung, und auch im wohlverstandenen eigenen (finanziellen) Interesse machen die Berufsgenossenschaften von dieser Befugnis seit langer Zeit ausgedehnten Gebrauch. Sie bedienen sich dazu nicht nur der Universitätskliniken und staatlicher und kommunaler Krankenhäuser, sondern haben auch eigene Heilanstalten errichtet und allen Anforderungen der jetzigen Heilbehandlung entsprechend ausgestattet.

Von allen diesen Segnungen, soweit sie auf den Unfallversicherungsgesetzen beruhen, sind die an Berufskrankheiten Leidenden ausgeschlossen. Dies wird vielfach als eine ungerechtfertigte Härte empfunden. In der Tat läßt sich nicht leugnen, daß an sich diese Invaliden der Arbeit, die oft in jahrelanger treuer Pflichterfüllung zu Ruinen geworden sind, nicht minder der Fürsorge bedürftig und würdig sind wie die durch Betriebsunfälle Verletzten. Die ungleiche Behandlung erscheint nicht selten um so härter, als es, wie oben dargelegt, von einem verhältnismäßig geringfügigen Zeitunterschied abhängen kann, ob ein Leidender eine hohe Rente erhält oder leer ausgeht. Um in dieser Beziehung Abhilfe zu schaffen, ist in wissenschaftlichen Erörterungen wiederholt versucht worden, die Berufskrankheiten oder doch gewisse Arten von ihnen durch eine künstliche Auslegung in den Rahmen der Unfallversicherung einzufügen. Man meinte, eine chronische Vergiftung sei nichts anderes als der »Ausdruck gehäufter Unfälle«. Es handle sich nicht um einen ununterbrochen durch Tage und Wochen fortwirkenden Einfluß des Giftes, sondern um eine fortlaufende Reihe von Vergiftungen, von denen jede das entscheidende Merkmal des Unfalls, ein zeitlich umschriebenes krankmachendes Ereignis zu sein, an sich trage. Jeder einzelne dieser Unfälle schaffe eine erhöhte Disposition für eine energischere Einwirkung eines zweiten, und durch die »kumulative Wirkung« aller dieser kleinen Unfälle werde das Gesamtergebnis der Schädigung verursacht. Ebenso ist von andrer Seite die Ansicht aufgestellt worden, daß die infolge der vielfachen

Detonationen beim Anschießen von Gewehren entstandene Schwerhörigkeit eines Büchsenmachers durch eine fortgesetzte Reihe von zeitlich bestimmten kleinen »Unfällen« verursacht worden sei, deren Gesamtheit eine Beschränkung der Erwerbsfähigkeit bewirkt habe und somit einen entschädigungspflichtigen Unfall im Sinne des Gesetzes darstelle. So anerkennenswert die Gesinnung ist, der diese Vorschläge entstammen, so können sie doch nicht bestimmt genug zurückgewiesen werden. Es kann nicht einmal ihre Begründung an und für sich als richtig anerkannt werden. Denn jedes einzelne Eindringen einer ganz geringen Giftmenge in den Körper des Menschen und jede Erschütterung des Trommelfells durch einen Schuß ist aus dem Grunde noch kein Unfall im Sinne der Unfallversicherungsgesetze, weil dadurch nicht eine die Erwerbsfähigkeit in meßbarem Grade beeinträchtigende körperliche Schädigung bewirkt wird. Als eine nennenswerte, wirtschaftlich in Betracht kommende Beeinträchtigung sieht das Reichs-Versicherungsamt in der Regel sogar erst eine solche an, welche die Erwerbsfähigkeit um mindestens zehn Prozent herabsetzt. Wollte man aber hier geringere Minderungen als ausreichend für die Erfüllung des Unfallbegriffs zulassen, so müßte nicht ein Unfall entschädigt werden, sondern eine große Zahl von solchen, was aber wieder um deswillen nicht anginge, weil sich kein einziges dieser schädigenden Ereignisse tatsächlich feststellen und zeitlich genauer bestimmen läßt. Mit demselben Rechte wie jede minimalste Vergiftung und nachteilige Einwirkung auf das Gehörorgan als Unfall angesehen werden soll, könnte ferner auch jeder Atemzug, der giftigen oder mechanisch reizenden Staub der Lunge zuführt, jedes Krümmen oder Drücken der Hand, die durch die Häufung dieser kleinen Angriffe allmählich eine Zusammenziehung erleidet, ja jeder Augenblick des Stehens der an entzündlichem Plattfuße, Krampfadern usw. Erkrankenden als Unfall angesehen werden. Kurz, es bliebe keine Berufskrankheit denkbar, die mit der ange-

führten Begründung nicht, ebensogut wie Vergiftungen und Gehörstörungen, zu einem Unfalle gemacht werden könnte. Eine Rechtsprechung, die sich hierzu herbeiließe, würde sich aber geradezu einer Verletzung des Gesetzes schuldig machen. Denn — und das ist der Hauptgrund, der die hier bekämpfte Theorie schlägt — der Gesetzgeber hat die Berufskrankheiten in die Unfallversicherung nicht einbeziehen wollen. Das geht, abgesehen von der Bedeutung, die sprachlich allgemein dem Worte »Unfall« beigelegt wird, ganz klar aus der Entstehungsgeschichte und zahlreichen Bestimmungen der Unfallversicherungsgesetze hervor, die offenbar von einem einzigen, zeitlich bestimmten und feststellbaren Ereignis als Grund der Entschädigungsleistung ausgehen, wie z. B. die oben erwähnten Fristbestimmungen und diejenigen Vorschriften, nach denen es darauf ankommt, ob »zur Zeit« des Unfalls ein gewisser Zustand bestanden hat (vergl. § 9 Abs. 4, § 21, auch § 17 Abs. 1 des Gewerbe-Unfallversicherungsgesetzes). Zu alledem ist auch bei der Beratung des jetzigen See-Unfallversicherungsgesetzes und des ihm vorausgegangenen, nicht zur Verabschiedung gelangten Entwurfs von Vertretern der verbündeten Regierungen wiederholt — sowohl in der Kommission wie im Plenum des Reichstags — der Antrag, die klimatischen Krankheiten in die Versicherung einzubeziehen, mit dem Hinweise darauf bekämpft worden, daß es, wenn diesem Antrage Folge gegeben würde, in Frage kommen könne, ob man nicht genötigt sei, auch die sogenannten Berufskrankheiten jenen Krankheiten gleichzustellen, eine Begründung, aus der hervorgeht, daß man die Unfallversicherungsgesetze in ihrer jetzigen Gestalt für unanwendbar auf die Berufskrankheiten hielt, und die keinen Widerspruch gefunden hat (vergl. Stenographische Berichte über die Verhandlungen des Reichstags, 9. Legislatur-Periode, IV. Session 1895/97 8. Anlageband S. 4914/5; ebenda 10. Legislatur-Periode, I. Session 1898/1900 6. Anlageband S. 4890/91 sowie Steno-

graphische Berichte 1900 S. 5509). Soll hier geholfen werden, so kann es nur im Wege der Gesetzgebung geschehen.

Es wäre aber verfehlt, zu glauben, daß die durch Berufskrankheiten Geschädigten gegenwärtig des Schutzes der öffentlich-rechtlichen Versicherung ganz entbehren. Dem ist nicht so. Sie nehmen vielmehr, wenn sie krank oder durch Krankheit erwerbsunfähig im Sinne des Krankenversicherungsgesetzes oder dauernd oder vorübergehend erwerbsunfähig im Sinne des Invalidenversicherungsgesetzes sind und auch, wenn die letztere Erwerbsunfähigkeit als Folge der Krankheit zu besorgen ist, an den Wohltaten der Krankenversicherung und der Invalidenversicherung ebenso teil, wie jeder, bei dem aus einer andern Ursache einer dieser Zustände besteht. Unzweifelhaft hat man auch bei Schaffung der Invalidenversicherung gerade die infolge von Berufs- beziehungsweise Gewerbekrankheiten Erwerbsunfähigen mit im Auge gehabt (vergl. Bosse und von Woedtke: »Das Reichsgesetz, betreffend die Invaliditäts- und Altersversicherung vom 22. Juni 1889«, Anmerkung 4 zu § 9 des Gesetzes). Was die Heilbehandlung anlangt, so gehört ihre Gewährung zu den Pflichtleistungen der Krankenkassen, freilich nur auf eine sehr beschränkte Zeit. Nach dem Invalidenversicherungsgesetze sind die Versicherungsträger (die Versicherungsanstalten und die zugelassenen besonderen Kasseneinrichtungen) befugt, ein Heilverfahren in dem ihnen geeignet erscheinenden Umfange zur Abwehr oder Beseitigung einer Rentenbelastung eintreten zu lassen. Das geschieht auch in ausgiebiger Weise. Diese Versicherungsträger haben ferner ebenso wie die Berufsgenossenschaften Heilanstalten, Erholungs- und Genesungsheime in ansehnlicher Zahl und meist mit vorzüglichen Einrichtungen herstellen lassen und sich namentlich auch der Bekämpfung der Tuberkulose durch sachgemäße, oft frühzeitig zur Vorbeugung unternommene Heilbehandlung gewidmet. Selbstverständlich kommt dies alles den an Berufskrankheiten Leiden-

den ebenfalls zustatten. In neuerer Zeit ist auch in der Gesetzgebung ein nicht zu unterschätzender Fortschritt insofern eingetreten, als die gesetzlichen Bestimmungen über die Krankenversicherung wie über die Invalidenversicherung durch ihre jetzige Fassung in wesentlichen Beziehungen günstiger für die Versicherten gestaltet worden sind. Vor allem kommt hier folgendes in Betracht: Nach der Novelle zum Krankenversicherungsgesetze vom 25. Mai 1903 endet die Krankenunterstützung (freie ärztliche Behandlung, Arznei sowie Brillen, Bruchbänder und ähnliche Heilmittel und ferner im Falle der Erwerbsunfähigkeit ein vom dritten Tage nach dem Tage der Erkrankung ab für jeden Arbeitstag zu gewährendes Krankengeld) nicht mehr, wie früher, (spätestens) mit dem Ablaufe der dreizehnten Woche, sondern erst (spätestens) mit dem Ablaufe der sechsundzwanzigsten Woche nach Beginn der Krankheit beziehungsweise des Krankengeldbezugs, sofern nicht die Kasse eine Verlängerung der Unterstützungsdauer eingeführt hat, was für die meisten Kassenarten nach wie vor bis zur Dauer eines Jahres gestattet ist. Vorher hatte schon das Invalidenversicherungsgesetz vom 13. Juli 1899 (in § 16) den Zeitraum, während dessen vorübergehende Erwerbsunfähigkeit ununterbrochen bestanden haben muß, um zu dem Anspruch auf die sogenannte Krankenrente für die weitere Dauer der Erwerbsunfähigkeit zu berechtigen, von 52 Wochen, die das Invaliditäts- und Altersversicherungsgesetz vom 22. Juni 1889 (in § 10) hierfür verlangte, auf 26 Wochen herabgesetzt. Demnach ist die Lücke, die anfänglich 39 und zuletzt noch 13 Wochen betrug, jetzt ausgefüllt. Außerdem sind hinsichtlich der Invalidenrente für die Erfüllung der Wartezeit Erleichterungen geschaffen und ist die Berechnungsweise der Rente so umgestaltet worden, daß diese sich im allgemeinen nicht unerheblich höher stellt als früher. Ebenso sind die Leistungen der Krankenversicherung insofern erweitert, als die Vorschriften bezüglich des für die Berechnung der Kranken-

unterstützungen maßgebenden Tagelohns eine für die Versicherten vorteilhaftere Gestaltung erfahren haben.

Gleichwohl kann nicht verkannt werden, daß keine dieser beiden Versicherungen ausreicht, dem von einer Berufskrankheit Heimgesuchten unter allen Umständen eine angemessene Schadloshaltung darzubieten. Die Krankenunterstützung vermag ihm und seiner Familie höchstens über die erste Zeit der Not hinwegzuhelfen, aber sie versagt vollständig, wenn er, wie es oft genug der Fall ist, länger als ein halbes Jahr (oder höchstens ein Jahr) ununterbrochen der Arbeitskraft beraubt bleibt. Auch unterliegen viele — namentlich unständige sowie land- und forstwirtschaftliche — Arbeiter und die Betriebsbeamten nicht der Versicherungspflicht. Die Invalidenrente kann der Kranke erst erlangen, wenn seine Erwerbsfähigkeit auf ein recht niedriges Maß herabgesetzt ist, nämlich wenn er nicht mehr imstande ist, durch eine seinen Kräften und Fähigkeiten entsprechende Tätigkeit, die ihm unter billiger Berücksichtigung seiner Ausbildung und seines bisherigen Berufs zugemutet werden kann, ein Drittel des regelmäßigen Durchschnittsverdienstes der derselben Berufsgruppe angehörenden Personen mit gleichem Entwicklungsgang und aus derselben Gegend zu verdienen. Er wird also erst dann entschädigt, wenn er ungefähr derart erwerbsunfähig ist, daß er nach den Unfallversicherungsgesetzen Anspruch auf eine Teilrente von $66^2/_3$ Prozent haben würde. Teilrenten für geringere Grade von Erwerbsunfähigkeit kennt das Invalidenversicherungsgesetz nicht. Dabei ist die Invalidenrente in der Regel immer noch — oft beträchtlich — niedriger als die Unfallrente eines gut gelohnten Arbeiters im Falle völliger Erwerbsunfähigkeit. In dieser Beziehung wird es auch für eine große Zahl von Berufskranken ungünstig wirken, daß der Grad der Erwerbsunfähigkeit für die Höhe der Invalidenrente bedeutungslos ist. Diese Rente steigt nur durch die Beitragsleistung und demnach mit der Dauer der Beschäftigungszeit. Vielfach führen aber, wie man

beobachtet hat, in den besonders ungesunden Berufen die Krankheitsgefahren schon verhältnismäßig früh zu dauerndem Siechtum, womit dann nicht nur das Bedürfnis nach der Entschädigungsleistung eintritt, sondern auch die Möglichkeit der Weiterversicherung aufhört (§ 5 Abs. 3 und 4 des Invalidenversicherungsgesetzes vom 13. Juli 1899). Ein Unfallverletzter dagegen kann, da die Höhe seiner Rente nur abhängig ist einmal von der Höhe des zur Anrechnung kommenden, im allgemeinen seiner bisherigen Leistungsfähigkeit entsprechenden Lohnes und ferner von dem Grade der durch die Unfallfolgen herbeigeführten Einbuße an Erwerbsfähigkeit, schon nach kürzester Arbeitsdauer, sogar wenn er am ersten Tage seiner Tätigkeit in dem unfallbringenden Betriebe verunglückt, eine reichliche Rente erhalten. Er kann trotzdem versichert bleiben und sogar später noch eine weitere Unfallrente erwerben. Oft auch scheitert die Erlangung einer Invalidenrente überhaupt an der Nichterfüllung der Wartezeit. Am schroffsten aber tritt die Ungleichheit der Rechtsfolgen, je nachdem die Unfallversicherung Platz greift oder nicht, den Hinterbliebenen gegenüber zutage. Hat ein Betriebsunfall den Tod zur Folge, so erhalten die Witwe und die noch nicht 15 Jahre alten Kinder des Verstorbenen neben einem Sterbegelde (soweit nicht andere die Beerdigungskosten zu beanspruchen haben) ohne weitere Voraussetzung, andere Angehörige, nämlich der Witwer, Verwandte der aufsteigenden Linie und elternlose, noch nicht 15 Jahre alte Enkel im Falle der Bedürftigkeit und, sofern der Verunglückte ihr Haupternährer war, eine wenigstens zum notdürftigen Lebensunterhalte genügende Rente. Erliegt aber ein mit einer Berufskrankheit Belasteter seinen Leiden, so haben auch die nächsten Angehörigen bisher von keinem Zweige der reichsgesetzlichen Versicherung eine Unterstützung zu erwarten, abgesehen höchstens von einem Sterbegelde, das die Mehrzahl der Krankenkassen zu leisten hat. Wandel wird in dieser Hinsicht hoffentlich die in Aussicht stehende Witwen- und Waisenversicherung schaffen.

Es liegt nahe zu fragen, weshalb für die Opfer der Berufskrankheiten so viel schlechter gesorgt worden ist. Die Antwort muß jedenfalls auf die geschichtliche Entstehungsweise der deutschen Arbeiterversicherung verweisen. Die Gesetzgebung auf diesem Gebiet ist nicht aus einem Gusse hervorgegangen. Stückweise sind nacheinander die Krankenversicherung, dann die Unfallversicherung und zuletzt die Invaliditäts- und die Altersversicherung geschaffen worden. Man darf nicht vergessen, daß es sich um ein ganz neues und der deutschen Industrie außerordentliche Lasten aufbürdendes Unternehmen handelte, und daß deshalb eine gewisse Vorsicht und Zurückhaltung, die von den damaligen Leitern der Politik trotz ihrer bewunderungswürdigen Zuversichtlichkeit wohl für notwendig erachtet wurde, nicht nur erklärlich, sondern auch durchaus berechtigt war. Mit der angegebenen Dreiteilung war eine Berücksichtigung der Berufskrankheiten in anderer Weise, als sie den sonstigen Krankheiten zuteil wurde, nicht wohl vereinbar. Den dringendsten Bedürfnissen war ja auch für diese Notfälle des Erwerbslebens zunächst genügt, und für abgeschlossen ist die deutsche Arbeiterversicherung noch nie gehalten worden. Seither ist man, wie wir sahen, bemüht gewesen, zwischen den Leistungen der drei Zweige der Versicherung einen zeitlichen Zusammenschluß herzustellen und sie im einzelnen für die Arbeiter vorteilhafter auszubauen. Und man ist ferner an die Lösung des schwierigen Problems der Witwen- und Waisenversicherung, die stets als zur Vervollständigung der Arbeiterfürsorge erforderlich betrachtet wurde und voraussichtlich einen schwer empfundenen Mangel in der jetzigen versicherungsrechtlichen Behandlung der Berufskrankheiten beseitigen wird, herangetreten, wenn auch die Erledigung zur Zeit noch aussteht.

Welche Schwierigkeiten sich übrigens einer gesetzlichen Neuregelung der Entschädigungsleistung an die durch Berufskrankheiten Beeinträchtigten entgegenstellen würden, wird klar,

wenn man die Gesichtspunkte betrachtet, die hauptsächlich dabei in Betracht kommen dürften.

Am natürlichsten und gerechtesten erscheint an sich eine Angliederung der Berufskrankheiten an die Unfallversicherung. Denn das Eigenartige, zu erhöhter Fürsorge Berechtigende liegt doch bei diesen Leiden gerade in dem, was sie mit den Betriebsunfällen gemein haben, in ihrer Beziehung zu den Gefahren der Berufstätigkeit. Die Übertragung der für die Unfallversicherung geltenden Grundsätze auf die Entschädigung der von Berufskrankheiten Betroffenen würde auch den Vorteil bieten, daß diese vermöge der Zulässigkeit von Teilrenten schon bei geringeren Graden von Erwerbsunfähigkeit eine Unterstützung erlangen könnten und dadurch in den Stand gesetzt würden, sich zu schonen und einer weiteren Verschlimmerung ihres Zustandes vorzubeugen. Freilich müßte, wenn eine völlige Einbeziehung der Berufskrankheiten in die Unfallversicherung erfolgen sollte, die Unterscheidung zwischen Unfall und Berufskrankheit fallen. Beide wären zusammenzufassen unter den gemeinsamen Begriff, von dem hier ausgegangen wurde, der Schädigung der Versicherten durch ihre Berufstätigkeit. Damit würden manche Schwierigkeiten bei der Handhabung des Gesetzes vermieden, allerdings auch wieder neue geschaffen werden. Denn, sobald die Berufskrankheiten anders gestellt werden sollen, als andere Krankheiten, entsteht die Notwendigkeit ihrer Abgrenzung von diesen. Das unterscheidende Merkmal besteht offensichtlich in dem ursächlichen Zusammenhange der Berufskrankheiten mit dem Beruf, und zwar kommt für die öffentlich-rechtliche Arbeiterversicherung nur der gewerbliche Beruf, die Betriebstätigkeit des Arbeiters in Betracht.*) Zweifelhaft ist aber, wie weit dieser Zusammen-

*) Berufskrankheiten im weiteren Sinne, die unter Umständen für die Privatversicherung von Bedeutung werden können, kommen auch bei andern Ständen vor, z. B. Abstumpfung des Geruchs- oder Geschmackssinns bei einem Wein- oder Zigarrenprober, chronische Kehlkopfleiden

hang zu berücksichtigen und worin er zu erblicken ist. Sollen nur diejenigen Leiden als Berufskrankheiten angesehen werden, die erfahrungsmäßig durch bestimmte Berufstätigkeiten entstehen und nur durch diese entstehen können (spezifische Berufskrankheiten, Gewerbekrankheiten im eigentlichsten Sinne)? Dann würden fast nur die gewerblichen Vergiftungen darunter fallen. Wollte man außerdem so spezielle Gewerbekrankheiten, wie den Nystagmus der Bergleute, die Schwerhörigkeit der Kesselschmiede usw., hinzunehmen, so würde man leicht eher in eine Aufzählung geraten, die immer unvollkommen bleiben müßte, als eine begriffliche Feststellung geben. Aber selbst die Vergiftungen lassen sich nicht so leicht umgrenzen, wie es auf den ersten Blick erscheinen möchte, wenigstens dann nicht, wenn nur solche Leiden als Berufskrankheiten angesehen werden sollen, die nur durch sie entstehen können. Denn zahlreiche Gifte erzeugen, ohne charakteristische Erscheinungen zu bewirken, Leiden, die auch von andern Ursachen herrühren können, oder bei deren Entstehung wenigstens eine Mitwirkung anderer Gründe stattgefunden haben kann, wie Magendarmkatarrh, Sehstörungen, Nervenkrankheiten, Lungenleiden. Und wäre es nicht unbillig, die lediglich auf chemischem Wege zustande gekommenen Gesundheitsstörungen — denn das sind die Vergiftungen durch gewerbliche Gifte oder sogenannte Fabrikgifte — zu entschädigen, Leiden derselben oder ähnlicher Art aber lediglich deswegen nicht als Fürsorgegrund anzuerkennen, weil sie durch mechanische Wirkung eines ebenfalls durch den Betrieb in den Körper gelangten Stoffes (z. B. infolge der Einatmung von Staub) hervorgebracht oder verschlimmert worden sind? Läßt man aber zu, daß auch diese Erkrankungen unter Umständen als Gewerbekrankheiten zu behandeln sind, so wird

(Heiserkeit) bei Personen, die ihr Sprachorgan fortgesetzt anstrengen müssen, wie Lehrer und Prediger, Muskelkrampf der Violinspieler, Schreibkrampf usw.

bei jedem Lungenleiden eines Getreide- oder Sägemüllers, eines Hoblers, Bohrers, Drehers, Feilers, Schleifers, Bergmanns usw. untersucht werden müssen, ob und inwieweit der Betrieb für das Leiden ursächlich gewesen ist. Damit wäre das Gebiet der spezifischen Gewerbekrankheiten überschritten. Denn wenn man auch von der »Kohlenlunge der Bergarbeiter«, von »Schleiferasthma« u. dgl. spricht, so sind die unter derartigen Bezeichnungen zu verstehenden, bei gewissen Berufsarbeiten erfahrungsmäßig oft vorkommenden krankhaften Zustände doch begrifflich nicht genau auf eine Stufe zu stellen mit der Blei vergiftung, der Phosphornekrose, dem Tremor mercurialis usw., die in dieser Art eben nur durch Blei, Phosphor, Quecksilber usw. bewirkt werden, also auch nur durch die Beschäftigung mit diesen Stoffen im Betriebe verursacht sein können. Man würde sich dann damit begnügen müssen, eine wesentliche Mitwirkung der Betriebsgefahren bei der Hervorbringung oder Verschlimmerung des Leidens als hinreichend zur Begründung des Entschädigungsanspruchs zu bezeichnen und es der Rechtsprechung im Vereine mit der Gutachtertätigkeit der Ärzte zu überlassen, im Einzelfalle festzustellen, ob ein ausreichender Zusammenhang in jenem Sinne besteht. Diese Behandlungsweise dürfte weiter dazu führen, die nachteiligen Körperveränderungen, die sich durch Überanstrengung einzelner Muskeln, Gelenke usw. oder innerer Organe allmählich ausbilden, und die oben als unter Umständen zu den eigentlichen Gewerbekrankheiten gehörig bezeichnet wurden, ebenso wie diese beim Nachweise des erforderlichen Zusammenhanges mit der Betriebstätigkeit als Fürsorgegründe gelten zu lassen. Dasselbe gilt schließlich insbesondere auch von Nervenleiden. Es könnte z. B. die durch die fortwährenden Aufregungen des Dienstes wesentlich mitbedingte nervöse Überreizung eines Eisenbahnbediensteten, die seine Erwerbsfähigkeit beeinträchtigt, zur Schadloshaltung berechtigen. Und wäre es nicht dieselbe Ungleichheit, wie sie heutzutage besteht, wenn eine Telephonistin,

die infolge eines im Dienste erhaltenen elektrischen Schlages erkrankt, eine Rente erhielte, ihre Kollegin aber, die durch vielfache intensive Schallwirkungen, verbunden mit Erschrecken über vermeintliche elektrische Schläge, mit der Zeit ein Nervenleiden nach der Art der »Schreckneurose« erwirbt*), mit ihrem Entschädigungsanspruch abgewiesen würde?

Daß durch solche Ausdehnung der Versicherung die finanziellen Lasten wie der Umfang der Verwaltung und Rechtsprechung erheblich gesteigert werden würden, liegt freilich auf der Hand. Auch an sonstigen Schwierigkeiten würde es nicht fehlen; man denke z. B. nur daran, wie die Mittelbeschaffung geregelt werden soll (Bildung von Gefahrenklassen?). Ebenso läßt sich nicht verkennen, daß die Entscheidung im Einzelfalle meist wohl auf Grund einer viel zweifelhafteren Sachlage gefällt werden müßte als bei der Frage, welchen Einfluß ein Unfall hinsichtlich der Entstehung oder Verschlimmerung eines Leidens gehabt hat. Denn die Gesamtwirkung wiederholter Angriffe auf die Gesundheit durch eine möglicherweise nachteilige Betriebstätigkeit dürfte sich im allgemeinen ungleich schwieriger von dem Ergebnisse sonstiger Schädlichkeiten — wie erbliche Belastung, frühere Krankheiten, schlechte Ernährung, ungesunde Wohnungsverhältnisse, Alkoholmißbrauch usw. — klar absondern und diesen gegenüber quantitativ abschätzen lassen (wie es der Begriff »wesentliche« Mitwirkung erfordern würde), als wenn es sich um den schädigenden Erfolg eines in einen bestehenden Zustand einmal und zu einer bestimmten Zeit eingreifenden und in seinen Erscheinungsformen meist sich schärfer ausprägenden Ereignisses handelt.**) Am wenigsten werden die Verhältnisse der

*) Vergl. A. Eulenburg »Über Nerven- und Geisteskrankheiten nach elektrischen Unfällen«. Berliner klinische Wochenschrift. 1905, Nr. 2 u. 3, wo freilich — was aber für das obige Beispiel unerheblich ist — mehr unfallartige Ereignisse mitgeteilt werden.

**) Über die Schwierigkeit ärztlicher Begutachtung der Frage, ob

Nachprüfung zugänglich sein bei einem unständigen Arbeiter, der in verschiedenen Betrieben Schädlichkeiten aufgenommen haben kann und dabei nicht die deutlichen Zeichen einer bestimmten Gewerbekrankheit, wie z. B. der Bleivergiftung, aufweist.

Man könnte auch daran denken, eine Abgrenzung in der Weise vorzunehmen, daß man bestimmte Betriebsarten bezeichnet, in denen gewisse Krankheiten als Gewerbekrankheiten anzusehen seien. Das würde wieder verhältnismäßig leicht für Betriebe sein, die mit Giften, wie Blei und Quecksilber, umzugehen haben. Aber schon, wenn in einer Fabrik verschiedene und auch verschieden stark wirkende Gifte hergestellt oder verwendet werden, wie es häufig vorkommt, ist die Feststellung nicht mehr so einfach. Bedenklich erscheint es ferner, ob man alle Betriebe, in denen starke Staubentwicklung stattfindet, zu den gefährlichen in diesem Sinne rechnen soll, weil tatsächlich vielfach durch die Beschäftigung in einem solchen Betriebe die Entwicklung der Tuberkulose begünstigt wird. Anderseits entspäche es kaum der Billigkeit, die Entschädigungsberechtigung davon abhängig zu machen, daß eine Erkrankungsart gewissermaßen zur Natur des Betriebs gehört, und demgemäß die zufällig einmal längere Zeit auf einer Betriebsstätte sich geltendmachenden ungesunden Einflüsse — Zugluft, Kälte, Ansammlung von Grubengas in einem sonst nicht besonders ungesunden Bergwerksbetriebe (Zustände, die auch so lange bestehen können, daß von einem Unfalle nicht mehr die Rede sein kann) — unberücksichtigt zu lassen.

Die vorstehend angedeuteten Schwierigkeiten kommen mehr oder weniger zum Ausdrucke bei den Versuchen, eine Definition des Begriffs „Berufskrankheit" aufzustellen. Von solchen seien hier die nachstehenden aufgeführt:

---

eine Berufskrankheit vorliegt, vergl. auch den Aufsatz „Berufskrankheiten und Haftpflichtversicherung" in der Ärztlichen Sachverständigen-Zeitung, XI. Jahrgang (Nr. 10 vom 15. Mai 1905), S. 206.

Professor Dr. van der Borght in Aachen, jetzt Präsident des Kaiserlichen Statistischen Amts in Berlin, hat in seinem Berichte für den internationalen Arbeiterversicherungs-Kongreß in Mailand (vom 1.—6. Oktober 1894) „Über gewerbliche Berufskrankheiten" — S. 3 — folgende Begriffsbestimmung gegeben:

„Berufskrankheiten sind diejenigen Krankheiten, die als das Endergebnis einer längeren Einwirkung der schädlichen Einflüsse bestimmter Berufsarten erscheinen und deshalb bei Angehörigen dieser Berufsarten ausschließlich oder doch häufiger als in der Bevölkerung überhaupt eintreten."

Dr. W. Kley glaubt in seinem Buche „Die Berufskrankheiten und ihre Stellung in der staatlichen Arbeiterversicherung" (Kassel 1897, Druck und Verlag von L. Döll) — S. 73 — den Begriff so festlegen zu können:

„Berufskrankheit ist diejenige Krankheit, welche bei dauernder, sich möglichst gleich bleibender Beschäftigung in einem Gewerbe erwiesenermaßen als Folge der unabwendbar mit derselben verbundenen, aber deutlich zutage getretenen gesundheitsschädlichen Einflüsse entsteht."

Beide geben zu, daß diese Begriffsbestimmungen nicht unanfechtbar seien. Sie erwähnen außerdem beide (S. 2 beziehungsweise S. 71) noch zwei aus Dr. O. Dammer's „Handwörterbuch der öffentlichen und privaten Gesundheitspflege" (Stuttgart 1891) entnommene Definitionen

1. für den engeren Begriff „Gewerbekrankheiten" von Petri (S. 296), der darunter versteht

„spezifische, den einzelnen Gewerben in gewissem Sinne eigentümliche Krankheiten, aber auch solche unter Nicht-Gewerbetreibenden auftretenden Affektionen, welche Gewerbetreibende mit besonderer Regelmäßigkeit oder Häufigkeit befallen".

2. für den weiteren Begriff „Berufskrankheiten" von Rahts (S. 112):

„Berufskrankheiten sind diejenigen Krankheitsformen, die

entweder ausschließlich oder vorwiegend bei Angehörigen bestimmter Berufsarten sich zeigen und durch die besondere Art der Beschäftigung erzeugt werden."

Fuld spricht sich in dem oben (S. 6, Anmerkung) schon erwähnten Aufsatze „Die Betriebskrankheiten und die Haftpflichtversicherung" — S. 3 — dahin aus:

„Unter Betriebskrankheiten werden Erkrankungen verstanden, welche aus der längern Beschäftigung in bestimmten Betrieben oder Gewerben entstehen, sie sind das Produkt einer Beschäftigung, die nicht lediglich einen vorübergehenden Charakter hat, sie lassen sich als allmähliche Affektionen des Körpers und der Gesundheit charakterisieren, denen die plötzliche Verursachung vollständig fehlt, welche für den Unfallbegriff maßgebend ist."

Im übrigen unterscheidet er — S. 5 — zwischen Betriebskrankheiten im eigentlichen und im uneigentlichen Sinne. Unter jenen versteht er die

„regelmäßig mit der Beschäftigung in bestimmten Betrieben verbundenen Erkrankungen, welche von jedem, der sich an einem solchen Betriebe beteiligt, mit in Rechnung gezogen werden",

unter den letzteren dagegen

„solche durch die Beschäftigung in einem Betrieb entstandenen Erkrankungen, bei denen eine fehlerhafte Einrichtung oder ein vermeidbares Verhalten des Betriebsunternehmers als kausaler Faktor in Betracht kommt."

Für die uneigentlichen Betriebskrankheiten besteht seiner Meinung nach die Haftpflicht der Arbeitgeber nach § 618 des Bürgerlichen Gesetzbuchs, während er diese hinsichtlich der eigentlichen Betriebskrankheiten für ausgeschlossen hält und meint, daß bezüglich ihrer lediglich die Invalidenversicherung Platz greife.

In den obigen Ausführungen ist von dem Versuch, eine eigene Definition des Begriffs „Berufskrankheit" aufzustellen, von

vornherein abgesehen worden, einmal weil eine solche — sofern sie überhaupt in befriedigender Weise möglichst ist[1]) — zu all den zweifelhaften Fragen Stellung nehmen müßte, die hier angedeutet wurden, was offenbar über Zweck und Rahmen dieses Referats hinausgehen würde. Sodann aber erschien eine genauere Prüfung dieser Fragen und eine deren Ergebnis zum Ausdrucke bringende Begriffsformulierung um deswillen nicht erforderlich, weil nach dem gegenwärtigen Stande der deutschen Gesetzgebung nur die Abgrenzung des Begriffs „Berufskrankheit" gegen den Begriff „Unfall" hin von Belang ist.

Zum Schluß erscheint es von Interesse, einen Blick darauf zu werfen, wie sich das Ausland zu der Frage der Entschädigungsleistung für Berufskrankheiten gestellt hat.

Zunächst hat keine Gesetzgebung oder Rechtsprechung die Berufskrankheiten als Unfälle behandelt.[2])

Gesetze, welche für die Berufskrankheiten als solche eine Entschädigungsleistung vorsehen, haben bisher nur die Schweiz und Rußland.

In der Schweiz übertrug das Bundesgesetz, betreffend die Arbeit in den Fabriken, vom 23. März 1877 (Amtliche Sammlung der Bundesgesetze und Verordnungen der schweizerischen Eidgenossenschaft. Bern. Neue Folge, Bd. III, S. 241) im Artikel 5 dem Bundesrate die Festsetzung derjenigen Berufe, deren Ausübung gewisse schwere Krankheiten verursache und auf die sich die für die Unfälle bestimmte Verantwortlichkeit erstrecken sollte. Das Bundesgesetz, betreffend die Haftpflicht aus Fabrikbetrieb, vom 25. Juni 1881 (a. a. O. Bd. V. S. 562)

[1]) Vergl. hierzu auch den Aufsatz „Die Verwandtschaft der Berufskrankheiten mit den Betriebsunfällen" in der Ärztlichen Sachverständigen-Zeitung, XI. Jahrgang (Nr. 8 vom 15. April 1905), S. 167/8.

[2]) Vergl. auch G. Ollive et H. Le Meignen „Les accidents du traivail", Paris, F. R. de Rudeval, éditeur — 4, rue Antoine Dubois (VIe) 1904 — p. 24 „aucune (nation) n'a admis la confusion du risque accident, et du risque maladie professionnelle."

bestimmte außerdem (im Artikel 3), daß „in denjenigen Industrien, welche der Bundesrat als solche bezeichne, die gefährliche Krankheiten erzeugen, der Betriebsunternehmer auch für den durch Krankheit eines Angestellten oder eines Arbeiters entstandenen Schaden hafte, wenn die Erkrankung erwiesenermaßen und ausschließlich durch den Betrieb der Fabrik erfolgt" sei. In Ausführung dieser Bestimmung erging zunächst unter dem 19. Dezember 1887 eine Verordnung des Bundesrats, die als sicher und ausschließlich bestimmte gefährliche Krankheiten verursachend diejenigen Betriebe bezeichnete, in denen die in elf Rubriken aufgeführten Stoffe (Blei, Quecksilber, Arsen, Phosphor, die Atmung erschwerende oder giftige Gase usw.) gebraucht oder hergestellt werden. Dieses Verzeichnis wurde beträchtlich vermehrt durch die Verordnung vom 18. Januar 1901, welche die erste Verordnung außer Kraft setzte und noch heute gilt. Sie führt unter 34 Nummern gefährliche Stoffe auf und bestimmt, daß die Betriebe, in denen diese gebraucht oder verfertigt werden, als ursächlich für die Entstehung gewisser schwerer Krankheiten anzusehen seien. Diese Bestimmungen scheinen von großem Nutzen hinsichtlich des Arbeiterschutzes, dagegen nur von mäßiger Wirksamkeit in betreff der Schadloshaltung gewesen zu sein. In ersterer Beziehung hat offenbar die auf den Arbeitgebern lastende Verantwortung sie bestimmt, sich über die Anforderungen der Gewerbehygiene zu unterrichten und ihren Betrieb diesen entsprechend zu gestalten. Die Entschädigungsansprüche scheitern, wie es den Anschein hat, oft an der Schwierigkeit des erforderlichen Nachweises, daß die durch den Betrieb gebotene Schädlichkeit mit Gewißheit als die ausschließliche Ursache der Krankheit anzusehen sei.[1])

---

[1]) Vergl. zu diesen Angaben auch T. Bödiker „Die Unfallgesetzgebung der europäischen Staaten." Leipzig, Verlag Duncker & Humblot 1884, insbesondere das daselbst S. 112 ff. abgedruckte schweizerische Bundesgesetz vom 25. Juni 1881. — Dr. Zacher: „Die Arbeiter-Versicherung im Auslande",

Durch die Gesetzgebung der Schweiz angeregt war wohl der Vorschlag in Artikel 1 des in Rußland am 15/27. März 1893 vom Finanzminister von Witte dem Reichsrate vorgelegten Gesetzentwurfs[1]), die „Berufskrankheiten" mit den durch Unfall hervorgerufenen Körperverletzungen gleichzustellen. Gerade dieser Punkt rief aber den lebhaften Widerspruch der Unternehmer hervor und trug wesentlich zum Scheitern des Gesetzentwurfs bei.[2]) Durch Gesetz vom 15. Mai 1901 (die sogenannten „Vorläufigen Vorschriften") wurde die Entschädigung für die Arbeiten in den Reichsbergwerken, falls sie darin verunglückten oder erkrankten, ausdrücklich festgesetzt. Während der ersten $2^1/_2$ Jahre der Geltung dieses Gesetzes, das sich übrigens nicht auf den Hilfsbetrieb des staatlichen Bergbaues erstreckt, wurden 30 Arbeiter aus Anlaß von Unfällen und 53 auf Grund von Berufskrankheiten entschädigt und dafür 14 357·85 Rubel ausgezahlt. Das am 9. Juni 1904 ergangene Gesetz über die Unfallversicherung der Arbeiter in den Betrieben der Artillerieverwaltung (nebst Hilfsbetrieben) bestimmt: Die Fürsorge erstreckt sich neben den Betriebsunfällen auch auf die Gewerbekrankheiten. Es bestand von vornherein die Absicht, die oben erwähnten „Vorläufigen Vorschriften" auf alle Industriezweige auszudehnen, man wollte aber die private Industrie noch nicht sogleich damit belasten. Durch Ukas vom 12. Dezember 1904 wurde dann vom Kaiser neben andern Reformen auch die Arbeiterversicherung der Arbeiterwelt versprochen. Ihre Durch-

---

Heft XI, „Die Arbeiter-Versicherung in der Schweiz" 1899. — Projet de loi sur les malidies professionnelles (Renvoyé à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales). No. 2447. Chambre des Députés huitième législature Session de 1905. Annexes p. 47. III. Législations étrangères.

[1]) Der Entwurf ist abgedruckt bei Dr. T. Bödiker „Die Arbeiter-Versicherung in den europäischen Staaten". Leipzig, Verlag von Duncker & Humblot, 1895, S. 218 ff.

[2]) Vergl. Zacher a. a. O., Heft IX: „Die Arbeiter-Versicherung in Rußland." 1899, S. 6.

führung wurde dem Ministerkomitee unter dem Vorsitze des Staatssekretärs von Witte anvertraut. Die Industriesektion des Finanzministeriums hat nunmehr einen entsprechenden Gesetzentwurf vorgelegt. In diesem heißt es unter der Überschrift: „III. Die Unfallversicherung", „34. Der obligatorischen Versicherung von Betriebsunfällen und Gewerbekrankheiten unterliegen alle Arbeiter und Beamten in Fabriken, Unternehmungen und Bergwerken, welche gemäß dem Unfallgesetze vom 2. Juni 1903 und den das Gesetz vervollständigenden Anordnungen das Recht auf Entschädigung gegen den Betriebsunternehmer haben." [1])

In den übrigen Staaten ist es bisher bei Vorschlägen, Vorbereitungen (Enquêten) und Entwürfen geblieben.

In Belgien hatten schon am 17. Mai 1890 die Abgeordneten Janson und Genossen in der Abgeordnetenkammer einen Gesetzesvorschlag eingebracht, welcher, auf dem Grundsatze der Zwangsversicherung gegen Betriebsunfälle beruhend, die Berufskrankheiten den Betriebsunfällen gleichstellen wollte. Zum Erlaß eines entsprechenden Gesetzes ist es nicht gekommen.[2]) Bei der Beratung des Gesetzes vom 24. Dezember 1903 über die Entschädigung von Betriebsunfällen wurden wiederum Anträge auf Gleichstellung der Berufskrankheiten mit den Unfällen vorgebracht, aber abgelehnt.[3])

In Italien ist durch Königliche Verordnung vom 19. Dezember 1901 eine Kommission von Ärzten und Hygienikern zum Studium der Berufskrankheiten der gewerblichen Arbeiter eingesetzt worden. Die Arbeiten dieser Kommission sind noch

---

[1]) Vergl. Zacher a. a. O. „Die Arbeiter-Versicherung in Rußland." I. Nachtrag zu Heft IX, bearbeitet von Graf Louis Skarzynski, Beamten für besondere Aufträge des Kaiserlich Russischen Finanzministeriums.

[2]) Vergl. Zacher a. a. O., Heft XII: „Die Arbeiter-Versicherung in Belgien." 1899, S. 24.

[3]) Vergl. „Projet de loi sur les maladies professionnelles". Paris 1905. Annexes p. 47.

nicht abgeschlossen. Die ersten Ergebnisse ihrer Erhebungen hat sie in einem vorbereitenden Berichte niedergelegt.[1])

Aus allerjüngster Zeit ist schließlich noch ein bedeutsames Ereignis auf diesem Gebiete zu verzeichnen:

In Frankreich ist ein Gesetzentwurf eingebracht worden, der sich ausschließlich mit Berufs-(Gewerbe-)Krankheiten beschäftigt. Es ist dies der vorstehend in den Anmerkungen bereits mehrfach erwähnte Entwurf: „Projet de loi sur les maladies professionnelles" vom 16. Mai 1905 (Nr. 2447), der von der Regierung der Chambre des Députés vorgelegt worden ist. Zugleich sind zwei Berichte, die zur Vorbereitung des Entwurfs gedient haben, amtlich veröffentlicht worden: 1. „Maladies professionnelles. Étude technique sur leur assimilation aux accidents du travail — Commission d'hygiène industrielle" — Paris. Imprimerie nationale, 1903, und 2. „Maladies professionnelles. Rapport préparatoire au Comité consultatif des assurances contre les accidents du travail."

Das umfangreiche Werk verlangt selbstverständlich ein eingehendes Studium und kann an dieser Stelle nicht entfernt seinem Werte entsprechend gewürdigt werden. Besonders interessant ist es dadurch, daß es den ersten Versuch enthält, die entschädigungsberechtigten Berufskrankheiten gesetzlich abzugrenzen. Nur auf diesen Teil des Entwurfs soll hier kurz eingegangen werden.

Die Deputiertenkammer hatte — zunächst veranlaßt durch einen Gesetzentwurf des Abgeordneten Breton vom 5. Dezember 1901, der sich auf Vergiftungen beschränkte, aber von dem Verfasser selbst im Jahre 1903 erheblich erweitert und abgeändert wurde — bei der Regierung beantragt, eine Kommission, bestehend aus Parlamentsmitgliedern, Gelehrten, Vertretern der Arbeitgeber und der Arbeitnehmer einzuberufen und sie zu beauftragen, mit der Aufstellung: 1. eines Verzeichnisses der Berufskrank-

[1]) Vergl. wie vorstehend.

heiten, das heißt derjenigen Krankheiten, die ausschließlich oder wesentlich mit der fortgesetzten Berufstätigkeit in ursächlichem Zusammenhange stehen („dont l'exercice continu de la profession est la cause organique, exclusive ou essentielle"[1]), 2. eines Verzeichnisses der entsprechenden Berufe unter Angabe der jedem von ihnen eigentümlichen Gefahrenziffer der aus den bezeichneten Krankheiten herrührenden Erwerbsunfähigkeit und Sterblichkeit. Die oben genannten mit dieser Aufgabe betrauten Kommissionen im Handelsministerium sind zu folgenden Leitsätzen gelangt: Die Feststellung eines Leidens als Berufskrankheit sei schwierig, weil man dem oft weit zurückliegenden Ursprunge der Krankheit nachgehen und auch über den früheren Gesundheitszustand des Kranken unterrichtet sein müsse. Die Tuberkulose müsse grundsätztich von der Liste der Berufskrankheiten ausgeschlossen werden, obwohl das gewerbliche Leben sicherlich ihre Entwicklung begünstigen könne. Todesfälle infolge von eigentlichen Berufskrankheiten kämen selten vor, wenig zahlreich seien auch die Fälle dauernder völliger oder teilweiser Erwerbsunfähigkeit, in den meisten Fällen handle es sich um Erwerbsunfähigkeit von kurzer Dauer. Die in Aussicht genommene Einbeziehung in die Versicherung und Entschädigungsberechtigung werde auf die schwersten Vergiftungen zu beschränken sein. Im Anschlusse hieran hat sich der Entwurf folgendermaßen gestellt:

Er beschränkt sich — offenbar um zunächst einen Versuch zu machen[2]) auf die Betriebe, in denen entweder Blei und seine Zusammensetzungen oder Quecksilber und seine Zusammensetzungen hergestellt, verarbeitet oder verwendet werden.

---

[1]) Vergl. die Begründung zu dem Gesetzentwurfe S. 3 Abs. 1.

[2]) Vergl. die Begründung in dem Gesetzentwurf Seite 9 Abs. 5: „. . . . . le projet délibéré par le Comité consultatif est restreint, pour le début et en vue d'une expérimentation prudente, aux deux plus graves intoxications seulement: celles du plomb et du mercure."

In diesen — von einer Kommission, deren Zusammensetzung im Gesetze näher geregelt ist, zu bestimmenden — Betrieben sollen entschädigt werden:

1. die festgestelltermaßen mit dem Betrieb ursächlich zusammenhängenden akuten und chronischen Krankheiten, wenn sie den Tod, die dauernde oder eine dreißig Tage übersteigende vorübergehende Erwerbsunfähigkeit zur Folge haben,
2. alle Krankheiten, die eine Erwerbsunfähigkeit von einer Dauer bis zu dreißig Tagen zur Folge haben, ohne weiteres.

Danach soll also der ursächliche Zusammenhang mit dem Betriebe bei den leichten, die Erwerbsfähigkeit nur etwa einen Monat beeinträchtigenden Gesundheitsstörungen gewissermaßen fingiert werden, dagegen bei allen Schädigungen, die schwerere Folgen hinterlassen, des Nachweises bedürfen. Der gesetzgeberische Grund für diese verschiedene Behandlung ist der, daß man meint, bei den schwereren Erkrankungen — die zudem auch seltener seien — lasse sich der Beweis des ursächlichen Zusammenhanges eher führen, weil sie dem ärztlichen Sachverständigen durch die Schwere der Erscheinungen bessere Anhaltspunkte für die Diagnose und außerdem auch durch ihre längere Dauer mehr Gelegenheit zur Beobachtung böten. In den leichten Fällen fiele beides weg. Bei ihnen käme es überdies angesichts der Kürze ihres Bestehens auf schnelle Hilfe an, und es seien daher hier langwierige Verfahren über die Frage, ob eine Berufskrankheit vorliege oder nicht, unangebracht.

Im Hinblick auf diese neueren Bestrebungen in verschiedenen Staaten erscheint die Erwartung um so mehr berechtigt, daß auch die Lage der durch Berufskrankheiten Geschädigten mit der Zeit noch manche Verbesserungen erfahren wird.

---

INTERNAT. ARBEITERVERSICHERUNGS-KONGRESS.
*7. Tagung. — Wien. — 17. bis 23. September 1905.*

# UNFALLVERHÜTUNG UND TECHNISCHE AUFSICHTSBEAMTE IN DEUTSCHLAND

VON

DR. KRISCHE

GEHEIMEM REGIERUNGSRAT IM K. SÄCHSISCHEN MINISTERIUM DES INNERN.

Die Unfallverhütung ist zunächst eine allgemeine, polizeiliche Aufgabe des Staates. Nicht in dem Sinne, daß die polizeiliche Fürsorge den Einzelnen auf Schritt und Tritt zu begleiten hätte; wohl aber gehört es zu der dem Staate obliegenden guten Ordnung des Gemeinwesens, daß er, sowie er für Körperverletzungen und Tötungen den Urheber straf- und zivilrechtlich verantwortlich macht, auch polizeilich schon der bloßen Gefährdung von Leben und Gesundheit des Einzelnen durch andere entgegenwirkt. Es ist Sache des inneren Staatsrechtes und von den Verhältnissen abhängig, ob zur Erfüllung dieser Aufgabe der Weg der Gesetzgebung beschritten oder ob die Landeszentralbehörde oder untere Verwaltungsbehörden mit der allgemeinen polizeilichen Ordnung auf diesem Gebiete betraut werden.

Mit am frühesten ist sich der Staat der Aufgabe, Unfälle zu verhüten, gegenüber den besonderen Gefahren des Bergbaues bewußt geworden. Wo immer der Bergbau einen größeren Umfang erreichte, finden wir betriebspolizeiliche Vorschriften und die Sorge für ihre gewissenhafte Beachtung durch Anstellung besonderer Beamter. Und wie im Bergwesen schon zeitig die Kranken-, Unfall- und Invalidenversicherung vorbildlich aus-

gestaltet worden ist, so hat auch die Bergpolizei die Unfallverhütung mehr und mehr vervollkommnet. Die Knappschaftsberufsgenossenschaft ist deshalb unter den deutschen gewerblichen Berufsgenossenschaften die einzige, die zurzeit noch keine berufsgenossenschaftlichen Unfallverhütungsvorschriften besitzt und ihrer auch am Ehesten entraten kann.

Auch sonst finden sich auf einzelnen Gebieten des Erwerbslebens schon zeitig Unfallverhütungsvorschriften polizeilichen Ursprunges.

Es sind aber lange einzelne Ansätze geblieben; selbst noch als die deutsche Gewerbeordnung nach dem Vorgange einzelner deutscher Bundesstaaten in § 107 bestimmt hatte, daß jeder gewerbliche Unternehmer verbunden sei, auf seine Kosten alle diejenigen Einrichtungen herzustellen und zu unterhalten, die mit Rücksicht auf die besondere Beschaffenheit des Gewerbebetriebes und der Betriebstätte zu tunlichster Sicherung der Arbeiter gegen Gefahren für Leben und Gesundheit notwendig sind. Eine umfassendere Tätigkeit im gewerblichen Arbeiterschutze entwickelte sich erst, nachdem mit der Ausführung dieser Bestimmung besondere Gewerbeaufsichtsbeamte beauftragt worden waren, wie dies im Königreiche Sachsen durch Verordnung vom 4. September 1872, allgemein in Deutschland durch das Gesetz über die Abänderung der Gewerbeordnung vom 17. Juli 1878 geschehen ist.

Über Art und Umfang der Tätigkeit dieser Fabriken-Inspektion legen die Berichte rühmliches Zeugnis ab, in denen die Gewerbeaufsichtsbeamten jährlich über ihre Wirksamkeit Rechenschaft ablegen und ihre Erfahrungen und Anregungen zur allgemeinen Verwertung mitteilen. Und von Jahr zu Jahr ist die Gewerbeaufsicht besser ausgestaltet worden. Um hiefür einige Zahlen anzuführen, sei kurz erwähnt, daß im Jahre 1882 in ganz Deutschland 61 technische Beamte mit der Überwachung der Fabriken beauftragt waren, während ihre Zahl im Jahre 1903 sich bereits auf 382 belief. Von ihnen waren bei den Regierungs-

behörden 42 angestellt; der praktische Aufsichtsdienst beschäftigte 180 Gewerbeinspektoren, 138 Assistenten, 17 Assistentinnen, 5 weibliche Vertrauenspersonen und außerdem 6 chemische Sachverständige. Die Zahl der Revisionen betrug im Jahre 1887 (schätzungsweise, da die Statistik für die damalige Zeit die Zahl der mehrfach revidierten Anlagen nicht genau auseinander hält) insgesamt 25.000, im Jahre 1903 dagegen 167.341. Der Einfluß des verstärkten Vorgehens der staatlichen Verwaltung machte sich sehr bald auch in den technischen Wissenschaften geltend, die mehr und mehr der Unfallsicherheit der Maschinen ihre Aufmerksamkeit zuwendete, und in der Industrie, die sich in eifrigem Wettbewerbe bemühte, die Betriebssicherheit ihrer Erzeugnisse immer weiter zu vervollkommnen.

Neben die staatliche Aufsicht auf dem Gebiete des Arbeiterschutzes ist nun durch die Unfallversicherungs-Gesetzgebung die Aufsicht der Berufsgenossenschaften über die Betriebe ihrer Mitglieder gestellt worden. Lag es schon an sich nahe, in einem zur Linderung der Unfallschäden bestimmten Gesetze der alten Wahrheit eingedenk zu sein, daß besser als die Heilung eines Schadens dessen Verhütung sei, so mußte auch daran gelegen sein, den Berufsgenossenschaften Mittel an die Hand zu geben, ihrer Rentenbelastung durch eigene Kraft und Tätigkeit entgegenzuwirken. Das Unfallversicherungsgesetz vom 6. Juli 1884 ermächtigte die Berufsgenossenschaften zum Erlasse von Unfallverhütungsvorschriften für ihre Mitglieder. Gewerbliche Unternehmer, die diese Vorschriften nicht beachten, können vom Genossenschaftsvorstande mit Zuschlägen zu den Genossenschaftsbeiträgen oder mit Einschätzung ihrer Betriebe in eine höhere Gefahrenklasse, Versicherte dagegen, die das zur Verhütung von Unfällen vorgeschriebene Verhalten nicht beobachten, von der Ortspolizeibehörde oder dem Vorstande ihrer Betriebskrankenkasse mit Geldstrafen bis zu 6 Mark bestraft werden. Dank insbesondere der fortgesetzten Anregungen des Reichs-Versicherungsamtes haben auch die meisten Berufsgenossenschaften

Unfallverhütungsvorschriften erlassen. Im Jahre 1889 hatten bereits 45 von insgesamt 59 gewerblichen Berufsgenossenschaften solche Vorschriften eingeführt. Die Gesetzgebung des Jahres 1900 ergänzte dann auch die Bestimmungen über Unfallverhütung und Überwachung der Betriebe in verschiedenen Beziehungen. Praktisch von großer Wichtigkeit war namentlich, daß den Berufsgenossenschaften gestattet wurde, bei Zuwiderhandlungen gegen die Unfallverhütungsvorschriften auch Geldstrafen zu verhängen. Denn von der Befugnis, Verstöße gegen diese Vorschriften mit Zuschlägen auf die Genossenschaftsbeiträge oder mit Einschätzung in eine höhere Gefahrenklasse zu ahnden, konnte nicht wohl bei minder schweren Verfehlungen Gebrauch gemacht werden, wie auch jetzt noch diese Strafmittel verhältnismäßig nur wenig angewendet werden. Deshalb sah man unter der Herrschaft des älteren Rechtes tatsächlich in vielen Fällen von Strafen ab, wo jetzt durch Verhängung geringer Geldstrafen der Durchführung der Vorschriften nachdrücklich gedient wird.

Die Gesetzgebung des Jahres 1900 gab aber einem Teile der Berufsgenossenschaften auch Anlaß, ihre Unfallverhütungsbestimmungen einer umfassenden Umarbeitung unter Berücksichtigung der inzwischen gesammelten Erfahrungen zu unterziehen. Noch immer wird an tunlichster Vervollkommung der Erfüllung dieses Teiles der berufsgenossenschaftlichen Aufgaben fleißig gearbeitet.

Wie beim staatlichen Arbeiterschutze zeigte sich indessen sehr bald, daß durch bloße Vorschriften und gelegentliche Bestrafungen anläßlich von Unfällen infolge vorschriftswidriger Betriebseinrichtungen nicht viel erreicht wird. Eine tatkräftige Bekämpfung der unfallgefährlichen Betriebseinrichtungen beginnt deshalb in der Hauptsache erst, seitdem die Berufsgenossenschaften zur Revision der einzelnen Betriebe übergegangen sind und hierfür besondere Beamte bestellt haben. Schon vor dem Inkrafttreten der abgeänderten Unfallversicherungsgesetze ist dies

vielfach geschehen. Am 1. Oktober 1889 waren bereits bei 41 gewerblichen und 1 landwirtschaftlichen Berufsgenossenschaft insgesamt 119 Revisionsbeamte tätig. Ende 1904 belief sich die Zahl allein der von den gewerblichen Berufsgenossenschaften angestellten technischen Aufsichtsbeamten auf 235; nur 7 gewerbliche Berufsgenossenschaften waren im Rückstande. Für den Umfang ihrer praktischen Wirksamkeit kann als Maßstab dienen, daß 1903 von den damals angestellten 217 technischen Aufsichtsbeamten 25.009 Tage zu Revisionen verwendet wurden, von denen 14.119 Tage auf die Betriebsüberwachung, 3532 auf Lohnbuchrevision, 4667 Tage auf beide Tätigkeiten gemeinschaftlich und 2691 Tage auf die Rentnerkontrolle entfielen. Dabei wurden 109.653, das ist 21 Prozent der den beteiligten Berufsgenossenschaften zugehörigen Betriebe von den Beamten besichtigt.

Die Berichte, die über die Tätigkeit der technischen Aufsichtsbeamten und deren Ergebnisse dem Reichs-Versicherungsamte zu erstatten sind, geben ein anschauliches Bild davon, welche Fülle gemeinnütziger Arbeit sich hinter diesen Zahlen verbirgt. Besonders erfreulich ist es verzeichnen zu können, daß die beteiligten Unternehmer die Tätigkeit dieser Beamten zumeist nicht als lästige Überwachung empfinden, vielmehr den Beamten mit wenig Ausnahmen bereitwillig entgegenkommen und sie vielfach mehr als sachverständige Berater in dem ihnen überwiesenem Geschäftskreise und wohl auch noch in manchen anderen Fragen ihres Industriezweiges begrüßen. Die besonderen Sachkenntnisse und Erfahrungen, die diesen Beamten in dem einzelnen Industriezweige zu eigen sind, verleihen ihnen gegenüber den staatlichen Aufsichtsbeamten einen Vorzug; diese Beschränkung auf einen einzelnen Industriezweig macht auch ihre Anregungen, die in vielen Berichten dieser Beamten über Unfallverhütung gegeben werden und den Mitgliedern der Berufsgenossenschaften mit dem Geschäftsberichte zugehen, für die Genossenschaftsmitglieder unmittelbar verwertbar.

So sehen wir staatliche und berufsgenossenschaftliche Techniker an der Betriebsüberwachung beteiligt. Da liegt die Frage nahe, wie diese an sich von einander unabhängige und teilweise nach verschiedenen Grundsätzen arbeitende Betriebsüberwachung sich in der Praxis verträgt. Im allgemeinen wird sich hier sagen lassen, daß das Nebeneinander von staatlichem und berufsgenossenschaftlichem Wirken weniger Reibungen erzeugt als man wohl erwarten könnte. Allerdings ist es nicht ausgeschlossen, daß die polizeilichen Vorschriften oder die Anordnungen der Behörden im einzelnen Falle von den berufsgenossenschaftlichen Unfallverhütungsvorschriften abweichen. Doch haben im Großen und Ganzen die zur Verhütung solcher „Unstimmigkeiten" getroffenen Vorschriften der Gewerbeordnung und der Unfallversicherungsgesetze ihren Zweck durchaus erfüllt, wonach vor Erlaß allgemeiner polizeilicher Arbeiterschutzbestimmungen die beteiligten Berufsgenossenschaften, vor Genehmigung berufsgenossenschaftlicher Unfallverhütungsvorschriften die Zentralbehörden der beteiligten Bundesstaaten zu hören sind und dann, wenn die Anordnung einer Verwaltungsbehörde einer Unfallverhütungsvorschrift widerspricht, auch die Berufsgenossenschaft zur Einwendung von Rechtsmitteln befugt ist.

Im Königreiche Sachsen sind die Gewerbeaufsichtsbeamten verpflichtet worden, bei der Revision der Betriebe der sächsischen Textilberufsgenossenschaft deren Unfallverhütungsvorschriften zur Richtschnur zu nehmen, ohne daß die Staatsbehörden indessen behindert sind, nach den Verhältnissen des besonderen Falles weitergehende Anordnungen zu treffen. Diese Vereinfachung der von den Betriebsunternehmern in Bezug auf Arbeiterschutz einzuhaltenden Vorschriften verdient vielleicht Nachahmung.

Was sind nun die Erfolge dieses staatlichen und berufsgenossenschaftlichen Kampfes gegen Betriebsunfälle? Nach den Jahresberichten des Reichs-Versicherungsamtes wurden an Betriebsunfällen

| | angemeldet | entschädigt |
|---|---|---|
| im Jahre 1895 . . . . . | 309.468 | 75.954 |
| „ 1897 . . . . . | 381.865 | 92.521 |
| „ 1899 . . . . . | 442.202 | 105.688 |
| „ 1901 . . . . . | 476.446 | 117.136 |
| „ 1902 . . . . . | 488.706 | 120.856 |
| „ 1903 . . . . . | 530.421 | 130.661 |
| „ 1904 . . . . . | 582.648 | 138.562 |

Es ist also nicht nur keine Verminderung der jährlichen Betriebsunfälle zu verzeichnen; ihre jährliche Steigerung zeigt nicht einmal eine Tendenz zur Abnahme.

Selbstverständlich kann diese betrübende Zahlenreihe nicht entmutigen, sondern nur zu weiterer umfassenderer Tätigkeit anspornen. Hiezu ist zunächst erforderlich, den Ursachen dieser auf den ersten Blick so auffälligen Erscheinung nachzugehen.

Hier dürfte vor allen Dingen in Betracht kommen, daß vielleicht die Hälfte aller unfallversicherungspflichtigen Betriebe von der, zur Verhütung von Unfällen entwickelten planmäßigen und ins Einzelne gehenden Tätigkeit der staatlichen und berufsgenossenschaftlichen Aufsichtsorgane bis vor kurzem nicht berührt worden ist; denn die land- und forstwirtschaftlichen Berufsgenossenschaften sind in der Ausbildung der Unfallverhütung sehr im Rückstande geblieben. Zu Beginn des laufenden Jahres hatten von den 48 land- und forstwirtschaftlichen Berufsgenossenschaften im Reiche erst 18 Unfallverhütungsvorschriften eingeführt; besondere technische Aufsichtsbeamte waren aber nur bei 5 Berufsgenossenschaften tätig und zwar insgesamt nur 9.

In der Land- und Forstwirtschaft beträgt aber nach dem letzten Jahresberichte des Reichs-Versicherungsamtes die Zahl der versicherten Personen insgesamt 11,189.071 gegenüber 7,466.484 Versicherten bei den gewerblichen Berufsgenossenschaften. Dementsprechend entfällt auch auf die Land- und Forstwirtschaft die größere Zahl aller Betriebsunfälle.

Wie sehr aber gerade die Landwirtschaft hinsichtlich der Unfallverhütung der bessernden Hand bedarf, wie viel unermüdliche sorgfältige Kleinarbeit gegenüber dem passiven Widerstande der fest am Alten haftenden bäuerlichen Bevölkerung hier zu leisten ist, dafür möge gestattet sein, aus den Erfahrungen der sächsischen land- und forstwirtschaftlichen Berufsgenossenschaft mitzuteilen, daß bei den Betriebsrevisionen des Jahres 1903 von 20.319 Betrieben bei 18.606, also bei 91·57 Prozent, Verstöße gegen die Unfallverhütungsvorschriften zu rügen waren. Und doch sind hier Unfallverhütungsvorschriften, die den gesamten Landwirtschaftsbetrieb umfassen, seit 1. Januar 1898 in Kraft und außer den Besitzern der kleinsten Anwesen allen Genossenschaftsmitgliedern zugefertigt; abgesehen von 2815 Vertrauensmännern werden die Betriebe ferner regelmäßigen, eingehenden Revisionen von Sachverständigen, seit Jahren bereits durch 5 fest angestellte technische Aufsichtsbeamte unterworfen; auch wird die Abstellung der gefundenen Mängel genau überwacht. Verliert nun auch die erwähnte Zahl der vorgefundenen Mängel wesentlich an Gewicht, wenn dabei berücksichtigt wird, daß schon der Mangel einer Handleiste in irgend einem wenig benutzten Teile eines Gebäudes und schon der Mangel des Aushangs der Unfallverhütungsvorschriften die Einreihung des Betriebes unter die mangelhaften begründet hat, so ist doch nicht in Abrede zu stellen, daß trotz wiederholter Revisionen doch noch immer eine verhältnismäßig hohe Zahl wichtigerer Mängel gefunden worden ist. Der Genossenschaftsvorstand macht deshalb von seinem Strafrechte, das ursprünglich nur bei unterlassener Abstellung der bei den Revisionen gerügten und dem Unternehmer schriftlich bezeichneten Mängel angewendet war, einen immer umfassenderen Gebrauch. Wenn auch die ausgeworfenen Geldstrafen sich meist unter 5 Mark halten und selten 20 Mark übersteigen, so kann doch von diesem Verfahren ein durchschlagender Erfolg erwartet werden.

Die mit dem Erlasse von Unfallverhütungsvorschriften rückständigen land- und forstwirtschaftlichen Berufsgenossenschaften sind jetzt im Begriffe, das Versäumte nachzuholen. Auf Anregung des Reichs-Versicherungsamtes wurde 1902 auf einer Konferenz der landwirtschaftlichen Berufsgenossenschaften zu Tübingen ein Ausschuß zur Ausarbeitung von Normalvorschriften gewählt. Dieser Ausschuß hat zunächst Unfallverhütungsvorschriften für landwirtschaftliche Maschinen aufgestellt, die von der im Oktober 1903 zu Detmold versammelten Konferenz der landwirtschaftlichen Berufsgenossenschaften als Grundlage für weitere Beratungen innerhalb der einzelnen Berufsgenossenschaften angenommen worden sind. In gleicher Weise wurden auch die von dem Ausschusse weiter ausgearbeiteten Normalvorschriften für landwirtschaftliche Nebenbetriebe gewerblicher Art von der Konferenz in Straßburg im August 1904 angenommen. Es ist zu hoffen, daß die besonders wichtigen Vorschriften für den baulichen Zustand der Gebäude bald nachfolgen.

Die Zunahme der Betriebsunfälle ist aber auch bei den gewerblichen und bei denjenigen landwirtschaftlichen Berufsgenossenschaften zu beklagen, die schon seit längerer Zeit in der Unfallverhütung mit großem Aufwande an Mühen und Kosten tätig gewesen sind. Die Erklärung dieser Tatsache bietet ziemliche Schwierigkeiten. Es ist ohne Weiteres klar, daß das, was zur Verhütung von Betriebsunfällen bisher geschehen ist, vielfach auch Unfälle verhütet hat. Das läßt sich für den einzelnen Fall wohl beurteilen, aber naturgemäß nicht zahlenmäßig zusammenfassen. Die Zunahme der zur Entschädigung angemeldeten und auch die der wirklich entschädigten Unfälle ist andererseits zweifellos neben der Zunahme der Versicherten zum großen Teile damit zu begründen, daß die Kenntnis der Unfallversicherungsgesetze und die Fähigkeit, ihre Bestimmungen sich zu nutze zu machen, noch immer Fortschritte macht. Den in der Praxis Stehenden überrascht nicht selten das Verständnis,

womit an Gebrechen Leidende ihren Körperschaden auf einen Unfall zurückzuführen wissen. Gewiß trägt auch zur Vermehrung der Betriebsunfälle die zunehmende Intensität der gewerblichen Arbeit bei; auch die Notwendigkeit, in Zeiten gewerblichen Aufschwunges ungelernte, mit den Betriebsgefahren nicht genügend vertraute Arbeiter einzustellen, wird hier verantwortlich gemacht. Jedenfalls ist die Zunahme der Betriebsunfälle das Schlußergebnis verschiedener, unfallfördernder und unfallhindernder Ursachen, deren Gewicht sich meist nicht statistisch bewerten läßt.

Und doch liefert uns die Statistik einen wichtigen allgemeinen Erklärungsgrund für die verhältnismäßige Unwirksamkeit der bisherigen Unfallverhütung, hiermit aber auch einen beachtenswerten Fingerzeig, in welcher Richtung vornehmlich der Kampf gegen die Betriebsunfälle weitergeführt werden möchte: Bei den gewerblichen Berufsgenossenschaften waren 1897 nur 14·97, in der Land- und Forstwirtschaft 1903 nur 15·94% sämtlicher Unfälle auf Mängel der Betriebseinrichtungen, fehlende oder ungenügende Schutzvorrichtungen zurückzuführen, wofür der Arbeitgeber verantwortlich zu machen war und auf deren Abstellung die Aufsichtstätigkeit der Berufsgenossenschaften vornehmlich gerichtet gewesen ist. 42·05% (bei der Landwirtschaft 49·23%) der Unfälle beruhten auf „unvermeidlicher Betriebsgefahr". Dagegen trifft bei 29·89 (in der Landwirtschaft bei 27·90%) der Unfälle den Arbeitnehmer die Schuld. Diese Verschuldung wird (für die Landwirtschaft sind die Zahlen in Klammern beigefügt) in 20·85 (25·42%) der Fälle als Ungeschicklichkeit und Unachtsamkeit bezeichnet und bestand in 1·92 (0·18%) der Fälle in der Nichtbenutzung oder Beseitigung vorhandener Schutzvorrichtungen, in 5·44 (1·08%) im Handeln wider bestehende Vorschriften oder erhaltene Anweisungen, in 1·19 (1·02%) in Leichtsinn, Balgerei, Neckerei, Trunkenheit; 0·49 (0·20%) der Unfälle waren durch unpassende Kleidung, flackernde Halstücher, Schürzen usw. veranlaßt.

Wenn wohl angenommen werden kann, daß das, was in der Statistik als unvermeidliche Betriebsgefahr behandelt wird, nur nach dem augenblicklichen Stande der Technik unvermeidlich ist und die Möglichkeit der Besserung nicht ausschließt, so lehren diese Zahlen auch, daß eine Herabminderung der Unfälle vor allem auch durch Einwirkung auf das Verhalten der Versicherten selbst angestrebt werden muß. Der Mangel an Interesse an der Unfallverhütung, die Gleichgiltigkeit der Arbeiter gegen die drohende Gefahr bilden denn auch ein stehendes Kapitel in den Berichten der staatlichen wie der berufsgenossenschaftlichen Aufsichtsbeamten.

Von diesem Standpunkte werden sich vielleicht Bedenken erheben lassen gegen die ausführliche Fassung vieler neueren Unfallverhütungsvorschriften. Es sind teilweise kleine Bücher, deren Inhalt der Versicherte in sich aufnehmen soll. Diesem Studium obzuliegen, die Wirkungsweise der sinnreichen und verwickelten Schutzvorrichtungen an bildlich dargestellten Maschinen sich zu vergegenwärtigen, wird von dem gewöhnlichen Pferdeknechte oder von der vielbeschäftigten Stallmagd wohl kaum mit Erfolg verlangt werden. Damit soll den Arbeiten zum Beispiel des Ausschusses der landwirtschaftlichen Berufsgenossenschaften nicht zu nahe getreten werden; sie sind sicherlich außerordentlich verdienstlich und verwertbar in der Bekämpfung der landwirtschaftlichen Betriebsunfälle. Daneben müßte aber, meinen wir, unbedingt dafür Sorge getragen werden, daß die wesentlichsten Grundsätze über das Verhalten gegenüber den Betriebsgefahren in kurzen, klar und anschaulich gefaßten Vorschriften in Anschlagform an auffälliger Stelle zur Kenntnis gebracht und dem Arbeitgeber zur Pflicht gemacht werden, die von ihm beschäftigten Personen wiederholt auf diese Vorschriften hinzuweisen und sie insbesondere den neu eingestellten Personen eindringlichst einzuschärfen.

Auch sonst kann das Interesse der Arbeiterschaft an der Unfallverhütung auf vielfache Weise gestärkt werden. Es

verdient hier verzeichnet zu werden, daß die k. württembergische und sächsische Regierung einer größeren Anzahl von Arbeitern auf Staatskosten — unter namhafter Unsterstützung von Allerhöchster Stelle — den mehrtägigen Besuch der ständigen Ausstellung für Arbeiterwohlfahrt und Unfallverhütung in Charlottenburg ermöglicht haben. Es wäre zu wünschen, daß namentlich auch die Berufsgenossenschaften hierin nachfolgten. Wenn durch solche und ähnliche Mittel die Ansprüche der Arbeiter an die Unfallsicherheit der Betriebe gesteigert würden, so wäre das im Interesse der Sache nur willkommen zu heißen.

---

INTERNAT. ARBEITERVERSICHERUNGS-KONGRESS.
*7. Tagung. — Wien. — 17. bis 23. September 1905.*

# DAS GRENZGEBIET
ZWISCHEN
# ARBEITERVERSICHERUNG UND PRIVATEM SCHADENERSATZ

VON
ADVOKATEN DR. ROBERT MARSCHNER,
SEKRETÄR DER ARBEITER-UNFALLVERSICHERUNGSANSTALT FÜR DAS KÖNIGREICH BÖHMEN IN PRAG.

## I. Einleitung.

Der Entwicklungsgang der Arbeiterversicherung in den Kulturstaaten weist drei deutliche Stufen auf:

Auf der ersten gibt es nur Ansätze einer Sozialpolitik durch Änderungen an dem im Staate herrschenden Privatrechte und durch Erlassung von Haftpflichtgesetzen für einzelne gefährliche Zweige (Eisenbahn und gefährlichste Industrietätigkeiten) oder für die ganze industrielle Tätigkeit (Schweiz, England, Dänemark, Schweden).

Auf der zweiten Stufe werden schon durchgreifende neue Rechtssätze aufgestellt, indem ein Rechtsanspruch für die Angehörigen der fürsorgebedürftigen Klasse nach Voraussetzung und Höhe fetztgesetzt, und den dadurch öffentlich verpflichteten Arbeitgebern überlassen wird, Vorsorge für die ökonomische Verteilung der neuen Lasten selbst zu treffen (Niederlande, Frankreich, Belgien, Italien, Spanien).

Die dritte Stufe endlich zeigt staatliche Einrichtungen, durch die im Wege der Selbstverwaltung der Arbeitgeber unter geringerer oder größerer Anteilnahme der als versichert Erklärten (auf mehr oder minder strengen technisch-wissenschaftlichen Grundlagen) die Durchführung der Fürsorge angeordnet

wird. (Das Deutsche Reich, die im Reichsrate vertretenen Länder Österreichs, Norwegen, Luxemburg.)

Auf der zweiten, noch mehr auf der dritten Stufe der Entwicklung muß der Staat bestrebt sein, bei Schaffung des neuen Arbeiterrechtes sich mit dem in ihm geltenden bürgerlichen Schadenersatzrechte abzufinden. Die verschiedene Gestaltung des letzteren und die mannigfachen Schattierungen des neuen Arbeiterrechtes lassen eine Übersicht nur in der Weise zu, daß man die leitenden Ideen[1]) verfolgt.

Man erkennt in den großen Umrissen doch die einheitliche Entfaltung.

## II. Die Beziehungen zwischen Arbeitgeber und Arbeitnehmer.

Zunächst ist es nach dem Zwecke des neuen Arbeiterrechtes klar, daß nur von seinem Standpunkte aus, also nur soweit die nach ihm mit neuen Ansprüchen beteilten Fürsorgeberechtigten in Betracht kommen, eine Einflußnahme auf das vorher bestehende private Schadenersatzrecht stattfinden kann.

Die soziale Frage schwebt nur zwischen dem einzelnen Unternehmer und den bei ihm Beschäftigten, beziehungsweise den Hinterbliebenen dieser letzteren.

Da das neue Arbeiterrecht die sämtlichen Unternehmer der von ihm erfaßten Betriebe zu einer großen Gefahrengemeinschaft vereinigt, für deren Erfordernis sie durch Beiträge aufkommen, so liegt der Gedanke nahe, die Haftung des einzelnen Arbeitgebers gegenüber seinen Arbeitnehmern und deren Hinterbliebenen einzuschränken.

In diesem Zusammenhange tritt der am Körper, beziehungsweise Geiste erlittene Schaden des Verletzten (der Hinterbliebenen des Getöteten) mit seinen ökonomischen Folgen her-

---

[1]) Nur diese leitenden Ideen, und zwar nicht nur Rechtsideen, sollen den Gegenstand der Abhandlung bilden, die sich unter Zurückstellung der Krankenversicherung nur auf die Unfallversicherung beschränkt.

vor, und da jedes bürgerliche Schadenersatzrecht von der Idee beherrscht wird, man hafte, sei es nun für Verschulden oder für jegliche Veranlassung einer solchen Schädigung, und zwar durch Leistung eines Ersatzes in bestimmter Höhe, so kann sich die Einschränkung der bürgerlichen Haftung auf diese beiden Richtungen beziehen. In erster Richtung kann die Einschränkung dahin gehen, daß man die Haftung des Arbeitgebers nur auf die gröbsten Fälle des Verschuldens einengt. Solche Fälle sind: absichtliche Herbeiführung des Betriebsunfalles oder seine Veranlassung durch grobfahrlässige Unterlassung. Diese gröbsten Fälle fallen regelmäßig unter das staatliche Strafrecht. Theoretisch fragt es sich dabei, ob für diese gröbsten Fälle ein strafrechtliches oder das zivilrechtliche Verschulden die Voraussetzung eines Schadenersatzanspruches bilden soll.

Das deutsche Arbeiterversicherungsrecht steht auf dem ersteren, das österreichische auf dem letzteren Standpunkte. Praktisch dagegen gleicht sich der Standpunkt aus, wie ich dies in dem Aufsatze „Zur besonderen Haftpflicht des Betriebsunternehmers nach Unfallsrecht“ (in der „Arbeiterversorgung“, Berlin, 1904, Nr. 30) gegen die Ausführungen des Landrichters Wittig (Nr. 27 daselbst) darlegte.

Die Haftung des Arbeitgebers gegenüber seinen Beschäftigten (beziehungsweise der Hinterbliebenen) kann aber auch hier noch eingeschränkt werden, indem man in dem Verhältnisse zwischen diesen beiden sozialen Gruppen nur den Nachweis einer absichtlichen Herbeiführung des Unfalles als Quelle eines Schadenersatzes erklärt. Das Deutsche Reich verlangt auch hier Feststellung dieses Vorsatzes durch strafgerichtliches Urteil, ebenso das österreichische „Programm über die Reform und den Ausbau der Arbeiterversicherung“. Geht man soweit in dieser Einschränkung des Anspruches der Arbeitnehmer (und ihren Hinterbliebenen), so zeigt sich die auffallende Folge, daß bei grobfahrlässiger Unterlassung einer dem Arbeitgeber auferlegten Fürsorge gegen ihn das Strafverfahren eingeleitet

werden kann, daß sich aber die bei ihm Beschäftigten (deren Hinterbliebene), welche hiedurch einen Schaden erlitten haben, diesem Strafverfahren (wenigstens mit Erfolg), nicht anschließen, und durch das ihn verurteilende Erkenntnis Anerkennung von privatrechtlichen Ansprüchen nicht erlangen können.

Nimmt man diese Einschränkung auf absichtliche Unfallsherbeiführung vor, so wird man dabei von dem Gedanken geleitet, daß es der Zweck des neuen Arbeiterrechtes ist, die vollständige Trennung der beiden sozialen Gruppen der Arbeitgeber und Arbeitnehmer durchzuführen, indem man die letzteren nur mit Rechten gegen die zwischen beiden stehende Versicherungsgemeinschaft, erstere mit Pflichten gegen dieselbe ausstatten will.

Seiner Höhe nach wird der Schadenersatz von selbst dadurch eingeschränkt, daß den als versichert erklärten Verletzten und den fürsorgeberechtigten Hinterbliebenen der Getöteten von dem Unternehmer, bei (praktisch kaum vorkommender) absichtlicher Unfallsherbeiführung, der Ersatz nur in der Höhe geleistet werden muß, welcher sich aus einer Rechnung ergibt, wenn man die Ersatzhöhe nach bürgerlichem Rechte als Minuendus, die Höhe des Ersatzrechtes nach Unfallrecht als Subtrahendus annimmt. Der sich ergebende Rest bildet den eingeschränkten Ersatzanspruch des Arbeitnehmers (und seiner Hinterbliebenen).

## III. Die Beziehungen zwischen Unternehmer und Versicherungsgemeinschaft.

Zwischen den Arbeitgebern und ihren Beschäftigten steht die Versicherungsgemeinschaft, und so ergeben sich bei schuldhafter Unfallsherbeiführung durch den Arbeitgeber als Mitglied dieser Vereinigung zu ihr neue Rechtsbeziehungen. Er selbst erscheint bei ihr als versichert in dem Sinne, daß er außer für den Beitrag zur Ermöglichung der Leistungen der Versicherungs-

gemeinschaft zunächst für nichts mehr haftet. Dieser Satz gilt aber nicht mehr, wenn er durch schuldhafte Unfallsherbeiführung der Versicherungsgemeinschaft einen Schaden zugefügt hat, der sich in ihr als ein Vermögensschaden darstellt. Denn die Versicherungsgemeinschaft hat dem verletzten Arbeitnehmer (beziehungsweise den Hinterbliebenen des Getöteten) die ihr allgemein auferlegte Fürsorgepflicht durch die Leistung der gesetzlich bestimmten Entschädigungen in jedem Falle, also auch in einem solchen zu erfüllen, wo der Arbeitgeber dem Verletzten (den Hinterbliebenen des Getöteten) einen Körper-, der Versicherungsgemeinschaft also einen Vermögensschaden zugefügt hat.

Durch die ihm auferlegten materiellen Beiträge befreit er sich von einer Haftung nur für Fälle, wo ihn kein Verschulden trifft. Hat er aber durch absichtliche Unfallsveranlassung, oder durch grobschuldhafte Herbeiführung desselben, der Versicherungsgemeinschaft einen Vermögensschaden zugefügt, dann hat er sich selbst für diesen Fall aus ihr ausgeschlossen. Die Ausschließung wird auch hier nur auf Fälle des gröbsten Verschuldens beschränkt; nur liegt die Idee zugrunde, daß der Unternehmer auch eine weitgehende Pflicht hat, Unfälle zu verhüten, namentlich dann, wenn die Außerachtlassung der Verhütung schon strafgerichtlich geahndet wird. Auch hier greift also wieder eine Einschränkung des bürgerlichen Schadenersatzrechtes Platz, die aber mit Recht nicht so weit geht, wie in dem Verhältnisse zwischen Arbeitgeber und Arbeitnehmer. Ihrem Verhältnisse nach ist die Leistung der Versicherungsgemeinschaft an den fürsorgeberechtigten Beschäftigten (beziehungsweise seine Hinterbliebenen) gesetzlich genau bestimmt. Für die Bewertung dieser öffentlichrechtlichen Leistung, und damit auch für den Ersatz, den der Arbeitgeber der Versicherungsgemeinschaft gegenüber zu leisten hat, machen sich aber jene finanziellen Grundsätze geltend, nach denen sich die Gebahrung der Versicherungsgemeinschaft richtet.

Hebt sie nur die in einer bestimmten Rechnungsperiode bar ausgezahlten öffentlichen Entschädigungsleistungen von ihren Mitgliedern unter Zuschlag einer mehr oder minder großen Reserve ein, (sogenanntes Umlageverfahren — teilweise im Deutschen Reiche), so könnte sie grundsätzlich nur den fortlaufenden Ersatz der aus dem betreffenden Unfalle faktisch geleisteten Zahlungen von dem Unternehmer verlangen.

Hat die Versicherungsgemeinschaft in ihrer Bilanz den gegenwärtigen (versicherungstechnisch) ermittelten Wert der Versicherung einzustellen, den sie mit sämtlichen Verwaltungskosten durch Umlage oder Beiträge (Prämien) von ihren Mitgliedern hereinbringt, so wird ihr durch den einzelnen Arbeitgeber Ersatz geleistet in der Form des betreffenden Wertes der Versicherung, also des sogenannten Deckungskapitals (Österreich).

Das Deutsche Reich hat trotz des ersteren Sachverhaltes vom ersten Entwurfe des Unfall-Versicherungsgesetzes vom 6. Juli 1884 (der aber gerade bezeichnender Weise das Kapitaldeckungssystem einführen wollte), in das geltende Recht die Bestimmung aufgenommen, daß an Stelle der Rente von dem erstattungspflichtigen Unternehmer die Erlegung des Kapitalswertes gefordert werden kann, „um zu verhindern, daß sich in solchen Fällen die Erfüllung der Versicherung durch eine längere Reihe von Jahren hindurchzieht". Letzteres ist bei sachlicher Erwägung nur ein ganz äußerlicher juristischer Grund, der sich durch die Praxis dadurch ins gerade Gegenteil wendet, wenn man dem Unternehmer die Zahlungspflicht erleichtern will. Richtig erfaßt, fließt die Forderung auf den Kapitalswert aus dem Prinzipe der Rentendeckung als dem eigentlichen Versicherungsprinzipe, und deshalb sollte auch nicht eine Stilisierung platzgreifen, wie im dritten Absatz des § 45 des österreichischen Unfall-Versicherungsgesetzes, welche wieder nur juristisch betrachtet, die Annahme eines Wahlrechtes zwischen Ersatz der Rentenraten und Kapitalsbetrag zuläßt, sondern eine solche, die direkt nur die Zahlung eines Kapitalsbetrages bis zum Grenz-

betrage des Wertes der Versicherung vorsieht. (Das Programm über die Reform und den Ausbau der Arbeiterversicherung trifft hier leider keine Vorsorge zu einer Änderung.)

Auch in dem Verhältnisse zwischen Unternehmer und Versicherungsgemeinschaft macht sich wieder die theoretische Forderung geltend, ob das Verschulden des ersteren als strafgerichtlich oder zivilgerichtlich anzusehen sei. Mit dem Ausdrucke „grobes Verschulden" hat das österreichische Gesetz sich auf den letzteren Standpunkt gestellt. Allein, wie schon in obigem Aufsatze gezeigt wurde, mit der Folge, daß sich dies in der Praxis vollkommen ausgleicht. Das deutsche Unfallsrecht verlangt auch hier Feststellung durch ein Strafurteil. **Lass-Zahn,** „Einrichtung und Wirkung der deutschen Arbeiterversicherung", begründen dies zutreffend damit, daß eine zivilprozessuale Feststellung der Herbeiführung des Unfalles möglicherweise auf der Grundlage eines formalen Beweises beruht, während vor dem Strafrichter ein formales Beweisverfahren ausgeschlossen ist. Eigentlich macht sich aber auch hier die in dem ganzen Arbeiterversicherungsrecht waltende Idee der Herrschaft der tatsächlichen Verhältnisse geltend, ein Grundsatz, der aus dem Versicherungsrechte, wie es sich traditionell entwickelt hat, stammt, und identisch ist mit dem wiederholt vom deutschen Reichsversicherungsamt betonten Grundsatze von „Treu und Glauben".

Wir sahen oben, daß die Ersatzleistung des Arbeitgebers der Versicherungsgemeinschaft gegenüber sich nach dem finanziellen System der letzteren richtet und daher bei Geltung des Kapitaldeckungssystems auf den Ersatz des Wertes der Versicherung gerichtet ist. Daraus ergibt sich die notwendige Folge, daß, wenn der Unternehmer diesen Wert der Versicherung geleistet hat, er (wenn auch mit gewissen Einschränkungen) nicht berechtigt ist, denselben zurückzufordern, wenn der Tod des betreffenden Unfallsverletzten unabhängig von dem Unfalle vorzeitig, beziehungsweise frühzeitig eintritt. (Vergl. einerseits den Rechtsfall in den [österreichischen] „Juristischen Blättern"

1904, Beilage Nr. 37 — andererseits meinen Aufsatz „Weitere Beiträge zur Stellung des Unfallversicherungsgesetzes zum privaten Schadenersatzrechte“ in denselben „Jur. Bl. 1905, Nr. 1 u. 2.) Wie bei dem oben geschilderten Sachverhalte diese Frage nach deutschem Unfallsrechte zu beantworten ist, bleibt dahingestellt.

## IV. Sachgemäße Beurteilung und Weiterentwicklung.

Die Voraussetzung des privaten Schadenersatzes der Fürsorgeberechtigten (bei absichtlicher) und der Versicherungsgemeinschaft (auch bei grobfahrlässiger Unfallsherbeiführung) bildet die gröbste Art des Verschuldens; außerdem erhielten wir Klarheit über die Höhe des Schadenersatzes. Eine weitere Voraussetzung ist für die Versicherungsgemeinschaft, daß sie nach den Grundsätzen des für sie maßgebenden Unfallsrechtes auch die darin enthaltene öffentliche Leistung gewährt, genauer gesagt, zu gewähren verpflichtet ist. Es kann nun darüber Streit entstehen und gefragt werden: „Liegt wirklich ein Unfall vor, welches ist der Charakter und das Maß seiner Folgen, welcher Arbeitsverdienst ist maßgebend als Grundlage des Rentenausmaßes und (was noch wichtiger ist), wer hat diese Fragen zu entscheiden, der Zivilrichter im Schadenersatzprozesse oder jene Organe, welche vom Standpunkte der Arbeiterversicherung schon ihrer Zusammensetzung und praktischen Eignung nach direkt hiezu berufen sind.“ Die Rechtsidee der Arbeiterversicherung drängt dazu, nur letztere als zuständig anzuerkennen. Dies hat sich Ausdruck in dem neuen deutschen Gewerbeunfallversicherungsgesetz verschafft. Die österreichische Praxis erkennt dies ohne ausdrückliche gesetzliche Bestimmung nach dem Geiste und Wortlaute des Unfallversicherungsgesetzes an. Damit ist die Tätigkeit der Gerichte abermals eingeschränkt. Bindet man einerseits ihren Anspruch über die Schuld an das vorliegende strafgerichtliche Erkenntnis, so macht man darnach auch die Anerkennung dieser Voraussetzung von dem Ausspruche

der Arbeiterversicherungsorganisation abhängig. Hier liegt der Gedanke einer Weiterentwicklung in dem Sinne nahe, bei Vorliegen eines strafgerichtlichen Erkenntnisses überhaupt nicht das Gericht, sondern die Versicherungsbehörde entscheiden zu lassen. Begründet erscheint diese Forderung durch die Weiterentwicklung des Rechtes im Allgemeinen und des Arbeiterrechtes im Besonderen durch Hinausschieben auf den Boden des Verwaltungsrechtes und zwar in den Tätigkeitskreis fachlich gebildeter Institute, die von den Ideen der sozialen Fürsorge und zugleich der Versicherung beherrscht sind. Außerdem tritt dazu noch die Erwägung, daß auch auf diesem Grenzgebiet zwischen privatem und öffentlichen Rechte nicht nur das private Schuldprinzip maßgebend sein sollte. (Vergl. darüber den Schluß des zitierten Aufsatzes in der „Arbeiterversorgung" 1904, Nr. 30.)

## V. Beziehungen zu außerhalb der Versicherungsgemeinschaft stehenden (dritten) Personen.

Die bisherige Darstellung zeigt das Walten bestimmter Ideen rechtlichen und versicherungstechnischen Charakters. Sie beherrschen das Verhältnis zwischen Arbeitgeber und Arbeitnehmer deshalb, weil man mit dem neuen Arbeiterrecht den Frieden zwischen beiden sozialen Gruppen anstrebt, und das Verhältnis zwischen Arbeitgeber und Versicherungsgemeinschaft, weil letztere nach bestimmten finanziellen Grundsätzen handelt. Wird der Körperschaden dem Versicherten (der ökonomische Schaden seinen Hinterbliebenen), der Vermögensschaden der Versicherungsgemeinschaft durch eine von vornherein außerhalb derselben stehende Person zugefügt, so ist es klar, daß nur das bis dahin geltende bürgerliche Schadenersatzrecht in Frage kommt. Man hat angesichts der Leistungspflicht der Versicherungsgemeinschaft an den fürsorgeberechtigten Verletzten (die Hinterbliebenen des Getöteten), und angesichts seines eigenen teilweise stehengebliebenen Ersatzrechtes eine Spaltung der Ersatzleistung dieses Dritten, der weder Unternehmer noch Verletzter ist,

eintreten, und sich dabei von dem Gedanken leiten lassen, die Versicherungsgemeinschaft mache nur das Recht des verletzten Versicherten (seiner Hinterbliebenen) geltend, indem deren Ersatzanspruch im Rahmen der von ihr geleisteten öffentlichen Fürsorge auf sie „übergehe". Dieser Gedanke entspricht nicht dem richtigen Sachverhalte, er führt auch zu ganz unnötigen Streitfällen. Tatsächlich ist es infolge ihrer öffentlichen Fürsorgepflicht von vornherein die Versicherungsgemeinschaft, welche einen in ihrer Person unmittelbar entstandenen Vermögensschaden geltend macht. Die richtige Anschauung führt dazu, die Stilisierung unzweifelhaft so zu wählen, „daß ihr der Schadenersatz gegen Dritte zusteht". Dies ist der unverkennbare Vorzug der Fassung des § 47 Abs. 2 des österreichischen Gesetzes vor der Fassung des § 98 des früheren deutschen Unfallversicherungsgesetzes und jener des § 140 des jetzigen Gewerbeunfallversicherungsgesetzes vom 30. Juni 1900. Diese Fassung schützt vor unnötigen Prozessen, wie solche im Deutschen Reiche über diese Frage häufig geführt werden, und deshalb ist es lebhaft zu bedauern, daß das österreichische „Programm über die Reform und den Ausbau der Arbeiterversicherung" im § 230 Abs. 2 ohne Angabe eines dringenden Bedürfnisses zu der deutschen Fassung übergeht.

## VI. Schluß.

Die Kulturstaaten sind eifrig bestrebt, das private Versicherungsrecht zu regeln, wie im Deutschen Reiche der bedeutsame Gesetzesentwurf über den Versicherungsvertrag und seine eingehende Kritik durch die von dem „Deutschen Verein für Versicherungswissenschaft" abgehaltene Enquête zeigt. In den Arbeiterversicherungsgesetzen tritt uns das erstemal tatsächlich ein, wenngleich öffentliches, Versicherungsrecht entgegen. Es bleibt Versicherungsrecht, trotzdem seine Bestimmungen aus dem privaten in das öffentliche Verwaltungsrecht emporgehoben sind. Die Ideen der Versicherung wirken auch in das Grenzgebiet

zwischen ihm und dem privaten Schadenersatzrechte hinüber, sie beeinflußen den Charakter der Rechtsbeziehungen zwischen Arbeitgeber und Arbeitnehmer, sowie zwischen dem ersteren und der Versicherungsgemeinschaft. Sie sind aber auch für die richtige Auffassung des Verhältnisses zwischen Versicherungsgemeinschaft, Fürsorgeberechtigten und dritten Personen bedeutungsvoll. Nicht Beseitigung des vom Standpunkte der Unfallverhütung notwendigen Grenzgebietes, sondern weitere Durchbildung desselben mit den Ideen der sozialen Fürsorge und der Versicherung erscheint notwendig.

CONGRÈS INTERNATIONAL DES ACCIDENTS DU TRAVAIL ET DES ASSURANCES SOCIALES.
*7e session. — Vienne. — 17 au 23 septembre 1905.*

# LES ACCIDENTS DU TRAVAIL
## DANS LES ETABLISSEMENTS MILITAIRES ITALIENS

PAR
CHARLES DE SAUTEIRON DE SAINT-CLEMENT
CAPITAINE D'ARTILLERIE DANS L'ARMÉE ITALIENNE,
ATTACHÉ AU BUREAU DU GÉNÉRAL-INSPECTEUR DES CONSTRUCTIONS D'ARTILLERIE A ROME.

Encouragé par le bienveillant accueil que les quelques données statistiques sur les accidents du travail dans les établissements militaires italiens obtinrent au dernier Congrès de Düsseldorf, où j'eus l'honneur de les présenter, j'ai cru accomplir une oeuvre modeste mais utile en réunissant dans des tableaux identiques à ceux de ce mémoire, les chiffres des accidents qui se sont vérifiés dans ces mêmes établissements pendant les trois dernières années écoulées, c'est-à-dire: 1902-903-904.

Ces chiffres, tirés de documents officiels, peuvent présenter un intérêt, soit pour établir la proportionalité dans laquelle les différents métiers manuels sont sujets à des risques professionnels, soit pour reconnaître la gravité des conséquences que ces risques entraînent, tant au point de vue de la durée de l'invalidité, qu'à celui du genre de lésions plus fréquentes.

Je laisse à d'autres, plus compétents que moi, de tirez toutes les conséquences que l'on pourra trouver utiles, des données que je présente, mais je crois d'interpréter le désir de la plupart, si non de la totalité, d'entre nous, en exprimant le voeu que des accords soient pris pour établir les bases d'une statistique générale officielle des accidents du travail, de façon à pouvoir tirer, d'un ensemble de chiffres homogènes, des bases sûres et irréfutables pour l'amélioration constante et rationnelle de cette partie éminemment humanitaire et frater-

nelle de la législation, qui a le noble but de rassurer les travailleurs, vis-à-vis des risques auxquels ils sont continuellement exposés, pendant qu'ils portent leur contribut au progrès général de la vie sociale.

Dans mon mémoire précédent j'ai tâché de mettre en évidence quelles étaient les dispositions réellement humanitaires contenues dans le règlement qui régissait alors les ouvriers employés dans les ateliers de l'État italien à la dépendance du Ministère de la guerre. Je dois ajouter aujourd'hui que depuis, et précisément sous la date du 5 octobre 1903, un nouveau règlement a paru, présentant un progrès sur le précédent, soit parce que les maladies professionnelles y sont reconnues et considérées au point de vue des accidents causés directement et immédiatement par le travail, soit encore parce que un traitement analogue est fait aux ouvrières dans les derniers temps de leur grossesse et dans les premiers de leur délivrance.

Tout ceci n'a rien d'extraordinaire, ou tout au moins ne devrait rien avoir de semblable, je crois toutefois utile de le dire pour démontrer une fois de plus combien le bien-être des ouvriers est justement et dûment apprécié par les administrations publiques, qui ne tirent pourtant de leur labeur qu'un avantage indirect, constatation qui ne peut que constituer un élément de noble émulation pour l'industrie privée, pour laquelle le profit est immédiat et direct.

Certes beaucoup de chemin a déjà été parcouru pour l'amélioration des conditions générales du prolétariat, mais il en reste encore; et c'est à nous, comme à toute personne intelligente et de coeur, de contribuer à ce que l'organisation de la prévention des accidents du travail et des assurances contre leurs conséquences fâcheuses et pénibles devienne parfaite dans le plus bref délai. Sur ce point, je n'ai aucun doute, nous sommes tous d'accord.

Rome, août 1905.

**Ier tableau indiquant le nombre d'ouvriers, de manœuvres et d'ouvrières employés dans les établissements d'artillerie pendant les années 1902-903-904, divisés par groupes suivant l'analogie des métiers sous le point de vue des risques professionnels par rapport aux accidents du travail.**

| Année | Groupe 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 | 16 | 17 | 18 | 19 | 20 | 21 | 22 | 23 | 24 | 25 | Totaux partiels et général. |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Ouvriers en métaux travaillant à l'établi, tels que : limeurs, ajusteurs, ciseleurs, armurierc, etc. . . | Ouvriers employés aux machines-outils pour travailler les métaux à froid telles que : tours, poinçonneuses, etc. | Ouvriers travaillant les métaux à chaud à l'enclume au pilon etc. . . . tels que : forgerons, chaudronniers, charrons en fer, etc. | Ouvriers Ilvelleurs et redresseurs de canons de fusils, de mousquets, etc. . . et ouvriers aiguiseurs, brunisseurs, tremperurs, etc. | Ouvriers ferblantiers, plombiers, zingueurs, etc. . . | Ouvriers fondeurs. | Ouvriers employés aux fours pour fabrication des douilles. | Ouvriers en bois travaillant à l'établi, tels que : menuisiers modeleurs, charrons en bois, etc. . . . | Ouvriers employés aux machines-outils pour travailler le bois, telles que : scies, tours, rabots mécaniques, etc. | Ouvriers selliers et bourreliers, y compris les ouvrières cousant les buffletteries et les harnais à la main ou à la machine. | Ouvriers peintres et verrisseurs chargés de la préparation et de l'application des couleurs et des vernis aux matériaux. | Ouvriers maçons et tailleurs de pierre. | Ouvriers modeleurs en terre. | Ouvriers mécaniciens et chauffeurs. | Ouvriers et manœuvres chargés de l'entretien et de la lubrification des transmissions, turbines, etc. . . | Ouvriers gaziers et électriciens. | Ouvriers pyrotechniciens, artificiers, chimistes, etc. . . | Ouvriers chargés de la fabrication de la poudre ordinaire. | Ouvriers chargés de la fabrication de la poudre sans fumée, des acides, nitrique et sulfurique, de la nitroglicérine, etc. | Ouvriers typographes, lithographes, relieurs, etc. . . | Ouvriers dessinateurs et employés aux écritures. | Plantons, concierges, employés au contrôle. | Charrettiers. | Manœuvres pour travaux de peine, transports, déplacements, etc. | Ouvrières employées pour la plupart aux machines à charger les cartouches, les amorces, les fusées, etc. | |
| 1902 | 1374 | 596 | 378 | 67 | 38 | 71 | 46 | 238 | 88 | 111 | 29 | 56 | 33 | 65 | 52 | 24 | 62 | 45 | 205 | 20 | 39 | 67 | 7 | 436 | 961 | 5108 |
| 1903 | 1370 | 606 | 370 | 66 | 40 | 64 | 40 | 241 | 83 | 107 | 29 | 54 | 30 | 68 | 55 | 24 | 61 | 45 | 201 | 22 | 31 | 72 | 8 | 445 | 965 | 5099 |
| 1904 | 1290 | 568 | 343 | 58 | 37 | 58 | 39 | 220 | 81 | 105 | 27 | 50 | 29 | 68 | 59 | 26 | 60 | 42 | 201 | 19 | 12 | 69 | 8 | 420 | 986 | 4875 |
| Totaux | 4034 | 1772 | 1091 | 191 | 115 | 193 | 125 | 699 | 252 | 323 | 85 | 160 | 92 | 201 | 166 | 74 | 183 | 132 | 607 | 61 | 82 | 208 | 23 | 1301 | 2902 | 15082 |

**2. tableau indiquant la durée des absences causées chaque année dans les différents groupes par les blessures ou les lésions dues à des accidents du travail, ou les conséquences plus graves de ces derniers.**

| Groupes | Années | Cas de mort | | Cas d'incapacité permanente | | Cas d'incapacité temporaire | | | | | | | | | Totaux partiels années par années | Totaux partiels groupe par groupe | Pour cent par rapport à la force de chaque groupe |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Immédiate | Consecutive | Totale | Partielle | de 5 à 10 jours | de 5 à 20 jours | de 5 à 30 jours | de 5 à 40 jours | de 5 à 50 jours | de 5 à 60 jours | de 5 à 75 jours | de 5 à 90 jours | Plus des 90 jours | | | |
| 1. | 1902 | 1 | — | — | 1 | 38 | 18 | 6 | 2 | — | 1 | — | — | 1 | 68 | 194 | 4,8% |
| | 1903 | — | — | — | — | 34 | 14 | 4 | 1 | — | 2 | 2 | — | 4 | 61 | | |
| | 1904 | — | — | — | — | 39 | 14 | 1 | 1 | — | 1 | 1 | 4 | — | 65 | | |
| 2. | 1902 | — | 1 | — | — | 44 | 14 | 7 | 4 | — | 1 | — | — | 1 | 72 | 217 | 12% |
| | 1903 | — | — | — | | 32 | 14 | 5 | — | 1 | — | — | — | — | 52 | | |
| | 1904 | — | — | — | — | 46 | 23 | 10 | 6 | 2 | — | 2 | 1 | 3 | 93 | | |
| 3. | 1902 | — | 1 | — | — | 41 | 23 | 7 | 2 | — | 2 | 1 | — | 2 | 79 | 215 | 19,7% |
| | 1903 | — | — | — | — | 38 | 16 | 4 | 3 | 1 | 1 | — | | 2 | 65 | | |
| | 1904 | — | — | — | — | 42 | 17 | 9 | 2 | — | — | — | — | 1 | 71 | | |
| 4. | 1902 | — | — | — | — | 3 | — | — | — | — | — | — | — | — | 3 | 7 | 3,6% |
| | 1903 | — | — | — | — | 2 | 1 | — | — | — | — | — | — | — | 3 | | |
| | 1904 | — | — | — | | | 1 | — | — | — | — | — | — | — | 1 | | |
| 5. | 1902 | — | — | — | — | 1 | | — | — | — | — | — | — | — | 1 | 1 | 0,8% |
| | 1903 | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | | |
| | 1904 | — | — | — | — | — | — | — | | — | — | — | — | — | — | | |
| 6. | 1902 | — | — | — | — | 1 | — | 1 | — | — | — | — | — | — | 2 | 27 | 13,9% |
| | 1903 | — | — | — | — | 7 | 1 | — | — | — | — | — | — | — | 8 | | |
| | 1904 | | — | — | — | 10 | 4 | — | | — | 1 | — | — | 2 | 17 | | |
| 7. | 1902 | — | — | — | — | 2 | — | — | — | — | — | — | — | — | 2 | 8 | 6,4% |
| | 1903 | — | — | — | — | | 2 | 2 | — | — | — | — | — | — | 4 | | |
| | 1904 | — | — | — | — | — | 1 | 1 | — | — | | — | — | — | 2 | | |
| 8. | 1902 | — | — | — | — | 10 | — | — | — | — | — | — | | — | 10 | 44 | 6,2% |
| | 1903 | — | — | — | — | 10 | 3 | 3 | — | — | — | — | — | — | 16 | | |
| | 1904 | — | — | — | — | 11 | 4 | 1 | 1 | — | | | — | 1 | 18 | | |
| 9. | 1902 | — | — | — | 1 | 1 | 2 | — | 1 | | — | — | — | — | 5 | 26 | 10% |
| | 1903 | | — | — | 1 | 8 | 2 | 1 | 2 | — | — | — | — | — | 14 | | |
| | 1904 | — | — | 1 | — | 1 | 3 | — | 1 | — | — | — | — | 1 | 7 | | |
| 10. | 1902 | — | — | — | — | 5 | — | — | — | — | — | — | | — | 5 | 8 | 2,4% |
| | 1903 | — | — | — | — | 2 | — | — | — | — | — | — | — | — | 2 | | |
| | 1904 | — | — | — | — | — | — | — | 1 | — | — | — | — | — | 1 | | |
| 11. | 1902 | — | — | — | — | 1 | 2 | — | — | — | — | — | — | — | 3 | 7 | 8,1% |
| | 1903 | — | — | — | — | 2 | — | — | — | — | — | — | — | — | 2 | | |
| | 1904 | — | — | — | — | 2 | — | — | — | — | — | — | — | — | 2 | | |
| 12. | 1902 | — | — | — | — | 4 | 1 | — | — | 1 | — | — | — | — | 6 | 15 | 9,2% |
| | 1903 | | — | | — | 2 | 3 | — | | — | — | — | — | — | 5 | | |
| | 1904 | — | — | — | — | 2 | 1 | 1 | — | — | — | — | — | — | 4 | | |
| 13. | 1902 | — | — | — | — | — | | — | — | — | — | — | — | 1 | 1 | 2 | 2% |
| | 1903 | — | — | | — | — | 1 | — | — | — | — | — | — | — | 1 | | |
| | 1904 | | — | — | — | — | — | — | — | | — | — | — | — | — | | |

**2. tableau indiquant la durée des absences causées chaque année dans les différents groupes par les blessures ou les lésions dues à des accidents du travail, ou les conséquences plus graves de ces derniers.**

| Groupes | Années | Cas de mort | | Cas d'incapacité permanente | | Cas d'incapacité temporaire | | | | | | | | | Totaux partiels années par années | Totaux partiels groupe par groupe | Pour cent par rapport à la force de chaque groupe |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Immédiate | Consécutive | Totale | Partielle | de 5 à 10 jours | de 5 à 20 jours | de 5 à 30 jours | de 5 à 40 jours | de 5 à 50 jours | de 5 à 60 jours | de 5 à 75 jours | de 5 à 90 jours | Plus de 90 jours | | | |
| 14. | 1902 | — | — | — | — | 1 | 1 | — | — | — | — | — | — | — | 2 | 3 | 1,4% |
| | 1903 | — | - | — | — | 1 | — | — | - | — | — | — | — | — | 1 | | |
| | 1904 | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | - | — | — | — | | |
| 15. | 1902 | — | — | — | — | 2 | 2 | — | — | — | — | — | — | 1 | 5 | 13 | 7,7% |
| | 1903 | — | — | — | — | 2 | 2 | — | — | — | | - | — | — | 4 | | |
| | 1904 | — | — | — | - | 4 | — | — | — | — | — | — | — | — | 4 | | |
| 16. | 1902 | — | — | — | — | 4 | — | — | — | — | — | - | — | — | 4 | 7 | 9,4% |
| | 1903 | — | — | — | — | 1 | — | — | — | — | — | — | — | — | 1 | | |
| | 1904 | — | - | - | — | 1 | 1 | — | — | — | — | — | — | — | 2 | | |
| 17. | 1902 | | — | — | — | 2 | — | — | — | — | — | - | — | — | 2 | 5 | 2,6% |
| | 1903 | — | — | — | — | — | 1 | — | — | — | — | — | — | — | 1 | | |
| | 1904 | — | — | 1 | — | 1 | — | | — | — | - | — | — | — | 2 | | |
| 18. | 1902 | — | — | — | — | | — | — | — | — | — | — | — | — | — | 5 | 3,7% |
| | 1903 | — | — | — | — | 1 | — | — | — | — | — | — | — | — | 1 | | |
| | 1904 | 2 | — | — | 2 | — | — | — | — | — | — | — | — | — | 4 | | |
| 19. | 1902 | — | 4 | — | — | 13 | 1 | 3 | 2 | 2 | 1 | — | 1 | - | 27 | 42 | 6,8% |
| | 1903 | — | — | — | — | 7 | 2 | — | — | — | — | — | — | — | 9 | | |
| | 1904 | — | — | — | 1 | 4 | 1 | - | — | — | — | — | — | — | 6 | | |
| 20. | 1902 | — | — | - | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| | 1903 | — | — | — | — | — | — | — | — | - | — | — | — | — | — | | |
| | 1904 | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | | |
| 21. | 1902 | — | — | — | — | 1 | — | — | — | — | — | — | — | — | 1 | 1 | 1,2% |
| | 1903 | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | | |
| | 1904 | — | — | — | | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | | |
| 22. | 1902 | — | — | — | — | 1 | — | — | — | — | — | — | — | — | 1 | 3 | 1,4% |
| | 1903 | — | — | — | — | — | — | - | — | — | — | — | — | — | — | | |
| | 1904 | — | — | — | — | — | 1 | — | — | — | 1 | — | — | — | 2 | | |
| 23. | 1902 | 1 | — | — | — | 1 | — | — | — | — | — | — | — | — | 2 | 5 | 2,1% |
| | 1903 | — | — | — | — | 3 | — | — | — | — | — | — | . | — | 3 | | |
| | 1904 | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | | |
| 24. | 1902 | — | — | — | 1 | 31 | 40 | 2 | — | — | 1 | — | — | — | 45 | 201 | 15,3% |
| | 1903 | — | — | — | — | 53 | 14 | 8 | 5 | 1 | — | — | 3 | . | 84 | | |
| | 1904 | — | — | — | — | 34 | 22 | 5 | 4 | 2 | 2 | — | ·2 | 1 | 72 | | |
| 25 | 1902 | — | — | — | — | 12 | 5 | 3 | — | — | — | — | — | — | 20 | 69 | 2,3% |
| | 1903 | — | — | — | 1 | 7 | 6 | 2 | 2 | 1 | — | — | — | 1 | 20 | | |
| | 1904 | — | — | — | — | 12 | 10 | 1 | — | 2 | 1 | — | 1 | 2 | 29 | | |

**3. Tableau indiquant pour chaque groupe l'espèce et le nombre des blessures et lésions constatées.**

| Groupes | Blessures lacéro-contuses aux mains. | Blessures lacéro-contuses en d'autres parties du corps. | Contusions aux mains. | Contusions en d'autres parties du corps. | Entailles, coupures, piqûres, etc. aux mains. | Entailles, coupures, piqûres, etc. en d'autres parties du corps. | Eclats de métal ou de bois ou étincelle dans les yeux. | Eclats de métal ou de bois ou étincelles sur d'autres parties du corps. | Lacérations de muscles ou de tendons à la suite d'efforts. Lombago, etc. | Hernies. | Distorsion d'une main, d'un poignet, de l'avant bras. | Distorsion d'un pied, d'un genou, etc. | Fracture d'un ou de plusieurs doigts. | Fracture d'un bras. | Fracture de côtes. | Fracture d'une jambe. | Fracture de la tête du fémur. | Arrachement d'un ou de plusieurs doigts. | Arrachement complet de l'avant bras et broiement de l'articulation du coude. | Arrachements de doigts et atrophie de la main. | Brûlures de 1. Degré | Brûlures de 2. Degré | Brûlures de 3. Degré | Commotion viscérale. | Conjonctivite traumatique. | Coliques saturnines. | Totaux partiels et général. | Observations. |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | 57 | 16 | 14 | 38 | 18 | 3 | 21 | 1 | 6 | | 7 | 3 | . | 1 | . | 1 | . | . | . | . | 1 | 3 | . | 1 | 3 | . | 194 | |
| 2 | 54 | 13 | 21 | 37 | 22 | 4 | 28 | 6 | 5 | | 8 | 3 | 2 | . | . | . | . | 1 | . | . | 1 | 1 | . | 1 | 11 | . | 218 | |
| 3 | 42 | 26 | 26 | 44 | 10 | 3 | 10 | 3 | 6 | 3 | 9 | 3 | . | . | 1 | . | . | . | . | . | 7 | 14 | 2 | . | 3 | . | 212 | |
| 4 | 1 | . | . | 3 | 1 | 2 | . | . | . | . | . | . | . | . | . | . | . | . | . | . | 1 | . | . | . | . | . | 8 | |
| 5 | 1 | . | . | 1 | . | . | . | . | . | . | 4 | . | . | . | . | . | . | . | . | . | . | . | . | . | . | . | 6 | |
| 6 | 3 | . | 1 | 10 | 7 | 1 | 6 | . | 1 | . | . | . | . | . | . | . | . | . | . | . | 3 | 1 | 1 | . | 1 | 2 | 37 | |
| 7 | 1 | . | 4 | . | . | . | . | . | . | . | 2 | . | . | . | . | . | . | . | . | . | . | 1 | . | . | . | . | 8 | |
| 8 | 16 | 2 | 5 | 16 | 4 | . | 1 | 2 | 2 | . | 3 | 1 | . | . | . | . | . | . | . | . | . | . | . | 1 | . | . | 53 | |
| 9 | 7 | 3 | 2 | 2 | 2 | 1 | 2 | 1 | . | 1 | . | . | . | . | . | . | . | 1 | . | . | . | . | . | . | . | . | 22 | |
| 10 | 2 | . | . | 1 | 2 | 1 | . | . | . | . | . | . | . | . | . | . | . | . | . | . | . | . | . | . | . | . | 6 | |
| 11 | 2 | . | 1 | 3 | . | . | . | . | 1 | . | . | . | . | . | . | . | . | . | . | . | . | . | . | . | . | . | 7 | |
| 12 | 3 | 1 | . | 3 | 1 | . | 1 | . | 1 | . | . | . | . | 1 | . | . | . | . | . | . | 1 | . | . | . | . | . | 12 | |
| 13 | . | . | 1 | 1 | . | . | . | . | . | . | . | . | . | . | . | . | . | . | . | . | . | . | . | . | . | . | 2 | |
| 14 | . | . | . | . | 1 | . | . | . | 1 | . | . | . | . | . | . | . | . | . | . | . | . | . | . | . | . | . | 2 | |
| 15 | 2 | 1 | . | 2 | . | . | . | . | . | . | 5 | 1 | . | . | . | . | . | . | . | . | 1 | . | 1 | . | . | . | 13 | |
| 16 | 2 | . | . | 1 | . | . | . | . | . | . | 1 | 1 | . | . | . | . | . | . | . | . | . | . | . | . | 1 | . | 6 | |
| 17 | 1 | . | . | 1 | . | . | . | . | . | . | . | . | . | . | . | . | . | 1 | . | . | . | . | . | . | . | . | 3 | |
| 18 | . | 1 | . | . | . | . | . | . | . | . | . | . | . | . | . | . | . | . | . | . | . | . | 4 | . | . | . | 5 | |
| 19 | . | 6 | 1 | 9 | 1 | 1 | . | . | 1 | 1 | 2 | 4 | 1 | . | . | . | . | 2 | . | . | 5 | 5 | 3 | . | . | . | 42 | |
| 20 | . | . | . | . | . | . | . | . | . | . | . | . | . | . | . | . | . | . | . | . | . | . | . | . | . | . | . | |
| 21 | . | . | . | . | . | . | 2 | . | . | . | . | . | . | . | . | . | . | . | . | . | . | . | . | . | . | . | 2 | |
| 22 | . | . | . | 1 | . | . | . | . | . | . | . | 2 | . | . | . | 1 | . | . | . | . | . | . | . | . | . | . | 4 | |
| 23 | . | . | . | 3 | . | . | . | . | . | . | . | 1 | . | . | 1 | . | . | . | . | . | . | . | . | . | . | . | 5 | |
| 24 | 41 | 25 | 17 | 36 | 20 | 10 | 2 | 1 | 12 | . | 25 | 13 | . | 1 | 2 | . | . | 2 | . | . | 13 | 11 | 5 | . | 2 | . | 238 | |
| 25 | 21 | 4 | 11 | 8 | 16 | 5 | 3 | . | . | . | 27 | 1 | 1 | . | . | . | . | 3 | . | . | 3 | . | . | . | 2 | 1 | 106 | |
| | 256 | 98 | 104 | 220 | 105 | 31 | 76 | 14 | 36 | 5 | 93 | 33 | 4 | 3 | 4 | 2 | . | 10 | . | . | 36 | 36 | 16 | 3 | 23 | 3 | 1211 | |

CONGRÈS INTERNATIONAL DES ACCIDENTS DU TRAVAIL ET DES ASSURANCES SOCIALES.
*7e session. — Vienne. — 17 au 23 septembre 1905.*

# MÉMOIRE

SUR

# UN ESSAI D'ASSURANCE CONTRE LES ACCIDENTS DES TRAVAUX AGRICOLES EN ITALIE

PAR

M. VINCENTO RICCI,
INGÉNIEUR, PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION DES AGRICULTEURS DE VERCELLI.

---

Les lois italiennes sur l'assurance des ouvriers contre les accidents, n'avaient jamais compris jusqu'à l'année 1904, les accidents des travaux agricoles, même s'il s'agissait de l'emploi de moteurs mécaniques.

Il est bien vrai que les derniers projets de loi déposés à la Chambre des Deputés et au Sénat du Royaume d'Italie étendaient l'assurance obligatoire aux travaux agricoles pour ce qui regarde l'emploi des moteurs mécaniques; mais ces projets de loi n'avaient pas encore obtenu l'approbation du Parlement.

C'est alors qu'un essai très modeste d'assurance agricole contre les accidents des ouvriers fut entrepris à peu près deux années avant la nouvelle et actuelle loi, à Vercelli, Province de Novara, parmi un nombre très restreint de proprietéires et de cultivateurs, qui font part de l'Association des Agriculteurs de l'Arrondissement de Vercelli.

Cet essai avait été suggéré par la direction de la dite Association en partant d'une idée tout à fait humanitaire du point de vue social. Les propriétaires et les cultivateurs de cette très fertile region agricole désiraient en effect faire tout ce qui était dans leurs moyens pour améliorer les conditions matérielles et morales des ouvriers agricoles qui se trouvent à

leur dépendance. Ainsi surgit l'idée d'assurer les ouvriers pour les accidents et pour l'invalidité, quoique, à cette époque même, un procès dont la cause fut un accident dû à l'emploi d'un moteur mécanique agricole (pilatura da riso) eut été résolu par l'aquittement du propriétaire. Tout de même ce procès ne laissa pas de causer quelque émoi et quelque inquiétude parmi les grands fermiers; plusieurs de ceux-ci s'empressèrent d'assurer leurs employés contre les accidents dûs aux machines agricoles, en recourant aux nombreuses Sociétés d'Assurance qui fonctionnent en Italie.

L'occasion était vraiment favorable pour l'essai envisagé par les membres de la direction de notre association, puisque il était notre désir non seulement de devancer la loi probable sur l'assurance obligatoire des ouvriers agricoles, mais d'en dépasser même le but. En effet les différents projets de loi qui avaient été déposés au Parlement bornaient l'assurance agricole obligatoire aux accidents causés par l'emploi de moteurs mécaniques. On voulait de notre côté faire quelque chose davantage pour la protection des ouvriers agricoles, c'est-à-dire on voulait qu'ils eussent l'assurance d'une indemnité pour tous les accidents quelconques qui peuvent malheureusement avoir lieu dans une agence agricole.

L'idée était sans doute excellente; mais les difficultés que l'on rencontra tout d'abord furent très sérieuses. Il n'était guère possible d'assurer les ouvriers des cultivateurs à la Caisse Nationale Italienne d'assurance; et ceci à cause d'un très considérable nombre de formalités administratives qui n'étaient absolument pas accessibles à la majorité des cultivateurs.

Après plusieurs tentatives et plusieurs essais il fut tout de même possible d'atteindre le but par l'institution d'une Caisse mutuelle ou Syndicat agricole pour l'assurance des ouvriers. Et la nouvelle institution, très modeste et très restreinte à son premier debut, obtint assez vite un succès assez promettant pour son avenir.

Un obstacle imprévu faillit couper tout court la marche de la nouvelle institution; cet obstacle surgit par la loi sur l'assurance obligatoire contre les accidents agricoles dûs à l'emploi des moteurs mécaniques.

Les cultivateurs auraient été contraints à s'assurer, pour cette espèce d'accidents à la Caisse Nationale ou près des Syndicats et des Societés reconnues par le gouvernement, si la Caisse n'avait pas été dûment autorisée à entreprendre ces assurances mêmes.

Il fallut alors refaire presque tout le chemin et transformer la Caisse Mutuelle. Sans cela les cultivateurs, surtout les grands proprietaires et fermiers forcés à assurer ailleurs leurs ouvriers pour les accidents dûs aux moteurs inanimés, c'est-à-dire aux moteurs à vapeur ou électriques, auraient très probablement négligé de les assurer pour les autres accidents non inclus dans la nouvelle loi. Les efforts de la direction de la Caisse Mutuelle furent heureusement couronnés par un succès complet et définitif, qui est, on peut le dire franchement et sans flatterie, presque entièrement dû à l'intervention des honorables Chimirri et Ferrero di Cambiano, Députés et du Comm.eur Magaldi.

Maintenant la Caisse Mutuelle a un fonctionnement tout à fait régulier. Elle vient même d'étendre son rayon d'influence aux régions limitrophes de la Province de Novara et d'autres Provinces voisines.

Et les données que la Direction de la Caisse me charge de vous présenter et de soumettre à votre examen peuvent donner une idée suffisante de son développement, modeste mais désormais assuré.

Les résultats favorables du fonctionnement de la Caisse Mutuelle d'assurance agricole de Vercelli sont essentiellement dûs à deux principales raisons que je tâcherai de résumer en peu de mots.

La Caisse n'exige aucune formalité pour l'assurance, et ne demande pas la tenue d'une comptabilité spéciale pour les

gages des ouvriers. Il suffit que le cultivateur déclare l'étendue de son domaine et le genre de cultivation.

La Caisse se borne à payer les indemnités après 20 jours d'invalidité, vu que les cultivateurs eux mêmes, selon les usages du pays, gardent à leur charge les gages des ouvriers jusqu'à cette époque.

Il m'a paru, très honorables collégues, que cet essai modeste n'était pas dénué d'un certain intérêt; j'ai maintenant l'honneur de vous présenter les données statistiques et administratives de notre Caisse:

| | Gestions | | |
|---|---|---|---|
| | 1903 | 1904 | 1905 |
| | Closes | | Jusqu'au 10 Août |
| Associés inscrits . . . . . | 79 | 228 | 300 |
| Polices d'Assurances . . . . | 88 | 249 | 331 |
| | Hectares | | |
| Superficie des domaines suivant déclaration des Associés . | 16933 | 35639 | 44339 |
| | Lires | | |
| Montants des salaires des ouvriers assurés . . . . | 2999411 | 6233494 | 7715197 |
| Montants des primes payées par les Assurés . . . . . | 1218174 | 2993736 | 3814520 |
| Montants payés à cause d'accidents . . . . . | — | 46304 | 2000 |
| Montants des cautionnements versés à la Caisse des Dépôts et Prêts (Art. 19 de la Loi) . . . . . | — | 12000 | 24000 |

CONGRÈS INTERNATIONAL DES ACCIDENTS DU TRAVAIL ET DES ASSURANCES SOCIALES.
*7e session. — Vienne. — 17 au 23 septembre 1905.*

# RENSEIGNEMENTS SUR LA CONSTITUTION DE LA „CASA MUTUA DEGLI AGRICOLTORI“ (CAISSE MUTUELLE DES AGRICULTEURS) CONTRE LES ACCIDENTS DES OUVRIERS PENDANT LE TRAVAIL, SIÉGEANT A VERCELLI (ITALIE)

PAR
M. NEGRI,
SECRÉTAIRE DE LA CAISSE MUTUELLE DES AGRICULTEURS.

Aux premiers mois de l'an 1901, au but de réunir dans une action commune tous ceux qui exercent l'Agriculture, on constituait à VERCELLI (Italie) l'„Associazione fra gli Agricoltori del Vercellese“ (Association entre les Agriculteurs de l'arrondissement de Verceil) se proposant de pousser et favoriser de quelque manière que ce fût le perfectionnement de l'Agriculture, solidaire avec le bien-être des classes ouvrières, facteur de la paix sociale et du vrai progrès, et de protéger dans toutes conjonctures de la vie les intérêts des ceux qui se livrent à la cultivation des champs (Art. 2 des Statuts).

Bientôt l'Association dut diriger ses efforts à amoindrir les fâcheuses conséquences des agitations des laboureurs et des grèves qui en sortirent, tout en s'occupant d'atteindre les buts auxquels son oeuvre, selon ses Statuts, était envisagée. En effet, son action sociale s'appliqua, dès son enfance, à l'étude des rapports entre le capital et le travail manuel, étude qui aboutit à l'application concrète d'une augmentation des salaires des laboureurs, à contrat annuel, et à l'inscription des salariés aux dépendances des Associés, à la „Cassa Nazionale di Previdenza per la vecchiaja ed inabilità al lavoro“ (Caisse nationale de prévoyance pour la veillesse et l'inhabilité au travail).

De même: son Président, le 21 Avril 1902, à l'Assemblée Générale des Associés, annonçait qu'on étudiait le projet d'assurer contre les accidents pendant le travail tous les laboureurs aux dépendances des Associés. Le projet qui, dans la pensée de ses promoteurs, aurait dû s'incorporer dans la stipulation d'une grande assurance collective simple de tous les Associés, après plusieurs négociations avec la Caisse Nationale contre les accidents, à cause des entraves bureaucratiques qu'il rencontra dans sa marche, se transforma et aboutit à la conception d'une institution informée aux principes de la mutualité et de la coopération, c'est-à-dire, d'une Caisse spéciale dans le sein de l'Association.

La Loi 17 Mars 1898, N°. 80, n'imposait pas l'assurance des laboureurs agricoles. Cependant, beaucoup parmi les agriculteurs du territoire de Verceil, les régisseurs de grands domaines en particulier, — poussés aussi bien par un sentiment humanitaire que par le désir de se soustraire aux conséquences de la responsabilité civile, assuraient déjà les ouvriers affectés au service des machines pour le battage du blé et pour le travail du riz, chez les institutions d'assurance déjà existantes. On comprendra donc facilement pourquoi le projet de constituer une Caisse sociale, enfantée par l'Association même, dut se gagner la faveur des Associés non seulment, mais encore celle de tous les agriculteurs, d'autant plus que la forme simple, économique, facile, sur laquelle la nouvelle institution devait poser, forme exempte de toutes entraves provenant des formalités bureaucratiques imposées par la loi, strictement obtempérées par les assureurs, et, viceversa, de presque impossible application lorsqu'il s'agit des agriculteurs, — satisfaisait complètement ceux qui auraient dû s'en servir.

Un projet des Statuts pour la constitution d'une Caisse d'Assurance Mutuelle fut présenté au Conseil d'Administration de l'Association, lequel conjointement à un Comité nommé exprès, composé de vingt Associés, s'appliqua à l'étude et à

la discussion des Statuts, dans des séances spéciales qui eurent lieu le 14, le 21, le 28 Octobre 1902. Ces Statuts présentés à l'Assemblée Générale des Associés du 25 Novembre 1902 furent accueillis par elle favorablement et, en ligne générale, approuvés.

Sous les auspices de l'Association, la Caisse était désormais virtuellement existante. Enfin un premier noyau d'adhérents, tous Membres de l'Association entre les Agriculteurs de l'arrondissement de Verceil, par acte public du 2 Décembre 1902 passé par devant le Notaire Me. Stroppa, constituait la „Cassa Mutua, Società Anonima cooperativa di Assicurazione contro gli infortuni del lavoro" (Caisse Mutuelle, Société Anonyme coopérative d'Assurance des accidents pendant le travail) laquelle dès qu'elle eut accompli toutes les formalités prescrites par la Loi au sujet des Sociétés Coopératives, fut autorisée par le Tribunal Royal de Verceil. (Décret daté le 7 Février 1903).

Une fois que la nouvelle institution eut de la sorte achevé les préliminaires de son existence, on nomma, dans l'Assemblée Générale du 10 Mars, son Conseil d'Administration et on pourvut aux autres charges. Sa vie commençait et ses adhérents, réunis en Assemblée le 12 Mai 1903, en considération du fait qu'on avait dèjá atteint deux millions de lires de salaires assurés, montant prévu par les Statuts, et en considération d'autres importants motifs, délibérèrent que la Caisse aurait commencé à fonctionner le 1er Juin 1903. Son premier exercice, ou pour mieux dire, la gestion de ses premiers mois d'existence (puisque l'exercice commencé le 1er Juin était clos le 11 Novembre, c. à d., au terme de l'année agraire) montrait une situation financière déjà raffermie: le nombre des Associés, soit définitivement entrés dans la Société, soit promettant d'y entrer aussitôt libres d'autres engagements, était considérablement augmenté et le montant des salaires assurés avait atteint trois millions de lires. En attendant, la Caisse Mutuelle avait répandu ses bienfaits sur 15.000 laboureurs, à peu près (supposé que le

salaire moyen de chacun d'eux se montât à 200 lires par an) aboureurs pour lesquels la loi alors existante n'avait pas pourvu.

La Loi 29 Juin 1903, No. 243, survint: elle, modifiant la loi 17 Mars 1898, élargissait le champ de l'assurance obligatoire y comprenant certaines classes de laboureurs, expressément et notamment ceux affectés au service des machines ou aux canons contre la grêle et, quoique d'une manière fort indéterminée, même à des autres, savoir à ceux dédiés aux travaux faits à l'aide des faucheuses, des broyeuses, des égrenoirs, ou bien à l'abatage ou réduction des arbres, au chargement ou au déchargement, au transport, etc. . . . . (v. Instructions Ministérielles 5 Mai 1904).

Vis-à-vis de la nouvelle Loi, la Caisse Mutuelle des Agriculteurs de Verceil, constituée comme elle l'était, c. à. d., sous la forme d'une Société coopérative, avec des restrictions à elle, n'aurait pu se charger d'assurances obligatoires. Par conséquent et puisque la nouvelle Loi ne pourvoyait qu'à un nombre limité de laboureurs, l'oeuvre de la Caisse, envisageant le soulagement de la totalité des ouvriers agricoles, aurait cessé. L'existence même de la Caisse était de la sorte minée et, naturellement, de son sort se préoccupèrent aussi bien son Conseil d'Administration que celui de l'Association des Agriculteurs. On décida de présenter une instance au Gouvernement afin qu'il voulût consentir, se prévalant des facultés que la Loi 29 Juin 1900 lui donnait, à la transformation de la Caisse en un „Syndicat Obligatoire d'Assurance Mutuelle" parvenant de la sorte à lui rendre possible d'assurer contre les accidents tous les ouvriers agricoles favorisés ou non par les nouvelles dispositions législatives.

L'instance trouva un favorable accueil et, par une note datée le 29 Octobre 1903, l'Inspecteur Général du Crédit et de la Prévoyance, auprès du Ministère de l'Agriculture, de l'Industrie, et du Commerce, tout en démontrant que la constitution du Syndicat Obligatoire n'était pas possible, suggérait

la transformation de la Caisse Mutuelle dans sa nature, c. a. d., de Société Coopérative en celle de Caisse Consortiale suivant le disposé de l'art. 17, N°. 2, de la Loi 31 Janvier 1904. Il ajoutait que dans la compilation du Règlement pour l'application du texte unique de la Loi sur les Accidents, qu'on était en train de préparer, on aurait possiblement introduit quelque disposition telle à consentir à la Caisse de continuer à poursuivre ses buts.

Le conseil ministériel fut accueilli avec enthousiasme aussi bien par le Conseil d'Administration de la Caisse que par les Associés. Tout de suite et avec toute la rapidité consentie par les circonstances, on pourvut au nécessaire pour la Conversion de l'institution dans une Caisse Consortiale. L'aide précieuse de quelques influentes personnes, Monsieur le Marquis di Cambriano, et Monsieur le Commandeur Magaldi, entre autres, facilita la besogne, tandis que le Règlement approuvé par le Décret Royal daté le 13 Mars 1904, N°. 141, par son Art. 53, prévoyant le cas de l'existence de Caisses ou de Syndicats qui, en outre de pourvoir aux cas prévus par la Loi, pourvussent aussi au paiement d'indemnités en cas d'accidents pendant le travail même d'ouvriers pour lesquels l'obligation de l'assurance n'était pas prévue, — couronna l'oeuvre de transformation de la Caisse, laquelle, avec la dénomination de Casa Mutua degli Agricoltori (Caisse Mutuelle des Agriculteurs) était plus tard, constituée en corps moral. Le Décret Royal, daté le 10 Août 1904, qui affermissait de la sorte son existence à perpétuité, l'habilitait aux fonctions d'assureur des ouvriers agricoles conformément aux dispositions des Statuts annexés à l'acte constitutif de la Société, daté le 10 Mars 1904, dans les minutes de M^e. Stroppa, approuvé par le même Décret.

Voilà achevé le long et pénible défilé de la Caisse depuis sa fondation comme institution privée et réservée aux Membres de l'Association des Agriculteurs du territoire de Verceil, à sa reconnaissance légale comme Assureur dont l'action de protection

aux travailleurs de la terre peut s'étendre au delà des confins resserrés qu'elle à sa naissance, s'était imposés.

Depuis le jour dans lequel elle commençait ses opérations (le 3 Juin de 1903) sa marche a toujours été ascensionelle, telle à lui gagner l'approbation générale et la confiance des agriculteurs; et tandis qu'en 1903 les seuls Agriculteurs du territoire de Verceil jouissaient de ses bienfaits, pendant les années suivantes (1904—1905) elle rassembla des nombreux Agriculteurs du territoire de Novare, de la Lomeline, et même de l'arrondissement de Casale. Son champ pourra même s'élargir davantage, et par beaucoup, si ses Membres le voudront et le jugeront convenable, car quantité de demandes de renseignements, d'exemplaires de ses Statuts, des détails, sur sa vie, viennent de toutes contrées d'Italie.

# SITZUNGS-PROTOKOLLE.

# PROCÈS-VERBAUX.

Geheimer Oberregierungsrat Dr. T. BÖDIKER, Ehrenpräsident des Comité permanent in Paris.

*périeur, président d'honneur du Comité permanent.*

Als Schriftführer fungieren: Der Schriftführer des Organisationskomitees, Herr Handelskammersekretär Dr. Max von TAYENTHAL, und Herr Eduard FUSTER, Generalsekretär der Association des Assurances sociales (Paris).

*Secrétaires: M. M. le Dr. v. TAYENTHAL, et Edouard FUSTER.*

* * *

Se. Exzellenz Herr Dr. von KOERBER eröffnet den Kongreß mit folgender Ansprache:

*S. E. le Dr. von KOERBER ouvre le Congrès par le discours suivant:*

*„Messieurs, Il y a quelques mois, un congrès international a délibéré sur deux questions de détail du grand problème social, sur deux questions d'une particulière importance, et dont nous désirons tous l'heureuse solution. Les Etats furent réunis à Berne; s'ils le veulent, leurs décisions obtiendront force de loi. Nous qui nous réunissons ici, nous ne sommes pas couverts par une telle autorité exécutive, mais les sujets qui doivent être discutés, portent en eux une force si irrésistible que nos voix seront sûrement entendues partout. Je vous salue, Messieurs, tout particulièrement heureux de vous voir en ce moment chez nous, car nous songeons à d'importants projets sur la transformation et le perfectionnement des assurances ouvrières: vous pouvez nous aider, en nous renseignant sur le bonheur des temps futurs. Sans doute, plus d'un ouvrier trouvera le bâton de maréchal qui est caché dans sa giberne; mais le sort du plus grand nombre est la lutte pur la vie, la lutte rude et sans relâche. Nous voulons nous tenir solidement unis pour adoucir ses souffrances à l'ouvrier, diminuer sa part de sacrifices et lui ôter les motifs de se plaindre de l'injustice humaine.*

*Dans ce but de conciliation, je vous souhaite à tous une cordiale bienvenue.*

*(L'orateur continue en allemand. Ce n'est plus par la haine, c'est par la raison que se résolvent aujourd'hui les problèmes sociaux. Ces Congrès en sont la preuve. L'orateur rappelle leur histoire et l'extension progressive de leurs ordres du jour, la modification même de leur titre. Le Congrès de Vienne s'occupera surtout de l'assurance contre l'invalidité et la vieillesse, ainsi que de la simplification et de l'unification des assurances. Les Autrichiens s'inspireront des expériences faites par les diverses nations. — Le régime économique des nations du continent, le protectionisme, c'est-à-dire la protection du producteur, doit avoir pour corollaire des avantages accordés aux ouvriers: car ceux-ci sont l'un des facteurs de la production et aussi l'un des groupes de consommateurs exposés à payer plus cher les produits protégés.)*

Meine Herren! Der Gewittersturm, welcher der Formulierung fast jeder großen Frage der Menschheit vorauszugehen pflegt und immer diejenigen am meisten erschreckt, die da meinen, das Rad der Zeit am sichersten in Händen zu haben, ist vorübergezogen, der Haß auf der einen und der Hochmut auf der anderen Seite, beide Hemmschuhe jeder schöpferischen Tätigkeit, sind versickert, die Lösung, die positive Lösung, wird nur mehr aus der Erkenntnis und genauen Abschätzung der eigenen Kräfte erwartet, der Friedensbote Verstand gelangt zu seiner ausgleichenden Wirksamkeit. Er ist kein Herold utopistischer Gestaltungen, er wägt und mißt und ist gerechter als der Wunsch und das Gefühl. Deshalb wird mit dem Verstande insbesondere die Frage zu gedeihlichem Abschluß zu bringen sein, deren Erörterung den Hauptgegenstand der diesmaligen Beratung bildet, die Frage der Alters- und Invaliditätsversicherung. Erinnern Sie sich, meine Herren, daß die ersten Kongresse in Paris und Bern hauptsächlich die Betriebs unfälle behandelten, daß alsbald darauf die Ausdehnung zum viel größeren *risque professionell* erfolgte und die Arbeiterversicherung im allgemeinen in den Kreis der Diskussion gezogen wurde, allerdings mit der Beschränkung auf die freiwillige Versicherung mit staatlicher Förderung. Von da zur Zwangsversicherung, und zwar zur Zwangsversicherung mit Ein-

führung der Zwangskassen war nicht weit und der Kongreß nahm demgemäß den Titel: *„Congrès des accidents du travai et des assurances sociales"* an, den er noch heute führt. In Mailand und in Brüssel wurden alle Streitfragen mit voller Gründlichkeit in Betracht genommen und die Parteien vertraten ihre Anschauungen mit ausgezeichneten Argumenten, mit glänzender Beredsamkeit.

Um jene Zeit stand in mehreren Staaten die Gesetzgebung unmittelbar vor der Lösung der Unfallfrage. Es war daher nur natürlich, daß an der Hand der praktischen Erfahrungen in Deutschland und Österreich die Wirkungen der Zwangs-Unfallversicherung sorgfältig studiert wurden. Als der Kongreß sich im Jahre 1900 in Paris versammelte, konnten seine Teilnehmer schon mit Befriedigung auf Erfolge zurückblicken, denn inzwischen hatten die meisten Industriestaaten Europas das Gebiet praktischer Gesetzgebung hinsichtlich der Unfallversicherung betreten. Der ehemalige französische Handelsminister, Herr Millerand, den wir heute als Delegierten der französischen Regierung in unserer Mitte begrüßen, konnte daher mit gutem Grund den Kongreß einladen, seine Aufmerksamkeit nun auch anderen Gebieten der sozialen Versicherung, insbesondere der Invaliditätsversicherung und der Krankenversicherung, zuzuwenden und den Einfluß zu erforschen, den die soziale Versicherung bei Bekämpfung der großen Feinde der Volksgesundheit, Tuberkulose und Alkoholismus, zu üben vermag. In Düsseldorf unter der meisterhaften Führung des Ehrenpräsidenten des Comité permanent in Paris, Herrn wirklichen Geheimen Ober-Regierungsrates Dr. Bödiker, dessen fachliche Autorität weit über die Grenzen seines Vaterlandes anerkannt ist (Zustimmung), hatte der Kongreß praktische Gelegenheit, die Einrichtungen der Zwangs-Arbeiterversicherung, wie sie Deutschland inauguriert und in bewundernswertem Stile durchgeführt hatte, auf ihrem Heimatboden aus eigener Anschauung kennen zu lernen. Der mächtige Eindruck von damals lebt noch heute in den Angehörigen des Kongresses fort und hat uns nicht wenig befangen gemacht, als uns das Mandat zur Vorbereitung dieses VII., in Wien abzuhaltenden Kongresses übertragen wurde. Nun, wir gaben uns Mühe, die Erörterung der auf der Tagesordnung stehenden Angelegenheiten nach unseren Kräften

in gründlicher Weise vorzubereiten, vor allem die Frage der Invaliditäts- und Altersversicherung. Sie beschäftigt ja nicht allein theoretisch den Kongreß, sondern, ich kann sagen, sie ist eines der wichtigsten Probleme der gesetzgebenden und wirtschaftlichen Korporationen in den vorgeschrittenen Staaten geworden. Wir waren bestrebt, als Grundlage für ihre Beratungen eine Reihe von Referaten über diesen Gegenstand zu gewinnen, und Sie werden uns bestätigen, daß diese Bemühungen vom besten Erfolge begleitet waren, und daß insbesondere unsere deutschen Kollegen uns ein treffliches Bild von den Wirkungen und den Erfolgen der deutschen Invaliditätsversicherung entwerfen und die Pläne entwickeln, die zur Zusammenfassung und Vereinfachung des großartigen Baues der deutschen Arbeiterversicherung dienlich wären. Von unseren französischen und belgischen Kollegen erhoffen wir uns weitere interessante Aufklärungen über die in ihren Ländern bestehenden und geplanten Einrichtungen zur Altersversorgung der Arbeiter; wir werden auch nicht verabsäumen, Ihnen das Ergebnis unserer Studien über die Reform und den Ausbau der österreichischen Arbeiterversicherung darzulegen.

Der wirtschaftliche Wettbewerb hat unter unseren Augen eine wesentliche Verschärfung erfahren. Die Arbeit gedeiht viel rascher und fördert viel mehr an fertigem Produkt zutage; daher das Verlangen nach schnellerem Absatz und die vermehrte Konkurrenz, daher das Bestreben, wenigstens das eigene Land der heimischen Ware zu erhalten, daher die Periode des Schutzzolles, in die wir seit mehreren Dezennien eingetreten sind, daher auch die vollkommen begreiflichen Bemühungen der Arbeitgeber, den Ausbau der immerhin kostspieligen Arbeiterschutz-Einrichtungen nicht zu übereilen. Wir haben von unserem Standpunkte aus keinen Grund, die derzeitige Handelspolitik des europäischen Festlandes zu bedauern, allein es muß uns der Hinweis gestattet sein, daß diese Sammlung der nationalwirtschaftlichen Kräfte auch für die Arbeiterschaft nicht ungenützt vorübergehen darf, sondern in wohlverstandenem Interesse der Produktion von Maßregeln zur Emporbringung des Arbeiters begleitet sein soll, damit diesem sein Teil an dem Gewinne werde, den jenes Handelssystem bringt. Die Arbeiterschaft hat darauf umso begründeteren Anspruch, als

sie einen der maßgebendsten Faktoren des Konsums bildet und nicht in der Lage ist, sich für die durch die Verteuerung der Preise von ihr geforderten Opfer durch den Nutzen an eigenen Unternehmungen schadlos zu halten. Der Gedanke ist der fruchtbarste, der vom Vorteil des Einzelnen ausgehend, zum Segen des Ganzen ausgestaltet wird, und unsere Pflicht ist es, nicht zu ruhen, bis die zutreffende Lösung der Versicherungsfrage gefunden ist.

*Messieurs, Notre congrès est un congrès international, non dans ce sens qu'il compte arriver à des fins internationales sur l'extension et le genre des institutions d'assurance ouvrière dans les différents Etats. On a pourtant insisté, de tous côtés, dans les sessions tenues jusqu'à ce jour, et cela avec raison, sur ce point que le but de nos efforts pour encourager les assurances ouvrières est un but commun, et que cependant chaque Etat doit rester libre, en vue du but à atteindre, de prendre les voies qui répondent à ses institutions et à son caractère national, et non en dernière ligne à ses forces économiques. La cause que nous représentons est internationale; c'est une idée mondiale, et, par conséquent, sa victoire est dès à présent assurée. Voyez seulement son triomphe en ce qui concerne l'extension de la protection et de l'assurance des ouvriers aux citoyens des Etats étrangers. Nous félicitons nos collègues français et italiens de la convention conclue entre leurs Etats pour l'assurance réciproque de leurs ouvriers et cela d'autant plus sincèrement qu'on a pu trouver le modèle des clauses relatives à la protection et à l'assurance des ouvriers, dans les traités de douane et de commerce entre l'Empire allemand, l'Italie et l'Autriche-Hongrie.*

*(L'orateur, terminant son discurs en allemand, fait allusion aux traités internationaux du travail et du commerce qui viennent d'être conclus, et au caractère international des délibérations de ces congrès; toutes les sociétés civilisées travaillent en commun à se donner ainsi une organisation plus pacifique.)*

Meine Herren! Der Vertrag zwischen Frankreich und Italien, die neuen Handelsverträge zwischen Deutschland, Italien und Österreich-Ungarn sind aus dem internationalen Geist heraus entstanden, von welchen wir die Völker bei

der Behandlung sozialer Fragen inspiriert sehen möchten. Das ist auch der Geist, in dem sich unsere Kongreßverhandlungen bisher bewegten und auch fernerhin bewegen sollen. Das gemeinsame Ziel, den Schwachen zu stützen, wenn er arbeitsunfähig oder wenn er arbeitslos ist — auch diese Frage pocht laut an die Tore — und solcherart die menschliche Gesellschaft auf eine friedlichere, dauernde Beruhigung versprechende Basis zu stellen, leuchtet vor unseren Augen. Wer uns hilft, gehört zu uns, und wenn wir den Gang der Ereignisse beobachten und die wachsende Schar unserer Bundesgenossen mustern, dürfen wir getrost sagen, daß bald die ganze zivilisierte Welt auf unserer Seite stehen wird. Dann wird auch die Entscheidung fallen, welche die Zukunft erhellt.

Ich erkläre den VII. Internationalen Arbeiter-Versicherungs-Kongreß für eröffnet." (Lebhafter Beifall.)

* * *

Präsident Ritter von KINK hält folgende Begrüßungsrede:

„Als Präsidenten des Organisationskomitees obliegt mir die ehrenvolle Aufgabe, Sie, meine sehr verehrten Anwesenden, namens dieses Komitees willkommen zu heißen. In erster Reihe begrüße ich unsere hohen Gäste: Se. Exzellenz, den Herrn kaiserl. königl. Minister des Innern Grafen Bylandt-Rheidt, Se. Exzellenz, den Leiter des Handelsministeriums, Grafen Auersperg, Se. Exzellenz, den kaiserl. königl. Minister Dr. von Randa, als Vertreter der österreichischen Regierung, ferner Ihre Exzellenzen die Herren diplomatischen Vertreter und die Herren der Missionen, Se. Exzellenz den Herrn Statthalter von Nied.-Öst. Grafen Kielmansegg, den Herrn Bürgermeister der Stadt Wien, Dr. Karl Lueger, und Herrn Hofrat Dr. von Philippovich als Vertreter der Universität Wien, der ich an dieser Stelle den wärmsten Dank ausspreche für die Überlassung dieser herrlichen Räume, die in ihrer gegenwärtigen Ausschmückung ihre erste Benützung durch uns erfahren.

Mit besonderem Danke gedenke ich der hohen Regierungen aller jener Staaten, welche eigene Vertreter zu diesem Kongreß entsendet haben, hervorragende Fachleute, welche uns doppelt willkommen sein müssen, als diejenigen, die in erster Linie

berufen sind, die Ergebnisse unserer Beratungen in die Wirklichkeit umsetzen zu helfen.

Ich begrüße endlich alle die Mitglieder des Kongresses selbst, so viele in der Wissenschaft, in der Verwaltung, im politischen Leben und auf dem Felde der praktischen Arbeit wohl erprobte Männer, so viele eifrige Mitarbeiter an unserer Sache.

Als Präsident des Organisationskomitees erfüllt es mich namentlich mit freudigem Stolze, daß unsere Werbearbeit für den Kongreß eine so erfolgreiche war, daß unserem Rufe, an dem Kongresse in der uns Österreichern so teuern Haupt- und Residenzstadt Wien teilzunehmen, in weit größerem Ausmaße Folge geleistet wurde, als dies bisher bei den Vorgängern dieses Kongresses der Fall war. Fast eineinhalb Tausend Persönlichkeiten aus aller Herren Länder haben ihre Mitgliedschaft an dem Kongresse angemeldet. Wenn auch nicht alle hier erschienen sind, so haben sie doch damit erwiesen, daß unser Appell an sie nicht wirkungslos geblieben ist.

Das Gefühl persönlicher Genugtuung über diese so zahlreiche Beteiligung steht jedoch noch weit zurück hinter der lebhaften Befriedigung, die mich und wohl alle Anwesenden darüber erfaßt, daß dadurch zum Ausdrucke kommt, wie sehr die Idee selbst, in deren Dienst wir uns hier vereinigt haben, an Bedeutung gewonnen hat, mit welch steigender Intensität die Regierungen der einzelnen Staaten sich mit ihr beschäftigen und wie die Zahl der Organisationen und Einrichtungen gewachsen ist, welche der sozialen Versicherung dienen. Nichts könnte ein besseres Zeugnis dafür ablegen, wie sehr die soziale Fürsorge die wissenschaftlichen Kreise, die Männer der Politik, die Industrie und Arbeiterschaft bewegt, als dieser so glänzend beschickte Kongreß.

Aus der Regelung zunächst privatrechtlicher Beziehungen hervorgegangen ist die soziale Versicherung eines der wichtigsen Mittel geworden, den Anforderungen der modernen gesellschaftlichen Verhältnisse an die staatliche Organisation gerecht zu werden. Immer mehr tritt die Sozialversicherung aus dem Rahmen der eigentlichen Versicherungsidee heraus, die gekennzeichnet wird durch die Leistung der einer bestimmten Gefahr angepaßten Prämie. Immer mehr gewinnt sie den Charakter

staatlicher Fürsorge für die mittellosen Schichten der Bevölkerung, die zum Teil wenigstens Aufgabe der Allgemeinheit ist und nicht einzelnen Erwerbsgruppen allein aufgelastet werden kann. Wenn dieser Kongreß nach Betrachtung der historischen Entwicklung der Arbeiterversicherung sich mit den Fragen der Vereinheitlichung und Vereinfachung dieser Versicherung beschäftigen wird, wird er sich nicht auf die verwaltungstechnische Seite dieser Fragen beschränken können, sondern wird notwendigerweise auch übergreifen müssen auf die Frage, ob und inwieweit wieder ein Schritt in der Richtung nach vorwärts getan werden kann, daß die Staaten auch eine Fürsorgetätigkeit dort entwickeln, wo eine rein versicherungsmäßige Lösung dieser Aufgabe nicht mehr zu finden ist. In der Tat handelt es sich ja auch bei der Arbeiterversicherung nicht mehr allein um humanitäre Interessen, sondern um wichtige Fragen der Produktionspolitik, die das gesamtstaatliche Interesse berühren. Die Erhaltung der Arbeitskraft, die Hebung des *standard of life* der unteren Klassen sind nicht nur Grundbedingungen der wirtschaftlichen Wohlfahrt, indem sie Produzenten erhalten und Konsumenten schaffen, sondern sie gehören mit zu den Grundlagen kulturellen Fortschrittes, auf dem wieder in innigster Wechselbeziehung jeder weitere wirtschaftliche Fortschritt aufgebaut ist. Dies ist auch eine festwurzelnde Überzeugung in den Kreisen von Industrie, Handel und Gewerbe, die ich hier als Präsident der Wiener Handels- und Gewerbekammer noch besonders zu vertreten die Ehre habe, jene Kreise, welche vielleicht am meisten von der Einsicht durchdrungen sind, daß die Armut breiter Bevölkerungsschichten eines der wesentlichsten Hemmnisse für das wirtschaftliche Wohlergehen aller Erwerbsstände darstellt, und welche daher die planmäßige Bekämpfung aller jener Gefahren, die zur Armut führen, aus eigenstem Interesse begrüßen. Für die Industrie ist die Arbeiterfürsorge ein Teil der Industriepolitik: ihr Wunsch kann nur sein, daß der Teil dem Ganzen harmonisch eingegliedert werde.

Die Notwendigkeit der sozialen Fürsorge ist heute eine so feststehende Tatsache, daß sie nicht mehr bewiesen zu werden braucht. Sie, meine sehr verehrten Herren, werden sich wesentlich mit der Frage beschäftigen, wie und mit

welchen Mitteln diese Fürsorge durchgeführt werden muß und kann, auf Grund der jeweils gegebenen staatlichen und sozialen Verhältnisse und auf Grund der historischen Entwicklung dieser sozialen Fürsorge selbst.

Mögen Sie dabei Ihren Blick immer auf das Ganze gerichtet halten. Nicht durch einseitigen Protektionismus, der nur allzu häufig dem einen gibt, was er dem anderen doppelt nimmt, können wir der Allgemeinheit dienen. Unser Ziel muß sein, jenen Einklang der Interessen zu finden, der gleichzeitig mit der vollsten Entfaltung aller wirtschaftlichen Kräfte die möglichste Steigerung des Einkommens der manuellen Arbeiter und die dauernde Sicherung der wichtigsten Lebensbedürfnisse für sie und ihre Angehörigen in den Zeiten der Arbeitsunfähigkeit ermöglicht.

Wir können es mit hoher Genugtuung verzeichnen, daß uns für die Erfüllung unserer heutigen Aufgabe bereits sehr reichliche Erfahrungen zu Gebote stehen. So hat namentlich, mächtig voranschreitend, das uns eng verbündete Deutsche Reich seit jener berühmten Botschaft Kaiser Wilhelms I. seine sozialen Fürsorgeeinrichtungen in großartiger Weise ausgebaut und steht eben vor einer Erweiterung dieses Baues, indem auch die Witwen- und Waisenfürsorge einbezogen werden soll. Wir müssen daher uns dessen doppelt freuen, daß sowohl die deutschen Regierungen als auch die deutschen Versicherungsorganisationen so zahlreich bei dem heutigen Kongresse vertreten sind, welcher Deutschland übrigens in der Person des früheren Präsidenten des Reichsversicherungs-Amtes, meines sehr geehrten Mitvorsitzenden, Geheimrates BÖDIKER, eine seiner wertvollsten und stärksten Stützen verdankt.

*(M. le Président von KINK salue, au nom du Comité d'organisation, les représentants du gouvernement, M. le bourgmestre de Vienne, M. le recteur de l'Université à qui le Congrès doit son local, les délégués des divers Etats, les congressistes. Le Congrès a eu un succès sans précédent: près de 1500 adhésions. Cela prouve les progrès de l'idée. — A la pratique de l'assurance privée se substitue de plus en plus l'assurance sociale, mode de protection des classes non fortunées par la société tout entière. En parlant d'unification des*

*assurances, on sera amené à considérer si les Etats ne doivent pas faire un pas de plus dans une voie protectrice, où les solutions de l'assurance pure ne suffisent plus. — Il n'y a pas de sain développement, économique, déclare l'orateur, président de la Chambre du Commerce et de l'Industrie à Vienne, sans amélioration des conditions de la vie ouvrière. Il convient de créer l'harmonie entre les intérêts, de développer la puissance de consommation de l'ouvrier et de régulariser ses gains, même en temps de chômage. — L'exemple de l'Allemagne est un précieux guide pour l'Autriche.*

*L'orateur continue en français, en italien, etc.):*

*Guidé par l'initiative intelligente et vive qui le distingue, le peuple de la grande République française s'occupe en ce moment du problème de l'assurance obligatoire pour la vieillesse et l'invalidité des ouvriers, et l'idée de l'assurance sociale se prépare à y célébrer un nouveau triomphe. Ce sont justement les discussions auxquelles ce sujet a donné lieu en France qui ont éclairci intensivement quelques-unes des questions fondamentales qui nous occupent, et elles sont par conséquent surtout précieuses et instructives pour nous.*

*Nous remercions donc le Gouvernement français d'avoir bien voulu se faire représenter à ce Congrès d'une manière si brillante, comme nous devons en général savoir gré à la France de ce qu'elle entretient dans le Comité permanent le point central constant des travaux du Congrès.*

*Gli ammirevoli progressi dell' alleato Regno d'Italia sul campo delle Industrie negli ultimi decenni non poterono naturalmente rimanere senza influenza sulla legislazione sociale di quello Stato e vediamo le questioni che ora ci occupano divenire anche in Italia sempre più oggetto dello studio scientifico e delle manifestazioni pratiche sul campo politico.*

*Già venne accennato dall' onorevolissimo Signor preopinante, Sua Eccellenza Dott. de Koerber, all' importantissimo trattato fra l'Italia e la Francia che trovasi in sì stretto rapporto col nostro ogetto.*

*Anche l'Italia delegò sì illustri rappresentanti, ed all' onorevole Comitato speciale costituitosi colà è riuscito di riunire cotanti distinti Congressisti che ci è grato dovere di farne menzione col massimo encomio.*

*I am exceedingly glad to see representatives of te British Empire and the United States of America here, especially as the Insurance of Workingmen was hitherto left to private undertakings in those countries, whilst our Congress propagates institutions organised by the State.*

Es ist mir in der mir zur Verfügung stehenden Zeit nicht möglich, noch der Verdienste aller anderen hier vertretenen Staaten auf dem uns interessierenden Gebiete im einzelnen zu gedenken. Die Arbeiten, die uns aus Belgien und der Schweiz, aus Ungarn, Rumänien, Holland, Rußland, Finnland, Dänemark, Schweden, Spanien und Luxemburg vorliegen, beweisen, wie viel wir alle von einander lernen können und zu lernen haben.

Ich spreche die Hoffnung aus, daß unser Zweck erreicht wird, daß wir alle lernen werden: zum Nutzen und zum Wohle jener Staaten, die wir hier vertreten, zum Segen und zum Heile so vieler Tausende und Abertausende, die heute mühselig und beladen sind und denen unsere Zeit nicht nur den Trost, sondern auch die Hilfe nicht schuldig bleiben soll!"

* * *

Nachdem Präsident von Kink unter lebhaftem Beifall geschlossen hat, nimmt der Ehrenpräsident des Comité permanent, wirklicher Geheimer Ober-Regierungsrat Dr. BÖDIKER, von allen Seiten mit Beifall begrüßt, das Wort:

„Gelegentlich unserer letzten Zusammenkunft vor drei Jahren in Düsseldorf war es mir eine ehrenvolle Aufgabe, der hohen Regierung dieses Landes sowie dem Herrn Bürgermeister der Reichshaupt- und Residenzstadt Wien für die Einladung, den nächsten Kongreß hier abzuhalten, unser aller verbindlichsten Dank auszusprechen; der Regierung, deren Ministerpräsident, unser hochverehrter Ehrenpräsident, an die Spitze des Organisationskomitees trat und dadurch dem Kongreß eine besondere Auszeichnung verlieh; der Stadt, die zu einem festlichen Empfange auf heute Abends uns einzuladen die Güte gehabt hat. Ich schätze mich glücklich, jenen Dank, jetzt, wo wir unter den Fittichen des Doppeladlers in dieser herrlichen gastlichen Stadt unsere Tagung beginnen, wiederholen zu können und hierin auch meinerseits die Universität mit ein-

schließen zu dürfen, die uns diese prachtvollen Räume zur Verfügung gestellt hat. Darf ich hierauf gleich noch einen persönlichen Dank vorwegnehmen, so ist es der für die überaus gütigen, anerkennenden Worte, die Se. Exzellenz Herr Dr. von Koerber mir widmete, und für die beifällige Aufnahme, die Sie ihnen zuteil werden ließen.

Es soll uns ein verheißungsvolles Zeichen sein, daß die Universität ihre Tore uns öffnet. In der Tat wir gehören zu ihr, sie zu uns. Seit langen Jahren schon lehren in allen Ländern die Universitäten den Fortschritt der Menschheit, den hohen Wert einer gesitteten, wirtschaftlich starken Bevölkerung und damit im Zusammenhange den Schutz des Schwachen; es werden an ihnen in steigender Zahl Lehrstühle errichtet für Sozialpolitik, Arbeiterschutz, Arbeiterversicherung; und immer größer wird an ihnen die Zahl der Lehrenden und Lernenden, die sich mit den Fragen des Wohles der arbeitenden Klassen beschäftigen. Der Universität Wien war es vorbehalten, diesen inneren Zusammenhang der Universitäten mit unseren Bestrebungen auch äußerlich in die Erscheinung treten zu lassen. Wir danken ihr hiefür und beglückwünschen sie wie uns dazu.

Ein tiefes Bedauern habe ich hienach auszusprechen, daß so mancher alte treue Freund, der früher nie zu fehlen pflegte, uns diesmal fernbleiben muß: in erster Linie der Minister Chimirri, den das entsetzliche Erdbeben in Calabrien, seinem Heimatlande, und das daraus entstandene Elend im Süden festhalten, sodann sein Landsmann, Senator de Angeli, der Hauptorganisator unseres Mailänder Kongresses und warmer Menschenfreund; Herr Lepreux, der eben jetzt die Leitung der belgischen Nationalbank übernommen hat und *last not least* unsere teuren französischen Freunde Cheysson und Gruner, die stets zu den Säulen unseres Kongresses gehört haben, sowie der Vorsitzende des ständigen Ausschusses Herr Linder. So sehr diese Lücken uns schmerzen, so hoch erfreut sind wir anderseits über die glänzende Schar der zum Kongresse Erschienenen. Kein früherer Kongreß wies die gleiche Teilnehmerzahl, keiner eine gleich große Anzahl wichtiger, großenteils ausgezeichneter Referate auf. Da ich um deren Beschaffung in meinem Heimatlande, wie darüber hinaus mich von langer Hand bemühte und das freundlichste Entgegenkommen fand

darf ich wohl den Herren, die unserer Bitte entsprachen, bei dieser Gelegenheit den aufrichtigsten Dank aussprechen.

Was ihre Mühe, was unsere Arbeiten lohnt, ist das Bewußtsein, an einer guten Sache fördernd mittätig zu sein. Wir alle hier sind die Rufer im Streit. Selbst unserer sozialen Pflicht gehorchend, wollen wir das gleiche Pflichtbewußtsein in immer weiteren Kreisen wecken.

Ein allgemeines Rechtsbewußtsein von der Notwendigkeit der Fürsorge für die arbeitenden Klassen wollen wir schaffen helfen, unbekümmert um nationale, politische, religiöse Gegensätze. Diese Fürsorge ist ein kategorischer Imperativ für die besitzenden Klassen, dem gegenüber es kein Wenn und kein Aber gibt. Dabei sind wir uns unserer Verantwortlichkeit voll bewußt und deshalb weit davon entfernt, wie ich schon in Düsseldorf sagte, utopistischen Ideen nachzuhängen. Täten wir das, so würden unsere Kongresse bald veröden, insbesondere würden wir die Fühlung mit den Regierungen verlieren, mit deren Hilfe wir doch in erster Linie unsere Ziele zu erreichen suchen müssen. Wir sind hier keine Debattiergesellschaft von einseitigen Teoretikern, sondern eine Versammlung von Männern, denen das allgemeine Wohl keineswegs über der Fürsorge für einzelne Teile aus den Augen verloren geht. Aber wir glauben eben dem Allgemeinen zu dienen, wenn wir die breitesten Schichten des Volkes kräftigen. Darüber, daß dies nötig sei, haben sich die Meinungen im Laufe der Zeit mehr und mehr in unserem Sinne geklärt; nur über das „Wie“ kann man in manchen Ländern sich nicht einigen. Es gilt in dieser Hinsicht auch hier: das Bessere ist nur zu oft der Feind des Guten. Das haben wir uns seinerzeit in Deutschland gesagt, als der Kaiser, die verbündeten Regierungen und der Reichstag mit vereinten Kräften das Riesenwerk der Arbeiterversicherung auf sich nahmen. In anderen Ländern dagegen stehen die arbeitenden Klassen draußen und warten, warten noch immer, während die Parlamente und die Regierungen sich drinnen über die beste Form die Köpfe zerbrechen.

Als vor anderthalb Jahren der Führer der in unserer Mitte erschienenen französischen Delegation, Minister Millerand bei der Regierung seines Landes, ganz in dem eben ausgesprochenen Sinne, auf Förderung des ihm am Herzen liegenden

Arbeiterversorgungsgesetzes drang, erhob sich ein großes Zetergeschrei, man kam aber inzwischen immer noch nicht zum Ziele, sondern beriet weiter, unentwegt nach der besten Form suchend. Das war im März 1904, und jetzt sendet mir vor acht Tagen einer der Kollegen des Herrn Millerand, der Abgeordnete de Gaillard-Bancel, einen allerneuesten Gesetzentwurf, bei dessen Beratung die Sache eventuell wieder von vorne beginnen kann.

Es gibt nichts Vollkommenes auf dieser Welt und gar Vieles ist Geschmacksache, wie zum Beispiel das in England übliche Bewohnen von Einzelhäusern oder die Benützung von Etagenwohnungen wie hier in Wien und Berlin. Die Hauptsache ist, daß man überhaupt unter Dach und Fach kommt. Deshalb sollten die Gesetzesbaumeister mehr auf die nur zu berechtigten Wünsche des hilfsbedürftigen Volkes hören, als an ihre Konstruktionsliebhabereien denken. Was immer sie bauen mögen, ist in unserer raschlebigen Zeit über kurz oder lang doch reparaturbedürftig. Drum nur heraus aus der Erde mit dem Gebäude und den Kranz des Richtfestes schleunigst gewunden!" (Stürmischer Beifall).

*(M. le Président BÖDIKER remercie toutes les autorités autrichiennes et viennoises. Il remercie particulièrement l'Université, qui, en nous donnant l'hospitalité, a marqué l'accord entre les études académiques et nos travaux; les Universités consacrent en effet de plus en plus de chaires aux questions sociales. — L'orateur regrette l'absence involontaire de divers fondateurs de ces congrès. Il se félicite du grand nombre des adhérents. Nous voulons aider à créer universellement la conscience qu'il est nécessaire de protéger les classes ouvrières, sans tenir compte des différences nationales, politiques ou religieuses. Cette protection est un impératif catégorique pour les classes possédantes: il n'y a pas de „mais" à y opposer. D'autre part, nous ne sommes pas des utopistes; cela nous ferait perdre le contact avec les gouvernements, principaux metteurs en œuvre de nos idées. Nous ne sommes pas une société académique de théoriciens. Le mieux est souvent l'ennemi du bien. Il y a des pays où les classes ouvrières restent sans protection pendant que les Parlements se cassent la tête à*

*chercher le type idéal de protection. C'est ainsi que la France recherche toujours la meilleure forme et qu'on y présente toujours des propositions nouvelles, malgré les appels pressants et pratiques de M. Millerand. Petites maisons anglaises ou immeubles berlinois à étages, peu importe, pourvu qu'on loge sans retard le peuple malheureux. Aussi bien, il n'est pas d'immeuble qu'il ne faille bientôt reconstruire! Donc, assez de raffinements théoriques et vite la truelle en main!)*

* * *

Se. Exzellenz der Minister des Innern Graf BYLANDT-RHEIDT hält hierauf folgende Begrüßungsansprache:

„Meine hochverehrten Herren! Im Namen der Regierung und in meiner Eigenschaft als Chef jener Zentralstelle, welcher die soziale Versicherung eingegliedert ist, habe ich die Ehre, den VII. Internationalen Arbeiterversicherungskongreß wärmstens zu begrüßen. Gleichzeitig spreche ich das Bedauern des Herrn Ministerpräsidenten aus, welcher, durch unaufschiebbare Amtsgeschäfte verhindert, den Kongreß persönlich nicht begrüßen konnte.

Schon die früheren Tagungen des Kongresses haben die öffentliche Aufmerksamkeit und das Interesse weiter Fach- und Berufskreise auf das lebhafteste beschäftigt. In erhöhtem Maße trifft dies bei dem heute in der Reichshauptstadt versammelten siebenten Kongresse zu, weil gerade jetzt die Reform und Vereinheitlichung des Versicherungswesens in allen Ländern, die auf eine längere Geschichte und Entwicklung der Arbeiterversicherung zurückzublicken vermögen, auf die Tagesordnung der öffentlichen Diskussion gesetzt ist.

In einer ganz besonders wichtigen Übergangsperiode befindet sich unser Versicherungswesen, weil der wünschenswerte Ausbau der sozialen Versicherung durch Hinzufügen eines neuen wichtigen Zweiges Hand in Hand gehen soll mit einer umfassenden gründlichen Reform der bereits bestehenden Versicherungszweige. Wenn wir auch mit Befriedigung auf die Entwicklung unserer Arbeiterversicherung zurückblicken können, so bleibt auch hier, wie auf allen Gebieten menschlichen Schaffens, das Erreichte hinter dem Erstrebten noch weit zurück.

Nicht nur die eigene Praxis, sondern auch der Vergleich mit dem Auslande hat manche unserer Einrichtungen als besserungsbedürftig, manche als unhaltbar erkennen lassen. Und gerade deshalb wird die Regierung die Beratungen des Kongresses mit lebhaftem Interesse verfolgen. Erwarten wir ja doch, daß es der Erfahrung der hier vereinigten hervorragendsten Fachmänner aller Kulturländer gelingen wird, diese überaus schwierigen Probleme von allen Seiten zu beleuchten und zu fördern.

Unterstützen Sie uns, meine hochverehrten Herren, den richtigen Weg zu finden zu einer den Bedürfnissen der arbeitenden Klassen und dem Stande unserer ökonomischen Entwicklung entsprechenden Reform. Denn, daß der Ausbau des sozialen Versicherungswesens ein unabweisliches Postulat ist, steht für sich fest (Beifall). Dabei verhehle ich mir durchaus nicht, daß die soziale Versicherung nur einen Teil jener umfassenden sozialen Fürsorge bildet, die der Staat um seiner selbst willen denjenigen schuldet, die in dem Wettlaufe des Lebens nur ihre Arbeit einzusetzen haben. Den Geboten der Sittlichkeit zur Geltung zu verhelfen, bleibt immer der höchste Zweck jeder staatlichen Betätigung. Einer sittlichen Forderung aber entspricht es, denjenigen, die auf den Ertrag ihrer Hände angewiesen sind, eine menschenwürdige Lebensführung zu sichern (Beifall). Vorwärtsschreitend, dürfen wir den Blick nicht abwenden von diesem hohen Ziele, das der Staatskunst künftiger Generationen gesteckt ist — der Verwirklichung des Rechtes auf Existenz. Indessen jedoch müssen wir uns bescheiden, des Tages Arbeit auf dasjenige zu richten, was unter den gegenwärtigen Verhältnissen zunächst für jene geleistet werden kann, die durch Alter oder durch ein widriges Geschick ihrer Arbeitsfähigkeit beraubt sind.

Gelingt es Ihren Beratungen, meine Herren, in dieser Richtung Übereinstimmung über die nächsten Aufgaben und die Art ihrer Lösung zu erzielen, dann werden Sie sich um den sozialen Fortschritt ein großes und unvergängliches Verdienst erworben haben. Mit dem Wunsche, daß dem so sei, heiße ich Sie nochmals willkommen!" (Lebhafter Beifall.)

*(M. le Ministre de l'Intérieur, comte BYLANDT-RHEIDT, salue le Congrès au nom du Gouvernement. Le Congrès vient*

*à son heure en Autriche, où l'on étudie à la fois la création d'une nouvelle assurance et la réorganisation de l'ensemble. La comparaison avec l'étranger a révélé et révélera certaines améliorations qu'il conviendrait d'apporter à la législation autrichienne. Le but lointain c'est la réalisation du droit à l'existence; mais déjà achevons l'œuvre immédiate, la protection des malheureux privés de travail par la vieillesse ou les malheurs.)*

* * *

Der Bürgermeister der Stadt Wien, Herr Dr. LUEGER, begrüßt den Kongreß mit folgenden Worten:

„Als Bürgermeister der Reichshaupt- und Residenzstadt Wien heiße ich Sie alle auf das herzlichste willkommen. Wir haben an Sie die Einladung gerichtet, die Tagung hier in Wien zu veranstalten, und zwar ausgehend von dem Gedanken, daß es der Stadt Wien zur Ehre gereichen wird, jene Frauen und Männer persönlich begrüßen zu können, welche sich mit der Lösung der höchst wichtigen Arbeiterversicherungsfrage beschäftigen. Wir wollten damit auch zum Ausdruck bringen, daß die Gemeinde Wien den wärmsten Anteil an den Beratungen des Kongresses nimmt und wir wollten damit auch andeuten, daß die Gemeinde Wien auf ihrem Gebiete, soweit es möglich ist, der Forderung einer Arbeiterversicherung schon gerecht geworden ist und in Zukunft gerecht werden wird. (Beifall). Ich hoffe, daß die Beratungen dazu beitragen werden, die Anschauungen zu klären und auf diese Weise zu einer glücklichen Lösung dieser Frage zu gelangen. Sie verzeihen, daß ich kurz erwähne, daß wir vermöge unserer Stellung nicht allein für die Arbeiterversicherung, sondern auch der Anschauung sind, daß es noch andere Stände der arbeitenden Bevölkerung gibt, welche im Alter unterstützungswürdig sind; der erste ist der Kleinbürger oder Handwerker. Es muß einen Bürgermeister unendlich schmerzen, wenn er beim Besuche der Armenhäuser auf Männer stößt, welche ihr ganzes Leben hindurch sich ehrlich geplagt haben und die letzten Jahre ihres Lebens im Armenhause verbringen müssen. Die zweite Schichte ist die bäuerliche Bevölkerung. Auch diese muß in den Kreis der Versicherung einbezogen werden. Ich meine nicht, daß Sie das gleich alles

lösen müssen. So vernünftig bin ich schon, um zu wissen, daß eine solche Arbeit nur Schritt für Schritt geleistet werden kann. Nehmen wir zuerst die Arbeiterversicherung; wenn das geschehen ist, gehen wir über auf die Rettung der Gewerbetreibenden und auf die Rettung der Bauern und Sie alle werden sich ein Verdienst um die ganze Menschheit erworben haben (Beifall). Ich begrüße Sie in Abwesenheit des Herrn Landmarschalles auch in meiner Eigenschaft als Landmarschallstellvertreter von Niederösterreich. Ich begrüße Sie schließlich noch als einfaches Mitglied einer Körperschaft, des Abgeordnetenhauses. Es wird Aufgabe aller Abgeordneten sein, den Beratungen dieses Kongresses mit größtem Interesse zu folgen und das, was sich hier gezeitigt hat, im Abgeordnetenhause selbst zur Geltung zu bringen und demselben zum Durchbruche zu verhelfen. Was an mir liegt, wird geschehen. Zum Schlusse wiederhole ich die Einladung, der Gemeinde Wien heute abends die Ehre zu geben, im Rathause zu erscheinen." (Stürmischer Beifall.)

*(M. LUEGER, bourgmestre de Vienne, après avoir salué le Congrès, insiste sur la nécessité de protéger les petits bourgeois et artisans, braves gens qui ont travaillé toute leur vie et doivent souvent finir à l'hospice tristement. De même les paysans! Les uns et les autres devraient être assurés ou protégés un jour, lorsque sera achevée l'œuvre actuelle, l'assurance ouvrière.)*

* * *

In Vertretung des Rektors der Universität richtet Hofrat Dr. Eugen von PHILIPPOVICH folgende Worte an die Versammlung:

„Euere Exzellenzen! Sehr geehrte Damen und Herren! Ich habe die Ehre, Sie im Namen des amtsführenden, am Erscheinen leider verhinderten Rektors und im Namen der Universität, in deren Hallen Sie tagen, zu begrüßen und Ihnen für Ihre Diskussionen des großen Werkes, das Ihren Beratungsgegenstand bildet, besten Erfolg zu wünschen. Als der akademische Senat dem Ersuchen des Organisationskomitees um Überlassung der Universitätsräume Folge gab, war er nicht nur von einer allgemeinen Sympathie für die schöne und erhabene Aufgabe geleitet, welche diesem Kongresse gestellt

ist, er war sich auch bewußt, daß die Wissenschaft in hohem Grade an dem Wirken Ihres Kongresses und an seinen Erfolgen interessiert ist.

Das Gebiet Ihrer Erörterung umfaßt ein gewaltiges Stück des wirklichen Lebens, der wirtschaftlichen und gesellschaftlichen Ordnung, es ist praktisch im ernstesten und nüchternsten Sinne des Wortes, denn Sie sollen nicht nur auf die Welt der Ideen Einfluß gewinnen, sondern Sie sollen helfen, Krankheiten heilen, Not beseitigen. Und doch sind die Ziele, Aufgaben, Methoden Ihres Wirkens zuerst von Theoretikern abgesteckt worden und an den deutschen Universitäten hat man schon lange, bevor die Praktiker sich dieses kommenden neuen gewaltigen Lebens in der menschlichen Gemeinschaft bewußt geworden sind, die Frage der Zwangsversicherung der Arbeiter diskutiert. Insbesondere eines Namens müssen wir heute, da dieser Arbeiterversicherungskongreß zum ersten Mal in Wien und in den Räumen der Universität tagt, gedenken: Albert Schäffle's. Vor 36 Jahren hat er als Lehrer an unserer Universität in seinen Vorlesungen über Kapitalismus und Sozialismus die Notwendigkeit eines Ersatzes und der Beseitigung unserer entwürdigenden Armenpflege durch ein System der zwangsweise organisierten Selbstfürsorge gelehrt. Er hat den größten Anteil daran, daß die allgemeinen ökonomischen und organisatorischen Grundsätze der Arbeiterversicherung in immer weiteren Kreisen verstanden worden sind und er hat auch auf die tatsächliche Ausgestaltung des Arbeiterversicherungswesens in Deutschland durch seine Schriften und seine Beratung des Fürsten Bismarck tätigen Einfluß genommen. Neben Schäffle wären noch manche andere Vertreter deutscher Wissenschaft zu nennen, denn bis auf den heutigen Tag ist die Arbeiterversicherung ein Gebiet ihrer Forschung und Lehre geblieben. Die Nationalökonomie und Soziologie, die Rechtswissenschaft und die Verwaltungswissenschaft, die Versicherungsmathematik und die Hygienie haben den Anstoß zu praktischen Maßnahmen auf diesem Gebiete gegeben oder die dafür nötigen Ordnungen entworfen, sie haben aber auch selbst wieder Anregungen empfangen, indem sie vor wirtschaftliche und soziale Tatsachen gestellt wurden, die sie zu begründen, zu erklären, in ihren Wirkungen zu

verfolgen hatten. Wir sind ja mit dem, was auf dem Gebiete der Arbeiterversicherung geleistet wurde, bei weitem noch nicht am Ende. Im Gegenteil, Alles ist im Fluß. Selbst in Deutschland wird noch fortgebaut und umgebaut. In dem einen Staate sind die ökonomischen, in dem anderen die rechtlichen, in dem dritten die psychologischen Voraussetzungen für das große, Millionen von Menschen einheitlich umspannende System der Fürsorge neu zu schaffen, in anderen vorgeschrittenen Staaten müssen die wegen ihrer Neuheit noch unvollkommenen Einrichtungen den Bedürfnissen des Lebens angepaßt, schädliche Nebenwirkungen beseitigt, Vervollkommnungen angestrebt werden.

Welch ein großes, reiches Feld des Studiums für Wissenschaften aus allen Fakultäten eröffnet sich dadurch und welche fruchtbare Wirkung können sie erzielen, wenn sie mit Erfolg daran arbeiten, zweckmäßige Verwaltungseinrichtungen ins Leben zu rufen, welche die Wirtschaft und die Gesundheit des Volkes kräftigen, dadurch die Lebenskraft und Schaffensfreude erhöhen und damit die Grundbedingungen für ein höheres geistiges und sittliches Dasein verbessern. Aus vollem Herzen darf ich Sie daher im Namen der Wissenschaft begrüßen und ich kann es getrost aussprechen, daß das, was Sie in unseren Räumen beraten und beschließen, hier weitergehegt werden wird als ein kostbarer Same, der, in den Geist der Jugend verpflanzt, wenn nicht heute oder morgen, so doch gewiß mit dem Wachsen der Generationen treiben, Blüten und Früchte erzeugen wird."

*(M. le Conseiller aulique von PHILIPPOVICH, au nom du recteur de l'Université, fait part au Congrès des vœux du Conseil académique. La science est intéressée au succès de ces réunions. Elles font certes œuvre pratique; pourtant les méthodes et les problèmes de l'assurance ont été et doivent être au préalable étudiés par les savants. Dans les Universités allemandes, on étudie scientifiquement, depuis longtemps, l'assurance obligatoire. Il suffira de rappeler le nom de Schäffle. Il y a 36 ans, à l'Université de Vienne, il indiquait déjà la nécessité de doubler ou remplacer l'assistance démoralisante par une œuvre de prévoyance obligatoire. Il a eu sur le législateur allemand une influence considérable. Diverses sciences*

*sont intéressées aux progrès de l'assurance ouvrière ou facilitent ces progrès. Nous sommes encore loin du but. Tout est en mouvement. En Allemagne même on reconstruit sans cesse. Chaque nation est à cet égard en évolution. Que de services peuvent y rendre les savants, s'ils contribuent à faire passer dans les lois des mesures qui fortifient la santé du peuple et rendent enfin possible pour lui une vie morale et intellectuelle. Vous jetez ici, dans les cerveaux de nos jeunes gens, une semence féconde.)*

* * *

Nachdem Hofrat Dr. von Philippovich unter allgemeinem lebhaften Beifall geschlossen hatte, nahm Herr Edouard FUSTER, Secrétaire Général de l'Association des Assurances Sociales (Paris), das Wort, um in französischer Sprache eine Analyse jener verschiedenen deutschen Reden zu geben.

*M. Edouard FUSTER, secrétaire du Congrès, résume ensuite en français les discours qui viennent d'être prononcés.*

* * *

Hierauf erteilte der Vorsitzende, in der alphabetischen Reihenfolge der deutschen Namen der Staaten, den Sprechern der auswärtigen Delegationen das Wort.

*M. le Président donne alors la parole aux representants des diverses nations, d'après l'ordre alphabétique des noms allemands.*

*M. Jean DUBOIS, directeur général de l'Office du travail de Belgique:*

*„Je me félicite au plus haut degré de me trouver ici au milieu de délégués venus de partout, au milieu de gens aussi capables que mes collègues. Comme on vient de le dire, c'est l'ordre alphabétique qui me vaut le très grand honneur de parler le premier au nom des délégués des divers Etats re-*

*présentés ici. On nous a adressé les plus aimables souhaits de bienvenue. C'est à nous à vous remercier de l'accueil qui nous a été fait, à vous exprimer nos plus vifs sentiments de gratitude. Comment n'aurions-nous pas répondu à votre appel, quand vous nous avez invités à venir à Vienne, cette belle ville qui a la réputation que vous connaissez et dont on a dit avec raison qu'on désire la voir, quand on ne l'a pas encore vue, et qu'on désire la revoir, quand on y a été une fois? Je ne suis ici que depuis vingt-quatre heures et ce que j'en ai vu m'a transporté d'admiration. Je puis confirmer la réputation dont jouit, à si juste titre, la capitale de l'Autriche. Votre invitation était fascinatrice; aussi l'avons-nous acceptée avec empressement. Nous avons été appelés ici pour admirer cette belle et hospitalière ville et, en même temps, pour faire œuvre utile dans l'intérêt des classes ouvrières. Il y a 15 ans que ce Congrès a été tenu pour la première fois; nous célébrons un jubilé, et il est naturel qu'on cherche à entourer les jubilés de tout l'éclat possible. Voilà pourquoi vous avez si bien fait les choses. Nous en remercions très vivement les organisateurs de ce Congrès: son Excellence de Koerber, président d'honneur, M. Chevalier de Kink et M. le Dr. Bödiker, notre père, si dévoué à la classe ouvrière, tous les jours plus actif et plus jeune, doué d'une compétence exceptionelle. Grâce à lui, à son expérience et à son concours nous ferons, j'en suis intimement convaincu, une œuvre eminemment honorable et utile.“ (Vifs applaudissements).*

* * *

Geheimer Oberregierungsrat WERNER, Vortragender Rat im Reichsamte des Innern (Berlin):

„Eure Exzellenzen! Meine Damen und Herren! Auf dem VII. Internationalen Arbeiterversicherungs-Kongreß in Wien die deutsche Reichsverwaltung zu vertreten, ist mir der ehrenvolle Auftrag geworden und neben der Reichsverwaltung haben mehrere deutsche Bundesregierungen amtliche Vertreter zur Teilnahme an diesem Kongresse als deutsche Delegierte entsandt. Ihr letzter Kongreß fand innerhalb der Grenzen des Deutschen Reiches statt und mein hochverehrter Chef, der Herr Staatsminister Dr. Graf von Posadowsky, empfand es als eine angenehme Pflicht, Sie damals in Düsseldorf namens der Deutschen

Reichsverwaltung willkommen zu heißen und Worte über die Entwicklung und Bedeutung der Arbeiterversicherung an Sie zu richten, die die ungeteilte Zustimmung und den freudigsten Nachhall in der Versammlung fanden. Auf jenem Düsseldorfer Kongresse hatten wir die Ehre und die Freude, amtliche Delegierte der österreichischen Regierung begrüßen zu können und heute wird meinen deutschen Kollegen und mir die Ehre zu teil, diesen Besuch in Österreichs Kaiserstadt erwidern zu dürfen.

Meine Damen und Herren! Mit dem ehrfurchtgebietenden Herrscher dieses schönen Reiches, seinem erhabenen Freund und Bundesgenossen, fühlt mein Herr und Kaiser sich eins in der Überzeugung, daß die wirtschaftliche Lage des Arbeiterstandes heben nichts anderes heißt, als die Wohlfahrt des ganzen Landes fördern. Dank der Einsicht der Regierungen und der Parlamente hat dieser Gedanke in Österreich wie in Deutschland seine Ausgestaltung gefunden. Er hat aber auch von Jahr zu Jahr — und nicht zum mindesten infolge der rührigen Tätigkeit der Männer, die auf diesen Kongressen sich zum friedlichen Gedankenaustausch zusammenfinden — ich kann wohl sagen, in allen Kulturländern erfreuliche Fortschritte gemacht. Ist auch der Weg zum Ziele in den einzelnen Ländern verschieden, das Ziel ist das gleiche; es gipfelt in dem an keine politischen Grenzen, an keine religiösen Verschiedenheiten gebundenen erhabenen Gedanken der Menschenliebe, die in dem Schwachen den Bruder sieht, der nicht hilflos am Wege zurückgelassen werden darf, wenn ihn Krankheit, Unfall, Siechtum, Alter erwerbsunfähig machen. Man sagt wohl, die Politik trennt oft die Völker; die Sozialpolitik, meine Damen und Herren, verbindet sie! Ein schönes Zeichen hiefür ist Ihr Kongreß. Lassen Sie mich ihm namens der deutschen Reichsverwaltung, namens meiner anwesenden deutschen Kollegen und auch im eigenen Namen die besten Wünsche für einen gedeihlichen Verlauf entgegenbringen!" (Lebhafter, langanhaltender Beifall).

*(M. le Conseiller WERNER, du Ministère de l'Intérieur d'Allemagne, prend la parole au nom de son gouvernement et des divers Etats allemands représentés, et se félicite de voir que, loin de la politique ordinaire qui sépare les hommes, il y a une politique sociale qui les unit.)*

* * *

*M. MILLERAND, député français, ancien ministre du Commerce:*

*„Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, mon premier mot doit être pour adresser nos remercîments les plus chaleureux à la ville de Vienne et au Gouvernement autrichien pour l'accueil si aimable, si cordial qui a été fait aux membres de ce Congrès. Vous me pardonnerez, si à ces remercîments généraux j'en joins de particuliers, au nom de la Délégation française, pour la part qu'on a bien voulu lui faire dans les discours qui ont été prononcés.*

*On a parlé des progrès qu'en France nous poursuivons et des progrès que nous allons poursuivre ici. Si nos idées se réalisent, cela fera faire au monde un grand pas en avant sur le terrain de l'humanité et de la justice. C'est peut-être une faiblesse que, dans un pays comme la France, aucun progrès n'est réalisable que s'il a conquis d'abord la majorité des esprits et des coeurs, mais le progrès est alors assis sur des bases plus solides.*

*Depuis quatre ans que, pour la première fois, la question de l'assurance obligatoire de l'invalidité et de la vieillesse a été posée en France, l'opinion publique en a été saisie; elle l'a étudiée et je ne crois pas émettre une prétention téméraire en disant que la France se fera un point d'honneur de rattraper les pays qui l'ont devancée dans cette voie. Nous venons tous ici, précisément, échanger nos vues et apporter les enseignements de ce que chacun a fait chez lui.*

*L'œuvre que vous allez accomplir comprend deux parties: une partie historique, qui est la revue du passé, et une autre, qui consiste à rechercher les enseignements que le passé offre pour préparer l'avenir. C'est une œuvre méritoire, une œuvre d'humanité et de bonté; c'est, au moins au même titre, une œuvre de raison et de prévoyance sociale. Au fur et à mesure que les classes ouvrières s'élèvent et se haussent aux devoirs, il faut que leur situation matérielle croisse en bonheur et en sécurité. On ne peut pas demander à un homme qui est dans l'extrême misère de remplir les devoirs généraux qui lui incombent au point de vue humain. Tout homme a droit à la vie; l'assurance prévoit le tribut que chaque homme doit payer à la nature sous diverses formes. C'est contre l'injustice que,*

*nous tous qui sommes ici, nous voulons, d'une volonté qui ne se contentera pas de mots, nous voulons élever, sous forme de loi nationale et internationale, une protection suffisante pour que, dans un avenir prochain, il n'y ait sur aucun point du monde aucun être humain qui puisse être atteint d'une maladie incurable ou d'incapacité de travail sans qu'une main secourable se tende vers lui. Ces assemblées-ci ne sont pas des assemblées où l'on parle uniquement, mais aussi des assemblées où l'on agit.*

*Si le traité franco-italien relatif à la protection des ouvriers a pu être conclu; si, il y a quelques mois, des délégués des nations représentées ici se trouvaient à Berne à la Conférence Internationale du Travail, à qui le devons-nous, sinon à ces Congrès, à ces assemblées périodiques qui se réunissent sur les divers points du monde et, mettant en commun leurs initiatives, leur élan, leurs méthodes, en sont arrivés à construire des édifices communs à toutes les nations et à préparer la grande œuvre qui sera l'œuvre du vingtième siècle, où chaque peuple, gardant son génie propre et son caractère particulier, viendra se fondre dans l'œuvre commune de l'humanité. Nous écrivons une page nouvelle du livre d'or de l'humanité en prenant ensemble des mesures et en cherchant à protéger les travailleurs contre les accidents, contre la maladie et contre la vieillesse.*

*Nous saluons ici des hommes venus des différents points du monde pour essayer de réaliser une part de cet idéal dans une marche en avant toujours vers plus de liberté, de bien-être et de justice." (Vifs applaudissements.)*

* * *

*M. le commandeur V. MAGALDI, inspecteur général du Crédit et de la Prévoyance au Ministère italien de l'agriculture et du commerce:*

*„En l'absence de M. le Commandeur Chimirri, notre éminent collègue et Chef de la Délégation italienne, rappelé en Italie chez nos confrères de la Calabre, victimes d'un terrible désastre, je me permets d'apporter au VII^e Congrès International des Accidents du Travail et des Assurances Sociales le salut du Gouvernement d'Italie.*

*Je dois aussi vous apporter l'hommage particulier de mon Ministre, l'éminent professeur Luigi Rava, qui m'a confié le très grand honneur de vous exprimer tout son intérêt pour ce Congrès et pour les fructueux résultats de ces savantes discussions, et toute sa reconnaissance pour le Comité d'organisation qui, avec sa haute compétence et avec une claire vision des problèmes qui se rattachent aux assurances ouvrières, a dressé un programme qui de la contemplation du passé s'élance aux conquêtes de l'avenir.*

*Messieurs, notre éminent maître, le docteur Bödiker disait, au Congrès de Bruxelles: „En voiture, Messieurs!" Il a dit au Congrès de Düsseldorf: „Sempre avanti!" Le mot qui caractérise le VII^e Congrès sera, je crois: „Arrêtons-nous un instant à la gare de Vienne." Arrêtons-nous, non pas pour dire avec le poète:*

*„Uscito fuor del pelago alla riva*
*„Si volge all'acqua perigliosa e guata",*

*mais pour nous réjouir du chemin glorieux que nous avons franchi, pour nous renseigner sur les efforts accomplis, sur les difficultés vaincues, sur les résultats que nous avons obtenus.*

*Cet examen critique de l'œuvre achevée nous conduira avec sûreté à rechercher les amendements, les adjonctions qui sont nécessaires pour renforcer, pour compléter ce grandiose bâtiment des assurances ouvrières. Et nous poursuivrons avec plus de confiance nos études et nos recherches, sans nous préoccuper ni des „Hosannah" ni des „Crucifige" du monde, jusqu'au but de notre programme qui, tout en s'inspirant du principe de l'équité sociale, s'efforce de rejoindre autant que possible le domaine de la vérité et de la justice. Dans la recherche de tout ce qui est nécessaire pour assurer le bien-être matériel et moral des travailleurs, nous ne devons jamais oublier l'intérêt bien entendu de l'industrie, du capital qui est l'âme fécondatrice de la prospérité des peuples.*

*Mesdames, Messieurs, les études et les recherches que nous poursuivons dans le but suprême de soulager les misères humaines, portent irrésistiblement mon âme à adresser une pensée pleine de frayeur aux terribles misères dont aujourd'hui un peuple fort et généreux a été frappé par l'énorme*

*tremblement de terre des Calabres. Cette pensée me pousse à exprimer ici, parmi vous, vis-à-vis du monde civilisé, la vive reconnaissance que mon cœur d'Italien éprouve pour les sentiments de pitié ressentis par les peuples devant notre malheur, pour les secours généreux qui sont partis de tous côtés pour apaiser les souffrances de ces pauvres malheureux. Et je sens que je remplis un devoir sacré en adressant les plus vifs remercîments à la ville de Vienne, qui nous a accueillis si gracieusement, pour la libéralité qu'elle a bien voulu allouer aux victimes du tremblement de terre.*

*Ce spectacle de solidarité internationale dans le malheur nous console et nous fortifie; il ouvre nos âmes aux espoirs es plus hardis pour le bonheur de l'humanité.*

*Messieurs! Qu'il me soit permis de vous demander qu'un mot de soulagement s'élève de ce Congrès international pour l'Italie dans l'heure pénible qu'elle traverse.“ (Manifestations de sympathie.)*

* * *

Sodann ergreift Graf L. B. SKARZYNSKI, in Verwendung für außerordentliche Missionen beim russischen Finanzministerium (St. Petersburg), das Wort; er entschuldigt sich zunächst, daß er des Deutschen nicht vollkommen mächtig sei, wird aber gebeten, sich dennoch der deutschen Sprache zu bedienen. Er fährt hierauf folgendermaßen fort:

„Seitens des Geheimen Regierungsrates Stoff und meinerseits, als russischen Delegierten, überbringe ich dem Kongreß den Gruß der russischen Regierung, welcher die Arbeiterversicherung angelegentlichst am Herzen liegt und welche seit unserem letzten Kongreß in Düsseldorf auf große Fortschritte in dieser Hinsicht hinweisen kann. Dies werde ich bei den fachlichen Sitzungen des Kongresses noch genauer erörtern, da ich jetzt so kurz als möglich sein will. Ich muß aber doch meiner Freude darüber Ausdruck geben, daß ich auf dem Kongresse die befreundeten Gesichter wiedersehe, die diesen Tagungen immer ein so sympathisches Gepräge geben. Zur erfolgreichen Arbeit gehört eine entsprechende Stimmung und diese Stimmung haben wir auch gewöhnlich bei unseren Kon-

gressen; dies ist ihr Hauptreiz, abgesehen von dem Reiz, den unseren Zusammenkünften das Beisein der Damenwelt verleiht.

Etwaige Uneinigkeit über das Prinzip der obligatorischen oder freiwilligen Versicherung wird ausgeglichen durch den so lebhaften Wunsch aller, die Arbeiterversicherung in ganz Europa durchgeführt zu sehen, möge es auf die eine oder andere Weise sein.

Bei dieser Stimmung auf dem Kongresse gehen wir nach seinem Schlusse mit neuem Eifer nach Hause und treten mit neuem Mut an die Arbeit. Wir, die Kopfarbeiter sind, haben die Pflicht, für die Handarbeiter zu denken, vorzusehen, was ihnen nötig ist, und eben weil wir den edelsten Teil der Arbeit haben, müssen wir, in voller Anerkennung des Prinzipes, noblesse oblige, unsere ganze Zeit und Kraft dazu aufwenden, um das Los der Handarbeiter zu bessern. Nur mit einer energischen Arbeit, nur dann, wenn wir für uns keine achtstündige Arbeitszeit fordern, wird es uns gelingen, Verbesserungen durchzuführen und die Klassenunterschiede soviel wie möglich zu beseitigen, damit alle Klassen der Bevölkerung sich freundschaftlich die Hand reichen und in Zukunft für das Beste der ganzen Menschheit arbeiten. Glück auf! also zu unserer sozialen Arbeit!" (Anhaltender Beifall.)

*(M. le comte SKARZYNSKI salue le Congrès en allemand au nom des délégués russes.)*

* * *

Als letzter der offiziellen Delegierten überbrachte Staatssekretär Josef SZTERÉNYI die Grüße der ungarischen Regierung. Er betonte, daß auch Ungarn, obwohl erst am Anfange der Arbeiter-Versicherungs-Gesetzgebung stehend, bestrebt sei, sich die Fortschritte auf sozialem Gebiete anzueignen, und dies geschehe

*M. le Secrétaire d'Etat SZTERÉNYI parle enfin au nom de la Hongrie, qui s'efforcera très prochainement d'organiser toutes les assurances ouvrières.*

nicht bloß aus humanitären Gründen, sondern in Anerkennung eines berechtigten Anspruches der Arbeiter. Es sei heute bereits eine Tatsache, daß Ungarn so bald als möglich alle Zweige der Arbeiterversicherung einführen will. (Beifall.)

* * *

Hierauf wurde zur Wahl des Kongreßbureaus und der Vorsitzenden für die einzelnen Sitzungen geschritten, und zwar wurden per acclamationem gewählt:

*L'ordre du jour appelle la constitution du bureau et la désignation des présidents de séance. Sont nommés par acclamation:*

**in das Kongreßbureau:**

als Präsidenten:

**Bureau du Congrès:**

Présidents:

Julius Ritter von Kink, Präsident der n.-ö. Handels- und Gewerbekammer,

Dr. T. Bödiker, Geh. Oberregierungsrat,

Dr. Eugen von Philippovich, Hofrat;

als Sekretäre:

Secrétaires:

Dr. Max von Tayenthal, Sekretär der n.-ö. Handels- und Gewerbekammer,

Edouard Fuster, Secrétaire Général de l'association française des assurances sociales, Paris,

Dr. Gustav Mikusch, Konsulent der n.-ö. Handels- und Gewerbekammer.

**Sitzungs-Vorsitzende:**

Montag, den 18. September, 3- 5 Uhr nachmittags:

**Présidents de séance:**

Lundi, 18 Septembre, 3—5 heures de l'après-midi:

Julius Ritter von Kink, Präsident der n.-ö. Handels- und Gewerbekammer (Österreich),

Commendatoro Marco Besso (Italien),

Alexander Stoff, Conseiller privé (Rußland).

| Dienstag, den 19. September, 9—2 Uhr: | Mardi, 19 Septembre, 9—2 heures: |
|---|---|

A. Millerand, ancien Ministre (Frankreich),

Josef Szterényi, Staatssekretär (Ungarn),

Dr. Henderson, Universitätsprofessor (Vereinigte Staaten von N.-A.).

Dr. R. Macalester-Loup, Präsident der Staatsversicherungsbank (Niederlande).

| Mittwoch, den 20. September, 9—2 Uhr: | Mercredi, 20 Septembre, 9—2 heures: |
|---|---|

Werner, Geh. Oberregierungsrat (Deutsches Reich),

Jean Dubois, Directeur Général de l'Office du Travail (Belgien),

Ernst von Steiger, Nationalrat (Schweiz),

John May, Generaldirektor der Reichsversicherungsanstalt (Schweden).

| Donnerstag, den 21. September, 9—2 Uhr: | Jeudi, 21 Septembre, 9—2 heures: |
|---|---|

Commendatore V. Magaldi, Generalinspektor der Kredit- und Pfandleihanstalten im kgl. italienischen Ackerbau- und Handelsministerium (Italien),

Dr. Richard Hasenöhrl, k. k. Sektionschef (Österreich),

Dr. Heinrich Neumann, Staatsrat (Luxemburg),

Sir John A. Cockburn (Australien).

| Freitag, den 22. September, 9—2 Uhr; | Vendredi, 22 Septembre, 9—2 heures: |
|---|---|

Dr. Bödiker, Wirkl. Geh. Oberregierungsrat (Deutsches Reich),

Paulet, Directeur de l'Assurance et de la Prévoyance sociales (Frankreich),

C. Trap, Mitglied des Arbeiter-Versicherungsrates (Dänemark), D. J. Schloss, Enquiry officer (Großbritannien).

**Schlußsitzung:** | **Séance de clôture:**

Se. Exzellenz Dr. Ernest von Koerber, Ministerpräsident a. D.

* * *

Nunmehr teilte Schriftführer Dr. von TAYENTHAL noch mit, daß zahlreiche Werke in deutscher, französischer und italienischer Sprache dem Kongresse gewidmet wurden und den Mitgliedern im Auskunftsbureau, bezw. Lesesaal zur Verfügung stehen. Die Werke sind in folgendem Verzeichnis angeführt:

*M. le Secrétaire von TAYENTHAL indique le titre d'un certain nombre d'ouvrages mis à la disposition des Congressistes:*

1. Die deutsche Arbeiterversicherung als soziale Einrichtung (150 Exemplare).

2. Atlas der Arbeiterversicherung (150 Exemplare). — Ouvrages adressés par l'Office des assurances de Berlin. (Beide Werke vom Reichsversicherungsamte in Berlin dem Kongresse gewidmet.)

3. Regierungsrat Professor Klein in Berlin: Die deutsche Unfallstatistik, Referat an den VI. Internationalen Arbeiter-Versicherungs-Kongreß in Düsseldorf. (45 deutsche, 30 französische Exemplare.)

4. K. Hartmann: Les Tarifs de risques de l'Assurance-accidents de l'Empire allemand (25 Exemplaires).

5. Dr. E. Rumpf et Dr. L. Guinard: Memento à l'usage des malades atteints de tuberculose pulmonaire.

6. Charles de Sauteiron de St. Clément, capitaine d'artillerie, attaché au Bureau du Général-Inspecteur des constructions d'artillerie: Les accidents du travail dans les établissements militaires italiens.

7. Id. Rapporto sull' assicurazione contra gli infortuni della gente di mare.

8. Vorbericht über das Regierungsprogramm für die Reform und den Ausbau der österreichischen Arbeiterversicherung, von der Handels- und Gewerbekammer in Prag. (500 Exemplare wurden in die den Mitgliedern übergebenen Mappen eingelegt.)

9. Separatabdruck aus der Wochenschrift des n.-ö. Gewerbevereines: „Grundzüge eines Gesetzes über die Reform und den Ausbau der österreichischen Arbeiterversicherung" von Sekretär Dr. R. Kobatsch. (400 Exemplare.)

10. Über Reform und Vereinheitlichung der Arbeiterversicherung, von Paul Lohmar, Berufsgenossenschafts-Geschäftsführer. (300 Exemplare in deutscher Sprache.)

11. Cartes statistiques et Formulaires en usage à la Banque d'Etat pour les Assurances ouvrières à Amsterdam, mis à la disposition par M. le Président Dr. R. Macalester-Loup.

12. Formulare der Niederösterreichischen Arbeiter-Unfallversicherungs-Anstalt in Wien, bestimmt zur Illustration des Vortrages des Regierungsrates Dr. Schnitzler: „Über die Bestimmung des Grades der Unfallsinvalidität".

13. Dr. Scholl: Die Stellung der Ärzte zur geplanten Reform der Arbeiterversicherung.

14. Georges Paraf, Délégué du Ministère Français de l'Intérieur: Hygiène et sécurité du travail industriel.

15 Gustav Marburg: Soziale Reformen.

16. M. Grab Söhne: Statuten für die Arbeiter-Pensions-Kassa.

17. Paolina Schiff: Istituzione di una Cassa d'Assicurazione per la Maternità.

* * *

Ferner wies Herr Dr. von TAYENTHAL auf die schriftlichen und telegraphischen Begrüßungs-, bezw. Entschuldigungsschreiben hin, welche u. a. eingelangt sind von:

*M. le Secrétaire von TAYENTHAL communique divers messages ou télégrammes de sympathie ou d'excuse:*

Seiner Exzellenz dem Minister-Präsidenten Freiherrn von Gautsch,

Oberregierungsrat Weingärtner, Stuttgart,

M. Lepreux, Direktor der Banque Nationale de Belgique, Brüssel,
Senator Comm. Ernesto de Angeli, Mailand,
Deputierten Comm. Bruno Chimirri, Rom,
Kaiserl. Rat Jahn, Prag.

* * *

Endlich macht Dr. von TAYENTHAL noch einige geschäftliche Mitteilungen, betreffend den Empfang der Mitgliederabzeichen, Teilnehmerkarten, nachträglichen Referate usw., ferner über das Fest- und Vergnügungsprogramm und den gemeinsamen Mittagstisch im Volksgarten, worauf Se. Exzellenz Dr. von KOERBER die Eröffnungssitzung für geschlossen erklärt.

*Après diverses communications relatives à la réception des listes des membres, etc. la séance est levée.*

# I. Geschäfts-Sitzung.

## PREMIÈRE SÉANCE DE TRAVAIL.

**Montag, den 18. September 1905, 3 Uhr nachmittags.**

**Lundi, le 18 septembre 1905, 3 heures a. m.**

Den Vorsitz führen:
Präsident v. KINK (Österreich),
Commandatore Marco BESSO (Italien),
Geheimer Rat Alexander STOFF (Rußland).

*Présidents:*
*Mrs. le Président de KINK (Autriche),*
*Commandeur Marco BESSO (Italie),*
*Conseiller privé Alexander STOFF (Russie).*

Wirkl. Geh. Oberregierungsrat Dr. BÖDIKER leitet die Diskussion über den Gegenstand der Tagesordnung (Entwicklung der Arbeiterversicherung in den einzelnen Staaten seit dem ersten Kongreß zu Paris, 1889) mit folgenden Ausführungen ein:

„Meine Herren! Wir sind heute hier, um eine Generalrevue über das zu veranstalten, was seit unserem ersten Pariser Kongresse auf dem Gebiete der Arbeiterversicherung geschaffen ist. Zwar weist die Gesetzgebung der verschiedenen Länder in dieser Hinsicht noch große Lücken auf; daß aber, um diese Lücken auszufüllen, in der Tat schon viel geschehen ist, beweisen die zu diesem Gegenstand erstatteten zwanzig Referate. Diese zeigen, wie wir gekämpft, wie wir, resp. die verschiedenen Länder vorwärtsgestrebt haben, und wir können uns immerhin an dem erfreuen, was inzwischen geschehen ist.

Wenn bisher die Idee der Arbeiterversicherung in immer weitere Kreise gedrungen ist, so dürfen wir ohne Überhebung sagen — wie dies heute morgen insbesondere auch von Herrn Millerand anerkannt worden ist — daß unsere Kongresse dazu einen wesentlichen Beitrag geliefert haben.

Bei der Verbreitung der Arbeiterversicherungsidee auch außerhalb unseres Kongresses waren unermüdlich einige zu uns gehörende, unter uns weilende Herren tätig, deren ich bei dieser Gelegenheit besonders gedenken will: Es sind dies, abgesehen von meinem lieben Landsmann und langjährigen Mitarbeiter im Reichs-Versicherungsamt Herrn Dr. Zacher, unser sehr geschätzter Generalsekretär Fuster und sein Landsmann Herr Maurice Bellom. Meine verehrten Herren! Ich möchte zu den Akten unseres Kongresses konstatieren, welche großen Verdienste sich namentlich die Herren Fuster und Bellom um unsere Sache erworben haben. Sie waren es, welche durch die Übersetzung der verschiedenen Gesetze, Gesetzentwürfe, Reden in die französische Sprache die Lehren propagierten. Denn was nützen die besten Lehren, wenn sie keine Aposteln finden? Ich benütze die erste Gelegenheit, ihnen unseren Dank auszusprechen (Beifall), und Sie haben durch Ihren Beifall bewiesen, daß Sie einverstanden sind.

Wir müssen Kongresse abhalten, um die öffentliche Meinung für uns zu gewinnen und Hilfstruppen hüben und drüben aufzustellen. Denn wir sind ein Agitationskongreß. Wir haben von vornherein eine bestimmte Fahne entrollt, uns ein bestimmtes Ziel gesteckt; jener Fahne folgen wir, in verschiedenen Abteilungen, aber einem Ziel entgegen, dem der Fürsorge für die arbeitenden Klassen in Krankheits-, Unfall-, Invaliditätsfällen, demnächst der Witwen- und Waisenfürsorge. Ich hatte den Vorzug, vor vier Wochen einem der Kongresse in Lüttich zu präsidieren, der sich einen Kongreß zum „Studium der Verhältnisse des Mittelstandes“ nannte. Er will Material sammeln und dieses allen zugänglich machen. Aber er hat kein eigenes Programm, keine feste Idee und beschließt keine Resolutionen. Der heutige Kongreß dagegen hat ein Programm, das heute und morgen von verschiedenen Herren in beredter Weise unter Hinweis auf die einzelnen Länder erörtert werden wird.

Ich darf hier wohl an das Wort eines belgischen Freundes, der auch heute hier zugegen ist, erinnern, ein Wort, das er aussprach, als er im Jahre 1902 die deutsche Arbeiterversicherung beim Düsseldorfer Kongreß am Werke sah. Es lautet: *„Vous avez bouleversé notre opinion“*. Sie haben unsere Meinung total umgestaltet. (Dubois: Sehr richtig.)

Aus den Büchern allein ist die Sache nicht zu lernen. Gerade so wie jemand in die Operationen von Truppen nur dann einen richtigen Einblick gewinnen kann, wenn er sie wirklich marschieren und operieren sieht, ebenso kann man eine so komplizierte Sache wie unsere Versicherungsorganisationen nicht zutreffend beurteilen, wenn man sie nicht am Werke sieht.

Gleichwohl sind die Referate von größter Bedeutung, denn nicht Alle können zu Kongressen oder zum Studium der Dinge nach Deutschland etc. kommen, und viele fühlen auch das Bedürfnis, in der Studierstube noch einmal alles durchzusehen und es auf der Goldwage des Verstandes zu prüfen. Bei den Debatten stehen wir unter dem Eindrucke der Redner, aber diese Eindrücke sind vorübergehend. In den Referaten dagegen ist die abgeklärte Ansicht sachverständiger Männer dauernd niedergelegt und jeder kann zuhause für sich ihre Ausführungen studieren und nachprüfen. Er hat das gesamte Material beisammen, er kann etwaige Zweifel beseitigen und andere Zweifel steigen bei näherem Hinsehen in ihm auf. Wenn Sie das Bild gestatten, möchte ich sagen, die Referate sind die Magazine unserer Wissenschaft. Wie es z. B. im benachbarten Mähren in früheren Jahren Getreidemagazine gab, welche eine Art von Zwangsgenossenschaften darstellten, wo die Landsleute Getreide abliefern mußten und aus denen sie wieder Getreide zur Einsaat bezogen, so sind auch unsere Referate Magazine, in denen wir wie reifes Getreide unsere Ideen als Saatgut aufspeichern, dazu bestimmt, neue Ideen, neuen Nutzen daraus hervorgehen zu lassen. Ein lateinisches Sprichwort sagt: „Scripta manent". Auf unsere Referate können Gelehrte und Gesetzgeber immer zurückkommen und wir selbst haben oft auf die Referate der früheren Kongresse zurückgegriffen.

Meine Herren, es würde mich zu weit führen, wenn ich ein Resumé meines Referates oder gar der übrigen geben wollte. Aber das darf ich aussprechen, daß sich ausweislich der Referate die Idee der Zwangsversicherung — unbeschadet der Form — immer mehr Bahn bricht. So sehen wir die Versicherung in Österreich, Deutschland, Luxemburg vollständig auf dem Zwangsprinzip aufgebaut. Es berichten deswegen Dubois über Belgien, Magaldi über Italien, Hjelt über Finnland; in Frankreich

wirken in diesem Sinne Millerand, Paulet, Fuster. Wir haben Gesetze dieser Art in Norwegen, Holland und Neuseeland, und auch in Schweden, Dänemark, Ungarn, der Schweiz, Rußland, Spanien hat man wenigstens minder oder mehr bedeutende Entwürfe eingebracht. Ich bin überzeugt, daß auch in diesen Ländern bis zum nächsten Kongreß viel geschehen sein wird.

Wenn ich mich jetzt nach dieser Generalübersicht auf das Deutsche Reich zurückziehe, so brauche ich wohl nicht viel zu sagen; denn im allgemeinen liegt alles offen vor Ihren Augen, und was etwa noch zu bemerken ist, steht in meinem Referat. Ich will nur die Gelegenheit benützen, einzelnen Herren vom Ausland gegenüber einen Punkt klarzustellen. Man hört immer noch im Auslande die Behauptung, wir hätten in Deutschland eine Staats-Zwangsversicherung, und stellt dieser gegenüber die Privatversicherung. So stellt Herr Mayen in seinem Referate die *Assurance privée* der *Assurance par l'Etat* gegenüber. In Deutschland, meine Herren, haben wir keine Staatsversicherung, sondern nur eine vom Staate eingeführte Versicherung, die durchaus auf Selbstverwaltung beruht. Der Staat ist nur so weit beteiligt, daß er das Gesetz gegeben hat, aber nachdem diese Basis geschaffen war, setzte die private Tätigkeit ein. Der Staat selbst hat nicht zu bauen angefangen, sondern diese Aufgabe wurde einer Behörde übertragen, die auch ihrerseits durchaus auf Selbstverwaltung beruht, selbstverwaltungsgemäß organisiert ist, dem Reichsversicherungsamt, in dem Arbeitnehmer, Arbeitgeber und die verbündeten Regierungen vertreten sind. Die hier anwesenden Herren aus den Berufsgenossenschaften und Versicherungsanstalten werden bestätigen, daß sie sich ganz frei organisiert haben, vollkommen frei handeln und daß sie sich freier fühlen, als irgend eine Stadt oder Kommune, und sei es in dem freiesten Lande. Aber auch die Krankenkassen sind freiheitlich organisiert, und eine *Assurance de l'Etat* oder *par l'Etat* existiert in Deutschland nicht. Machen Sie also, was Deutschland anlangt, einen dicken Strich durch dieses Wort.

Meine Herren! Wenn sie der Selbstverwaltung das Wort reden, so finden Sie mich ganz auf Ihrer Seite. In der Freiheit arbeitet es sich ja noch einmal so gut, und die Männer aus Deutschland werden es bestätigen, daß sie die Freiheit gut zu

verwerten vermögen. Man möge daneben Reformen vorschlagen so viele man will.

Was immer man an den bestehenden deutschen Gesetzen auszusetzen haben mag, im ganzen wird man sich doch an den bisherigen Gesetzen hoch erfreuen können, und dankbar müssen wir unseres hochseligen großen Kaisers und seines unvergleichlichen Kanzlers gedenken, weil sie die Initiative zu diesem Werke praktischer Nächstenliebe ergriffen haben. Vielfach will man uns im Auslande nicht recht glauben, wenn wir jener Freude Ausdruck geben, aber ich rufe Herrn Fuster als Zeugen dafür an, daß wir in Deutschland unsere Arbeiterversicherung nicht missen möchten, daß wir unsere Angelegenheiten selbst zu verwalten gelernt haben, und daß wir uns keineswegs durch staatlichen Zwang bedrückt fühlen. Den Staat verehren wir sehr und wir haben einen großen Respekt vor ihm. Aber in der Verwaltung sind wir doch freiheitlich gesinnt, und wenn Sie in anderen Staaten die Versicherung einführen und einen ähnlichen Weg gehen wollen, wie wir ihn vorgezeichnet haben, dann wünschen wir Ihnen nur, daß Sie die gleiche Zufriedenheit derer, die zur Verwaltung berufen sein werden, erreichen mögen, wie es in Deutschland der Fall ist." (Lebhafter Beifall.)

*(M. le Président BÖDIKER ouvre la discussion sur le premier sujet inscrit à l'ordre du jour: Le développement de l'assurance ouvrière dans les divers pays depuis le 1er Congrès de Paris (1889).*

*L'idée de l'assurance ouvrière pénètre toujours plus profondément dans les esprits: c'est en grande partie à nos Congrès que l'on doit ce résultat, et aux travaux des spécialistes membres de ces Congrès (M. Bödiker rend hommage particulièrement aux publications de M. M. Bellom et Fuster). Nos Congrès sont des congrès d'agitation, des leçons de choses; on y voit de près le fonctionnement pratique des institutions du pays qui nous reçoit. Mais les rapports aussi ont une grande valeur: ils constituent les magasins où le législateur va chercher son blé. — L'idée de l'assurance obligatoire fait des progrès partout. A ce propos, on a le tort dans certains pays de confondre assurance obligatoire et assurance par l'Etat. En*

*Allemagne l'Etat n'est intervenu que pour donner le mouvement; depuis lors, tout repose sur la gestion autonome par d autorités locales ou des groupes d'intéréssés; il n y a pas en Allemagne d'assurance par l'Etat. Nous pratiquons la liberté. Nous aimons nos assurances et ne nous sentons nullement opprimés. Nous souhaitons pareil contentement à tous ceux qui, ailleurs, seront appelés à gérer l'assurance ouvrière.)*

* * *

Sir John A. COCKBURN, ehemaliger Premier-Minister von Süd-Australien und Delegierter des Australischen Staatenbundes, bemerkt, daß er mit Rücksicht auf die große Zahl derjenigen, die zum Wort gelangen wollen, nur wenige Minuten die Aufmerksamkeit der Zuhörer in Anspruch nehmen werde und seinen Berichten, die er an den Düsseldorfer und Wiener Kongreß erstattet hat, nur wenig hinzuzufügen habe.

Im übrigen führt er folgendes aus:

*The Royal Commission appointed by the Commonwealth Government to enquire into a system of old age pensions for the whole of Australia had taken much evidence and its report was awaited with interest. The care of the young, the sick and injured and the aged was one of the cardinal duties of an organised community and the degree, to which this duty was performed, might be accepted as the index of the civilisation of a nation. Australia was alive to this obligation and, having led the way in so many branches of social legislation, would not be lacking in this. Nothing destroyed health so quickly as anxiety for means of support. Provision for old age prolonged the life of the individual, raised the average duration of life for the community and was the litteral fulfilment of the fifth commandment which conveyed this promise.*

*(M. COCKBURN, ancien premier ministre de Sud-Australie, indique que la Commission d'enquête sur les retraites, nommée par le Commonwealth, aura bientôt achevé les travaux. Le degré de civilisation d'une nation se mesure au soin qu'elle prend des faibles. L'Australie, qui a une legislation ouvrière avancée, se promet de la compléter par les retraites. Rien*

*n'abrège la durée de la vie autant que le souci du lendemain. Donner des retraites, c'est augmenter la durée de la vie de chacun pour le plus grand profit de la société.)*

* * *

Dr. Max LAYER, k. k. Professor an der Universität in Wien, erklärt, daß er seinem Referate über die österreichische Arbeiterversicherung Nichts hinzuzufügen habe. Er will nur darauf, hinweisen, daß die Entwicklung der österreichischen Arbeiterversicherung gegenwärtig besonderen Anspruch auf allgemeine Aufmerksamkeit erheben darf, weil mit Rücksicht auf das von der Regierung ausgegebene Programm über die Reform und den Ausbau der Arbeiterversicherung eine neue Epoche der Entwicklung angekündigt wurde. Von den vielen Neuerungen im Entwurfe sind für die Verhandlungen des Kongresses besonders zwei von Bedeutung, nämlich die Einführung der Invaliditäts- und Altersversicherung, ferner die Umformung der Organisationen im Sinne von Vereinheitlichungen und Vereinfachungen. Da diese Gegenstände besondere Programmpunkte bilden und dabei auch der Entwurf gewiß zur Diskussion gelangen wird, beschränkt sich der Redner vorläufig auf diesen kurzen Hinweis.

*(M. le professeur LAYER, sans revenir sur son rapport, indique l'intérêt général du projet autrichien, qui tend non seulement à organiser les retraites mais encore à simplifier et unifier les assurances.)*

* * *

Dr. Charles HENDERSON, Professor an der Universität in Chicago, fügt seinem Berichte über die Arbeiterversicherung in den Vereinigten Staaten von Nordamerika folgende Bemerkungen an:

*I have little to add to my printed report on the progress of workingmen's insurance in the United States. There may be found the indications of a beginning of this great work by friendly societies, by employers, industrial corporations and*

*political authorities. When the economical conditions are further developed, as in older lands, it will be found that a spirit of idealism exists which will respond to the demands of national interest and justice. The nation has demonstrated in its unparalleled veteran-pension-system that it is ready to make extraordinary sacrifices in fullfilling its social obligations. Already many of our greatest industrial leaders have voluntarily made hopeful beginnings with various forms of industrial insurance. In the development of the proper institutions we shall owe much of suggestion and inspiration to the German as well as to the French and other peoples.*

Dr. HENDERSON gibt nach seinen englischen Ausführungen noch folgenden Gedanken in deutscher Sprache Ausdruck:

Wie Professor Münsterberg gezeigt hat, gibt es in den Vereinigten Staaten einen Idealismus, welcher für die Zukunft in jedem einzelnen Staate, vielleicht in der Union selbst, ein Arbeiterversicherungsgesetz erhoffen läßt. Wenn sich das ökonomische Verhältnis in Amerika so geklärt hat, wie in den alten Ländern, dann werden diese Gesetzesformen und namentlich das Beispiel Frankreichs von großer Bedeutung sein, weil dort wie in den Vereinigten Staaten von Nordamerika und in England die auf Gegenseitigkeit beruhenden Kassen, die Friendly Societies, eine große Ausbreitung haben.

Arbeiterversicherungsgesetze für Amerika sind heute freilich nur ein Traum, eine Hoffnung, aber es sind ja die Hoffnungen und die Träume, welche die Tatsachen aus dem Nichts schaffen, und Redner spricht seine Freude darüber aus, daß er bei dem Kongreß seine eigenen Hoffnungen verstärken, seinen eigenen Geist erforschen konnte, um mit erneutem Mut schriftlich und mündlich in seinem Vaterlande für den Gedanken der Arbeiterversicherung tätig sein und für den Sieg des Rechtes kämpfen zu können. (Beifall).

*(M. le Professeur HENDERSON de Chicago rappelle qu'on voit aux Etats-Unis beaucoup d'essais d'assurances industrielles et que le système des pensions militaires est un modèle. L'exemple de la France (Sociétés de secours mutuels) exercera une grande influence dans ce pays.)*

* * *

Dr. R. MACALESTER-LOUP *(président de la Banque nationale des assurances de Hollande),* Vorsitzender der Staats-Versicherungsbank in Amsterdam, bemerkt zu seinem Bericht über die Gesetzgebung in den Niederlanden:

*„Messieurs, J'ai tâché de vous donner un aperçu de ce qui a été fait et de ce qui a été préparé chez nous dans le domaine de l'assurance ouvrière. Le texte vous a été présenté en allemand; le texte français ne tardera pas à paraître. Je ne répéterai pas ce que je viens de développer; je me borne à indiquer brièvement que nous avons une assurance-accidents suivant de près la loi autrichienne, mais faisant dater les allocations depuis le jour suivant l'accident, et qu'un projet sur l'assurance-maladies a été présenté, suivant le même ordre d'idées que les lois allemandes et autrichiennes, avec deux autres projets de loi pour l'extension de l'assurance-accidents à l'agriculture et à la pêche maritime et un projet visant l'assurance-invalidité.*

*Je n'ai à ajouter que quelques mots. Et tout d'abord je peux confirmer que nonobstant le changement de ministère, fruit des élections générales, la politique sociale ne chômera pas. Au contraire le nouveau gouvernement vient d'inaugurer sa tâche par l'institution d'un département spécial, embrassant le commerce, l'industrie, l'agriculture et la législation du travail, enfin tout ce qui touche immédiatement à la vie économique de la nation. Le nom du titulaire désigné, M. Veegens, qui a sa place marquée dans l'histoire de notre évolution sociale de la dernière trentaine d'années, offre une garantie que la législation sociale ne sera pas le dernier de ses soucis. Aussi mes informations me permettent de constater que, s'il retire les projets présentés par son prédécesseur, ce ne sera que reculer pour mieux sauter. Après un nouvel examen qui n'exigera que peu de temps, il se hâtera de présenter de nouveau les projets sur l'assurance-maladies, sur la modification de l'assurance-accidents et sur l'extension de cette asssurance à l'agriculture et à la pêche maritime; et même je crois savoir qu'il y ajoutera un autre, pour combler une lacune que je viens d'indiquer dans mon aperçu, c'est-à-dire sur l'assurance contre les accidents du personnel employé dans la marine marchande, le projet*

*d'assurance maritime du gouvernement dernier se bornant à la pêche. En revanche il est à présumer que le projet sur l'assurance contre la vieillesse et l'invalidité ne sera pas maintenu, non pas pour être abandonné pour tout de bon, mais pour être remis à l'ordre du jour à une époque plus favorable au point de vue des finances de l'Etat. Dans le système du projet, un subside annuel de six millions de florins a été prévu pour faire face aux dépenses exigées par les dispositions transitoires. Or le budget de l'Etat se solde en déficit même en dehors de cette dépense, et il est à craindre que ce déficit n'aille en croissant, grâce aux dépenses nécessitées par diverses lois des dernières années. Dans ces circonstances le gouvernement se verra obligé de tenir en portefeuille tout projet entraînant des dépenses quelque peu considérables jusqu'à ce que notre système financier ait subi les réformes nécessaires.*

*En attendant, quoique l'argent fasse défaut, la critique des journaux et des réunions politiques s'est attaquée avec une violence extrême au projet sus-cité en le taxant d'insuffisance manifeste, à cause des pensions dérisoires servies à un âge beaucoup trop élevé. Cette critique n'était guère raisonnable, car elle oubliait trop que c'est vraiment fort facile de rédiger des articles admirables promettant des pensions convenables à tout le monde à un âge peu avancé, mais que de ce train les dépenses auxquelles il faut faire face, s'augmentent d'une manière gigantesque. Toutes les modifications du projet, améliorant la situation des pensionnaires, mettent de nouvelles entraves à sa réalisation, tandis que si l'on parvenait à faire voter le projet tel qu'il est, la situation des travailleurs serait égale, sur quelques points supérieure, à celle des ouvriers allemands, ce qui serait autant de gagné. Peut-être la critique aurait été mieux fondée si elle s'était occupée de savoir si l'apparat projeté n'était pas trop compliqué et coûteux eu égard au résultat qu'on s'est proposé. Le délai indispensable aura cet avantage qu'on pourra étudier le mouvement qui se produit en Allemagne et en Autriche pour la simplification et l'unification des différentes assurances sociales et qu'on pourra se prévaloir de l'expérience de ces pays, représentant pour nous l'avant-garde sociale. Felix quem faciunt aliena pericula cautum!*

*En attendant, la question se pose de savoir si l'on n'a pas quelque peu négligé de profiter de l'expérience de l'étranger en élaborant le projet d'assurance-maladies. En effet ce projet s'écarte sensiblement du système adopté dans la loi sur l'assurance-accidents, vu que cette loi a fait table rase de tout ce qui existait comme fruit de l'initiative privée, en inaugurant un système centralisateur à outrance, tandis que le projet sur l'assurance-maladies, tout en couvrant le pays d'un réseau de caisses officielles, reconnaît les caisses existantes, patronales ou autres, à condition qu'elles se conforment à quelques règles prescrites par la loi. En général la critique a applaudi à ce système, en tant qu'il s'inspire de l'idée qu'il faut tirer parti de ce que l'initiative privée a fait et que l'administration comme le contrôle doit être exercée sur place et non pas dans le centre du pays. Même on a renchéri sur ces idées en demandant d'une part plus de liberté d'action pour les caisses patronales, d'autre part des dispositions favorables au développement des caisses libres, de crainte que les caisses officielles ne parviennent à étouffer toutes les autres. Il importe d'examiner le projet d'un autre point de vue en recherchant s'il n'y a pas moyen, en vue d'une gestion économique et d'un contrôle efficace et uniforme, de créer une collaboration plus intime entre les deux services de l'assurance-accidents et de l'assurance-maladies. D'ailleurs on ignore encore dans quel sens le nouveau ministre modifiera le projet. Peut-être saura-t'il résoudre le problème de la conciliation des différents intérêts en cause.*

*Quant aux projets de loi sur l'assurance agricole et l'assurance maritime, il est à présumer qu'ils seront présentés de nouveau sans modifications importantes. Dans les cercles des intéressés, que d'ailleurs le gouvernement a consultés avant d'élaborer ses textes, on s'est généralement prononcé en faveur de ces projets.*

*J'espère qu'à une nouvelle réunion de notre congrès, je pourrai faire mention de quelques lois votées, car cette fois je me vois obligé de me borner à quelques propositions dont le sort est fort incertain encore.*

* * *

John MAY, Oberdirektor und Chef der schwedischen Reichsversicherung-Anstalt in Stockholm, faßt seinen Bericht über die Entwicklung der Arbeiterversicherungs-Anstalt in Schweden folgendermaßen zusammen:

Die Arbeiterversicherung ist in Schweden schon seit mehreren Jahren ein Gegenstand offizieller Diskussion. Bereits im Jahre 1884 wurde die Frage im Reichstage von einem Abgeordneten aufgerollt und ein Komitee, das sogenannte Arbeiterversicherungs-Komitee, eingesetzt, das nach und nach verschiedene Gutachten erstattete und Gesetzesvorlagen ausarbeitete. Von diesen Vorlagen führte eine zur Ausfertigung des Gesetzes, betreffend den Schutz gegen Gefahren im Betriebe, vom 10. Mai 1889. Im Jahre 1890 übermittelte der König dem Reichstag eine Gesetzesvorlage über die Versicherung gegen Unfälle bei der Arbeit, welche sich an die entsprechende Vorlage und die Gutachten des Arbeiterversicherungs-Komitees anlehnte.

Diese Vorlage und andere Gesetzesentwürfe wurden jedoch vom Reichstage hauptsächlich deshalb verworfen, weil die Regierung das Prinzip der Zwangsversicherung, der Reichstag hingegen das Haftpflichtprinzip vertrat.

Ein Zwangsgesetz für die Unfallversicherung wurde zwar vom Reichstage wiederholt abgelehnt; dagegen wurde im Jahre 1891 die Krankenkassenvorlage des Arbeiterversicherungs-Komitees vom Reichstage angenommen, worauf das bezügliche Gesetz ausgefertigt wurde.

Auch zwei die Invaliditätsversicherung betreffende Gesetzentwürfe wurden von der Regierung dem Reichstage vorgelegt, von diesem aber abgelehnt. Das gleiche Schicksal erfuhr 1898 ein neuer, von der Regierung ausgearbeiteter Gesetzentwurf über die Versicherung von Pensionen oder Leibrenten. Die Regierung nahm aber die Frage der Invalidenversicherung abermals in den Jahren 1900 und 1901 auf und brachte eine Gesetzesvorlage, betreffend die Entschädigung von Betriebsunfällen, vor den Reichstag.

In dieser Vorlage waren die vom Reichstage bei früheren Entwürfen gewünschten Abänderungen berücksichtigt und insbesondere einem Beschlusse der zweiten Kammer dadurch

Rechnung getragen, daß nach der neuen Vorlage die freiwillige Versicherung, durch welche die Arbeitgeber von der Haftpflicht befreit werden, bei einer zu diesem Zweck eingerichteten, nicht auf Gewinn berechneten, aus öffentlichen Mitteln verwalteten Reichsversicherungs-Anstalt abgeschlossen werden konnte. Diese Gesetzesvorlage der Regierung wurde vom Reichstage mit einigen Änderungen angenommen, worauf der König im Jahre 1901 das Gesetz, betreffend Entschädigungen für Verletzungen infolge von Unfällen bei der Arbeit, ausfertigen ließ, welches am 1. Juni 1903 in Kraft trat.

Das Gesetz statuiert für die Unternehmer der ihm unterworfenen Betriebe bei Betriebsunfällen der von ihnen beschäftigten Arbeiter, bezw. Vorarbeiter eine Schadenersatzpflicht, welche jedoch nicht eintritt, wenn der Unfall auf grobes Verschulden des Betroffenen oder Vorsatz zurückzuführen ist, sei es nun, daß eigener Vorsatz oder Vorsatz eines nicht mit der Betriebsleitung oder Betriebsaufsicht befaßten Dritten vorliegt.

Gegen die aus dem Gesetz ihnen erwachsende Verpflichtung können sich die Unternehmer bei der Reichsversicherungsanstalt mit der Wirkung versichern, daß sie bis zum Betrage dieser Versicherung von der Ersatzpflicht befreit sind. Ferner können sich zur Zahlung einer Leibrente verpflichtete Unternehmer durch Erlag des Kapitalswertes der Rente bei der Anstalt von jeder weiteren Zahlung befreien.

Diese Anstalt ist auch verpflichtet, über Verlangen der Parteien oder der Gerichte bei Unfällen, welche sich in nicht bei ihr versicherten Betrieben ereignet haben, kostenlos Gutachten über das Zutreffen der Haftpflicht, sowie über das Maß der Verminderung der Erwerbsfähigkeit zu erstatten.

Der aus der Konkursmasse eines Betriebes für die Befriedigung der Ersatzansprüche Verunglückter erübrigende Betrag soll zum Einkaufe von Leibrenten bei der Anstalt verwendet werden, sofern die resultierende Rente mindestens 45 Kronen jährlich beträgt.

Auch Arbeiter, gleichviel, ob sie bei einer nach dem Gesetze haftpflichtigen Unternehmung oder anderweitig beschäftigt sind, können sich bei der Anstalt gegen die Folgen von Unfällen auf Schadenersatz versichern.

Die Versicherungsbeiträge werden von der Anstalt, deren Organisations- und Verwaltungskosten der Staat trägt, nach versicherungstechnischen Grundsätzen unter Berücksichtigung der Unfallsgefährlichkeit der Betriebe festgesetzt. Vom 1. Januar 1903 an, dem Tage, an welchem das Unfallentschädigungsgesetz in Kraft trat, hat die Anstalt Versicherungen auf Ersatzpflicht gewährt.

Die für die Reichsversicherungsanstalt geltende Instruktion enthält im wesentlichen folgende Bestimmungen: Die Einhebung der Versicherungsbeiträge und der Deckungskapitalien für Leibrenten, sowie die Auszahlung der Entschädigungen liegt der Postsparbank ob, welche auch die Gelder zu verwalten und im Einvernehmen mit der Reichsversicherungsanstalt Reglements über die Behandlung der Versicherungsgeschäfte zu erlassen hat.

Die Anstalt hat alljährlich über ihre Tätigkeit der Regierung Bericht zu erstatten und dabei auch eine Übersicht über den Stand der Versicherungsfonds (Prämien-Reserven, Sicherheitsfonds u. dgl.) vorzulegen.

Die Versicherungsprämien werden von der Anstalt in jedem besonderen Falle bestimmt. Um jedoch die Agenten, welche die Versicherungstätigkeit der Anstalt vermitteln, in die Lage zu setzen, den Arbeitgebern beiläufige Angaben über die Höhe der Prämien zu machen, hat die Anstalt ein Verzeichnis gewisser wichtigerer Betriebe mit den zugehörigen Gefahrenklassen ausgearbeitet, worin die für jede Gefahrenklasse im allgemeinen geltenden niedrigsten und höchsten Prämien für einen Vollarbeiter angegeben sind.

Die Anstalt hat ihren Berechnungen der Kapitalwerte der Leibrenten für Invalide die Erfahrungen über die Sterblichkeit unter der Bevölkerung Schwedens während der Jahre 1881 bis 1890 zugrunde gelegt und dabei vorsichtshalber einen Zinsfuß von $3^1/_2\%$ angenommen, obwohl sie gegenwärtig noch eine höhere Verzinsung erzielt. Maßgebend für die Wahl dieser Grundlagen war hauptsächlich der Mangel einheimischer Erfahrungen über Invalidensterblichkeit.

Die im Jahre 1884 eingesetzte, schon eingangs erwähnte Arbeiterversicherungs-Kommission hielt es zunächst für angezeigt, die im Reiche schon bestehenden Kranken-, Sterbe-,

Begräbnis-, Pensions- und übrigen Kassen für Arbeiter zu untersuchen und so ein reichhaltiges Material zu sammeln, welches der Gegenstand einer sehr sorgfältigen und verdienstlichen Bearbeitung wurde.

Die Kommission entwarf den Vorschlag zu einem Gesetze, betreffend Krankenkassen, das ausschließlich für solche Kassen gelten sollte, die eine Krankenunterstützung mit oder ohne Begräbniskostenersatz gewährten und sich freiwillig unter den Schutz des Gesetzes stellen wollten. Dieser Gesetzentwurf enthielt nach ausländischem Muster zwei Arten von dergleichen Kassen: registrierte und anerkannte.

Dieser etwas umgearbeitete Gesetzentwurf wurde von dem Reichstage im Jahre 1891 angenommen. Das Gesetz normiert die Bedingungen, unter welchen Krankenkassen die Rechte von behördlich registrierten Krankenkassen erlangen können.

Die Registrierung können vor allem nur solche Krankenkassen beantragen, welche mindestens 25 Mitglieder zählen, einen Vorstand einsetzen und Statuten errichten, welche den Anforderungen des Gesetzes entsprechen.

Die registrierten Krankenkassen haben alljährlich innerhalb vorgeschriebener Fristen und nach vorgeschriebenen Formularien Berichte über ihre Verwaltung der Registrierungsbehörde vorzulegen, welche auch befugt ist, die Verwaltung der Kassen amtlich zu untersuchen. Hierauf gewährt der Staat den registrierten Krankenkassen unter gewissen Bedingungen Beiträge zu den Verwaltungskosten. Ende 1901 bestanden 1619 registrierte Krankenkassen, denen beinahe 300.000 Personen angehörten.

Die soziale Gesetzgebung auf dem Gebiete der Arbeiterversicherung in Schweden ist also noch im Entstehen. Doch gab der Referent der Hoffnung Ausdruck, daß der Zeitpunkt nicht mehr so ferne ist, wo nicht nur die Reformierung und Ergänzung der schwedischen Arbeiterversicherung möglich ist, sondern wo auch die Einführung der Invaliditäts- und Altersversicherung als fernere Zweige der sozialen Versicherung in die Erscheinung treten wird. Auch der schwedische Reichstag hat die hohe Bedeutung dieser Frage anerkannt und schon seit dem Jahre 1896 einen jährlichen Betrag von 1,400.000 schwedischen Kronen für den sogenannten Arbeiterversicherungsfonds be-

willigt. Dieser Fonds beträgt jetzt 17 Millionen Kronen und ist hauptsächlich dazu bestimmt, bei einer künftigen Invaliditäts- und Altersversicherung die Interessen der beim Inkrafttreten des Gesetzes lebenden Generationen zu dienen.

*(M. MAY, Directeur de l'Office royal des assurances de Suède, rappelle les échecs successifs de divers projets de loi sur l'assurance obligatoire contre les accidents et contre l'invalidité, puis le vote de la loi sur l'assurance-accidents en 1901 (réparation obligatoire, mais assurance seulement facultative auprès de la Caisse royale). Le rapporteur décrit succinctement le fonctionnement de cette Caisse. Il expose ensuite les dispositions principales de la loi de 1891 sur les Caisses de maladie. Il espère que la législation fera bientôt un pas en avant, en réformant ces assurances et en instituant l'assurance contre l'invalidité. Un Fonds spécial, créé en 1896, atteint déjà 17 millions de couronnes et servira surtout en faveur des générations vivant au moment de l'entrée en vigueur de l'assurance-invalidité.)*

* * *

Dr. Heinrich NEUMANN, Staatsrat in Luxemburg, hat seinem Referate über die Arbeiterversicherung in Luxemburg nur einige Worte hinzuzufügen. Er verweist auf das erst kürzlich abgeschlossene Übereinkommen zwischen Luxemburg und dem Deutschen Reiche vom 2. September 1905, wonach Angestellte reichsdeutscher Firmen, welche vorübergehend (d. h. voraussichtlich nicht länger als 6 Monate) in Luxemburg arbeiten lassen, in ihrem Vaterlande gegen Unfall versichert bleiben, während die Angestellten luxemburgischer Unternehmer, welche im Deutschen Reiche vorübergehend arbeiten, der luxemburgischen Unfallversicherung weiterhin unterstehen. Auf diese Weise wird eine Doppelversicherung ausgeschlossen. Dieses Abkommen ist der vierte internationale Vertrag, welchen das Großherzogtum in dieser Richtung abgeschlossen hat und zwar bestehen schon zwei Abkommen mit dem Deutschen Reiche, ferner ist eines mit Belgien bis zur Unterschrift fertig,

weiters eines mit Italien, während eines mit Frankreich sich einstweilen noch in Vorbereitung befindet. Luxemburg ist mit gutem Beispiele dabei vorangegangen, zu zeigen, wie die Härten der Doppelversicherung verhindert werden können.

*(M. le conseiller d'Etat NEUMANN (Luxembourg), fait brièvement allusion aux traités internationaux que le Luxembourg a conclus avec les Etats voisins pour régler la situation des ouvriers étrangers ou inversement la situation des Luxembourgeois travaillant dans un Etat voisin.)*

* * *

Graf L. B. SKARZYNSKI, vom kaiserl. russischen Finanzministerium Petersburg, macht zu seinem im Verein mit Geheimrat Dr. Alexander Stoff (Petersburg) ausgearbeiteten Referat über Rußland folgende ergänzende Bemerkung:

„Wie aus dem von Geheimrat Stoff und mir verfaßten Berichte hervorgeht, ist in allen Regierungsunternehmungen eine Versorgung der Arbeiter auch für die Zeit der Arbeitsunfähigkeit seit einer Reihe von Jahren durchgeführt, u. zw. in etwas breiterem Maße als in vielen anderen Ländern, weil nicht nur eine Versorgung der Arbeiter, sondern auch der Witwe und der hinterbliebenen Kinder geschaffen wurde. Leider erstreckte sich das Gesetz ursprünglich nur auf die der Regierung gehörigen Fabriken, Bergwerke, Hüttenwerke, Eisenbahnen usw.; erst später wurde auch eine Versorgung der bei den Privatbahnen Angestellten vorgesehen. Für die übrigen Privatunternehmungen gibt es keinerlei derartige Bestimmungen und lange Zeit waren sogar die verunglückten Arbeiter auf den gerichtlichen Weg angewiesen, um eine Entschädigung zu bekommen. Erst durch ein Gesetz vom 6. Juli 1903, das den damaligen Finanzminister Sergius v. Witt zum Urheber hatte, wurde der Grundsatz der Haftpflicht vollständig verwirklicht. Die Folge des Gesetzes war, daß sich fast alle Unternehmer zu Versicherungsgesellschaften vereinigten oder sich bei Privatgesellschaften versicherten. Aber auch in der Richtung der obligatorischen Versicherung wurde, hauptsächlich über Anregung der Gesellschaft für Förderung der Industrie und des Handels Rußlands, viel gearbeitet. Am

12. Dezember 1903 wurde vom russischen Kaiser die obligatorische Versicherung der Arbeiterschaft versprochen und seine Majestät interessiert sich so sehr für die Versicherungsangelegenheiten, daß er mir die hohe Auszeichnung zuteil werden ließ, mir den Dank für mein Buch über die Versicherung der verunglückten Arbeiter auszusprechen.

Infolge des Ukases vom 12. Dezember 1903 wurde an der Vorbereitung eines Gesetzentwurfes gearbeitet, welcher sämtliche Zweige der Arbeiterversicherung umfassen soll. Von der Erledigung dieses Entwurfes in den gesetzgebenden Körperschaften wird es abhängen, wie bald Rußland ein weitgehendes Arbeiterversicherungsgesetz erhält."

*(M. le comte SKARZYNSKI (Saint-Pétersbourg), rapporteur avec M. le Conseiller Stoff, rappelle que le Gouvernement russe avait très largement assuré les ouvriers de ses propres entreprises (y compris l'assurance des veuves et orphelins). Une loi de 1903 a étendu la notion de la responsabilité à tous les patrons, qui se sont alors librement assurés. Le 12 Décembre 1903, le Czar a promis une assurance obligatoire, et un projet d'organisation générale est actuellement á l'étude.)*

* * *

Staatssekretär Josef SZTERÉNYI (Budapest) wünscht hauptsächlich deshalb das Wort zu ergreifen, um sich den Ausführungen des Herrn Ehren-Präsidenten des Comité permanent anzuschließen. Er sagt weiter:

„Meine Herren! Wir in Ungarn stehen mit unserer Krankenversicherung beinahe auf derselben gesetzlichen Grundlage, welche auch für die Versicherung des Deutschen Reiches und Österreichs maßgebend ist. Auch wir haben die Zwangsversicherung eingeführt, und wie der wirkl. Geh. Ober-Regierungsrat Dr. Bödiker würden auch wir uns ganz entschieden dagegen verwahren, daß man damit Staatssozialismus treiben wolle. Der Staat übernimmt die Verpflichtung, die Fürsorge besorgen zu lassen, die Fürsorge selbst aber obliegt den Interessenten. Wir stehen auf der Grundlage der reinsten Autonomie, der

Interessentenvertretungen. Es gibt sechs verschiedene Arten von Krankenkassen in Ungarn; allerdings hoffentlich nicht mehr lange, weil eine solche Zersplitterung der Kräfte in der Verwaltung zu kostspielig ist. Uns schwebt die vereinheitlichte Versicherung vor. Alle Arbeiter des Landes, ob sie hier oder dort arbeiten, ob sie in Arbeit stehen oder arbeitslos sind, müssen gegen Krankheit versichert sein. (Zwischenruf: Landwirtschaftliche und industrielle Arbeiter!)

Auf diesen Zwischenruf erlaube ich mir zu bemerken, daß für die landwirtschaftlichen Arbeiter eine besondere Einrichtung unter staatlicher Aufsicht besteht, welche aber nicht obligatorisch ist; für die landwirtschaftlichen Arbeiter ist zweckmäßiger Weise nur für den Fall der Verunglückung gesorgt. Ich spreche daher, was Krankenversicherung betrifft, nur von den industriellen, bezw. Bergarbeitern, welche unter dasselbe Gesetz fallen. Wir haben also die reinste Autonomie gewahrt und lassen den Staat nur die Aufsicht besorgen, die Kontrolle, damit die Geschäftsgebahrung reell ist und der Arbeiter für sein Geld auch bekommt, was das Gesetz verlangt.

Wir stehen in Ungarn auch vor der Einführung der obligatorischen Unfallversicherung auf weitgehender autonomer Basis. Der einzige Punkt, wo sich der Staat in die Verwaltung einmischt, soll das Arbeiter-Versicherungsamt sein, welches aber außer der Kontrolle nichts zu tun hat, als im Falle einer den statistischen Ergebnissen widersprechenden Aufstellung der Gefahrenklassen die ungerechte Verteilung der Lasten zu verhindern.

In Ergänzung des Referates muß ich nur noch einer neuen Einrichtung erwähnen, welche bei den ungarischen Staatsbahnen eingeführt wurde. Diese Bahnen haben in jüngster Zeit eine Pensionskasse für alle Arbeiter errichtet, welche mindestens drei Jahre im Dienste des Staates stehen. Es ist die neueste Verfügung der ungarischen Regierung, daß kein Arbeiter, der obligatorisch in diese Kasse eingeschrieben ist, ohne Disziplinaruntersuchung entlassen werden kann. Es ist dies die weitgehendste Fürsorge, die ein Staat seinen Arbeitern kann angedeihen lassen, weil auch bei einer Reduktion des Personales die Arbeiter nicht entlassen, sondern bloß anderweitig verwendet werden können.

Noch mit einer andern großen Idee beschäftigen wir uns, nämlich mit der Idee der Vereinigung der Kranken- mit der Unfallversicherung. Es ist dies ein großes Problem und die Frage, ob es überhaupt durchgeführt werden kann, noch keineswegs gelöst.

Bei der Krankenversicherung haben die Arbeitgeber zu den Kosten $^1/_3$, die Arbeiter $^2/_3$ beizutragen, die Lasten der Unfallversicherung muß die Industrie allein übernehmen, da wir auf dem Standpunkt stehen, daß die Arbeiter mit der Unfallversicherung nicht belastet werden dürfen. Gelingt es uns, einen Ausgleich dahin zu schaffen, daß für die Kranken- und Unfallversicherung die Arbeitgeber etwa 50% und die Arbeitnehmer die übrigen 50% beitragen, dann wäre die Frage der Vereinheitlichung sehr schnell gelöst. Natürlich ist dabei als Vorbedingung gesetzt, daß die arbeitenden Klassen, zu deren Wohl die Vereinheitlichung durchgeführt werden soll, durch sie nicht mehr belastet werden als heute. Dies ist also nur eine Frage der Berechnung, einer Berechnung aber, die in bezug auf die Unfallversicherung sehr schwierig ist, weil wir in Ungarn diesbezüglich noch keine Erfahrungen gesammelt haben. Da wir das Umlagesystem angenommen haben, müssen wir uns an die Erfahrungen im Deutschen Reiche halten und zur Ergänzung unsere eigene Unfallstatistik heranziehen, die wir schon seit fast 5 Jahren führen. Vielleicht wird es Ungarn möglich sein, die auch auf dem Kongreß zur Beratung stehende Frage der Vereinheitlichung und Vereinfachung der Versicherung einer glücklichen Lösung zuzuführen."

*(M. le Secrétaire d'Etat SZTERÉNYI (Hongrie): La Hongrie a une assurance obligatoire contre la maladie, mais qui fonctionne selon le principe, déjà exposé par M. Bödiker, de l'autonomie la plus pure. La Hongrie s'apprête d'ailleurs à compléter et simplifier son organisation. L'assurance-accidents fonctionnera elle aussi selon le principe de l'autonomie; l'Office des assurances n'interviendra que pour contrôler et en cas de répartition inexacte des charges entre les classes de risques. L'unification est rendue très difficile par le fait que les patrons supportent $^1/_8$ des charges pour la maladie tandis qu'ils supporteront la totalité des charges d'accidents.)*

* * *

*Mlle. SCHMIDT, Ex-Directrice de l'Annexe de l'Ecole Secondaire de Tunis (Bordeaux):*

*„Je n'ai rien à ajouter à mon rapport sur la caisse de Tunisie, je tiens seulement à dire que si j'ai désiré faire connaître au Congrès de Vienne la société de prévoyance tunisienne, qui ne s'occupe encore que des fonctionnaires et employés du protectorat, c'est afin d'attirer l'attention des membres de ce Congrès sur les avantages tout particuliers de cette société humanitaire.*

*Espérons que dans quelques années la Tunisie qui a tant progressé depuis l'établissement du protectorat français songera aussi à assurer l'avenir de ses modestes travailleurs."*

# II. Geschäfts-Sitzung.

## SECONDE SÉANCE DE TRAVAIL.

**Dienstag, den 19. September 1905, 9 Uhr früh.**

**Mardi, le 19 Septembre 1905, 9 heures m.**

Den Vorsitz führen:
M. MILLERAND (Frankreich),
Prof. Dr. Charles HENDERSON (Vereinigte Staaten von Nordamerika),
Dr. R. Macalester LOUP (Niederlande).

*Présidents:*
*M. MILLERAND (France),*
*le Docteur Charles HENDERSON (Etats-Unis d'Amérique),*
*le Docteur R. Macalester LOUP (Hollande).*

*M. Jean DUBOIS, Directeur Général de l'Office du travail de Belgique (Bruxelles):*

*„Messieurs, avant de communiquer à l'assemblée les observations que je voudrais ajouter au rapport que j'ai présenté en collaboration avec M. Wodon, je ne puis m'empêcher d'exprimer la satisfaction particulière que j'éprouve en prenant aujourd'hui la parole. Aux Congrès antérieurs, les délégués belges devaient se borner, soit à annoncer le dépôt plus ou moins prochain d'un projet de loi sur la réparation des accidents du travail, soit à analyser des propositions soumises au Parlement. La situation a changé: j'ai la bonne fortune de ne plus devoir entretenir le Congrès d'une loi à voter, mais de lui faire connaître les dispositions d'une loi entrée en vigueur depuis le 1er Juillet dernier et dont le fonctionnement régulier est dès à présent assuré.*

*L'économie générale de cette loi, qui porte la date du 24 Décembre 1903, est exposée dans notre rapport; je me bo erai à attirer votre attention sur certains caractères spéciaux du régime qu'elle consacre.*

*D'abord il est à noter que notre loi sur les accidents du travail embrasse un champ d'action notablement plus étendu que la plupart des législations similaires adoptées dans les autres pays. Elle s'applique non seulement à l'industrie toute entière sauf quelques ateliers de minime importance et ne présentant qu'un très faible danger, mais encore aux magasins de commerce et aux entreprises agricoles occupant habituellement au moins trois ouvriers, de plus, grâce à la disposition qui permet aux patrons non assujettis à la loi de se soumettre volontairement au nouveau régime; le champ d'action de la loi pourra notablement s'étendre et il est à prévoir qu'il en sera ainsi.*

*Une seconde caractéristique de notre législation résulte de la combinaison du principe de la liberté de l'assurance avec l'institution, sous le nom de fonds de garantie, d'une caisse d'assurance contre l'insolvabilité patronale, caisse alimentée par les cotisations imposées aux seuls chefs d'entreprise qui n'ont pas contracté avec un assureur agréé (caisse commune ou société à primes fixes).*

*Si le système admis par le législateur belge n'implique pas l'assurance obligatoire, il a pu à juste titre être qualifié de système de l'assurance obligée; aussi tout fait espérer que l'assurance, déjà si largement pratiquée par nos chefs d'entreprise, se généralisera très rapidement.*

*Passant à la seconde partie de notre rapport, consacrée à l'assurance contre la maladie, je me permettrai de signaler à l'attention de mes honorables collègues le tableau et le graphique qui indiquent l'accroissement constant du nombre des sociétés mutualistes reconnues par application de la loi du 23 Juin 1894, laquelle a apporté en cette matière de grandes améliorations.*

*Depuis le Congrès de Düsseldorf, où j'ai fait connaître les premiers résultats de la loi du 10 Mai 1900 sur les pensions de vieillesse, le taux des primes allouées par l'Etat a été augmenté en faveur des personnes qui n'ont pu s'affilier sous le nouveau régime qu'à un âge assez avancé. Les tableaux du rapport qui indiquent la marche des affiliations pendant la période de 1900 à 1904 démontrent qu'à part la poussée extraordinaire des années 1900 et 1901, un accroissement*

*régulier du nombre des personnes assurées à la Caisse de retraite peut être escompté et que rien ne permet de dire dès à présent que le régime de liberté subsidiée est impuissant à amener, dans notre pays, la généralisation des pensions de vieillesse.“ (Vifs applaudissements.)*

* * *

*M. le Commandeur MAGALDI, inspecteur général du Crédit et de la Prévoyance en Italie (Rome):*

*„Messieurs, je crois qu'il n'est pas nécessaire de résumer mon rapport sur les assurances ouvrières en Italie; j'espère que vous avez eu la bonté et la patience de le lire. Je me bornerai donc à vous signaler quelques particularités en ce qui concerne l'assurance-accidents et l'assurance pour la vieillesse.*

*Vous savez bien que depuis le Congrès de Düsseldorf, nous avons publié la loi du 29 Juin 1903, qui a étendu les bénéfices de l'assurance à d'autres catégories d'ouvriers, non visées dans la loi de 1898, et qui a augmenté les indemnités en cas d'invalidité permanente. Mais la particularité de la loi de 1903, c'est la création des Syndicats obligatoires d'assurance mutuelle. Nous avons ainsi abandonné pour certaines industries le système du libre choix de l'assureur qui dominait la loi de 1898; nous avons ouvert une petite porte au système allemand des „Berufsgenossenschaften“.*

*Déjà a été constitué le Syndicat obligatoire pour l'industrie minérale des soufres en Sicile, et un Syndicat obligatoire est en train de se constituer entre les ouvriers de la navigation maritime du District méridional.*

*Nous avons en Italie des Compagnies privées d'assurance, qui accomplissent avec loyauté et exactitude leurs devoirs. Mais malheureusement je ne puis pas dire de même de toutes les Compagnies d'assurance qui exercent l'assurance-accidents.*

*C'est pour cela que le Gouvernement encourage la constitution des Syndicats volontaires d'assurance mutuelle, des Caisses privées, qui offrent aussi d'un côté l'avantage d'une grande économie sur les frais pour les industriels et de l'autre côté l'avantage d'une plus grande protection de la sécurité personnelle des ouvriers.*

*Aujourd'hui nous avons en Italie 32 Syndicats d'assurance mutuelle et Caisses privées, y compris le Syndicat obligatoire des soufres de la Sicile, avec 4828 industriels associés et 216.100 ouvriers assurés.*

*L'assurance-accidents pénètre tous les jours plus profondément dans la conscience des ouvriers et des industriels; mais nous devons encore surmonter des difficultés, qui, surtout dans certaines contrées, menacent d'atteindre des proportions alarmantes; nous devons combattre l'industrie des accidents, alimentée peut-être par la jurisprudence incertaine, quelquefois contradictoire, des juges ordinaires.*

*Le Gouvernement a nommé à cet effet une commission pour étudier un système de juridiction, en matière d'accidents du travail, simple, prompte, à bon marché, qui supprime autant que possible l'intervention de l'avoué. La commission est déjà à l'œuvre et j'espère que le Gouvernement pourra présenter prochainement au Parlement le projet de loi sur ce sujet.*

*L'assurance-accidents est obligatoire, tandis qu'est libre l'assurance pour l'invalidité et la vieillesse des ouvriers. Nous avons, vous le savez bien, la Caisse Nationale de Prévoyance, fondée par la loi du 17 Juillet 1898, qui accueille les inscriptions volontaires des ouvriers, qui leur donne la sûreté des épargnes qu'ils y versent, qui les augmente avec le jeu de l'intérêt composé et avec des allocations, prises sur ses fonds propres, toutes les années. A présent les ouvriers inscrits à la Caisse Nationale de Prévoyance sont au nombre de 160.000, et les fonds de la Caisse atteignent 40 millions de francs.*

*Nous sommes déjà à la cinquième année d'exercice de la Caisse et vous pouvez dire qu'on marche lentement. Mais je vous réponds qu'il vaut mieux marcher lentement que ne pas marcher du tout. Et je puis vous répéter ce que j'ai dit au Congrès national des retraites ouvrières à Paris, en Juin dernier: nous avons fondé une institution très puissante qui le jour où, après l'épreuve de l'assurance libre, on songera à appliquer le système de l'assurance obligatoire, pourra bien mettre des moyens et des organes précieux au service de la nouvelle forme d'assurance." (Vifs applaudissements.)*

* * *

Dr. August HJELT, Direktor des statistischen Zentralbureaus Finnlands, gibt unter Hinweis auf seinen schriftlichen Bericht einen kurzen Überblick über die Entwicklung der Arbeiterversicherung in Finnland:

„Meine Damen und Herren! Auf dem Gebiete seiner kulturellen und sozialen Entwicklung überhaupt und im besonderen hinsichtlich seiner Arbeiterversicherung verdankt Finnland dem Einflusse des Deutschen Reiches vielfache Anregung und Belehrung. Die Durchführung der allgemeinen obligatorischen Kranken- und Unfallversicherung in Deutschland eröffnete in Finnland die Augen für dieses große soziale Problem und stellte zugleich dessen praktische Lösung in Aussicht. Auf Verlangen des im Jahre 1888 versammelten Landtages ernannte die Regierung im folgenden Jahre eine Kommission zur Untersuchung der Frage, „ob und nach welchen Grundsätzen eine staatliche Arbeiterversicherung in Finnland eingeführt werden könne"; tatsächlich wurde die Kommission mit der Ausarbeitung eines Gesetzentwurfes, betreffend die Kranken-, Unfall- und Altersversicherung der Arbeiter betraut. Die Mehrzahl der Mitglieder der Kommission wollte alle drei Zweige der Versicherung der privaten Fürsorge, bezw. den bestehenden Hilfskassen und einer verschärften Haftpflicht der Arbeitgeber überlassen. Die Minderheit verlangte eine obligatorische Kranken- und Unfallversicherung, schloß sich aber in betreff der Altersversicherung der Ansicht der Mehrheit an. Demgemäß wurden der Regierung alternative Gesetzentwürfe überreicht. Nach langem Bedenken entschloß sich die Regierung im Jahre 1894, dem Landtage einen Gesetzentwurf vorzulegen, wonach die Kranken- und Altersversicherung auch künftighin Sache der Hilfskassen bleiben und nur für die Unfallversicherung das Zwangsprinzip eingeführt werden sollte; außerdem sollten die Hilfskassen der dringend notwendig gewordenen Reform unterzogen und einer staatlichen Kontrolle unterstellt werden.

Im Landtage entbrannte ein heißer Kampf. Schließlich wurde doch die Regierungsvorlage, wenn auch mit bedeutenden Änderungen in Hinsicht auf die Unfallversicherung, angenommen. Am 5. Dezember 1895 erschien das noch gegenwärtig geltende Gesetz über die Haftung des Arbeitsgebers für körperliche

Beschädigung, die den Arbeiter trifft, das sogenannte Unfallversicherungsgesetz. Am 2. September 1897 erließ die Regierung ein Gesetz, welches Vorschriften für die Hilfskassen enthielt und sie einer leider nicht genügend eingehenden Kontrolle unterstellte. Außerdem erschienen in demselben Jahre noch besondere Ausführungsbestimmungen zu diesem Unfallversicherungsgesetz und eine Verordnung, betreffend die Berechnung des Invaliditätsgrades. Die neuen Verordnungen traten am 1. Januar 1898 in Kraft. Seit fast acht Jahren liegen somit Erfahrungen über diese Gestaltung der Arbeiterversicherung in Finnland vor.

Die Krankenversicherung ist, wie schon erwähnt, den Hilfskassen überlassen worden. Diese Kassen waren sowohl hinsichtlich der finanziellen Grundlagen und der Berechnung der Prämien, als auch in bezug auf die gewährten Unterstützungen nur sehr mangelhaft organisiert. Eine gewisse Abhilfe in dieser Beziehung haben allerdings die Normativbestimmungen gebracht; allein die Kassen sind doch noch von einer tadellosen Organisation weit entfernt und vor allem sind sie finanziell zu schwach, um als eine wirkliche Krankenversicherung gelten zu können.

Im Jahre 1889 gab es 85 Krankenkassen mit 15.000 Mitgliedern; im Jahre 1902 war die Zahl der Kassen auf 163 gestiegen und die Mitgliederzahl (rund 30.000) hatte sich verdoppelt. Leider ist aber die Entwicklung nicht so günstig, wie diese Zahlen es im ersten Augenblick erscheinen lassen. Im Vergleich zu dem raschen Anwachsen der Industriebevölkerung ist sogar ein Rückgang zu verzeichnen. Die Kassenmitglieder machten nämlich im Jahre 1889 38·1% der Industriearbeiter, im Jahre 1902 dagegen nur 31·7% aus.

Die Altersversicherung ist ebenfalls immer noch die Sache der privaten Hilfskassen. Hiebei haben die Normativbestimmungen eine eingreifendere Reform durchgesetzt. Vor allem wurde die Gewährung von Pensionen von der sonstigen Tätigkeit der Hilfskassen streng gesondert und eine neue, den versicherungstechnischen Forderungen entsprechende Berechnung der Jahreszahlungen durchgeführt. Infolgedessen hat sich die Zahl der Pensionskassen vom Jahre 1889 von 68 bis zum Jahre 1902 auf genau die Hälfte vermindert und die Zahl der

Mitglieder ist in derselben Zeit von 10.100 auf 8.500 zurückgegangen. Die Tätigkeit dieser Kassen kommt also nur einem ganz unbeträchtlichen Bruchteil des Arbeiterstandes, und zwar nur dem ökonomisch am besten gestellten, zugute. Es ist auch deshalb in den Arbeiterkreisen der Wunsch rege geworden, eine allgemeine Altersversicherung mit Beihilfe des Staates zu erhalten. Einem Ersuchen des Landtages vom Jahre 1900 entsprechend, hat die Regierung im Monate Mai des Vorjahres eine Kommission ernannt, welcher der Auftrag erteilt wurde, diese Frage zu untersuchen und eventuelle Gesetzentwürfe auszuarbeiten. Diese Kommission setzt noch ihre Arbeiten fort.

Ein erfreulicheres Bild bietet die obligatorische Unfallversicherung der Arbeiter. Mit wahrer Genugtuung kann ich die Tatsache feststellen, daß die Resultate dieser Versicherung als günstig, ich möchte sagen, sehr günstig zu bezeichnen sind. Dies wird sowohl von Seite der Arbeitgeber wie der Arbeiter unumwunden anerkannt. Von der Mißbilligung des Versicherungszwanges auf diesem Gebiete ist nunmehr nichts zu hören. Die Kosten der Versicherung sind beträchtlich geringer geblieben, als die Gegner der Zwangsversicherung bei deren Einführung voraussagten, und geringer sogar, als die Befürworter der Einrichtung berechnen durften. Die Kosten haben zwischen $1\frac{1}{3}$ und $1\frac{1}{5}\%$ des Gesamtbetrages der ausgezahlten Arbeitslöhne geschwankt. Ganz besonders möchte ich hervorheben, daß die Prämien im Laufe der Jahre eine sinkende Tendenz gezeigt haben. Rund 70.000 Arbeitern ist jetzt der Segen der Unfallversicherung zuteil geworden. Zirka 800.000 Mark werden alljährlich in Form von direkten Entschädigungen und zur Sicherstellung von Pensionen verausgabt. Dazu kommt noch der indirekte bedeutsame Nutzen, welche die Versicherung den Arbeitern in der Form von besserer Verhütung der Unglücksfälle, von schnellerer und rationeller ärztlicher Pflege usw. bereitet.

Wir sind ja noch weit davon entfernt, die Unfallversicherung der Arbeiter in Finnland endgültig fertig nennen zu können. Sie bedarf noch in vieler Hinsicht eines weiteren Ausbaues; sie muß auf weitere Volksklassen, vor allem auf die zahlreichen Landarbeiter ausgedehnt werden. Man hat aber jetzt das sichere Gefühl, daß man sich auf richtigem Wege befindet, und wird nicht zurückschrecken, auf demselben Schritt für Schritt weiter

zu gehen. Ich kann somit aus Finnland dasselbe bestätigen, was ein belgischer Kollege dem hochverehrten Herrn Präsidenten Bödiker gesagt hat: *„L'expérience a bouleversé l'opinion publique, car la machine marche, et marche bien“.*

Man ist nun in Finnland im Begriffe, die Arbeiterversicherung und zwar ganz besonders hinsichtlich der Altersversicherung weiter auszugestalten.

Ich schließe daher mit der Hoffnung, daß die Erfahrungen, Belehrungen und gereiften Entwicklungsvorschläge, welche dieser Kongreß in so vielen Fällen auf dem Gebiete der sozialen Versicherung bietet, auch dem entlegenen kleinen Kulturvolke, das ich hier zu vertreten die Ehre habe, reichen Nutzen bringen wird.“ (Beifall.)

*(M. le Dr. August HJELT, Directeur du bureau central de statistique de Finlande, constate que, grâce aux exemples donnés par l'Allemagne, la Finlande a poussé assez avant l'organisation de l'assurance ouvrière. Il résume les discussions du début: organiserait-on les trois assurances en ayant recours aux sociétés libres de secours mutuels et à la simple responsabilité civile des patrons, ou bien imposerait-on l'assurance obligatoire? Il rappelle les lois de 1895 (créant l'assurance-accidents obligatoire) et celle de 1897 (instituant le contrôle des sociétés de secours mutuels). L'assurance-maladie n'est pas encore assez répandue. Les caisses libres qui font la retraite de vieillesse, très sévèrement contrôlées, ne rendent que peu de services, et le gouvernement a l'an dernier chargé une commission d'étudier un projet. L'assurance obligatoire contre les accidents est au contraire un grand succès. Les charges moyennes ne dépassent pas 1 $^1/_3$ $^0/_0$ des salaires et tendent à baisser.)*

* * *

*M. Georges PAULET, Directeur de l'Assurance et de la Prévoyance sociale au ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes (Paris), dit qu'il se ferait scrupule d'entreprendre un résumé complet de son rapport sur le mouvement des assurances ouvrières en France de 1889 à 1905. Il voudrait seulement rechercher à grands traits si pendant cette période, comme M. le Dr. Boediker a paru le regretter à la*

*séance d'ouverture, la France dans le triple domaine de l'assurance contre les accidents, de l'assurance contre la maladie et de l'assurance contre la vieillesse, s'est vraiment bornée à la parole et dérobée à l'action.*

*La législation française contre les accidents a déjà fait aux congrès de Paris (1900) et de Dusseldorf (1902) l'objet de rapports et d'exposés sur lesquels il semble superflu de revenir La conception originale de cette législation, qui, au moyen d'un fonds commun de garantie, ménage toujours aux ouvriers victimes d'accidents des allocations certaines, tout en laissant aux patrons assujettis le libre choix de leur couverture, est. aujourd'hui trop connue pour qu'il soit utile d'y insister. Il y a seulement lieu de signaler quelques malentendus auxquels cette législation peut encore prêter pour les étrangers.*

*C'est ainsi que M. le Conseiller Schnitzler, dans son rapport, fait grief au législateur français de ne tenir compte, dans l'attribution des rentes aux victimes d'accidents, que de la différence entre le salaire antérieur à l'accident et le salaire effectivement touché après, sans égard à la réduction normale de capacité professionnelle de travail que l'accident a pu entrainer pour un avenir plus ou moins lointain. Or, si tel pouvait apparaître à l'origine le sens littéral de la loi de 1898, M. Georges Paulet avait pris soin de montrer dans son premier rapport au Congrès de 1900, et la jurisprudence n'a pas hésité à déclarer depuis, que la comparaison doit en réalité s'établir avec le salaire que la victime garde chance normale d'obtenir par la suite, sans s'en tenir seulement au chiffre effectif du salaire touché au lendemain de l'accident.*

*De même, on a été souvent trompé par le maintien dans le texte légal de la „faute inexcusable“ et l'on a pu croire que la législation française faisait banqueroute sur ce point à la théorie du risque professionnel. Mais, si l'on prend la peine de consulter les faits, on se rend aisément compte qu'il n'en est rien. Comme M. Georges Paulet l'indiquait déjà au Congrès de 1900, la conception vraie du législateur était de ne retenir la faute inexcusable que pour le principe juridique et dans des cas de gravité tout à fait exceptionnelle. Les ouvriers, les patrons et les juges l'ont de plus en plus compris; et, au moins depuis deux ou trois ans, on constate que la recherche de la*

*faute „inexcusable“ ne joue plus, même pour les cas restreints où elle pouvait légalement intervenir, qu'un rôle tout à fait insignifiant dans la détermination des rentes. D'une statistique spécialement effectuée à ce point de vue d'après les réglements d'indemnités opérés au cours de l'année 1904 par quinze sociétés d'assurances il résulte que, sur plus de cinq mille règlements de rentes soumis à la justice, la faute inexcusable n'a été admise qu'une fois.*

*De même encore, on s'est mépris, lorsqu'on a cru pouvoir avancer que, les patrons assujettis restant libres de ne point s'assurer, la législation française n'était point une loi d'assurance et devait être reléguée dans la catégorie des lois de responsabilité. Au vrai, le mécanisme du fonds de garantie couvre les insolvabilités éventuelles de tous les patrons non assurés. A supposer, pas impossible, qu'une fraction importante d'assujettis demeurât en dehors de l'assurance et ne pût faire face à ses dettes de rentes, la contribution de l'autre fraction devrait être légalement élevée dans toute la mesure nécessaire pour parfaire le découvert. Grâce à cette réassurance fiscale, la loi française présente donc, au premier chef, la sécurité effective d'une loi d'assurance.*

*Sans vouloir insister sur les modifications qu'a déjà subies la loi initiale de 1898, notamment dans les lois du 22 Mars 1902 et du 31 Mars 1905, ni sur les extensions dont la préparation se trouve fort avancée en ce qui concerne les accidents survenus dans les exploitations commerciales, dans les exploitations agricoles, dans la marine marchande, dans les établissements pénitentiaires et hospitaliers, M. Georges Paulet voudrait seulement relever deux questions qui présentent plus particulièrement un intérêt international, celle des frais médicaux et celle des maladies professionnelles.*

*En France, comme dans la plupart des pays où se sont développées les assurances sociales, les exigences de certains médecins ont soulevé de vives contestations. Il est à croire qu'au moins pour les traitements consécutifs aux accidents, pourra bientôt intervenir, en exécution de la nouvelle loi de 1905, une première solution sous la forme d'une tarification administrative des frais médicaux et pharmaceutiques dont les patrons ou leurs assureurs seront débiteurs envers les médecins*

*ou les pharmaciens qu'auront choisis les ouvriers. Cette tarification, étudiée par la Direction de l'Assurance et de la Prévoyance sociale avec les représentants des divers intéressés, pourra sans doute être arrêtée dans quelques semaines.*

*La question des maladies professionnelles paraît devoir devenir une des principales préoccupations des Etats qui ont institué une législation sur les accidents. Il n'est, en effet, ni logique, ni équitable, de laisser sans indemnité un ouvrier victime d'une invalidité directement imputable à l'exercice nocif de son métier, alors qu'une rente est attribuée par la loi à son camarade victime, dans le même métier, d'un accident dont souvent les suites sont moins graves.*

*A première vue, on a tout naturellement songé dans plusieurs pays à assimiler la réparation des maladies professionnelles à celle des accidents. Mais cette assimilation, d'abord séduisante, ne résiste pas à l'examen attentif des conditions dans lesquelles peut être contractée, constatée et indemnisée la maladie professionelle. D'une part, le fait soudain d'un accident déterminé par une cause extérieure, survenu à un moment précis et le plus souvent en présence de témoins, offre bien d'autres prises au diagnostic du praticien que la lente évolution d'une maladie dont l'origine n'est souvent professionelle qu'en partie et peut singulièrement prêter à controverses. D'autre part, l'accident met directement en face l'un de l'autre, sans contestation sérieuse, l'ouvrier qui en est victime et le patron qui en est responsable, tandis que l'ouvrier atteint d'une maladie professionelle a pu contracter ou développer les germes de cette maladie chez plusieurs patrons successifs, sans qu'il soit possible de distinguer leur part respective de responsabilité. Il ne faut point oublier enfin que, même si cette ventilation de responsabilité n'était point impossible, elle devrait être encore à tout prix écartée, sous peine d'inciter les patrons à congédier prématurément les ouvriers qu'ils verraient ou qu'ils présumeraient menacés de maladie professionnelle.*

*Ces considérations ont conduit à la préparation d'un projet de loi spécial, qui a été déposé depuis plusieurs mois et qui, sans qu'on puisse en présenter au Congrès toute l'économie, se caractérise principalement par les solutions suivantes: 1° déterminer les industries notoirement insalubres et leur*

*appliquer un régime d'assurance obligatoire corporative contre la maladie professionnelle; 2° mettre à la charge collective des patrons de ces industries, groupés en syndicats de garantie solidaire, la responsabilité des maladies d'origine professionnelle reconnue, qui entraînent soit la mort, soit une incapacité de travail de plus d'un mois; 3° organiser à part l'assurance des invalidités de plus courte durée par des mutualités locales obligatoires entre les patrons et les ouvriers, de manière à éviter les difficultés et les retards disproportionnés qu'exigerait la recherche de l'origine professionnelle de ces maladies moins graves; 4° laisser aux patrons pour ces dernières maladies une charge approximativement égale à celle qui leur incomberait théoriquement, si on pouvait spécifier, pour les maladies dont il s'agit, la part de maladie incombant directement à l'exercice de la profession; 5° laisser à la charge des ouvriers le surplus, c'est à dire ce qui correspondrait à la part de maladie générale, banale, à laquelle ils se seraient trouvés tout aussi exposés dans toute autre profession, c'est encore là une de ces solutions moyennes et transactionnelles qui peuvent au premier abord paraitre complexes, mais qui cherchent à faire état des exigences de la justice et de la pratique.*

*Pour l'assurance contre la maladie, M. Georges Paulet s'en réfère à son rapport, en relatant notamment le développement remarquable des Sociétés de secours mutuels surtout au cours des dernières années et en rappelant que depuis 1894 fonctionne en France, bien qu'on y ait peu pris garde, un régime d'assurance corporative obligatoire contre la maladie dans les exploitations minières.*

*M. Georges Paulet ne veut pas davantage répéter les indications et les chiffres contenus dans son rapport en ce qui concerne la part prise par les Sociétés de secours mutuels, principalement depuis 1898, à la constitution libre de retraites de vieillesse ni en ce qui concerne la constitution obligatoire de retraites dans les exploitations minières, depuis 1894.*

*Quant au régime général de retraites ouvrières qui préoccupe si vivement en France l'opinion publique et le Parlement depuis quelques années, on ne saurait après tout s'étonner qu'il ait requis des études répétées. Son organisation ne pose pas seulement des problèmes d'ordre social et administratif;*

*elle exige une participation financière du budget, et un Etat justement soucieux de son crédit ne saurait s'engager dans ces dépenses lointaines sans avoir prudemment jaugé la charge qu'il peut porter. Mieux valait encore, à tout prendre, différer quelque peu la solution définitive, que risquer de ne point faire apparaître nettement les engagements à assumer et leur contrepartie certaine. Un peuple jaloux de clarté ne saurait se contenter des dextérités techniques avec lesquelles, par exemple, l'Etat allemand a cru pouvoir, d'une part, au lendemain de la loi de 1889, assurer sans ressources spéciales l'allocation de rentes à tous les retraités pour lesquels rien ou presque rien n'avait été versé, et, d'autre part, en 1900, passer sans modification correspondante des primes d'un régime partiel de capitalisation par périodes à un régime de capitalisation définitive, qu'on prétend maintenant égale aux charges.*

*Au surplus, comme le disait M. Millerand, les longues discussions auxquelles on s'est livré en France sur l'organisation des retraites ont singulièrement mûri les idées et déblayé le terrain des débats prochains. On peut même croire qu'elles ne seront point tout à fait inutiles aux autres pays qui cherchent aussi leur voie en cette matière.*

*Il semble qu'en dernière analyse, le Parlement français n'aura, pour arrêter les lignes définitives de la loi attendue, qu'à prendre modèle de ses résolutions antérieures sur les accidents et à concilier l'obligation même de la retraite avec la plus grande latitude possible dans les moyens de la constituer, en réservant dans cette constitution la plus large part d'action aux organismes existants, notamment aux sociétés de secours mutuels.*

*M. Georges Paulet termine en répétant, comme aux deux Congrès précédents, que chaque peuple doit tenir compte de son tempérament, de ses expériences, des organisations en possession desquelles il est déjà et dont il peut tirer parti. Quant à lui, il ne saurait a priori crier: „Vive l'obligation des retraites allemandes“ ni: „Vive la liberté des retraites belges“; mais il traduirait volontiers son sentiment personnel dans ce double cri: „Vive l'obligation des retraites ouvrières, et, dans toute la mesure où elle reste, pour chaque pays, compatible avec cette obligation nécessaire, vive la liberté!“ (Vifs applaudissements.)*

Wirkl. Geheimer Oberregierungsrat Dr. BÖDIKER:

„Meine geehrten Herren! Ich habe die Rede des Herrn Paulet, der uns in seiner bekannten beredten Weise das, was in Frankreich bisher geschah und was man beabsichtigt, vorgetragen hat, abgewartet, nicht, um auf die Einzelheiten zu antworten, sondern um die Gelegenheit zu benützen, dem hochverehrten Präsidenten unserer heutigen Sitzung, dem Herrn Minister Millerand, der, meinem Antrage freundlichst entsprechend, hieher gekommen ist, um an den Arbeiten des Kongresses teilzunehmen, namens des Kongresses den besonderen Dank für seine Herüberkunft auszusprechen. Wenn es noch eines Beweises bedurfte, daß unsere Kongresse anregend, nützlich, fruchtbringend sind, so ist der Beweis dadurch geliefert, daß der hervorragende Förderer der französischen Arbeiterversicherung, als den wir Herrn Minister Millerand kennen, um des Kongresses willen hieher gekommen ist und auf der Reise durch Deutschland, wie ich selbst beobachten konnte, von zahlreichen sozial-politischen Einrichtungen dieses Landes Kenntnis genommen hat. Wir sind überzeugt, daß er bei seiner hohen Intelligenz und seinem klaren Urteil sowohl dort wie hier in Österreich manch Nützliches gefunden haben wird und noch finden wird und daß er, wenn auch Dornen mit am Wege standen, doch an den Blumen sich erfreut haben wird und sie mit sich in sein Heimatland nehmen wird. (Lebhafter Beifall.)

An seiner Seite sehen wir den von den Kongressen in Paris 1900 und Düsseldorf 1902 uns so wohlbekannten Herrn Paulet und als dritten im Bunde den Herrn Fuster, ein uns allen sehr sympatisches Kleeblatt. Wir sind überzeugt, daß es den Bemühungen des Herrn Millerand und seiner Mitarbeiter gelingen wird, in nicht zu langer Zeit ein Arbeiterversorgungsgesetz zustande zu bringen, so schön wie sein Vaterland.

Namens des Kongresses begrüße ich ihn und hoffe, auch auf ferneren Kongressen ihn als treuen, als unseren hochgeschätzten Mitarbeiter zu sehen". (Allseitiger Beifall).

*(M. le Président BÖDIKER, à l'occasion du discours de M. Paulet, remercie M. Millerand d'être venu au Congrès, pour recueiller des expériences nouvelles.)*

* * *

*M. Jean HÉBRARD, Secrétaire Général de la Fédération nationale de la Mutualité française, s'excuse de prendre la parole, mais l'absence de M. Léopold Mabilleau, Président de la Fédération de la Mutualité française, et l'obligation où il est d'ajouter des explications à ce qui vient d'être dit en ce qui concerne l'assurance contre la maladie telle qu'elle est pratiquée par les sociétés de secours mutuels en France, justifient sa présence à la tribune. Il parle, d'ailleurs, au nom de 3 millions de mutualistes, groupés en une vaste fédération nationale, pour affirmer que les sociétés de secours mutuels pratiquent l'assurance contre la maladie dans des conditions qui ne pourraient être ni égalées ni dépassées, tant au point de vue matériel qu'au point de vue moral. Les services se sont perfectionnés et étendus. Les caisses de réassurance, les dispensaires, les pharmacies mutualistes se sont développées sur tout le territoire. Les secours de toute nature sont donnés pendant deux ans et se transforment ensuite en un véritable service d'invalidité qui est l'amorce d'une assurance plus vaste d'invalidité, et il espère que celle-ci lui sera confiée par le législateur. Si toutes les communes ne sont pas encore pourvues de Sociétés, elles le seront demain; la propagande est organisée partout et l'orateur est heureux de rendre hommage à l'étranger, au gouvernement de la République Française qui a émancipé les Sociétés et leur a donné un admirable instrument dont elles ont tiré le meilleur profit.*

* * *

*M. Paul ANDRÉ, Administrateur délégué de la Compagnie „La Concorde", membre de la délégation du Gouvernement français, faisant allusion au discours de M. Paulet qui a exposé les dispositions actuelles du Parlement en vue de l'amélioration des lois existantes en matière d'assurance, dépose sur le bureau du Congrès un travail de M. Deléarde, Directeur de la Compagnie d'assurance „La Concorde" de Paris, intitulé*

*„La participation des inscrits maritimes au droit des accidents du travail.“*

*Ce travail, divisé en 4 parties, donne successivement 1) l'historique de la question des assurances des marins avant la loi du 21 avril 1898; 2) l'exposé de la loi du 21 avril 1898 et des critiques auxquelles elle a donné lieu; 3) les modifications actuellement en préparation au Parlement français ayant pour but ou l'extension de la loi du 9 avril 1898 aux marins ou un régime mixte donnant satisfaction aux armateurs et aux marins; 4) un résumé des législations étrangères sur la question.*

* * *

Direktor Stefan von FODOR (Budapest) weist auf die Ausführungen Herrn Paulets hin, denen zufolge im französischen Unfallversicherungsgesetze noch der Begriff der *„faute inexcusable“* bestehe, während die Jurisprudenz diesen Begriff im Gegensatze zum Buchstaben des Gesetzes durch eine dem Geiste des Gesetzes entsprechende Interpretation beinahe vollständig eliminiere. Redner bittet nun die Vertreter der französischen Regierung, die *„faute inexcusable“* wenigstens noch in der Statistik der Unfälle weiterzuführen und die Statistik auf die intellektuellen Ursachen der Unfälle auszudehnen. Hiedurch würde den Industriellen aller Länder, besonders aber dort, wo noch kein Unfallversicherungsgesetz besteht, wertvolles Material an die Hand gegeben.

*(M. le Directeur von FODOR (Budapest), considérant que la jurisprudence française tend à mettre de côté la „faute inexcusable“, demande que cette notion soit conservée, du moins à titre d'élément des statistiques sur la cause des accidents.)*

* * *

Regierungsrat und Nationalrat E. v. STEIGER (Bern) hebt einige wesentliche Punkte aus seinem Berichte über die Entwicklung der Arbeiterversicherung heraus, wobei er, wie er

sagt, der objektiven Darstellung einige mehr subjektive Bemerkungen beifügt:

„Zunächst möchte ich der manchesmal obwaltenden Meinung entgegentreten, als ob die Arbeiterversicherung überhaupt, d. h. der Schutz der Arbeiter gegen die Folgen der Krankheit und des Unfalls, bei uns ein ganz unbeschriebenes Blatt wäre, indem in dieser Richtung noch gar nichts bestehe. Das ist denn doch nicht der Fall. Besitzen wir zur Stunde auch noch keine staatliche Ordnung und Einrichtung der Versicherung, so ist doch einerseits durch die freiwilligen Hilfs- und Krankenkassen, zirka 2300 an der Zahl mit über 200.000 Mitgliedern, welche freilich großenteils dem Kleingewerbe und dem Beamtenstande angehören, auch für die Krankenversicherung vieler Arbeiter, namentlich in größeren Berufsverbänden und bedeutenderen industriellen Betrieben, gesorgt; anderseits aber hat die durch mehrere Stadien sehr weit (ich glaube weiter als in irgend einem anderen Lande) ausgedehnte staatliche Haftpflichtgesetzgebung mittelbar auch die Versicherung gegen Unfall in zunehmendem Maße veranlaßt, so daß ein großer Unterschied zwischen uns und Ländern mit Versicherungspflicht und freier Wahl der Versicherungsanstalt, wie z. B. Italien, tatsächlich kaum besteht. Was uns fehlt, ist lediglich das staatliche Obligatorium für die Krankenversicherung und die staatliche Einrichtung einer Anstalt für letztere. Hiedurch allein kann ja dafür gesorgt werden, daß der gewollte Schutz allen, die dessen bedürfen, in genügendem Maße zuteil werde.

Bekanntlich hatte man in der Schweiz, angespornt durch die wohltätigen Erfahrungen unserer Nachbarländer, Deutschland und Österreich, sich bereits gegen Ende der achtziger Jahre des abgelaufenen Jahrhunderts dieses Ziel gesteckt; und zwar haben der Bundesrat und die gesetzgebenden Räte, gestützt auf die anfängliche Zustimmung der großen Mehrheit des Landes, ihren Flug gleich dem Adler unserer Berge sofort hoch genommen, haben alle des Schutzes bedürftigen unselbständigen Arbeiter zu Berg und Tal, den Arbeiter in der Fabrik, in der Werkstatt, beim Straßen- und Eisenbahnbau, den Knecht und die Magd in Stadt und Land bis zum Ziegenhirten im hintersten Bergtale in die Versicherung eingeschlossen. Gewiß ein hohes, herrliches Ziel, des Schweißes der Edelsten wert! Und damit

man es sicherer erreiche, damit den beteiligten Arbeitgebern und Arbeitern die Opfer hiefür erleichtert würden, war der Staat zu tun bereit, was noch kein anderer Staat getan, nämlich selbst an den Kosten der Versicherung, sowohl bei Krankheit wie bei Unfall, sich zu beteiligen; an die obligatorische Versicherung wollte er 22 Prozent oder aber 5 Millionen Franken, ja mit Hinzurechnung der freiwilligen Versicherung, der Unfallverhütung, der Verwaltungskosten u. dgl. jährlich 6 bis 7 Millionen leisten.

Aber der Flug war eben zu hoch genommen, der Plan war zu weit und zu breit angelegt, er hat zu viele Gegner auf einmal zum Kampfe gerufen, zu viele berechtigte und nicht berechtigte Anschauungen und Gewohnheiten gestört und er mußte in der Volksabstimmung vom 20. Mai 1900 scheitern, zum Leidwesen aller, die viel Mühe und Arbeit an das Werk gewendet und es mit den Bedrängten im Lande gut gemeint hatten; zum Leidwesen gewiß — ich darf es wohl annehmen — für alle diejenigen von Ihnen, hochgeehrte Herren, welche nun schon so lange an den internationalen Kongressen für die Versicherung gearbeitet und jeden Fortschritt in dem einen oder anderen Lande mit Interesse verfolgt haben.

Meine Herren, lassen Sie mich nicht länger bei den Ursachen des verwerfenden Volksentscheides verweilen und lange grübeln: „Woher kam das?“ Sie finden im gedruckten Berichte hierüber einigen Aufschluß. Lassen Sie mich auch nicht bei den verschiedenen Kategorien der Gegner des Gesetzes aufhalten, neben vielen redlich gesinnten Männern allerdings auch weniger edle Elemente, hartgesottene Egoisten, auch Agenten privater Versicherungsgesellschaften, kurz, eine bunte Gesellschaft. Lassen wir, was dahinter ist, und blicken wir vorwärts! Was war nun nach dem 20. Mai 1900 zu tun?

Vor allem galt es für den Bundesrat und für alle Freunde einer allgemeinen und obligatorischen Arbeiterversicherung, den vielleicht zu wenig befolgten Grundsatz, der doch in einem demokratischen Staate, wo das Volk an der Urne bei der Gesetzgebung mitsprechen kann, ein ganz besonderes Gewicht hat: *„Chi va piano, va sano“* und den anderen: *„Fortiter in re, suaviter in modo“* zu beherzigen. Man mußte den meist beteiligten Interessentenkreisen zunächst Zeit lassen, sich aufs neue

— sie waren ja freilich schon früher angehört worden — über den Weg zu beraten und zu äußern, der zu einem guten Ziele führen soll. Und solches braucht eine gewisse Zeit. Man mußte auch das Bedürfnis nach einem Versicherungsgesetz neu sich geltend machen lassen, mußte die Übelstände und Mißstände des herrschenden Zustandes, die Not wieder nach Hilfe aufschreien lassen, um einen Boden für die neue Arbeit zu gewinnen.

Das alles ist nun seit fünf Jahren geschehen. Die Haftpflichtgesetzgebung hat ihres Amtes weiter gewaltet, ist durch die Novelle vom 28. März 1905 (siehe gedruckten Bericht) sogar noch verschärft worden, aber eine befriedigende Hilfe hat sie nicht zu bringen vermocht. Und so sind denn auch neue Kundgebungen aus allerlei Kreisen für eine neue Gesetzesvorlage erfolgt. In einem Punkte sind alle einig: Sie verlangen vom Lande alle Geld! Aber über die Verwendung des Geldes gehen die Ansichten auseinander, indem die einen die Subsidien den Kantonen zum Zwecke der Durchführung einer unentgeltlichen Krankenpflege, die anderen hinwider den bestehenden freien Krankenkassen zuwenden möchten. Hinsichtlich der Unfallversicherung freilich gehen die Ansichten weniger auseinander. Man scheint allerseits — auch aus den Kreisen der Landwirtschaft liegen solche Kundgebungen vor — damit einverstanden zu sein, daß das Land eine solche errichte, wenn auch mit weniger ausgedehntem Obligatorium, als das verworfene Gesetz es wollte; vielleicht mit Beschränkung auf die zur Zeit haftpflichtigen Betriebe und bloß fakultativ für Kleingewerbe und Landwirtschaft.

Welche Lösung wird nun schließlich das künftige Gesetz bringen? Heute läßt sich hierauf noch keine bestimmte Antwort geben. Das Industriedepartement des Bundesrates ist an der Arbeit und letzterer wird seine Anträge voraussichtlich zu Ende dieses Jahres den eidgenössischen Räten zustellen. Diese werden ohne Zweifel sich allen Ernstes bemühen, eine Vorlage festzustellen, welche nicht neuerdings einem Referendumssturme zu erliegen Gefahr läuft. Man wird sich mit weniger begnügen, als man früher angestrebt hatte; man wird der Selbstverwaltung der freien Kassen mehr Freiheit, den Kantonen größeren Spielraum für den Ausbau der Versicherung und der Krankenpflege gewähren. Man wird, mit einem Wort, sich ein bescheideneres

Ziel stecken als vor 5 Jahren, damit es nur einmal vorwärts gehe. Denn es muß vorwärts gehen und es wird vorwärts gehen!"

*(M. von STEIGER, Conseiller national suisse, ajoute à son rapport quelques observations „d'ordre plutôt subjectif". La Suisse, contrairement à ce que l'on croit souvent, connaît l'assurance ouvrière. Elle a 2300 sociétés de secours mutuels et des caisses professionnelles; elle a aussi une législation très développée sur la responsabilité civile, complétée par des assurances privées contre les accidents. Mais l'obligation seule permettrait une généralisation. L'orateur rappelle les projets, peut-être trop vastes, que le referendum populaire anéantit en 1900, à son grand regret. Après une période de repos, l'opinion exige de nouveau la préparation d'un projet. On paraît d'accord sur la nécessité d'une assurance-accidents avec obligation réduite s'il le faut aux entreprises soumises à la responsabilité civile. Le projet en élaboration, pour mieux aboutir, sera sans doute moins vaste que le précédent et laissera plus d'autonomie aux sociétés de secours mutuels et aux cantons.)*

* * *

*M. le Dr. Ernest CERESOLE, juriste du Département fédéral de l'Industrie (Berne):*

*A la suite du rejet par le peuple de la loi de 1899, le haut Conseil fédéral suisse a confié à l'orateur la tâche de préparer de nouveaux projets. On est parti cette fois du principe qu'il convient de procéder par étapes dans une question aussi compliquée et notamment dans un pays aussi démocratique que la Suisse où, par le fait du referendum, aucun projet ne peut devenir loi sans le consentement effectif du peuple lui-même.*

*En matière de maladie, il s'agirait pour la Confédération de subventionner et de surveiller les sociétés de secours mutuels réalisant certaines conditions (sécurité suffisante, liberté de passer d'une caisse à l'autre, admission des femmes, minimum de durée et de montant des prestations). C'est aux cantons, c'est-à-dire aux divers Etats confédérés, que serait laissé le soin de statuer sur l'obligation à l'assurance et de créer éventuellement des caisses publiques.*

*L'assurance-accidents serait rendue obligatoire pour les 450.000 employés et ouvriers qui bénéficient actuellement de la responsabilité civile patronale; elle serait facultative pour les patrons eux-mêmes et pour l'agriculture, les arts et métiers et la petite industrie. La Confédération contribuerait aux primes de tous les assurés. Comme assureur fonctionnerait un établissement mutuel suisse, géré par les intéressés eux-mêmes sous la surveillance de l'Etat; les caisses subventionnées de secours mutuels serviraient à cet établissement d'organes périphériques et de réassureurs pour les petits accidents. L'assurance comprendrait les maladies professionnelles et les accidents même non-professionnels. Sur ces bases on réaliserait ce qui est à la fois urgent et actuellement possible; le terrain se trouverait aplani et préparé pour de futurs développement de la législation.*

*L'orateur espère que le prochain Congrès pourra prendre connaissance d'une loi mettant heureusement fin à la longue, mais féconde période de préparation par laquelle aura passé la Suisse.*

* * *

Graf L. B. SKARZYNSKI (St. Petersburg) bemerkt zu den Ausführungen des Vorredners, daß man auch in der Schweiz zu anderen Anschauungen kommen werde. Von deutscher Seite wurde mit Recht darauf hingewiesen, daß im Deutschen Reiche nicht eine Staatsversicherung, sondern bloß ein Staatszwang zur Versicherung bestehe, während die Versicherung selbst in den Händen gewählter Männer liegt. Immer mehr ringt sich die Überzeugung durch, daß die Zwangsversicherung auf gesetzlichem Wege durchgeführt werden muß, daß aber die Einrichtung der Versicherung den Privaten überlassen bleiben soll. Dem Redner sei der Vorwurf gemacht worden, daß er in der gestrigen Sitzung von Rußland zu optimistisch gesprochen habe. Tatsächlich sei aber in Rußland das Projekt für ein Arbeiterversicherungsgesetz ausgearbeitet. Es harrt jetzt der Erledigung durch die Duma und diese wird darüber zu entscheiden haben. Schon seit dem letzten Kongresse hat Rußland einen großen Schritt nach vorwärts unternommen und in Zu-

kunft wird es gewiß eine obligatorische Versicherung nach europäischem Muster bekommen.

*(M. le Comte SKARZYNSKI, délégué russe, parle en faveur de l'assurance obligatoire avec autonomie dans la gestion, et insiste, pour répondre à des critiques, sur le fait que la Douma russe est appelée à se prononcer sur un projet complet d'assurance ouvrière.)*

* * *

Herr Maximilian LUXENBURG (Warschau) kommt auf die Ausführungen vom Regierungsrat von Steiger zurück, aus denen hervorgeht, daß das Arbeiterversicherungsgesetz in der Schweiz zum Teile auch deswegen abgelehnt wurde, weil von Seiten der Agenten der privaten Versicherungsgesellschaften gegen die obligatorische Versicherung agitiert wird. In Rußland sollte die Regierung nicht warten, bis die Duma — die übrigens durchaus nicht, wie Graf Skarzynski sie nennt, ein Parlament ist — ein neues Recht einführt. Man sollte vielmehr sofort dem Verlangen der Arbeitgeber und Unternehmer entsprechen und eine obligatorische Arbeiterversicherung mit vollster Selbstverwaltung schaffen.

In Rußland gaben die Baltischen Provinzen den Anstoß zur Organisierung gegenseitiger Unfallversicherung. In Riga ist im Jahre 1905 die Zahl der versicherten Arbeitnehmer von 120 auf 600 gestiegen und fast alle landwirtschaftlichen Arbeiter sind daselbst versichert. Weiters wurden gegenseitige Unfallversicherungsanstalten in Odessa, Kiew, Jwanowo-Wozniesensk, Petersburg, Warschau und Litau gegründet.

Redner gibt dem Wunsche Ausdruck, daß die russische Regierung unter dem Einfluß des internationalen Arbeiterversicherungskongresses eine obligatorische, auf Selbstverwaltung beruhende Versicherung vorbereiten und im Interesse des Menschentumes baldmöglichst ins Leben rufen möge, ohne die Entschließung der Duma abzuwarten.

*(M. LUXENBURG, de Varsovie, espère que la Russie aura bientôt une législation sur l'assurance ouvrière obligatoire, même sans attendre un vote de la Douma. L'assurance mutuelle contre les accidents fait d'ailleurs des progrès.)*

* * *

Redakteur Jakob BROD (Wien): „Ich habe mir das Wort erbeten, um an Herrn Dubois, den Vertreter der belgischen Regierung, zwei Fragen zu richten.

1. Ist die belgische Regierung gesetzlich verpflichtet, Kranken- und Unterstützungskassen zu unterstützen oder tut sie dies nur freiwillig?

2. Wie groß ist der Perzentsatz der versicherten Arbeiter in Belgien?

Gelegentlich des letzten internationalen Krankenversicherungskongresses in Lüttich wurde mir gesagt, daß bei den Gegenseitigkeitsvereinen größtenteils nur Kleingewerbetreibende und Beamte versichert sind, während die große Masse der Arbeiter diesen Vereinen nicht angehören. In Belgien besteht offenbar das System der Unterstützungsfreiheit, wobei die Regierung bestimmten Vereinen mit bestimmten Beträgen aushilft. Ich stehe auf dem Standpunkte, daß die Arbeiterversicherung obligatorisch sein muß, weil die Masse der Arbeiter freiwillig keine Versicherung eingeht. Allen Respekt vor der Freiheit, aber es darf keine Freiheit zum Verhungern bestehen!

Ich bitte Herrn Dubois meine obigen Fragen zu beantworten."

*(M. J. BROD, de Vienne, qui estime que, sans obligation, la masse des ouvriers reste étrangère à l'assurance, pose au délégué officiel belge des questions sur le fonctionnement et le succès des mutualités belges.)*

* * *

*M. Jean DUBOIS (Bruxelles):*

*„Mr. Brod a bien voulu me poser deux questions:*

1. *Les subventions accordées par l'Etat aux sociétés mutualistes reconnues sont-elles légalement dues?*

2. *Quelle proportion les ouvriers représentent-ils parmi les personnes qui bénéficient des avantages accordés aux mutualités?*

*Il importe de distinguer très nettement, d'une part, les sociétés mutualistes qui s'occupent de l'assurance contre la maladie et celles qui servent d'intermédiaire pour affilier leurs membres à la Caisse de retraite.*

*Quant aux premières, aucun texte législatif ne leur donne droit à un subside déterminé, mais le budget du Ministère de l'industrie et du travail comporte depuis nombre d'années un crédit important destiné à encourager la mutualité et qui sert notamment à donner aux nouvelles sociétés un subside de premier établissement; sur ce crédit a été imputée la subvention extraordinaire de 115.000 francs accordée récemment aux fédérations mutualistes pour les aider à développer le service de réassurance.*

*En ce qui concerne les sociétés mutualistes constituées en vue d'assurer leurs membres à la Caisse de retraite, elles reçoivent obligatoirement, aux termes de la loi du 10 Mai 1900, une subvention annuelle de 2 francs pour tout livret sur lequel il a été versé 3 francs au moins: le total de ces subventions, absolument indépendantes des primes allouées directement aux affiliés, s'est élevé pour la période quinquennale de 1900 à 1904 à une somme d'environ $3^1/_2$ millions de francs.*

*Il n'est pas inutile d'ailleurs de faire observer qu'une même société mutualiste peut être constituée à la fois en vue de l'assurance-maladie et de l'affiliation à la Caisse de retraite, et de fait plus de 2000 mutualités reconnues poursuivent ce double but.*

*Les relevés dont je puis disposer actuellement ne me permettent pas de donner une réponse complète à la seconde question de M. Brod. S'il est exact que les employés de commerce et d'industrie, ainsi que les artisans et les petits bourgeois, constituent une fraction très sérieuse parmi nos mutualistes, ce serait une erreur de croire que les ouvriers n'y forment pas également un fort contingent. Au point de vue des pensions de vieillesse, la statistique dressée par la Caisse de retraite et*

*signalée dans notre rapport, permet d'affirmer que 80 p. c. des affiliés appartiennent à la classe ouvrière.“*

* * *

*M. Jean HÉBRARD (Paris) tient à rendre hommage à l'œuvre de la Belgique. Il a fait sur place une enquête et a eu la satisfaction de constater que les mutualités de retraite englobaient la couche la plus profonde des travailleurs — au moins dans les régions agricoles. D'ailleurs les mutualités de retraite ne sont qu'une partie des mutualités de prévoyance très nombreuses qui existent dans toutes les communes et qui rendent les plus grands services (assurances contre la mortalité des bestiaux, caisses de maladies, sociétés de retraite habitations à bon marché, coopérations etc. etc.).*

* * *

Wirkl. Geh. Oberregierungsrat Dr. T. BÖDIKER (Berlin):

„Ich wollte nur abschließend diese Diskussion dahin zusammenfassen, daß ich sowohl aus den schriftlichen Referaten wie auch aus den Worten der Herren Redner feststellen kann, daß in der Tat auf der ganzen Linie vorwärts marschiert wird; jedes Land in seiner Art, aber alle zu demselben Ziele. Wir können uns freuen, daß die Hauptvertreter von Optimismus für die ganze Sache beseelt sind. Auch mein Freund Skarzynski ist Optimist. Ohne Optimismus kommt man überhaupt nicht voran; der Pessimismus ist unfruchtbar. Deshalb wollen wir auf unserem Gebiet alle, alle Optimisten sein. Wenn wir auf unsere Kongresse zurückblicken, von einem Meilenstein zum anderen kommen wir weiter. Dabei ist unzweifelhaft die Idee der obligatorischen Versicherung in sieghaftem Vordringen begriffen. Es war auch von Mutualität die Rede. Gewiß leisten die Mutualisten sehr viel. Ich selbst bin Vertreter der Zwangsversicherung, aber man kann nicht alles und alle über einen Leisten schlagen. Man muß anerkennen, was die Mutualisten Gutes geschaffen haben. Ich habe vor zwei Monaten einen großartigen Zug der Mutualisten in Brüssel gesehen, als sie vor ihrem König vorüber defilierten mit mindestens 1000 Stan-

darten, eine schöner als die andere, was der hochentwickelten Industrie des Landes das beste Zeugnis ausstellt. Man müßte blind sein, wenn man nicht sähe, daß eine tiefe Hingabe an die Sache die Männer beseelt, die zu tausenden eine derartige großartige Demonstration inszenieren. Aber wie weit kommt man mit dem Mutualismus? Wo bleibt die große Zahl hilfsbedürftiger Menschen, vielleicht gerade der hilfsbedürftigsten, welche nicht in diesem vereint sind? Diese große Menge muß auch irgendwie gefaßt werden. Herr Hébrard hat gesagt: „Wir in Frankreich werden das in zwei Jahren gemacht haben; wir hoffen, daß jeder Arbeiter unterstützt wird". Mehr verlangt der Kongreß nicht. Wir verlangen keine Kasernen; es kommt uns nicht auf die Form an, in der die Sicherstellung der Arbeiter erfolgt, sondern auf die Sache (Beifall). Wir in Deutschland sind damit einverstanden, daß jeder nach seiner Fasson selig wird. Übrigens bleibt auch nach Einführung einer Versicherung nach unserer Art den Mutualisten noch ein reiches Arbeitsgebiet. Wir wollen niemanden nahe treten oder wehe tun; aber bis jetzt sind die Herren der Beweis, daß die Sache in ihrer Art marschieren wird, noch schuldig geblieben, und Herr Hébrard möge mir nicht verübeln, wenn ich seine Pläne und Hoffnungen etwas skeptisch ansehe." (Beifall.)

*(M. le Président BÖDIKER résume les exposés qui viennent d'être faits, en constatant que, sur toute la ligne, on a marché en avant. Tout le monde a fait en somme preuve d'optimisme. — On a parlé de mutualité. Les mutualités rendent de grands services. L'orateur, qui vient d'assister à l'une de leurs manifestations publiques, en Belgique, rend hommage à leur dévouement à la chose publique. Mais où restent les plus pauvres? On a dit ici qu'en France, d'ici à deux ans, tout le monde serait mutualiste. Le Congrès n'en demande pas davantage; il ne tient pas aux casernes, et veut que chacun soit heureux à sa façon; d'ailleurs, les mutualistes ont encore beaucoup à faire, même dans un pays où fonctionne l'assurance obligatoire. Malheureusement, on ne nous a pas encore prouvé que le procédé mutualiste mène bien loin, et M. Hébrard me pardonnera si je reste un peu sceptique devant ses plans et ses espérances.)*

* * *

Hierauf wird zu den Referaten über: „Allgemeine Fragen der Arbeiterversicherung" übergegangen. Zu seinem Berichte: „Die ausländischen Arbeiter und die Arbeiter-Versicherungsgesetzgebung" nimmt Doktor Vinzenz MAGALDI, Generalinspektor der Kredit- und Pfandleihanstalt im kgl. italienischen Ackerbau-, Industrie- und Handelsministerium das Wort:

*M. le Président ouvre la discussion sur la question de la situation des ouvriers étrangers au regard des lois d'assurance ouvrière. M. le Commandeur MAGALDI, inspecteur général du Crédit et de la Prévoyance d'Italie, complète son rapport:*

*„Vous avez lu, j'espère, mon bref rapport sur les ouvriers étrangers et la législation des assurances ouvrières: je ne veux pas le répéter ici.*

*Je vous ferai seulement une déclaration et vous signalerai l'opinion d'un éminent jurisconsulte. Je ne suis pas un juriste, je ne suis qu'un modeste économiste, un sociologue, s'il vous plaît. En écrivant mon rapport, j'ai exposé ma pensée à l'égard du traitement des ouvriers étrangers tout en exprimant ma profonde conviction.*

*Mais après avoir écrit mon rapport je me suis rappelé l'opinion d'un éminent jurisconsulte, Son Excellence le Comm. Quarta, Procureur Général près de la Cour de Cassation à Rome, opinion qui renforce singulièrement ma thèse, opinion que j'ai appuyée dans mon rapport sur les accidents du travail en Italie, présenté au Congrès de Düsseldorf.*

*Permettez-moi, Messieurs, de vous lire ce que M. Quarta disait dans son discours de rentrée pour l'année 1900 en examinant les origines, la raison juridique et les conséquences sociales de la nouvelle législation sur les accidents du travail:*

*„La théorie du risque professionnel, qui par l'assurance „défend les cas de faute aussi bien que les cas fortuits n'est „qu'une simple application du grand principe de la solidarité „bien entendue, qui constitue la force et l'espérance des classes „ouvrières.*

*„Si la loi est entièrement construite, inspirée et dominée „par des principes d'équité supérieure et par la raison juri- „dique naturelle absolue, il est absurde de la considérer comme „une loi d'exception, comme un jus singulare, qui doit être „interprété et appliqué d'une manière restrictive; car, conformé- „ment à un principe d'herméneutique légale, là où le fondement „est un axiome de justice, là où les applications et les finalités „sont de pure raison juridique, là doit s'élever et dominer le „jus commune, la regula juris, qui en dérive logiquement par „analogie et qui admet une application étendue, sans restriction, „à tous les cas compris dans son domaine, quoiqu'ils ne soient „pas explicitement mentionnés. Tandis que le jus anormale „s'éloigne des principes de la raison juridique naturelle . . . et „est, par conséquent, non déclaré, mais constitué contra „tenorem juris auctoritate constituentium propter aliquam „utilitatem introductum."*

*Je ne me cache pas que la question que j'ai posée offre des difficultés d'application. Mais nous avons surmonté des difficultés plus graves que cela. Vous, qui avez la tradition de nos Congrès, vous vous rappelez certainement les ardents débats sur cette question qui semblait insoluble et qui a été résolue presque partout.*

*Permettez donc, Messieurs, qu'avec l'appui de l'éminent jurisconsulte italien que je viens de citer, j'ose vous demander d'approuver ma proposition, c'est-à-dire d'exprimer le voeu suivant:*

*1°. Que toute disposition créant un traitement différent pour les ouvriers étrangers et pour leurs ayants-droit disparaisse des lois des divers pays relatives aux assurances ouvrières contre les accidents du travail.*

*2° Subsidiairement, que le principe de la réciprocité soit admis sous la condition d'une équivalence parfaite de traitement entre les lois des pays qui veulent demander et obtenir la réciprocité."*

* * *

*M. Georges PAULET, tout en rendant hommage aux sentiments qui animent M. Magaldi, se voit obligé d opposer*

*aux conclusions de son rapport une observation de forme et une observation de fond.*

*Ces Congrès ont maintes fois affirmé leur volonté de ne point prendre officiellement parti sur les questions qui leur sont exposées et de s'abstenir de tout vote à cet égard. Or le vœu de principe demandé par M. Magaldi n'aurait de valeur que s'il était émis par la majorité des membres du Congrès et impliquerait dès lors un vote contraire aux réglements.*

*Quant au fond, M. Georges Paulet ne croit pas qu'on puisse en fin de séance aborder utilement la discussion de la thèse soutenue dans le rapport de M. Magaldi. Elle consiste principalement dans cette affirmation que, quels que soient les développements et les modalités du régime d'assurance sociale dans un pays, ce pays doit en réserver fatalement le plein bénéfice à tous les ouvriers étrangers, en vertu du droit naturel.*

*C'est oublier ou méconnaître que les assurances sociales, notamment la réparation forfaitaire des accidents, ne sont point du domaine du droit naturel. Ce risque professionnel est, même, à certains égards, la négation du droit naturel: quoi de plus contraire aux notions élémentaires de droit naturel que de faire abstraction de la responsabilité de la faute et d'écarter la parité entre les dommages subis et les indemnités dues?*

*Au surplus, sans vouloir pour le moment instituer une discussion sur ce point, M. Georges Paulet se borne à rappeler, après M. de Koerber, que l'Italie et la France ont précisément pris l'initiative d'arrangements conventionnels en cette matière et que l'intérêt supérieur des ouvriers de tous les pays est de voir, grâce aux arrangements et aux extensions de législation ouvrière qu'ils impliquent, se généraliser une certaine équivalence internationale dans le régime de la réglementation du travail et des assurances sociales.*

* * *

Regierungsrat Dr. Gustav Adolf KLEIN, ständiges Mitglied des Reichsversicherungsamtes (Berlin), berichtet an Stelle seines verhinderten Kollegen, Regierungsrat Professor Dr. Lass, zu dessen Referat über internationale Rechtsbeziehungen auf dem Gebiete der Arbeiterversicherung:

Der rege Verkehr der Arbeiterbevölkerung und die internationale Ausbreitung der Betriebe machen es notwendig, daß jeder Staat bei seinem sozialen Versicherungswesen auf die Einrichtungen anderer Staaten Rücksicht nimmt und daß die durch die Verschiedenheit der Gesetze bewirkten Ungleichheiten und Unzuträglichkeiten nötigenfalls auf internationalem Wege beseitigt werden.

Der Einfluß der erwähnten Beziehungen des Inlandes zum Auslande macht sich in Ansehung der Betriebsunternehmungen, der Unternehmer und der Versicherten geltend, wobei zur Verschiedenheit der Versicherungsgesetze noch die unterschiedliche Behandlung der In- und Ausländer in Verwaltung und Rechtsprechung hinzukommt.

Redner erörtert insbesondere die Vorschriften des deutschen Rechtes, wonach der Rentenbezug bei Ausländern an den Aufenthalt im Inlande geknüpft ist und geht dann näher auf die Ausnahmsbestimmungen ein, welche zugunsten bestimmter Grenzgebiete und zugunsten der Angehörigen gewisser Reziprozität gewährender auswärtiger Staaten über Beschluß des Bundesrates vorgesehen sind.

Die Vorschrift des deutschen Rechtes über den Ausschluß der Hinterbliebenen eines Ausländers von dem Rentenbezug ist für eine Anzahl von Grenzbezirken außer Kraft gesetzt worden, welche Dänemark, den Niederlanden, der Schweiz, Österreich-Ungarn und Luxemburg angehören, wozu noch das neutrale Gebiet Moresnet kommt. Die Bestimmung über das Ruhen der Ausländer-Renten ist in weiterem Umfange für Dänemark, die Niederlande, Luxemburg, Belgien und Rußland, sowie für das neutrale Gebiet Moresnet außer Kraft gesetzt worden. Zugunsten ganzer auswärtiger Staaten sind die für die Ausländer lästigen Vorschriften über die Ausschließung des Anspruches auf die Hinterbliebenenrente und über das Ruhen der Unfallsrenten erfolgt für Angehörige der im Reichsrate vertretenen Königreiche

und Länder der österreichisch-ungarischen Monarchie, ferner für Angehörige des Königreiches Italien, des Königreiches der Niederlande und des Großherzogtums Luxemburg. Diese Maßnahmen erstrecken sich jedoch nur auf die Gebiete der Gewerbe- und Bau-Unfallversicherung, nicht aber auf die der landwirtschaftlichen und See-Unfallversicherung.

Außerdem schweben Verhandlungen über internationale Abkommen mit Österreich-Ungarn, Luxemburg und den Niederlanden, um im Sinne des Unfallversicherungsgesetzes internationale Gegenseitigkeitsabkommen zustande zu bringen, durch welche einerseits die Anwendung des deutschen Gesetzes auf die inländischen Bestandteile eines ausländischen Betriebes ausgeschlossen und anderseits auf die im Auslande befindlichen Bestandteile eines versicherungspflichtigen inländischen Betriebes erstreckt wird.

Hiedurch würden Doppelversicherungen und damit Doppelbelastungen der Unternehmer verhindert und der Nichtversicherung gewisser Personenklassen und sonstigen Unzuträglichkeiten gesteuert werden. Besonders wichtig sind solche Abkommen für Transportbetriebe, für Montagen und dergleichen Arbeiten.

Die Voraussetzung für derartige Vereinbarungen bildet vor allem eine gewisse Gleichwertigkeit der ausländischen Gesetzgebung. Sind die Voraussetzungen für ein internationales Abkommen erfüllt, so müssen bei dessen Abschluß besonders folgende Gesichtspunkte ins Auge gefaßt werden:

Zunächst ist festzustellen, ob das Abkommen für das Gebiet der Gewerbe-Unfallversicherung, der landwirtschaftlichen Unfallversicherung, der Bauunfallversicherung oder auch der Seeunfallversicherung gelten soll, wobei noch zu berücksichtigen ist, wie der Umfang der Versicherungspflicht sowohl hinsichtlich der einzelnen Betriebe als auch hinsichtlich der verschiedenen Gruppen von Angestellten bestimmt sein soll.

Ferner muß für die Entscheidung von Zweifelsfällen ein bestimmtes Verfahren vorgesehen und die Entscheidung selbst für beide Staaten in gleicher Weise bindend erklärt werden.

Weiters ist zu bestimmen, in welcher Weise bei Unfällen, die nach inländischem Recht zu beurteilen sind und sich im

Auslande ereignen, die Unfallsuntersuchung zu führen ist, welche Schiedsgerichte zuständig sein sollen, wie die Durchführung der Unfallverhütungs-Vorschriften im Auslande überwacht und die gegenseitige Rechtshilfe sowie die Auszahlung der Renten geregelt werden soll.

Abgesehen von internationalen Verträgen über sozialpolitische Verhältnisse, als deren wichtigster der französisch-italienische Arbeits- und soziale Fürsorge-Vertrag zu nennen ist, wurden in allerneuester Zeit auch mehrfach Fragen der Sozialpolitik mit Problemen der Handelspolitik in Verbindung gebracht, wobei auf Art. 6 des Handelsvertrages zwischen dem Deutschen Reiche und Österreich-Ungarn und auf Art. 2a des Handelsvertrages zwischen dem Deutschen Reiche und Italien zu verweisen ist.

Redner kommt zu dem Schlusse, daß in sämtlichen Staaten, welche einer gesetzlichen Fürsorge für die Arbeiter bedürfen, möglichst gleichartige Einrichtungen zum Schutze der Arbeiter zu schaffen sind, daß die nationalen Arbeiterversicherungsgesetze unter der Voraussetzung allseitiger gleichwertiger Einrichtungen Inländer und Ausländer und zwar sowohl Arbeitgeber wie Arbeitnehmer gleich behandeln sollen, endlich, daß womöglich sofort für Betriebe, welche aus einem Staate in einen andern übergreifen, eine zweckmäßige internationale Regelung der Arbeiterversicherung durch Staatsabkommen zu erfolgen hat.

Diese Thesen decken sich im Wesentlichen mit den subsidiär ausgesprochenen Wünschen des Herrn Dr. Magaldi und wenn nur einmal in allen Kulturstaaten eine gleichwertige Arbeiterversicherung geschaffen ist, werden auch bei diesem System die Verschiedenheiten in der Behandlung der inländischen und ausländischen Arbeiter beseitigt werden.

*(M. le Conseiller G. A. KLEIN, membre permanent de l'Office impérial des assurances allemandes, parle au nom de son collègue M. LASS sur les relations juridiques internationales en matière d'assurance ouvrière. Il rappelle les dispositions exceptionnelles contenues dans la législation allemande au bénéfice de certains districts-frontières, ainsi que les accords internationaux projetés portant réciprocité des prestations. On évitera ainsi à la fois, selon les cas, que des patrons soient*

*assujettis doublement et que des ouvriers échappent à l'assurance; cela est important surtout pour les montages et les transports. Il faut, avant chaque accord, considérer si l'on veut faire porter l'accord sur toutes les catégories d'entreprises, prévoir un mode de règlement des contestations, fixer le mode d'enquête sur les accidents, le mode d'application des règlements préventifs, le mode de paiement des rentes, etc. . . . L'orateur conclut que les législations devraient traiter identiquement nationaux et étrangers et que des accords devraient garantir un traitement uniforme aux entreprises qui travaillent à la fois dans deux pays. C'est en somme ce que demande M. Magaldi. Et le jour où toutes les législations accorderont des secours identiques, les différences de traitement entre nationaux auront perdu leur raison d'être.)*

* * *

Advokat Dr. E. FEIGENWINTER (Basel):

„Die Gesellschaft für internationalen Arbeiterschutz, der anzugehören ich die Ehre habe, hat sich schon wiederholt mit der Frage der Behandlung der Ausländer im Versicherungsrecht befaßt. Im Gegensatze zu den Ausführungen des Vorredners hat sie sich und zwar einmütig im Wesentlichen auf den Standpunkt gestellt, der heute von Herrn Dr. Magaldi im ersten Teil seiner Resolution vertreten wurde. Die Rechte, die dem Arbeiter aus der Versicherung erwachsen, sind Ansprüche aus dem Dienstverhältnisse, insoferne als es zur unabänderlichen Pflicht des betreffenden Arbeitgebers gehört, seine Arbeiter zu versichern. Damit versichert er ja auch seine Haftpflicht für fahrlässige Gefährdung, er versichert die Betriebsgefahr. Warum soll deshalb der ausländische Arbeiter seiner Familie weniger Rechte erwerben, als der Inländer und inländische Hinterlassene besitzt? Es ist ein Grundzug des Völkerrechtes, im privaten Erwerbsleben Inländer und Ausländer gleichzuhalten. Mit der Reziprozität kommen wir dazu, daß jeder Staat die Ausländer schlechter behandelt. Österreich ist im Begriff, in dieser Richtung sein Gesetz zu verschlechtern. Wenn man darauf abstellen will, daß Reziprozität nur eintreten soll bei Gleichwertigkeit der Arbeiterschutz- und Versicherungsgesetze, so ist das gleichbedeutend mit dem Ausschluß derselben."

Redner zeigt an einigen drastischen Beispielen, daß die Festsetzung von Grenzbezirken und sonstigen absoluten Bedingungen der Reziprozität zu Willkürlichkeiten führt. Darum lieber grundsätzlich die Frage so lösen: „Gleiches Recht für Ausländer und Inländer".

*(M. le Docteur FEIGENWINTER, de Bâle, rappelle que l'Association internationale pour la protection légale des travailleurs, qui s'est occupée de la question, a abouti aux mêmes conclusions que M. Magaldi. La garantie des risques est due à l'ouvrier, comme une conséquence du louage de services; pourquoi l'ouvrier étranger serait-il moins garanti que l'ouvrier du pays? La réciprocité a cette conséquence, que chaque Etat traite plus mal les étrangers. Les districts-frontières, etc. n'aboutissent qu'à de l'arbitraire. Il vaut mieux exiger que les étrangers et les nationaux soient traités identiquement.)*

# III. Geschäfts-Sitzung.

## TROISIÈME SÉANCE DE TRAVAIL.

**Mittwoch, den 20. September 1905, 9 Uhr früh.**

**Mercredi, le 20 Septembre 1905, 9 heures m.**

Den Vorsitz führen:
Geh. Ober - Regierungsrat M. WERNER (Deutsches Reich),
Ober - Direktor John MAY (Schweden),
Direktor Cordt TRAP (Dänemark),
Generaldirektor Johann DUBOIS (Belgien).

*Présidents:*
*Geh. Ober-Regierungsrat WERNER (Allemagne),*
*le Directeur Général John MAY (Suède),*
*le Directeur Cordt TRAP (Danemarc),*
*le Directeur Général Jean DUBOIS (Belgique).*

* * *

Sekretär Dr. von TAYENTHAL macht einige Mitteilungen bezüglich der Ausflüge und bringt ferner zur Kenntnis, daß seitens des Bundes österreichischer Industrieller dem Kongresse zwei Druckschriften zur Verfügung gestellt wurden, nämlich:
„Kritik des Programmes, betreffend den Ausbau und die Reform der Arbeiterversicherung“ und „Die finanzielle Seite des Programmes“.

*M. le Secrétaire von TAYENTHAL fait diverses communications relatives aux excursions et annonce que l'Union des industriels autrichiens et M. Marburg ont mis des documents à la disposition des congressistes.*

Desgleichen hat Herr Gustav Marburg in einer beschränkten Anzahl von Exemplaren seine Studie „Soziale Reformen“ zum Gebrauche der Kongreßmitglieder auflegen lassen.

* * *

Vorsitzender Geheimer Ober-Regierungsrat M. WERNER bemerkt, daß ihm mit Rücksicht auf die große Bedeutung des Verhandlungs - Gegenstandes: „Vereinheitlichung und Vereinfachung der Arbeiterversicherung“ wünschenswert erschienen wäre, das Referat Kögler über „Die Arbeiterversicherung und das Rechtsbewußtsein“ zurückzustellen. Da aber von anderer Seite Wert darauf gelegt wird, zu diesem Gegenstande das Wort zu ergreifen, wird der Vorsitzende, der festgesetzten Reihenfolge nach vorgehend, zunächst dieses Referat zur Verhandlung bringen.

*M. WERNER, Président, ayant demandé de discuter le rapport Kögler sur l'assurance ouvrière et le sentiment de la justice en même temps que les rapports relatifs à l'unification et simplification des assurances, des objections se font entendre, et M. le Président donne la parole aux orateurs sur le rapport Kögler.*

* * *

Dr. Leo VERKAUF (Wien) knüpft daran an, daß der auch vom Redner hochverehrte Dr. Bödiker seine Gefühle über den Verlauf der ersten zwei Verhandlungstage in dem Worte

„Optimismus“ zusammengefaßt habe. Der Redner möchte statt dessen lieber ein derberes Wort, nämlich „Schönfärberei“ gebrauchen, da neben vielen bemerkenswerten und belangreichen Darstellungen auch Potemkin'sche Dörfer vorgeführt wurden, und zwar nicht nur bezüglich der Urheimat dieser Gebilde.

Bei Besprechung russischer Verhältnisse wird der Redner vom Vorsitzenden zur Sache gerufen, worauf er fortfährt, daß man auch aus Ungarn Potemkin'sche Dörfer gezeigt habe, ja, daß man mit solchen selbst in Wien gespielt habe, wo Rezepte für die Rettung des Arbeiters, des kleinen Mannes und der Bauern gegeben wurden.

Die Kongresse haben den prinzipiellen Kampf für den Zwang in der Arbeiterversicherung bisher in wahrhaft bedeutsamer Weise verfochten. Jetzt genügen aber diese Prinzipien nicht mehr, es müssen die konkreten Fragen der Durchführung erörtert werden und da wäre Optimismus ein Hindernis für den Fortschritt.

Nach einer neuerlichen Aufforderung des Vorsitzenden, zum Gegenstande zu sprechen, beschwert sich der Redner darüber, daß man den Krankenkassen mit der Begründung, es handle sich um einen wissenschaftlichen Kongreß, die Zulassung zum Kongreß verweigert habe, obwohl man nicht nur Unternehmer in entsprechender Zahl, sondern auch Banausen der schlimmsten Sorte herangezogen habe. Die Folge dieser Einseitigkeit zeige sich jetzt. Direktor Köglers Referat hätte nicht in der Weise erstattet werden können, wie es geschehen ist, wenn auch die Krankenkassen-Organisationen gehört worden wären. Direktor Kögler hat über die Arbeiterversicherung und das Rechtsbewußtsein gesprochen. Da sollte man meinen, daß nicht nur das Rechtsbewußtsein bei den Arbeitern, sondern auch bei den Unternehmern einigermaßen in Frage kommt. In Österreich bietet sich das seltsame Schauspiel dar, daß anständige Unternehmer nervös werden, wenn man die Behauptung aufstellt und beweist, daß es auch unanständige Unternehmer

gibt und daß man gegen diese mit dem Strafgericht vorgehen solle. Herr Kögler weiß nicht, daß das Rechtsbewußtsein auch bei manchen Unternehmern ein Manko hat. Er kennt nur das Manko bei den Arbeitern.

Wenn Kögler sagt, daß einige gesetzliche Vorschriften zu Mißbräuchen durch die Arbeiter führen können, sei das richtig. Eigentümlich ist aber, was nach Köglers Ansicht dem Rechtsbewußtsein ins Gesicht schlägt. Wenn der Arbeiter nach der Verunglückung den gleichen Lohn fortbezieht, soll dies eine Verletzung des Rechtsbewußtseins sein. Der Vorstand der Wiener Arbeiter-Unfallversicherungs-Anstalt, deren Direktor Herr Kögler ist, hat aber selbst den Beschluß gefaßt, daß auch bei Fortbezug des gleichen Lohnes die Rente zu zahlen ist, wenn eine Verminderung der Leistungsfähigkeit vorliegt. Wenn ein menschenfreundlicher Unternehmer seinem alten Arbeiter den bisherigen Lohn weiter zahlt, wenn bei Arbeitern, die in Partien arbeiten, die gesunden dem verunglückten, schwer geschädigten Genossen bei der Arbeit helfen, damit er den gleichen Lohn beziehen kann, geschieht dies doch nicht, um der Unfallversicherungs-Anstalt etwas zu ersparen. Wollte man auf den Lohn Rücksicht nehmen, müßte man immer Kontrolle üben und von Tag zu Tag oder von Monat zu Monat einen Rentenbescheid erlassen.

Bei Unfällen kann man schwer simulieren (Zustimmung), denn die Hauptrolle spielen die Verletzungen. Wenn einem im Spital Liegenden die Rente nicht gegeben wird, weil ihm der Unternehmer den Lohn weiterzahlt, wenn ein Lehrling sein ganzes Leben lang keine Rente bekommt, weil er nach einem Unfall als Arbeiter soviel Lohn bezieht, wie seinerzeit als Lehrling, so sei dies demoralisierend, nicht aber der Bezug einer Rente in solchen Fällen.

Redner macht noch auf zwei Punkte aufmerksam: Bei dem Entwurf für die Versicherung der Privatbeamten ist es keine Demoralisation, wenn man für die Berufsinvalidität Renten zahlt; bei dem Arbeiter aber will Herr Kögler eine Erschütterung

des Rechtsbewußtseins daraus herleiten. Ferner wünscht Herr Kögler, daß man bei der ganzen Versicherungsgesetzgebung nicht von der Unfall-, sondern von der Invalidenversicherung ausgehen solle; mit anderen Worten; man gewähre die niedrigere Rente der Invalidenversicherung, man gewähre für alle eine Karenzfrist und gebe die Rente nur dann, wenn entsprechende Einzahlungen geleistet wurden. „Darf man denn darauf vergessen, wie es die österreichische Regierung in ihrem Programm getan hat, daß die Unfallversicherung etwas Verschiedenes ist von der Invalidenversicherung? Will man zum Haftpflicht-, zum Schadenersatzprozeß zurückgreifen? Genügt es nicht, wenn der Arbeiter schon 40 % seines Schadens verliert? Soll er nun 80 % verlieren und mit 20 % sich begnügen? Auch mit diesem Kapitel des Rechtsbewußtseins wird Herr Direktor Kögler keine Gegenliebe finden. Meine Redezeit ist abgelaufen, ich muß leider schließen." (Beifall.)

*(Le Dr. Léo VERKAUF (Vienne), rappelé à l'ordre à plusieurs reprises, proteste contre l'optimisme des orateurs qui ont déjà pris la parole. Il reproche aux organisateurs du Congrès d'avoir écarté les Caisses de maladie. Elles ne peuvent laisser passer sans protester le rapport Kögler, qui ne veut voir que les défauts ouvriers et non les manques de conscience des patrons. M. Kögler dit que le sens de la justice est froissé lorsqu'un blessé touche le même salaire en même temps que la rente: or le blessé a réellement subi un préjudice et c'est la suppression de la rente qui en réalité serait démoralisante. L'orateur proteste aussi contre les critiques adressées à l'idée de l'invalidité professionnelle, ainsi que contre la proposition Kögler de tout ramener à l'assurance-invalidité et de supprimer les prestations plus fortes et exclusivement patronales de l'assurance-accidents.)*

* * *

Regierungsrat Direktor Karl KÖGLER verweist gegenüber den Ausführungen des Vorredners darauf, daß seinem Referat zufolge die Rentenbemessung nicht nach dem Verdienst-

entgang des einzelnen Verletzten, sondern nach der durchschnittlichen Lohneinbuße erfolgen solle, welche dem Verletzungsgrade und der Beschäftigungsart des Verunglückten entspricht; die Einführung der Berufsinvalidität in die Invaliditätsversicherung führt nach den in Deutschland gewonnenen Erfahrungen zu Rentenbewilligungen an Personen, betreffs welcher sie nicht berechtigt sind. Weiters stellt Redner gegenüber Dr. Verkaufs Äußerungen fest, daß die Hinterziehung von Versicherungsbeiträgen durch die Unternehmer und die gebotene Abstellung derselben in seinem Referate ausdrücklich erwähnt ist.

Bei Einbeziehung der Unfallversicherung in die Invalidenversicherung soll durch Auflassung der Beschränkung auf den Betriebsunfall, durch den Fortfall der Wartezeit und die Zugrundelegung einer größeren Zahl von Beitragswochen für die Rentenbewilligung ab Beginn der Versicherung die Besonderheit der Unfallversicherung die erforderliche Berücksichtigung finden. Damit ist aber keineswegs beabsichtigt, berechtigte Interessen der Arbeiter zu verletzen, sondern blos die verfügbaren Mittel rationell und im Interesse des Ausbaues der Arbeiterversicherung zu verwenden, während die Entwicklung der Arbeiterversicherung nur gehemmt wird, wenn das Geld in unrichtiger Weise für Entschädigungen ausgegeben wird.

*(M. le Directeur KÖGLER répond qu'il a fait mention des fraudes commises par certains patrons. L'invalidité professionnelle occasionne des abus. L'incorporation de l'assurance-accidents dans l'assurance-invalidité supprimerait certains coulages, mais (dans l'esprit du rapporteur) laisserait aux blessés une situation privilégiée.)*

* * *

Hof- und Gerichts-Advokat Dr. Julius OFNER (Wien) war begierig zu erfahren, wie der Direktor einer großen Anstalt über den Einfluß denke, den die Arbeiterversicherung auf

das Rechtsbewußtsein von Arbeitgebern und Arbeitern übt, und wie umgekehrt dieses Rechtsbewußtsein auf die Entwicklung der Institution wirkt. Redner war aber durch den Inhalt des Referates enttäuscht. Direktor Kögler findet nur einen einzigen Punkt der Berührung: kleine Grade der Erwerbsunfähigkeit sollen bei der Unfallversicherung nicht entschädigt werden. Sie sind ein Herd der Demoralisation. Sonst haben Versicherung und Rechtsbewußtsein keine Beziehung! Direktor Kögler verwechselt hiebei Rechtsbewußtsein und Versicherungstechnik. Aus der Versicherungstechnik kann man vielleicht deduzieren, daß es große Opfer kostet und ziemliche Kontrolle notwendig macht, wenn man kleine Ersatzleistungen gewährt. Das Rechtsbewußtsein aber ist ein logisch denkendes, logisch urteilendes Gefühl. Ihm ist ein Unrecht Unrecht, möge es sich um einen Gulden oder um Hunderte handeln. Alle Verkürzungen im Ersatz werden ihm durch die Technik abgerungen. Auch verkennt Direktor Kögler den Brauch einer Arbeiterfamilie, wenn er 80 Kronen für einen kleinen Betrag ansieht, der zur Verschwendung desselben reizt. Wenn das Einkommen des Arbeiters grade ausreicht, um die Familie notdürftig zu erhalten, so ist seine Verringerung um 80 Kronen gleichbedeutend mit Hunger und Not. Es handelt sich doch darum, wie das Rechtsbewußtsein auf das Institut wirkt und wie sich umgekehrt das Institut zum Rechtsbewußtsein verhält und zwar bei Arbeitern und Arbeitgebern. Auf den Arbeiter wirkt die soziale Versicherung vortrefflich. Sie gibt ihm den Stolz des freien Mannes. Er hat ein Recht auf den Ersatz, denn der Beitrag ist ein Teil seines Lohnes. Er erhält nicht mehr mit wegwerfender Miene ein Almosen, das ihm zugleich einen Teil seiner bürgerlichen Ehre nimmt. Auch die Pflichten, welche die Arbeiter bei der Verwaltung der Kassen übernehmen, werden von ihnen im allgemeinen sehr getreu erfüllt und sie überwachen sehr streng die Simulations- und Betrugsversuche. Nicht das Gleiche kann man von den Besitzenden sagen. So oft ein Arbeiterschutz-

gesetz in Sicht kommt, ertönen dieselben Jammerrufe, wie einst im Anfang des 19. Jahrhunderts in England, daß die Industrie zugrunde gehe; auch jetzt wieder in Österreich wegen der Altersversicherung, ebenso in Frankreich, in der Schweiz und anderwärts. Und wenn das Gesetz gegeben ist, wird es gedeutelt, und alle die kleinen Versuche, die im Referat Kögler Arbeiter machen, das Gesetz zu umgehen, kommen in anderer Form bei Unternehmern vor. Der Besitz schafft Pflichten, und es wird nötig sein, den kategorischen Imperativ, wie Geh. Rat Bödiker die Fürsorge für den Armen nannte, zum Gemeingefühl der Gesellschaft zu machen.

*(M. OFNER, de Vienne, a été déçu par le rapport Kögler. En indemnisant les petits accidents, on crée peut-être une gêne, au point de vue technique, mais on ne démoralise personne; c'est en ne les indemnisant pas qu'on commettrait une injustice. Les petites indemnités peuvent jouer un grand rôle dans un budget ouvrier. — L'assurance ouvrière a accru la dignité ouvrière: l'ouvrier sent qu'il fait valoir un droit; il est également conscient de ses devoirs, par exemple pour la gestion des caisses de maladie. Au contraire les patrons cherchent toujours à se soustraire à la loi.*

* * *

Kommerzialrat Heinrich VETTER (Wien) hält sich namentlich im Hinblicke darauf, daß es sich um einen internationalen Kongreß handelt, für verpflichtet, namens der Industrie als Vertreter der industriellen Organisation gegen die Ausführungen des unmittelbaren Vorredners die entschiedenste Verwahrung einzulegen. Es muß die Frage aufgeworfen werden, woher Dr. Ofner das Recht zu seiner Behauptung nimmt, daß die österreichische Industrie den Ausbau der Arbeiterversicherung ablehnt. Die Stellungnahme gegen ein von der Regierung vorgebrachtes Programm, welche eine nach der Meinung des Redners und seiner Freunde nicht richtige Lösung der organisatorischen Fragen involviert, bedeutet noch lange nicht, daß

die Industrie überhaupt gegen die Fortentwicklung der Arbeiterversicherung grundsätzlich kämpft.

Auch die Pauschalverdächtigung wegen Hinterziehung von Beiträgen fordert zu einem energischen Protest heraus. Der Standpunkt der industriellen Organisation in dieser Frage ist folgender: Man gibt zu, daß einzelne Fälle von Hinterziehung sich ereignen, da alle menschlichen Einrichtungen mit Gebrechen behaftet sind. Die Organisation ist auch jederzeit bereit, an der Behebung der Gebrechen mitzuwirken. Pauschalverdächtigungen müssen aber auf das entschiedenste zurückgewiesen werden, besonders wenn sie von einer Seite kommen, welche dem produktiven Leben scheinbar vollkommen ferne steht. (Zustimmung.)

*(M. VETTER, Conseiller de commerce, proteste contre l'accusation ainsi portée. Si l'industrie n'est pas d'accord avec le projet autrichien de réforme de l'assurance, cela ne signifie pas qu'elle cherche à se soustraire aux lois. S'il y a çà et là des fraudes, elles ne peuvent être qu'exceptionelles).*

* * *

Hiemit ist die Erörterung über das Referat Kögler abgeschlossen und es werden die Berichte über die Vereinheitlichung und Vereinfachung der Arbeiterversicherung in Verhandlung gezogen.

Zu diesem Punkte ist außer den im Programme verzeichneten Referaten noch ein solches von Dr. Rudolf Kobatsch, Sekretär des n.-ö. Gewerbevereines, eingelangt unter dem Titel „Grundzüge

*L'ordre du jour appelle ensuite la discussion des rapports sur l'unification et la simplification de l'assurance ouvrière. Un rapport survenu trop tard, de M. Kobatsch, Secrétaire du Nieder-österreichischer Gewerbeverein, sera présenté après le rapport Drooge.*

eines Gesetzes, betreffend die Vereinfachung der österreichischen Arbeiterversicherung". Da dieses Referat erst nach Abschluß des Programmes einlangte, kann es nur unter Anwendung des § 5, Abs. 2, der Satzungen zur Diskussion zugelassen werden. Dasselbe wird nach dem Referate des Herrn Dr. van Drooge eingeschaltet werden.

Zu seinem Referate über die Vereinfachung der Arbeiterversicherung führt wirkl. Geh. Ober-Regierungsrat Dr. BÖDIKER folgendes aus:

*M. BÖDIKER prend la parole:*

„Das Organisations-Komitee hat es für angezeigt gefunden, die Vereinheitlichung und die Vereinfachung der Arbeiterversicherung auf die Tagesordnung des Kongresses zu setzen, weil diese Frage in vielen Ländern brennend geworden ist.

Zunächst sind die Erörterungen über diesen Punkt in Deutschland selbst aufgetaucht und schon vor 10 Jahren habe ich in Übereinstimmung mit meinen Kollegen vom Reichsversicherungsamte gewisse Vorschläge nach dieser Richtung hin gemacht, die auch zum Teile zur Durchführung gekommen sind.

Wir in Deutschland brauchen das Licht der Welt nicht zu scheuen. Wir selbst sind es, die die Kritik herausgefordert haben, und Herr Dr. Verkauf irrt sich, wenn er meint, daß wir den Luftzug der Kritik scheuen. Wir wünschen auch hier vor diesem Kongresse, daß sehr viel Licht in alle Winkel unserer Einrichtungen leuchte. Nur muß man bedenken, jetzt kommen wir alle vom Rathause und wissen, wie es dort hergegangen ist; aber vorher hat niemand wissen können, wie es gehen wird.

Auch in Deutschland hätte es trotz des großen Kaisers und trotz des mächtigen Kanzlers gar keine Macht gegeben, die eine so große, alles umfassende Organisation auf einmal hätte einrichten können. Wer sich dessen hätte unterfangen wollen, hätte eine mehr als geniale, eine geradezu übermenschliche Phantasie besitzen müssen, denn von Phantasie muß ja der Gesetzgeber einen großen Teil besitzen; er muß sich vorstellen können, wie das, was er anordnet, in der Zukunft wirken wird. Herr Nationalrat Steiger hat uns weiter gestern erzählt, daß schon das kleine Unternehmen der Unfallversicherung in der Schweiz zu breit aufgebaut gewesen wäre. Es hätte zuviel gefaßt und wäre deshalb gescheitert.

Wir in Deutschland sind wohlweislich Schritt für Schritt vorgegangen und unser erster Gewerbeunfallversicherungsentwurf hat drei Anläufe nehmen müssen, um durch den Reichsrat zu kommen. Dann kamen Schritt für Schritt die anderen Zweige, zum Teil auch nach mehrmaligen Versuchen. So ist die Sache entstanden und wir können froh sein, daß es so gekommen ist.

Das uns jetzt bevorstehende Werk der Vereinfachung (Vereinheitlichung?) ist eine Riesenaufgabe; der Umbau eines großen, im Betriebe befindlichen Bahnhofes ist etwas Leichtes dagegen. Denn Sie müssen wohl im Auge behalten, daß die ganzen Organisationen in vollem, lebendigem Gange sind.

Der Herr Dr. Verkauf irrt, wenn er das, was ich gestern Optimismus nannte, in dem Sinne aufgefaßt hat, daß wir schönfärben wollen. Wir färben vielleicht nicht einmal schön genug, wir übersehen manchmal über den Fehlern die Schönheiten des Werkes. Wir treten gerne mit Ihnen in Diskussion.

Ich persönlich habe geglaubt, meine Meinung in meinem Referate offen und ehrlich sagen zu müssen: Man könnte nun vielleicht sagen, wie ich als deutscher Mann an deutscher Sache so Kritik üben könnte. Aber gerade vor dem Kongreß, wo man mich als geraden und wahrheitsliebenden Mann kennt, bin ich verpflichtet, Ihnen offen und ehrlich die Wahrheit zu sagen, damit Sie anderseits mir glauben, wenn ich darlege, daß an der Sache auch viel Gutes ist, und wenn ich Sie immer wieder zur Nachfolge einlade.

Wir wollen nicht unsere deutschen Schmerzen vor Ihnen aufrollen, sondern uns generell über die Frage mit Ihnen unterhalten. Denn Deutschland ist der Ausgangspunkt gewesen für manches ausländische Gesetz und da können Sie mit Recht verlangen, daß wir Ihnen nicht vorenthalten, was wir selbst eventuell anders haben möchten. Der Herr Referent für Holland, van Drooge, hat in seinem bemerkenswerten Referate bemerkt, die Holländer wollten einiges blindlings nachmachen, was der östliche Nachbar schlecht gemacht hätte. Davor aber wollen wir selbst unseren Nachbar bewahren. Unsere Institution gilt der Arbeiterschaft. Die Arbeiterschaft Europas hat viele Beziehungen zu einander und es wird darum gut sein, wenn einheitliche Gesetze, nicht einheitlich der Form, sondern einheitlich der Güte nach, für alle Arbeiter bestehen. Dasselbe gilt vom Standpunkt der Arbeitgeber aus. Darum haben wir gestern im Prinzipe den Referaten der Herren Magaldi und Lass wegen reziproker Behandlung der Auslandsarbeiter zugestimmt.

Was nun meine Vorschläge anbelangt, so kann ich mit wenig Worten mich dahin resumieren, daß ich — und was ich jetzt für Deutschland sage, darf wohl des Beispieles wegen auch für andere Länder in manchem Punkte von Interesse sein — daß ich nicht die Krankenversicherungsorganisation durch eine Rentenversicherung aufsaugen lassen, sondern nur eine engere Verbindung zwischen den beiden Organisationen herbeigeführt wissen möchte. Herr Dr. Freund, der nach mir referieren wird, hat in Gegenteil zur Vereinheitlichung sehr große Krankenkassenorganisationen im Auge. Das ist eine äußerliche, er wird es mir nicht verargen, wenn ich sage schematische Einheitlichkeit und Vereinfachung. Das Wort „Kaserne", das uns bisweilen wegen unserer „Staatsversicherung" entgegengehalten wird, will ich nicht gebrauchen.

Wir müssen bei unseren Reformideen den geschichtlichen Boden nicht ganz verlassen. Man kann nicht so ohne weiters mit einer Zahl von tausenden von Organisationen total brechen. Wir haben gegenwärtig an 23.000 verschiedene Krankenkassenorgane. Vieles hängt damit zusammen; wenn wir sie aufgeben, so schaffen wir uns überdies viele Gegner, die nicht zu unterschätzen sind. Es würde sich dabei auch darum handeln, ob man in so großen Kassenorganisationen das Selbstverwaltungs-

recht so zu Ehren bringen kann, wie es nach meinem Dafürhalten nützlich ist. Ich möchte lieber auf dem Vorhandenen weiterbauen.

Es wurde weiters von mir vorgeschlagen, man sollte die Beitragserhebung unter Fortfall der Markenklebung und Zugrundelegung von Lohnlisten mit eventueller Abschätzung des Arbeitsbedarfs einheitlich gestalten.

Die Frage, ob man mit den Marken arbeiten soll oder ohne Marken, ist augenblicklich in vielen Ländern akut. Sie wird zur Zeit in Frankreich erörtert; in Luxemburg hat man sich ebenso wie in Österreich dagegen ausgesprochen. Die Herren durften von mir auf Grund meiner doch gewiß reichen Erfahrung zu hören erwarten, was ich darüber denke. Ich habe mich gefragt, was ist der oberste Grundsatz bei der Einhebung der Beiträge, und ausgeführt, man dürfe kein System einführen, das den Anreiz zur Immoralität, zur Defraudierung od. dgl. in sich trägt. In Deutschldnd gibt es etwa 5,000.000 Stellen (Arbeitgeber), die Marken kleben müssen. Bei jeder einzelnen dieser Stellen ist in jedem einzelnen Lohnzahlungsfalle die Möglichkeit gegeben, nicht richtig zu kleben. Auch beim Einzugsverfahren werden große Summen unter Umständen nicht richtig verwendet. Nun gebe ich alles, was Sie gegen meinen Vorschlag einwenden wollen, zu und gebe Ihnen noch mehr zu. Die Einwendungen sind mit denen, die Sie erheben, noch nicht erschöpft. Aber es ist bei meinem Verfahren eine Versuchung zur Immoralität nicht gegeben. Ich möchte darum glauben, man sollte bei beiden Verfahren die sonstigen Fehler — von der Lästigkeit des Markenklebens will ich gar nicht reden — kompensieren und das moralisch Beste annehmen. In einem deutschen Fachblatt habe ich soeben wieder gelesen, wie häufig beim Markenkleben gesündigt wird. Ich will damit gewiß kein schlechtes Licht auf meine Landsleute werfen. Wir sind Menschen wie alle und es wäre unhöflich zu sagen, daß wir bessere Menschen sind (Heiterkeit). Indessen glaube ich, daß auch in anderen Ländern die Menschen nicht besser sind als bei uns, und nur für das Ausland habe ich mich jetzt geäußert. Was Deutschland anbelangt, so verweise ich auf mein Referat, wo gesagt ist, warum ich nicht glaube, daß man dort jetzt noch das Markensystem verlassen werden wird.

Dann hatte ich vorgeschlagen, man solle die landwirtschaftliche Unfallversicherung mit den Invalidenversicherungsanstalten verbinden, den Gewerbeberufsgenossenschaften aber die Fürsorge für ihre Arbeiter selbst überlassen.

Ich möchte bei dieser Gelegenheit über die Ausführungen der Herren Dr. Verkauf und Dr. Ofner Folgendes erklären: Die Arbeiter tun Unrecht, wenn sie die Arbeitgeber so hinstellen, als wenn diese schlechter wären als die Arbeiter. Ich bin ehrlich genug zu sagen, daß auch bei einzelnen Industriellen Fehler vorkommen, aber die Arbeiterschaft, die fehlerlos wäre, muß auch erst noch geboren werden, vielleicht im Zukunftsstaate. (Lebhafte Heiterkeit und Beifall.)

Dann habe ich gemeint, man solle einen gemeinschaftlichen Unterbau in der Verwaltung einrichten. Schon vor 10 Jahren sprach ich davon. Man soll aber nicht besondere technische Versicherungsorganisationen neben die ordentlichen Verwaltungsorganisationen stellen. Ich bin vollkommen auf Grund meiner Erfahrungen — ich habe in den verschiedensten Provinzen in der Verwaltung gedient — ich bin, sage ich, der festen Überzeugung, daß es nicht gut täte, besondere finanzielle oder technische Organisationen lediglich für die Arbeiterversicherung einzurichten. Es liegt nicht nur die Gefahr der Einseitigkeit, der Verflachung ihrer Verwaltung, ohne Rücksichtnahme auf die übrigen Interessen, vor, sondern Sie würden damit auch den durchaus notwenigen Zusammenhang der unteren administrativ-politischen Verwaltungsstellen mit der Bevölkerung beseitigen. Dieser unteren administrativ-politischen Stellen kann aber kein Staat entbehren, mag er republikanisch oder monarchisch organisiert sein. Daß diese unteren Stellen kräftig sind, daß sie Fühlung mit der Bevölkerung haben, daß sie Vertrauen genießen bei allen, insbesondere bei den unteren Schichten der Bevölkerung, das ist für jedes Staatsleben absolut notwendig. Sie selbst haben es einem österreichischen Referenten vorhin zum Vorwurfe gemacht, daß er, der Spezialbeamte, nicht orientiert sei über die Verhältnisse der Arbeiter. Gerade in diesen unteren administrativen Stellen wird man sich am besten orientieren, wenn der bisherige Zusammenhang bestehen bleibt. Aus diesen Stellen gehen ja auch die höheren und höchsten Verwaltungsbeamten vielfach hervor und auch

diese werden sich dann den Blick für die Verhältnisse in den unteren Schichten geschärft haben. Ich schätze mich glücklich, daß ein wohlwollender Minister des Innern mich in jungen Jahren durch verschiedene Provinzen des Landes geschickt hat und daß ich in allen diesen Provinzen gesehen habe, wie es bei der Bevölkerung aussieht. So habe ich bei der Veranlagung der Gebäudesteuer in den ärmsten Hütten Bilder gesehen, die sich so tief-schmerzlich meinem Gedächtnisse eingeprägt haben, daß meine Überzeugung dadurch befestigt wurde, daß dem kleinen und hilfsbedürftigen Mann geholfen werden muß. (Lebhafter Beifall). Dieser Unterbau muß also hergestellt werden, wie man ihn nennt ist gleichgiltig. Er muß natürlich paritätisch besetzt sein. Arbeitgeber und Arbeitehmer müssen gleich berücksichtigt sein und unterstehen dem Landrate, Magistrate etc., damit der Landrat durch die Institution selbst dahin geführt werde, genaueste Kenntnis davon nehmen zu müssen, wo die Bevölkerung der Schuh drückt. Auf diesem Wege würden ferner die Arbeiter, die in diesen Stellen mitbeschäftigt sind, indirekt einen Einfluß auf alle Gebiete der Verwaltung gewinnen. Gerade als Freund der Arbeiter habe ich mich in diesem Sinne ausgesprochen.

Ich bin vielleicht von einem der sozialdemokratischen Redner mit dem, was ich von Optimismus sagte, mißverstanden worden. Ich habe nicht gesagt, in den Referaten drücke sich besonderer Optimismus aus, sondern ich habe gesagt, der Optimismus, der durch die Reden hier geht, ist notwendig. Ein armer Mann, dessen Bestes der Verstand ist! Das Herz ist auch notwendig; wir wollen mit dem Herzen arbeiten, und dieser Optimismus, daß wir an der Zukunft nicht verzweifeln, ist es, den ich gemeint habe.

Wenn ich in meinem Referat die Schwächen unserer Gesetzgebung in gewissen Punkten freimütig anerkannt habe und mit nichts hinterm Berge hielt, so habe ich doch vor diesem internationalen Kongreß gewiß nicht schönfärben wollen. Nein, aber nicht nur ein schöngefärbter, sogar ein goldener Mantel verdeckt in der Tat die Schwächen unserer Institutionen. Ein Mantel, der so dick ist, daß Sie durch ihn hiedurch die Schäden kaum sehen würden, wenn wir sie nicht selbst zeigen würden. Wir haben in Deutschland für die Krankenversicherung im

ganzen ausgegeben $2^1/_2$ Milliarden, für die Unfallversicherung über eine Milliarde, für die Invalidenversicherung über eine Milliarde. Mit einer Arbeiterversicherung, die durch einen solchen Goldmantel gedeckt ist, kann man schon zufrieden sein. Es ist ja richtig, es könnte noch besser sein. Aber es ist doch schon erlaubt zu sagen, daß man nicht recht tut, wenn man alle diese Resultate einfach als nichts hinstellt und von dem „bißchen Sozialpolitik" spricht. (Lebhafter Beifall.)

Was ist denn „viel Sozialpolitik", wenn 4 bis 5 Milliarden immer noch nicht genug sind für den Anfang? Ich darf die Herren, die vorhin sprachen, daran erinnern, daß die bürgerlichen Parteien redlich bemüht waren, diesen Weg zu beschreiten, daß aber gerade die Freunde dieser Herren in Deutschland sich gegen die betreffenden Gesetze ablehnend verhielten. (Sehr richtig!) Die Reden der Herren zwingen mich darauf hinzuweisen, daß eine erleuchtete Regierung, ein hohes verständiges Parlament, die hinter ihm stehenden bürgerlichen Klassen diese Gesetze gemacht haben, im Kampf mit der Richtung, die die Herren vertreten.

Es war deshalb auch nicht richtig, wenn von „Potemkin'schen Dörfern" gesprochen wurde. Ich bin ein alter Statistiker und ich habe mir, meine Herren, in der Geschwindigkeit berechnet, wie viele Häuser aus Holz und Stein, nicht wie Potemkin'sche aus Pappe, von diesem Geld eingerichtet werden könnten. Es sind ganz genau, wenn Sie ein Dorfhaus auf 1200 Mark veranschlagen, 4 Millionen steinerne Häuser, ganz reelle Häuser, die ein großes Stück Erde brauchen würden, um darauf Platz zu finden. (Sehr gut! Heiterkeit.)

Ich komme nun zum Schluße und frage gleichfalls ganz im Gegensatze zu jenen Herren: wer hätte wohl vor 25 Jahren daran gedacht, daß heute in Wien ein so zahlreicher Kongreß, beschickt von allen zivilisierten Regierungen, von Vertretern aller Richtungen in den verschiedenen europäischen und außereuropäischen Staaten, daß hier heute ein Kongreß tagen würde, nicht über die Einführung, sondern über die Vereinfachung und Vereinheitlichung der Arbeiterversicherung zu verhandeln? Ist das nicht ein wirklicher Fortschritt? — Daß dieses Thema

zur Diskussion kommen konnte, ist ein Markstein am Wege der Arbeiterversicherung in allen Ländern, am Wege des Siegeszuges dieser Versicherung und wir werden uns freuen, den Siegeszug weiter zu sehen und ihn noch weiter mitzumachen. Dabei will ich noch hinweisen auf die Entwicklung, die in Deutschland die Arbeiterversicherung nimmt. Hier in Händen habe ich das Statut der Seeberufsgenossenschaft zu einer Invaliden- und Witwen- und Waisenversicherung. Diese Berufsgenossenschaft geht also schon so weit, diese letztere Art der Versicherung nicht nur auf ihre Fahne zu schreiben, sondern selbst zu realisieren. (Beifall.)

Wenn vor 25 Jahren in einem einzelnen Lande die Krankenversicherung als einzelner Stern aufleuchtete, so sehen wir heute schon an dem Firmamente der europäischen Länder immer mehr und mehr ähnliche Sterne erglänzen und das Firmament erhellen. Ich wünsche, daß diese Sterne immer zahlreicher und intensiver in das Dunkel des Elendes der Arbeiterklassen, denen wir hier in erster Linie dienen, leuchten mögen". (Allseitiger lebhafter Beifall.)

*(Il y a dix ans que l'orateur a déjà discuté en Allemagne, avec ses collègues de l'Office Impérial des assurances, des plans de réorganisation, car l'Allemagne ne craint pas de discuter en plein jour les défauts de ses institutions. Il lui a été impossible de mettre sur pied d'un seul coup une organisation commune aux troix assurances. N'a-t-on pas dit ici que la Suisse a fait échouer un projet d'assurance-accidents simplement parce qu'il voulait trop embrasser! L'Allemagne a donc procédé par étapes, sauf à corriger et unifier ultérieurement. Le travail à faire est difficile; il ressemble à la reconstruction d'une grande gare, dont l'exploitation ne peut pas être arrêtée. L'orateur est toujours d'avis que l'assurance-maladie ne peut pas être absorbée par une assurance de rentes, mais qu'on peut établir de meilleurs liens entre les deux. M. Freund voudrait des caisses de maladie organisées par vastes circonscriptions; l'orateur croit impossible de supprimer ainsi la plupart des caisses existantes. On se ferait ainsi trop d'ennemis, et l'on*

*perdrait en partie les avantages de la libre gestion. L'orateur a proposé encore de supprimer les timbres, et d'introduire les listes de salaire avec estimation, dans certains cas, du besoin de main d'œuvre. A propos des timbres, l'orateur déclare qu'on ne peut soutenir un système qui excite à la fraude; or il y a en Allemagne 5 millions de patrons appelés à coller; de même les institutions chargées de la perception directe des cotisations ont commis parfois des fraudes. Il y a lieu aussi de rattacher l'assurance contre les accidents agricoles à l'assurance-invalidité. Les corporations industrielles subsisteraient. L'orateur, répliquant à des orateurs précédents, croit que si des patrons commettent des fraudes, les ouvriers sont loin d'être sans défauts. L'organisation locale devrait être commune à toute l'assurance; cette organisation locale ne doit pas être spécialisée, elle doit être confiée aux autorités inférieures qui ont le contact quotidien avec la population et défendront beaucoup mieux ses intérêts. Les hauts fonctionnaires doivent se féliciter d'avoir passé par ces administrations locales où ils ont pu apprendre les besoins de la population. Les patrons et les ouvriers devraient naturellement collaborer à cette gestion locale: les ouvriers gagneraient ainsi l'influence, qu'ils désirent, sur l'ensemble de l'administration. L'orateur maintient ce qu'il a dit de l'optimisme nécessaire; il faut avoir confiance dans l'avenir et travailler avec son cœur. L'orateur n'a jamais voulu montrer les choses en rose; mais l'Allemagne a pourtant le droit d'être fière d'avoir déjà consacré à l'assurance-maladie 2½ milliards de marcs, et à chacune des 2 autres assurances plus d'un milliard de marcs. Les amis de ceux qui viennent dénigrer ici cette œuvre sont précisément ceux qui en Allemagne ont voté contre ces lois: ils parlent de „villages à la Potemkine" bâtis en carton comme un trompe-l'œil, mais c'est bel et bien 4 millions de maisonnettes en pierre et en bois — non en carton — que Potemkine aurait pu bâtir avec tout l'argent consuré en Allemagne à l'assurance. Le fait même qu'un Congrès si fréquenté s'occupe aujourd'hui*

*non plus de la création mais du perfectionnement des assurances prouve que l'on a affaire à une puissante réalité, et que l'idée de l'assurance est victorieuse. Voici même qu'un progrès nouveau s'accomplit et que des patrons, des armateurs allemands organisent à leurs frais l'assurance des veuves et des orphelins.)*

* * *

Dr. Richard FREUND, Vorsitzender des Vorstandes der Landesversicherungs-Anstalt in Berlin (Berlin), erklärt, sich mit Rücksicht auf das gedruckte Referat und seine zahlreichen Publikationen ganz kurz fassen zu wollen, zumal es notwendig sei, daß möglichst viele Redner an der Diskussion teilnehmen. Die Reform, die er anstrebt, sei dahin zusammenzufassen: Verschmelzung der Invalidenversicherung mit der Krankenversicherung in den Landesversicherungs-Anstalten und Schaffung eines lokalen Unterbaues durch paritätisch organisierte Arbeiterversicherungs-Ämter für die gesamte Arbeiter-Versicherung.

Die Beziehungen der Invalidenversicherung zur Krankenversicherung sind so innige, daß es unerträglich ist, diese Versicherungszweige in getrennten Organisationen zur Durchführung zu bringen. Krankheit ist vorübergehende Invalidität; Invalidität ist dauernde Krankheit. Jede Ausgabe für die Krankenversicherung kommt der Invalidenversicherung zugute. Die Invalidenversicherung hat das größte Interesse an der vollkommensten Durchführung der Krankenversicherung und das ist natürlich für die Arbeiter am meisten von Vorteil.

Einer der wichtigsten Punkte ist die Organisation der Arbeiterversicherungs-Ämter. Diese sollen aus einer gleichen Anzahl von Arbeitgebern und Arbeitnehmern zusammengesetzt werden, mit einem unparteiischen Vorsitzenden an der Spitze. Durch diese Organisation würde die bisherige Zweidrittelmehrheit der Arbeiter in den Krankenkassen aufgehoben werden. Diese Zweidrittelmehrheit ist vom sozialpolitischen Standpunkte unbedingt zu verwerfen, weil sie die Arbeitgeber zur Ohnmacht

verurteilt und dadurch die Gegensätze zwischen Arbeitgebern und Versicherten verschärft, anstatt sie auszugleichen. Sozialpolitik darf und kann man wohl nicht gegen die Arbeiter machen, sondern nur mit den Arbeitern. Diesem Satze widerspricht aber die vorgeschlagene Reform nicht. Die Arbeiter würden auch bei der paritätischen Organisation großen Einfluß haben, freilich nicht durch die brutale Macht der Majorität, sondern durch das Schwergewicht der Gründe. Wenn die Arbeiter behaupten, daß durch die paritätische Organisation ihre Selbstverwaltung vernichtet wird, so ist das grundfalsch. Selbstverwaltung ist nicht identisch mit Vorherrschaft der Arbeiter; auch die Arbeitgeber müssen irgend einen Einfluß auf die Verwaltung haben und dies ist nur durch eine paritätische Organisation zu machen. Für die Arbeiter handelt es sich hier um eine Machtfrage und um diesen Punkt wird sich die ganze Reform drehen. Außer den Arbeitgebern und Versicherten müssen bei den Organisationsfragen auch das Staats- und das allgemeine öffentliche Wohl zu Wort kommen. Das geschieht dadurch, daß der Vorsitzende öffentlicher Beamter ist.

Der Stimmenverteilung entsprechend müßte auch eine Änderung in der Verteilung der Last eintreten. Es ist nicht einzusehen, warum der Staat nur für einen Teil der Versicherten Zuschuß leistet, da es doch angemessen sei, daß die gesamte Last auf den Staat, die Arbeitgeber und die Versicherten zu gleichen Teilen gelegt werde.

Ein zweiter Punkt betrifft die Einbeziehung der Unfallversicherung in die neue Organisation. Wenn auch in dem Referate aus schwerwiegenden Gründen prinzipiell für diese Einbeziehung eingetreten wird, hält es Redner doch für zweckmäßig, daß von der Einbeziehung einstweilen Abstand genommen und zunächst der wichtigste Prozeß: die Verschmelzung der Invalidenversicherung mit der Krankenversicherung, vollständig verdaut wird. Auch die Einführung der Witwen- und Waisenversicherung muß bis zur Beendigung dieser Reform aufgeschoben

werden. In der Arbeiterversicherung steckt eine ungeheure Kraft, die durch die bisherige Zersplitterung lahmgelegt wird, und Redner ist der unerschütterlichen Überzeugung, daß nur durch eine Vereinfachung der Arbeiterversicherung diese Kraft zur vollen Entfaltung gebracht werden kann.

*(Le Dr. FREUND, Président de la Caisse d'assurance-invalidité de Berlin, résume ainsi son système: Absorption de l'assurance-maladie par les caisses d'invalidité (la maladie n'est qu'une invalidité passagère, l'invalidité est une maladie permanente) et création d'offices locaux pour toute l'assurance avec représentation égale des patrons et des ouvriers sous un président indépendant. Les ouvriers n'auraient donc plus la majorité des $^2/_3$ qu'ils ont dans les caisses de maladie et dont ils usent pour aggraver des conflits sociaux. Désormais les ouvriers l'emporteraient quand ils auraient raison et non pas seulement par le nombre; malheureusement toute la réforme tourne autour de cette question de majorité. Les charges seraient réparties entre l'Etat, les patrons et les ouvriers. — Provisoirement, pour ne pas compliquer une réforme déjà délicate, l'assurance-accidents resterait indépendante. L'assurance ouvrière represente une force énorme qui est encore paralysée par le morcellement des institutions.)*

* * *

Professor Dr. Rudolf MENZEL, Wien, bezeichnet als Ergebnis seines Referates, daß keine völlige Verschmelzung der Versicherungszweige, sondern nur eine organisatorische Vereinigung zu empfehlen sei. Der lokale Unterbau für alle Arten der Arbeiterversicherung soll durch Krankenkassen gebildet werden, vorausgesetzt, daß sie auf territorialer Unterlage zentralisiert und durch besondere Inspektoren — nach dem Muster des englischen Local Governement — beraten und beaufsichtigt werden.

Die eigentliche Verwaltung der Unfall- und Invalidenversicherung, künftig vielleicht auch der Witwen- und Waisenversorgung, soll territorialen Landesversicherungs-Anstalten (Provinzial- und Departement-Kassen) zustehen. An der Spitze der ganzen

Organisation soll, wie in Deutschland, ein Reichsversicherungsamt fungieren. Redner konstatiert, daß die inzwischen erschienen Berichte der Herren Bellom und van Drooge zu ähnlichen Konklusionen gelangen und erwartet eine allmähliche Klärung der Ansichten auf der Grundlage der organisatorischen Vereinigung, wobei die völlige Verschmelzung einer ferneren Zukunft vorbehalten bleibt.

*(Le Professeur MENZEL, de Vienne, ne préconise pas la fusion complète. La base locale des diverses assurances serait les caisses de maladie organisées par grandes circonscriptions et bien contrôlées. Les assurances-accidents et invalidité (et plus tard l'assurance des veuves et orphelins) seraient confiées à des caisses régionales, avec au sommet un Office National.)*

* * *

*M. Maurice BELLOM:*

*„Messieurs, il semble que les éloquents discours que vous venez d'entendre aient épuisé la question des relations de l'assurance contre l'invalidité avec les autres branches de l'assurance ouvrière, et vous seriez peut-être fondés à considérer avec commisération l'infortuné rapporteur inscrit à un rang si lointain et dans de si fâcheuses conditions. En serait-il ainsi que je me permettrais de ne point partager vos inquiétudes.*

*Si, en effet, la question a été traitée de main de maître au point de vue du régime des assureurs, la situation des assurés a été quelque peu laissée dans l'ombre. C'est sur cette situation que je désirerais appeler et retenir votre attention.*

*En opposant d'ailleurs le nom des assureurs à celui des assurés, je ne prétends point signaler une antinomie d'intérêts: bien au contraire, les intérêts des premiers se confondent avec ceux des seconds, notamment dans une mutualité d'assurance ouvrière, obligatoire ou libre.*

*Or, quelle est la préoccupation essentielle de l'assuré? C'est de ne pas être confondu avec un assisté, c'est de pouvoir invoquer comme un droit le bénéfice d'allocations qu'il s'est ménagées par un effort personnel, et de ne pas être réduit à*

*attendre d'une libéralité éventuelle des secours incertains et précaires. Il importe donc d'examiner les mesures prises par les divers législateurs pour satisfaire à ce desideratum, et, si l'on constate des erreurs ou des lacunes, d'indiquer les moyens de réparer les unes et de combler les autres.*

*Rapportant les solutions à des types essentiels, nous procéderons par voie d'exemple et nous visiterons successivement quelques monuments législatifs.*

*Nous commencerons par la construction la plus complète et la plus soignée: la législation allemande.*

*Cette législation a eu le rare bonheur d'émaner d'une pensée unique exprimée dans le message impérial de 1881, de trouver un substractum exceptionnellement favorable dans le goût et la pratique de l'association propres à la race germanique, enfin de rencontrer dans les fonctionnaires rompus au mécanisme de la vie municipale les plus précieux auxiliaires.*

*Dans son magistral exposé du Congrès de Dusseldorf, Mr. le Dr. Bödiker comparait cette législation à une vaste cathédrale dont il évoquait la masse imposante et les harmonieuses proportions. M. le Dr. Bödiker nous permettra, sans doute, de franchir le seuil de cette cathédrale et d'y rechercher la situation imposée aux fidèles d'un culte obligatoire. La cathédrale de l'assurance allemande comprend une nef réservée à l'assurance-invalidité, deux bas-côtés respectivement affectés à l'assurance-maladie et à l'assurance-accidents, un choeur d'où l'Office impérial rayonne sur l'ensemble de l'édifice. Selon la nature du sinistre qui amène le fidèle au temple, c'est vers la nef ou vers l'un des bas-côtés qu'il doit se diriger. Mais, s'il y a beaucoup d'appelés, c'est-à-dire beaucoup de victimes, tous ne sont pas élus: d'une part, l'invalide qui n'a pas accompli le stage légal, n'est pas admis dans l'enceinte; d'autre part, le malade qui, sans avoir satisfait à cette condition, voit expirer la période des secours de maladie, est expulsé de l'édifice et vient, avec l'invalide refusé, grossir le nombre des mendiants et des chômeurs qui, du dehors, jettent sur la cathédrale de l'assurance des regards d'envie.*

*Si, quittant l'Allemagne, nous entrons en Italie, en Belgique ou en France, nous ne trouvons plus la cathédrale majestueuse*

*bâtie sur un plan officiel par des architectes législatifs; nous ne rencontrons que des maisonnettes aux dimensions modestes, édifiées au gré de chacun et par les ressources de chacun: tantôt ce sont des maisons proprement dites, fruit de l'épargne individuelle; tantôt ce sont des institutions d'assurance des plus variées, adaptées aux besoins et aux goûts de chacun. Ces maisonnettes sont loin de donner asile à tous les invalides; le nombre des exclus est même supérieur à celui des refusés ou des expulsés de la cathédrale allemande. Mais ceux qui ne peuvent pénétrer dans les édifices de l'assurance libre, n'ont à s'en prendre qu'a eux-mêmes: il ne tenait qu'à eux de se ménager un toit en participant à la construction et à l'entretien de la demeure.*

*C'est, en effet, une différence essentielle entre le réseau compact de l'organisation obligatoire et les mailles plus lâches, mais aussi plus souples, de l'organisation libre, que l'une fait concevoir des espérances sans exiger toujours un effort corrélatif, tandis que l'autre mesure le résultat obtenu au sacrifice accompli. Le sentiment de ne devoir qu'à soi-même la sécurité acquise pour le présent et les avantages attendus pour l'avenir n'est pas seulement une source de puissant réconfort et de légitime fierté; il exclut, en outre, la rancœur de ceux qui, n'ayant rien prévu, ne sauraient prétendre à quelque chose, la déception de ceux qui ne peuvent escompter des avantages imaginaires comme fruit de sacrifices insuffisants; et, quand l'assurance libre se développe sur tout un pays, nous assistons à ce magnifique spectacle que donne la mutualité avec les ressources infinies de dévoûment et de fraternité que possède et dispense le peuple prévoyant. Lorsqu'un législateur inscrit sur le frontispice des monuments: „Pas de malade sans secours, pas de blessé sans indemnité, pas d'invalide sans pension", les cas de forclusion et de déchéance semblent une faillite aux promesses de la loi. Lorsqu' au contraire le législateur prend pour devise: „J'aide les citoyens pour leur apprendre à s'aider eux-mêmes", lorsqu'il leur dit: „Aidez-vous, la loi vous aidera", l'absence d'allocation accuse, non l'impuissance de la loi, mais l'insuffisance de l'effort personnel.*

*Aussi bien n'est il pas nécessaire de disposer de ces rayons X auxquels notre regretté collègue Henri Adan déplorait de*

*ne pouvoir demander les secrètes pensées des assujettis de l'assurance obligatoire. Il suffit de sentir battre en soi un cœur d'homme libre pour connaître le prix qui s'attache au résultat acquis par une énergie indépendante et non exempte de fierté. Sans doute, Messieurs, vos âmes généreuses éprouvent dès l'accomplissement de l'effort une jouissance qui peut atténuer chez elles la satisfaction du résultat. Mais vous ne sauriez demander à tous ce qui est le privilège d'une élite, et vous devez songer que, pour la plupart, la jouissance n'apparaît que lorsque le but est atteint. Pour ceux-ci, la satisfaction donnée par le résultat dépend en partie des moyens employés pour l'obtenir, et les exigences sont d'autant plus violentes que l'effort a été moins libre et les promesses plus formelles.*

*Certes, la tâche du législateur est vaste et ardue: soit nécessité de répondre à des voeux impatiemment formulés, soit désir de faire accepter des innovations commandées par l'intérêt général, ou, selon des comparaisons usuelles, tantôt pour courir au plus pressé, tantôt pour faire entrer le coin par la pointe et non par la base, il peut être amené, dans l'établissement des relations mutuelles des diverses branches de l'assurance ouvrière, à se contenter de formules hâtives et provisoires.*

*Cette précarité des solutions initiales a toutefois le grave inconvénient, sinon d'engager l'avenir par des mesures irrémédiables, du moins de compromettre ou d'entraver l'application ultérieure de mesures rationnelles. Aussi ne serions-nous pas étonnés de voir les peuples qui, comme le peuple suisse, ont temporisé par une confiance dans la liberté que nous ne manquerons pas de saluer au passage, de voir, dis-je, ces peuples aboutir à l'organisation générale de l'assurance ouvrière en même temps que les nations qui les ont précédés dans l'institution d'une branche isolée de cette assurance. La hâte du présent est une cause de retard dans l'avenir.*

***Durum; sed levius fit patientia***
***Quidquid corrigere est nefas.***

*Il n'est donc pas exagéré de dire qu'en cette matière, si le terrain n'est pas absolument vierge pour vos délibérations, il n'existe pas une seule solution complète du problème dans*

*les législations en vigueur. Le risque de maladie s'est, en effet, présenté tout d'abord comme le plus simple à couvrir; le risque d'accident s'est ensuite, par une merveilleuse fortune, implanté victorieusement dans la presque universalité des codes; le risque d'invalidité, au contraire, méconnu il y a peu de temps encore, repoussé comme non justiciable de l'assurance, ne conquiert qu'avec peine la place usurpée par le risque de vieillesse. Et cependant c'est autour de lui que doit graviter toute l'assurance ouvrière, soit qu'il prolonge le risque de maladie, soit qu'il atteigne brusquement le travailleur comme le risque d'accident. La maladie n'est autre que l'invalidité en formation et en puissance; l'accident qui frappe l'ouvrier le réduit à l'incapacité de travail et à la mort, comme l'usure normale ou prématurée de ses forces par le labeur quotidien. De là le caractère de l'assurance contre l'invalidité qui, à la fois le centre et le terme de l'assurance ouvrière, fournit, par son organisation propre, la clef de voûte qui donne à l'ensemble du système sa solidité et sa valeur. De là aussi l'importance qui s'attache au soulagement immédiat de l'invalidité et, par suite, à la suppression d'un stage préalable dont l'accomplissement serait la condition nécessaire du bénéfice des secours. L'incontestable lacune que présente à cet égard la législation allemande semble pouvoir être évitée dans les lois à venir par une répartition plus judicieuse des subsides de l'Etat sur les bases dont j'ai cherché, dans mon rapport, à fournir les éléments.*

*Au reste, à constater ce défaut de la législation allemande, on ne saurait se dissimuler, dans le domaine de l'assurance contre l'invalidité, les imperfections de l'œuvre des législateurs attachés au principe de la liberté de la prévoyance et, dans ce même domaine, l'hésitation des citoyens que leur fortune ou leur rang appelle à la mission de la propagation de l'assurance. La notion de l'assurance contre l'invalidité est à peine répandue dans la mutualité libre; et pourtant les sociétés de secours mutuels sont admirablement préparées à jouer le rôle d'assureurs contre l'invalidité par leur triple caractère d'assureurs contre la maladie, d'associations basées sur la confiance réciproque de leurs membres, et d'organes de placement. Ce serait sortir à la fois du cadre de cette discussion et des limites du temps réglementaire que de développer une solution que j'ai présentée*

*ailleurs, pour montrer la possibilité de la réalisation de l'assurance contre l'invalidité par les sociétés de secours mutuels. Mais il paraît essentiel de signaler l'existence de ce facteur dont une étude générale du problème ne saurait faire abstraction.*

*Cette étude, Messieurs, à laquelle vous ont conviés les organisateurs du Congrès, fidèles au mandat donné à Dusseldorf, n'implique pas pour vous l'obligation de rédiger, moins encore d'imposer, une formule définitive. Si, d'ailleurs, j'en juge par le souvenir de nos précédentes assises, vous avez toujours voulu, dans une large impartialité, réserver à toutes les aspirations leur rang, à toutes les solutions leur place, au caractère individuel de chaque peuple sa légitime influence sur la loi nationale. C'est que, sans doute, en cherchant le beau, vous le demandez à la réalisation de l'unité dans la variété: l'unité du désir de l'amélioration du sort des classes laborieuses par la diffusion de la prévoyance; la variété des solutions propres au génie de chaque nation. Et la fin que Kant refuse à la finalité dont il fait l'essence du beau, vous sera donnée par surcroît grâce à cette harmonie du bien et de l'utile qui se trouve au fond de toutes les choses humaines. Vous admettrez que les résultats matériels de l'assurance obligatoire n'excluent pas le fidèle attachement que d'autres ont voué à la liberté; vous ménagerez la place que tiennent dans les préoccupations de chaque peuple le culte du passé et le souci des œuvres auxquelles des générations entières ont donné le meilleur de leur coeur et de leur temps; enfin vous ne négligerez pas ces impondérables dont un homme d'Etat „peu suspect d'idéalisme" reconnaissait la valeur et escomptait la puissance.*

*Cette conception élevée de votre tâche et des moyens de l'accomplir vous amènera, Messieurs, à envisager un régime où le législateur chercherait à perfectionner l'assurance plutôt qu'à l'imposer, et vous parviendrez de la sorte à réduire de plus en plus au profit de l'assurance le domaine de l'assistance pour former une toujours plus grande et plus belle humanité." (Vifs applaudissements.)*

* * *

Dr. Rudolf KOBATSCH, Sekretär des n.-ö. Gewerbe-Vereines, Wien, präzisiert seinen Standpunkt dahin, daß die Invalidenversicherung in Österreich nicht neben den bestehenden zwei Versicherungszweigen und, ohne daß diese abgeändert würden, eingeführt, sondern im Wege einer organisatorischen und materiellen Verschmelzung mit denselben geschaffen werden soll.

Die Grundzüge dieser Reform wären: Der gleiche Kreis versicherungspflichtiger Personen für alle Arten der Versicherung; die gleiche Methode der Einreihung der Versicherten; örtliche Einheitskassen als Träger des gesamten exekutiven Dienstes; Landes-Versicherungs-Anstalten, welchen die endgiltige Bemessung der Entschädigungen und die Aufsicht über die Kassen zufällt; Reichsversicherungsamt; paritätische Selbstverwaltung der Kassen und Anstalten durch Vertreter der Versicherten und der Unternehmer; einheitliche Beiträge, nach Wochen bemessen und monatlich zahlbar, je zur Hälfte von den Versicherten und den Unternehmern geleistet, berechnet auf Grundlage des Umlageverfahrens; Verteilung der künftigen Abgänge zu je einem Viertel auf Unternehmer und Versicherte und zur Hälfte auf den Staat; wöchentliche Entschädigungen im Falle vorübergehender Erwerbsunfähigkeit auf die Dauer eines Jahres; monatliche Renten bei dauernder Erwerbsunfähigkeit und zwar nach vierjähriger Wartezeit oder, wenn eine anscheinend vorübergehende Erwerbsunfähigkeit nach einem Jahre nicht behoben ist, nach dieser Zeit; Steigerungsbeträge der Renten je nach der Beitragsdauer; Angliederung der Witwen- und Waisenversicherung.

*(M. KOBATSCH, de Vienne, parle en faveur de la fusion et expose les réformes applicables à l'Autriche: mêmes catégories assurées, caisses locales uniques comme agents exécutifs, caisses régionales et Office national, gestion par les ouvriers et les patrons en nombre égal, cotisations payables par les deux par parties égales, selon le système de la répartition, etc.)*

* * *

Da die jedem Redner satzungsgemäß eingeräumte Redezeit von zehn Minuten während seiner Ausführungen überschritten wurde und Dr. KOBATSCH trotz wiederholter Ermahnungen des Vorsitzenden seine Rede nicht schließt, entzieht ihm der Vorsitzende das Wort; die Versammlung, an die der Redner beruft, beschließt, ihm keine Verlängerung der Redezeit zuzugestehen.

Der Vorsitzende bemerkt weiter, daß zu dem gegenwärtigen Gegenstande der Tagesordnung schon jetzt 21 Redner vorgemerkt seien. Wenn jeder Redner 10 Minuten beanspruche, gäbe dies $3^1/_2$ Stunden. Mit Rücksicht auf die zur Verfügung stehende beschränkte Zeit frage er die Versammlung, ob sie damit einverstanden sei, daß jedenfalls kein Redner länger als zehn Minuten sprechen solle. Die Versammlung gibt hiezu im allgemeinen ihre Zustimmung, nur Dr. Verkauf bemerkt, daß eine solche Einrichtung zwar formell gerechtfertigt sein mag, die Krankenkassenvertreter aber doch sich dadurch

*Un incident se produit. L'orateur ayant dépassé son temps de parole, l'Assemblée ne lui accorde pas de prolongation. Le Président ayant constaté que 21 orateurs sont encore inscrits, l'Assemblée est en majorité d'avis de ne pas accorder plus de 10 minutes à chaque orateur. M. Verkauf remarque toutefois que les représentants des Caisses de maladie seront lésés, eux qui n'ont déjà pas été appelés à présenter des rapports. M. le Président réplique que les Caisses de maladie n'ont pas fait usage de leur droit de présenter des rapports. M. le Dr. Mugdan, de Berlin, dit que 10 minutes sont suffisantes, que les médecins pourraient cependant dire eux aussi qu'ils n'ont pas eu à présenter des rapports.*

ins Unrecht gesetzt fühlen, weil sie nicht Gelegenheit hatten, mit einem Referate zum Worte zu kommen; ihnen solle man zum mindesten 20 Minuten Redezeit bewilligen.

Hiezu bemerkt der Vorsitzende, daß es den Krankenkassen freigestanden wäre, Referate anzumelden, daß sie aber von diesem Rechte keinen Gebrauch gemacht hätten.

Dr. Otto MUGDAN (Berlin) erklärt zur Geschäftsordnung, daß man in 10 Minuten vollauf Gelgenheit habe, seine Ansichten geltend zu machen. Auch die an dem Gegenstande der Verhandlung lebhaft interessierten Ärzte seien nicht zu einem Referate aufgefordert worden und könnten deshalb mit demselben Rechte, wie Herr Dr. Verkauf, eine längere Redezeit für sich in Anspruch nehmen. Er verzichte aber darauf und würde sich gerne mit 10 Minuten begnügen.

Da sich niemand mehr zu der vom Vorsitzenden bezüglich der Redezeit gestellten Frage zum Worte meldet, erklärt der Vorsitzende, es scheine ihm Ansicht der Versammlung, zum

mindesten in ihrer erheblichen Mehrheit, zu sein, daß keinem der Redner mehr als 10 Minuten zu bewilligen seien. Er werde deshalb strikte danach verfahren und bitte, ihm das nicht als persönliche Unliebenswürdigkeit anzurechnen, was er im Einverständnis mit der Versammlung und im Interesse der Sache etwa zu tun genötigt wäre. Hiegegen erhebt sich kein Widerspruch.

* * *

Das Wort erhält hierauf Herr Abgeordneter Karl Jul. FRÄSSDORF, Obmann der Orts-Krankenkassen in Dresden. Dieser betont, daß die deutschen Krankenkassenvertreter für die Zusammenlegung und Vereinfachung der Arbeiterversicherung eintreten. Alle drei Versicherungszweige sollten in größeren Bezirken von einer Organisationsstelle aus verwaltet werden. Alle Personen bis zu einem Einkommen von 3000 Mark sollen versicherungspflichtig sein, ferner sind die Leistungen zu erhöhen und ihre Bezugsdauer zu verlängern. Die Kosten der Versicherung sind zur Hälfte von den Arbeitern und zur Hälfte von den Arbeitgebern zu tragen, während an der Verwaltung zu zwei Dritteilen Arbeiter und zu einem Dritteil Arbeitgeber teilnehmen sollen. Parität und Vorsitz eines Beamten ist bei der untersten Stelle zu verwerfen, denn dies führt zur Bureaukratie. Die Berufungs- und Rekurs-Instanzen aber sollen paritätisch besetzt sein, wobei gegen ein Aufsichtsrecht des Staates nichts einzuwenden ist. Mit der Ärztefrage, die jetzt viel Staub aufwirbelt, wird man voraussichtlich bald in Ordnung kommen,

wenn man gute Honorare gewährt. Die Entscheidung über das Ärzte-System ist aber offen zu lassen.

Wie aber auch immer eine Zusammenlegung und Vereinfachung erfolgt, muß die Selbstverwaltung des Arbeiters erhalten bleiben, sonst werde es beständig Kampf geben. Ohne Selbstverwaltung ist eine soziale Reform unmöglich.

Auf den Hinweis des Vorsitzenden, daß die dem Redner zur Verfügung stehende Zeit abgelaufen sei, schließt Herr Fräßdorf seine Ausführungen.

*(M. FRÄSSDORF, Président de la Caisse locale de maladie de Dresde, indique que les représentants allemands des Caisses de maladie sont partisans de la concentration des trois assurances en de grandes Caisses territoriales, avec assujettissement de toute personne ayant un revenu de moins de 3000 marcs. Les charges de l'assurance seraient supportées pour moitié par chacune des parties; mais les ouvriers participeraient pour $^2/_3$ à la gestion. La gestion en nombre égal sous la présidence d'un fonctionnaire amènerait trop de bureaucratie. Dans les tribunaux arbitraux les parties pourraient être en nombre égal. Quel que soit le système adopté, la libre gestion par les ouvriers reste la condition de toute réforme sociale.)*

* * *

Geheimer Bergrat N. KRABLER (Altenessen) wendet sich gegen die emphatischen Ausführungen des Vorredners, bei der Vereinheitlichung der Versicherungszweige die Selbstverwaltung nicht zu zerstören. Das sei auch nirgends beabsichtigt; aber der Vorredner scheint unter der Selbstverwaltung das Übergewicht der Arbeitnehmer zu verstehen. Redner bringt als Beispiel, daß es auch ohne Arbeiter geht und sich gut verwaltet, die Institution vor, die er vertritt, nämlich die Knappschafts-Berufs-Genossenschaft, wie überhaupt alle Berufsgenossenschaften der Unfallversicherung. Sodann dankt Redner den

verschiedenen Referenten, daß sie bei ihren Vorschlägen so sanft mit der Unfallversicherung umgegangen sind und ihre Einfügung in die Einheits-Versicherung erst der Zukunft vorbehalten haben.

Redner möchte schließlich nur fragen, ob der Vorschlag der Drittelung der Beiträge ($^1/_3$ Arbeiter, $^1/_3$ Unternehmer, $^1/_3$ Staat) schon die Genehmigung des deutschen Reichs-Staats-Sekretärs der Finanzen gefunden hat.

*(M. KRABLER, Conseiller des mines (Altenessen), constate que l'orateur précédent confond avec l'autonomie des caisses un régime où les ouvriers auraient la majorité. Les corporations d'assurance-accidents prouvent que les patrons usent aussi de l'autonomie dans l'intérêt de tous. Il est heureux de voir qu'on ne désire pas se hâter de fondre l'assurance-accidents avec les autres assurances.)*

* * *

Dr. VERKAUF:

„Ich will zunächst auf einige Ausführungen des Herrn Dr. Bödiker zurückkommen und ihm die höchste Anerkennung zollen für die Diplomatie, mit der er sich für seine russischen Freunde eingesetzt hat. (Heiterkeit.)

Dr. Kobatsch gehört zu jenen, welche die Sanierung der Unfallversicherung um jeden Preis wollen. Zur Sanierung gehört nach der Auffassung des Dr. Kobatsch die Bankerotterklärung. Er setzt sich für nichts anderes ein, als für die niedrige Rente. Teilrenten sollen nicht gewährt werden, Witwen- und Waisenrenten gleichfalls nicht. Ich bin wegen der Kürze der mir zur Verfügung stehenden Zeit in arger Verlegenheit. Dr. Mugdan spürt die Verlegenheit nicht. Die Krankenkassen und ihre Vertreter mögen nach ihm ihre Meinung zurückstellen. Es ist das sehr liebenswürdig von ihm. Wir wollen aber hier vor diesem Auditorium sprechen und den Meinungen der Referenten unsere Meinungen entgegensetzen. Wenn Dr. Mugdan uns nicht hören will, so ist das seine Sache, aber das, was wir vorschlagen, wird gewiß im Interesse der Gesamtheit liegen.

Ich soll über das Programm der österreichischen Regierung sprechen. Das gesamte Programm, aber insbesondere sein organisatorischer Teil ist von ungeheurer Tragweite auch für die anderen Länder. Ich darf aber nicht sprechen, da die Zeit zu kurz ist.

Ich unterscheide in bezug auf die Vereinheitlichung drei Momente. Es werden die Dinge zu sehr durcheinander geworfen. Es handelt sich nicht nur um die Frage der Verschmelzung, d. h. Verbindung oder Nichtverbindung der einzelnen Versicherungszweige, es kommen zwei weitere Fragen in Betracht.

Die Frage des Personenkreises und die territoriale Frage. Es sind also drei Probleme. Ich erkläre mich bankerott, ich kann in 10 Minuten, auch in 20 Minuten nicht über diese Frage sprechen. Es drängt mich dagegen, eine andere Frage zu erörtern, die uns sehr am Herzen liegt, die Frage der Selbstverwaltung. Rund herausgesagt: Unter Selbstverwaltung verstehen wir den entscheidenden Einfluß der Arbeiter, Dr. Freund will den entscheidenden Einfluß des Staates. (Zwischenruf von Dr. Freund: Den gleichen Einfluß der Unternehmer!) Wir können auch rechnen. Zwischen den beiden Dingen gilt es zu wählen und ich glaube, viele Unternehmer wird Dr. Freund nicht finden, die ihm auf diese Leimspindel gehen werden. (Zwischenrufe). Sollten ihm viele Unternehmer auf die Leimspindel gehen, so bedauere ich sie, daß sie so unklug sind. (Heiterkeit). Für Dr. Freund ist die Arbeiterversicherung ein kaufmännisches Geschäft. Wir legen so viel Geld ein und zahlen so viel heraus. Wenn das die Arbeiterversicherung ist, dann hat Dr. Freund vollkommen recht; dann setzen Sie einfach einen Bureaukraten hin, der einige Pagoden neben sich sitzen hat und der bald sich neigt nach rechts und bald nach links, um es mit keiner Seite zu verderben. Aber eine solche Arbeiterversicherung ist ein Danaidenfaß. Wir sagen, Sie können nicht so viel Mittel aufbringen, als Sie dann notwendig haben, um der Aufgabe gerecht zu werden. Eine Arbeiterversicherung wird entweder eine sozialpolitische Einrichtung sein oder sie wird überhaupt nicht sein, sie wird in nächster Zeit Bankerott machen. Das sagen wir Krankenkassenvertreter. Sie wollen Sozialpolitik; Dr. Freund wird dies selbstverständlich auch behaupten. Wenn Sie Sozialpolitik wollen, dann müssen Sie sich

aber fragen, wer kann der Träger der Sozialpolitik sein? Und da will ich Ihnen einige ernste Worte aus meinen Erfahrungen und meiner Überzeugung heraus sagen. Ich wiederhole hier ein Wort, das ich auf unserem letzten Kassentage geäußert habe. Die Bureaukratie aller Länder und aller Parteien charakterisiert ein Moment: Das ist das Ruhebedürfnis. Der Bureaukrat kommt früh in die Situation und in die Stimmung, daß er vor allem ruhebedürftig ist. Wenn Sie die Bureaukraten in der Arbeiterversicherung sich selbst überlassen, dann gibt es keine Sozialpolitik in der Arbeiterversicherung. Die Unternehmer haben gewiß hier gewichtige und bedeutsame Interessen. Es gibt natürlich unter ihnen glänzende Beispiele, es gibt Unternehmer, die Sinn für Sozialpolitik haben. Es trete aber einer hier auf und wage zu behaupten, daß das Interesse der Gesamtunternehmerschaft an der Arbeiterversicherung ein sozialpolitisches ist! Es ist in erster Linie ein ökonomisches Interesse und schon dieses eine Moment verhindert sie, die Träger der Sozialpolitik in der Arbeiterversicherung zu sein. Sie können Mitläufer sein, sie können in einzelnen Exemplaren human, vernünftig, klug, von ihrem eigenen Standpunkte aus auch sozialpolitisch sein, aber in ihrer Gesamtheit sind sie als Träger der Sozialpolitik eine Unmöglichkeit. Ganz anders ist dies mit den Arbeitern.

Der Arbeiter ist es, der die Bureaukraten vorwärts peitschen muß in der Versicherung, sozialpolitisch vorwärts peitschen muß. Ihm geht es an Leib und Leben, ihm geht es an die Gesundheit. Nur törichte Verblendung und Einseitigkeit können behaupten, daß der Arbeiter eine Freude hat, wenn er einen Unfall erleidet, wenn er frühzeitig invalid wird. Der Arbeiter erst kann die Versicherungskassen zu maßgebenden sozialpolitischen Einrichtungen machen! Und nun setzen Sie einmal den Beamten hin, auf der einen Seite die Hälfte des Vorstandes, die Unternehmer, auf der anderen Seite die andere Hälfte, die Arbeiter, in einem Institut, das Sozialpolitik machen soll, in einem Institute, das förmlich Gedanken erst produzieren soll. Hier gibt es keine vorgezeichneten Gedanken im Gesetze wie auf anderen Gebieten. Es ist klar, in den Gesetzen können Sie die sozialpolitischen Aufgaben der Arbeiterversicherung nicht festlegen; diese muß die Verwaltung erst herausfinden und ich bin der letzte, der gegen die deutsche Gesetzgebung irgend

einen Vorwurf erhebt, daß sie nicht gleich zu Anfang alles gewußt hat. Das konnte sie nicht, aber das kann sie auch heute noch nicht. Das muß man aus der Praxis lernen. Man kann unmöglich die künftigen sozialpolitischen Aufgaben der Selbstverwaltung vorschreiben. Wollen Sie Sozialpolitik in der Arbeiterversicherung und die müssen Sie wollen, dann müssen Sie auch die Selbstverwaltung wollen, d. h. Sie müssen in der Krankenversicherung den maßgebenden Einfluß der Arbeiter wollen. (Zustimmung).

Und nun packen wir den Stier bei den Hörnern. Man wendet ein: Ja, diese bösen Arbeiter, was machen die aus der Krankenkasse, da kommt das berühmte Wort von der Politik in der Arbeiterversicherung, bei uns geprägt, und ein ähnliches Wort ist in Deutschland geprägt worden. Dr. Freund hat gemeint, die Machtfrage; ich glaube es war unvorsichtig, das Wort zu gebrauchen. Sie machen die Verwaltung in den Kassen zu einer Machtfrage, wir nicht, wir zu einer sachlichen. Aber ich frage Sie, wer macht denn eigentlich Politik in der Arbeiterversicherung? Ich spreche von Österreich. Die Regierung sagt in ihrem Programm, daß es bei uns in Österreich üblich geworden sei, die Krankenkassen zu erobern; das kommt vor, Sie werden es begreifen."

Der Vorsitzende, welcher, als der Redner in seinen Ausführungen durch einen Zuruf aus der Mitte der Versammlung unterbrochen worden war, um dieser von ihm gerügten Unterbrechung willen den Schluß der Redezeit für Dr. Verkauf bereits um eine Minute hinausgeschoben hatte, ersucht jetzt den Redner, zu schließen, da seine Redezeit überschritten ist.

Dr. Verkauf erklärt, an die Versammlung zu appellieren, was der Vorsitzende nicht zuläßt, da die Versammlung schon früher entschieden hat, es soll kein Redner länger als 10 Minuten sprechen, und hiegegen kein Widerspruch erhoben wurde. (Ruf: Dr. Verkauf hat ja selbst dagegen gesprochen!)

Dr. Verkauf verweist auf § 6 der Satzungen, der ihm gestatte, an die Versammlung zu appellieren, und verlangt die Abstimmung darüber.

Der Vorsitzende erwidert, er habe bereits zu Beginn der Diskussion endgiltig die Zustimmung der Versammlung zu dem Vorschlage konstatiert, daß jeder Redner sich mit höchstens 10 Minuten Redezeit begnügen solle. Hienach sei er nicht mehr in der Lage, eine Abstimmung darüber herbeizuführen, ob der Redner in seinen Ausführungen fortfahren solle; er müßte ihn vielmehr ersuchen, abzubrechen, worauf Dr. Verkauf mit der Bemerkung „dann weiche ich der Gewalt", die Rednertribüne verläßt.

Dr. BÖDIKER meldet sich hierauf zum Wort zur Geschäftsordnung, kann jedoch wegen der allgemeinen Unruhe nicht sprechen, so daß sich der Vorsitzende gezwungen sieht, die Sitzung zu schließen.

*(M. VERKAUF, de Vienne, polémique avec divers orateurs précédents et énumère une série de questions qu'il ne peut discuter faute de temps. Il reproche à M. Freund de comprendre comme autonomie des caisses de maladie un régime où le fonctionnaire mène toute l'affaire. Un bureaucrate suffirait en effet si l'assurance n'était qu'une entreprise commerciale. Les représentants des caisses de maladie veulent faire de la vraie politique sociale. En tous pays, la bureaucratie se caractérise par sa force d'inertie, elle est donc hors d'état de faire de la politique sociale. Les patrons peuvent avoir un intérêt économique au progrès de l'assurance ouvrière et quelques uns se montrent humains et prudents, mais pris dans l'ensemble, ils sont incapables de faire de la politique sociale. L'ouvrier seul a un intérêt personnel à faire de la politique sociale par l'assurance. Sans doute le législateur ne peut pas tout dire dans la loi; c'est par la pratique qu'on voit se développer la politique sociale à la faveur de l'assurance. Il faut donc laisser les intéressés, c. a. d. les ouvriers, maîtres de la gestion des caisses, pour qu'ils tirent de cette institution tous les bienfaits sociaux qui y sont implicitement contenus. On leur reproche, il est vrai, de faire de la politique par les caisses, et de conquérir les caisses à leur profit.*

*Le Président, ayant dit à l'orateur que son temps de parole est écoulé, le Dr. Verkauf veut en appeler à l'Assemblée, ce que le Président refuse d'admettre, l'Assemblée ayant déjà fait connaître son opinion. Le Dr. Verkauf invoque l'art. 6 du règlement et réclame un vote de l'Assemblée. Le Président maintient que celle-ci s'est définitivement prononcée sur la durée des discours. M. Verkauf quitte alors la tribune en cédant, dit-il, à la force.*

*M. le Dr. BÖDIKER demande la parole pour une motion d'ordre, mais, l'Assemblée étant devenue houleuse, le président déclare la séance levée.)*

---

# IV. Geschäfts-Sitzung.

## QUATRIÈME SÉANCE DE TRAVAIL.

Donnerstag, den 21. September 1905, 9 Uhr früh.

Jeudi, le 21 Septembre 1905, 9 heures m.

Den Vorsitz führen:

Wirklicher Geheimer Oberregierungsrat Dr. T. BÖDIKER (Deutsches Reich),

K. k. Sektionschef Dr. Richard HASENÖHRL (Österreich),

Staatsrat Heinrich NEUMANN (Luxemburg),

Sir John A. COCKBURN (Australien).

*Présidents:*

*M. le Président BÖDIKER (Allemagne),*

*M. le Dr. Richard HASENÖHRL (Autriche),*

*M. le Conseiller H. NEUMANN (Luxembourg),*

*Sir J. A. COCKBURN (Australie).*

* * *

Generaldirektor Dr. MAGALDI (welcher in das Präsidium der Sitzung gewählt worden war) erklärt, daß er der deutschen Sprache nicht genügend mächtig sei, um eine zumeist in deutscher Sprache geführte und so schwierige Debatte, wie die in Aussicht stehende, leiten zu können. Er spricht den Wunsch aus, den Vorsitz der heutigen Sitzung

*M. MAGALDI, qui devait présider la séance, expose que son insuffisante connaissance de la langue allemande ne lui permet pas de diriger cette séance et demande à M. Bödiker de prendre la présidence.*

abgeben zu dürfen, und ersucht Herrn Geheimrat Dr. Bödiker, welcher der nächsten Sitzung präsidieren soll, den Vorsitz zu übernehmen.

* * *

Wirklicher Geheimer Oberregierungsrat Dr. T. BÖDIKER:

„Meine Herren! Mein hochverehrter Freund Magaldi hat mich gebeten, heute die Sitzung zu leiten, während er statt meiner morgen präsidieren würde.

Ich frage die Versammlung, welche die Präsidenten der verschiedenen Tage bestimmt hat, ob sie diesem Wechsel im Vorsitze zustimmt, denn ich möchte von Ihnen legitimiert sein. (Zustimmung).

Sie haben mir Ihr Vertrauen durch Ihre zustimmenden Äußerungen ausgesprochen. Ich danke Ihnen dafür und hoffe, daß die heutige Sitzung ohne Störung gemäß den bisherigen Gepflogenheiten dieses internationalen Kongresses verlaufen wird. Zur Erklärung des gestrigen vorzeitigen Schlusses möchte ich mir die Bemerkung erlauben — indem ich hoffe, damit Öl auf die erregten Wogen zu gießen — daß der Herr Präsident der gestrigen Sitzung bei Beginn der Diskussion über die geschäftlichen Fragen sagte: „Es sind noch 21 Redner eingeschrieben, das macht, wenn jeder Redner gemäß unseren Satzungen 10 Minuten spricht, 210 Minuten oder 3 $^1/_2$ Stunden. Ich frage die Versammlung, ob sie damit einverstanden ist, wenn ich jeden Redner nur 10 Minuten sprechen lasse". — Hierauf eröffnete sich eine Geschäftsordnungsdebatte, einige sagten: „Ja", andere sagten: „Nein". Schließlich konstatierte ein Redner, daß man wohl auch in 10 Minuten mit seinen Ausführungen fertig sein könne und der Präsident sagte: „Ich nehme an, daß die Versammlung damit einverstanden ist, daß jeder Redner nur 10 Minuten sprechen darf". Daraufhin hat niemand widersprochen und auch niemand einen Antrag dahin gestellt, daß die Redner auf Beschluß der Versammlung auch länger als 10 Minuten sprechen dürfen. Der Herr Präsident war nun der Meinung, daß dieser Beschluß ihm nicht nur das Recht, sondern

auch die Pflicht auferlege, bloß 10 Minuten sprechen zu lassen, da doch die Versammlung in dieser Richtung entschieden hatte. Und als er dann Herrn Dr. Verkauf nach 13 Minuten bat, die Rednertribüne zu verlassen, wenn er die Rede nicht sogleich schließe, ging Herr Verkauf fort und es entstand eine solche Unruhe, daß es unmöglich war, die Sache aufzuklären. Ich selbst hatte mich zum Worte gemeldet und wollte das Mißverständnis beseitigen, welches offenbar darin bestand, daß der generelle Beschluß, die Redner nur 10 Minuten sprechen zu lassen, den Präsidenten nicht hindere, einzelnen Rednern auf Wunsch der Versammlung eine längere Redezeit zu gewähren. Aber dies zu erklären, was der Herr Präsident am liebsten getan hätte, wurde durch die Versammlung unmöglich gemacht.

Ich glaube, daß wir uns nach dieser Darlegung der Verhältnisse beruhigen und annehmen können, daß ein Grund zu einer Misstimmung gegen das Präsidium der gestrigen Sitzung nicht vorliegt. Darin sind wir ja selbstverständlich einig, daß in der heutigen Sitzung die Versammlung von mir zur Entscheidung angerufen würde, falls ein Redner, welcher bereits 10 Minuten das Wort besitzt, gemäß § 6, letzter Absatz, der Satzungen an die Versammlung wegen Bewilligung einer längeren Redezeit appellieren würde.

Ein genereller Beschluß wie für die gestrige Sitzung liegt für heute nicht vor und für die heutige Sitzung gelten deshalb nur die Satzungen. Es sind aber schon 23 Redner vorgemerkt und da möchte ich doch bitten, bei den Ausführungen gütigst nur von 10 Minuten Gebrauch zu machen und sich keiner langen Perioden zu bedienen, sondern in lapidarischer Kürze zur Sache zu sprechen. Wie die Sachen in der Küche zubereitet, gekocht und gebraten werden, darauf kommt es nicht an — man will das Mahl fertig vorgesetzt erhalten. Darum bitte ich die Herren, sich möglichst kurz zu fassen.

Es würde uns Alle sehr freuen, wenn nach dem gestrigen Sturm Ruhe und Friede wieder hier einziehen würden, wie auch draußen nach dem Sturm heute der Himmel lacht, damit der Kongreß in seiner alten Bahn sich ruhig fortbewege. Viele von uns haben weite Reisen unternommen, um zum Kongresse zu erscheinen; auf sie, insbesondere auf alle Ausländer, ist die gebührende Rücksicht zu nehmen, die Pflicht des Gastrechtes

gegen sie zu erfüllen. Die Herren, die gestern die Störung hervorriefen, wollen bedenken, daß wir lediglich der Sache der Arbeiter in allen Ländern dienen wollen. Darum hoffe ich, daß ohne erneute Unterbrechungen unsere Verhandlungen fortan dahinfließen werden. Sind wir doch sonst bei unseren geselligen Zusammenkünften so freundlich hier in dieser Stadt aufgenommen worden, daß es uns wundern müßte, wenn es bei den Kongreßverhandlungen anders hergehen sollte." (Lebhafter Beifall).

*(M. le Président BÖDIKER demande à l'Assemblée si elle approuve cette substitution de président (approbation). Il explique les incidents de la séance de la veille, et constate que personne ne peut avoir motif de désapprouver l'attitude du président de cette séance. Aujourd'hui, le président consultera l'Assemblée en vertu de l'art. 6 du règlement dans chaque cas particulier où un orateur dépassera la durée de 10 minutes. Il y a d'ailleurs 23 orateurs inscrits, ce qui fait à chacun un devoir d'être très court. M. le Président espère que les délibérations reprendront leur calme habituel. Il demande de penser notamment aux collègues étrangers qui ont fait un long voyage pour travailler ici sérieusement et pratiquement au progrès des classes ouvrières).*

* * *

Herr M. GRÄF (Frankfurt a. M.) meint, es sei sehr viel von der deutschen Arbeiterversicherung gesprochen und diese als Muster hingestellt worden, so daß ausländische Delegierte meinen könnten, das Deutsche Reich halte große Mittel für die Subvention der Arbeiterversicherung bereit. Für die Arbeiterschaft hat man jedoch in Deutschland kein Geld übrig. Die drei Zweige der Arbeiterversicherung unterscheiden sich, was die Verwaltung betrifft, sehr bedeutend von einander, da die Krankenversicherung das sogenannte Selbstverwaltungsrecht besitzt, während die Unfallversicherung und Invalidenversicherung bureaukratisch und von dem Unternehmertum verwaltet wird. Die Arbeiterschaft hatte ursprünglich ihre Krankenkassen ganz allein verwaltet. Als dann der Versicherungszwang eingeführt wurde, hatten $^1/_3$ der Beiträge die Arbeitgeber und $^2/_3$ die

Arbeiter zu leisten. Dementsprechend wurden auch die Kassenvorstände zu $^1/_3$ mit Arbeitgebern und zu $^2/_3$ mit Arbeitern besetzt. Im Anfang wollten sich die Arbeiter an der Verwaltung dieser Zwangskassen gar nicht beteiligen. Doch ging die Arbeiterschaft nach und nach dazu über, gemeinschaftlich mit den Unternehmern die Kassen zu verwalten, und es wurde schließlich in den Kassen ein neutraler Boden zu gemeinschaftlicher Arbeit geschaffen.

Bei dem Hinweise des Redners, daß er als Politiker in Frankfurt bekannt sei, aber, wenn er in der Krankenkasse einer Sitzung präsidiere, dies in anderer Weise tue als der Herr Präsident der gestrigen Sitzung, ersucht ihn Dr. Bödiker, nicht an dem gestrigen Präsidium Kritik zu üben, die Sache sei erledigt; er möge zur Sache sprechen. (Zustimmung.)

Als dann Redner bemerkt, er habe aber diese Meinung, erklärt Dr. Bödiker: „Ich werde nicht dulden und nicht bei unseren internationalen Kongressen die Sitte einreißen lassen, in folgenden Sitzungen das Verhalten früherer Präsidenten abfällig zu kritisieren; das war bisher nicht bei uns Mode, es soll auch nicht Mode werden.“ (Lebhafter Beifall.)

Im weiteren Verlaufe seiner Ausführungen bemerkt Redner, daß man vor Vereinigung der drei großen Arbeiterversicherungen zunächst die Grundlage der obligatorischen Versicherung, nämlich die Krankenversicherung, besser ausbauen, ausdehnen und insbesondere auch die Dienstboten, landwirtschaftlichen und unständigen Arbeiter in den Kreis der Versicherung ziehen müsse. Ist dies geschehen, so kann man eher eine Verschmelzung wagen, jedoch nur, wenn die Selbstverwaltung voll und ganz aufrecht erhalten wird. Auch Unternehmer sehen ein, daß die Arbeiterversicherungsgesetze in erster Reihe für die Arbeiter geschaffen sind, diese also das Hauptinteresse an der Verwaltung haben und deshalb schon eine stärkere Vertretung beanspruchen können. Nur politische

Gründe führen dazu, das Selbstverwaltungsrecht der Krankenkassen anzufechten. Man denkt aber nicht daran, daß der Arbeiter das Recht hat, auch in der Unfallversicherung mitzureden, die bezeichnenderweise Herr Dr. Freund vorläufig gar nicht mitverschmelzen will. Soll bei den Versicherten das Interesse an der Arbeiterversicherung gehoben werden, so darf man nicht an dem Selbstverwaltungsrecht rütteln und die Verwaltung in die Hände eines höheren Beamten legen, der schalten und walten kann, wie er will.

*(M. GRÄF, de Francfort sur le Mein, rappelle que les ouvriers géraient seuls autrefois leurs caisses de maladie, et qu'au début de l'assurance obligatoire ils ne voulaient pas participer à la gestion des nouvelles caisses. Ils ont fini par y travailler côte à côte avec les patrons. [L'orateur s'interrompt pour polémiquer contre la présidence de la séance de la veille, mais il est rappelé à l'ordre par M. le Président.] Avant de fusionner les assurances, il faudrait améliorer l'assurance-maladie et surtout l'étendre aux domestiques et aux travailleurs agricoles et instables. Il faudra en tous cas maintenir la liberté de gestion: les ouvriers sont les premiers interéssés, par conséquent ils doivent être plus fortement représentés que d'autres. La politique seule peut faire fermer les yeux sur cette évidence. Si l'on veut que les ouvriers s'intéressent à l'assurance, il ne faut pas mettre tous les pouvoirs entre les mains d'un fonctionnaire.)*

* * *

Herr Hermann SYDOW, Herausgeber der Deutschen Krankenkassenzeitung (Berlin), bemängelt an den Freund'schen Vorschlägen, daß sie in der deutschen Arbeiterversicherung alles über einen Leisten schlagen. Es kann nie und nimmer zugegeben werden, daß das Schicksal von 18 Millionen Versicherten in bezug auf die Arbeiterversicherung am letzten Ende von mehr oder minder guten Willen von 31 Direktoren der Versicherungsanstalten abhängt. Man komme nicht mit

dem Einwande vom paritätisch besetzten Vorstande, dem Arbeiterversicherungsamt usw.; denn diese Einrichtungen bei den jetzigen Arbeiterversicherungsanstalten geben Arbeitgebern und Arbeitnehmern so gut wie gar keinen Einfluß. Die maßgebende Entscheidung liegt vielmehr bei den Beamtenvorsitzenden.

Dreierlei ist aus den Freund'schen Projekten hervorzuheben: 1. daß die 31 Anstalten durch ihre seitherige Tätigkeit im vorbeugenden Heilverfahren und dgl. sozusagen den Befähigungsnachweis erbracht hätten, sich das Krankenkassenwesen unterzuordnen; 2. daß der gleiche Interessentenkreis bei der Kranken- und Invalidenversicherung vorliege; 3. daß Herr Dr. Freund der Reform des Unfallversicherungswesens vorsichtig ausweicht, sie höchstens theoretisch als Endziel hinstellt.

Von den 31 Versicherungsanstalten leisten 5 oder 6 Gutes auf dem Fürsorgegebiete, weitere 10 mögen hinsichtlich ihrer Leistungen eben noch eine Kritik bestehen können — die volle Hälfte aller Anstalten aber genügt beim vorbeugenden Heilverfahren nicht einmal den bescheidensten Ansprüchen, ist sozial steril und es liegt nicht der mindeste Grund vor, solchen Institutionen, die erst den eigenen Aufgaben nachkommen mögen, das Krankenkassenwesen zu überantworten.

Auf die Krankenversicherung entfallen bisher $2^1/_2$ Milliarden Mark Aufwendungen, auf die Invalidenversicherung 1 Milliarde. Vorbeugendes Heilverfahren kann bei etwa $^1/_{10}$% der Mitglieder geübt werden; die Krankenbehandlung der Arbeitsunfähigen allein — von den Arbeitsfähigen ganz abgesehen — erstreckt sich je nach Beruf, Jahreszeit und örtlichen Einflüssen auf 2 bis 5% der Versicherten. Jeder Invalide war zwar vorher krank, aber nur ein Bruchteil der Kranken wird invalid.

Angesichts dieser Tatsachen gebietet die Logik, daß die Invalidenversicherung dem Krankenkassenwesen untergeordnet wird, aber nicht umgekehrt. Unbestritten halten alle Sozialpolitiker die Reform des Berufsgenossenschaftswesens für das dringlichste. Auch Geheimrat Bödiker's Anschauungen nähern

sich diesem Standpunkte und widersprechen denen des Herrn Dr. Freund. Daß Dr. Freund einer Reform der Berufsgenossenschaften ausweicht, ist leicht erklärlich; denn jedermann weiß, welchen Widerstand eine solche Reform bei der Unternehmerschaft findet. Gerade deswegen aber verlangen die Vertreter der Krankenkassen die gleichzeitige Reform aller drei Versicherungszweige und sie sind überzeugt, daß das Berufsgenossenschaftswesen, wenn es von der Reform ausgeschlossen würde, überhaupt in der gegenwärtigen Form erhalten bliebe.

Alle sonstigen Reformprojekte gehen darauf hinaus, neben dem örtlichen Unterbau einen Überbau zu schaffen, von dessen Spitze maßgebende Weisungen im Versicherungswesen ergehen sollen. Die Vorschläge der Krankenkassen im Deutschen Reiche gehen dahin, daß für ungefähr 100.000 Einwohner ein Versicherungsamt geschaffen werde. Die ungefähr 600 Versicherungsämter, die demnach Deutschland erhalten würde, müßten innerhalb des gesetzlichen Rahmens und der notwendigen Kontrolle der Regierung vollständig autonom sein. Was das deutsche Krankenkassenwesen groß gemacht und ihm Sympatien erworben hat, nämlich die Unabhängigkeit der Kassen unter einander, soll auch den zukünftigen Versicherungseinrichtungen eigentümlich bleiben, damit sie sich im freien Wettbewerb aller Kräfte entwickeln und den örtlichen Bedürfnissen anpassen können.

*(M. SYDOW, Directeur de la Gazette allemande des Caisses de maladie (Berlin), reproche au projet Freund de subordonner les intérêts de 18 millions d'assurés à l'arbitraire de 31 directeurs de caisses. Actuellement déjà les patrons et les ouvriers n'ont presque aucune influence. Il résulte du rapport Freund que les caisses régionales en faisant du traitement ont montré qu'on pourrait leur subordonner l'assurance-maladie. Malheureusement plus de la moitié des caisses régionales font mal ce service de traitement et ne méritent pas qu'on leur confie des services nouveaux. L'importance des dépenses des caisses de maladie et la proportion d'individus traités prouver-*

*aient qu'on doit plutôt subordonner l'assurance-invalidité aux caisses de maladie. — La réforme des corporations d'accidents est urgente quoique M. Freund la néglige. — Les caisses de maladie allemandes voudraient un Office d'assurances par 100.000 habitants, soit environ 600 pour le pays. Ces offices seraient complètement autonomes, car le succès actuel des caisses de maladie allemandes vient de leur indépendance réciproque et de leur émulation.)*

* * *

Reichstags-Abgeordneter Dr. Otto MUGDAN (Berlin) hält für wichtiger als die Vereinheitlichung eine Vereinfachung der Arbeiterversicherung, in erster Reihe eine Vereinfachung der Arbeiter-Krankenversicherung. Die Invalidenversicherung hat in ihrer neuen Gestalt im allgemeinen wenig Anlaß zu Klagen gegeben. Nur in allerletzter Zeit scheint ein dem sozialen Empfinden widersprechendes, allzu scharfes Verfahren von einzelnen Versicherungs-Anstalten geübt zu werden. Auch die Unfallversicherung hat nicht so viele Mißstände gezeitigt, daß zu ihrer Abstellung eine ganz neue Organisation unter den größten finanziellen Schwierigkeiten errichtet werden müßte.

Die Unklarheiten im Gesetze selbst, das Fehlen der Mitwirkung der Versicherten bei der Verwaltung und ersten Rentenfeststellung, der Umstand, daß bei der Unfallsanzeige kein ärztliches Gutachten beizuschließen und bei der polizeilichen Unfallsuntersuchung keine ärztliche Personen beizuziehen sind, dies alles könnte in dem einfachen Wege eines Abänderungsgesetzes beseitigt werden.

Dagegen verträgt nach Ansicht des Redners die Reform der Krankenversicherung kaum einen Aufschub, da dieser Versicherungszweig in einigen sehr wichtigen Punkten durchaus ungenügend ausgebildet ist. Die dreitägige Wartezeit ist medizinisch und sozialpolitisch nicht zu rechtfertigen. Ein kranker Erwerbsunfähiger braucht mehr zu seiner Pflege als ein Gesunder

zu seiner Erhaltung. Hier entzieht man oft dem Kranken für die ersten drei Tage jede Geldunterstützung, schädigt ihn dadurch und schiebt vielleicht auch seine Heilung hinaus, nur um sich gegen die Simulanten zu wehren. Dieser Zweck wird mit einem ganz unbrauchbaren Mittel angestrebt. Ferner ist es höchst bedauerlich, daß bei der ungeheuren Anzahl der Krankenversicherungskassen ein Arbeiter, der seinen Arbeitsort wechselt, oft gezwungen wird, seine bisherige Krankenkasse zu verlassen und in eine andere, vielleicht weit schlechtere einzutreten. Es sollte erreicht werden, daß jeder Versicherte einer bestimmten Lohnklasse überall im Deutschen Reiche dasselbe Krankengeld erhält.

Notwendig ist auch die Ausdehnung der Krankenversicherungspflicht auf sämtliche Personen, die der Invalidenversicherungspflicht unterliegen; vor allem auf die landwirtschaftlichen Arbeiter und das Gesinde.

Schließlich sollte auch die Gewährung freier ärztlicher Behandlung für Frau und Kinder des Versicherten vorgesehen werden, um der erschreckenden Kinder-Sterblichkeit Einhalt zu tun. Die Mittel für diese, nach Redners Erachten nicht aufschiebbaren Reformen sind nur zu schaffen durch eine territoriale Organisation der Krankenversicherung und durch Erhöhung der Beitragsleistung der Arbeitgeber auf die Hälfte der Beträge. Das haben im Deutschen Reichstage Herr Fräßdorf selbst und seine politischen Freunde verlangt. Man kann aus politischen Gründen bedauern, daß dann die Vorstände der Krankenkassen auch zur Hälfte aus Arbeitgebern und bloß zur Hälfte aus Arbeitnehmern bestehen werden. Aber auf jeden Fall überwiegen die dabei erreichten Vorteile diesen vom Redner als solchen nicht anerkannten Nachteile bedeutend (Widerspruch). Man frage doch einmal die Arbeiter, ob sie die hier aufgezählten sozialpolitischen Vorteile mit der von Herrn Fräßdorf und seinen Freunden so bekämpften Zusammensetzung des Kassenvorstandes haben oder auf alle diese Vorteile verzichten wollen,

falls man ihnen die gegenwärtige Zusammensetzung des Vorstandes läßt. Politische Gründe sollten überhaupt auf diesem internationalen Kongreß keine Rolle spielen. Hier sollen sich Männer der verschiedensten politischen Ansichten zur Förderung sozialpolitischer Zwecke aussprechen.

Auch die Frage der freien Ärztewahl, die Herr Fräßdorf berührt hat, kann nur unter diesem Gesichtspunkt besprochen werden. Ob an ihrer Einführung die Ärzte Interesse haben, ob für ihre Verwerfung finanzielle Gründe seitens der Krankenkassen angeführt werden können, was Redner bestreitet, muß gegenüber der Frage zurückstehen, ob die freie Ärztewahl sozialpolitisch notwendig ist. Man hält es für einen großen Kulturfortschritt, daß die Richter in allen Kulturstaaten unabhängig sind. In der Arbeiterversicherung ist es der Arzt, der in den meisten Fällen maßgebend ist, ob der Versicherte die Ansprüche erhält, die er fordert, und aus diesem Grunde sollte es keinem Zweifel unterliegen, daß auch die bei der Arbeiterversicherung tätigen Ärzte von allen Trägern der Versicherung, von Krankenkassen, Berufsgenossenschaften und Versicherungs-Anstalten, unabhängig sein müßten, und dies könne nur durch Einführung der freien Ärztewahl geschehen.

*(M. le Docteur MUGDAN, Député au Reichstag (Berlin), croit la simplification de l'assurance plus nécessaire que l'unification. L'assurance-invalidité, depuis la nouvelle loi, donne à peu près satisfaction, réserve faite pour l'attitude rigoureuse observée ces derniers temps par quelques caisses. L'assurance-accidents n'a pas donné lieu à assez d'abus pour qu'une réorganisation, financièrement très difficile, s'impose. On pourrait facilement modifier la loi pour faire participer les assurés et les médecins à la gestion. — Mais l'assurance-maladie est très imparfaite. On compromet souvent la guérison par la non-indemnisation des trois premiers jours. Tout assuré devrait avoir le même secours, correspondant à son salaire, même lorsqu'il change de localité. Tous les assurés contre l'invalidité, notamment les ouvriers agricoles et domestiques, devraient être*

*assurés contre la maladie. Le traitement médical devrait être garanti à la femme et aux enfants, afin de restreindre la mortalité infantile. Pour réaliser ces réformes, il faudrait une organisation territoriale et une cotisation patronale égale à celle des assurés. L'inconvénient politique d'une représentation par parties égales dans la direction n'est rien, comparé aux avantages sociaux résultant de ces réformes. Les intérêts politiques ne devraient d'ailleurs pas être discutés ici. L'orateur parle ensuite du libre choix du médecin, qui doit être aussi indépendant que l'est un juge.)*

* * *

Dr. Leo VERKAUF (Wien), knüpft an die im österreichischen Reformprogramm für Arbeiterversicherung enthaltenen Bemerkungen an, daß die Arbeiter bemüht sind, die Krankenkassen zu „erobern".

Da in Österreich kein allgemeines Wahlrecht für die Krankenkassen besteht, sitzt z. B. im Vorstand der größten Kasse Österreichs, der Wiener Bezirks-Krankenkasse, kein einziger Arbeiter, sondern nur Beamte, Werkführer, Poliere. Da sei es begreiflich, daß die Arbeiter sich ihr Recht erst erobern müssen. Redner verweist darauf, mit welcher Freude und mit welchem Erfolg sich die Arbeiter bei der Leitung der Krankenkassen betätigen. Und dies ist nur möglich, wenn die Arbeiter den entscheidenden Einfluß haben. Das Programm will nun den Arbeitern die zwei Drittel-Mehrheit im Vorstande nehmen. Redner findet es nicht für klug, daß in einem so außerordentlich zerklüfteten Lande wie in Österreich neuer Stoff zur Unzufriedenheit geschaffen und den Arbeitern ein Recht entrissen werde, das sie während 15 Jahren niemals mißbraucht, sondern zur gedeihlichen Arbeit verwendet haben. Redner hofft aber, daß die Arbeiter in Österreich und Deutschland die den Krankenkassen drohenden Gefahren erfolgreich abwehren werden.

Das Regierungsprogramm ist juristisch und technisch eine außerordentlich bedeutende Leistung, aber in der Frage der

Organisation kann man ihm nicht folgen. Für ein Reich von 26 Millionen Einwohner, für 5 bis 6 Millionen Versicherte wird die gesamte Versicherung im Ministerium des Innern zentralisiert. Es wird eine Staatsinvalidenkasse eingerichtet, welche einen Vorstand ohne ernsthafte Kompetenz hat. Alles soll durch Beamte geschehen und das Ministerium legt auch die Hand auf die Krankenkassen; zu diesem Zwecke erhält das Ministerium das Recht der Ernennung des leitenden Beamten der Kassa. Der Vorstand wird sich nicht gefallen lassen, daß der Angestellte, der Abgesandte des Ministeriums, über die Kasse disponiert; der Beamte wird also keine angenehme Existenz haben. Die Verantwortung der gesamten Versicherung wird das Ministerium haben, entscheiden werden andere Personen. Wenn ein Ansturm auf die Kasse erfolgt, wird ihn niemand abwehren können, da dies nur gewählten Vertrauensmännern möglich ist.

Die österreichische Verwaltung ist für die neue Aufgabe gar nicht tragfähig und dies behauptet auch die Regierung, welche das Reformprogramm der Öffentlichkeit übergeben hat. In derselben Sitzung, in der dieses Programm im österreichischen Parlament vorgelegt wurde, hat die Regierung auch eine Studie überreicht, in der sie mit herzerquickender Offenheit erklärte, daß die politische Verwaltung ihrer Aufgabe nicht gewachsen sei, daß auch die autonome Verwaltung Vieles zu wünschen übrig lasse und daß es in den untersten Instanzen fast gar keine Fachmänner gäbe.

Bei solcher Überlastung und bei solchen Mängeln der Verwaltung muß jeder vernünftige Mensch sagen, daß die Bureaukratisierung der Versicherung zwar wahrscheinlich auch anderswo, sicher aber in Österreich unmöglich ist. Es wird wenig Leute geben, die für die Organisationsvorschläge der Regierung eintreten, noch weniger Leute aber, die für die vollständige Zentralisierung eintreten werden.

Die Krankenversicherung ist die Grundlage der gesamten Versicherung, nur die Krankenkassen können die Verbände bilden, welche die Rentenversicherung durchzuführen vermögen, und nur die Interessenten sind in der Lage, die Kasse entsprechend zu verwalten. Der Staat kann diese Aufgabe nicht durchführen und der komplizierte Apparat, der im Reformprogramme festgesetzt wurde, würde nach Überzeugung aller Praktiker der Arbeiterversicherung Bankerott machen. (Anhaltender Beifall.)

*(M. le Dr. VERKAUF (Vienne) constate que, le suffrage universel n'existant pas dans l'assurance-maladie autrichienne, il n'y a pas d'ouvriers dans l'administration des grandes caisses, telles que celle de Vienne. Les ouvriers collaborent avec joie et succès à la gestion de caisses; il faut pour cela qu'ils soient en majorité. Le Gouvernement commet une erreur en voulant leur enlever ce privilège. Le projet sur les assurances prévoit une organisation toute bureaucratique et centralisatrie; les caisses de maladie ne supporteront pas la tutelle d'un fonctionnaire. Le Gouvernement lui-même a reconnu que les fonctionnaires inférieurs manqueraient de compétence. Les caisses de maladie devraient être groupées en unions pour le service de l'assurance-invalidité. L'appareil central et bureaucratique ne peut que faire faillite.)*

* * *

Herr Gustav MARBURG (Wien) legt dar, wie er dazu gekommen ist, seine sozialen Reformen zu veröffentlichen. Im Jahre 1878 beschäftigte Redner mehrere hundert Arbeiter und wollte eine Fabrikskrankenkasse errichten. Er lud die Werkführer und Arbeiter zu einer Beratung ein und ließ die Statuten verschiedener in- und ausländischer Krankenkassen kommen. Dies führte ihn dann dazu, seine „Sozialen Reformen" zu veröffentlichen, welche im Jahre 1880 in erster Auflage zu 10.000 Exemplaren gedruckt wurden. Sie wurden dem Kopenhagener Sozialistenkongreß vorgelegt und in englischer Übersetzung gelegentlich der Weltausstellung in Melbourne ver-

teilt. In Kopenhagen wurden alle Anregungen des Redners in das damals aufgestellte Programm aufgenommen. Redner freut sich, daß sowohl die Referenten, wie die Vorredner bisher insgesamt die Vereinfachung und Verschmelzung der Arbeiterversicherung befürwortet haben. Die Industriellen und anderen Arbeitgeber haben die aufgebürdeten schweren Lasten auf sich genommen, und obwohl sie mehr Pflichten als Rechte hatten, höchstens dagegen Einsprache erhoben, daß die Verwaltung zu kostspielig und unpraktisch geführt wird.

Redner verliest hierauf folgende Stellen aus den „Sozialen Reformen“:

„Dampfkraft und Elektrizität haben die Welt verändert, Verkehr und Mitteilsamkeit erleichtert — und unsere Sache ist ist es nun, uns besser darin einzurichten.

Die Einrichtung der Kranken-, Versorgungs- und Unfallskassen ist von höchster Wichtigkeit. Je größer der Kreis der Interessenten ist, umso leichter und zuverlässiger ist die Aktion der Kranken-, Versorgungs- und Unfallskassen.

Jeder Bezirk mit zirka 50.000 Einwohner hat eine Kranken-, Versorgungs- und Unfallskasse zu errichten, zu welcher jeder Arbeitgeber und jeder Arbeiter, auch der land- und forstwirtschaftliche und der Dienstbote, kurz Alle, die nicht vom Staate oder der Kommune etc. pensionsberechtigt sind, beizutragen haben und werden 2% vom Lohne für die Kranken- und 2—3% für die Versorgungs- und Unfallskassen eingehoben.

Die Kranken-, Versorgungs- und Unfallskassen berühren ein und dieselbe Person. Überschüsse der Kranken- und Unfallskassen haben den Versorgungskassen zugeführt zu werden, ebenso alle Strafgelder; insbesondere die Überschüsse der Unfallskassen gehören naturgemäß der Versorgungskasse und könnte die Unfallskasse eine Abteilung der allgemeinen (staatlichen) Kranken-, Versorgungs- und Unfallskassen sein“.

*(M. G. MARBURG de Vienne, résume les idées qu'il defendait déjà, comme industriel, en 1878. Il préconise notamment des caisses d'assurance par circonscriptions de 50.000 habitants.)*

*M. Léopold MABILLEAU, Président de la Fédération internationale de la Mutualité, Paris, constate que, pour la première fois, la mutualité prend une part directe à ces Congrès. Son organisation fédérative internationale, créée récemment au Congrès de Liège, groupe 10 millions de membres. Leur thèse, c'est qu'il faut résoudre les problèmes de la prévoyance sociale par l'association, en faisant jouer à la fois l'initiative individuelle et les solidarités fondamentales qui lient l'individu à un milieu, tout en admettant l'intervention des pouvoirs publics.*

*Les sociétés mutualistes présentent bien les trois caractères que réclame l'assurance sociale; adaptation aux conditions de la vie et aux préférences des travailleurs (car rien n'est pire, ici, que l'uniformité obligée); collaboration effective des intéressés à toutes les opérations de la Société, et, par là, surveillance et contrôle excluant les fraudes; coordination, sinon fusion, de toutes les formes de l'assurance. Elles ont des défauts qui sont propres à toutes les œuvres de liberté: lenteur du développement, manque d'homogénéité. Elles n'ont groupé que l'élite des travailleurs, laissant en dehors les masses ignorantes et misérables du prolétariat. Nous reconnaissons donc l'insuffisance de la mutualité spontanée, comme régime général de prévoyance générale, mais nous proclamons sa supériorité, là où elle a pu se développer. Supériorité économique (moindres frais d'administration, grâce au concours de ses membres, moindres fraudes, grâce au contrôle réciproque); supériorité éducative, car elle réalise le „self help", principe de toute action sociale, surtout dans une démocratie affranchie; supériorité sociale, car elle est la vraie expression de la „solidarité humaine", associant tous les âges et toutes les conditions à la tâche de prévoyance que „l'assurance ouvrière" réserve aux seuls salariés. La loi doit s'appliquer à ne pas compromettre cette solution vraiment démocratique du problème.*

*Il existe une autre solution de ce problème, celle que l'Allemagne a réalisée par l'obligation légale et le régime d'Etat. Cette expérience-là, nous ne l'invoquons qu'avec une extrême réserve, nous souvenant du grand principe de „l'adaptation de l'assurance aux conditions de la vie politique et sociale de chaque pays", que M. Bödiker formulait, hier en-*

*core. Néanmoins, il y a sans doute des conclusions générales à tirer du bilan si probe que vous avez apporté ici. La première est la reconnaisance du bienfait évident, éclatant, de la prévoyance généralisée que vous avez obtenue par la loi. S'il existait un autre moyen d'envelopper tous les travailleurs dans l'institution tutélaire, nous n'hésiterions pas à y recourir. La contrainte n'a, en soi, rien de moral ni de social. Mais il nous faut bien avouer qu'en fait ni les incitations ni les encouragements ne la remplacent. (Vifs applaudissements.) Aussi moi, mutualiste de profession, partisan convaincu de l'initiative individuelle et de l'association, représentant responsable de plusieurs milliers d'œuvres libres, suis-je, en conscience, tenu d'avouer que le régime de l'obligation, qui pose comme résolu le problème de la prévoyance sociale, rend un service immense à l'humanité en écartant tous les atermoiements de l'ignorance et de la faiblesse individuelle, toutes les résistances intéressées, tous les subterfuges de l'égoïsme, qui ont, jusqu'à présent, entravé l'œuvre de la mutualité. (Acclamations prolongées.) J'admets „l'impératif catégorique" que M. Bödiker nous formulait avant-hier, et qui oblige les prévoyants à voir au delà de leur œuvre, à vouloir pour tous ce qu'ils ont voulu pour eux-mêmes, c'est-à-dire un usage de la liberté conforme au devoir.*

*Mais dans le système allemand il y a autre chose que l'obligation: il y a l'organisation administrative, à peine tempérée par une certaine participation des intéressés, bureaucratique au fond, et à un degré qui nous a été révélé, ces jours-ci, au delà même de nos défiances les plus pessimistes. Compliqué et coûteux, ce régime n'est, par contre, nullement éducatif. M. Bödiker et M. Kögler ont levé pour le Congrès un coin du voile qui recouvre tout un monde de fraudes, insoupçonné du public. Enfin, le régime bureaucratique de l'assurance recèle une contradiction intime. D'une part, tout organisme de ce genre tend à fondre les différences de fait dans de grandes règles uniformes, qui „simplifient" la matière. C'est le sens même de la motion de M. Bödiker, qui propose de faire disparaître entre les assurés toutes les distinctions de personnes, les livrets individuels, les timbres qui constatent le détail de la vie de chacun, et de remplacer tout cela par une contribution générale des patrons, fixée d'un seul coup, au début*

*de l'année, d'après l'étendue présumée de leur industrie. Et, d'autre part, l'expérience montre que l'assurance, n'est effective, loyale, honnête, qu'à condition d'être locale, surveillée et contrôlée là même où elle s'exerce. D'où une obligation croissante de décentraliser les opérations. Les déclarations de M. de Posadowsky à la séance du Reichstag du 5 mars 1905 sont assez décisives en ce sens. On espère en Allemagne concilier ces deux tendances contradictoires en créant des fonctionnaires locaux pour l'exercice de l'assurance unifiée. Mais je considère le succès comme impossible dans cette voie. Pour bien faire, il faudrait autant d'administrateurs que de groupes. Et alors, pourquoi ne pas demander aux groupes eux-mêmes de s'administrer?*

*Il y aurait une troisième expérience à tenter. En somme, le régime administratif n'est que la formule hâtive et provisoire de l'obligation légale: la loi peut concevoir tout autrement la généralisation de l'assurance qu'elle poursuit. C'est ce que nous avions exposé au Congrès National de la mutualité (Nantes 1904) et c'est ce que, après lui et avec la même unanimité, avait admis le deuxième Congrès des retraites pour la vieillesse tenu à Paris en juin 1905. De part et d'autre, le but avait été ainsi défini: trouver un système d'obligation qui se concilie avec la pratique de la mutualité, ou plutôt qui s'accommode de cette pratique mieux que de toute autre, un régime d'assurance générale où la forme normale de la prévoyance soit l'association mutuelle. Il suffit que la loi soit orientée dans le sens que voici:*

*Qu'elle déclare obligatoire l'acte de prévoyance seul, laissant à l'intéressé le choix des moyens (formule de M. Léon Bourgeois en 1901 et de M. Georges Paulet en 1902, reprise par lui dans son rapport au Congrès de Vienne). Il faudra que les associations soient favorisées, en raison de la triple supériorité que nous leur avons reconnue: supériorité économique, éducative, sociale. En effet, une démocratie comme la nôtre, qui souffre déjà d'une centralisation administrative excessive a intérêt à ce que les divers problèmes de l'assurance sociale se résolvent chez elle par l'effort approprié et accumulé des associations libres, plutôt que par un surcroît de bureaucratie entraînant les invonvénients que n'a pu éviter la disciplinée et unitaire Allemagne. La gestion mutuelle est la meilleure, la*

*gestion bureaucratique est la pire. Or les auteurs du projet de loi français considèrent l'inscription d'office à la caisse d'Etat comme le régime normal, et font seulement une exception — précaire et limitée, d'ailleurs, — pour les associations. C'est la méthode inverse qui s'impose. L'exception, ce ne doit pas être le prévoyant, mais le travailleur qui se désintéresse de son sort, qui ne veut pas même prendre la peine d'entrer dans une Société où il pourrait suivre, avec ses pairs, la gestion de sa prévoyance, qui préfère s'en remettre à la sollicitude anonyme de l'administration, disons à une espèce d'assistance publique aussi peu morale que l'autre, bien qu'elle emprunte ses ressources aux intéressés, et aussi visiblement destinée à pâtir de la fraude et des abus.*

*La difficulté, c'est, sans doute, de réaliser ce régime dans un pays où les deux tiers des travailleurs sont encore en dehors de la mutualité, où trente mille communes sur trente-six mille sont encore dénuées de Sociétés mutuelles, de décréter l'obligation de l'assurance, sans précipiter du coup tous les nouveaux assurés dans l'institution d'Etat.*

*La question a d'autant plus d'importance qu'elle met en jeu cette „unification" ou plus, cette „coordination" des diverses formes de l'assurance, que vous déclarez nécessaire. Le projet de loi pendant devant les Chambres françaises ne vise que la retraite. S'il était adopté, le travailleur non mutualiste qui se trouverait incorporé dans les cadres de l'organisation d'Etat serait perdu pour toutes les autres assurances, car il ne pourrait être question de superposer à la cotisation obligatoire qu'on lui impose pour la retraite, la cotisation facultative que réclame la mutualité pour les autres assurances. On lui fermerait ainsi le secours de maladie, de chômage, l'assurance contre le décès prématuré. Au contraire, le même homme, devenant mutualiste, se trouvera tout naturellement participer à toutes les opérations qui végètent sur le tronc vigoureux de l'association.*

*Aussi, importe-t-il de garantir, autrement et mieux que par des avantages pécuniaires, l'exercice de la faculté laissée au travailleur atteint par la loi de „choisir" son mode d'assurance. Ces avantages, il peut les ignorer, et le prestige de l'administration d'Etat est encore grand dans une nation qui a gardé à peu près les cadres tracés au début du siècle par Napoléon.*

*Nous demanderons au législateur de renoncer à créer une nouvelle bureaucratie centrale, et de résoudre la question par l'institution de caisses communales ou cantonales, administrées sous le contrôle de l'Etat par les pouvoirs locaux, auxquels seraient encore adjoints, dans la mesure du possible, certains délégués des intéressés, pour maintenir un semblant de contrôle et permettre, éventuellement, la transformation en Société mutuelle. C'est là que seraient inscrits d'office ceux qui auraient refusé de demander à la mutualité la gestion de leur assurance.*

*En somme vous voulez, vous, décentraliser l'assurance, l'assainir, l'adapter aux conditions locales et la soumettre au contrôle des intéressés: notre méthode offre précisément ces avantages — auxquels elle se prépare à joindre le bienfait de la généralisation obligatoire, que personne ne conteste plus sérieusement.*

*Les conclusions que voici me paraissent résumer assez exactement les enseignements du Congrès en même temps que nos propres vœux:*

*1° L'obligation de l'assurance n'implique pas le régime d'Etat;*

*2° Le terme de l'évolution de l'assurance sociale n'est pas nécessairement l'organisation administrative; le régime normal, dans une démocratie, est l'association;*

*3° Les Sociétés mutuelles sont le plus précieux organe que puisse trouver le législateur pour l'exécution et le contrôle de l'assurance générale. La loi doit respecter et favoriser celles qui existent; elle doit en laisser l'accès largement ouvert à tous les travailleurs qu'elle appelle à l'assurance.*

* * *

Über Antrag von Karl VANÉK (Brünn) wird fast einstimmig der Schluß der Rednerliste angenommen.

* * *

Herr Eugen SIMANOWSKI, Mitglied der Landes-Versicherungs-Anstalt in Berlin (Berlin):

„Der Plan, die Arbeiterversicherung zu vereinheitlichen, ist nicht neu. Es sind schon vor 10 oder 12 Jahren seitens der

deutschen Arbeitervertreter Anträge hiezu gestellt und seither wiederholt entsprechende Vorschläge und Petitionen an maßgebender Stelle unterbreitet worden. Schon beim Inkrafttreten des Invalidenversicherungsgesetzes haben die Arbeitervertreter verlangt, daß keine neue Versicherungsart eingeführt, sondern daß die Invalidenversicherung der Krankenversicherung angegliedert werde. Nunmehr kommen die Sozialpolitiker mit der Vereinheitlichung der Arbeiterversicherung. Aber den Vorschlägen der Herren Geheimrat Dr. Bödiker und Dr. Freund können die deutschen Krankenkassen ihre Zustimmung nicht geben. Mit den Vorschlägen Bödiker könnten sie sich bis auf den Punkt der Verwaltung noch eher befreunden. Niemals aber werden die Krankenkassen damit einverstanden sein, daß die vereinheitlichte Arbeiterversicherung den Landräten und Magistraten, welche genügend andere Aufgaben zu erfüllen haben, unterstellt werden. Damit wäre die Fortentwicklung der Arbeiterversicherung vollständig unterbunden.

Gegen die Vorschläge des Herrn Dr. Freund müssen sich die Vertreter der Krankenkassen ebenfalls wenden, da im Interesse der Versicherten verlangt werden muß, daß nicht die Krankenversicherung in der Invalidenversicherung aufgeht, sondern umgekehrt. Die Krankenkassen haben bewiesen, daß sie ihrer Aufgabe gewachsen sind, Arbeitgeber und Versicherte haben die Kassen im besten Einvernehmen zum Wohle der Versicherten gefördert. Daher darf man die zahlenden Arbeitgeber und Versicherten auch nicht unter die Vormundschaft eines bureaukratischen Regierungsbeamten stellen.

Redner verweist darauf, daß bei der jetzigen Organisation der Invalidenversicherung die Arbeitgeber und Versicherten bloß zur Dekoration dienen. In einigen Anstalten finden das Jahr über nur 3 bis 4 Vorstandssitzungen und 1 bis 2 Ausschußsitzungen statt. Da könne unmöglich beraten und beschlossen werden, was die Beamten-Mitglieder das ganze Jahr hindurch unternehmen sollen.

Auch die Leistungen der Landesversicherungs-Anstalten entsprechen bei weitem nicht den Leistungen der Krankenkassen, namentlich was das Heilverfahren betrifft. Die Krankenkassen haben bis Ende 1904 für ihre Versicherten über $2^1/_2$ Milliarden Mark ausgegeben, während die Landesversicherungs-

Anstalten seit ihrem Bestehen nur etwas über 1 Milliarde Mark aufgewendet haben, was entschieden ungenügend ist.

Von den 31 Landesversicherungs-Anstalten hatten 1905 nur 16 eigene Heilstätten oder Sanatorien. Einzelne Anstalten begnügen sich damit, den Rentenzahlungen nachzukommen. Herr Geheimrat Bödiker schilderte gestern, wie die Arbeiterversicherung mit einem goldenen Mantel umgeben ist. Diese Anschauung scheint auch zum großen Teil die Ursache zu sein, daß einige Anstalten in bezug auf die Gewährung von Heilverfahren und anderen prophylaktischen Maßnahmen sowie selbst bei Rentenzahlungen sehr zurückhaltend sind; noch schlimmer steht es diesfalls mit den Berufsgenossenschaften. Diese benützen den goldenen Mantel dazu, um den Arbeitern vorzuhalten, welch hohe Renten sie bekommen. Das Gleiche tun aber selbst die oberen Instanzen und noch in letzter Instanz wird von Senatsvorsitzenden die Behauptung ausgesprochen, daß die Arbeiter darauf ausgehen, Renten zu erlangen."

Der Vorsitzende ermahnt hierauf den Redner, er möge ohne derartige Angriffe zur Sache sprechen. Natürlich kenne er (der Vorsitzende) den Fall nicht, den Redner im Auge haben möge; es könne möglicherweise ein Mißverständnis vorliegen, vielleicht sei die Sache in anderer Weise ausgesprochen worden. Eine einzelne, aus dem Zusammenhange herausgerissene Stelle aus einer Äußerung eines Vorsitzenden im Reichs-Versicherungsamt sollte man bei einem internationalen Kongreß nicht vorbringen; sicherlich könne sie niemals zur Stütze irgend welcher hier gemachten generellen Behauptungen dienen. „Auf keinen Fall aber", fuhr Dr. Bödiker fort, „werde ich bei unseren Kongressen die Sitte um sich greifen lassen, einzelne zumal abwesende Mitglieder höchster oder anderer Gerichte öffentlich herabzusetzen, auch wenn nicht gerade die Namen genannt werden". (Beifall.)

Herr Simanowski erklärt, für seine Behauptung Beweise und Zeugen führen zu können. Im Übrigen betont er, daß unter solchen Umständen die Arbeiter sich einer Institution, wie die Landesversicherungsanstalten niemals unterordnen

werden. Sie verlangen vielmehr, daß die Landesversicherungsanstalten aufgelöst und der Krankenversicherung unter Aufrechterhaltung der vollsten Selbstverwaltung angegliedert werden. Der Bevormundung durch einen Regierungs- oder Kommunalbeamten bedürfen sie nicht. (Beifall.)

*(M. SIMANOWSKI, de Berlin, rappelle que, lors de la refonte de la loi allemande sur l'invalidité, les ouvriers ont demandé la fusion des assurances-invalidité et maladie. Ils accepteraient le système Bödiker, s'il ne soumettait pas l'assurance aux fonctionnaires locaux. Contre le système Freund, l'orateur allègue que c'est l'assurance-maladie qui doit absorber l'invalidité; les caisses de maladie ont fait leurs preuves, et surtout elles ne sont pas comme les caisses d'invalidité soumises en fai exclusivement à un fonctionnaire, qui convoque à peine son comité. De plus les caisses d'invalidité rendent bien moins det services que les caisses de maladie; un trop grand nombre notamment negligent le traitement. Les caisses de maladie, laissées indépendantes des fonctionnaires, assureraient très bien tout le service).*

* * *

Stadtrat Dr. Rudolf BISCHOFF, Privatdozent (Graz), bezeichnet die Einheitskasse für je einen territorialen Bezirk als sein Ideal. Die Aufhebung der bestehenden vielen Kassen mit einem Schlage ist unmöglich, wohl aber kann eine verschärfte Staatsaufsicht die nicht lebensfähigen Institute ausschalten und die überbleibenden leistungsfähigen werden dann endlich auch einsehen, daß sie zu einem großen Körper vereinigt noch leistungsfähiger sind.

„Die Vereinheitlichung der der Arbeiterversicherung dienenden Institute kann sich nur auf die Organisation beziehen, nicht auf die Fonde der einzelnen Zweige. Das geht schon aus versicherungstechnischen Gründen nicht an. Richtig sagt Professor Menzel, da würde aus der Versicherung eine Armenversorgung, ich füge bei: aus den Versicherungsprämien würde eine Armensteuer. Die Grundlage der Unfallversicherung ist

die Haftpflicht des Unternehmers und ein Aufgeben dieses Gedankens ist weder juristisch noch theoretisch zu rechtfertigen. Aber auch ethisch ist es nicht zu rechtfertigen. Die soziale Frage ist (Dr. Theobald Ziegler hat darüber sehr schön geschrieben) eine ethische Frage; dies bedingt autonome Verwaltung der Institute! Nur die autonome Verwaltung der Interessenten gewährleistet die notwendige Initiative, die von einem Beamten, der sehr viele andere Agenden zu besorgen hat, füglich nur ausnahmsweise erwartet werden kann. Die Autonomie muß sich nicht nur auf die Verwaltung, sondern auch auf die Judikatur erstrecken. Der leitende Beamte des österreichischen Reformentwurfes ist ein Unding. Es gäbe nichts als Zank und Streit. Die politische Behörde als Richter über Krankenunterstützungsansprüche der Mitglieder gegen die Kassen ist nicht nötig, da genügt ein zweiinstanzliches Schiedsgericht. Die Inappellabilität der schiedsgerichtlichen Urteile muß fallen! Die Kassen sollen autonom sein, bezw. bleiben. Die Staatsaufsicht aber ist strenger zu gestalten: dann wird allen Beteiligten gedient sein!"

*(M. le Dr. Rudolf BISCHOFF, de Graz, demande des caisses territoriales à circonscription assez vaste; elles resteraient autonomes; il est impossible de faire gérer l'assurance par un fonctionnaire d'Etat; toutefois l'Etat exercerait un contrôle plus rigoureux qu'aujourd'hui.)*

* * *

Herr Konrad HARTMANN, Berlin, betont als Vertreter des Verbandes der deutschen Gewerkvereine, daß diese von Anfang an Gegner der Zwangsversicherung waren, weil man innerhalb der Organisation alle erforderlichen Versicherungseinrichtungen besaß. Jetzt hat man sich mit der Zwangsversicherung abgefunden und ist bereit, an der Verbesserung mitzuarbeiten. Dazu gehört eine Vereinheitlichung schon aus dem Grunde, weil die Beitragsleistung bei allen drei Versicherungsarten so

grundverschieden ist. Unrichtig ist, wenn gesagt wird, daß zur Unfallversicherung in Deutschland die Arbeiter keine Beiträge leisten, sondern die Unternehmer die Kosten allein tragen. Diese Behauptung ist deshalb hinfällig, weil die Berufsgenossenschaft erst von der 14. Woche an eintritt und die ersten 13 Wochen den Krankenkassen zur Last fallen.

Die Vereinheitlichung und Vereinfachung der Arbeiterversicherung ist Aufgabe der einzelnen Länder und kann durch den internationalen Kongreß nicht gelöst werden. Die Frage der Zwangsarbeitslosenversicherung, die auch bereits erwähnt wurde, wird von den deutschen Gewerkvereinen abgelehnt, weil diese Organisationen derartige Unterstützungseinrichtungen schon besitzen und die Arbeitslosenunterstützung für eine Sache der Berufsorganisationen halten. Durch die zwangsweise Arbeitslosenversicherung würde das Selbstbestimmungsrecht des Arbeiters bedeutend eingeschränkt und seine Bewegung auf dem Arbeitsmarkte behindert werden.

*(M. HARTMANN, représentant des syndicats ouvriers créés par Hirsch et Duncker, rappelle que ces syndicats étaient autrefois adversaires de l'assurance obligatoire, parce qu'ils possédaient déjà des institutions de secours mutuel; ils sont encore opposés à l'assurance obligatoire contre le chômage.)*

* * *

Herr Hermann GEBHARDT, Direktor der Landesversicherungsanstalt der Hansestädte (Lübeck), bekennt sich zur Zahl derer, welche die Stellung des Themas „Vereinheitlichung oder Vereinfachung der Arbeiterversicherung" für verfrüht ansehen. Zunächst hätte man fragen sollen, ob eine Vervollkommnung der Versicherung durch Veränderung des Kreises der Versicherung und durch Umgestaltung der Beitragsleistung anzustreben sei. Erst wenn man darüber einig sei, werde man die Frage der Organisation in Angriff zu nehmen haben und die Beantwortung dieser Frage werde jene nach der Verein-

fachung der Organisation in sich schließen. Man darf aber zweckmäßigerweise die Vereinheitlichung nicht vorweg in Angriff nehmen.

Redner erklärt sich noch genötigt, einiges gegen die Bödiker'schen Vorschläge zu sagen. Es ist unzweckmäßig, eine Vereinigung der verschiedenen Versicherungszweige lediglich aus dem Gesichtspunkte vorzunehmen, daß es sich um eine Rentenbewilligung handelt, ohne daß man nach dem Grunde der Rente fragt. Ferner ist jede Organisation zu verwerfen, bei der viele verschiedene Stellen aus einer gemeinsamen Kasse bewilligen, weil dies zur Verschwendung und zur Untergrabung des Verantwortlichkeitgefühles führt. Unbrauchbar ist endlich bei jeder Versicherung, welche den Arbeitgebern das Recht gibt, die von ihnen ausgelegten Beiträge zum Teile von den Versicherten wieder zu erheben, die Anwendung des Umlageverfahrens, denn unter Umständen kann dabei der Arbeitgeber, ohne ein formelles Unrecht zu begehen, von den bei ihm beschäftigten Personen mehr erheben, als von ihm an Beiträgen gezahlt wurde.

Geheimrat Bödiker's Vorschläge böten auch sonst noch manchen Grund zum Widerspruch, doch wolle der Redner bei der Kürze der zugemessenen Zeit darauf nicht näher eingehen.

Als auffallend erscheint dem Redner, daß die Vertreter der deutschen Krankenkassen, die an dem Sitzungstage das Wort ergriffen haben, sich im Falle der Vereinigung der Versicherungszweige dafür ausgesprochen haben, daß auch die Unfallversicherung mit einbezogen werde, obwohl doch kein Zweifel darüber bestehen kann, daß die Grundlagen für die Unfallversicherung ganz andere sind, als jene für die Invalidenversicherung. Die Vertreter der Krankenkassen müßten bei näherem Zusehen erkennen, daß bei allen Projekten für eine solche Verschmelzung die Unfallversicherung zu kurz kommt und die Lasten der Arbeitgeber eine Verminderung erfahren. Und dies herbeizuführen, sei doch gewiß nicht die Absicht der

Krankenkassen. Wenn man wirklich zu einer Vereinigung aller drei Versicherungszweige oder wenigstens der Kranken- und Invalidenversicherung schreiten sollte, wird es Aufgabe einer weisen Gesetzgebung sein, sich vor einer lediglich schematischen Behandlung der Sache zu hüten, vielmehr die lebendigen Kräfte, welche sich bisher der Entwicklung der Arbeiterversicherung gewidmet haben, auch in den Dienst der neuen Organisation zu stellen. Keine einzelne Klasse darf beanspruchen, daß ihr die Verwaltung zufällt, sondern es ist wichtig, unbekümmert um Schlagworte, jede Kraft an die Stelle zu bringen, wo sie am meisten nützen kann.

*(M. GEBHARD, Directenr de la Caisse d'assurance-invalidité des Villes hanséatiques, trouve prématurée une unification des assurances. Il faudrait auparavant perfectionner les lois en modifiant les catégories d'assurés et le mode de cotisation. L'orateur critique le projet de M. Bödiker. Il s'étonne que les représentants des ouvriers préconisent l'incorporation de l'assurance-accidents dans l'assurance-iuvalidité; ils risquent de diminuer à leurs dépens les charges des patrons. La fusion, d'autre part, ne devra pas être faite pour assurer la majorité à une classe d'intéressés.)*

* * *

Herr Julius PASTRÉE, Präsident des Bundes österreichischer Industrieller (Wien), erklärt, daß er als einfacher Industrieller das Wort auf dem Kongresse ergreift, weil er meint, auch die Männer der Praxis hätten das Recht, gehört zu werden. Aus den Referaten, die dem Kongresse vorliegen, könne man die erfreuliche Tatsche vernehmen, daß auf dem Gebiete der Arbeiter-Fürsorge in den letzten Jahren bedeutende Fortschritte gemacht wurden. Angesichts dieser Tatsache muß endlich die Phrase verstummen, daß die Unternehmer den Projekten der sozialen Fürsorge für die Arbeiterschaft feindselig gegenüberstehen. Wenn nun an die Frage der Einführung der Invalidenversicherung geschritten werden soll, ist es am

Platze, darauf hinzuweisen — was auch in der Eröffnungsrede von Seiner Exzellenz Herrn Dr. von Koerber betont wurde — daß es den einzelnen Staaten frei stehen müsse, die Ziele der Arbeiterversicherung den wirtschaftlichen Kräften der Beteiligten anzupassen. In Österreich, wo die produktiven Stände in einem höheren Maße mit Steuern belastet sind, als in irgend einem anderen Lande Europas, müsse man mit einiger Bedachtsamkeit bei der Fortführung der Versicherungsgesetzgebung vorgehen, und dies umsomehr, als die österreichische Industrie hauptsächlich Klein- und Mittelbetriebe umfaßt, die sich gegenüber der Großindustrie in einer ähnlichen schlimmen Situation befinden, wie das Handwerk gegenüber der Industrie. Ohne Umgestaltung des Koalitionsgesetzes und ohne eine die Assoziation erleichternde Steuergesetzgebung darf man diesen Kleinbetrieben keine neuen Lasten zumuten. Redner spricht schließlich sein Bedauern darüber aus, daß die Männer der Wissenschaft mit einer der wichtigsten Fragen, nämlich mit jener der Aufbringung der Mittel für die Invalidenversicherung, sich nicht beschäftigt haben. Wenn Herr Dr. Bödiker meint, daß das Gebäude der Versicherung möglichst rasch erbaut werden solle, wobei es auf Konstruktionsliebhabereien nicht ankommen dürfe, so müsse demselben entgegengehalten werden, daß man erst bauen könne, wenn man weiß, wo das Geld für den Bau herzunehmen ist. (Zustimmung).

*(M. PASTRÉE, Président de la Ligue des Industriels autrichiens, dit que, en Autriche, les industriels sont surchargés d'impôts d'autant plus lourds qu'il s'agit surtout de petits industriels. Il faudrait améliorer leur situation avant de leur imposer le charges de l'assurance-invalidité.)*

* * *

Rittergutsbesitzer Fritz von JAGWITZ, Generalmajor z. D. (Biegnitz bei Glogau, Preuss.-Schlesien), steht auf dem Standpunkte einer organischen Zusammenlegung der drei Zweige der

Arbeiterversicherung unter möglichster örtlicher Dezentralisation und Selbstverwaltung. Infolgedessen wünscht er, daß gleich alle drei Versicherungszweige vereinigt werden und nicht erst die Kranken- und Invalidenversicherung, worauf dann die Unfallversicherung diesem Provisorium aufzupfropfen wäre. Das heißt nicht nur: *Reculer pour mieux sauter,* sondern vor dem Hindernis ausbrechen. Kein Unfall ohne Krankenbehandlung; Unfall, Abnützung der Kräfte und Krankheit führen alle drei zur Beeinträchtigung der Erwerbsfähigkeit und bei deren Verminderung um zwei Drittel soll ohne Rücksicht auf die Entstehungsursache die Invalidenrente gewährt werden. Teilrenten sind zu verwerfen. Mit Geheimrat Dr. Bödiker empfiehlt der Redner als Unterbau die unteren Verwaltungsbehörden, welchen nach der Novelle vom Jahre 1899 schon jetzt Beisitzer aus den Arbeitgebern und Arbeitnehmern zur Seite stehen, um Gutachten über Zuständigkeit der Invalidenrenten vor Abweisung durch die Versicherungsanstalten abzugeben. Der Landrat ist kein Bureaukrat, sondern, besonders wenn er aus dem Grundbesitze des Kreises herangezogen wird, der Vater des Kreises. Er steht in enger Berührung mit der Bevölkerung und kennt ihre Schmerzen und Wünsche. Dasselbe gilt von den Magistraten. Doch würde der Redner auch die Zusammenfassung von je 100.000 Versicherten zu einer autonomen Kasse nicht bekämpfen, da für ihn der soziale Zweck und nicht die Machtfrage bestimmend ist.

Bezüglich der praktischen Durchführung spricht sich der Redner für die Vorschläge Dr. van Drooge's aus, welcher für die Arbeiter Vermögensbücher, ähnlich den Sparkassebüchern, und für die Arbeitgeber Lohnlisten mit Berücksichtigung der Gefahrenklasse ihres Betriebes fordert. Das Markensystem ist umständlich und belastet die Arbeitgeber, welche besonders auf dem Lande häufig den vollen Beitrag zahlen müssen. Bei den Dienstboten wird dies in den Großstädten als ganz selbstverständlich betrachtet.

Redner will mit dem schönen Bilde Dr. Bödiker's schließen: „Wir haben in Deutschland den stolzen Bau der Arbeiterversicherung Stein für Stein aufgeführt, aber das dreistöckige Gebäude hat nur altmodisch gewundene Treppen. Wir wollen nun moderne Aufzüge bauen, die alle drei Stockwerke bequem mit einander verbinden. Auch elektrisches Licht wollen wir darin installieren, damit nicht, wie Herr Paulet trefflich ausführt, ein Schleier auf der deutschen Arbeiterversicherung liegt, während der Glanz des goldenen Mantels der $4^1/_2$ Milliarden das Auge blendet und den freien Blick für zeitgemäße Reformen trübt."

*(M. von JAGWITZ (Silésie) parle en faveur de la fusion des trois assurances, et du système Bödiker.)*

* * *

Nachdem der Redner unter dem Beifall der Versammlung geschlossen, schlägt der Vorsitzende vor, eine viertelstündige Pause eintreten zu lassen. Da ferner, abgesehen von den Referaten zur Vereinheitlichungsfrage, noch acht weitere Berichte auf der Tagesordnung stehen, gibt der Vorsitzende zur Erwägung, ob nicht mit Rücksicht auf die voraussichtlich rasche Erledigung der letzterwähnten Referate zunächst diese vorgenommen und wie eine Insel in die große Debatte über die Vereinheitlichung hineingestellt werden

*La séance est interrompue pour une pause, et la discussion est ensuite ajournée de façon à laisser présenter un certain nombre de rapports.*

könnten. Hierauf wäre wieder mit der Liste der Redner zur Vereinheitlichung fortzufahren. Dadurch könnte erreicht werden, daß nicht vielleicht ein Antrag auf Schluß der Sitzung aus der Versammlung gestellt werde und vorgemerkte Redner ums Wort kämen. (Allgemeine Zustimmung.)

* * *

Nach Wiederaufnahme der Verhandlungen erhält zunächst Deputierter Marquis Cesare FERRERO DI CAMBIANO, Vizepräsident der Cassa di Risparmio di Torino (Turin), das Wort zu seinem Berichte über die italienisch-nationale Versicherungskasse für Invalidität und Altersversorgung der Arbeiter.

*M. le Marquis di CAMBIANO, Turin, présente son rapport sur la Caisse nationale d'invalidité italienne.*

*L'orateur voudrait renoncer à la parole, mais il aime à faire entendre encore la voix de l'Italie dans ce Congrès où les Italiens ont été amenés par la sympathie qui les lie au pays qui les accueille et par leur sympathie pour les questions qu'on y discute. Parlant de la Caisse Nationale Italienne de prévoyance pour les retraites ouvrières, l'orateur en détermine les principes, qui s'inspirent de la liberté subsidiée, non seulement parce que le tempérament italien se refuse à la contrainte, mais aussi pour des considérations économiques et budgétaires. Dans le système adopté par l'Italie, l'ouvrier prévoyant est appelé à épargner pour se former un capital qui*

*doit se traduire en pension dans le cas de vieillesse ou d'invalidité. Les industriels et les propriétaires donnent leur concours et l'Etat son aide sous la forme de sommes que chaque année la caisse alloue au profit et sur le livret de ses affiliés. L'administration de la caisse est autonome, mais sous le contrôle et la vigilance de l'Etat. Elle a eu une dotation de 10 millions, elle a maintenant un patrimoine de 16 millions et avec les fonds des affiliés et les fonds de reserve elle administre à peu près 40 millions. Son développement est lent, nécessairement lent, car l'esprit de prévoyance n'est pas bien répandu en Italie, mais on marchera: et si le but qu'on s'est proposé n'est pas atteint par la liberté, on aura recours à l'assurance obligatoire, comme on a fait pour les accidents du travail. L'Italie suivra sans crainte l'exemple que lui donnent les pays plus avancés.*

* * *

Landesrat Dr. Theodor SCHROEDER, Mitglied des preußischen Abgeordnetenhauses (Kassel), hätte, da er seiner Abhandlung (Die Anlegung der Bestände der deutschen Landesversicherungsanstalten) nichts Neues hinzuzufügen hat, auf das Wort verzichtet, wenn ihn nicht die Angriffe mehrerer Vertreter von Krankenkassen auf die Landesversicherungsanstalten zu einigen Worten der Abwehr und Zurückweisung genötigt hätten. Diese Vertreter deutscher Krankenkassen stellten die deutschen Landesversicherungsanstalten als sozialpolitisch leistungsunfähig, ja als einen Hemmschuh jedes sozialpolitischen Fortschrittes hin.

Dabei sind diese Angriffe lediglich damit begründet, daß einige Versicherungsanstalten auf dem Gebiete der Krankenfürsorge angeblich zu wenig getan haben. Diese Vorwürfe sind für die Vertreter der Landesversicherungsanstalten nichts Neues. Sie bilden einen beständigen Programmpunkt der deutschen Krankenkassentage. Die Angriffe sind aber völlig unbegründet und beruhen im Wesentlichen darauf, daß die Krankenkassen

die gesetzlichen Aufgaben der Versicherungsanstalten unrichtig darstellen. Sie übersehen, daß die deutschen Invalidenversicherungsanstalten keine großen Krankenkassen, sondern Invalidenrenten-Anstalten sind und daß ihre vornehmste Aufgabe ist, die Invalidenrenten zur Zahlung zu bringen. Daneben besteht freilich auch die gesetzliche Aufgabe, unter gewissen Beschränkungen die Krankenfürsorge für Versicherte zu übernehmen. Aber diese Aufgabe ist doch sehr wesentlich durch das Reichsgesetz selbst eingeschränkt worden; denn die Versicherungsanstalten dürfen die Krankenfürsorge nur dann übernehmen, wenn durch diese Übernahme entweder die drohende Invalidität beseitigt wird oder bei Nichtübernahme der Krankenfürsorge die Invalidität eintritt. Nun treten zahlreiche Anträge auf Übernahme der Krankenfürsorge an die Versicherungsanstalten heran, bei denen insgesamt natürlich durch die Übernahme der Fürsorge den Kranken eine Wohltat würde erwiesen werden. Allein es wird weiter durch das Zeugnis des Arztes nachgewiesen, daß die Übernahme der Krankenfürsorge auf den Eintritt oder die Beseitigung der Invalidität gar keinen Einfluß hat und infolgedessen müssen natürlich derartige Anträge abgelehnt werden. Darüber wird dann wieder von den Mitgliedern der Krankenkassen auf das lebhafteste geklagt, aber diese Klagen treffen in Wahrheit nicht die Verwaltung der Versicherungsanstalten, sondern die Bestimmungen des Gesetzes.

Hinsichtlich der sozialpolitischen Wirksamkeit der Versicherungsanstalten verweist der Redner auf seine Abhandlung. Der Kapitalsbestand der Anstalten beträgt 1·158 Millionen Mark. Bei dieser immensen Summe ist es begreiflich, daß man seinerzeit bei der Beratung des alten Invaliditäts- und Altersversicherungs-Gesetzes im Reichstage große Bedenken hatte, ob nicht diese mit Sicherheit vorauszusehende Aufspeicherung so großer Kapitalsbestände eine Beunruhigung auf dem Markte der mündelsicheren Anlagen hervorrufen und die Höhe des Zinses

und des Kurses der Inhaberpapiere beeinflußen könnte. Diese Bedenken haben sich als unbegründet erwiesen, denn von dem am Schlusse des Jahres 1903 vorhandenen Vermögen der Versicherungs-Anstalten waren nur 496 Millionen Mark oder etwas weniger als die Hälfte des Kapitales in mündelsicheren Papieren angelegt. Das ist an und für sich eine geringfügige Summe, zumal sie sich auf 14 Jahre verteilt, und sie hat auf den Kurs und die Zinshöhe der Inhaberpapiere gar keinen Einfluß ausgeübt.

Aus der sozialpolitischen Wirksamkeit der Versicherungs-Anstalten will Redner nur zwei Punkte hervorheben. Zunächst die bahnbrechende Tätigkeit der Landesversicherungs-Anstalten bei Bekämpfung der Lungentuberkulose. In dieser Beziehung braucht nur auf die Gründung der zahlreichen Volksheilstätten in Deutschland verwiesen werden, die entweder als eigene Anstalten von den Versicherungs-Anstalten gegründet oder wenigstens mit ihrem Geld ins Leben gerufen und durch Belegung mit ihren Kranken lebensfähig gemacht wurden. Der zweite Punkt betrifft die Förderung des Arbeiter-Wohnungsbaues. Die Versicherungs-Anstalten haben augenblicklich $133^1/_2$ Millionen Mark in Arbeiterwohnungen angelegt. Das ist sicher keine geringfügige Summe. In sonstigen gemeinnützigen Unternehmungen haben die Invaliden-Versicherungs-Anstalten 284 Millionen Mark investiert, so daß der gesamte Betrag in gemeinnützigen Anlagen sich auf 411 Millionen Mark oder 36·1 % des Gesamtvermögens beläuft.

Angesichts dieser Tatsachen darf also behauptet werden, daß die deutschen Landesversicherungs-Anstalten ihre sozialpolitische Aufgabe vollständig richig aufgefaßt haben und daß sie bei ihrer Tätigkeit öffentliche Kritik nach keiner Richtung hin zu scheuen brauchen. (Lebhafter Beifall).

*(M. le Conseiller SCHRŒDER, de Cassel, rapporteur, parle des placements des fonds des caisses d'invalidité. Il désire protester contre les critiques lancées par des représentants de caisses de maladie, qui ont accusé les caisses d'invalidité*

*d'avoir un esprit rétrograde. Les congrès des caisses de maladie ne cessent de reprocher aux caisses d'invalidité de trop peu s'occuper du traitement. Ils oublient que ces dernières sont des caisses de rentes, qui ne peuvent s'occuper de maladie que subsidiairement et dans le cas seulement où l'invalidité peut être écartée par le traitement. S'il y a un coupable, c'est la loi et non les caisses. — Les placements sont prudents et n'ont pas troublé le marché financier. — D'autre part plus du tiers des sommes ont été affectées aux institutions philanthropiques.)*

* * *

Frau Paula MISA (Wien) ersucht in einer Zuschrift an das Kongreß-Präsidium die folgenden Anregungen dem Protokolle beizuschließen:

„Ich glaube, daß sich durch mein im Folgenden auseinandergesetztes Projekt, das sich vielleicht an eine Zentralisierung der Versicherungen anschließen könnte, die allgemeinen wirtschaftlichen und infolgedessen die sittlichen Verhältnisse der unbemittelten Bevölkerung heben würden. Auch die Friedensbewegung würde gefördert werden, denn mein Programm umfaßt die ganze Welt.

Alle Familien im ganzen Staat, die Armen sowie die Reichen, sollen veranlaßt werden, zehn Jahre hindurch jeden Monat einen kleinen Betrag zu leisten; z. B. die Leute, die ein Einkommen von jährlich 1000 Kronen haben, sollen monatlich 20 Heller bezahlen, diejenigen mit 2000 Kronen: 40 Heller und so im Verhältnisse immer steigend, von je 1000 Kronen etwa um 20 Heller mehr. Bei einem Einkommen von 20.000 bis 40.000 Kronen je 1 Krone, von 40.000 bis 60.000 Kronen je 2 Kronen, von 60.000 bis 80.000 Kronen je 10 Kronen, von 80.000 bis 100.000 Kronen je 20 Kronen und so weiter für jedes Kind, das geboren wird oder sich schon in der Familie befindet. Unverheiratete Männer, die ein Mindesteinkommen von 4000 Kronen haben, sollen auch herangezogen werden.

Diese Kapitalien sollen durch 10 Jahre hindurch samt Zinsen zur freien Verfügung desjenigen stehen, der damit Wohltätigkeits-Stiftungen gründen kann. Nach diesen zehn Jahren aber müßte jedes der Kinder, für das eingezahlt wurde, eine

Summe von 10.000 Kronen bekommen. Das müßte natürlich auf versicherungstechnischer Basis ausgerechnet werden, so daß in diesem Falle die Reichen für die Armen etwas tun, dadurch daß sie zehn Jahre hindurch monatlich mehr einzahlen als diese und doch nicht mehr bekommen. Für Kinder angefangene Einzahlungen sollten, auch wenn die Kinder vor dem 10. Jahre sterben, von den Eltern fortgeführt werden und sollten diese nach abgelaufener Frist die entsprechende Summe erhalten. Man wird vielleicht bemerken, daß dann nach diesen 10 Jahren alle Beträge auf einmal fällig wären; darauf entgegne ich, daß das nicht der Fall ist, denn täglich werden Menschen geboren und für alle wäre sofort einzuzahlen, so daß dieses Verfahren ein unerschöpflicher Geldquell wäre.

Auf den Einwand, daß es viele Menschen gibt, die nicht einmal in der Lage sind, so geringe Beiträge wie die obgenannten monatlich zu zahlen, erwidere ich, daß solche Leute sich nur an den Zahltagen auf die Straße zu stellen und für diesen Zweck die Mildtätigkeit der Vorübergehenden anzurufen brauchen, um jene Beträge zu erhalten.

Auf diese Weise könnte mit der Zeit der Armut der Gesamtbevölkerung wirksam gesteuert werden; denn nach Ablauf von 10 Jahren befände sich jeder im Besitze eines kleinen Vermögens. Da sich bekanntlich das Vermögen nach 10 Jahren verdoppeln kann, wird es auch möglich sein, diese großen Summen ordnungsmäßig auszuzahlen. Durch dieses System würde nicht nur der Wohlstand gefördert, sondern auch ein allgemeiner Völkerfriede erreicht werden, der nur dann zu finden ist, wenn die wirtschaftlichen Verhältnisse der Menschheit im allgemeinen sich bessern, wenn die drückendste der Sorgen, die Nahrungssorge und die Sorge um die Zukunft, ganz verschwindet. Dann würde nicht nur Friede geschaffen und eine Entvölkerung der Gefängnisse herbeigeführt werden, es wäre auch gleichzeitig die Frauen- und Kinderfrage gelöst. Nichts in der Welt regt die Gemüter so tief auf als der Mangel des Nötigen und Zwist und Verdruß in den Familien entstammen diesem Urquell alles Übels."

*(Mme. Paula MISA, de Vienne, adresse au Congrès un projet d'organisation générale de la prévoyance, en vue de supprimer le paupérisme.)*

Geheimer Regierungsrat Gotthold ELLE (Weimar), verzichtet mit Rücksicht auf die vorgerückte Stunde auf das Wort, wünscht aber, daß die unten wiedergegebenen Ausführungen zu seinem Bericht über den Ausbau des § 25 des Invalidenversicherungsgesetzes dem Protokolle einverleibt werden:

„Mit der Einführung des letzten Teiles der sozialpolitischen Gesetzgebung im Deutschen Reiche, der Invalidenversicherung, waren die Nöten der Zeit bei weitem nicht beseitigt. Dieser erstrebenswerten Höhe des Glückes stand schon die Niedrigkeit der gewährten Renten entgegen. Beträge von 110 bis etwa 230 Mark, dem jetzigen Höchstmaß der Rente, sind in vielen Fällen nicht geeignet, die sich steigernden Ansprüche des Lebens ausreichend zu befriedigen, so sehr auch besonders in rein landwirtschaftlichen Bezirken mit vorwiegender Naturalbezahlung das bare Geld eine Rolle spielt und so sehr auch dieser Betrag häufig dann einen erwünschten Zuschuß bildet, wenn der Rentner Gelegenheit hat, den Rest seiner Arbeitskräfte — vielleicht bei der Hausindustrie durch Unterstützung seiner Familienangehörigen, durch Handreichungen oder durch Instandhaltung des Hauswesens, Beaufsichtigung kleinerer Kinder an Stelle der auswärtiger Arbeit nachgehenden Familienangehörigen usw. — zu verwerten.

Das ist jedoch nicht immer der Fall. Mit der Rente allein ist in vielen Fällen nicht auszukommen. Das Alters- und Invaliditäts-Versicherungsgesetz sah für solche Fälle in seinem § 35 vor, daß die Verpflichtungen von Gemeinden und Armenverbänden zur Unterstützung hilfsbedürftiger Personen und dem gleichstehende, auf gesetzlichen, statutarischen oder vertragsmäßigen Bestimmungen beruhende Verpflichtungen durch die neue Gesetzgebung nicht berührt werden sollten.

Das ist aber ein Zug, dem Anerkennung nicht versagt werden kann, daß von weitaus dem größten Teile der arbeitenden Bevölkerung die Armenpflege nur in alleräußersten Notfällen in Anspruch genommen wird. Wenn der damit verbundene Verlust politischer Rechte dabei auch eine gewisse Rolle spielt, so ist dies für diese Entscheidung keineswegs entscheidend; vielmehr ist der Hauptgrund darin zu suchen, daß der Betroffene sich in seiner ganzen Stellung der Öffentlichkeit gegenüber herab-

gesetzt fühlt, sobald er seinen Mitbürgern als Almosenempfänger entgegentritt.

Vielfach sind aber auch die Träger der Armenpflege, namentlich kleinere Gemeinden, gar nicht in der Lage und leider öfter auch nicht geneigt, diejenigen Kosten aufzubringen, die durch eine geordnete Verpflegung und Unterhaltung erwerbsunfähiger Rentner entstehen.

Das Bedürfnis, alleinstehenden und einer geordneten Pflege entbehrenden Versicherten über die Invalidenrente hinaus eine weitere Fürsorge zuteil werden zu lassen und ihnen ein geordnetes Unterkommen zu gewähren, trat daher bald nach Inkrafttreten des Gesetzes, betreffend die Invaliditäts- und Altersversicherung, hervor.

Das neue Invalidenversicherungsgesetz vom 13. Juli 1899 trug diesem Bedürfnisse durch zwei verschiedene Bestimmungen Rechnung. Es gewährt zunächst in § 55 dem Rentner selbst die Möglichkeit, sich durch Überweisung der ganzen oder teilweisen Rente Aufnahme in ein Siechenhaus oder in eine Versorgungsanstalt zu verschaffen, was im alten Gesetze nicht vorgesehen war, und es ermächtigt im § 25 die Versicherungs-Anstalten, einem Rentenempfänger auf seinen Antrag an Stelle der Rente Aufnahme in ein Invalidenhaus oder in ähnliche von Dritten unterhaltene Anstalten auf Kosten der Versicherungs-Anstalt zu gewähren.

Dabei wurde weiter bestimmt, daß der Aufgenommene ein Vierteljahr und, wenn er die Erklärung nicht einen Monat vor Ablauf dieser Zeit zurücknimmt, jedesmal auf ein weiteres Vierteljahr an den Verzicht auf die Rente gebunden ist.

Eine gewisse zeitliche Bestimmung hielt man zur Sicherung konstanter Verhältnisse, die die Aufstellung von Wirtschaftsvoranschlägen ermöglichen und der bei alten, kranken Leuten öfter zutage tretenden launenhaften Willkür steuern, für notwendig. Selbstverständlich blieb eine freie Vereinbarung zwischen dem Vorstand der Versicherungs-Anstalt und dem Invaliden über ein Ausscheiden zu einem anderen Zeitpunkte jederzeit zulässig. In der Praxis sind, soviel ich weiß, besondere Schwierigkeiten in dieser Beziehung noch nicht hervorgetreten.

Ebenso muß die Versicherungsanstalt berechtigt sein, ungeeignete Personen zu entfernen, z. B. solche, die ein unsittliches

Verhalten zeigen, an ansteckenden Krankheiten erkranken, sich schwer vergehen, fortgesetzter Verstöße gegen die Hausordnung und andauernder Widersetzlichkeit schuldig machen. Dafür, daß dies nicht willkürlich geschieht, ist dadurch Vorsorge getroffen, daß die Invalidenhauspflege nur durch statutarische Bestimmungen der einzelnen Versicherungs-Anstalten eingeführt werden kann, also unter Genehmigung der Aufsichtsbehörden; durch Ausführungsbestimmungen werden die Fälle, bei denen die Entfernung aus der Anstalt verfügt werden kann und die Art, und das Verfahren, nach welchem eine alsbaldige Entlassung oder die Kündigung auf Zeit möglich ist und die Fälle, in denen eine Beschwerdeführung zugelassen ist, des Näheren geregelt.

Der Einwand, der gegen die Invalidenhauspflege geltend gemacht worden ist, daß sich die Begünstigung einzelner Pfleglinge nicht wohl rechtfertigen lasse, ist meines Erachtens nicht stichhältig. Freilich decken die Renten die Kosten nicht. Die Renten werden aber mit der Zeit immer höher und werden die Auslagen immer mehr und in nicht allzu langer Zeit ganz decken.

Weiters ist aber die sozialpolitische Bedeutung dieser Bestimmung nicht zu unterschätzen und schließlich will man doch vorhandener Not steuern. Wie die Einleitung eines mit großen Kosten verknüpften Heilverfahrens für einen erkrankten Versicherten ohne Bedenken für recht und billig gehalten wird, weil ein Bedürfnis, dem Erkrankten zu seiner Heilung zu verhelfen und ihn dadurch vor dem sicheren Tode zu erretten, vorhanden ist, so läßt sich das Gleiche sagen von einem Invalidenrentner, der keinen Unterhalt hat, der der Verwahrlosung und dem Untergange geweiht ist, wenn er nicht in Pflege genommen wird.

Nach den bisher gemachten Erfahrungen empfiehlt sich, nicht zu große Invalidenhäuser zu errichten. Zweckmäßig wird die Zahl der Pfleglinge in sich so begrenzt sein, daß eine Hausmutter oder ein Hausvater in der Lage ist, die Verhältnisse des Invalidenheimes zu übersehen und Leitung und Ordnung in der Hand zu behalten. Ebenso erscheint es praktisch, Invalidenhäuser nicht in den Städten, sondern auf dem Lande zu errichten und sie, wenn möglich, mit kleiner Acker- oder

Gartenwirtschaft zu versehen. Denn in dieser können die Pfleglinge ein ihren Kräften und ihrem Gesundheitszustande sich anpassende, ihnen auch meist zuträgliche und zusagende Beschäftigung finden, die sie vor langer Weile und allerlei Zwistigkeiten und Reibereien bewahrt.

Auf Grund des hier Ausgeführten glaube ich im Zusammenhalte mit den in meinem Referate Gesagten berechtigt zu sein, die Thesen Ziffer 1 bis 4 meines Referates aufzustellen und für begründet zu halten."

*(M. le Conseiller ELLE, de Weimar, rapporteur, s'occupe de l'hospitalisation des invalides. La rente, qui ne dépasse pas actuellement 230 marcs, ne peut suffire qu'à la campagne et lorsque le pensionné est en famille on a d'autres petits travaux. L'assistance publique reste tenue au secours. Mais la plupart des ouvriers n'aiment pas y recourir, car ils perdent en ce cas leurs droits civiques et se sentent diminués; de plus, les communes sont autorisées à hospitaliser les invalides. Le rapporteur expose les diverses exigences pratiques auxquelles doivent satisfaire les asiles d'invalides ainsi créés.)*

* * *

Landesrat Franz APPELIUS (Düsseldorf) verzichtet gleichfalls auf das Wort, übergibt jedoch folgende Bemerkungen zu seinem Referate: „Das Verfahren bei Erhebung von Rentenansprüchen auf dem Gebiete der Invalidenversicherung und bei der Entscheidung über sie", behufs Anschluß an das Protokoll:

„Mein Referat behandelt eine der wichtigsten Materien im Invalidenversicherungsgesetz, nämlich die Frage: Wie wird die Verfolgung der Rentenansprüche für den Versicherten ermöglicht und wie erlangen die sogenannten Feststellungsinstanzen ein gründliches Material für ihre Entscheidung?

Die Versicherungs-Anstalt kann die Ermittlungen an Ort und Stelle nicht selbst anstellen; sie hat dafür keine eigenen Behörden oder Beamten, die den Verhältnissen näher stehen, die den Rentenbewerber sprechen, ihn sich ansehen und ihn ausfragen können. Sie ist aber angewiesen auf solche Behörden.

Als geeignetste Behörde ist die untere Verwaltungsbehörde angesehen worden, die ihrerseits wieder über örtliche Organe verfügt. Sie stellt im Vorverfahren den sogenannten „lokalen Unterbau“ dar. Ihr Prinzip ist, die unmittelbare Fühlungnahme mit den Versicherten. Dies ist von besonderer Wichtigkeit, da die untere Verwaltungsbehörde die Anträge entgegennehmen, sie instruieren und derart sorgfältig vorbereiten muß, daß sich die Instanzen ein Bild von dem Falle machen können. Sie hat alle Beweise zu erheben, in denen sie völlig frei und nicht auf Anträge beschränkt ist, sie soll das Pro und Kontra genau ermitteln bei Prüfung, ob Antragsteller Versicherter ist, ob die Anwartschaft gewahrt, ob die Wartezeit erfüllt ist, ob Invalidität und das erforderliche Alter etc. vorhanden ist.

Für das Verfahren sind in fast allen Bundesstaaten sozusagen Prozeßordnungen erlassen worden. Neben der im Referat erwähnten preussischen haben Sachsen, Württemberg, Baden, Hessen, die thüringischen Staaten, Hamburg, Lübeck und Bremen derartige Prozeßordnungen erlassen.

Zu den im Referat erwähnten Antragsformularien verweise ich auf den Inhalt eines unten angeschlossenen Musterformulares (s. S. 622), indem ich noch die mancherorts üblichen Verhandlungen mit dem Arbeitgeber, der Krankenkasse und sonstigen glaubwürdigen Auskunftspersonen besonders hervorhebe.

Zu der Frage der Mitwirkung der Ärzte bemerke ich, daß die Formulare zu ärztlichen Gutachten im allgemeinen zunächst Angaben des Versicherten über seine früheren Erkrankungen und die Äußerung über seine jetzigen Klagen enthalten, dann folgt ein ärztlicher Befund und die Diagnose. Vielfach folgt dann die Beurteilung der Arbeitsfähigkeit, die Frage, ob das maßgebende Drittel durch die bisherige Beschäftigung oder durch eine andere noch verdient werden könnte oder seit wann diese Aussicht geschwunden ist, ferner die Frage, ob die Erwerbsunfähigkeit durch ein Heilverfahren wieder behoben werden kann. Die Frage der Beurteilung der Erwerbsunfähigkeit ist aber, wie ich audrücklich betonen muß, keine rein ärztliche, sondern sie ist eine wirtschaftliche Frage. Der Arzt hat an sich nur anzugeben, was dem Versicherten fehlt; ob Erwerbsunfähigkeit im Sinne des Gesetzes vorliegt, hat die untere

Verwaltungsbehörde selbständig nach Lage des gesamten Falles und unter Beurteilung aller maßgebenden Verhältnisse zu prüfen. Sie ist in dieser Beziehung nicht abhängig oder gar allein angewiesen auf das ärztliche Gutachten, welches allerdings für ihre Entscheidung ein wertvolles Hilfsmittel sein kann. Diese Grundsätze sind vom Reichs-Versicherungsamt wiederholt betont worden, nicht nur in dem Rundschreiben vom 31. Dezember 1901, sondern auch in neueren Revisionsentscheidungen. Die untere Verwaltungsbehörde hat insbesondere darauf zu achten, wann nur Berufsinvalidität und wann Erwerbsunfähigkeit im Sinne des Gesetzes vorliegt, d. h. ob und wann der Versicherte außerstande ist, auch nicht einmal mehr auf dem allgemeinen Arbeitsmarkt durch eine ihm zuzumutende Arbeit das erforderliche Drittel verdienen zu können. Zur Feststellung des Begriffes der Erwerbsunfähigkeit können auch insbesondere die Schätzungen herangezogen werden, welche nach der anerkannten Rechtsprechung des Reichs-Versicherungsamtes auf dem Gebiete der Unfallversicherung maßgebend sind.

Zu der Frage zu 2 b des Referates, wann eine mündliche Verhandlung vor Abgabe des Gutachtens stattfinden muß, möchte ich noch erläuternd bemerken, daß als Prinzip gilt: bei nicht vorliegender Erwerbsunfähigkeit oder bei nicht vorliegender Versicherungspflicht oder Versicherungsberechtigung soll der Versicherte sein Recht vor der unteren Verwaltungsbehörde finden, nachdem sie sich durch Beisitzer verstärkt hat, welche gleichsam als Sachverständige fungieren, indem sie den Lebens- und Erwerbsverhältnissen des Versicherten noch näher stehen wie die untere Verwaltungsbehörde selbst.

Bezüglich der Rentenstellen erwähne ich noch ergänzend, daß die Landes-Versicherungsanstalt Schlesien in Beuthen O./S. eine solche für die Landkreise Beuthen O./S., Kattowitz, Tarnowitz und Gleiwitz, Zabrze und Pless, die Stadtkreise Beuthen O./S., Gleiwitz, Kattowitz, Königshütte und für die Städte über 10.000 Einwohner Myslowitz und Tarnowitz am 1. April 1902 errichtet hat, ferner hat die Landes-Versicherungsanstalt Hessen-Nassau in Montabaur für die drei Kreise Unter- und Oberwesterwald sowie Westerburg eine Rentenstelle eingerichtet; in den entfernter liegenden Orten der beiden letzteren Kreise sind besondere Verhandlungs- und Sprechtage eingeführt worden.

Die Landes-Versicherungsanstalt Schlesien hat auch eine besondere Anweisung, betreffend das Verfahren vor den Rentenstellen vom 29. April 1902 erlassen.

Zum Schluß muß ich darauf hinweisen, daß meiner Ansicht nach der im Referat und der im Vorstehenden geschilderte „lokale Unterbau“ im vorbereitenden Verfahren genügt, wenn die beteiligten Faktoren ihre Aufgabe gründlich nehmen und wenn sie der Bedeutung der Sache entsprechend sorgfältig arbeiten.“

*(M. le Conseiller APPELIUS, de Dusseldorf, complète son rapport sur la procédure usitée pour l'instruction des demandes de rentes d'invalidité, par la note ci-dessus. Il rappelle que les caisses d'invalidité n'ont pas d'agents locaux [abstraction faite de deux essais de bureaux locaux de rentes] et font intervenir pour l'instruction les autorités locales [voir ci-après les formulaires-types]. Il precise le rôle du médecin et la notion de l'invalidité. A son avis, cette organisation locale suffit pour l'instruction des demandes, si les facteurs appelés à intervenir font tout leur devoir.)*

**Formular.**

## Entgegennahme und Vorbereitung eines Antrages zur Invalidenrente.

.....amt. ....., den..... 190

Es erschien .....

.....

wohnhaft zu..... .....straße Nr..... Kreis .....

und erklärte:

Ich beantrage die Bewilligung einer Invalidenrente nach dem Reichsgesetz vom 13. Juli 1899.

Ich übergebe:

1. Quittungskarte Nr. .....
2. Aufrechnungsbescheinigung über Karte Nr. .....

Zur Beachtung: Liegen noch Quittungskarten des Rentenbewerbers bei den aufgerechneten, demnächst dem Vorstand einzusendenden Karten?

.....

.....

Der Erschienene wurde über die bei der Vorbereitung des Rentenantrages in Betracht kommenden Verhältnisse befragt. (Vergleiche die unten stehenden Fragen.)

Er erklärte ferner: Mein behandelnder Arzt ist Herr Dr. ..... wohnhaft .....

Unterschrift des Erschienenen: .....

Unterschrift des Beamten: .....

---

Behufs Vorbereitung des Rentenantrages ist Folgendes festgestellt worden:

**I. Persönliche Verhältnisse des Rentenbewerbers.**

Vor- und Zuname (bei Frauen auch Mädchenname): .....

.....

Stand: ..... (ledig, verheiratet, verwitwet, geschieden)

wohnhaft in ..... straße Nr. ....., Kreis .....

geboren am ..... in ....., Kreis .....

Für welche Angehörige hat er bisher den Unterhalt aus seinem Arbeitsverdienst bestritten? .....

---

**II. Beschäftigungsverhältnisse des Rentenbewerbers.**

1. Ist er zur Zeit noch beschäftigt? .....

   womit? .....

   welchen Lohn erzielt er hieraus? .....

   Wenn nicht, wann war er zuletzt beschäftigt? .....

   Bei wem? (bezw. bei Hausgewerbetreibenden: Für wen?) .....

   Mit welcher Arbeit? .....

   Gegen welchen Lohn? jährlich ..... wöchentlich .....

   täglich ..... (eine Angabe genügt).

   Ist dieser Lohn — ganz oder zu welchem Teil? — als Entgelt für geleistete Arbeit gewährt oder aus anderen Gründen? (Alimentation, Abfindung, Verwandtschaft, Rücksicht auf langjährige Dienste, Wohltätigkeit u. dgl.) .....

   .....

2 Bei welchen Verwandten hat der Rentenbewerber gearbeitet? .....

   .....

   In welchen Zeiten? .....

Ist barer Lohn gezahlt worden? .....

War er als Beamter pensionsberechtigt? .....

Warum hat er die letzte Beschäftigung aufgegeben? .....

3. War der Rentenbewerber als Hausgewerbetreibender beschäftigt? .....

.....

Mit welcher Art von Arbeit? .....

In welchen Zeiträumen? .....

---

**III. Arbeitsfähigkeit des Rentenbewerbers.** (§§ 5, Abs. 4, 15, 16.)

1. Eigene Angaben desselben über seinen Krankheitszustand:

*a*) In welcher Art äußert sich die Erkrankung? .....

*b*) Wie lange besteht sie schon? .....

---

2. Welche Anhaltspunkte sind für die Erkrankung gegeben? (Vergleiche die anliegende Verhandlung, Form. Ia.) .....

**Anlage.**

---

3. Ist Grund zu der Annahme vorhanden:

*a*) daß die Erwerbsbeschränkung auf einen Unfall zurückzuführen ist? (§§ 15, Absatz 2, 113) .....

Wann fand der Unfall statt? .....

In welchem Betriebe? .....

Bei welcher Berufsgenossenschaft ist er angemeldet? .....

.....

Ist schon Unfallrente bewilligt? .....

In welcher Höhe? .....

*b*) daß der Rentenbewerber die Erwerbsbeschränkung vorsätzlich herbeigeführt? (§ 17) .....

oder sich bei Begehung eines Verbrechens oder Vergehens zugezogen hat? .....

eventuell bei welchem Gericht haben die Verhandlungen geschwebt?

.....

*c*) daß ein Dritter am Eintritt der Erwerbsbeschränkung schuld ist (z. B. durch vorsätzliche oder fahrlässige Körperverletzung, Duldung mangelhafter Betriebsanlagen u. dgl.) [§ 44] .....

Bei welcher Behörde haben hierüber Verhandlungen geschwebt?

.....

**IV. Beitragsleistung und Wartezeit.** (§§ 34, 140—147, §§ 29 Abs. 1, Ziffer 1, 189.)

1. Sind für die versicherungspflichtige Beschäftigung des Rentenbewerbers in den letzten zwei Jahren die richtigen Marken in genügender Anzahl verwendet? .....
   Oder aus welchen Arbeitsverhältnissen fehlen noch Marken? .....
   ..... Warum? .....

2. Wie viel Marken sind für versicherungspflichtige Beschäftigung nachträglich verwendet? (§ 146) .....
   Wann fand die nachträgliche Verwendung statt? .....
   Für welche Zeiträume? .....
   Für welche Arbeitgeber? .....
   Sind diese mit dem Rentenbewerber verwandt? .....
   (Verhandlungen über nachträgliche Beitragsleistung sind stets beizufügen.)

3. Wie viel Marken sind für freiwillige Versicherung (Selbstversicherung- oder Weiterversicherung) nachträglich verwendet? (§§ 14, 146) .....
   .....
   Wann fand die nachträgliche Verwendung statt? .....
   Für welche Zeiträume? .....

4. War der Rentenbewerber bei einer zugelassenen Kasseneinrichtung, z. B. einer Staatseisenbahnverwaltung, einem Knappschaftsverein (Bochumer, Saarbrücker etc.) versichert? (§§ 8 ff, 173) .....
   Ist die Bescheinigung hierüber zur Aufbewahrung an die Versicherungsanstalt gesandt? .....
   (Wenn nicht, ist sie dem Antrag beizufügen.)

5. Inwiefern bestehen Bedenken:
   *a*) hinsichtlich der Wirksamkeit der in den Quittungskarten eingeklebten Marken? Z. B. Zweifel über die Versicherungspflicht (Verwandtschaft) oder über das Recht zu freiwilliger Versicherung (§ 14), Erlöschen der Anwartschaft (§ 46), verspätete Beitragsleistung (§ 146)? .....
   *b*) hinsichtlich der Anrechenbarkeit der bescheinigten Krankheiten oder militärischen Dienstleistungen? .....

6. Sind, abgesehen von bescheinigten Krankheiten oder militärischen Dienstleistungen größere Lücken in der Beitragsleistung? .....
   .....

In welchen Zeiträumen? .....

Wie erklären sich die Lücken? .....

---

7. Ist zweifellos festgestellt, daß für mindestens 100 Wochen auf Grund der Versicherungspflicht geleistete Beiträge vorhanden sind? (Vergl. § 2.), Absatz 1, Ziffer 1) .....

.....

---

**V. Sonstiges.**

1. *a*) Hat der Rentenbewerber früher schon Antrag auf Bewilligung einer Invalidenrente gestellt? .....

   Wann ist dieser Antrag endgültig abgewiesen worden? .....

   Von welcher Behörde? .....

   *b*) Hat er früher schon Invalidenrente bezogen? .....

   Altersrente? ..... Rentenzeichen .....

   *c*) Ist ein Heilverfahren auf Kosten einer Versicherungsanstalt mit ihm vorgenommen worden? ..... Wann und wo? .....

   .....

   Von welcher Versicherungsanstalt? .....

   *d*) Hat er ein ihm angebotenes Heilverfahren ausgeschlagen? .....

   Aus welchen Gründen? .....

   .....

---

2. Bezieht der Rentenbewerber

   *a*) Unfallrente? ..... In welcher Höhe? .....

   Von welcher Berufsgenossenschaft? .....

   .....

   *b*) Pension, Wartegeld, Militärinvalidengeld oder ähnliche Bezüge? .....

   .....

   In welcher Höhe? .....

   *c*) Hat er Bezüge der unter *a*) und *b*) erwähnten Art zu erwarten?

   .....

---

3. Hat der Rentenbewerber im letzten Jahre eine Freiheitsstrafe verbüßt? (§ 48, Abs. 1, Ziffer 3) ..... vom ..... bis .....

---

4. Welcher Krankenkasse gehört der Rentenbewerber an? .....

   .....

---

5. Hat ein Armenverband oder sonst jemand Anspruch auf Überweisung von Rentenbeträgen erhoben? (§§ 49 ff.) Wenn ja, ist Antrag beizufügen.

6. Sonstige Bemerkungen (besonders über die Glaubwürdigkeit der von dem Rentenbewerber, sowie von anderen gemachten Angaben, Bedenken gegen den Antrag etc.) .....

.....

.....

.....

---

**Vorbemerkung.** Hat sich nach vorstehendem ergeben, daß bei einer Berufsgenossenschaft oder bei der Versicherungsanstalt bereits Vorgänge über Rente oder ein Heilverfahren bestehen, so sind diese gegebenenfalls vor Einholung eines ärztlichen Gutachtens einzufordern:

Vorgänge sind eingefordert von .....

am .....

eingegangen am .....

Ärztliches Gutachten ist eingefordert von .....

..... eingegangen am .....

---

Welche Bemerkungen sind zu dem ärztlichen Gutachten zu machen, namentlich hinsichtlich der tatsächlichen Angaben? .....

.....

.....

.....

.....

---

....., den ..... 190

K. H. mit ..... Anlagen

der unteren Verwaltungsbehörde

in .....

nach Ausfüllung des vorstehenden Fragebogens vorgelegt.

.....

Bürgermeister.

---

Die untere Verwaltungsbehörde.

....., den ..... 190

K. H. mit ..... Anlagen

dem Vorstande der Landes-Versicherungsanstalt .....

in .....

mit den anliegenden Verhandlungen, dem Gutachten (Form. Ib) — und Protokoll über die mündliche Verhandlung — übersandt.

.....

**Formular zu III, Ziffer 2 des vorigen Formulares.** **Anlage.**

Verhandelt

Bürgermeisteramt. ....., den.....190

# Verhandlungen zu dem Invalidenrentenantrage

des .....

zu ..... vom (Datum).....

---

An den Verhandlungen nahmen teil:

1. **Arbeitgeber:**
(Es ist jedesmal der letzte Arbeitgeber zu hören. Ist der Rentenbewerber nur kurze Zeit bei diesem beschäftigt gewesen, so ist auch der vorhergehende Arbeitgeber zu befragen.)

.....

.....

.....

2. **Der Vertreter der Krankenkasse.**

.....

.....

.....

3. **Sonstige glaubwürdige Auskunftspersonen:**
(Mitarbeiter, Nachbarn, Hausgenossen, Armenpfleger [im Falle der Rentenbewerber Armenunterstützung bezieht].)

.....

.....

.....

---

**I. Angaben des Arbeitgebers.**

1. Liegt ein Verwandtschaftsverhältnis mit dem Bewerber vor?.....
2. Wie lange war der Rentenbewerber zuletzt beschäftigt? .....
3. Welchen Lohn verdiente er?.....
4. Weshalb erfolgte die Entlassung?.....
5. War der Rentenbewerber in der letzten Zeit noch vollkommen arbeitsfähig, oder machten sich bereits Arbeitsstörungen bemerkbar, welche?

.....

6. Ist der gezahlte Lohn als Entgelt für geleistete Arbeit gewährt worden?

.....

7. Ist der Rentenbewerber nach Ansicht des Arbeitgebers erwerbsunfähig im Sinne des Gesetzes? .....

**II. Angaben der Krankenkasse.**

1. Seit wann gehört der Rentenbewerber der Krankenkasse an? .....
2. Besteht zur Zeit noch ein Anspruch auf Krankengeld? .....
   *a*) Seit wann? .....
   *b*) Auf wie lange? .....
   *c*) In welcher Höhe? .....
3. Welche Krankheitserscheinungen liegen zur Zeit nach Angabe des Kassenarztes, welche derselbe der Kasse gemacht hat, vor? .....
4. Hat der Rentenbewerber im letzten Jahre vor Beginn der jetzigen Erkrankuug Krankengeld bezogen? Für welche Zeiten? .....

**III. Angaben der Mitarbeiter und sonstigen Auskunftspersonen.**

*a*) Name: .....

1. Etwaiges Verwandtschaftsverhältnis? .....
2. Woher und wie lange ist Ihnen der Rentenbewerber bekannt? .....
3 Weshalb hat dieser seine letzte regelmäßige Beschäftigung aufgegeben?

.....

4. Sind Ihnen persönlich Krankheitserscheinungen an dem Rentenbewerber aufgefallen? .....
5. Ist er zur Zeit bettlägerig krank? .....
6. Verrichtet er noch leichtere Beschäftigung oder Gelegenheitsarbeiten und welche? .....
7. Welchen Lohn erzielt er hierdurch täglich oder wöchentlich? .....
8. Ist der Rentenbewerber nach Ihrer Ansicht erwerbsunfähig im Sinne des Gesetzes? .....

**Vernehmung der weiteren Personen im Sinne der vorstehenden Fragen:**

1. Etwaiges Verwandtschaftsverhältnis? .....
2. Woher? .....

u. s. f. wie vor bis Nr. 8.

* * *

Finanzrat HASSEL, Vorsitzender des Vorstandes der Landesversicherungsanstalt Braunschweig (Braunschweig), schließt sich der Erklärung des Vorredners an und gibt zu seinem Referat (Die Beitragsleistung bei der Invaliden- und Altersversicherung und die Kontrolle der Beitragsleistung, insbesondere bei unständigen Arbeitern in Deutschland) folgende Bemerkungen schriftlich zu Protokoll:

„Das mir gestellte Thema der Beitragsleistung bei der Invalidenversicherung habe ich in drei Abschnitten (Markensystem, Einzugsverfahren und Kontrolle der Beitragsleistungen) behandelt. Als Leitsatz zum I. Abschnitt habe ich aufgestellt: Das Markensystem ist für die Beitragsleistung zur Invalidenversicherung nicht unerläßlich. Bislang ist aber noch kein Ersatz erprobt, der so einfach die verschiedenen Zwecke erfüllt, wie die Versicherungsmarke in der Quittungskarte. Insbesondere ist das Markensystem bei dem Aufbau der deutschen Invalidenversicherung unumgänglich. Ähnlich sagt die Begründung des deutschen Gesetzentwurfes vom 19. Januar 1899: „An sich würde nichts entgegenstehen, das Markensystem mit einem anderen Verfahren zu vertauschen; seine Ersetzung durch ein anderes Verfahren zur Entrichtung der Beiträge kann aber nur dann in Frage kommen, wenn sich das leztere als unzweifelhaft einfacher und besser darstellt". Die Begründung wendet sich sodann zur eingehenden Würdigung der verschiedenen Vorschläge zum Ersatz des Markensystems, wobei zunächst die Aufbringung der Mittel zur Invalidenversicherung durch eine allgemeine Steuer erörtert wird. Abgesehen von anderen Bedenken würde dabei jede Einflußnahme der Arbeitgeber und der Versicherten auf die Verwaltung, die der Gesetzgeber mit Recht für besonders wertvoll hält, in Fortfall kommen. Auch ist der Vorschlag wegen der politischen Einteilung Deutschlands mit vielen verschiedenen Steuersystemen nicht gangbar. Sodann kommt die Empfehlung, die Beiträge in bestimmten Zwischenräumen zu der vom Reichsversicherungsamte zu vermittelnden Bedarfshöhe nach dem Maßstabe des Arbeitsbedarfs (Lohnbedarfs) einzahlen zu lassen; es sollen die Lohnlisten der Unfallversicherung zu Hilfe genommen und, wo diese nicht reichen, alle sonstigen Betriebe (man denke an Hauswirtschaft

und unständig beschäftigte Personen!) hinsichtlich ihres durchschnittlichen Bedarfs an Arbeitskräften und hinsichtlich der Lohnhöhe abgeschätzt werden; also eine doppelte Schätzung würde notwendig werden nach Jahresbedarf im Ganzen und zur Verteilung auf die Betriebe. Die häufige, wenn auch nicht gerade alljährliche Wiederholung der Abschätzung sämtlicher Betriebe und Haushaltungen mit Arbeitern oder Dienstboten würde einen erheblichen Zeitaufwand und Unbequemlichkeiten für die Arbeitgeber und die Versicherungsorgane verursachen.

Häufige Revisionen der Betriebe würden notwendig werden. Ein Rechtsmittelverfahren wäre einzuführen und alle Weiterungen, die auf dem Gebiete der direkten und indirekten Steuern dem Pubikum unbequem sind, würden sich wiederholen. Bei beiden Vorschlägen ergibt sich die erhebliche Schwierigkeit der Bestimmung der Rentenanwärter und der Begrenzung der ihnen zu gewährenden Rechte. Wollte man nicht die häufig nur zufälligen Erwerbsverhältnisse bei Eintritt der Invalidität entscheiden lassen, so würde man genötigt sein, den Arbeitern die Sammlung von Arbeitsnachweisen aufzugeben oder diese Nachweise in gewissen Zeitabschnitten von ihnen entgegenzunehmen und bei den Versicherungsanstalten oder ihren Rechtsnachfolgern aufzubewahren. Eine große Zahl von Arbeitern würde die Nachweise nicht beachten, die Arbeitgeber würden eine unverständliche Belästigung empfinden; denn es ist kein Zweifel, daß Wohlfahrtseinrichtungen sich durchgreifend im ganzen Lande nur mit Erfolg durchführen lassen, wenn sie auf zwangsweise Beteiligung sich gründen und wenn die Mittel der Durchführung so gewählt werden, daß die Mitwirkung der Einzelnen sich auf ein geringes Maß von Tätigkeit beschränkt. Mit Arbeitsnachweisen haben die Versicherungsanstalten in Deutschland in den ersten Jahren nach 1891, in der Übergangszeit nach Einführung der Invalidenversicherung, zu tun gehabt, da die Versicherten bei Eintritt des Versicherungsfalles alsbald die Vorteile des Gesetzes genießen sollten, ohne die Wartezeit seit der Einführung des Gesetzes erfüllen zu müssen; da wurde doch manches bescheinigt, was bei eingehender Prüfung der unterliegenden Verhältnisse nicht standhalten konnte, und man kann nicht der dauernden Einführung solcher Nachweise das Wort reden. Allen Vorschlägen gegenüber zeigt das Markensystem

den Vorzug der Einfachheit: Die Marke hat nicht nur für den Arbeitgeber die Bedeutung einer Quittung über entrichtete Beiträge gegenüber dem Träger der Versicherung und bei Erstattung des Beitragsteils gegenüber dem Arbeitnehmer, die Beitragsmarke ist vielmehr zugleich für den Arbeitnehmer ein Nachweis über die zurückgelegte Arbeitszeit und den während derselben verdienten Lohn.

Zu diesen Ausführungen habe ich mich verpflichtet gehalten, da Herr Präsident Bödiker in seinem Referat über Vereinfachung der Arbeiterversicherung Seite 6 und 7 Mängel des Markensystems zum Teil unter Berufung auf meine schriftlichen Darlegungen, die als markenfreundlich bezeichnet werden, hervorhebt, die das System als recht bedenklich erscheinen lassen. Zunächst verweise ich auf meinen I. Leitsatz, der in Übereinstimmung mit der Begründung des deutschen Gesetzes das Markensystem nicht absolut, sondern nur relativ als notwendig hinstellt; sodann gibt Herr Präsident Bödiker auf der 6. Seite des Referates selbst zu, daß es in Deutschland, so lange an der Abrechnung unter den verschiedenen Landesversicherungsanstalten festgehalten wird, ohne Marke nicht gehe. In seinem 1895 aufgestellten, jetzt wörtlich abgedruckten Vorschlägen zur Vereinfachung der Arbeiterversicherung heißt es weiters: „Die Beitragsmarke und Quittungskarte haben einerseits nicht geleistet, was von ihnen erwartet wurde, andererseits eine schwerer empfundene Belästigung der Beteiligten zur Folge gehabt, als vorausgesetzt wurde". Das Recht des Arbeiters soll beim Markensystem in die Willkür des Arbeitgebers gelegt sein. Nun wird darüber kein Zweifel bestehen, daß die Durchführung von Gesetzen stets hier und da erschwert wird, zumal, wenn sie auf Zahlung von Geld beruht. Aber das deutsche Gesetz hat es nicht an Vorschriften über Kontrolle und Zwangsmaßregeln fehlen lassen und das Reichsversicherungsamt hat bei einer Prüfung der Kontrolle der Versicherungsanstalten ausdrücklich anerkannt, daß kein Anlaß vorliege, in die sachgemäßen Maßnahmen der einzelnen Anstalten einzugreifen. Darum kann nicht unwidersprochen bleiben, was Herr Präsident Bödiker über die Versicherungsanstalten sagt, die nur aus Bequemlichkeit das mit großem moralischen Defekt behaftete Markensystem verteidigen und die Rechte der Versicherten nicht beachten.

Zum Glück haben sich die Invalidenversicherungsanstalten Deutschlands, wie verschiedene, in diesen Tagen hier über ihre Wohlfahrtsbestrebungen erstattete Berichte zeigen, weit über Deutschlands Grenzen hinaus einen Namen gemacht, so daß ich als Vorsitzender einer kleinen Anstalt nicht den Ruhm der Anstalten zu reden nötig habe. Die deutschen Landesversicherungsanstalten, die durch die Bank den Versicherten weit mehr zuwenden, als sie gesetzlich verpflichtet sind, nehmen für einen Ballen Marken ein Paket Tausendmarkscheine nicht um der letzteren willen, sondern im Bewußtsein der ihnen damit anvertrauten Verantwortung, das Geld innerhalb der gesetzlichen Grenzen zum Besten derjenigen zu verwenden, die infolge Beeinträchtigung ihrer Arbeitsfähigkeit Anspruch darauf haben oder denen durch Zuwendung besonderer Hilfe der Besitz der Arbeitsfähigkeit wieder verschafft werden kann. Und hätten die Versicherungsanstalten und ihre Aufsichtsbehörden Fehler begangen, dann wären erst bloß sie, nicht aber das Markensystem anzuklagen.

Es ist schließlich nicht ohne Bedeutung, zu beobachten, daß im Auslande, wo die Durchführung der deutschen Invalidenversicherung ebenso aufmerksam wie unbefangen verfolgt wird und daher die Angriffe gegen das Markensystem nicht unbekannt sind, in allen denjenigen Staaten, in denen man an eine gesetzliche Regelung der Invalidenversicherung herangetreten ist (nämlich in Frankreich, Schweden und den Niederlanden), von zuständiger Seite das Markensystem als das billigste und beste Verfahren für die Entrichtung der Versicherungsbeiträge bezeichnet worden ist. Bloß da, wo wir gegenwärtig die Gastfreundschaft genießen, soll die Invalidenversicherung ohne Marken durchgeführt werden; aber wie anders ist die Sach- und Rechtslage hier und wie anders wird die Ausführung beabsichtigt als in Deutschland? In meinem Referate habe ich kurz angedeutet, wie der Kreis der Versicherten weit enger als bei uns gezogen ist und ich will nur noch bemerken, wie die schon vorhandene Organisation der Kranken- und der Unfallversicherung in Österreich die Angliederung der Invalidenversicherung wesentlich erleichtert. Aber trotz Abstandnahme vom Markensystem schlägt der Entwurf doch eine der deutschen Quittungskarte ähnliche Beitragskarte vor, die handschriftliche

Eintragungen enthalten und in Verwahrung der Krankenkassen bleiben soll; der Versicherte darf von Zeit zu Zeit sich von der ordnungsmäßigen Führung der seine Anwartschaft nachweisenden Beitragskarte überzeugen und Bescheinigung darüber verlangen.

Im II. Teil meines Referats ist die Beitragseinziehung behandelt, die zwar kostspieliger ist, als das Kleben durch die Arbeitgeber selbst, dafür aber von vornherein und fortdauernd wirksam die nahezu vollständige Beitragsleistung gewährleistet. Auch sie bedarf der Überwachung und zwar umsomehr, als durch sie veranlaßt wird, daß sich in der Hand von Rechnungsführern die Beiträge vieler Arbeitgeber für sehr viele Versicherte mit stetiger Wiederholung in gewissen Zwischenräumen ansammeln. Begüterte Männer werden sich zur Erledigung der damit verbundenen Arbeiten nicht melden; vielmehr sind die Rechnungsführer in der Regel unbemittelte Leute, die ihren Lebensunterhalt damit erwerben wollen und in der Vielgestaltigkeit des täglichen Lebens in der eigenen Hauswirtschaft doch hier und da Mangel haben; bei unbeaufsichtigter Führung fremder Rechnung und bei unbeaufsichtigter Verwaltung größerer fremder Geldbeträge kommt die Versuchung, das vorhandene Geld zur Befriedigung eigener Bedürfnisse oder zur Bestreitung von überflüssigem Aufwand zu benutzen. Man wird Unterschlagungen von Beiträgen auch ohne Markensystem erleben und für die Neigung, geeignetenfalls bei Benutzung der Versicherungseinrichtungen Unredlichkeiten zu begehen, finde ich einen Beleg im Referat vom Herrn Regierungsrat Kögler, wo ebenfalls über Veruntreuungen geklagt wird. Also auch außerhalb Deutschlands und ohne Markensystem zeigt sich das Bestreben, sich unerlaubte Vorteile zu verschaffen. Dagegen einzuschreiten oder vielmehr vorzubeugen liegt denjenigen ob, die die Einrichtungen treffen; denn es geht wohl kein Rechnungsführer in ein Amt in der Absicht, bei der nächsten Gelegenheit Unterschlagung zu machen. Die mangelnde Aufsicht läßt ihn schließlich der Versuchung unterliegen. Mit Freuden habe ich daher eine Anweisung begrüßt, die das Herzoglich Braunschweig-Lüneburgische Staatsministerium zu Braunschweig am 28. April 1905 über die Aufsichtsbefugnisse der Landesversicherungsanstalt gegenüber den Einzugsstellen und über die

Rechnungsführung der letzteren erlassen hat. Nach jener Anweisung sind die Einzugsstellen der Landesversicherungsanstalt für ordnungsmäßige Besorgung der Geschäfte der Invalidenversicherung seitens ihrer Organe, insbesondere der Rechnungs- und Kassenführer sowie der Verwalter der von ihnen eingerichteten örtlichen Hebestellen verantwortlich. Sie haften im besonderen der Versicherungsanstalt für die vorschriftsmäßige Verwendung der eingezogenen Beiträge. Der Vorstand der Einzugsstelle ist verpflichtet, die Rechnungs- und Kassenführer einschließlich den örtlichen Hebestellen auch hinsichtlich der Besorgung der Invaliden-Versicherungsgeschäfte zu überwachen und die hiezu erforderlichen Kassenrevisionen mindestens $^1/_4$jährlich einmal und außerdem jährlich einmal außerordentlich vorzunehmen. Glauben die Vorstandsmitglieder einer Krankenkasse sich wegen des Umfangs der Rechnungsprüfung oder aus anderen Gründen außer Stande dazu, so können sie sich unbeschadet ihrer eigenen Verantwortlichkeit der Mitwirkung eines sachverständigen Revisors auf Kassenkosten bedienen. Die Aufsichtsbehörde der Krankenkasse kann vorschreiben, daß die mit der Einziehung oder Verwendung der Beiträge für die Invalidenversicherung beauftragten Kassenorgane der Kasse eine dem Umfang dieser Geschäfte angemessene Kaution zu stellen haben.

Die für die Invalidenversicherung eingezogenen Beträge sind von allen anderen Fonds getrennt zu halten. Der Vorstand der Krankenkasse kann aber mit Genehmigung der Aufsichtsbehörde beschließen, daß diese Beträge mit den aus der Krankenversicherung eingehenden Geldern vereint verwahrt werden. Ein solcher Beschluß ist der Landesversicherungsanstalt von der Aufsichtsbehörde mitzuteilen.

Die Einzugsstellen haben über den Einkauf und die Verwendung der Versicherungsmarken ein Verzeichnis der Markenbestände nach vorgeschriebenem Muster zu führen und darin von der Postanstalt den Einkauf der Versicherungsmarken bescheinigen zu lassen. Die Einzugsstellen unterliegen hinsichtlich der Besorgung der Invalidenversicherungsgeschäfte der Beaufsichtigung durch den Vorstand der Landesversicherungsanstalt, unbeschadet der Aufsicht auf Grund der Krankenversicherungsgesetze und der Kommunalgesetzgebung.

Es folgen dann eingehende Vorschriften, inwieweit der Prüfungsbeamte verlangen kann, daß noch andere vom Rechnungsführer verwaltete Kassen gezählt und die betreffenden Bücher abgeschlossen werden, ferner daß der Vorstand der Landesversicherungsanstalt dem Vorstande der Hebestelle Beseitigung vorgefundener Mängel aufgeben und auch die Aufsichtsbehörde der Krankenkasse um Abstellung vorgefundener Mängel ersuchen kann u. a. m.

Schließlich bitte ich, noch einige Bemerkungen zum III. Teil meines Referats geben zu dürfen, das darin gipfelt, daß der Leitsatz erklärt: „Die Wahrung der Rechte der Versicherten steht oben an. Die Kontrolle der Beitragszahlungen soll in Durchführung des Gesetzes den Versicherten zur Obacht auf ihre Rechte behilflich sein. Infolge des Erwachsens jener Rechte aus den Beiträgen ergibt sich die Sorge für die Versicherungsanstalten von selbst."

Ich meine, es sei anerkennenswert, daß Volk sowohl wie Behörde es in Deutschland vermocht habe, das in alle täglichen Lebensverhältnisse eingreifende Invalidenversicherungsgesetz von Anfang an so durchzuführen, wie es geschehen ist; dabei wird man darüber hinwegsehen dürfen, daß hier und da Verschiedenheiten bestehen, deren Ursachen man nicht finden kann. Vollkommenheit kann man auf Erden nicht verlangen; wenn aber mit dem fünfzehn Jahre lang bestehenden System erreicht ist, daß die Versicherten der ihnen zugedachten Rechte teilhaftig werden und daß die Bevölkerung sich in das völlig neue Recht eingelebt hat, so kann man schwerlich mehr verlangen. Steht man der unmittelbaren Ausführung des Invalidenversicherungsgesetzes nahe, so ist man geneigt, zu sagen, die Mängel liegen nicht im System, sondern in der mangelnden Einsicht weiter Volkskreise, die selbst bei weitgehendstem Zwang nicht zu fassen oder nicht so zu fassen sind, daß sie bei zeitweiligem Herausfall aus dem Zwang auf Wahrung ihrer Rechte achten.

Erwähnen will ich nur noch, daß die am Schluß meines Referats gewünschte Vervollständigung des Quittungskartenmusters schon während des Druckes eingetreten ist, indem der Bundesrat Zusätze beschlossen hat, die einen Hinweis auf die

in zwei Jahren mindestens erforderliche Markenzahl und den Entwertungszwang für alle Marken enthalten. Damit ist den Versicherten ein wichtiger Fingerzeig gegeben zur wirksamen Mitwirkung an der ihnen dienenden Einrichtung; die Kontrolle aber erfährt durch den Entwertungszwang aller Marken eine ganz besondere Stütze, die dem Ganzen zum Vorteil gereichen wird".

*(M. HASSEL, Président de la Caisse d'assurances contre l'invalidité de Brunswick, rapporteur de la question du contrôle des cotisations et en particulier des travailleurs instables, complète son rapport. Le système des timbres n'est pas essentiel; mais aucun autre ne résoud si simplement le problème. Le recouvrement sous forme d'impôts aurait contre lui la diversité des impôts dans les Etats confédérés et la disparition de toute influence des patrons et ouvriers sur l'administration de l'assurance. L'évaluation du besoin de main-d'œuvre constituerait un système très compliqué. Dans l'un et l'autre système, la preuve du temps passé au travail serait très difficile à faire, ainsi que les caisses ont pu l'expérimenter au début de l'application de la loi. Salaires gagnés et temps passé sont plus simplement établis par les timbres. L'orateur discute diverses objections contre le système des timbres, constate que plusieurs nations vont adapter le système, et que si l'organisation autrichienne permet d'y renoncer, on y garde du moins les cartes-quittance. Les détournements de fonds ne sont pas imputables au système lui-même des timbres, mais seulement au défaut de surveillance. Enfin, un contrôle des cotisations est nécessaire; il y a des catégories assujetties encore inéduquées et qui veulent se soustraire à la loi; mais dans l'ensemble, il est remarquable qu'une réforme pareille soit à tel point entrée dans les mœurs.)*

* * *

Dr. med. Ernst RUMPF, Direktor der Heilstätte Friedrichsheim in Baden, erläutert die folgende Tabelle (siehe nächste Seite), aus welcher die Heilerfolge der Heilstätte in Friedrichsheim zu ersehen sind, und verweist insbesondere auf den 5. Jahresbericht der Heilstätte Friedrichsheim, aus dem Folgendes hervorzuheben ist:

## Statistik der 1904 verpflegten Versicherten.

### 1. Befund.

Von den 758 neu aufgenommenen Kranken waren 11 Kranke mit der Diagnose Lungentuberkulose eingewiesen worden, ohne daß die Diagnose in der Heilstätte jedoch

## Übersicht über die Heilerfolge der Heilstätte in Friedrichsheim.

| Aus dem Jahrgang | Von diesen waren Anfang 1905 | | | | | | | | | | | | Bemerkung |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | arbeitsfähig | | | arbeitsunfähig | | | gestorben | | | unbekannt | | | |
| **1900** wurden entlassen 528 Tuberkulöse. Davon waren im I. Stadium 149: II. Stadium 137: III. Stadium 242: | 85% | 63% | 21% | 6% | 13% | 9% | 7% | 23% | 69% | 2% | 1% | 1% | 28 Kranke des I., 23 des II. und 7 des III. Stadiums hatten inzwischen wiederholtes Heilverfahren. |
| **1901** wurden entlassen 501 Tuberkulöse. Davon waren im I. Stadium 148: II. Stadium 146: III. Stadium 207: | 84% | 66% | 27% | 6% | 15% | 17% | 6% | 16% | 56% | 4% | 3% | | 18 Kranke des I., 15 des II. und 6 des III. Stadiums hatten inzwischen wiederholtes Heilverfahren. |
| **1902** wurden entlassen 670 Tuberkulöse. Davon waren im I. Stadium 266: II. Stadium 161: III. Stadium 243: | 92% | 77% | 25% | 6% | 16% | 20% | 2% | 6% | 53% | | 1% | 2% | 17 Kranke des I., 15 des II. und 5 des III. Stadiums hatten inzwischen wiederholtes Heilverfahren. |

| Aus dem Jahrgang | Von diesen waren zu Anfang 1905 | | | | | | | | | | | | Bemerkung |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | arbeitsfähig | | | arbeitsunfähig | | | gestorben | | | unbekannt | | | |
| **1903** wurden entlassen 718 Tuberkulöse. Davon waren im Stadium I. 279: ■, II. 187: ▥, III. 252: ▤ | 88% | 88% | 36% | 8% | 8% | 25% | 1% | 3% | 39% | 3% | 1% | | 5 Kranke des I., 8 des II. und 3 des III. Stadiums hatten inzwischen wiederholtes Heilverfahren. |
| **1904** wurden entlassen 747 Tuberkulöse. Davon waren im Stadium I. 284: ■, II. 209: ▥, III. 254: ▤ | 96% | 91% | 52% | 2% | 8% | 34% | 1% | | 13% | 1% | 1% | 1% | |

bestätigt werden konnte. 9 von diesen Kranken erhielten Tuberkulininjektionen; bei 6 trat auch bei der Dosis von 10 Milligramm keinerlei Reaktion ein, bei einem lediglich leichte lokale Reaktion an Halsdrüsen. Zwei Patienten verweigerten nach der ersten, bezw. zweiten Einspritzung weitere Tuberkulininjektionen und wurden, da auf der Lunge nichts tuberkulös Krankhaftes nachzuweisen war, wieder entlassen. Bei 2 anderen Kranken lag Karcinom vor.

Alle anderen Patienten litten an Lungentuberkulose.

## 2. Kuren vor dem Eintritt.

Bei 748 entlassenen Kranken wurde das Heilverfahren im Jahre 1904 beendet, von diesen hatten

95 Kranke = 12·7 % vor dem Eintritt eine Krankenhausbehandlung durchgemacht,

62 Kranke = 8·3% vorher schon ein- oder mehrmals eine Kur in einer Lungenheilanstalt durchgemacht, und zwar 41 Kranke in Friedrichsheim,

22 Kranke = 2·9% vorher schon in Genesungsheimen oder Walderholungsstätten Aufnahme gefunden oder sich in Sommerfrischen oder auf dem Lande aufgehalten.

### 3. Arbeitsfähigkeit vor dem Eintritt.

77 Kranke = 10·3% hatten bis zum Eintritt gearbeitet, zum großen Teil allerdings mit vorhergehenden Unterbrechungen, teils aber auch ununterbrochen. Auch diesmal waren wieder verhältnismäßig viele Schwerkranke, ja Fiebernde darunter.

### 4. Körpertemperatur.

Von den 748 entlassenen Tuberkulösen hatten
181 = 24·2% beim Eintritt Fieber,
115 = 63·4% von diesen wurden entfiebert.

### 5. Tuberkelbazillen.

Von den 748 entlassenen Tuberkulösen hatten
268 = 35·8% beim Eintritt Bazillen im Auswurf,
79 = 25·8% von diesen wurden bazillenfrei.

Bei 68 Kranken mit zweifelhaftem Lungenbefund, die keinen bazillenhaltigen Auswurf hatten, wurde die Diagnose durch positiven Ausfall der Tuberkulinreaktion bestätigt; bei den übrigen war der klinische Lungenbefund zweifellos.

### 6. Kurdauer und Kurunterbrechungen.

| | 1904 | 1903 | 1902 | 1901 | 1900 | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Durchschnittliche Kurdauer . . . . . | 77·2 | 77·6 | 71·7 | 72·1 | 64·8 | Tage |
| Durchschnittliche Kurdauer der Kranken, die wenigstens 6 Wochen in der Heilstätte waren . | 95·9 | 94·1 | 89·2 | 83·5 | 81·3 | Tage |

Die Kur wurde vorzeitig abgebrochen von

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 111 | von | 748 | Kranken | = 14·8% | gegen | |
| 117 | „ | 718 | „ | = 16·3% | im Jahre | 1903, |
| 157 | „ | 666 | „ | = 22·0% | „ „ | 1902, |
| 119 | „ | 500 | „ | = 23·8% | „ „ | 1901. |

7. Erfolge bei der Entlassung.

Die 11 nicht tuberkulösen Versicherten eingerechnet, wurden 759 Versicherte mit folgendem Erfolge entlassen:

I. Es erscheint die Krankheit als ganz beseitigt oder wird trotz der noch nachweisbaren Krankheitserscheinungen die erreichte volle Erwerbsfähigkeit voraussichtlich dauernd bestehen . . . . . 271 = 35·7%

II. Es wird trotz der noch nachweisbaren Krankheitserscheinungen die wieder erlangte Erwerbsfähigkeit voraussichtlich wenigstens für längere Zeit (mehrere Jahre) bestehen . . . . . 155 = 20·4%

III. Es wird infolge der noch nachweisbaren Krankheitserscheinungen die wieder erlangte Erwerbsfähigkeit voraussichtlich nur vorübergehend (kürzere Zeit) bestehen . 151 = 19·9%

IV. Es kann der Kranke nur in dem Maße leichte Arbeit verrichten, daß er ein Drittel des Verdienstes eines gesunden Arbeiters gleicher Art nicht mehr erreichen kann . . . . 1 = 0·1%

V. Es ist das Heilverfahren ohne jeden Erfolg geblieben . . . . . 4 = 0·5%

VI. Es erfolgte die Entlassung nach kurzer Beobachtung ohne Durchführung eines Heilverfahrens

a) als nicht tuberkulös . . . . . 11 = 1·5%

b) als ungeeignet (weil die Krankheit zu weit vorgeschritten) . . . . . 109 = 14·4%

c) bei wiederholter Aufnahme: weil kein Rückfall vorliegt . . . . . 17 = 2·2%

d) aus anderen Gründen . . . . . 40 = 5·3%

*(Le Dr. RUMPF, Directeur du Sanatorium de la Caisse de Bade, donne des chiffres relatifs au traitement des tuber-*

*culeux; sa statistique accuse notamment 35·7 % de tuberculeux partis après avoir complètement recouvré leur capacité de travail.)*

* * *

Regierungsrat Professor Dr. Ernst BLASCHKE (Wien) bemerkt zu seinem Referat über die Abhängigkeit der Invaliditätswahrscheinlichkeiten der Angestellten von der Anzahl der Dienstjahre, daß dieser Gegenstand zwar nicht von jener einschneidenden Bedeutung ist wie andere Probleme, welche den Kongreß beschäftigen, weil er nicht die Fundamentalfragen über den Umfang der Versicherungspflicht und die Organisation betrifft, sondern lediglich Schlüsse auf die Höhe der Prämien oder der Versicherungsleistung gestattet. Trotzdem und trotz des weiteren Umstandes, daß der Bericht zu den Aufgaben des Kongresses nur in indirekter Beziehung steht, weil darin die Größe der Invalidisierung von Angestellten untersucht wird, glaubt der Redner doch, den Gegenstand vor den Kongreß bringen zu können, da dermalen noch die Methode der Versicherungsmathematik in der Invalidenversicherung und in der privaten Versicherung innig verquickt ist, die der ersteren zugrunde liegende Statistik der Statistik der Privatversicherung entnommen wurde und endlich die Ergebnisse der beiderlei Statistiken die größte Analogie zeigen.

Bei seinen Untersuchungen ist der Redner zu der überaus wertvollen Tatsache gelangt, daß die Invalidenfrequenz von Berufsangehörigen ebenso von der Berufsdauer wie vom Alter selbst abhängt. Beispielsweise hat ein 50jähriger Beamter mit 10jähriger Berufsdauer die gleiche Invaliditätswahrscheinlichkeit wie ein 40jähriger Beamter mit 20jähriger Berufsdauer. Die praktischen Folgen dieser Tatsache sind außerordentlich bemerkenswert; hievon wurde im Referate keine Erwähnung getan, weil sie statistisch noch zu wenig fundiert sind; mündlich aber sollen sie doch in wenig Sätzen zusammengefaßt werden:

1. Die Einmalprämie eines konstanten Pensionsanspruches ist vom Beitrittsalter unabhängig.

2. Der Wert der Anwartschaft einer solchen Versicherung hängt auch im weiteren Verlaufe nur von der Berufsdauer ab.

3. Die laufenden Prämien sind zwar ebenso skalamäßig abgestuft, wie wenn die Versicherungsdauer nicht berücksichtigt würde, doch ist die Abstufung viel schwächer. Die Prämie der niedrigeren Betriebsalter ist um zirka 20% größer, die der höheren Betriebsalter um ebensoviel geringer.

4. Die Prämienreserven von kurzer Vertragsdauer sind im allgemeinen größer, von längerer Vertragsdauer kleiner, als wenn die Versicherungsdauer nicht berücksichtigt wird.

Hievon ergeben sich aber wieder für die finanzielle Fundierung von Pensionsinstituten noch die beiden folgenden Grundsätze:

5. Wenn ein Pensionsinstitut für Personen verschiedener Berufsdauer mit Prämien errichtet wird, welche für den Durchschnitt zureichen, so müssen die Mittel der Institute mit der Zeit, bezw. mit dem Beitritt jüngerer Mitglieder wegen der ungenügenden Beitragsleistung dieser versiegen.

6. Bei Errichtung von Pensionsinstituten für Bedienstete größerer Berufsdauer wird die zu beschaffende Prämienreserve bei Anrechnung der zurückgelegten Dienstzeit im allgemeinen kleiner sein. Die Errichtung wird sich danach leichter vollziehen.

Die Voraussetzung dafür, daß von dem eben angeführten Ergebnisse Gebrauch gemacht werden kann, ist allerdings die Ersetzung der bisherigen ungenügenden Beobachtung über die Berufsdauer durch ausgedehntere Erfahrungen.

Diesen Erörterungen fügt Redner noch den Wunsch an, daß die berufenen Kreise in Ansehung der Wichtigkeit der Ergebnisse die Untersuchungen auf breitester Basis wiederholen.

*(M. le Professeur BLASCHKE, de Vienne, complétant son rapport sur les variations des probabilités d'invalidité selon la durée des services professionnels, affirme que la fréquence de l'invalidité dépend autant de la durée du travail professionnel que de l'âge. Il en tire une série de conséquences pour le*

*régime financier des institutions qui assurent des pensions et notamment celle-ci: lorsque une telle institution est créée pour des personnes ayant des durées de services différentes avec des primes suffisantes pour la moyenne, les ressources de l'institution deviennent insuffisantes à mesure que de nouveaux membres (jeunes) entrent dans l'institution en payant la même prime. Il y aurait lieu de procéder à des enquêtes approfondies sur cette question.)*

* * *

Da Geheimer Regierungsrat Alwin BIELEFELDT (Berlin) durch Verhandluugen mit auswärtigen Herren am Sprechen verhindert ist, gestattet ihm die Versammlung, später das Wort zu seinem Referat zu ergreifen.

Dr. Gustav ROSMANITH (Wien) meldet sich zum Wort; da aber die Debatte über die Invaliden- und Altersversicherungsreferate bereits abgeschlossen ist, verlangt die Versammlung, daß ihm erst nach den zur Vereinheitlichungsfrage vorgemerkten Redner das Wort erteilt wird.

---

Hierauf werden die Verhandlungen über Vereinheitlichung und Vereinfachungen der Arbeiterversicherung fortgesetzt.

*La discussion sur la simplification et l'unification des assurances est reprise.*

* * *

Herr Albert KOHN (Berlin) will auf die verschiedenen Arten des ärztlichen Dienstes hier nicht eingehen, aber es ist ihm aufgefallen, daß Herr Dr. Mugdan für die Ärzte dieselbe Freiheit gegenüber den Parteien verlangt, wie sie die Richter allerorts genießen. Die Richter stehen aber in festem Gehalte und man könnte mit Herrn Dr. Mugdan nur dann verhandeln, wenn er für die Ärzte dasselbe wollte.

Weiters hat Herr Marburg es für nötig gehalten, von den in den Krankenkassen vorkommenden Malversationen zu sprechen. Da muß doch konstatiert werden, daß sich auch in dieser Hinsicht die Selbstverwaltung sehr gut bewährt, da Unterschlagungen viel seltener waren, als z. B. bei der Post, den Banken usw., obwohl die Bezahlung der Beamten vielfach recht ungenügend ist.

Von den Vorschlägen des Herrn Dr. Freund trennt den Redner in erster Linie die ganz verschiedene Ansicht über die Selbstverwaltung. Das Interesse der Arbeitgeber an der Arbeiterversicherung ist nur ein finanzielles. Der Arbeitnehmer ist aber mit seinem ganzen Sein, mit seiner Zukunft und derjenigen seiner Familie dabei beteiligt. Würde gemäß dem Vorschlage des Herrn Dr. Mugdan die Arbeiterschaft befragt, ob sie gegen finanzielle Vorteile ihre heutigen Rechte an den Krankenkassen opfern wolle, so würde mit erdrückender Majorität für die Selbstverwaltung gestimmt werden, weil die Arbeiter eine Verwaltung wollen, die Fleisch und Blut von ihrem Fleisch und Blute ist und weiß, wo sie der Schuh drückt. Die Bureaukratie ist zu bekämpfen, auch dann wenn sie sich aufgeklärt nennt, da ihr größtes Bedürfnis, wie heute hier aus sachverständigem Munde bestätigt worden ist, dasjenige nach Ruhe ist.

*(M. KOHN, de Berlin: Les médecins seraient vraiment indépendants s'ils avaient un traitement fixe; les malversations dans les caisses de maladie sont moins fréquentes que dans les autres administrations; l'ouvrier a un intérêt vital à participer à la gestion, et le patron seulement un intérêt financier; la bureaucratie ne cherche que le repos.)*

* * *

Dr. Wolf BECHER (Berlin) will auch die sozialhygienischen Beobachtungen der Ärzte beachtet wissen. Er lenkt die Aufmerksamkeit darauf, daß es eine Sonderart der Bureaukraten gibt, diejenige der „Kassen-Bureaukraten". Von jenen gehen

die unhaltbaren Vorschriften über Beschränkung der Ausgehzeit der Hauskranken aus. Solch ein Kassenbureaukrat sieht sich auch genötigt, gegen die Vorschrift des Arztes Kranken den Besuch der Walderholungsstätten unmöglich zu machen. Als einen der schwersten Fehler der Krankenversicherung erachtet Redner den Umstand, daß vielfach das Krankengeld unter dem Existenzminimum bleibt. Durch die Zentralisierung der Krankenkassen und die damit zusammenhängende Steigerung der Leistungsfähigkeit der Kassen könnte Besserung herbeigeführt werden. Daß das Krankengeld unzulänglich ist, wird auch von Krankenkassen anerkannt. Die großen Berliner Kassen z. B. zahlen den Versicherten für die Dauer einer Erholungsstättenkur außer dem Krankengeld noch Kostgeld. Zum Schluße betont Redner, daß ohne freie Arztwahl sozialhygienische Arbeit nicht geleistet werden kann.

*(M. le Dr. Wolf BECHER (Berlin) se plaint des fonctionnaires des caisses de maladie, plus bureaucrates que les bureaucrates, et qui empêchent notamment les malades d'aller aux cures d'air. Le secours en espèces est trop faible.)*

* * *

Nunmehr erhält Geheimer Regierungsrat und Senatsvorsitzender Albin BIELEFELDT (Berlin) das Wort zu seinem Berichte über Invalidenversorgung und Volksgesundheit (Heilverfahren).

Nach Ansicht des Redners ist die Verschmelzung von Kranken- und Invalidenversicherung schon wegen der Verschiedenheit des Kreises der Versicherten nicht angängig.

Die Krankenkassen zahlen den Erkrankten einfach das Krankengeld aus und sie haben auch nicht die Mittel, besser für ihn zu sorgen, während die Landes-Versicherungsanstalten es tun können, weil sie bei glücklichem Erfolg eines Heilverfahrens an Renten ersparen. Auch ist die Krankenfürsorge zeitlich beschränkt. Die Krankenkasse übergibt z. B. einen Tuber-

kulosen einem Sanatorium, nach 26 Wochen muß ihn die Heilanstalt entlassen und der Kranke geht ungeheilt an die Arbeit; die Versicherungsanstalt aber kann ihn bis zur vollständigen Heilung im Sanatorium belassen. Außerdem ist von Bedeutung, daß die Krankenkasse keinen Zwang auf den Kranken ausüben kann, in ein Sanatorium zu gehen. Die Anstalt kann aber diesen Zwang ausüben und sie kann auch Kranke, die in einer Heilstätte sind, so stellen, daß sie nicht aus Furcht vor der Not aus der Heilstätte wegzulaufen brauchen. Die Ersparnis an künftigen Renten ermöglicht der Anstalt Leistungen zu bewilligen, die oft mehr als das Doppelte jener der Krankenkasse betragen.

Redner kommt zu dem Schluße, daß die von Jahr zu Jahr zunehmenden Leistungen der Invalidenversicherung, welche 133 Millionen Mark in Arbeiterwohnungen und 211 Millionen Mark in Krankenhäusern und gemeinnützigen Anlagen aller Art angelegt hat, welche endlich durch das Heilverfahren in Sanatorien den Ärzten insbesondere auch Gelegenheit gegeben hat, auf die Kranken entsprechend einzuwirken, und durch populäre Schriften, Subventionen, hygienischen Einrichtungen und vieles andere für die Förderung der Hygiene gesorgt hat, außerordentlich viel zur Hebung der gesamten Volksgesundheit beigetragen und namentlich auch prophylaktisch gewirkt haben.

Nachdem der Redner geendet hat, werden die Verhandlungen über die Vereinheitlichung der Versicherung wieder fortgesetzt.

*(M. le Conseiller BIELEFELDT (Berlin), rapporteur de la question du traitement médical dans l'assurance-invalidité, croit impossible la fusion des assurances maladie et invalidité parce qu'elles n'assurent pas les mêmes personnes. Les caisses de maladie n'ont pas de revenus pour faire le traitement: elles ne peuvent d'ailleurs entretenir le malade plus de 26 semaines, et surtout elles ne peuvent l'obliger à aller au sanatorium. Les caisses d'invalidité peuvent faire bien davantage,*

*car elles économisent ainsi le charge de rentes. Par ce traitement, par leurs placements, par l'éducation populaire, elles ont contribué à relever la santé publique.)*

* * *

Kommerzialrat Heinrich VETTER (Wien) weist darauf hin, daß viele österreichische Industrielle dem Referate des Herrn Dr. Freund sympathisch gegenüberstehen, da ein berufener Fachmann die Anschauungen billigt, welche von den österreichischen industriellen Organisationen seit Jahren ausgesprochen wurden. Diese erachten die Verschmelzung der Kranken- und Invalidenversicherung, abgesehen von den bestehenden Wechselbeziehungen, schon behufs Vermeidung eines unnötigen Doppelaufwandes an Arbeit und Verwaltungskosten für richtig. Gleichzeitig erscheint eine strammere Organisation des Krankenkassenwesens und die Auflösung kleinerer, nicht leistungsfähiger Kassen notwendig. Redner spricht sich aber für die Erhaltung von Betriebskrankenkassen in jenen kleinen Orten aus, wo kommunale und staatliche Einrichtungen für die Krankenpflege mangeln. Hier dürfte die Anzahl der Versicherten nicht als das einzig maßgebende Moment betrachtet werden.

Redner steht voll und ganz auf dem Standpunkte der Autonomie dieser Verwaltungskörper bei vollständiger Parität beider Kurien. Die Befürchtung, daß bei den Vertretern der Arbeitgeber die ökonomischen Rücksichten gegenüber den Zwecken der Krankenversicherung vorwalten werden, werde durch das segensreiche Wirken der Betriebskrankenkassen widerlegt. Es werden sich auch genügend arbeitswillige Unternehmer für die Ämter der Kassenvorstände finden, vorausgesetzt, daß sie nicht so wie bei den Unfallversicherungsanstalten durch die Dreiteilung der Kurien ohnmächtig gemacht werden. Gegen die Bestellung eines staatlichen Vorstandes sprechen die politischen und nationalen Verhältnisse in Österreich.

Mit voller Genugtuung begrüßt Redner die Anregung des Herrn Dr. Freund, daß der Staat zu allen Versicherungszweigen ein Drittel des Bedarfes beitragen solle. Dies sei die beste Unterstützung für die von den industriellen Organisationen seit jeher vertretene Anschauung und die von Herrn Dr. Freund gegebene Begründung könne vollinhaltlich unterschrieben werden.

Sich gegen die These Sr. Exzellenz des Ehrenpräsidenten Herrn Dr. von Koerber wendend, daß die Inaugurierung der Schutzzollpolitik an sich bereits die Industrie zur Durchführung aller sozialen Maßregeln verpflichte, führt Redner aus, daß der neue Zolltarif nicht allen Teilen der Industrie ausreichenden Schutz biete, daß er vielmehr der Landwirtschaft auf den Leib geschrieben sei und infolge Verteuerung der Lebensmittel eine Erhöhung der Löhne nach sich ziehen werde. Im Übrigen werde eine Schutzzollpolitik nicht im Interesse der einzelnen Industriellen, sondern im Interesse der Allgemeinheit gemacht. Fraglich wäre es auch, ob innerhalb der deutschen Zollgrenzen Preußen allein die soziale Versicherungsgesetzgebung in ihrer heutigen Weise durchgeführt hätte, wenn andere Bundesstaaten sich ablehnend verhalten hätten. Man habe aber gehört, wie weit Ungarn in der Ausbildung der sozialen Versicherungsgesetzgebung noch zurück ist.

Wenn auch die österreichischen Industriellen einen Rechtstitel auf die Durchführung der Invalidenversicherung für eine einzelne Bevölkerungsschichte nicht anerkennen, sind sie dennoch bereit, nach vollen Kräften nicht nur zu den materiellen Lasten beizutragen, sondern auch ihr Können und Wissen in den Dienst der Verwirklichung dieses Gedankens zu stellen, und sie würden mit Freude begrüßen, wenn sie zur Durchführung derselben vereint mit der Arbeiterschaft schreiten könnten.

*(M. le Conseiller de Commerce VETTER, de Vienne: Les industriels autrichiens sont plutôt d'accord avec le système Freund, avec dissolution des caisses trop faibles, mais main-*

*tient des caisses de fabrique. L'autonomie doit être maintenue, avec patrons et ouvriers en nombre égal et sans le fonctionnaire d'Etat prévu au projet autrichien. Avec M. Freund, l'orateur demande que l'Etat participe aux frais des trois assurances. Le protectionnisme n'a pas pour conséquence, comme l'a dit M. von Koerber, que l'industrie puisse supporter de lourdes charges de legislation sociale. Mais elle fera tout son devoir, d'accord s'il est possible avec les ouvriers.*

* * *

Dr. Oskar MAGEN (Breslau):

„Herr Kohn hat gegen den Vergleich des Herrn Dr. Mugdan zwischen unabhängigen Ärzten und Richtern den Einwand erhoben, daß letztere Gehalt bekommen, erstere nicht. Das ist aber nicht das *tertium comparationis*, sondern die beiderseitige Urteilsfällung. Wenn Herr Kohn bei seiner Äußerung auf das Projekt der mit festem Gehalt angestellten beamteten Kassenärzte hinweisen wollte, so müßte ihm, der sich gegen jeden Bureaukratismus in der Krankenversicherung sträubt, erwidert werden, daß er konsequenterweise aus denselben Gründen auch gegen einen Bureaukratismus beim ärztlichen Dienst ankämpfen müßte. Die gesetzliche Feststellung der Unabhängigkeit der Ärzte, wie sie von den beiden ärztlichen Vorrednern aus dem Sinne der Arbeiterversicherung selbst als unabweislich entwickelt wurde, ist auch aus anderen organisatorischen Gründen notwendig. Zwischen den auch hier gezeigten Interessengegensätzen zwischen Arbeitgebern und Arbeitnehmern steht der Arzt als sozialer Vermittler, jedoch nur dann, wenn er völlig unabhängig ist; daß er sich im Zweifelsfalle auf die Seite der Not und des Elends stellt, ist er seinem Berufe schuldig. Dieses Postulat ergibt sich auch aus dem Sinne des Gesetzes, kann aber nur erfüllt werden, wenn der Arzt unabhängig ist.

Insoferne ist es zweifellos, daß die freie Ärztewahl die Erziehung der Ärzte in sozialpolitischer Richtung fördern muß. Die Zahl der ärztlichen Mitglieder bei diesem Kongresse ist ein offensichtlicher Beweis dafür. Die Ärzte sind es, welche dem toten Buchstaben des Gesetzes erst das frische Leben einhauchen.

Aber es ist unkonsequent, wenn Herr Kohn die Regelung dieses so wichtigen ärztlichen Dienstes allein der lokalen Vereinbarung überlassen will. Es hat sich gezeigt, daß dies zu Kämpfen und Zuständen führt, welche die Wirksamkeit des Gesetzes zeitweise vollkommen vereiteln. Es müßten die Einigungskommissionen und Schiedsgerichte unbedingt durch das Gesetz obligatorisch gemacht werden. Innerhalb derselben ist durch die paritätische Zusammensetzung die Bilanzierung der beiderseitigen Interessen genügend gewahrt. Diesbezüglich ist noch auf die Broschüre, welche die deutschen Ärzte den Mitgliedern des Kongresses übermittelt haben, zu verweisen. Die Forderungen und Vorschläge der deutschen Ärzteschaft sind darin enthalten und begründet.

Die Interessen des Ärztestandes decken sich mit den wohlverstandenen Interessen der Versicherten und dem Sinn des Krankenversicherungsgesetzes. Die deutschen Ärzte vertreten aber nicht nur eine gerechte und sozial notwendige Forderung, sondern sie sind sich auch der Macht bewußt, diese Forderung gegebenenfalls nachdrücklichst zu vertreten.

Die wirtschaftliche Organisation hat mehr als 17.000 Ärzte zu diesem Zwecke geeinigt und in Österreich und in der Schweiz bewegen sich die Bestrebungen der Ärzte in derselben Richtung. In der Schweiz ist die Solidarität der Ärzte bereits erreicht und in Österreich wird es hoffentlich gleichfalls gelingen. Der Gesetzgeber, welcher eine Umarbeitung der Arbeiterversicherungsgesetze vornehmen würde, ohne die Frage des ärztlichen Dienstes zu regeln, würde die Versicherung dauernd gefährden.

*(M. le Dr. MAGEN (Breslau): L'indépendance des médecins doit être organisée par la loi. Les médecins doivent servir d'arbitres entre les intérêts opposés. Le système du libre choix en fait les plus actifs défenseurs de la santé populaire. Il faut soustraire aux querelles locales l'organisation du service médical. 17.000 médecins se sont unis pour obtenir des réformes dans ce sens.)*

* * *

Redakteur Franz KLÜSS (Breslau) hält den Gegenstand der Verhandlungen für wichtig genug, daß trotz vorgerückter Zeit noch eine ausgiebige Diskussion abgeführt wird. Da von

Geheimrat Bödiker der Satz aufgestellt würde, daß seine deutschen Freunde mit der Selbstverwaltung, wie sie besteht, zufrieden seien und da das Ausland die deutsche Versicherung als Muster betrachtet, so ist es notwendig, mit allem Nachdruck zu betonen, daß die deutschen Interessenten absolut nicht zufrieden sind, weder die Arbeitgeber, noch die Arbeitnehmer. Zufrieden sind höchstens die Unternehmer mit den Berufsgenossenschaften, in denen sie allerdings völlige Autonomie haben. Die Invalidenversicherungsanstalten aber sowohl wie die Krankenkassen haben absolut keine Autonomie. Die Krankenkassen haben eine sogenannte Selbstverwaltung, aber diese wird durch die Aufsichtsbehörden außerordentlich eingeschränkt. Man inhibiert Beschlüsse, beanständet Geldausgaben, macht Schwierigkeiten, wenn Genesungsheime errichtet werden. Wer in die Praxis dieser sogenannten Selbstverwaltung hineinsieht, wird wissen, daß die Sache absolut nicht so glänzend aussieht, wie sie hier hingestellt wird.

Herr Geheimrat Bielefeldt hat das Lob der Invalidenversicherung gesungen. Aber was bedeutet der goldene Mantel, der die Arbeiterversicherung umgibt, gegenüber den Zahlen der Unfallstatistik, wonach in einem Jahre allein bei den Bergwerken Schlesiens mehr als 10.000 Unfallverletzte verzeichnet werden, die in ärztliche Behandlung kommen. Dr. Mugdan und Dr. Magen haben die Forderung der freien Ärztewahl wieder erhoben und sich für die Verschmelzung der Versicherungszweige ausgesprochen. Mit der Bureaukratisierung der Arbeiterversicherung könnten aber die Ärzte schlimme Erfahrungen machen. Alle staatlichen Einrichtungen und Kassen in Preußen kennen keine freie Ärztewahl; auch die Invalidenversicherung und die Berufsgenossenschaften nicht. Sie würde daher wahrscheinlich auch nicht in der neuen Organisation nach Dr. Freund's Muster eingeführt werden.

Wenn der Kongreß programmatische Erklärungen fassen würde, wäre der Beschlußantrag einzubringen, daß die Selbst-

verwaltung Grundbedingung aller Arbeiterversicherung ist und die Versicherten den maßgebenden Einfluß auf die Verwaltung haben müssen. Wenn Herr Dr. Mugdan meint, daß den Arbeitern die Selbstverwaltung gleichgiltig sei, möge er eine Umfrage versuchen, von deren Ergebnis er gewiß überrascht sein wird.

*(M. KLÜSS, de Breslau, déclare que ni les patrons (sauf dans les corporations d'accidents) ni les ouvriers n'ont l'autonomie tant vantée ici. Les autorités de contrôle limitent incessamment l'activité des caisses. Les médecins seront les dupes, s'ils obtiennent la bureaucratisation de l'assurance ouvrière, car toutes les caisses officielles repoussent le libre choix du médecin. Les ouvriers tiennent à l'autonomie des caisses comme à une condition essentielle.)*

* * *

Reichsratsabgeordneter Mathias ELDERSCH (Brünn) findet, daß die Erörterung der freien Ärztewahl so sehr in den Vordergrund der Diskussion geschoben wurde, daß man sie irrigerweise für eine der wichtigsten Fragen der Sozialversicherung halten könnte. Es ist durchaus nicht sichergestellt, daß bei Einführung der freien Ärztewahl die tüchtigsten, fürsorglichsten Ärzte den größten Zulauf hätten, es steht vielmehr zu befürchten, daß gerade jene Elemente des Ärztestandes bevorzugt werden, die man am liebsten von der Kassenpraxis fernhält. Die Ärzte vergleichen die Kassenvorstände mit Unternehmern und klagen über ihr Abhängigkeitsverhältnis. Sie vergessen aber, daß die Vorsteher gewählte Vertreter der Mitgliedschaft sind und nicht von gewöhnlichen Interessen beeinflußt werden. Bei der freien Ärztewahl wird der Arzt von jedem einzelnen Mitgliede abhängig. Die freie Ärztewahl muß vom kassentechnischen Standpunkte als äußerst bedenklich bezeichnet werden und hat auch einen geringen sozialpolitischen Wert.

Die Klagen des Kommerzialrates Vetter über die Belastung der Industrie wurden schon oft genug gehört und widerlegt;

trotzdem werden sie immer wiederholt, wenn vom Ausbau der Sozialversicherung die Rede ist. Zur Schaffung einer leistungsfähigen Industrie ist notwendig, daß die wirtschaftlichen Verhältnisse der Arbeiter konsolidiert werden. Der staatliche Schutz der Industrie, der sich in den Schutzzöllen repräsentiert, darf nicht dazu dienen, die persönlichen Vorteile der Unternehmer zu mehren oder ihnen eine betriebstechnische Rückständigkeit zu ermöglichen; er muß die materielle Grundlage schaffen, für die Kosten der Arbeiterversicherung.

In bezug auf die Frage der Selbstverwaltung muß auf das Entschiedenste gegen die paritätische Vertretung in der Verwaltung und gegen die Bestellung der leitenden Beamten der Krankenkasse durch die staatliche Invalidenanstalt protestiert werden. Diese Einführung könnte dazu führen, daß Militäranwärter oder pensionierte Gendarmen zu ausschlaggebenden Faktoren der Arbeiterversicherung berufen werden.

Nach dem Regierungsprogramm sollen auch die Beitragforderungen der Invalidenanstalt nach drei Jahren verjähren und jene Arbeiter, für welche durch zwei Jahre keine Beiträge geleistet worden sind, ihre Anwartschaft verlieren. Die Versicherung ist eine obligatorische. Der Arbeiter wird auf Grund seines Arbeitsverhältnisses Mitglied der Invalidenanstalt. Das Gesetz wendet sich aber rücksichtlich der Abfuhr der Beiträge nur an den Unternehmer; wenn derselbe nun seiner Beitragspflicht nicht nachkommt, verliert der Arbeiter seine Ansprüche. Das ist eine krasse Ungerechtigkeit. Wenn es mit der Beitragsmoral der Unternehmer so gut bestellt wäre, wie uns Herr Vetter dargestellt hat, so müßte die Invalidenkasse mit Leichtigkeit das Risiko der Beitragshinterziehungen auf sich nehmen können.

*(M. le député ELDERSCH (Brünn) parle d'abord contre le libre choix du médecin; ce système donne la faveur aux moins bons médecins; de plus, il vaut mieux dépendre des directions des caisses de maladie, qui défendent l'intérêt*

*général, que des différents assurés. M. Vetter a réédité les plaintes sur les charges que subit l'industrie: or le protectionnisme ne doit servir qu' à lui permettre de payer les frais de l'assurance. L'orateur proteste contre le partage (projeté) des voix dans les directions de caisses et surtout contre l'omnipotence d'un fonctionnaire. Le projet est injuste quand il fait perdre ses droits à l'ouvrier parce que le patron n'a pas payé les cotisations.)*

* * *

Dr. Rudolf PILBAUER, Sekretärstellvertreter der Handels- und Gewerbekammer in Prag, verweist darauf, daß er in der Prager Handels- und Gewerbekammer einen Vorbericht über die Reform der Arbeiterversicherung in Österreich erstattet hat, welcher unter die Herren Kongreßmitglieder verteilt wurde. Dieser Bericht gelangt selbständig zu gleicher Auffassung der Vereinheitlichungsfrage, wie Dr. Freund in seinem Referate „Die Vereinheitlichung der Arbeiterversicherung", mit dem Unterschiede, daß er auch dem Aufgehen der Unfallversicherung in die einheitliche Gesamtversicherung das Wort redet. Ausgehend von der Entwicklung der modernen Sozialversicherung, welche den privat-rechtlichen Schadenersatzanspruch im Wege der Haftpflichtgesetzgebung zu der modernen Sozialversicherung als Notversicherung übergeleitet hat, wird in diesem Vorberichte die sachliche Unhaltbarkeit der nur historischen und daher nur als Übergangsform begründeten Sonderstellung der Unfallversicherung beleuchtet. Nicht etwa im Interesse der Sanierung der heutigen Unfallversicherungsanstalten, sondern wegen der inneren Widersprüche der heutigen Sonderstellung der Unfallversicherung, wofür der Vorbericht mehrere krasse Beispiele ins Treffen führt, erscheint das Aufgehen der Unfallversicherung in die Gesamtversicherung begründet. Einer der auffälligsten Widersprüche, daß nämlich die heutige Unfallversicherung bloß einen eigentlichen Unfall, nicht aber auch die als latente Unfälle zu kennzeichnenden Berufskrankheiten behandelt, wird durch

die von mehreren Seiten verlangte Ausdehnung der Unfallversicherung auf die Berufskrankheiten nicht beseitigt, da es neben den Berufskrankheiten noch viele sonstige, durch die moderne Betriebsart verursachte Gesundheitsstörungen gibt, welche sachlich ebenfalls einen Ersatzanspruch begründen würden, ohne daß da eine halbwegs verläßliche Grenze zu ziehen wäre.

Auch das Gefährlichkeitsmoment bildet keinen stichhältigen Grund für die Sonderstellung der Unfallversicherung und zeitigt ebenfalls eine Unmasse von krassen Widersprüchen und Ungerechtigkeiten, die man unausgesetzt durch Erweiterung des Umfanges der Unfallversicherung mildern muß, so daß das historische Prinzip einer spezifischen Gefährlichkeit unbewußtermaßen nach und nach in den Hintergrund gedrängt wird und das reine Invalidenversicherungsprinzip zur Vorherrschaft kommt, um schließlich mit der Einführung der modernen allgemeinen Invalidenversicherung die Unfallinvalidität mittelst entsprechender Abstufung ihrer spezifischen Risken vollständig aufzusaugen.

Der Haupteinwand gegen die Aufsaugung der Unfallversicherung durch die allgemeine Invalidenversicherung ist der, daß es nicht angehe, den Arbeiter des einem jeden Bürger zustehenden Schadenersatzanspruches zu berauben, welcher eben auf Grund der Theorie des *risque professionnel* erst durch die Haftpflichtgesetzgebung praktisch durchführbar gemacht worden ist; die Aufhebung der Unfallversicherung müßte nach dieser Auffassung sofort das Aufleben der alten Haftpflichtgesetzgebung mit ihren anerkannten Mängeln zur Folge haben. Wäre jedoch diese Auffassung zutreffend, müßte die Haftpflichtgesetzgebung bereits heute ungestört weiter bestehen, denn die heutige Unfallversicherung gewährt dem Arbeiter keineswegs den vollen Schadenersatz, sondern im Kompromißwege nur eine höchstens 60%ige Abfindung für denselben. Nach dem österreichischen Regierungs-Programm macht nun z. B. die Unfallsvollrente in den höchsten Lohnstufen einer jeden Lohnklasse nur mehr zirka 50%, die Invalidenrente jedoch in den beiden

mittleren Lohnklassen 30 bis 60% des Lohnes aus. Der Abstand zwischen den beiden Renten scheint daher gar nicht ein unüberbrückbarer zu sein und es ist wohl die Hoffnung begründet, daß die jedenfalls wirtschaftlichere Organisation der vereinheitlichten Versicherung eine derartige Aufbesserung der im allgemeinen zweifellos dürftigen Invalidenrenten herbeiführen würde, welche selbst von dem, in der heutigen Unfallversicherung bereits bedeutend abgeschwächten Schadenersatz-Postulate aus nicht unannehmbar wäre. Unter keinen Umständen kann man eine weitere Herabsetzung der heutigen 60%igen Unfallsrente auf die 40 bis 50% der einheitlichen Invalidenrente als eine Entrechtung der Arbeiter hinstellen, weil dieses Ergebnis abermals das Werk des gegenseitigen Abwägens und eines revidierten Kompromisses wäre.

Als Ersatz für das angebliche *jus quaesitum* der höheren Unfallsrente schlägt der Vorbericht die Berücksichtigung der teilweisen und vorzeitigen Invalidität vor, wobei noch auf die zu gewärtigende Aufbesserung der Invaliditätsrenten, die Erweiterung des Kreises versicherungspflichtiger Personen u. dgl. hingewiesen werden muß.

Hienach wäre daher ein über die Notrente hinausgehender Schadenersatzanspruch des Arbeiters gegen den Unternehmer nur mehr in denjenigen Fällen aufrecht zu erhalten, wo den letzteren eine strafrechtlich zu qualifizierende *culpa* oder ein *dolus* trifft, ein Grundsatz, der nach dem deutschen Vorbilde auch von unserem Regierungs-Programme akzeptiert worden ist.

Kurz zusammengefaßt, geht nach der Auffassung des Vorberichtes die Entwicklung der modernen Sozialversicherung dahin, die Fürsorgerenten zu vereinheitlichen und dem Niveau einer standesgemäßen Notversicherung tunlichst nahe zu bringen sowie die Fürsorge tunlichst auf alle Fälle der wirtschaftlichen Bedrohung der Erwerbsfähigkeit des Arbeiters gleichmäßig auszudehnen.

Was die Verwaltungs-Organisation der vereinheitlichten Versicherung anbelangt, so redet der Vorbericht entschieden der Einschränkung der heutigen Selbstverwaltung das Wort und schlägt im Einklange mit den älteren Vorschlägen der Kammer, betreffend die Reform der inneren Verwaltung, diesfalls den Ausbau einer speziellen Verwaltungs-Organisation als eines selbständigen und fachmännisch organisierten Zweiges der öffentlichen Verwaltung vor. An Stelle der bisherigen Selbstverwaltung soll ein anderes System, nämlich ein gemischtes, unter Heranziehung sowohl des Laienelements als auch des beruflichen Beamtentums treten und die Versicherungsorgane werden folgerichtig zu Organen der öffentlichen Verwaltung auszugestalten sein.

*(M. le Dr. PILBAUER, représentant de la Chambre de commerce de Prague: La Chambre partage les idées du Dr. Freund; elle irait jusqu'à incorporer l'assurance-accidents dans l'organisation projetée. La limite entre l'invalidité résultant des accidents du travail et les autres invalidités est absolument factice. La même législation doit les régir. Les deux catégories de rentes devraient être mises au même niveau. Le système actuel de gestion autonome devrait être remplacé par une organisation administrative avec collaboration des intéressés.)*

* * *

Herr Marian LANIKIEWICZ (Teschen) glaubt, daß die Vorredner genügende Argumente für die baldige Einführung der in Österreich nur bei den Bruderladen bestehenden Invalidenversicherung vorgebracht hätten und nur noch die Frage des Wie zu ordnen wäre.

Ein wichtiger Punkt des Reformentwurfes der österreichischen Regierung vom Jahre 1904 ist die Trennung der Unfallversicherung von der Invaliden- und Krankenversicherung. Die Unfallversicherung sollte aber auf dem Prinzip der Berufsgenossenschaft organisiert werden, damit durch Dezentralisation größeren Gruppen von Arbeitgebern und Arbeitnehmern die

Teilnahme an der Verwaltung ermöglicht werde. Gegenwärtig wissen die Hälfte der Industriellen eines Anstaltsbereiches und die Hälfte der versicherten Arbeiter von den Anstalten nichts. Man hört kritische Bemerkungen, wie zum Beispiel „Schwimmen im Geld“ oder „die Regiekosten betragen 75%“ aus dem Munde von Personen, welche auf Grund ihrer Bildung über andere staatliche Einrichtungen ganz gut informiert sind. Der Hauptsegen der berufsgenossenschaftlichen Organisation ist aber die Unfallverhütung. Hier konnten unsere Anstalten wenig tun, weil in ihrem Sprengel die verschiedensten Industrien vereinigt sind.

Die Krankenversicherung kann erst durch Einführung der Invalidenversicherung vervollkommnet werden. Ein Tuberkuloser im Anfangsstadium darf von der Krankenkasse nicht als erwerbsunfähig und anspruchsberechtigt qualifiziert werden, sondern erst, wenn er wirklich nicht arbeiten kann. Dann ist aber jeder Heilungsversuch unnötig. Die schönsten Momente des Kongresses waren für den Redner die Publikation der Herren Dr. Rumpf und Dr. Guinard *(Memento à l'usage des malades atteints de tuberculose pulmonaire)* sowie der Bericht des kaiserlich deutschen statistischen Amtes über die Leistungen der Kassen zum Zwecke der Verlängerung des Lebens und der Arbeitsfähigkeit von Tuberkulosen.

Bei dem vergrößerten Wirkungskreis, welchen das Reformprogramm den Krankenkassen zuweist, ist es erklärlich, wenn der Bestand einer Bezirkskrankenkasse davon abhängig gemacht wird, daß sie wenigstens 1000 Mitglieder zählt. Abgesehen von der dadurch bewirkten besseren Verteilung des Risikos werden die Verwaltungskosten der Bezirkskrankenkassa in Hinkunft dadurch steigen, daß die Kassenbeamten eine höhere Qualifikation besitzen müssen. Kleine Kassen können das nicht bezahlen, da namentlich bei Vereinskassen geringen Umfangs schon jetzt der politische Beamte allwöchentlich intervenieren muß.

Von anderen Organisationsprojekten scheinen dem Redner auf die österreichischen Verhältnisse am wenigsten die Einheitskasse nach politischen Bezirken zu passen. Die politischen Bezirke entsprechen betreffs des Risikos intensiver maschineller Betriebe und mindergefährlicher Betriebe nicht den zweiundzwanzig Bezirken von Wien. Auch werden oft politische Bezirke abgegrenzt, geteilt, zusammengeschlagen aus Gründen, welche mit dem Sprachenstreit, nicht aber mit Wohlfahrtseinrichtungen zusammenhängen.

Über die übrigen Punkte des Regierungsentwurfes wurden mehrfach Anträge und Ansichten gehört. Aus ihnen ergibt sich, daß alle Faktoren in Österreich nach bestem Wissen und Gewissen an dem Ausbau der Arbeiterversicherung mitwirken wollen und die beste Grundlage dafür ist nach Redners Ansicht der Regierungsentwurf vom Jahre 1904.

*(M. LANIKIEWICZ (Teschen): L'assurance-accidents devrait être confiée en Autriche à des corporations, pour intéresser à la gestion des industriels actuellement très ignorants des questions concernant l'assurance; cela faciliterait aussi la prévention. L'assurance-maladie ne produira son plein effet que lorsque elle sera complétée par l'assurance-invalidité avec traitement à la façon des caisses allemandes. La centralisation des caisses de maladie permettra d'avoir enfin et de payer un bon personnel de gestion.)*

* * *

Dr. Hermann SCHOLL (München) berichtigt gegenüber Herrn Eldersch, der als Argument gegen die freie Ärztewahl Münchner Kassenverhältnisse herangezogen hat, daß die Dinge sich in letzter Zeit außerordentlich zu gunsten der freien Ärztewahl geändert haben. Mit der freien Ärztewahl sind nunmehr alle beteiligten Kassenversicherten und Ärzte vollständig zufrieden. Die große Ortskrankenkasse in München hat auf ihrer letzten Generalversammlung durch ein Vorstandmitglied, und zwar

durch einen Arbeiter, erklären lassen, daß die „freie Ärztewahl für München eigentlich geboren sei". Ebenso sind die anderen Kassen zufrieden, zumal sie teilweise erhebliche Ersparnisse erzielt haben.

In die Diskussion weiter eingehend, spricht Redner die Ansicht aus, daß bei Einführung der freien Ärztewahl als Korrektiv für etwaige Belastungen von Seiten der Ärzte Kontrollinstanzen eingerichtet werden sollten, so wie es überall der Fall ist, wo die kontrollierte freie Ärztewahl besteht. Gerade diese sachverständigen neutralen Kontrollinstanzen, welche von den Ärzten selbst gewählt werden und denen sich diese deshalb umso bereitwilliger unterordnen, sind für die Kassen notwendige Einrichtungen, welche gesetzlich festgelegt werden müssen.

Es wäre außerordentlich nötig, daß alle diejenigen, welche sich gegen die freie Ärztewahl wenden, sich mit diesen Einrichtungen bekannt machen würden. Diese Kontrolleinrichtungen erstrecken sich auf die Krankenkontrolle (Simulation, Gutachten, Sanatorien), auf die Arznei- und Heilmittelkontrolle (ökonomische Verordnungsweise, Belehrung usw.) und die Honorarkontrolle (ärztliches Tagebuch, Honorarverteilung, Polypragmasie usw.). Dadurch ist die absolute Gewähr gegeben, daß die freie Arztwahl die Kassen nicht mehr belastet, als jedes andere System. Die freie Arztwahl ist durchführbar, wenn man nur will, und zwar gilt dies selbstverständlich auch für die staatlichen Kassen. Auch hier müssen die Ärzte die Einführung derselben fordern, soweit sie noch nicht eingeführt ist. Es gibt wohl keine bessere Empfehlung derselben, als den Erlaß des k. württembergischen Ministeriums, das doch gewiß als neutral in dieser Sache gelten kann, der am Schluß lautet:

„Das System der kontrollierten freien Arztwahl entspricht ebenso wohl dem Interesse der Versicherten, denen die Behandlung durch den Arzt ihres Vertrauens gewährleistet ist, wie den berechtigten Standesinteressen der Ärzte und es sind die früher daran geknüpften Befürchtungen einer finanziellen

Überlastung der Kassen nicht in Erfüllung gegangen und zwar auch da nicht (soweit sich von hier aus beobachten läßt), wo von den Kassen die Einzelleistung unter Zugrundelegung der staatlichen Minimaltaxe honoriert wird. Den Krankenkassen kann hienach der Übergang zur freien Arztwahl, wo diese noch nicht eingeführt ist, nur dringend empfohlen werden. Dabei ist es geboten, daß die Krankenkassen nicht mit den einzelnen Ärzten, sondern mit dem in dem Kassenbezirk vorhandenen oder neu sich bildenden freien Vereinigungen der Ärzte in ein Vertragsverhältnis treten."

*(M. le Dr. SCHOLL (Munich) parle du libre choix des médecins. La Caisse générale de maladie de Munich et les autres caisses sont satisfaites de ce régime. Les abus (dépenses excessives) sont corrigés par l'intervention des comités de contrôle élus par les médecins, qui contrôlent les malades, les ordonnances, les honoraires. Le gouvernement Wurtembergeois a lui-même recommandé l'adoption de ce système (traités avec les associations des médecins, libre choix, comité de contrôle).*

---

# V. Geschäfts-Sitzung.

## CINQUIÈME SÉANCE DE TRAVAIL.

**Freitag, den 22. September 1905, 9 Uhr früh.**

**Vendredi, le 22 septembre 1905, 9 heures m.**

Den Vorsitz führen:
Generalinspektor Comm. Dr. Vinzenz MAGALDI (Italien),
Regierungsrat und Nationalrat E. von STEIGER (Schweiz),
Mr. D. E. SCHLOSS (England),
Direktor Georges PAULET (Frankreich).

*Présidents:*
*M. l'Inspecteur général Comm. Dr. MAGALDI (Italie),*
*M. von STEIGER (Suisse),*
*Mr. D. E. SCHLOSS (Angleterre),*
*M. G. PAULET (France).*

* * *

Sekretär Eduard FUSTER teilt mit, daß von *L'Enseignement des pêches maritimes* in Paris dem Kongresse zwei Studien, und zwar: *„La Participation des Inscrits Maritimes au droit des Accidents du Travail ou l'Assurance des Gens de Mer"* von Eugène Fron und D. Deléarde sowie *„La Mutualité chez les Inscrits Maritimes"* von Georges Hamon, übermittelt wurden. (Wird dankend zur Kenntnis genommen.)

*M. FUSTER communique au Congrès les titres de plusieurs brochures mises à la disposition des membres par leurs auteurs.*

Herr FUSTER verliest weiters folgendes Schreiben, das der Präsident des Internationalen Statistischen Institutes, Se. Exz. Dr. Karl Theodor von Inama-Sternegg, an das Präsidium des Kongresses gerichtet hat:

„Das Internationale Statistische Institut hat schon seit Jahren mit großer Aufmerksamkeit die Bemühungen verfolgt, welche in den Fachkreisen der Arbeiterversicherung angestrengt wurden, um Grundlagen für eine international vergleichbare Statistik der Arbeiterunfälle zu erlangen.

Insbesondere verdienen die Resolutionen der Internationalen Arbeiterversicherungs-Kongresse von Paris, Bern, Mailand und zuletzt von Düsseldorf, welche auch dieser Aufgabe zugewendet waren, vollste Berücksichtigung.

Angesichts des Umstandes, daß der eben eröffnete VII. Internationale Kongreß für Arbeiterversicherung die Frage der internationalen Ausbildung der Unfallstatistik neuerdings auf seine Tagesordnung gesetzt hat, schien es dem Internationalen Statistischen Institute nicht unangemessen, diesen sehr verdienstlichen Bemühungen auch die Unterstützung der in

*M. FUSTER donne lecture de la lettre ci-après, adressée au Président du Congrès (à la fois en français et en allemand) par M. von Inama-Sternegg, Président de l'Institut international de Statistique:*

*„L'institut international de Statistique suit depuis des années avec la plus grande attention les efforts tentés dans les cercles s'intéressant à l'Assurance ouvrière en vue d'établir une base pour une statistique internationale comparable des accidents du travail.*

*Ce sont notamment les résolutions prises aux Congrès de Paris, Berne, Milan et Düsseldorf, qui tous se sont occupés de la question, dont il convient de tenir compte largement.*

*Eu égard à ce fait que le VII^e Congrès qui vient d'ouvrir, a mis sur son programme l'éboration d'une statistique internationale des accidents, l'Institut international n'a pas cru qu'il fût inutile de joindre aux efforts très méritoires des congrès ceux des hommes compétants qui font partie de cet institut. A l'occasion de la X^e Session tenue au mois*

ihm vereinigten statistischen Fachmänner zuteil werden zu lassen. Gelegentlich der im August l. J. abgehaltenen 10. Session des Instituts hat die III. Sektion auf Grund der von den Herren Cheysson und Kögler erstatteten Berichte eine eingehende Beratung des Gegenstandes gepflogen. Als Ergebnis derselben ist eine Reihe von Resolutionen gefaßt worden, welche von dem Plenum des Instituts einstimmig approbiert worden sind. Diese Resolutionen werden durch unser verehrtes Mitglied, Herrn Cheysson, dem Kongresse bekannt gegeben.

*d'Août, la troisième Section de l'Institut, se basant sur un rapport des Mess. Cheysson et Kögler, a examiné la question plus profondément. Le résultat de leur consultation se traduit par une série de résolutions unanimement approuvées par l'assemblée plénière de l'Institut. Ces résolutions seront posées à la connaissance du Congrès par notre collègue M. Cheysson.*

Als Präsident des Internationalen Statistischen Institutes erlaube ich mir, dieser Mitteilung einige allgemeine Bemerkungen vorauszuschicken, welche den Standpunkt des Institutes in Fragen der internationalen Vergleichbarkeit statistischer Erhebungen überhaupt mit wenigen Worten charakterisieren sollen.

*Comme président de l'Institut international de Statistique, je me permets de faire précéder sa communication de quelques remarques générales sommaires ayant pour but de préciser le point de vue auquel l'Institut se place en matière de statistique internationale comparable.*

Die internationale Vergleichbarkeit statistischer Daten setzt immer dreierlei voraus:

1. eine gewisse Gleichartigkeit der Gesetze und Verordnungen, welche die einzelnen Lebensgebiete einer bestimmten Ordnung unterwerfen;

*La comparabilité des données statistiques implique trois points:*

*1° Une certaine comparabilité des lois et ordonnances qui régissent spécialement les branches diverses de l'activité humaine;*

2. eine möglichst weitgehende Gleichmäßigkeit und Spezialisierung bei der Erhebung der Daten, aus denen die Statistik gewonnen werden soll;
3. eine vollkommene Übereinstimmung im Dépouillement und in der Konzentration des Materials zu statistischen Übersichten.

ad 1. Die erste Voraussetzung wird, wie auf den übrigen Gebieten der Statistik, so auch hinsichtlich der internationalen Unfallstatistik, nie vollkommen sein. Es liegt in der Natur der Dinge, daß Unfallversicherung, Unfallverhütung und Schadenersatz (Haftpflicht) in den einzelnen Staaten nach verschiedenartigen Gesichtspunkten geregelt sind, welche aus der Verschiedenartigkeit der Sozialpolitik, der Verwaltungseinrichtungen, des Versicherungswesens und des Schadenprozesses entspringen. Immerhin kann die Erwartung ausgesprochen werden, daß je mehr ein sozialpolitischer Geist die moderne Arbeiterschutzgesetzgebung durchdringt, gerade auf diesem Gebiete auch die Normen sich immer ähnlicher werden, da ja die technischen und wirtschaftlichen Momente der Betriebsunfälle sich überall gleichen und daher

*2° Une parité aussi large que possible et une spécialisation des données utilisées par l'enquête, de laquelle sortira la statistique;*

*3° Une concordance absolue dans le dépouillement et dans la centralisation des données servant à établir les materiaux de la statistique.*

*ad 1. Sur ce point il est probable que, comme pour toutes les autres branches de la statistique, celle des accidents ne sera jamais complète. Il est dans la nature des choses que l'assurance-accidents, la prévoyance des accidents et l'indemnité sont diversement réglées dans les pays selon la politique sociale qui y règne, selon l'organisation administrative, selon le système des assurances et selon le régime des indemnités. Cependant on peut prévoir avec une presque certitude que plus l'esprit social-politique pénétrera la législation ouvrière moderne, plus les règles établies sur ce terrain se rapprocheront, puisque les éléments techniques et sociaux des accidents du travail sont partout identiques et doivent par conséquent conduire à des règlements identiques dans tous les pays.*

auch in der Gesetzgebung zu gleichen Anordnungen führen müssen.

ad. 2. Dagegen stellen sich der Messung der beiden anderen Voraussetzungen einer international vergleichenden Unfallsstatistik keine erheblichen Schwierigkeiten in den Weg. Die Spezialisierung bei der Erhebung der Daten erfolgt nach anerkannten statistisch-technischen Grundsätzen am besten durch Zählkarten des einzelnen Unfalls; der Inhalt der Zählkarte kann auch bei verschiedener Gesetzgebung doch überall gleich gemacht werden und ergibt sich aus der Aufgabe von selbst. Außer den elementaren demographischen Daten, Geschlecht, Alter, Zivilstand, wird es sich dabei immer und überall um die Feststellung des Betriebszweiges und der Stellung des Einzelnen in demselben, und die Art des Unfalls, die tägliche und die jährliche Arbeitszeit, die Lohnhöhe und den Jahresarbeitsverdienst handeln. Auch Nebenumstände, wie Angehörige von Verunglückten, Zeit und Ursache des Unfalles u. a., lassen sich auf der Zählkarte leicht vorsehen und aus den einzelnen Personaldaten entnehmen. Schließlich kann die Zählkarte auch später noch ergänzt werden durch

*ad. 2. Par contre, quant au deuxième point, il ne parait pas qu'il y ait lieu de craindre des difficultés sérieuses. La spécialisation des données de l'enquête se fait selon des principes statistiques-techniques admis, le mieux au moyen de cartes (fiches) pour chaque accident. Le texte des cartes peut être identique malgré la diversité des législations et ce texte ressort des données. Outre les données élémentaires démographiques, indiquant le sexe, l'âge, l'état civil, il faudra inscrire partout la profession, la position individuelle dans l'exploitation, la nature de l'accident, la somme du travail quotodien et annuel, le salaire et le gain annuel. Les conditions accessoires, telles que la mention des parents, l'époque et la cause de l'accident, etc. peuvent également trouver place dans la fiche. Finalement cette dernière pourra être complétée ultérieurement par des données relatives aux suites des l'accidents, à l'invalidité limitée, etc.*

Daten über die Folgen des Unfalls, dann der Arbeitsunfähigkeit, beschränkten Erwerbsfähigkeit des Verunglückten u. ä.

ad. 3. Auch der Plan für die Aufbereitung des Zählkartenmaterials (Dépouillement) kann einheitlich aufgestellt und darnach die Bearbeitung (Konzentration) desselben vorgenommen werden. Gleichförmigkeit im Inhalte der Zählkarten ist hiefür allerdings unerläßliche Voraussetzung. Daneben bedarf es aber hiefür übereinstimmender Altersstufen, bei denen die charakteristischen Altersgruppen besonderer Berücksichtigung bedürfen (Jugendliche bis vierzehn Jahre, 14 bis 16, 16 bis 18 Jahre, Alter der Militärpflicht usw.), ferner eines übereinstimmenden Gefahrenschemas der Betriebe nach Klassen, Gruppen und Arten mit Unterscheidung der an besonders gefährlichen Arbeitszweigen (Maschinenwartung, Hochöfen u. a.) und der abseits von solchen beschäftigten Personen (Aufräumen in Fabriken, Obertagarbeiten im Bergbau u. a.); eines einheitlichen Schemas der täglichen und jährlichen Arbeitszeit sowie der Lohn- und Jahresverdienststufen; endlich einer vereinbarten Reihe von

*ad 3. Le plan, réglant le dépouillement des fiches peut être identique pour tous les pays et la centralisation des documents peut ainsi se faire selon une méthode uniforme. Bien entendu cette uniformité des textes de la carte est indispensable. Mais pour cela il faut établir des groupes d'âges caractéristiques (au-dessous de 14 ans, puis de 14 à 16, de 16 à 18, la période du service militaire, etc.). Il faut de même créer un schéma concordant des risques d'exploitation par classes, groupes et genres d'industrie en distinguant les dangers à certaines branches (service des machines, hauts fourneaux, etc.) et les risques des personnes occupées à côté (nettoyage dans les fabriques, travail au-dessus du sol dans les mines, etc.). Il faut aussi établir un schéma uniforme pour le travail quotidien et annuel, pour les salaires ou les rémunérations, et finalement, s'entendre sur une série de combinaisons, comprenant les éléments démographiques avec ceux de l'exploitation, de la somme du travail et des salaires.*

Kombinationen der demographischen Momente mit den Momenten der Betriebsstellung, Arbeitszeit, Lohnhöhe.

Im allgemeinen muß dabei als Grundsatz gelten, daß die in der Zählkarte nachgewiesenen Individualmomente alle auch im Dépouillement und in den Konzentrationstabellen berücksichtigt werden, da sie sonst für die Statistik verloren gehen und die Berechtigung aufhört, sie in die Zählkarte überhaupt aufzunehmen.

4. Schließlich verlangt auch die analytische (textliche) Bearbeitung des Tabellenwerkes einheitliche Gesichtspunkte, um eine international vergleichbare Statistik zu liefern. Die Unfallstatistik muß sich im allgemeinen an die allgemeine Berufs- und Betriebszählung anschließen, wobei Ergänzungen aus den speziellen betriebsstatistischen Nachweisungen einzelner Betriebsarten (Berg- und Hüttenwerke, Jute-, Tabakfabriken, Bierbrauereien u. a. fiskalisch überwachten Betriebe) herangezogen werden können. Die Hauptaufgabe der Analytik ist aber die Aufstellung entsprechender Verhältniszahlen, die Relation zwischen verun-

*En thèse générale il faut partir du principe que toutes les données individuelles enrégistrées sur la fiche doivent être également observées dans le dépouillement et dans les tables, sans quoi elles seraient perdues pour la statistique et qu'il n'y aurait plus aucune raison de les inscrire dans la fiche.*

*4° Finalement le travail analitique des matériaux demande également à être exécuté d'un point de vue uniforme, afin de fournir une statistique comparable. La statistique des accidents doit en règle générale se raccorder avec celle des professions et des exploitations. On peut la compléter par des données spéciales sur certaines industries (mines, metallurgie, fabriques de jute, de tabac, brasseries et autres entreprises soumises au contrôle fiscal). Mais la tâche principale du travail analytique est l'établissement de chiffres proportionnels, la relation entre les ouvriers victimes d'accidents et les ouvriers occupés dans les exploi-*

glückten und beschäftigten Arbeitern der einzelnen Betriebszweige, mit Unterscheidung von Geschlecht, Alter, Zivilstand, die Reduktion der effektiven Arbeiterzahl auf Vollarbeiter, das Verhältnis der durch Unfälle verloren gegangenen Arbeitszeit und Betriebsverdienste zu der Gesamtsumme der in einem Betriebe verwendeten Arbeitszeit und gewährten Arbeitsverdienste — lauter Relationen, zu deren Aufstellung die Zählkarten nur die Elemente für das eine Glied bieten, während das zweite Glied der Proportion aus der allgemeinen und speziellen Berufs- und Betriebsstatistik genommen werden muß.

Diese wenigen Bemerkungen sollen das Votum des Internationalen Statistischen Institutes, das wir dem VII. Internationalen Arbeiterversicherungs-Kongreß unterbreiten, rechtfertigen und durch Hervorhebung allgemeiner statistischer Gesichtspunkte ergänzen. Das Institut erfüllt damit auch die Pflicht der Dankbarkeit für das besondere Vertrauen, mit dem es durch die Beschlüsse der Kongresse von Düsseldorf und von Köln (1902) geehrt worden ist, welche beide dem Institut

*tations, en distinguant le sexe, l'âge, l'état civil, la réduction du nombre effectif des ouvriers en ouvriers-types (unités ouvrières) la proportion du temps perdu pour l'ouvrier par les accidents, les salaires par rapport à la somme totale du temps occupé dans une exploitation; ce sont là des relations pour lesquelles les fiches ne fourniront que les éléments d'une seule proportion, tandis que le second devra être emprunté à la statistique générale et spéciales des industries et des exploitations.*

*Les observations qui précèdent ont pour objet de justifier le vote de l'Institut international de Statistique que nous soumettons au VII^e Congrès et de compléter les points de vue généraux statistiques. Ce faisant, l'Institut remplit un devoir de gratitude pour la confiance particulière qui lui a été témoignée par les décisions des Congrès de Düsseldorf et de Cologne en 1902, lesquels tous deux avaient attribué à l'Institut une situation dirigeante dans la solution du problème si*

eine führende Stellung in der Lösung des schwierigen Problems der internationalen Unfallstatistik zugedacht haben." (Wird dankend zur Kenntnis genommen.)

*difficile de la statistique internationale des accidents.*"

* * *

Über internationale Unfallsstatistik hat Herr Emil CHEYSSON, *Inspecteur général des Ponts et Chaussées* (Paris), welcher an dem Kongresse nicht persönlich teilnehmen konnte, seinen bei der letzten Session des Internationalen Statistischen Institutes in London erstatteten Bericht auch dem Kongresse vorgelegt. Herr Edouard FUSTER, *Secrétaire Général de l'Association française des assurances sociales* (Paris), vertritt diesen Bericht sowie seinen eigenen über einen Vorschlag zur Einrichtung einer französischen Unfallstatistik. Herr Fuster bemerkt: Die Frage der internationalen Unfallstatistik wurde auf dem Düsseldorfer Kongreß eingehend behandelt und man hat damals gefunden, daß es wünschenswert sei, mit dem Internationalen Statistischen Institute und mit der *Association internationale de la Protection ouvrière* in Verbindung zu treten.

Das Internationale Statistische Institut hat inzwischen eine Kommission gewählt, bestehend aus den Herren: van de Borght, Cheysson, Fuster, Hjelt, Julin, Kaan, Kjær, Klein, Kögler, Llewellyn Smith, Magaldi, Mataja, von Mayr, Moser und Paulet, welche nach zwei Jahren dem Institute die Frage wieder zur Entscheidung vorlegen soll, und es handelt sich nur darum, daß seitens des Internationalen Arbeiterversicherungs-Kongresses gleichfalls eine Kommission zur gemeinsamen Arbeit mit der erstgenannten eingesetzt wird. Bezüglich der meritorischen Einzelheiten verweist Redner auf sein Referat und jenes von Herrn Cheysson.

* * *

Regierungsrat Dr. Julius KAAN (Wien) bespricht das von ihm erstattete Referat „Über die Erfordernisse einer internationalen Unfallstatistik". Er gibt zu, in diesem Referate von einer optimistischeren Auffassung hinsichtlich der Durchführbarkeit einer internationalen Unfallstatistik ausgegangen zu sein, als die übrigen Referenten zu diesem Gegenstande, allein er glaubt zu seiner Rechtfertigung auf die Tatsache hinweisen zu können, daß es in Österreich gelungen ist, durch ernstes Streben die Unfallstatistik auf einen ansehnlichen Stand zu heben und daß die von allen Seiten betonte Wichtigkeit der Unfallstatistik auch andere Länder veranlassen wird, diesem Gegenstande die gebührende Aufmerksamkeit zu widmen. Seine Absicht war es daher, nicht so sehr die gewiß vorhandenen Schwierigkeiten der Aufbereitung einer internationalen Unfallstatistik hervorzukehren, sondern im Gegenteil jene Momente in den Vordergrund zu rücken, die eine Einigung der verschiedenen Staaten zu erleichtern scheinen.

Die Schwierigkeiten, welche sich der Erreichung des vornehmsten Zieles der Unfallstatistik, nämlich der Ermittlung der Unfallshäufigkeit, das ist des Verhältnisses der Zahl der vorgekommenen Unfälle zur Zahl der beobachteten Personen entgegenstellen, sind zweierlei Natur: einerseits Schwierigkeiten, die in der Materie selbst gelegen sind. Hieher gehört insbesondere die Schwierigkeit einer allgemein giltigen Definition des Unfallbegriffes. Theoretische Definitionen führen hier nicht zum Ziele; es bleibt nichts übrig, als in der Statistik jene Vorfälle als Unfälle zu zählen, die nach den Gesetzen der einzelnen Staaten tatsächlich als Unfälle behandelt werden, nämlich zu einem Entschädigungsanspruche Anlaß geben. Dies hat aber bei der Verschiedenheit der Gesetzgebung, Verwaltungspraxis und Judikatur in den einzelnen Ländern zur Folge, daß die Unfallszahlen wegen der Verschiedenheit des Unfallsbegriffes nicht ohne weiteres vergleichbar sind. Eine zweite Gattung von Schwierigkeiten liegt darin, daß die Verwaltungseinrichtungen

der einzelnen Länder die Erhebung gewisser Daten erschweren. Zu diesen Daten gehört die Zahl der beobachteten Personen. Redner verweist auf die erschöpfenden Ausführungen hierüber in den Referaten der Herren Cheysson und Fuster, welche den Begriff des „Vollarbeiters" entwickelt und die Schwierigkeiten geschildert haben, die sich der Feststellung der Zahl der „Vollarbeiter" in theoretischer und praktischer Beziehung entgegenstellen.

Die zu gewinnenden Zahlen über die Unfallshäufigkeit in den einzelnen Ländern werden demnach nicht völlig gleichwertig sein. Man wird also, vorläufig wenigstens, darauf verzichten müssen, aus der internationalen Statistik einen Maßstab zur Vergleichung der absoluten Unfallsgefahren zu gewinnen, der etwa zu versicherungstechnischen Untersuchungen verwendbar ist; allein man wird zweifellos zu einem internationalen Vergleiche des Unfallentschädigungswesens in den einzelnen Ländern gelangen, man wird nämlich aus den Verhältniszahlen der Unfälle Schlüsse auf die Wirkung, welche die Unfallgesetzgebung der einzelnen Länder zu gunsten der Verunglückten übt, ziehen können, und dies ist für den Sozialpolitiker, den Versicherungs-Fachmann, den Statistiker von großer Bedeutung. Redner erörtert dies an mehreren Beispielen und bespricht weiter die Frage der Einteilung der beobachteten Personen nach Berufen oder Betriebsgattungen.

Die Unterscheidung weniger großer Gruppen von Betrieben könne hier nicht genügen, denn es würden hiebei Betriebe zusammengefaßt, deren Unfallsgefahr der Höhe, Art und Veranlassung nach sehr verschieden sei; anderseits sei aber auch die internationale Vereinbarung einer detaillierten Liste aller Betriebsgattungen, deren Unfallsgefahr zu beobachten wäre, vorläufig aussichtslos. Am zweckmäßigsten wäre es, einen Mittelweg einzuschlagen, nämlich zunächst allerdings die großen Gruppen von Betrieben zu vereinbaren zu dem Zwecke, um ein Gesamtbild zu erlangen und alle zur Verfügung stehenden

unfallsstatistischen Daten in diesem Gesamtbilde zu vereinigen; überdies sollten aber innerhalb jeder Gruppe gewisse, überall stark vertretene einzelne Betriebsgattungen, wie z. B. in der Textilindustrie Spinnereien, Färbereien usw., herausgegriffen und hinsichtlich ihrer Unfallshäufigkeit einer besonderen Beobachtung unterzogen werden. Eine Liste der derart gesondert zu beobachtenden Betriebsgattungen ist in dem Referate des Redners beispielsweise aufgestellt.

*(M. le conseiller J. KAAN (Vienne) présente son rapport sur la statistique internationale des accidents. S'il est plus optimiste que ses co-rapporteurs, c'est que l'Autriche est arrivée à établir une statistique assez satisfaisante. Il s'est efforcé de montrer les circonstances qui facilitent l'entente sur ce point entre les statistiques des divers pays. Deux difficultés se présentent à qui veut apprécier la fréquence du risque; l'une provient de l'absence de définition certaine de l'accident et de l'obligation où l'on est alors de prendre pour base les accidents admis comme tels par les diverses législations et par suite mal comparables; l'autre provient de l'incertitude où l'on reste dans certains pays sur le nombre des assurés (cf. rapports Cheysson et Fuster). On n'obtiendra donc pas, pour le moment, de données scientifiques, mais on fournira des renseignements pratiquement utiles sur le gravité relative des divers risques Il faudrait décomposer les industries en très nombreuses spécialités, ce qui est pour le moment impossible au point de vue international, mais l'orateur (cf. son rapport) donne des exemples de classifications à tiroirs.)*

Zum Schlusse beantragt Redner im Einvernehmen mit den übrigen Referenten zu diesem Gegenstande folgende Resolution:

*L'orateur, d'accord avec ses corapporteurs, présente la résolution ci-après:*

„Der VII. Internationale Arbeiterversicherungs-Kongreß hat mit großem Interesse von jenen Beschlüssen Kenntnis

*„Le VII^e Congrès international des Accidents du Travail et des Assurances Sociales a pris connaissance avec grand*

genommen, welche bei der diesjährigen Session des Internationalen Statistischen Institutes zu London zufolge Referates des Herrn Cheysson in Angelegenheit der Einrichtung einer internationalen Unfallsstatistik gefaßt wurden. Der Kongreß beschließt auch seinerseits die Einsetzung einer Kommission zum weiteren Studium dieser Frage und beauftragt dieselbe, sich mit der von dem Statistischen Institute eingesetzten Kommission ins Einvernehmen zu setzen.

Der Kongreß versagt es sich zwar, der Kommission für ihre Arbeiten bestimmte Direktiven zu erteilen, empfiehlt derselben jedoch die von den Herren Cheysson, Kaan, Fuster und Klein vorgelegten Referate zur eingehenden Würdigung.

Der Kongreß würde es überdies begrüßen, wenn zunächst ein praktischer Versuch gemacht würde, eine zusammenfassende Darstellung der gegenwärtig bereits vorhandenen unfallstatistischen Ergebnisse in den einzelnen Ländern zu veröffentlichen."

*intérêt des décisions prises par la Session récente de l'Institut international de Statistique (Londres 1906) à la suite d'un rapport de M. Cheysson, relativement à l'etablissement d'une statistique internationale. Le Congrès décide de son côté de constituer lui aussi une commission pour continuer l'étude de cette question, et charge la dite commission de s'entendre avec la commission constituée par l'Institut international de statistique.*

*Le Congrès s'abstient à vrai dire de donner à l'avance à le Commission des directions pour ses travaux; il recommande toutefois à son examen attentif les rapports présentés par MM. Cheysson, Kaan, Fuster et Klein.*

*Le Congrès se féliciterait en outre de voir faire tout d'abord un essai pratique de publication synthétique des données statistiques déjà existantes sur les accidents du travail dans les divers pays."*

* * *

Regierungsrat Dr. Gustav Adolf KLEIN (Berlin) befürwortet die von Herrn Dr. Kaan vorgeschlagene Resolution. Er schildert unter Hinweis auf sein Referat „Zur Frage der Einrichtung einer

internationalen Unfallstatistik" die großen Schwierigkeiten eines solchen Unternehmens. Eine internationale Unfallstatistik könnte leicht irreführende Ergebnisse liefern, da gerade derjenige Staat, dessen Unfallgesetzgebung und -Fürsorge am weitesten geht, naturgemäß eine hohe Unfallhäufigkeit aufweisen muß. Jede Unfallstatistik, wie überhaupt jede Statistik, sei ihrem Wesen nach national und habe den praktischen Zwecken der einheimischen Verwaltung zu dienen, von deren weitgehender Verschiedenheit sie wesentlich abhängig sei. Jeder Staat habe die Statistik, die er seinen Einrichtungen und Bedürfnissen nach haben müsse und werde davon mit Rücksicht auf die Vergleichbarkeit nur schwer abgehen. So habe auch — in Bestätigung des Gesagten — die österreichische Statistik nicht ohne weiters die vom *Comité permanent* gebilligten deutschen Erhebungen und Bearbeitungen für sich angenommen, sondern entsprechend den österreichischen besonderen Verhältnissen vielfach abweichend gestaltet.

Redner geht auch auf einige Einzelfragen ein (z. Beisp. Trennung der Vollarbeiter nach Alter, Geschlecht und Tätigkeit im Betriebe) und empfiehlt (außer den bezeichneten Kommissionsarbeiten, die sicherlich auch für die nationale Ausgestaltung der Statistik Wertvolles liefern würden) eine eingehende internationale, zusammenfassende Bearbeitung der vorhandenen Unfallstatistiken unter Mitwirkung der Fachmänner in den in Betracht kommenden einzelnen Staaten.

*(M. le Conseiller KLEIN (Berlin) appuie cette résolution. Il rappelle les difficultés qui attendent le statisticien international. Les conclusions erronées seront fréquentes, car l'Etat qui protège le plus minutieusement ses ouvriers apparaîtra avec la statistique la plus chargée. Une statistique vraiment probante reste nationale; chaque Etat doit avoir son type national de statistique; l'Autriche par exemple n'a pu adopter intégralement le cadre allemand de statistique des accidents agricoles approuvé par le Comité permanent. L'orateur, en*

*attendant les travaux de la Commission, souhaite lui aussi voir utiliser les matériaux existants pour l'établissement d'une statistique synthétique.*

* * *

Professor Dr. Georg von MAYR, Unterstaats-Sekretär z. D. (München), spricht als Mitglied des Internationalen Statistischen Institutes und des Arbeiterversicherungs-Kongresses sein außerordentliches Bedauern darüber aus, daß Herr Cheysson der gegenwärtigen Tagung nicht anwohnen kann. Redner möchte vor allem vermieden haben, daß das Mißverständnis entsteht, als habe das Statistische Institut die Frage aus dem Arbeitsgebiet des Kongresses gewissermaßen annektieren wollen. Die Sache liegt aber anders. Das Institut ist vom Düsseldorfer Kongreß direkt aufgefordert worden, sich mit dem Gegenstande zu beschäftigen. Redner hält es nicht für zweckmäßig, daß zwei getrennte Kommissionen arbeiten. Er möchte zwar dem von Herrn Dr. Kaan gestellten Antrage nicht entgegentreten, doch setzt er voraus, daß dessen Ausführung in der Weise erfolgt, daß eine gemeinschaftliche Kommission arbeitet. Er bittet deshalb, daß man sich mit dem Präsidium des Internationalen Statistischen Institutes ins Einvernehmen setzt.

Obwohl Redner bei den betreffenden Verhandlungen des Institutes nicht anwesend sein konnte, da er einer anderen Sektion zu präsidieren hatte, empfing er doch den Eindruck, daß dies auch die Absicht des Institutes war, als es außer dem Kreise seiner Mitglieder noch andere Personen in die Kommission einbezog. In die Einzelheiten des statistischen Problemes einzugehen, ist nicht Sache des Kongresses. Aber Redner möchte doch gegenüber dem Pessimismus des Herrn Dr. Klein hervorheben, daß zwar allerdings in erster Reihe jede Statistik national ist, daß sich aber doch international verfolgbare Momente auch vorfinden. Die Kommission wird darauf zu achten haben, daß nach dieser Richtung hin gewürdigt wird, 1. die

Gestaltung der Erhebung selbst, 2. die Gestaltung der Ausbeute des Erhobenen, wobei möglichste Detaillierung der Differenzierung außerordentlich wichtig ist, 3. die Art der weiteren Nutzbarmachung der Ergebnisse, wobei auf die genaueste Ursachenstatistik besonderer Wert zu legen ist.

Für den Klein'schen Vorschlag der Herstellung einer Synoptik des jetzt schon Verfügbaren spricht sich Redner aus und meint, daß hierüber sehr gut eine Verständigung der Vertreter des Reichsversicherungs-Amtes und des kais. statistischen Amtes erzielt werden könnte. Zugleich empfiehlt der Redner der Kommission auch das Problem der allgemeinen Unfallstatistik, d. h. der Statistik der tötlichen Unfälle überhaupt, zu verfolgen, weil darin wichtiges Vergleichsmaterial im Rahmen der allgemeinen Bevölkerungs-Statistik geboten wird.

*(M. le professeur von MAYR (Munich) parle en qualité de membre de l'Institut international de Statistique et regrette l'absence de M. Cheysson. L'Institut a été invité par le VI^e Congrès (Dusseldorf) à examiner la question. Il faut éviter de faire travailler parallèlement deux Commissions. L'Institut a lui-même manifesté son désir de travail commun en introduisant dans la Commission d'autres personnes que ses membres. — M. Klein s'est montré trop pessimiste. On obtiendra des données d'une réelle utilité pour tous les pays, à condition notamment qu'on entre dans les détails des causes d'accidents. M. von Mayr souhaite lui aussi voir faire une étude synoptique des données existantes. Il recommande enfin à la Commission le problème de le statistique générale des accidents mortels.*

* * *

Wirkl. Geheimer Oberregierungsrat Dr. T. BÖDIKER (Berlin):

„Herr Cheysson wird aus unseren Verhandlungen lesen, wie sehr wir ihn hier vermissen. Unser Bedauern über seine Abwesenheit haben wir ihm ja schon telegraphisch mitgeteilt und er hat uns auch geantwortet. Herrn Dr. von Mayr, dem man kaum widersprechen kann, weil er ein Fachmann von europäischem Rufe ist, möchte ich doch darauf hinweisen, daß

wir uns mit unseren Vorschlägen nicht im Widerspruche mit den Düsseldorfer Entschließungen setzen. Wir wollen durchaus einmütig handeln, aber doch die Sache nicht ganz aus der Hand geben, da sie von weittragender Bedeutung ist. Und gerade Herr von Mayr wird eine Bürgschaft sein, daß die Herren parallel arbeiten und zu demselben Ziele gelangen. Es wird nicht nur keine Behinderung, sondern sogar gegenseitige Förderung geben, gemäß dem Wahlspruch: „Viribus unitis". (Beifall.)

*(M. le Président BÖDIKER regrette lui aussi l'absence de M. Cheysson. Il expose que les Congrès d'assurances sociales ne peuvent abandonner complètement l'étude de cette question l'essentiel est que les Commissions travaillent d'accord.)*

* * *

*Mr. Georges PAULET, Directeur de l'Assurance et de la Prévoyance sociales, Paris, dit qu'il ne saurait, pour sa part, discuter séance tenante, en cette matière particulièrement délicate et technique des accidents du travail, les conclusions de rapports qui n'ont pour la plupart été distribués que la veille ou le matin même. Mais il adhère très volontiers à la constitution d'une commission spéciale qui, dans une collaboration cordiale avec la commission de l'Institut international de Statistique, pourrait arrêter définitivement les cadres à remplir et, le cas échéant, comme le suggérait M. Kaan, les expérimentations à faire.*

*On peut d'ailleurs dès maintenant présumer que, pour tenir compte des différences très sensibles des diverses législations au point de vue des statistiques susceptibles de s'en dégager, on devra aménager en quelque sorte une statistique concentrique, dont les rayons différeraient avec le caractère même de chaque législation, mais qui aurait un centre unique et, pour toutes les parties communes, des classifications identiques ou équivalentes.*

* * *

Dr. Louis MAINGIE (Brüssel) stellt folgenden Antrag:

*Proposition de M. Louis MAINGIE (Bruxelles):*

*La commission spéciale dont il a été parlé ne pourrait-elle étendre quelque peu le cadre de ses travaux?*

*Au lieu de rechercher ce que les statistiques actuelles peuvent avoir de commun, n'y aurait-il pas une nécessité urgente à ce que cette commission:*

*1° étudiât un cadre statistique suffisant pour l'heure actuelle et en conseillât l'emploi comme minimum dans tous les pays où existe une législation sur les accidents du travail,*

*2° qu'elle préparât en étudiant les directives futures de la statistique lesquelles ne font encore que d'indiquer l'évolution scientifique nécessaire de la question des accidents du travail,*

*3° qu'élargissant le cadre de ses études, elle étudiât dès à présent le moyen de soumettre à la statistique toutes les questions d'assurance sociale qui relèvent de la science des nombres et établît définitivement le plan scientifique d'une étude rationnelle de ses questions?*

* * *

Sekretär Eduard FUSTER übersetzt den Antrag von Dr. Maingie ins Deutsche. Unter-Staatssekretär Dr. von MAYR schlägt vor, den Antrag der zu wählenden Kommission zu überweisen. (Angenommen.)

*Sur la proposition de M. von MAYR, cette proposition est renvoyée à la Commission qui doit être nommée.*

* * *

Regierungs-Rat Dr. KAAN wiederholt nochmals den deutschen Text seiner Resolution (siehe S. 674), welche unter

*Le texte allemand et le texte français de la résolution des rapporteurs sont relus. La résolution est adoptée.*

allseitiger Zustimmung angenommen wird. Als Mitglieder der Kommission, welche sich auch mit dem ständigen Ausschusse des Kongresses und mit den beteiligten Behörden ins Einvernehmen setzen sollen werden folgende Herren gewählt:

*Sont nommés membres de la Commission MM.:*

Cheysson, Fuster, Hjelt, Kaan, Klein, Kögler, Magaldi, Maingie, Mataja, von Mayr, Moser, Paulet.

* * *

Kapitän Charles de SAUTEIRON de SAINT-CLÉMENT (Rom), welcher sein Werk *„Les Accidents du Travail dans les Etablissements Militaires Italiens“* dem Kongresse übermittelt, berichtet hierüber folgendes:

*M. le capitaine de SAUTEIRON DE SAINT-CLÉMENT (Rome) qui a adresse au Congrès son ouvrage sur les accidents du travail dans les etablissements militaires italiens, prend la parole:*

*„Messieurs,*

*Je ne vais pas abuser de votre temps, d'ailleurs l'argumentation de la statistique a déjà été largement développé par les orateurs précédents. Il s'agit simplement pour moi de rappeler votre bienveillante attention sur les tableaux numériques qui se trouvent dans le mémoire que j'ai rédigé et qui vous a été distribué, ayant pour titre: „Les accidents du travail dans les établissements militaires italiens“.*

*Les chiffres de ces tableaux sont tirés de documents officiels et offrent les plus grandes garanties de sincérité, ils constituent dans un élément limité, mais précieux pour le travail de statistique, dont vous êtes appelés à donner la délégation à une commission spéciale, ainsi qu'il a déjà été proposé.*

*Messieurs, je n'ai que deux mots à ajouter pour exprimer le vœu, qui est dans tous nos coeurs, que l'organisation de la prévention des accidents du travail et des assurances contre leurs conséquences fâcheuses et pénibles devienne parfaite dans le plus bref délai.“*

* * *

*M. Georges G. PARAF, Ingénieur des arts et manufactures, attaché au Cabinet du Ministre de l'Intérieur (Paris), qui a offert au Congrès son ouvrage sur „l'Hygiène et la Sécurité du travail industriel“, ajoute les remarques suivantes:*

*„En réponse à la demande du délégué du Gouvernement italien, je dois faire savoir que l'obligation du travail est un élément de la peine dans nos prisons. Les accidents peuvent survenir aux gardiens, contremaîtres ou ouvriers libres et détenus. Ils sont régis respectivement quant aux premiers par la loi du 9 juin 1853 et les lois actuelles; seuls les détenus sont dans une situation indéfinie. Il ne leur est dû aucune réparation et on ne peut résoudre ces questions qu'à l'amiable. Une procédure est actuellement en préparation: une commission mixte sous la présidence de M. Millerand fonctionne dans le but d'étudier aux établissements pénitentiaires les lois actuelles. La difficulté réside dans la facilité qu'éprouvent ces individus de moralité douteuse à se blesser volontairement pour toucher des primes qui seraient rendues obligatoires par la loi.*

*En ma qualité de délégué du Ministre de l'Intérieur de la France, qui a dans les attributions de son département la direction de la mutualité, je tiens à dire au Congrès que contrairement à ce qui a été affirmé à cette tribune et afin qu'il n'y ait à ce sujet aucune équivoque, la question de la mutualité obligatoire ne figure dans aucun projet émanant de l'initiative gouvernementale.“*

* * *

Unter-Staatssekretär z. D. Dr. von MAYR (München):

„Was die Frage der Fürsorge für die Gefangenen betrifft, so ist sie meines Erachtens bejahend zu beantworten. Die

deutsche Gesetzgebung hat dies insbesondere für die Unfälle auch besonders getan. Die Befürchtung, daß die Gefangenen als minderwertige Leute geneigt sein könnten, tendenziös ihren eigenen Unfall herbeizuführen, erscheint nicht gerechtfertigt. Was die allgemeine Frage des „Mutualismus" anlangt, so möchte ich doch hervorheben, daß ein Gegensatz zwischen diesem und der Zwangsversicherung an sich nicht besteht. Auch wenn diese besteht und sogar in der Form besonderer Zwangseinrichtungen verwirklicht ist, verbleibt für den Mutualismus noch ein reiches Feld der Wirksamkeit; teils auf ganz neuen Gebieten der Fürsorge, teils in Gestalt von Zuschußleistungen zu den obligatorischen Leistungen. So liegt die Sache auch in Deutschland."

*(M. von MAYR (Munich) est d'avis que les prisonniers doivent être protégés contre les suites des accidents, comme en Allemagne. Il ne faut pas craindre que les prisonniers provoquent eux-mêmes des accidents pour en bénéficier. Quant aux rapports entre Mutualité et assurance obligatoire, celle-ci, même sous la forme de caisses obligatoires, n'exclut pas la Mutualité, qui peut en ce cas ouvrir de nouveaux champs à la prévoyance ou assurer des prestations complémentaires.)*

* * *

*M. Henry MAMY, Directeur de l'Association des Industriels de France contre les Accidents du Travail (Paris), résume son rapport sur le Musée de Prévention des Accidents du travail et d'hygiène industrielle de Paris. Il rappelle les efforts qui ont été faits par l'action publique on par l'initiative privée, et mentionne les associations d'appareils à vapeur et les associations contre les accidents de fabrique. Il indique que l'action excellente de ces œuvres laisse subsister une lacune, celle de l'enseignement par les yeux: cette lacune est comblée par le création de Musées, tels que ceux de Zurich, Vienne, Amsterdam, Munich, et surtout le magnifique Musée de Charlottenburg. La France va être dotée d'un Musée de ce genre, dû à l'initiative*

*de l'Association des Industriels de France et installé dans les locaux du Conservatoire national des arts de métiers.*

* * *

*Comm. Lionardo CARPI, Ingénieur (Rome), relève l'importance de la communication faite au Congrès par M. Mamy, relativement à la création d'un Musée de prévention des accidents du travail à Paris. „Je suis d'avis que la prévention doit être considérée au moins au même niveau de nécessité humanitaire et sociale que la réparation. Celle-ci a un but de distribution qui peut parfois ne pas être équitablement atteint l'autre a un but d'immunisation qui ne saurait manquer quand il trouve son application. Et à ce point de vue, l'objectif de populariser parmi les industriels et les ouvriers tous les moyens de prévention des accidents du travail, que la technique moderne a fournis et peut fournir, ne saurait jamais être assez recommandé à tous ceux qui s'occupent du grand devoir social de diminuer ou de soulager au plus possible les victimes du travail. Or rien ne peut mieux populariser la connaissance et l'emploi de ces moyens que la création de ces Musées de prévention dont on connait les remarquables exemples de Vienne, de Charlottembourg et d'Amsterdam, et dont la France vient d'augmenter le nombre. J'émets par conséquent le voeu que la création des Musées de prévention soit poursuivie parmi toutes les nations, et prie le Congrès d'appuyer ce voeu."*

* * *

Regierungsrat Ferdinand SCHNITZLER, Direktor-Stellvertreter der Arbeiter-Unfallversicherungsanstalt für Mähren und Schlesien in Brünn, gibt zu seinem Bericht über die Bestimmung des Grades der Unfalls-Invalidität eine Übersicht, über die in verschiedenen Staaten geltenden gesetzlichen Normen und unterscheidet drei Haupttypen: Prozentskalen für bestimmte Ver-

letzungsfolgen (Italien, Finnland, Schweden); Entschädigung nach der Lohneinbuße (Frankreich, England, Kanada, Neuseeland, Belgien); Entschädigung nach der Einbuße der Erwerbsfähigkeit (Deutschland, Österreich, Norwegen, Dänemark, Holland, Luxemburg, Rußland); die Vorzüge und Mängel dieser Normen werden vom Standpunkte der Theorie und der Praxis erörtert. Die dritte Gruppe von Normen ist theoretisch die beste, stellt aber bei der praktischen Durchführung die entscheidenden Stellen vor eine sehr schwere Aufgabe. Es handelt sich um zwei wesentlich verschiedene, wenn auch zusammenhängende Untersuchungen: die Feststellung der durch den Unfall hervorgerufenen Veränderungen an den körperlichen und geistigen Fähigkeiten des Verletzten und die Feststellung des wirtschaftlichen Schadens, der durch jene Veränderungen begründet wird. Die erste Feststellung ist Sache des ärztlichen Sachverständigen, die zweite ist technisch-wirtschaftlicher Natur und zweifellos der schwierigere Teil der Gesamtaufgabe. Diese Schwierigkeiten hat man dadurch zu besiegen gesucht, daß man Männer aus der Praxis, hauptsächlich Vertreter der Arbeitgeber und Arbeitnehmer zur Mitwirkung bei der Feststellung der Entschädigungen berufen hat. Eine ausreichende Bürgschaft dafür, daß die Entscheidungen den tatsächlichen Verhältnissen immer entsprechen, kann Referent in dieser Mitwirkung nicht erblicken, so lange die Praktiker nur die gelegentlich so nebenbei gemachten Wahrnehmungen zur Geltung bringen können. Es ist notwendig, die Erwerbsverhältnisse des Verletzten systematisch zu beobachten. Die Durchführung ist gewiß sehr schwierig, aber möglich. Allgemeine Regeln für den zu beobachtenden Vorgang lassen sich angesichts der Verschiedenheit der Einrichtungen in den einzelnen Staaten nicht aufstellen, wohl aber jene Momente bezeichnen, deren Erhebung unbedingt notwendig ist. Der Redner erwartet von der Durchführung der angeregten Beobachtungen eine wesentliche Verbesserung der Unfallsentschädigung, eine gerechtere Bemessung der Entschädigungen

eine bedeutende Verminderung der unerquicklichen Stritte. Die Frage, ob Entschädigungsskalen aufgestellt werden sollen und können, müsse vorläufig offen bleiben.

*(M. le Conseiller SCHNITZLER, Vice-Directeur de la Caisse d'assurance contre les accidents de Moravie et Silésie (Brünn), résume son rapport sur l'appréciation du degré d'incapacité. Il distingue trois types principaux: échelles d'indemnités fixées dans la loi selon les blessures (Italie, Finlande, Suède), indemnité correspondante à la perte de salaire (France, Angleterre, Canada, Nouvelle-Zélande, Belgique), indemnité correspodante à la perte de capacité (Allemagne, Autriche, Norvège, Danemarc, Hollande, Luxembourg, Russie). Le troisième système est le meilleur, mais le plus difficile à pratiquer: il faut apprécier (rôle du médecin) les modifications physiques et mentales subies, puis le dommage économique qui en résulte, appréciation technique très délicate, que l'on a voulu confier à des représentants des patrons et des ouvriers. Ce système est insuffisant. Il faudrait observer, non plus occasionnellement, mais systématiquement les conditions de gain du blessé.)*

* * *

Dr. Josef ZIPSER (Wien), welcher als Redner vorgemerkt war, verzichtet wegen der vorgerückten Zeit auf das Wort.

* * *

Herr Richard KAAN, Direktor-Stellvertreter der Arbeiter-Unfall-Versicherungs-Anstalt für Niederösterreich (Wien), weist darauf hin, daß in den Reihen der Praktiker schon seit Jahren die Notwendigkeit einer statistischen Beobachtung der Erwerbsverhältnisse von Unfallrentnern anerkannt wird. Dem Redner erscheint jedoch, abweichend vom Standpunkte des Referenten, als das nächste und hauptsächlichste Ziel solcher Erhebungen die Schaffung einer gerechten Entschädigungsskala (Schema zur Einschätzung des Grades der Unfallsinvalidität), ein Ziel, von welchem man sich nicht durch allfällige, gelegentlich dieser

Beobachtungen zu gewinnende, anderweitig wertvolle Resultate abdrängen lassen möge. Die Revision der im Gebrauche stehenden, höchst unzulänglichen Schemen ist in Österreich umso dringlicher, als die territoriale Veranlagung der Unfallversicherung trotz ihrer gegenüber der berufsgenossenschaftlichen Organisation weitaus überwiegenden Vorteile zweifellos eher zur schablonenhaften Rentenbemessung verführt, und zwar aus dem Grunde, weil sie sich mit der Invaliditätseinschätzung für alle Berufsgattungen befassen muß und hiebei naturgemäß jener Spezialerfahrungen ermangelt, welche die berufsgenossenschaftlichen Unfallversicherungs-Anstalten in bezug auf die erwerbschädigenden Wirkungen bestimmter Verletzungen in den einzelnen Berufen angesammelt haben.

Die in Rede stehenden Informationen im Wege der schriftlichen Befragung der Arbeitgeber mittels Formulare einzuziehen, ist nicht ratsam, weil dieser Erhebungsmodus die Gefahr nahe rückt, eine reine Verdienstentgangsstatistik zu treiben, wogegen die Vornahme dieser Erhebungen an Ort und Stelle durch eigene Anstaltsorgane (Beauftragte, Inspektoren) weit eher die Gewähr bietet, daß alle für die kritische Wertung des Verdienstentganges belangreichen persönlichen, arbeitstechnologischen und wirtschaftlichen Verhältnisse festgestellt werden. Es steht dahin, ob aus den Verdienstentgängen allein, ja selbst aus dem Durchschnitte großer Zahlen von Verdienstentgängen eine gerechte und verläßliche Entschädigungsskala gewonnen werden kann, und es ist erwägenswert, ob es sich nicht empfiehlt, in Fällen, in welchen eine auffallende Divergenz zwischen Verdienstentgang und pathologischer Verletzungsfolge zutage tritt, an der Ziffer dieses Verdienstentganges eine allen Besonderheiten des Falles entsprechende Korrektur vorzunehmen und diese korrigierten Ziffern neben den erhobenen konkreten Verdienstentgängen der Verarbeitung zur Verfügung zu stellen. Zu diesem Ende ist auch die intensive Mitwirkung der Ärzte bei den anzustellenden Beobachtungen (periodische Nachunter-

suchungen) erforderlich, wie denn auch von dieser Mitwirkung noch viele wertvolle Aufschlüsse über den Einfluß der häufigen pathologischen Komplikationen (Vorverletzungen, Berufskrankheiten, Tuberkulose) auf die Gestaltung der Unfallinvalidität und die Erwerbsverhältnisse der Rentner zu erwarten sind. Schließlich lenkt der Redner die Aufmerksamkeit des Kongresses auf die sehr weitgehenden Verschiedenheiten der Praxis der Rentenzuspruchstellen bezüglich der Wertung dieser Komplikationen und gibt zu bedenken, daß selbst bei Gewinnung eines vollkommen zutreffenden Entschädigungs-Schemas die so wünschenswerte Übereinstimmung der Schätzungen für gleiche Berufe und gleiche Verletzungsfolgen nicht erzielbar ist, wenn man sich nicht auf gewisse leitende Grundsätze hinsichtlich der Wertung der Komplikationen einigt, was vielleicht in Ansehung typischer chirurgischer Komplikationen möglich sein wird.

*(M. ZIPSER ayant renoncé à la parole, M. R. Kaan, Vice-Directeur de la Caisse d'assurance contre les accidents de la Basse-Autriche, expose qu'il est nécessaire d'étudier statistiquement les conditions de gain des pensionnés d'accident, afin d'aboutir à une équitable échelle d'indemnités. L'organisation territoriale autrichienne, quoique préférable à l'organisation corporative, aboutit à des fixations routinières et uniformes, car l'on ne tient pas assez compte des effets des blessures selon les professions. Il ne suffira pas, pour cette enquête, de connaître le salaire perdu, il faudra apprécier à tous autres égards la situation du pensionné, notamment dans les cas où il y aura divergence frappante entre la perte de salaire et la lésion pathologique. Des médecins feraient des révisions périodiques et renseigneraient en outre utilement sur les complications éventuelles et l'effet des lésions antérieures ou ultérieures. Les complications sont très diversement appréciées et, même si l'on aboutit à une échelle d'indemnités satisfaisante, il faudra encore poser des règles nettes relativement à l'appréciation des complications.)*

* * *

Herr Karl VANÉK, Sekretär der allgemeinen Arbeiter-, Kranken- und Unterstützungskasse in Brünn findet, daß die Frage der Bestimmung des Invaliditätsgrades eine äußerst schwierige ist und der Nutzen in keinem Verhältnisse zu den Kosten und Schwierigkeiten steht, welche ihre Lösung verursacht. Der verunglückte Arbeiter hat einen dauernden Schaden und Schmerz erlitten und soll deshalb dauernd entschädigt werden. Eine Beobachtung des Rentners und nachträgliche Änderung der Rentenbemessung ist nur dann zulässig, wenn der skalamäßig entschädigte Arbeiter in seiner Rente keinen genügenden Ersatz seines Verdienstes findet. Auch die Durchführung der Beobachtungen stößt auf Hindernisse. Vor allem fragt es sich, wer die Beobachtungen anstellen soll. Dr. Freund machte in seinem Referate den Vorschlag, den Volksschullehrer zu verschiedenen Arbeiten im Dienste der sozialen Versicherung, zur Rentenüberwachung usw., heranzuziehen. Dieser Vorschlag ist sehr gefährlich. Der Lehrer soll seiner eigentlichen Aufgabe, der Kindererziehung, nicht entzogen werden und die Arbeiter werden gegen jeden Versuch im obigen Sinne energisch Stellung nehmen.

*(M. VANÉK, Secretaire de la Caisse générale de secours de Brünn, insiste sur les difficultés de telles enquêtes, et proteste contre l'idée émise par M. Freund de charger l'instituteur du contrôle des pensionnés.)*

* * *

Privatdozent Dr. Bruno FLEISCHER (Tübingen):

„Zu dem Referat von Herrn Regierungsrat Schnitzler möchte ich mir auch vom ärztlichen Standpunkte einige Bemerkungen erlauben; die Schwierigkeiten der Bewertung der körperlichen Beschädigungen durch Unfälle in Beziehung auf die spätere Erwerbsfähigkeit ist ja besonders von uns Ärzten empfunden worden und ist besonders zu Beginn der Unfallversicherungsgesetzgebung eine außerordentlich große gewesen. Wir

sind im Laufe der Zeit zu bestimmten Normen in der Bewertung der verschiedenen körperlichen Beschädigungen gekommen. Aber auch wir erkennen an, daß häufig diese ärztlichen Festsetzungen mit den tatsächlichen Verhältnissen nicht übereinstimmen. Diese Tatsache und die womögliche Vermeidung derselben hat auch auf dem letztjährigen internationalen Ophtalmologen-Kongreß einen Hauptteil der Verhandlungen gebildet und es sind hiezu eingehende Referate erstattet worden — von deutscher Seite in umfassender Weise von Axenfeld. Der große Wert der Feststellung des tatsächlichen Verdienstentganges ist allgemein hervorgehoben worden und es ist auch von der Vereinigung westphälischer Augenärzte ein Formular ausgearbeitet und zur allgemeinen Annahme empfohlen worden. Von einer definitiven Entschlußfassung hierüber hat der Kongreß damals Abstand genommen; aber im Prinzipe wird auf diese Festsetzung des tatsächlichen Verdienstentganges in großem Rahmen auch vom ärztlichen Standpunkte ein großes Gewicht gelegt".

*(M. le Dr. FLEISCHER (de Tubingue) rappelle que les médecins sont arrivés à fixer quelques normes, en ce qui concerne les effets probables des blessures. Les ophtalmologistes s'en sont récemment occupés en congrès, et beaucoup voudraient arriver à une statistique des pertes réelles du salaire subies après accident.)*

* * *

Dr. Giuseppe PARATORE, *Presidente del Consiglio del „Sindicato maritimo italiano per l'assicurazione contra gli infortuni della gente di mare"* (Rom), welcher einen Bericht über die Unfallversicherung der Seeleute erstattet hat, ist nicht anwesend. Ebenso sind Dr. PERIER, *Membre de l'Académie de Médecine* (Paris), welcher über die Schätzung des Grades der Invalidität nach Arbeitsunfällen, und Mineningenieur WEISS (Paris), welcher über die zahlenmäßige Bewertung der Verminderung des Sehvermögens bei Augenverletzungen berichtet hatte, nicht gegenwärtig.

Da auch niemand zu diesen Referaten das Wort wünscht, wird zum Referate des Reichstags-Abgeordneten Dr. Otto MUGDAN (Berlin): „Die Mitarbeit der Ärzte im Rentenfestsetzungsverfahren bei der reichsgesetzlichen Unfallversicherung in Deutschland" übergegangen. Dr. Mugdan ist zwar persönlich nicht anwesend, doch nimmt Dr. Friedrich BAUER (München) hiezu das Wort:

„In den letzten Tagen hat man viel von den großen Leistungen der deutschen Arbeiterversicherung gesprochen, der Mitarbeit der Ärzte dabei hat man nur flüchtig gedacht. Und doch ist sie sehr wichtig; denn ihre Tätigkeit ist von großer Bedeutung u. zw. auch in finanzieller Beziehung: sie haben die Arbeitsunfähigkeit, die Invalidenrente zu begutachten. Besonders in letzterer Beziehung müssen sie mit großer Milde und Weitherzigkeit verfahren, da dieselbe ja ohnehin äußerst niedrig bemessen ist. Man hat in letzter Zeit von behördlicher Seite in Preußen versucht, dieser Milde durch staatliche Kontrollmaßregeln entgegenzutreten. Diese Tätigkeit des Staates zeugt von keiner besonderen Fürsorge und gerade in der Invalidenversicherung zeigt es sich, daß der goldene Mantel, von dem gesprochen wurde, gewaltige Löcher hat. Die Kranken, welche nach einer gewissen Zeit von der Krankenkasse nicht mehr unterstützt werden, kommen in die Invalidenversicherung. Die Rente ist aber sehr niedrig. Wie soll z. B. ein arbeitsunfähiger Tuberkuloser von einer derartigen Rente leben? Da müßte man schon einen zwölfmal größeren goldenen Mantel nehmen, um all das Elend zuzudecken. (Zustimmung).

Meine Herren, um diese Tätigkeit ausüben zu können zum Wohle der Versicherten, muß der Ärztestand nach allen Seiten frei und unabhängig sein; und es ist notwendig, auch die Krankenkassen-Vertreter darauf aufmerksam zu machen, daß der unfruchtbare Kampf gegen das Freiheitsbedürfnis der Ärzte nicht fortgesetzt werden dürfe. Sorgen Sie Alle dafür, daß dies durch die Gesetzgebung ermöglicht wird!"

*(MM. Dr. PARATORE (Rome), Dr. PERIER (Paris), WEISS (Paris), qui ont presenté des rapports, ne sont pas présents.*

*M. le Dr. MUGDAN, rapporteur sur la question de la participation des médecins à la procédure de fixation des rentes d'accidents, est absent, mais le Dr. BAUER, de Munich, prend la parole sur ce rapport. Il proteste contre les mesures de contrôle des pensionnés, par lesquelles le gouvernement prussien cherche à contrecarrer l'influence bienfaisante des médecins. Le fameux manteau d'or est déjà bien peu de chose, et les rentes sont dérisoires. Il faudrait un manteau douze fois plus doré.)*

* * *

Wirkl. Geh. Ober-Regierungsrat Dr. T. BÖDIKER ergreift nach den Ausführungen von Dr. Bauer das Wort zu folgenden Bemerkungen:

„Meine Damen und Herren! Damit nicht ein Mißverständnis unter den Ausländern bezüglich der Tätigkeit der königl. preußischen Staatsregierung entsteht, muß aufgeklärt werden, warum ein System der Kontrolle darüber eingeführt wurde, daß die Invalidenrente nicht zu freigebig bewilligt werde. Das Nähere über die Ausübung dieser Kontrolle im einzelnen kenne ich zwar nicht, aber soweit sie eingeführt wurde, kann es sich nur darum handeln, daß das Gesetz auch wirklich zur Anwendung gelange, welches bestimmt, daß Invalidenrenten nur diejenigen bekommen, die weniger als ein Drittel des Lohneinkommens Gesunder (um es kurz auszudrücken) verdienen können. Solange das Gesetz nicht geändert wird, muß es selbstverständlich gehandhabt werden, und wenn der Vorredner gesagt hat, die Renten seien so niedrig, daß niemand davon leben könne, so muß darauf aufmerksam gemacht werden, daß dies auch gar nicht die Absicht des Gesetzes ist; es soll sich doch nur darum handeln, dem Invaliden einen Zuschuß zur Lebenshaltung zu gewähren, weil er im allgemeinen noch in der Lage ist, sich noch etwas (bis zu $^1/_3$ seines Lohnes in gesunden Tagen) zu verdienen. Wenn der Vorredner angegeben hätte, woher man die Mittel für die Erhöhung der Renten nehmen will, so wäre mit ihm darüber zu reden. Aber er hat nur von einem zwölfmal größeren goldenen Mantel und zwölfmal höheren Goldpyramiden gesprochen. Ja, würde man

die Renten verzwölffachen, so würden die Rentenempfänger gar vornehme Rentner werden, die doppelt und dreifach soviel erhielten, wie die Gesunden verdienen. Das wäre allerdings eine gar liebliche Zukunftsmusik (Heiterkeit). Wir in Deutschland sind nicht so reich, daß wir den Mantel verzwölffachen können.

Wer wie ich der Meinung ist, daß die Witwen- und Waisenversicherung sehr notwendig ist, sollte sich davor hüten, denjenigen, die mit der Arbeiterversicherungsgesetzgebung zu tun haben, durch derartige geradezu sinnlose Äußerungen alle Lust zu nehmen, jedenfalls es ihnen zu erschweren, an dem Ausbau der Versicherung ferner mit Erfolg tätig zu sein.

Meine Herren! Ich habe in einem Referate für den Düsseldorfer Kongreß 1902 ausgeführt, was die Witwen- und Waisenversicherung kosten würde. Es ist unsäglich bequem, zum Fenster hinaus zu erklären: „Das, was Ihr gebt, ist alles nichts!" — Aber das sind ja Redewendungen, die auf einem internationalen Kongreß nicht am Platze sind! — Derartiges mag man wo anders sagen, aber nicht hier, weil es Ihnen hier ja niemand glaubt. Warten Sie ab, bis wir Deutschen und andere Länder die Witwen- und Waisenversicherung mit ihren Hunderten von Millionen an Kosten durchgeführt haben werden, und wenn dann längerer Friede herrscht und ein großer Aufschwung der Industrie und Landwirtschaft kommt, dann sehen Sie mal zu, ob es möglich sein wird, die Renten zu erhöhen. Heute aber sollte man solche utopistische Ideen nicht vorbringen, von denen Herr Präsident von Kink mit Recht gesagt hat, daß wir uns von ihnen ferne halten sollten.

Übrigens möchte ich dem Vorredner doch noch Folgendes vorhalten, wenn er sagt, daß die gewährten Unterstützungen für nichts sind. Einer von den Herren hat das Referat des Regierungsrates Kögler angegriffen, wo von der verhältnismäßigen Niedrigkeit des Betrages von 80 K gesprochen wird. Jener Redner hat dies mißverständlich aufgefaßt, daß Herr Kögler meine, 80 K spielten keine Rolle. Demgegenüber haben nun die gegnerischen Redner gesagt: „80 K ist eine sehr beträchtliche, große Summe für den Haushalt eines Arbeiters".

Nun wohl, meine Herren, unsere Invalidenrenten sind nicht 80 K, auch nicht bloß 80 oder 100 Mark; wenn aber in Ihren

Augen 80 K schon schwer wiegen, so wiegen 160 K (d. i. der nur selten vorkommende Mindestbetrag unserer Invalidenrenten) schon doppelt so schwer, und darum bitte ich Sie, daß Sie uns nicht vorhalten: „Das ist alles nichts und dieses „nichts“ wird den armen Leuten noch durch die preußischen Kontrollen verkümmert oder gar vorenthalten“. — Die preußische Regierung hat (wie jede andere Regierung) nicht nur das Recht, sondern auch die Pflicht — denn im öffentlichen Leben stehen Recht und Pflicht sich gegenüber — darauf zu sehen, daß das Gesetz, wie ich schon bemerkt habe, auch wirklich gehandhabt wird, solange es in seiner derzeitigen Form besteht“. (Lebhafte Zustimmung).

*(M. le Président BÖDIKER explique, à propos du discours précédent, qu'en effet, il a été nécessaire d'exercer un contrôle sur les pensionnés d'invalidité, afin de ne pas laisser la pension à ceux qui ne se trouvent plus dans le conditions requises. On se plaint que les rentes soient faibles: c'est qu'elles ne doivent représenter qu'une contribution à l'entretien de l'invalide qui, en général, peut encore gagner quelque chose. Où trouverait-on l'argent pour donner douze fois davantage, c'est à dire plus qu'aux valides? On complique singulièrement par de telles exagérations la tâche de ceux qui veulent aujourd'hui protéger les veuves et orphelins. D'autres orateurs, heureusement, ont reconnu la valeur de ces deux cents francs (rente actuelle) pour le vie ouvrière.)*

* * *

Dr. Wolf BECHER (Berlin) lenkt die Aufmerksamkeit der Versammlung darauf, daß bei den Streitfällen in Unfallsachen oft das Zeugnis eines Arztes notwendig ist, der weder in irgend einer Beziehung zur Berufsgenossenschaft noch zu dem Schiedsgerichte für Arbeiterversicherung steht, sondern vollkommen unabhängig ist. Es ist nun in Berlin, München und anderen Orten eine Vereinbarung zwischen den Arbeitersekretariaten oder den Genossenschaften einerseits und den Ärztevereinen anderseits dahingehend getroffen worden, daß die ärztlichen Vereine ärztliche Einzelgutachter und, zum Teil unter Mit-

wirkung von Spezialisten, Gutachterkollegien stellen, die somit Gutachten verschaffen können, welche von keiner Seite irgendwie beeinflußt werden.

*(Le Dr. BECHER (Berlin), fait connaître que, le témoignage d'un médecin absolument indépendant étant souvent nécessaire en matière d'accidents, les associations de médecins ont, à Berlin, à Munich, traité avec les secrétariats ouvriers et les corporations d'assurance et leur fournissent des expertises indépendantes.)*

* * *

Graf L. B. SKARZYNSKI vom kaiserl. russischen Finanzministerium (St. Petersburg):

„Da es das Hauptziel des Kongresses ist, für die möglichste Ausbreitung der Arbeiterversicherung zu wirken, sollten jene Kongreßmitglieder, deren Heimatland noch keine Versicherung besitzt, in ihrer Tätigkeit daheim unterstützt, nicht ihnen aber ihre Aufgabe dadurch erschwert werden, daß die Leistungen der Staaten, deren Arbeiterversicherungsgesetzgebung mustergiltig ist, als für die Arbeiter belanglos hingestellt werden. Wenn wir in Ländern, wo noch keine Arbeiterversicherung eingeführt ist, für eine solche kämpfen, wird immer gesagt: „Dafür haben wir kein Geld", worauf wir sagen müssen: „Dann geben Sie keine großen, aber geben Sie wenigstens kleine Renten". Wenn jedoch jene Männer, deren Widerstand gegen eine Arbeiterversicherung wir bekämpfen müssen, die Berichte über internationale Kongresse lesen und sehen, daß auf den Kongressen immer behauptet wird, die deutsche Arbeiterversicherung leiste zu wenig, sie tauge zu nichts, dann haben sie eine starke Waffe gegen uns und dann wird uns die Sache sehr schwer gemacht. Aus diesem Grunde möchte ich den Wunsch aussprechen, daß auf den internationalen Kongressen, wenn irgend tunlich, von einer Erhöhung der Renten nicht gesprochen werde, insolange so viele europäische Länder die Arbeiterversicherung nicht eingeführt haben".

*(Le Comte SKARZYNSKI (St. Petersbourg), considérant que divers pays n'ont pas encore d'assurance ouvrière, con-*

*state qu'on compromet les efforts des propagandistes de l'assurance dans ces pays en venant dans des congrès internationaux dénigrer les assurances allemandes et déclarer inutiles les rentes qu'elles accordent.)*

* * *

Über das Referat von Regierungsrat SIEFART (Berlin) „Unfallversicherung und Berufskrankheiten" berichtet an Stelle des am Erscheinen verhinderten Referenten Regierungsrat Dr. Gustav Adolf KLEIN (Berlin):

Der Verfasser hat es in erster Reihe als seine Aufgabe betrachtet, darzulegen, welche Stellung die Betriebsunfälle und die Berufskrankheiten in der Gesetzgebung wie in der Rechtsprechung und Verwaltung in Deutschland einnehmen, und zwar sowohl jede dieser Gruppen allein als auch beide im Verhältnisse zu einander.

Der erste Teil des Referates von Regierungsrat Siefart beschäftigt sich vorzugsweise damit, in welcher Weise in der Rechtsprechung — namentlich des Deutschen Reichsversicherungs-Amtes — Betriebsunfälle und Berufskrankheiten von einander unterschieden werden, wobei darauf hingewiesen wird, wie das Unterscheidungsmerkmal zwischen beiden, die für den Unfallbegriff wesentliche „Plötzlichkeit", in jener Rechtsprechung zwar aus sozialpolitischen Gründen eine möglichst wohlwollende, aber auch eine dem praktischen Bedürfnisse durchaus genügende Auslegung erfahren habe. Im Anschlusse hieran ist ausgeführt und durch Beispiele beleuchtet, daß gleichwohl die tatsächliche Feststellung, ob ein Leiden plötzlich oder allmählich entstanden ist, oft große Schwierigkeiten bereitet. Die Abgrenzung der Berufskrankheiten nach der anderen Seite hin, nämlich ihre Aussonderung aus dem allgemeinen Begriffe „Krankheiten", ist nach dem jetzigen Stande der deutschen Gesetzgebung ohne praktische Bedeutung. Denn die Berufskrankheiten genießen als solche zur Zeit in Deutschland keinen besonderen Versicherungsschutz; sie fallen vielmehr unter die Krankenversicherung und unter die Invalidenversicherung. Die Frage anlangend, wie etwa eine Besser-

stellung der durch Berufskrankheiten Geschädigten durch eine Angliederung an die Unfallversicherung herbeigeführt werden könnte, ist der Referent der Ansicht, daß rein logische Definitionen in dieser Beziehung wohl stets unbefriedigend und für die Praxis wenig brauchbar bleiben werden, daß es aber auch ein vergebliches Bemühen sein dürfte, vom medizinischen Standpunkte aus bestimmte und allgemein giltige Merkmale zur Unterscheidung zwischen Berufskrankheiten und anderen Krankheiten aufzustellen. Es wird daher nach der Meinung des Referenten im wesentlichen Sache praktischer Erwägungen sein, wie weit eine Gesetzgebung den durch Berufskrankheiten Geschädigten vor anderen Kranken oder Invaliden eine besondere Fürsorge zuwenden will, wobei selbstverständlich finanzielle Rücksichten sehr erheblich ins Gewicht fallen werden. Die diese Gesichtspunkte enthaltenden Ausführungen wollen zugleich dartun, daß sich nach der Ansicht des Verfassers Abgrenzungen in tatsächlich verwendbarer Weise nicht durch Bezeichnungen wie „spezifische Berufskrankheiten", „Gewerbekrankheiten im engeren Sinne" oder dergleichen treffen lassen und auch nicht durch Bestimmung gewisser Betriebe als derjenigen, auf welche sich die besondere Fürsorge für die durch Berufskrankheiten Geschädigten beschränkt. Der Referent ist hiebei bemüht (auch durch Anführung von Beispielen) darzulegen, daß seiner Überzeugung nach jede derartige Unterscheidung zu Unbilligkeiten führen und Ungleichheiten, wie sie heutzutage auf diesem Gebiete hervortreten, auch fernerhin bestehen lassen würde.

Er hält es, falls der Gesetzgeber überhaupt den Berufskranken eine weitergehende Fürsorge gewähren will, als sie bisher in Deutschland genießen, für die beste Möglichkeit, daß man sich damit begnügt, eine wesentliche Mitwirkung der Betriebsgefahren bei der Hervorbringung oder Verschlimmerung eines Leidens als hinreichend zur Begründung des Entschädigungsanspruches zu bezeichnen und es der Rechtsprechung im Vereine mit der Gutachtertätigkeit der Ärzte zu überlassen, ob im Einzelfalle ein ausreichender Zusammenhang in diesem Sinne besteht. Es wird freilich dabei nicht verkannt, daß sich bei dieser Behandlungsweise in tatsächlicher Beziehung der Beweisführung

und der Urteilsfällung erhebliche Schwierigkeiten entgegenstellen würden, weit größere noch, als sie sich jetzt bei der Prüfung des ursächlichen Zusammenhanges zwischen einem Betriebsunfalle und einem inneren Leiden geltend machen.

Im Deutschen Reiche sind durch Gesetzgebung und Verwaltung in ausgiebigster Weise Maßregeln getroffen, um nicht nur Betriebsunfälle sondern auch Berufskrankheiten nach Möglichkeit zu verhüten; auch private Bestrebungen, namentlich der Arbeitgeber, gehen dahin, dieses Ziel teils unmittelbar, teils mittelbar zu verwirklichen. Dabei ist besonders auch die wohltätige Bedeutung hervorzuheben, welche die Berufsgenossenschaften schon an sich als Träger der Unfallversicherung und noch mehr durch Erlassung von Unfallverhütungsvorschriften und deren Überwachung für die Bekämpfung der Berufskrankheiten gewonnen haben.

Was aber die Fürsorge für die Opfer von Berufskrankheiten anlangt, so sucht das Referat der vielfach verbreiteten Vorstellung entgegenzutreten, als ob in dieser Beziehung die deutsche Arbeiterversicherungsgesetzgebung noch eine ganz wesentliche Lücke aufweise. Allerdings nehmen die Berufskranken nicht an der Unfallversicherung Anteil. Es ist auch, wie der Referent ausführt, der wiederholt — namentlich von ärztlicher Seite — gemachte Vorschlag entschieden zurückzuweisen, Berufskrankheiten dadurch in die Unfallversicherung einzubeziehen, daß man sie als eine fortgesetzte Reihe einzelner kleiner Unfälle ansieht. Aber es ist nicht zu unterschätzen, daß Krankenversicherung und Invalidenversicherung dem durch eine Berufskrankheit Beeinträchtigten erhebliche Vorteile (namentlich auch Heilanstaltspflege) bieten. Der Hauptmangel, daß die Hinterbliebenen eines an einer Berufskrankheit Verstorbenen bisher keinerlei Entschädigung erhalten, wird hoffentlich durch die von der deutschen Regierung bereits energisch in Angriff genommene Gesetzgebung, betreffend die Witwen- und Waisenversorgung, beseitigt werden. Immerhin wird auch in dem Referate zugegeben, daß die auf Kranken- und Invalidenversicherung angewiesenen Berufskranken in mancher Beziehung (niedrigere Renten, Wartezeit bei der Invalidenrente, keine Teilrenten bei dieser, also Notwendigkeit, schon einen sehr erheblichen Grad von Erwerbsunfähigkeit erreicht zu haben usw.)

schlechter gestellt sind, als wenn sie den Bestimmungen der Unfallversicherungsgesetze unterständen.

*(M. le Conseiller KLEIN (Berlin) présente le rapport de M. le Conseiller SIEFART (qui est absent) sur les maladies professionnelles et l'assurance contre les accidents. Le rapport indique d'abord comment la jurisprudence allemande distingue entre accident et maladie professionnelle, distinction souvent difficile. Il appartient aux hommes de la pratique de définir les maladies professionnelles qui pourraient être assimilées aux accidents. On aboutit à des injustices lorsqu'on veut trop systématiquement faire une situation privilégiée à des „maladies professionnelles spécifiques" et au personnel de certains groupes d'entreprises. Le seul moyen d'améliorer la protection des victimes de maladies professionnelles, c'est d'admettre, comme justifiant une indemnité, toute contribution notable du risque professionnel à la naissance ou à l'aggravation d'un état pathologique; cette contribution sera constatée par les praticiens; ce sera une question d'espèces, plus difficile encore à trancher, d'ailleurs, que la question si délicate des relations causales entre accident et maladie interne. Le rapporteur tient à constater que les victimes de maladies professionnelles sont protégées déjà par les assurances contre la maladie et l'invalidité, moins bien il est vrai que si ces maladies étaient assimilées aux accidents.)*

* * *

Dr. Paul KRISCHE, geh. Regierungsrat im kgl. sächsischen Ministerium des Innern (Dresden), nimmt zu seinem Referate: „Unfallverhütung und technische Aufsichtsbeamte in Deutschland" das Wort. Er knüpft an das ausgezeichnete Referat an, das Senatspräsident Hartmann (Berlin) dem VI. Arbeiterversicherungskongreß zu Düsseldorf erstattet hat, und hebt daraus zustimmend hervor, wie die Einführung der Unfallversicherung den technischen Wissenschaften den Anstoß gegeben hat; der betriebssicheren Konstruktion der Arbeitsmaschinen besondere Aufmerksamkeit zuzuwenden, wie ferner

die Industrie seitdem in der Erzeugung betriebssicherer Maschinen wetteifert. Referent geht hierauf auf die Entwicklung der staatlichen Gewerbeaufsicht in Deutschland kurz ein, wo sich in den letzten zwanzig Jahren die Zahl der Beamten des Gewerbeaufsichtsdienstes versechsfacht hat, und schildert die Bemühungen, die auf dem Gebiete der Unfallverhütung von den Berufsgenossenschaften durch Erlaß von Unfallverhütungsvorschriften und Anstellung von technischen Aufsichtsbeamten zur Überwachung ihrer Durchführung aufgewendet worden sind. Unter Betonung der Tatsache, daß auf mangelhafte Betriebseinrichtungen verhältnismäßig nur wenige Unfälle zurückzuführen sind, wird ausgeführt, daß die Tätigkeit der technischen Aufsichtsbeamten naturgemäß nur von geringer Wirkung auf die Gesamtzahl der Unglücksfälle sein könne. Größeres Gewicht sei darauf zu legen, daß die Versicherten selbst durch kurz und treffend gefaßte Vorschriften über ihr Verhalten gegenüber Betriebsgefahren aufgeklärt und diese Vorschriften ihnen wiederholt und eindringlichst eingeschärft werden. Die Arbeitgeber müssen auch bei Strafe verantwortlich gemacht werden, daß dies wirklich geschieht. Besonders notwendig sei es aber auch, daß die mit der Aufstellung von Unfallverhütungsvorschriften rückständigen landwirtschaftlichen Berufsgenossenschaften das Versäumte baldigst nachholen und insbesondere eine eingehende Betriebsüberwachung ungesäumt einführen, wogegen man sich allerdings noch vielfach ablehnend verhält.

*(M. le Conseiller KRISCHE (Dresde) analyse son rapport sur la prévention des accidents et la surveillance technique en Allemagne. Il constate que l'assurance a provoqué de réels progrès dans la construction des machines. Il insiste sur la nécessité de donner aux ouvriers des prescriptions très précises, ainsi que sur l'urgence de faire prendre par les corporations agricoles des règlements sur le prévention, complétés par une surveillance sévère.)*

* * *

Dr. Robert MARSCHNER, Advokat und Sekretär der Arbeiter-Unfallversicherungs-Anstalt für Böhmen (Prag), führt unter Bezug auf sein schriftliches Referat kurz aus, daß die Verpflanzung der Schadenersatzansprüche der Fürsorgeberechtigten und das hiezu notwendigen Rechtsinstitutes der Arbeiterversicherung in das Gebiet des öffentlichen Rechtes dazu führte, zu dem bisher geltenden privaten Schadenersatzrechte Stellung zu nehmen. Die einzelnen Unternehmungen bilden gleichsam kleine Kreise, in denen sich öffentlich-rechtliche Beziehungen zwischen Arbeitgebern und Arbeitnehmern einer- und der Versicherungsgemeinschaft anderseits ergeben, wenn der Unfall durch ein Verschulden des Arbeitgebers herbeigeführt wurde. Da die Arbeiterversicherung dem Unternehmer die Last der öffentlich-rechtlichen Beiträge brachte, ließ man ihm dem Rechtsgrunde nach eine Einschränkung seiner Schadenersatzpflicht zukommen, nämlich dem Versicherten gegenüber auf die absichtliche, der Versicherungsgemeinschaft gegenüber auf die grobschuldhafte Herbeiführung des Unfalles. Außerhalb des Kreises der Unternehmung besteht die Herrschaft des privaten Schadenersatzrechtes uneingeschränkt wie zuvor. Der Höhe nach entsteht durch diesen Sachverhalt eine Teilung der Ersatzansprüche zwischen Versicherungsgemeinschaft und Versicherten, nur wird man ersterer diesen Anspruch als originär zustehend zuerkennen müssen und ihn nicht nur als im Wege einer (gesetzlichen) Zession auf sie übergegangen ansehen dürfen.

*(M. MARSCHNER, Secrétaire de la Caisse d'assurance contre les accidents de Prague, résume son rapport et rappelle quelques données théoriques relatives à la responsabilité forfaitaire des patrons.)*

* * *

Da zu den noch unerledigten Referaten der Herren Albert

*Personne ne demandant la parole sur les rapports de*

GIGOT, Alfred MAYEN und Senator Ernesto de ANGELI niemand das Wort wünscht, erscheint die meritorische Debatte geschlossen.

*MM. Albert GIGOT, Alfred MAYEN et de ANGELI (absents), la discussion est close.*

---

# Schluß-Sitzung.

## SÉANCE DE CLÔTURE.

Die Leitung der Schluß-Sitzung übernimmt der Ehrenpräsident des Kongresses, Sr. Exz. Dr. Ernst von KOERBER, worauf noch folgende Gegenstände erledigt werden:

*Son Excellenz le Dr. von KOERBER, Président d'honneur du Congrès, prend la présidence de la séance:*

**1. Ernennung von Mitgliedern des ständigen Ausschusses (Comité permanent) in Paris.**

**1° Nomination de membres du Comité permanent.**

Als neue Mitglieder des Comité permanent in Paris werden vorgeschlagen:

*Sont nommés membres du Comité permanent à Paris:*

Für den australischen Staatenbund: Sir John A. COCKBURN; für Belgien: General-Direktor Jean DUBOIS; für Dänemark: C. TRAP; für Frankreich: M. MILLERAND; für Großbritannien: Enquiry Officer D. J. SCHLOSS; für Italien: Marquis

*Pour l'Autriche: M. le Docteur von WOLF; pour la Belgique: M. Jean DUBOIS; pour le Danemark: M. C. TRAP; pour la Fédération australienne: Sir John A. COCKBURN; pour la France: M. MILLERAND; pour la*

Cesaro FERRERO di CAMBIANO, Commendatore Marco BESSO; für die Niederlande: Dr. R. MACALESTER-LOUP; für Österreich: Sektionschef Dr. v. WOLF; für die Schweiz: Regierungsrat E. v. STEIGER, Professor Dr. Chr. MOSER; für Ungarn: Staatssekretär Josef SZTERÉNYI.

*Grande Bretagne: M. D. J. SCHLOSS; pour la Hollande: M. R. MACALESTER-LOUP; pour l'Hongrie: M. le Secrétaire d'Etat SZTERÉNYI; pour l'Italie: M. le Marquis Cesare FERRERO DI CAMBIANO, M. le Comm. MARCO BESSO; pour la Suisse: M. E. von STEIGER, M. le Professeur MOSER.*

* * *

Ehrenpräsident Se. Exz. Dr. von KOERBER:

„Da niemand einen Einwand erhebt, darf ich diesen Vorschlag als angenommen bezeichnen. Es handelt sich nunmehr um

**2. den Sitz des nächsten Kongresses“.**

**2° Prochain Congrès.**

* * *

Comm. Dr. Vinzenz MAGALDI ladet in französischer Sprache die Anwesenden dazu ein, Rom als nächsten Kongreßort zu bestimmen.

Für den lebhaften Beifall, der seinen Ausführungen folgt, dankt zunächst kurz der Redner, worauf Comm. Marco BESSO das Wort ergreift.

*Le Comm. V. MAGALDI invite le Congrès à tenir sa huitième session en 1908, à Rome, où le Gouvernement et le peuple italien se réjouiront de travailler avec les éminents spécialistes de l'assurance ouvrière au progrès des institutions protectrices des travailleurs. — Cette invitation est accueillie par des applaudissements prolongés.*

* * *

Comm. Marco BESSO (Rom):

„Meine Damen und Herren! — Meine verehrten Kollegen! — Ich gestatte mir namens der Italiener für die wohlwollende Aufnahme des Vorschlages des Herrn Magaldi den besten Dank auszusprechen. Wir danken Ihnen vielmals dafür, daß Sie die Güte hatten, die nächste Tagung in Rom anzusetzen. Aber zum Gefühl des Dankes gesellt sich ein Gefühl des Unbehagens. Wir werden nach der Aufnahme in Wien, wo man den Rekord geschlagen hat, kaum in der Lage sein, mit Ihnen in Konkurrenz zu treten. (Widerspruch und Beifall). Wir werden Ihnen die reichen schönen Kunstdenkmäler Italiens zeigen können, aber wir werden Sie nicht so schön aufnehmen können, wie Sie es getan haben."

*(M. le Comm. Marco BESSO remercie pour l'accueil fait à l'imitation italienne, qui est acceptée unanimement.)*

* * *

Exz. Dr. von KOERBER:

„Ich darf also verkünden, daß unter allgemeiner Zustimmung Rom als nächster Kongreßort bestimmt wurde."

* * *

**3. Anträge für den nächsten Kongreß.**

Sekretär Dr. von TAYENTHAL bringt einen vom Geh. Medizinalrat Dr. L. Pfeiffer (Weimar) namens der am Kongreß anwesenden Ärzte gestellten Antrag zur Verlesung, der dahingeht, auf die Tagesordnung des nächsten Kongresses die Thesen:

**3° Propositions relatives à l'ordre du jour du prochain Congrès:**

*Du nom des médecins présents, M. le Dr. R. PFEIFFER (de Weimar) propose de mettre à l'ordre du jour du Congrès de Rome:*

1. der ärztliche Dienst innerhalb der Arbeiterversicherung und Arbeiterschutzgesetzgebung und
2. Errichtung von Lehranstalten für soziale Medizin

zu setzen.

Weiters hat Dr. Alfred MANES (Berlin) im Verein mit den Herren Dr. Mugdan, Dr. Becher, Hofrat Czuber, Dr. von Mayer und Dr. Zacher beantragt:

Der nächste Arbeiterversicherungs-Kongreß möge auf die Tagesordnung die Frage der Ausbildung der Beamten in der gesamten Arbeiterversicherung stellen und Berichte über den Stand der Angelegenheit in allen Ländern und Reformvorschläge einfordern.

*1° le service médical dans l'assurance ouvrière et la protection légale des travailleurs,*

*2° la création d'un enseignement supérieur de la médecine sociale.*

*M. M. Dr. MANES, Dr. MUGDAN, Dr. BECHER, Conseiller CZUBER, Dr. von MAYR, Dr. ZACHER proposent de même:*

*3° la formation des fonctionnaires de l'assurance ouvrière, avec des rapports sur l'état de la question dans les différents pays, ainsi que des propositions de réforme.*

Se. Exz. Dr. von KOERBER:

„Ich darf wohl diese beiden Anträge als angenommen bezeichnen".

* * *

Comm. Dr. MAGALDI beantragt in französischer Sprache, daß auch über die *Caisses maternelles* auf dem nächsten Kongresse verhandelt wird.

*M. le Comm. MAGALDI propose enfin:*

*4° l'organisation de l'assurance maternelle (caisses maternelles).*

*Ces propositions sont adoptées sans débats.*

Se. Exz. Dr. von KOERBER:

„Die Versammlung ist auch mit diesem Antrage einverstanden".

* * *

Geh. Ober-Reg.-Rat Dr. T. BÖDIKER ergreift das Wort zu einer abschließenden Rede, in der er auf die ungewöhnlich zahlreiche Beiteiligung an dem Kongreß aus allen Ländern, allen Berufsständen, allen Parteirichtungen hinweist. Beweis genug, wie das Interesse an der Arbeiterversicherungssache immer tiefer greife.

Mabilleau, der Vertreter von drei Millionen französischen Mutualisten habe erklärt: „Was ich in Deutschland und Österreich sah, hat mich vollständig zum System der obligatorischen Versicherung bekehrt", wobei er die Form natürlich sich offen hielt. Der Schweizer Nationalrat Steiger hat den Kongreß und die Länder, die derselbe vertritt, als eine große Familie bezeichnet, die, wenn ein Glied leidet, selbst mitleide. Wie kann man besser unsere Solidarität und den Nutzen unseres Kongresses charakterisieren, als aus jenen Äußerungen hervorgeht? Die trefflichen Referate, die inhaltreichen hier gehaltenen Reden — es sind ja auch leichter wiegende gehalten worden (Heiterkeit) — sind ein weiterer Beweis für jenen Nutzen. Redner rekapituliert die verhandelten Gegenstände, dankt der Stadt Wien, der n.-ö. Handelskammer, dem Organisationskomitee, besonders Herrn von Kink, für die überaus gastliche Aufnahme und die geleisteten großen Arbeiten, er spricht den Beamten des Komitees besondere Anerkennung aus (Beifall) und begrüßt den Herrn E. Fuster, den vortrefflichen Sozialpolitiker und Übersetzer (Beifall). „Mit dankbarem Andenken verlassen wir Wien, für uns jetzt im Glanze der untergehenden Sonne. Aber schon sehen wir das Morgenrot unseres nächsten Kongresses in Rom. Lang wird uns die Zeit werden, bis wir im Angesicht der ewigen Stadt das »Ecco Roma« ausrufen werden. Auf frohes Wiedersehen

denn dort! Und zum Schlusse meinen Dank für das auch hier wieder in so reichem Maße mir bewiesene Wohlwollen". (Lange anhaltender, lebhafter Beifall.)

*(M. le Président BÖDIKER tient, avant la clôture du Congrès, à remercier les congressistes d'être venus en si grand nombre. M. Mabilleau s'est déclaré converti par ce qu'il a vu à l'assurance obligatoire, tout en réservant le choix des moyens; M. Steiger a comparé le Congrès et les nations à une grande famille. Notre solidarité et l'utilité de ces Congrès ressortent de telles déclarations. — L'orateur remerce M. von Kink, les organisateurs, les employés du comité et M. Fuster. L'assemblée se joint à lui par ses applaudissements.)*

* * *

Handelskammer-Präsident, Reichsratsabgeordneter Julius Ritter von KINK, Präsident des Organisationskomitees:

„Hochgeehrte Herren! Gestatten Sie auch mir, bevor wir auseinandergehen, ein Wort. Dieses kann nur in dem Danke ausklingen dafür, daß Sie in so großer Zahl nach Wien gekommen sind, sich so zahlreich an den Verhandlungen beteiligt und die Beratungen durch Ihr Wissen und Können gefördert haben. Ich habe die sichere Hoffnung, daß dieser Kongreß Früchte tragen und daß er unseren Ideen, für die wir alle eintreten, einen neuen Kreis von Anhängern gewinnen werde. Ich danke Ihnen nochmals, meine Herren, und wünsche, daß Ihnen die Tage, die Sie in Wien zugebracht haben, in angenehmer Erinnerung bleiben. Ich fühle mich verpflichtet, namentlich unserem hochgeehrten Herrn Ehrenpräsidenten, Sr. Exzellenz Dr. v. Koerber, besonders dafür zu danken, daß er sich an die Spitze unserer Organisation gestellt und dadurch unserem Kongreß die höchste Ehre erwiesen hat. Ich bitte aber auch meine verehrten Mitkollegen im Präsidium, welche die schwierige Arbeit der Verhandlungsleitung auf sich genommen haben, die Versicherung meines Dankes entgegenzunehmen, der auch ganz besonders meinem hochgeschätzten Kollegen, Herrn Geh. Rat Bödiker, gilt. Und nun lassen Sie mich mit der

Hoffnung schließen, daß wir uns wieder in unserem Wien treffen werden!"

*(M. von KINK, Président de la Chambre de Commerce, Président du Comité d'organisation, prend à son tour la parole. Il remercie les congressistes et les assure qu'un tel Congrès ne restera pas sans action féconde. Il remercie encore M. von Koerber, ainsi que les présidents de séance et notamment M. Bödiker.)*

* * *

*M. Georges PAULET, Directeur de l'Assurance et de la Prévoyance sociales au Ministère du Commerce de France (Paris):*

*„J'ai l'agréable devoir d'associer le Gouvernement Français aux remerciements et aux témoignages de gratitude auxquels se sont créés tant de droits le Comité d'Organisation du Congrès et son éminent président d'honneur, les représentants du Gouvernement Autrichien, de la ville de Vienne et de la Chambre de Commerce et d'Industrie par l'aimable accueil et les délicates attentions qu'ils ont réservés aux délégués des Gouvernements étrangers et à tous les congressistes.*

*Bien que mon ignorance de la langue allemande — et je ne l'ai jamais regrettée davantage — m'ait, pour ma part, privé du plaisir de suivre d'aussi près que je l'aurais voulu les discussions du Congrès, il me semble bien qu'une première impression s'en dégage: celle d'un rapprochement définitif entre les partisans, naguère irréductibles, de la liberté et de l'obligation en matière d'assurances ouvrières. Ou je me trompe, ou maintenant, à bien peu d'exceptions près, nous reconnaissons qu'il faut recourir, en une certaine mesure, à l'obligation. Mais les uns ont, si je puis le dire, la fierté de l'obligation, tandis que les autres n'en ont que la résignation et veulent, à juste titre, maintenir un rôle important aux initiatives que leur a léguées dans leur pays la prévoyance du passé. Qu'importe la variété de moyens, puisque nous sommes d'accord sur le but et sur la nécessité de l'atteindre?*

*Une deuxième constatation parait surgir de vos travaux: c'est la préoccupation générale, la préoccupation grandissante*

*de descendre un peu des hauteurs — pour ne pas dire des nuages — des principes et des théories et de prendre corps à corps les réalités, les détails, les difficultés, les perfectionnements ouvriers. Si même à cet égard quelque vivacité inattendue s'est mêlée à vos débats, des esprits réfléchis n'en voudront sans doute retenir qu'une manifestation du désir compréhensible des ouvriers de voir de plus en plus clair dans les organisations d'assurances dont ils sont les bénéficiaires et de prêter plus directement à ces organisations le concours critique de leur expérience.*

*Enfin comment ne serions-nous pas frappés de la bonne foi, de la concorde, de la largeur d'idées qui groupent ici, dans une collaboration féconde, des administrateurs, des professeurs, des jurisconsultes, des techniciens, des assurés venus de toutes les nations du monde et de toutes les régions de la pensée? Si parfois les diversités des esprits nous séparent, toujours les coeurs se réunissent.*

*Hier soir, je traversais une fois de plus ce Burg magnifique, qui jette sur les splendeurs nouvelles du Vienne moderne la majesté des siècles. Je le traversais, par un hasard favorable, au moment même où passait, dans l'impériale simplicité d'un souverain aimé de son peuple, Sa Majesté l'Empereur d'Autriche. Je me figurai qu'au passage il portait son regard sur le monument de François II, comme pour y relire la devise qui pourrait aussi bien être la sienne: Amorem meum populis meis. Et je me disais tout bas, que nos congrès, à leur tour, auraient quelque droit de reprendre à leur compte cette belle devise. C'est là leur haute inspiration et leur force profonde. A l'encontre de toutes les divergences et de tous les dissentiments que les fatalités de l'histoire ou les divisions de la politique laissent subsister entre les peuples et entre les hommes, vous pouvez ainsi, non pas en artistes et en poètes, mais en hommes de pratique et d'action, développer entre vous et faire rayonner autour de vous, au profit des travailleurs de tous les pays, une ligue d'amour."*

* * *

Ehrenpräsident Exzellenz Dr. v. KOERBER:

„Wir sind am Schlusse unserer Verhandlungen angelangt und ich kann den verehrten Herren Berichterstattern wie den Herren, die sich mit lichtvollen Darstellungen an der temperamentvoll geführten Debatte beteiligten, und allen Mitgliedern des Kongresses, welche durch ihr Votum den gefaßten Beschlüssen die ihnen zukommende große Bedeutung gaben, nicht genug danken. Sie haben neue Meilensteine auf dem steilen Wege der Aussöhnung zwischen den einander gegenüberstehenden und doch so sehr auf einander angewiesenen Grundelementen der Volkswirtschaft gesetzt, und, wie es der zeitgenössischen Technik gelang, ungeheure Lasten auf den Rücken der Berge zu befördern, so wird die moderne Gesittung die Wanderung auf die Höhe der sozialen Reform vollenden, von welcher sich der Blick auf ein regsames, friedliches Geschlecht lenkt. Dann wird auch das Wort der Schrift erfüllt sein, in das sie ihre kostbarste Lehre zusammenfaßt: „Liebe Deinen Nächsten wie Dich selbst". Unglück und Schmerz sind vom irdischen Dasein unzertrennlich, sie schreiten an keiner Hütte und auch an keinem Palast vorüber, denn unerbittlich ziehen die Ereignisse dahin und zertreten, ihrem größeren Zwecke folgend, oft genug die Hoffnung und das Glück des Einzelnen. Aber eine höhere Weltordnung hat die Menschen mit den Mitteln des Trostes und der Hilfe ausgestattet, das Individuum, die Gesellschaft, den Staat. Sie alle erfüllen eine Pflicht, indem sie schützend und rettend eingreifen. Nicht einen Augenblick darf das Kapital seine Aufgabe versäumen, werbend sich zu mehren, und jene Lehren lauten zum allgemeinen Schaden, die darauf vergessen, daß seine Zersplitterung auch seine Vernichtung bedeutet. In dem Lande fließen Milch und Honig, in welchem dem Kapital seine Erhaltung ermöglicht ist, und das ist in unseren Tagen das Paradies auf Erden, wo der redlichen Gemeinschaft zwischen Kapital und Arbeit keine launischen Schranken von ephemeren Machthabern gezogen werden dürfen. Aber die andere Schuldigkeit des Besitzers ist nicht bloß, den Schwachen zu stützen, sondern gegen den mitschaffenden Arbeiter gerecht zu sein. Weil ihm Wohltat Plage wird, muß vom Rechte, das mit ihm geboren ist, die Rede sein. Diese Erkenntnis dringt immer weiter, Sie hat einst die Fesseln der Leibeigenschaft gebrochen,

sie hat später die Freiheit des Individuums proklamiert. In unserem VII. Arbeiterversicherungs-Kongreß war dem Vorurteil kein Platz gegönnt, Sie haben sich, meine Herren, rückhaltlos in den Dienst jener wahren Humanität gestellt, deren ewiges Ziel das Recht ist. Wie der Soldat für seine Ehre neben seiner Fahne niedersinkt, wie die Wissenschaft die Wahrheit in der Forschung ihre Ehre nennt, wie die Kunst in der Auslösung der innersten Empfindung ihre Ehre erblickt, so haben Sie, meine Herren, hier für die Ehre der Arbeit gestritten, indem Sie mit Ihren Beschlüssen erklärten, daß sich die Arbeit niemals mehr des Bettelstabes soll bedienen, nicht einmal mehr der Wohltat verpflichfet fühlen müssen. Die leitenden Gedanken der Vergangenheit und vielleicht auch schon der Gegenwart verblassen, eine neue Zeit bricht an, wir wollen sie gerüstet empfangen, nicht mit Panzer und Schwert, sondern mit dem Gruße: „Wir haben nichts zu fürchten".

*Encore une fois, Messieurs, recevez l'assurance de nos remerciements empressés.*

Ich erkläre den VII. Arbeiterversicherungs-Kongreß für geschlossen."

*(S. Exc. M. von KOERBER, Président d'honneur du Congrès, félicite le Congrès d'avoir planté de nouveaux jalons sur le voie escarpée qui mène vers les sommets où tout sera paix et réconciliation. Aime ton prochain comme toi-même. La douleur assaille toutes les créatures humaines, mais l'humanité a des moyens de consoler et chacun a le devoir de protéger son semblable. Certes, le capital doit se développer, si le Société veut être pospère. Mais celui qui possède a le devoir non seulement de protéger le faible, mais encore d'être juste à l'égard de son collaborateur ouvrier, de substituer à l'antique aumône des droits formels. Ces Congrès combattent ainsi pour les droits du Travail. — M. le Président déclare clos les débats du VII^e Congrès international.)*

---

# Alphabetisches Inhalts-Verzeichnis nach Autoren und Rednern.


F. Appelius. — Das Verfahren bei Erhebung von Rentenansprüchen (Mitwirkung der Ärzte, der unteren Verwaltungsbehörden, Rentenstellen) auf dem Gebiete der Invalidenversicherung und bei der Entscheidung über sie. Ref. II 117, Disk.: II 619.

Dr. F. Bauer. — Die Mitarbeit der Ärzte im Rentenfestsetzungsverfahren. Disk.: II 691.

Dr. W. Becher. — Die Mitarbeit der Ärzte im Rentenfestsetzungsverfahren. Disk.: II 694.

M. Bellom. — Des rapports de l'assurance contre l'invalidité avec les autres branches de l'assurance ouvrière. Ref.: I 613, Disk.: II 563.

A. Bielefeldt. — Invalidenversicherung und Volksgesundheit. Ref.: II 33, Disk.: II 646.

Dr. R. Bischoff. — Die Vereinfachung der Arbeiterversicherung. Disk.: II 602.

Dr. E. Blaschke. — Die Abhängigkeit der Invaliditätswahrscheinlichkeit der Angestellten von der Anzahl der Dienstjahre. Ref.: II 129, Disk.: II 642.

Dr. T. Bödiker. — Die Entwicklung der Arbeiterversicherung in Deutschland. Ref.: I 1, Disk.: II 487.

— Vereinfachung der Arbeiterversicherung. Ref.: I 515, Disk.: II 551.

— Rede in der Eröffnungssitzung: II 464.

— — Schlußsitzung: II 706.

— Der Mutualismus. Disk.: II 532,

— Zur Frage der Einrichtung einer internationalen Unfallstatistik. Disk.: II 678.

— Die Mitarbeit der Ärzte im Rentenfestsetzungsverfahren. Disk.: II 692.

J. Brod. — Die Arbeiterversicherung in Belgien. Disk.: II 530.

Graf Bylandt-Rheidt. — Rede in der Eröffnungssitzung: II 468.

L. Carpi. — Bemerkungen zum Referate Mamy „Le musée de prévention des accidents du travail": II 684.

Dr. E. Ceresole. — Bemerkungen zur Arbeiterversicherung in der Schweiz: II 527.

E. Cheysson. — L'assurance des veuves et des orphelins. Ref.: I 651.

— La statistique internationale des accidents du travail. Ref.: II 197.

J. A. Cockburn. — Working men's insurance in Australia. Ref.: I 43, Disk.: II 492.

— Old age pensions in Australia. Ref.: I 445.

José Mª de Delás. — Histoire de la législation des accidents du travail et des assurances sociales en Espagne. Ref.: I 47.

Dr. J. van Drooge. — Vereinheitlichung und Dezentralisation der Arbeiterversicherung. Ref.: I 637.

J. Dubois. — Le développement des assurances sociales en Belgique. Ref.: I 413, Disk.: II 508, 530.

— Rede in der Eröffnungssitzung: II 474.

M. Eldersch. — Die Vereinfachung der Arbeiterversicherung. Disk.: II 653.

G. Elle. — Der Ausbau des § 25 des Invalidenversicherungsgesetzes (Invalidenhäuser statt Rentenverpflegung). Ref.: II 89, Disk.: II 616.

Dr. E. Feigenwarter. — Die Behandlung der Ausländer im Versicherungsrecht. Disk.: II 540.

Marquis C. Ferrero di Cambiano. — La caisse nationale de prévoyance pour l'invalidité et la vieillesse des ouvriers en Italie. Ref.: II 69, Disk.: II 610.

Dr. B. Fleischer. — Die Bestimmung des Grades der Unfallsinvalidität. Disk.: II 689.

K. J. Frässdorf. — Die Vereinfachung der Arbeiterversicherung. Disk.: II 572.

Dr. R. Freund. — Die Vereinfachung der Arbeiterversicherung. Ref.: I 551, Disk.: II 560.

E. Fuster. — Sur un projet de statistique française des accidents du travail. Ref.: II 215, Disk.: II 671.

H. Gebhardt. — Die Vereinheitlichung und Vereinfachung der Arbeiterversicherung. Disk.: II 604.

A. Gigot. — Du role de la mutualité dans l'assurance libre contre les accidents du travail. Ref.: II 289.

M. Gräf. — Die Vereinfachung der Arbeiterversicherung. Disk.: II 583.

K. Hartmann. — Die Vereinheitlichung der Arbeiterversicherung. Disk.: II 603.

Hassel. — Die Beitragsleistung bei der Invaliden- (und Alters-) Versicherung und die Kontrolle der Beitragsleistungen insbesondere bei unständigen Arbeitern in Deutschland. Ref.: II 1, Disk.: II 630.

J. Hébrard. — Die Arbeiterversicherung in Frankreich. (Die Mutualisten.) Disk.: II 522.

— Die Arbeiterversicherung in Belgien. Disk.: II 532.

Ch. R. Henderson. — Working men's insurance in the United States of America. Ref.: I 57, Disk.: II 493.

Dr. A. Hjelt. — Die Arbeiterversicherung in Finnland seit dem Jahre 1889. Ref.: I 581, Disk.: II 512.

Dr. K. Th. von Inama-Sternegg. — An das Präsidium: II 145.

F. v. Jagwitz. — Die Vereinheitlichung der Arbeiterversicherung. Disk.: II 607.

Dr. J. Kaan. — Organisation d'une statistique internationale d'accidents. Ref.: II 151, Disk.: II 672, 680.

R. Kaan. — Die Bestimmung des Grades der Unfallsinvalidität. Disk.: II 686.

R. v. Kink. — Rede in der Eröffnungssitzung: II 459.

— — in der Schlußsitzung: II 707.

Dr. G. A. Klein. — Zur Frage der Einrichtung einer internationalen Unfallstatistik. Ref.: II 281, Disk.: II 675.

— Bemerkungen zum Referate Lass „Internationale Rechtsbeziehungen auf dem Gebiete der Arbeiterversicherung": II 537.

— Bemerkungen zum Referate Siefart „Unfallversicherung und Berufskrankheiten". Disk.: II 696.

F. Klüss. — Die Vereinfachung der Arbeiterversicherung. Disk.: II 652.

Dr. R. Kobatsch. — Die Vereinheitlichung der Arbeiterversicherung. Disk.: II 569.

K. Kögler. — Die Arbeiterversicherung und das Rechtsbewußtsein. Ref.: I 501, Disk.: II 546.

Dr. v. Koerber. — Eröffnungsansprache: II 454.

— Schlußrede: II 710.

Dr. P. Krische. — Unfallverhütung und technische Aufsichtsbeamte in Deutschland. Ref.: II 411, Disk.: II 699.

Dr. L. Lass. — Internationale Rechtsbeziehungen auf dem Gebiete der Arbeiterversicherung. Ref.: I 467.

Dr. M. Layer. — Geschichte der österr. Arbeiterversicherung seit dem Jahre 1889 mit besonderer Berücksichtigung des neuen Gesetzentwurfes. Ref.: I 77, Disk.: II 493.

Dr. K. Lueger. — Rede in der Eröffnungssitzung: II 470.

M. Luxenburg. — Die Arbeiterversicherung in Rußland. Disk.: II 529.

L. Mabilleau. — Die Mutualisten und die Vereinfachung der Arbeiterversicherung. Disk.: II 595.

Dr. R. Macalester-Loup. — Die Arbeiterversicherung in den Niederlanden. Ref.: I 115, Disk.: II 495.

Dr. V. Magaldi. — Les assurances ouvrières en Italie. Ref: I 142, Disk.: II 510.

— Les ouvriers étrangers et la législation des assurances ouvrières. Ref.: I 449, Disk.: II 534.

— Rede in der Eröffnungssitzung: II 478.

Dr. O. Magen. — Die Forderungen der Ärzte auf dem Gebiete der Arbeiterversicherung. Disk.: II 650.

L. Maingie. — La statistique des accidents du travail. Ref.: II 241, Disk.: II 680.

H. Mamy. — Le musée de prévention des accidents du travail et d'hygiène industrielle de Paris. Ref.: II 309, Disk.: II 683.

Dr. R. Marschner. — Das Grenzgebiet zwischen Arbeiterversicherung und privatem Schadenersatz. Ref.: II 423, Disk.: II 701.

A. Mayen. — L'assurance privée contre les accidents en France. Ref.: II 297.

J. May. — Die Arbeiterversicherung in Schweden. Ref.: I 191, Disk.: II 498.

Dr. G. v. Mayr. — Zur Frage der Einrichtung einer internationalen Unfallstatistik. Disk.: II 677.

— Die Fürsorge für die Gefangenen. Disk.: II 682.

Dr A. Menzel. — Zur Frage der Vereinfachung der Arbeiterversicherung. Ref.: I 593, Disk.: II 562.

Millerand. — Rede in der Eröffnungssitzung: II 477.

P. Misa. — Projekt eines Fürsorgegesetzes: II 614.

Dr. O. Mugdan. — Die Vereinfachung der Arbeiterversicherung. Disk.: II 588.

Negri. — Renseignements sur la constitution de la „Casa mutua degli agricoltori" contre les accidents des ouvriers pendant le travail, siégéant à Vercelli. Ref.: II 445.

H. Neumann. — Skizze über die Arbeiterversicherungen im Großherzogtum Luxemburg. Ref.: I 213, Disk.: II 502.

Dr. J. Ofner. — Bemerkungen zum Referate Kögler „Die Arbeiterversicherung und das Rechtsbewußtsein": II 547.

G. Paraf. — L'Hygiène et la Sécurité du travail industriel. Disk.: II 682.

J. Pastrée. — Die Vereinheitlichung und Vereinfachung der Arbeiterversicherung. Disk.: II 606.

G. Paulet. — Les assurances sociales en France. Ref.: I 223, Disk.: II 515.

— Die ausländischen Arbeiter und die Arbeiterversicherungsgesetzgebung. Disk.: II 535.

— Zur Frage der Einrichtung einer internationalen Unfallstatistik. Disk.: II 679.

— Rede in der Schlußsitzung: II 708.

Dr. Perier. — Sur l'estimation de l'invalidité après les accidents du travail. Ref.: II 353.

Dr. E. v. Philippovich. — Rede in der Eröffnungssitzung: II 471.

Dr. R. Pilbauer. — Die Vereinheitlichung der Arbeiterversicherung. Disk : II 655.

V. Ricci. — Mémoire sur un essai d'assurance contre les accidents des travaux agricoles en Italie. Ref.: II 441.

A. Romalo. — Résumé sur l'état des assurances sociales en Roumanie depuis 1889. Ref.: I 269.

Dr. E. Rumpf. — Organisation und Betrieb der Heilstätten der deutschen Invalidenversicherung. Ref.: II 53, Disk.: II 637.

Ch. de Sauteiron de St. Clément. — Les accidents du travail dans les établissements militaires italiens. Ref.: II 435, Disk.: II 681.

D. F. Schloss. — Old age pensions schemes in the United Kingdom. Ref.: I 277.

Schmidt. — Société de prévoyance des fonctionnaires et employés tunisiens. Ref. I 405, Disk.: II 507.

F. Schi..zler. — Die Bestimmung des Grades der Unfallsinvalidität. Ref.: II 317, Disk.: II 684.

Dr. H. Scholl. — Die freie Ärztewahl. Disk.: II 660.

Dr. Th. Schroeder. — Die Anlegung der Bestände der deutschen Landes-Versicherungsanstalten. Ref.: II 97, Disk.: II 611.

Siefart. — Betriebsunfall und Berufskrankheit. Ref.: II 373.

E. Simanowski. — Die Vereinheitlichung der Arbeiterversicherung. Disk.: II 599.

L. Skarzynski. — La protection des invalides du travail en Russie. Ref.: I 317, Disk.: II 503.

— Rede in der Eröffnungssitzung: II 480.

— Die Arbeiterversicherung in der Schweiz. Disk.: II 528.

E. v. Steiger. — Die Geschichte der Arbeiterversicherung in der Schweiz seit dem Jahre 1889. Ref.: I 297, Disk.: II 523.

A. Stoff. — La protection des invalides du travail en Russie. Ref.: I 317.

H. Sydow. — Die Vereinfachung der Arbeiterversicherung. Disk.: II 585.

J. Szterényi. — L'assurance ouvrière en Hongrie. Ref.: I 347, Disk.: II 504.

C. Trap. — Die Versorgung Unbemittelter außerhalb des Armenwesens in Dänemark. Ref.: I 369.

K. Vanek. — Die Bestimmung des Grades der Unfallsinvalidität. Disk.: II 689.

Dr. L. Verkauf. — Bemerkungen zum Referate Kögler „Die Arbeiterversicherung und das Rechtsbewußtsein": II 543.

— Die Vereinheitlichung und Vereinfachung der Arbeiterversicherung. (Der österr. Gesetzentwurf.) Disk.: II 574, 591.

H. Vetter. — Die Arbeiterversicherung und das Rechtsbewußtsein. Disk.: II 549, 648.

Weiss. — Évaluation numérique des détériorations visuelles chez les victimes d'accidents du travail. Ref.: II 361.

Werner. — Rede in der Eröffnungssitzung: II 475.

L. Wodon. — Le développement des assurances sociales en Belgique. Ref.: I 413.

# Alphabetisches Inhalts-Verzeichnis nach Ländern.

## Fragen internationaler Bedeutung.


Die Vereinfachung und Vereinheitlichung der Arbeiterversicherung.

Ref.: M. Bellom I 613, Dr. T. Bödiker I 515, Dr. J. v. Drooge I 637, Dr. R. Freund I 551, Dr. A. Menzel I 593.

Disk.: M. Bellom, II 563, Dr. M. Bischoff II 602, Dr. T. Bödiker II 551, M. Eldersch II 653, K. J. Frässdorf II 572, Dr. R. Freund II 560, H. Gebhardt, II 604, M. Gräf II 583, K. Hartmann II 603, F. v. Jagwitz II 607, F. Klüss II 652, Dr. R. Kobatsch II 569, Dr. A. Menzel II 562, Dr. O. Mugdan II 588, J. Pastrée II 606, Dr. R. Pilbauer II 655, E. Simanowski II 599, H. Sydow II 585, Dr. L. Verkauf II 574, 591, H. Vetter II 549, 648.

Internationale Unfallstatistik.

Ref.: E. Cheysson II 197, E. Fuster II 215, Dr. K. Inama-Sternegg II 145, Dr. J. Kaan II 151, Dr. G. A. Klein II 281, L. Maingie II 241.

Disk.: Dr. T. Bödiker II 678, E. Fuster II 671, Dr. J. Kaan II 672, 680, Dr. G. A. Klein II 675, L. Maingie II 680, Dr. G. v. Mayr II 677, G. Paulet II 535.


## Internationale Rechtsbeziehungen auf dem Gebiete der Arbeiterversicherung.


Ref.: Dr. L. Lass I 467, Dr. V. Magaldi II 534, K. Kögler I 501.

Disk.: Dr. E. Feigenwarter II 540, Dr. G. A. Klein II 537, Dr. G. v. Mayr II 682, K. Kögler II 546, G. Paulet II 535.


## Australien.


J. A. Cockburn. — Working men's insurance in Australia. Ref.: I 43, Disk.: II 492.

— Old age pensions in Australia. Ref.: I 445.


## Belgien.


J. Dubois. — Le développement des assurances sociales en Belgique. Ref.: I 413, Disk.: II 508, 530.

— Rede in der Eröffnungssitzung: II 474.

L. Maingie. — La statistique des accidents du travail. Ref.: II 241, Disk.: II 680.

L. Wodon. — Le développement des assurances sociales en Belgique. Ref.: I 413.

## Dänemark.

C. Trap. — Die Versorgung Unbemittelter außerhalb des Armenwesens in Dänemark. Ref.: I 369.

## Deutschland.

E. Appelius. — Das Verfahren bei Erhebung von Rentenansprüchen (Mitwirkung der Ärzte, der unteren Verwaltungsbehörden, Rentenstellen) auf dem Gebiete der Invalidenversicherung und bei der Entscheidung über sie. Ref.: II 117, Disk.: II 619.

Dr. F. Bauer. — Die Mitarbeit der Ärzte im Rentenfestsetzungsverfahren. Disk.: II 691.

Dr. W. Becher. — Die Mitarbeit der Ärzte im Rentenfestsetzungsverfahren. Disk.: II 694.

A. Bielefeldt. — Invalidenversicherung und Volksgesundheit. Ref.: II 33, Disk.: II 646.

Dr. T. Bödiker. — Die Entwicklung der Arbeiterversicherung in Deutschland. Ref.: I 1, Disk.: II 487.

— Vereinfachung der Arbeiterversicherung. Ref.: I 515, Disk.: II 551.

— Rede in der Eröffnungssitzung: II 464.

— — Schlußsitzung: II 706.

G. Elle. — Der Ausbau des § 25 des Invalidenversicherungsgesetzes (Invalidenhäuser statt Rentenverpflegung). Ref.: II 89, Disk.: II 616.

Dr. R. Freund. — Die Vereinfachung der Arbeiterversicherung. Ref.: I 551, Disk.: II 560.

Hassel. — Die Beitragsleistung bei der Invaliden- (und Alters-) Versicherung und die Kontrolle der Beitragsleistungen insbesondere bei unständigen Arbeitern in Deutschland. Ref.: II 1, Disk.: II 630.

Dr. G. A. Klein. — Zur Frage der Einrichtung einer internationalen Unfallstatistik. Ref.: II 281, Disk.: II 675.

— Bemerkungen zum Referate Lass „Internationale Rechtsbeziehungen auf dem Gebiete der Arbeiterversicherung“: II 537.

— Bemerkungen zum Referate Siefart „Unfallversicherung und Berufskrankheiten“. Disk.: II 696.

Dr. P. Krische. — Unfallverhütung und technische Aufsichtsbeamte in Deutschland. Ref.: II 411, Disk.: II 699.

Dr. L. Lass. — Internationale Rechtsbeziehungen auf dem Gebiete der Arbeiterversicherung. Ref.: I 467.

Dr. O. Magen. — Die Forderungen der Ärzte auf dem Gebiete der Arbeiterversicherung. Disk.: II 650.

Dr. G. v. Mayr. — Zur Frage der Einrichtung einer internationalen Unfallstatistik. Disk.: II 677.

— Die Fürsorge für die Gefangenen. Disk.: II 682.

Dr. O. Mugdan. — Die Vereinfachung der Arbeiterversicherung. Disk.: II 588.

Dr. E. Rumpf. — Organisation und Betrieb der Heilstätten der deutschen Invalidenversicherung. Ref.: II 53, Disk.: II 637.

Dr. Th. Schroeder. — Die Anlegung der Bestände der deutschen Landes-Versicherungsanstalten. Ref.: II 97, Disk.: II 611.

Siefart. — Betriebsunfall und Berufskrankheit. Ref.: II 373.

E. Simanowski. — Die Vereinheitlichung der Arbeiterversicherung. Disk.: II 599.

H. Sydow. — Die Vereinfachung der Arbeiterversicherung. Disk.: II 585.

Werner. — Rede in der Eröffnungssitzung: II 475.

## Finnland.

Dr. A. Hjelt. — Die Arbeiterversicherung in Finnland seit dem Jahre 1889. Ref. I 581, Disk.: II 512.

## Frankreich.

M. Bellom. — Des rapports de l'assurance contre l'invalidité avec les autres branches de l'assurance ouvrière. Ref.: I 613, Disk.: II 563.

E. Cheysson. — L'assurance des veuves et des orphelins. Ref.: I 651.

— La statistique internationale des accidents du travail. Ref.: II 197.

E. Fuster. — Sur un projet de statistique française de accidents du travail. Ref.: II 215, Disk.: II 671.

J. Hébrard. — Die Arbeiterversicherung in Frankreich. (Die Mutualisten.) Disk.: II 522.

L. Mabilleau. — Die Mutualisten und die Vereinfachung der Arbeiterversicherung. Disk.: II 595, Dr. T. Bödiker II 532.

H. Mamy. — Le musée de prévention des accidents du travail et d'hygiène industrielle de Paris. Ref.: II 309, Disk.: II 683, Carpi Disk.: II 684.

A. Mayen. — L'assurance privée contre les accidents en France. Ref.: II 297.

Millerand. — Rede in der Eröffnungssitzung: II 477.

G. Paraf. — L'Hygiène et la Sécurité du travail industriel. Disk.: II 682.

G. Paulet. — Les assurances sociales en France. Ref. I 223, Disk.: II 515.

— Die ausländischen Arbeiter und die Arbeiterversicherungsgesetzgebung. Disk.: II 535.

— Zur Frage der Einrichtung einer internationalen Unfallstatistik. Disk.: II 679.

— Rede in der Schlußsitzung: II 708.

Dr. Perier. — Sur l'estimation de l'invalidité après les accidents du travail. Ref.: II 353.

Weiss. — Évaluation numérique des détériorations visuelles chez le victimes d'accidents du travail. Ref.: II 361.

## Großbritannien.

British Home Office. — I 439.

D. F. Schloss. — Old age pensions schemes in the United Kingdom. Ref.: I 277.

## Italien.

Marquis C. Ferrero di Cambiano. — La caisse nationale de prévoyance pour l'invalidité et la vieillese des ouvriers en Italie. Ref.: II 69, Disk.: II 610.

Dr. V. Magaldi. — Les assurances ouvrières en Italie. Ref.: I 142, Disk.: II 510.

— Les ouvriers étrangers et la législation des assurances ouvrières. Ref.: I 449, Disk.: II 534, Dr. E. Feigenwarter Disk.: II 540.

— Rede in der Eröffnungssitzung: II 478.

Negri. — Renseignements sur la constitution de la „Cassa mutua degli agricoltori" contre les accidents de ouvriers pendant le travail, siégéant à Vercelli. Ref.: II 445.

Ch. de Sauteiron de Clément. — Les accidents du travail dans les établissements militaires italiens. Ref.: II 435, Disk.: II 681.

V. Ricci. — Mémoire sur un essai d'assurance contre les accidents des travaux agricoles en Italie. Ref.: II 441.

## Luxemburg.

H. Neumann. — Skizze über die Arbeiterversicherungen im Großherzogtum Luxemburg. Ref.: I 213, Disk.: II 502.

## Niederlande.

Dr. J. van Drooge. — Vereinheitlichung und Dezentralisation der Arbeiterversicherung. Ref.: I 637.

Dr. R. Macalester-Loup. — Die Arbeiterversicherung in den Niederlanden. Ref.: I 115. Disk.: II 495.

## Österreich.

Dr. E. Blaschke. — Die Abhängigkeit der Invaliditätswahrscheinlichkeit der Angestellten von der Anzahl der Dienstjahre. Ref: II 129, Disk.: II 642.

Graf Bylandt-Rheidt. — Rede in der Eröffnungssitzung: II 468.

F. v. Jagwitz. — Die Vereinheitlichung der Arbeiterversicherung. Disk.: II 607.

Dr. K. Th. v. Inama-Sternegg. — An das Präsidium: II 145.

Dr. J. Kaan. — Organisation d'une statistique internationale d'accidents. Ref.: II 151, Disk.: II 672, 680.

R. Kaan. — Die Bestimmung des Grades der Unfallsinvalidität. Disk.: II 686.

R. v. Kink. — Rede in der Eröffnungssitzung: II 459.

— — in der Schlußsitzung: II 707.

Dr. R. Kobatsch. — Die Vereinheitlichung der Arbeiterversicherung. Disk.: II 569.

K. Kögler. — Die Arbeiterversicherung und das Rechtsbewußtsein. Ref.: I 501, Disk: II 546.

Dr. v. Koerber. — Eröffnungsansprache: II 454.

— Schlußrede: II 710.

Dr. M. Layer. — Geschichte der österr. Arbeiterversicherung seit dem Jahre 1889 mit besonderer Berücksichtigung des neuen Gesetzentwurfes. Ref.: I 77, Disk.: II 493.

Dr. K. Lueger. — Rede in der Eröffnungssitzung: II 470.

Dr. R. Marschner. — Das Grenzgebiet zwischen Arbeiterversicherung und privatem Schadenersatz. Ref.: II 423, Disk.: II 701.

Dr. A. Menzel. — Zur Frage der Vereinfachung der Arbeiterversicherung. Ref: I 593, Disk.: II 562.

Dr. E. v. Philippovich. — Rede in der Eröffnungssitzung: II 471.

Dr. R. Pilbauer. — Die Vereinheitlichung der Arbeiterversicherung. Disk.: II 655.

F. Schnitzler. — Die Bestimmung des Grades der Unfallsinvalidität. Ref.: II 317, Disk.: II 684.

Dr. L. Verkauf. — Bemerkungen zum Referate Kögler „Die Arbeiterversicherung und das Rechtsbewußtsein": II 543.

— Die Vereinheitlichung und Vereinfachung der Arbeiterversicherung. (Der österr. Gesetzentwurf.) Disk.: II 574, 591.

H. Vetter. — Die Arbeiterversicherung und das Rechtsbewußtsein. Disk.: II 549.

— Stellung der Industrie zur Reform der Arbeiterversicherung. Disk. II 648.

## Rumänien.

A. Romalo. — Résumé sur l'état des assurances sociales en Roumanie depuis 1889. Ref.: I 269.

## Rußland.

M. Luxenburg. — Die Arbeiterversicherung in Rußland. Disk.: II 529.

L. Skarzynski. — La protection des invalides du travail en Russie. Ref: I 317, Disk. II 503.

— Rede in der Eröffnungssitzung: II 480.

A. Stoff. — La protection des invalides du travail en Russie. Ref.: I 317.

## Schweden.

J. May. — Die Arbeiterversicherung in Schweden. Ref.: I 191, Disk.: II 498.

## Schweiz.

Dr. E. Ceresole. — Bemerkungen zur Arbeiterversicherung in der Schweiz: II 527.

E. v. Steiger. — Die Geschichte der Arbeiterversicherung in der Schweiz seit dem Jahre 1889. Ref.: I 297, Disk.: II 523.

## Spanien.

José Mª de Delás. — Histoire de la législation des accidents du travail et des assurances sociales en Espagne. Ref.: I 47.

## Tunis.

Schmidt. — Société de prévoyance des fonctionnaires et employés tunisiens. Ref.: I 405, Disk.: II 507.

## Ungarn.

J. Szterényi. — L'assurance ouvrière en Hongrie. Ref.: I 347, Disk.: II 504.

## Vereinigte Staaten von Nordamerika.

Ch. R. Henderson. — Working men's insurance in the United States of America. Ref.: I 57, Disk.: II 493.

# Zusammenstellung der Materien nach ihrer Seitenfolge.


| | Band | Seite |
|---|---|---|
| **Einladung** des Organisationskomitees | I | V |
| Programm der Kongreßverhandlungen | I | IX |
| Satzungen | I | XXI |
| Liste der offiziellen Delegierten | I | XXV |
| Mitgliederliste | I | XXX |
| Zusammensetzung des Organisationskomitees | I | CXXIII |
| Italienisches Komitee | I | CXXIX |

**Referate:**

| | | |
|---|---|---|
| Dr. T. Bödiker. — Die Entwicklung der Arbeiterversicherung in Deutschland seit dem ersten internationalen Arbeiterversicherungskongreß im Jahre 1889 | I | 1 |
| Sir John A. Cockburn. — Workingmen's insurance in Australia | I | 43 |
| José Mª de Delás. — Histoire de la législation des accidents du travail et des assurances sociales en Espagne | I | 47 |
| Charles Richmond Henderson. — Workingmen's insurance in the United States of America | I | 57 |
| Dr. Max Layer. — Geschichte der österreichischen Arbeiterversicherung seit dem Jahre 1889 mit besonderer Berücksichtigung des neuen Gesetzentwurfes | I | 77 |
| Dr. R. Macalester-Loup. — Die Arbeiterversicherung in den Niederlanden | I | 115 |
| Dr. V. Magaldi. — Les assurances ouvrières en Italie | I | 143 |
| John May. — Die Arbeiterversicherung in Schweden 1889—1904 | I | 191 |
| H. Neumann. — Skizze über die Arbeiterversicherungen im Großherzogtum Luxemburg | I | 213 |
| Georges Paulet. — Les assurances sociales en France de 1889 à 1905 | I | 223 |
| Alphonse Romalo. — Résumé sur l'état des assurances sociales en Roumanie depuis 1889 | I | 269 |
| D. F. Schloss. — Old age pension schemes in the United Kingdom | I | 277 |
| Edmund von Steiger. — Die Geschichte der Arbeiterversicherung in der Schweiz seit dem Jahre 1889 | I | 297 |
| Louis Skarzynski, Alexandre Stoff. — La protection des invalides du travail en Russie | I | 317 |

| | Band | Seite |
|---|---|---|
| Joseph Szterényi. — L'assurance ouvrière en Hongrie . . . | I | 347 |
| Cordt Trap. — Die Versorgung Unbemittelter außerhalb des Armenwesens in Dänemark . . . . . | I | 369 |
| Schmidt. — Société de prévoyance des fonctionnaires et employés tunisiens . . . . . | I | 405 |
| Jean Dubois, Louis Wodon. — Le développement des assurances sociales en Belgique pendent les quinze dernières années . . . . . | I | 413 |
| British Home Office. — Note on the workmen's compensation in the United Kingdom . . . . . | I | 439 |
| Sir John A. Cockburn. — Old age pensions in Australia . . | I | 445 |
| Dott. Vincenzo Magaldi. — Les ouvriers étrangers et la législation des assurances ouvrieres . . . . . | I | 449 |
| Dr. Ludwig Lass. — Internationale Rechtsbeziehungen auf dem Gebiete der Arbeiterversicherung . . . . . | I | 467 |
| Karl Kögler. — Die Arbeiterversicherung und das Rechtsbewußtsein . . . . . | I | 501 |
| Dr. T. Bödiker. — Vereinfachung der Arbeiterversicherung . | I | 515 |
| Dr. Richard Freund. — Die Vereinheitlichung der Arbeiterversicherung . . . . . | I | 551 |
| Dr. Aug. Hjelt. — Die Arbeiterversicherung in Finnland seit dem Jahre 1889 . . . . . | I | 581 |
| Dr. Adolf Menzel. — Zur Frage der Vereinfachung der Arbeiterversicherung . . . . . | I | 593 |
| Maurice Bellom. — Des rapports de l'assurance contre l'invalidité avec les autres branches de l'assurance ouvrière . . . . . | I | 613 |
| Dr. J. van Drooge. — Vereinheitlichung und Dezentralisation der Arbeiterversicherung . . . . . | I | 637 |
| Emile Cheysson. — L'assurance des veuves et des orphelins | I | 651 |
| Hassel. — Die Beitragsleistung bei der Invaliden- (und Alters-) Versicherung (Markensystem, Einzugsverfahren) und die Kontrolle der Beitragsleistungen insbesondere bei unständigen Arbeitern in Deutschland . . . . . | II | 1 |
| Bielefeldt. — Invalidenversicherung und Volksgesundheit (Heilverfahren) . . . . . | II | 33 |
| Dr. Ernst Rumpf. — Organisation und Betrieb der Heilstätten der deutschen Invalidenversicherung . . . . . | II | 53 |
| C. Ferrero di Cambiano. — La Caisse Nationale de prévoyance pour l'invalidité et la vieillesse des ouvriers en Italie . . . | II | 69 |
| G. Elle. — Der Ausbau des § 25 des Invalidenversicherungsgesetzes. (Invalidenhäuser statt „Rentenverpflegung") . . | II | 89 |
| Dr. Schroeder. — Die Anlegung der Vermögensbestände der deutschen Landes-Versicherungsanstalten . . . . . | II | 97 |

| | Band | Seite |
|---|---|---|
| Franz Appelius. — Das Verfahren bei der Erhebung von Rentenansprüchen (Mitwirkung der Ärzte, der unteren Verwaltungsbehörden, Rentenstellen) auf dem Gebiete der Invalidenversicherung und bei der Entscheidung über sie | II | 117 |
| Dr. Ernst Blaschke. — Die Abhängigkeit der Invaliditätswahrscheinlichkeit der Angestellten von der Anzahl der Dienstjahre | II | 129 |
| Dr. Karl Theodor von Inama-Sternegg. — An das Präsidium | II | 145 |
| Dr. Kaan. — Organisation d'une statistique internationale des accidents | II | 151 |
| E. Cheysson. — La statistique internationale des accidents du travail | II | 197 |
| Edouard Fuster. — Sur un projet de statistique française des accidents du travail | II | 215 |
| Louis Maingie. — La statistique des accidents du travail | II | 241 |
| Dr. G. A. Klein. — Zur Frage der Einrichtung einer internationalen Unfallstatistik | II | 281 |
| Albert Gigot. — Du role de la mutualité dans l'assurance libre contre les accidents du travail | II | 289 |
| Alfred Mayen. — L'assurance privée contre les accidents en France | II | 297 |
| Henry Mamy. — Le musée de prévention des accidents du travail et d'hygiène industrielle de Paris | II | 309 |
| Ferdinand Schnitzler. — Die Bestimmung des Grades der Unfallsinvalidität | II | 317 |
| Dr. Perier. — Sur l'estimation de l'invalidité après les accidents du travail | II | 353 |
| Weiss. — Évaluation numerique des détériorations visuelles chez les victimes d'accidents du travail | II | 361 |
| Dr. Otto Mugdan. — Mitarbeit der Ärzte im Rentenfestsetzungsverfahren bei der reichsgesetzlichen Unfallversicherung in Deutschland | II | 367 |
| Siefart. — Betriebsunfall und Berufskrankheit | II | 373 |
| Dr. Krische. — Unfallverhütung und technische Aufsichtsbeamte in Deutschland | II | 411 |
| Dr. Robert Marschner. — Das Grenzgebiet zwischen Arbeiterversicherung und privatem Schadenersatz | II | 423 |
| Charles de Sauteiron de Saint-Clement. — Les accidents du travail dans les établissements militaires italiens | II | 435 |
| Vincento Ricci. — Mémoire sur un essai d'assurance contre les accidents des travaux agricoles en Italie | II | 441 |
| Negri. — Renseignements sur la constitution de la „Casa mutua degli agricoltori" contre les accidents des ouvriers pendant le travail siégant à Vercelli | II | 445 |

## Sitzungs-Protokolle:

### ERÖFFNUNGS-SITZUNG.

**Montag, den 18. September 1905, vormittags.**


| | Band | Seite |
|---|---|---|
| Rede Sr. Exzellenz des Ehrenpräsidenten des Organisationskomitees Dr. von Koerber | II | 454 |
| Rede des Präsidenten des Organisationskomitees Ritter von Kink | II | 459 |
| Rede des Geheimen Ober-Regierungsrates Dr. Bödiker, Ehrenpräsidenten des Comité permanent | II | 464 |
| Rede Sr. Exzellenz des Ministers des Innern Grafen Bylandt-Rheidt | II | 468 |
| Rede des Bürgermeisters der Stadt Wien Dr. Lueger | II | 470 |
| Reden der offiziellen Delegierten | II | 474 |
| Wahl des Kongreßbureaus und der Vorsitzenden der einzelnen Sitzungen | II | 482 |


### I. GESCHÄFTS-SITZUNG.

**Montag, den 18. September 1905, nachmittags.**


| | | |
|---|---|---|
| Die Entwicklung der Arbeiterversicherung in den einzelnen Staaten: Berichte der Herren Dr. Bödiker, Cockburn, Layer, Henderson etc. | II | 487 |


### II. GESCHÄFTS-SITZUNG.

**Dienstag, den 19. September 1905, vormittags.**


| | | |
|---|---|---|
| Fortsetzung der Berichte über die Entwicklung der Arbeiterversicherung: Berichte der Herren Dubois, Magaldi, Hjelt, Paulet etc. | II | 508 |
| Diskussion zu den Referaten über: Allgemeine Fragen der Arbeiterversicherung. Ausführungen der Herren Magaldi, Paulet, Klein etc. | II | 534 |


### III. GESCHÄFTS-SITZUNG.

**Mittwoch, den 20. September 1905, vormittags.**


| | | |
|---|---|---|
| Diskussion zum Referate Kögler „Die Arbeiterversicherung und das Rechtsbewußtsein" | II | 543 |
| Die Vereinheitlichung und Vereinfachung der Arbeiterversicherung. Ausführungen der Herren: | | |
| Dr. Bödiker | II | 551 |
| Dr. Freund | II | 560 |
| Dr. R. Menzel | II | 562 |
| Bellom zu ihren Referaten | II | 563 |
| Diskussion über dieses Thema | II | 572 |

## IV. GESCHÄFTS-SITZUNG.

**Donnerstag, den 21. September 1905, vormittags.**


| | Band | Seite |
|---|---|---|
| Fortsetzung der Diskussion über das Thema „Die Vereinheitlichung und Vereinfachung der Arbeiterversicherung" . . | II | 583 |
| Referate der Herren: | | |
| Ferrero di Cambiano, Schroeder, Elle, Appelius, Hassel, Rumpf, Blaschke . . . . . | II | 610 |
| Beendigung der Diskussion über das Thema „Die Vereinheitlichung und Vereinfachung der Arbeiterversicherung" . . | II | 644 |


## V. GESCHÄFTS-SITZUNG.

**Freitag, den 22. September 1905, vormittags.**


| | | |
|---|---|---|
| Diskussion zu den Referaten über internationale Unfallstatistik | II | 664 |
| Ausführungen der Herren: | | |
| Dr. Kaan, Dr. Klein, Dr. v. Mayr etc. . . . . | II | 672 |
| Einsetzung einer speziellen Kommission zum weiteren Studium dieser Frage . . . . . | II | 681 |
| Diskussion zu den Referaten der Herren Mamy, Schnitzler, Mugdan etc. . . . . | II | 683 |


## SCHLUSS-SITZUNG.


| | | |
|---|---|---|
| Ernennung von Mitgliedern des ständigen Ausschusses in Paris | II | 702 |
| Beschlußfassung über den Sitz des nächsten Kongresses . . . | II | 703 |
| Anträge für den nächsten Kongreß . . . . . | II | 704 |
| Reden der Herren: Dr. Bödiker . . . . . | II | 706 |
| R. v. Kink . . . . . | II | 707 |
| Paulet . . . . . | II | 708 |
| Schlußrede Sr. Exzellenz Dr. von Koerber . . . . . | II | 710 |


## Inhalts-Verzeichnis:


I. Alphabetisches Verzeichnis der Autoren.
II. Alphabetisches Verzeichnis nach Ländern.
III. Zusammenstellung der Materien nach ihrer Seitenfolge.


E. A. M
3/1/57